



Geneviève Cortes

Partir pour rester

Survie et
mutation
de sociétés
paysannes
andines
(Bolivie)

IRD
Éditions

Partir pour rester

Survie et mutations
de sociétés paysannes andines (Bolivie)

Partir pour rester

Survie et mutations
de sociétés paysannes andines (Bolivie)

Geneviève Cortes

Éditions de l'IRD
INSTITUT DE RECHERCHE
POUR LE DÉVELOPPEMENT

collection à travers champs

Paris, 2000

Préparation éditoriale

Olivier Mathieu

Mise en page

Chantal Tourman

Traduction des résumés

Luis F. Carvajal Manso, Simon Barnard

Coordination

Olivier Mathieu, Catherine Plasse

Maquette de couverture

Michelle Saint-Léger

Maquette intérieure

Catherine Plasse

Photo de couverture

IRD/Geneviève Cortes : « Femme quechua de Pampa Churigua (communauté rurale de la province de Capinota, région de Cochabamba, Bolivie) ».

Sauf mention particulière, toutes les photos sont de l'auteur et les dessins d'Alain Charbi.

La loi du 1^{er} juillet 1992 (code de la propriété intellectuelle, première partie) n'autorisant, aux termes des alinéas 2 et 3 de l'article L. 122-5, d'une part, que les « copies ou reproductions strictement réservées à l'usage du copiste et non destinées à une utilisation collective » et, d'autre part, que les analyses et les courtes citations dans le but d'exemple ou d'illustration, « toute représentation ou reproduction intégrale ou partielle faite sans le consentement de l'auteur ou de ses ayants droit ou ayants cause, est illicite » [alinéa 1^{er} de l'article L. 122-4].

Cette représentation ou reproduction, par quelque procédé que ce soit, constituerait donc une contrefaçon passible des peines prévues au titre III de la loi précitée.

© IRD éditions, 2000

ISSN : 0998-4658

ISBN : 2-7099-1459-X

Sommaire

Préface	7
Glossaire	9
Introduction	21
Partie 1	27
Espaces ruraux et sociétés paysannes d'une région andine	
Partie 2	101
Paysans migrants : lieux, enjeux et systèmes de mobilité	
Partie 3	171
Devenirs paysans : survie, mutations, développement	
Partie 4	225
Vers une meilleure sécurité alimentaire ?	
Conclusion	315
Bibliographie	329
Annexes	349
Liste des sigles	377
Resumen, Summary	379
Tables	397

Préface

Il existe fort peu de livres en langue française sur la Bolivie, au grand désespoir de nos compatriotes désireux de s'informer sur ce pays au-delà de ce qu'en présentent les guides touristiques. C'est déjà dire combien l'ouvrage de Geneviève Cortes est bienvenu et mérite qu'on s'y attarde. Ne nous laissons pas tromper par l'apparente spécificité du sujet : encore aujourd'hui, les sociétés rurales dont il est ici question constituent l'essentiel de la population bolivienne et à travers l'exemple du Valle Alto de Cochabamba, c'est toute la Bolivie andine qui nous est révélée, celle qui totalise encore les trois quarts de la population.

Le lecteur admirera la profondeur et la finesse de cette analyse menée dans le cadre d'une remarquable thèse de doctorat en géographie. Il appréciera aussi la simplicité et la vivacité du style, tout à l'image de l'auteur, qui font que jamais l'intérêt ne faiblit. La démarche impliquée par ses recherches s'avère moins immédiatement perceptible : approche, découverte et aussi respect d'une culture autre puis, progressivement, ces liens de familiarité que l'auteur a su tisser avec les familles des communautés quechua étudiées.

En sciences sociales et humaines, la recherche ne peut prétendre à des résultats fiables que si elle s'inscrit dans le temps long, dans une observation et une écoute patientes de ceux dont on veut apprendre et qu'il faut d'abord comprendre. Il n'est pas sérieux de prétendre que, dans des milieux si différents du nôtre, un passage rapide sur un terrain souvent réduit à sa seule partie accessible en voiture, quelques photos dérobées et, au hasard des rencontres, quelques conversations enregistrées, procurent matière suffisante pour un article, moins encore pour un livre.

Sous cet aspect aussi, le travail de recherche mené par Geneviève Cortes a valeur d'exemple. Les qualités de son ouvrage sont d'abord le fruit d'une intime connaissance des lieux et de leurs habitants, acquise au long de dix-huit mois d'une présence continue et quasi quotidienne sans laquelle les relations de confiance nécessaires à une telle entreprise n'auraient jamais pu être nouées.

C'est donc à une étude comparative des migrations dans deux zones du Valle Alto, chacune douée d'une forte originalité, que nous sommes conviés. Certes il s'agit bien de migrations, mais leur étude constitue pour l'auteur une voie d'accès privilégiée au fonctionnement des sociétés paysannes andines et, à la lecture, cette voie s'avère extrêmement féconde, car elle permet de rendre compte à la fois de l'organisation et des mutations en cours dans ces sociétés. À l'occasion des migrations sont en effet étudiés en profondeur des thèmes aussi importants, dans ce milieu andin si particulier, que les espaces et les pratiques communautaires, les techniques agropastorales, l'impact sur le milieu paysan de l'économie de la cocaïne et son coût social, le système alimentaire et la sécurité alimentaire des familles de paysans...

Les deux zones choisies, bien que relativement proches l'une de l'autre et enracinées dans la même identité socioculturelle, présentent des différences considérables liées au milieu physique, au degré d'accessibilité et d'ouverture à la modernité, aux infrastructures techniques et sociales, aux niveaux de vie des familles, aux types et modes de production. Deux situations contrastées où s'observent des mobilités géographiques fort dissemblables.

Pourtant ces populations vivent dans une même insécurité du lendemain de sorte que, dans les deux cas, la migration apparaît comme la meilleure solution. Or l'auteur montre bien que cette migration, bien loin d'être une fuite, un exode, constitue en fait une réelle stratégie non seulement de survie mais aussi de maintien des familles sur leur espace d'origine.

Pour diverses et parfois spectaculaires qu'elles soient, les migrations ne doivent être considérées que comme l'un des éléments d'une logique de la vie paysanne, logique qu'il est indispensable d'appréhender dans son ensemble. L'auteur nous présente donc une double grille d'explication : la référence aux stratégies familiales, et pas seulement individuelles comme on le fait souvent à propos des migrations, et la référence à la vie et à l'organisation de l'*ayllu*, la communauté andine. Le point de vue fondamental qui sous-tend tout l'ouvrage est en effet que les migrations ne peuvent être comprises que dans une vision globale des logiques socio-économiques et des stratégies de reproduction du groupe familial paysan, mais que ces mêmes logiques et stratégies ne peuvent fonctionner, aujourd'hui encore, que dans le cadre des règles et des pratiques de l'organisation communautaire quechua.

Ce souci constant d'appréhender l'ensemble, de présenter une vision holiste de ce que l'auteur appelle la « sphère sociospatiale » de vie des familles, dans la complexité des interrelations qu'elle suppose, constitue l'un des principaux mérites de l'ouvrage.

Il faut remercier Geneviève Cortes pour ce livre remarquable et souhaiter qu'elle nous fasse encore partager d'autres découvertes aussi passionnantes que celles-ci.

André Franqueville

Glossaire

Acullicu – mastication des feuilles de coca pratiquée dans les pays des Andes centrales (Pérou, Bolivie...). La coca, généralement mélangée à de la cendre calcaire (*llipta*) est mâchée entre cinq et six fois par jour, en particulier pendant les périodes de travail intensif.

Adobe (espagnol) – brique faite d'argile et de paille utilisée pour la construction des maisons.

Afrecho – son de céréales utilisé pour l'alimentation des porcins.

Aguayo – tissu bariolé, de confection artisanale ou industrielle, utilisé couramment dans les Andes pour porter des produits, des aliments ou les enfants en bas âge.

Al partido (ou **Al partir**) – pratique qui consiste à cultiver des terres ou à élever du bétail en association entre deux familles.

Anticrético – système de location d'un logement ou d'une parcelle dont le principe consiste à verser au propriétaire une somme qui est récupérée au terme de la période de location. Cette pratique devient de plus en plus fréquente en Bolivie.

Aparcería (espagnol) – système de fermage pendant la période coloniale espagnole.

Api – bouillie de maïs, typique de la région de Cochabamba, consommée comme boisson chaude.

Arriendo (espagnol) – système de métayage pendant la période coloniale espagnole.

Arrimante (espagnol) – paysan de la zone d'étude (Arbieto et Santa Rosa) qui a accès au système traditionnel d'irrigation, mais dont les terres sont éloignées des canaux.

Arroba – unité de poids correspondant à environ 11 kg. Toutefois, cette unité de poids peut varier considérablement d'une zone à l'autre, d'un produit à l'autre, en particulier lorsqu'il s'agit de semences.

Arrobada (espagnol) – unité de superficie équivalent à environ 3 620 m².

Ayllu – cellule fondamentale de la société pré-incaïque, déterminée par le système de lignage et de groupes de parenté.

Ayni – échange réciproque de service entre deux familles à l'occasion de travaux de natures diverses (agricoles, construction d'une maison...). Le service peut être soit réciproque et symétrique (échange mutuel de main-d'œuvre familiale lors des travaux agricoles par exemple), soit asymétrique lorsque l'échange réciproque ne concerne pas la même nature de service (du travail contre des produits par exemple).

Banda (espagnol) – fanfare ou groupe musical.

Bollero – personne qui collecte et transporte la pâte base de cocaïne produite dans les laboratoires illégaux des zones amazoniennes de Bolivie.

Cabecilla – personne responsable des travaux communautaires d'irrigation dans les villages du Valle Alto (Santa Rosa et Arbieto). Elle se charge de convoquer les paysans pour l'entretien des canaux.

Camba – nom donné aux habitants des terres basses en Bolivie (s'oppose à *colla*, habitants des hautes terres).

Cantaro (espagnol) – jarre de terre de taille intermédiaire servant à entreposer la *chicha* dans les cours intérieures des maisons ou dans les *chicherias*.

Carga (espagnol) – unité de poids correspondant à environ 100 kg. Cette unité varie toutefois considérablement d'un territoire ou d'un produit à l'autre.

Cargo – charge d'utilité collective (administrative, religieuse ou festive). Dans les Andes, le système traditionnel des *cargos* est rotatif. Chaque membre d'une communauté paysanne doit avoir assumé les responsabilités collectives au moins une fois dans sa vie.

Casco (espagnol) – bol de plastique utilisé pour les préparations culinaires.

Cato – unité de superficie pour les cultures de coca (équivalent à environ un sixième d'hectare).

Ch'akas – intermédiaires qui contrôlent le commerce et le transport de la coca produite dans le Chaparé et destinée à la production de pâte base cocaïne.

Ch'alla – hommage rendu à la Pachamama (Terre-mère) qui consiste à verser quelques gouttes d'une boisson sur le sol. La *ch'alla* est une pratique quotidienne jouant un rôle majeure dans les relations de sociabilité et les rituels festifs.

Chaco (espagnol) – nom donné aux exploitations des zones tropicales du pays, en particulier du Chaparé.

Chala – matière végétative résiduelle du maïs servant à l'alimentation du bétail.

Chaqueo (espagnol) – défrichage de la forêt, première phase de la mise en exploitation des terres dans la Chaparé.

Charque – viande séchée de mouton ou de bœuf qui est surtout consommée aux repas de fêtes dans les communautés paysannes pauvres d'altitude.

Chicha – bière de maïs et de blé élaborée artisanalement. Boisson typique de la région des vallées de Cochabamba.

Chichería – débit d'alcool de *chicha*.

Choclo – épi de maïs frais consommé bouilli.

Ch'oncha – foyer de cuisson construit en terre.

Chuño (ou **ch'uñu**) – pomme de terre déshydratée consommée en particulier sur l'Altiplano.

Chupi – tissu dans lequel sont enroulés les enfants les premiers mois de leur naissance.

Churanaku – système d'association entre plusieurs personnes pour acheter un stock de produits.

Chuspa – petit sac de laine rectangulaire que porte le paysan andin à sa taille et qui contient la réserve de feuilles de coca.

Colla – terme qui désigne les populations des parties hautes de la Bolivie (Altiplano, montagnes et vallées) ; le terme *colla* vient du *Collasuyu* inca.

Collasuyu – entité politico-administrative de l'empire inca.

Colono ou **pegujalero** (espagnol) – sous la colonisation espagnole, indigène sans terre qui n'appartenait pas à une communauté originaire et qui fournissait gratuitement sa force de travail aux propriétaires des haciendas en échange de l'usufruit d'une parcelle de terre.

Compadrazgo – système croisé de lien de quasi-parenté qui s'établit entre deux familles. Un couple est choisi pour devenir parrain et marraine d'un enfant (*padrino* et *madrina*), dont les parents sont *compadre* et *comadre* des parrains.

Compadre (ou **comadre**) – voir définition du *compadrazgo*.

Compañía (espagnol) – contrat informel entre deux personnes pour la mise en culture d'une parcelle. Le propriétaire donne la terre, les semences et l'engrais, tandis que le *compañero* fournit la main-d'œuvre. La récolte est partagée en deux parties égales ou un tiers/deux tiers selon les termes du contrat.

Comunero – membre d'une communauté paysanne bénéficiant de droits agraires (usage de la terre, de l'eau...), mais devant, en contrepartie, remplir des devoirs communautaires (participation aux réunions, aux *faenas*, etc.).

Curandero (espagnol) – guérisseur. Voir *yatiri*.

Encomienda (espagnol) – au début de la colonisation, grâce royale de la couronne espagnole qui accordait aux colons l'administration de territoires et des indigènes qui s'y trouvaient.

Estanque (espagnol) – bassin de stockage de l'eau.

Faenas – travaux communautaires (construction de chemins, entretien des canaux, du village...) auxquels sont tenus de participer toutes les familles de la communauté paysanne.

Fanega – unité de poids utilisée essentiellement pour les céréales (équivalent à environ 170 kg pour le blé et à 140 kg pour le maïs).

Garangu – rituel andin consistant à enterrer de la nourriture en hommage à la Pachamama. Il se pratique essentiellement pour les festivités de Toussaint.

Hacendado (espagnol) – propriétaire ou administrateur d'une hacienda.

Huminta – spécialité culinaire de la région de Cochabamba (maïs et fromage enveloppés dans une feuille de maïs).

J'apega – croyance andine : ensorcellement d'un individu par la Pachamama qui vient « s'emparer » de son corps.

Jagua – soupe, généralement à base de pommes de terre ou de maïs, qui constitue le plat quotidien consommé par les paysans andins.

Janchi – résidus de la *chicha* servant au gavage des porcins.

Jarra (espagnol) – pichet d'une capacité de deux à trois litres.

Jorkero – personne chargée de lancer le blé au vent lors de son battage.

Jornal (espagnol) – salaire journalier d'un travailleur agricole.

Jurca – fourche de bois essentiellement utilisée pour le vannage du blé.

K'illpida – marquage des animaux à l'occasion du carnaval ou du solstice d'hiver.

Kachi – aire de terrain sur laquelle les feuilles de coca sont étalées pour être séchées au soleil avant d'être commercialisées ou consommées.

Kachu – fourrage pour le cheptel ovin et bovin issu d'arbustes sauvages.

Kalcha – botte d'épis de maïs constituée lors de la récolte.

Kalcheo – coupe du maïs.

Lameo (espagnol) – inondation des parcelles lors de la préparation des terrains.

Llajwa – sauce piquante à base de piments, de tomates et d'oignons consommée quotidiennement par les paysans en accompagnement du plat principal.

Llipta – cendre calcaire mélangée aux feuilles de coca lorsqu'elles sont mâchées.

Madrina (espagnol) – marraine. Joue un rôle essentiel dans les relations de parenté et le système de *compadrazgo* (voir ce terme).

Manaqa – accord mutuel de deux familles pour le mariage des enfants.

Marlo (espagnol) – épi de maïs une fois égrené qui sert à l'alimentation du bétail.

Minifundium – structure agraire caractérisée par des exploitations agricoles de superficie réduite (entre 0,5 et 5 ha) et un émiettement marqué du dessin parcellaire. En Bolivie, le *minifundium* des régions d'altitude s'oppose généralement aux grandes propriétés (*latifundium*) des régions basses de l'Orient.

Mink'a – travail payé en nature, le plus souvent en produits issus de la récolte.

Misa chica (espagnol) – signifie « petite messe ». Célébration religieuse et rituel marquant l'anniversaire des neuf jours du décès d'une personne.

Mit'iri – ouvrier agricole employé aux récoltes de la feuille de coca dans le Chaparé.

Mitimaes (mitmaquna) – colons natifs des régions altiplaniques transplantés dans les vallées de Cochabamba lors de la colonisation inca.

Mizk'a – signifie « précoce » en quechua. La pomme de terre *mizk'a* est récoltée un ou deux mois avant sa complète maturation.

Mote (espagnol) – plat de légumineuses ou de céréales bouillies, consommé le plus souvent lors de la *sama* (troisième repas de la journée).

Mucko – pâte obtenue lors de la deuxième étape de l'élaboration de la *chicha*.

Murlu – semence de pommes de terre.

Oca – tubercule andin poussant à des altitudes comprises entre 2 800 et 3 500 m.

P'utuy – technique culturale consistant à favoriser la sortie des plantes peu après les semis.

Pachamama – divinité essentielle de la cosmogonie andine (Terre-mère en quechua).

Padrino (espagnol) – parrain. Joue un rôle important dans les relations de parenté et le système de *compadrazgo* (voir ce terme).

Papa a la huancayna – pommes de terre accompagnées d'une sauce d'arachide et de salade.

Papa huacqo – pommes de terre bouillies.

Papalisa : tubercule andin.

Papa miska – pommes de terre avec une sauce de piment.

Papa runa – variété de pomme de terre la plus couramment cultivée dans le Valle Alto de Cochabamba.

Papa uchu – pommes de terre avec une sauce de piment.

Papa watija – pommes de terre cuites sous terre.

Partera (espagnol) – matrone. Femme chargée des accouchements.

Pasanaku – système d'association entre plusieurs familles qui mettent en commun leurs ressources monétaires pour développer une activité.

Pasante – famille à qui est confiée l'organisation et le financement d'une fête. Être *pasante* est une marque de prestige dans les sociétés andines.

Pegujalero (espagnol) – cultivateur. Terme qui a remplacé celui de *colono* après la guerre du Chaco.

Peón (espagnol) – travailleur salarié rémunéré en argent.

Phina – technique consistant à enterrer les pommes de terre dans le sol dès la fin des récoltes de façon à les conserver à l'abri du soleil en attendant de les stocker.

Phullu – épaisse couverture de laine très colorée tissée par les femmes paysannes.

Pifalero (ou **Pongo**) – paysan qui possédait en usufruit des parcelles de l'hacienda en échange de redevances en nature et en travail.

Pilchi – pâte base de la cocaïne.

Piquero (espagnol) – nom donné aux exploitants agricoles des vallées de Cochabamba devenus petits propriétaires fonciers indépendants bien avant la réforme agraire.

Pirhua – petit silo de terre à l'intérieur des maisons destiné à stocker la récolte.

Pisa de coca – foulage des feuilles de coca mélangées à différents produits chimiques (kérosène, chaux, acide...), qui constitue la première étape de l'élaboration de la pâte base de cocaïne.

Pisador – personne qui piétine les feuilles de coca destinées à l'élaboration de la pâte base de cocaïne.

Pitillo – cigarette à base de tabac et de pâte base de cocaïne.

Pollera – jupe à plusieurs épaisseurs que portent les femmes des Andes.

Poncho – vêtement traditionnel de laine de mouton ou de lama.

Pongo (ou **pifalero**) – paysan qui possédait en usufruit des parcelles de l'hacienda en échange de redevances en nature et en travail.

Prestador (espagnol) – prêteur d'argent. Il joue un rôle clef dans le système migratoire international des villages de vallée.

Prestamistas (espagnol) – agents privés, généralement commerçants intermédiaires dans les centres urbains, qui accordent des crédits financiers aux producteurs en échange d'une « main mise » sur la commercialisation de leur production.

Puna – étage écologique andin situé à plus de 3 000 m.

Quechua – étage écologique andin situé entre 1 500 et 3 000 m. Correspond également au groupe ethnique de langue quechua qui habite les régions des vallées interandines de Bolivie (Cochabamba, Tarija, Chuquisaca...).

Quinoa – graminée andine, à forte valeur nutritionnelle, qui pousse à plus de 3 000 m d'altitude.

Sama : troisième repas de la journée pris généralement vers 14 h dans les zones rurales.

Sub-suyo – subdivision ultérieure du *suyo* (voir ce terme).

Suni – étage écologique andin situé à plus de 4 000 m.

Susto (espagnol) – croyance andine : « maladie de la peur » qui atteint les enfants.

Suwanakuy – rituel matrimonial qui consiste pour les hommes à « enlever » leur future épouse.

Suyo – unité spatiale regroupant plusieurs parcelles irriguées à partir d'une prise d'eau.

T'hurumanka – récipient de fonte servant à la cuisson des aliments.

T'ipida – égrenage du maïs.

T'ipina – sorte de clou de fabrication artisanale destiné à égrener le maïs.

T'okpida – ratissage de la terre.

Tramitador (espagnol) – démarcheur chargé d'opérations administratives.

Trámite (espagnol) – démarche nécessaire à l'obtention d'un document administratif.

Tupo – unité de poids. Équivaut à environ 90 kg.

Turki – échange de parcelles entre deux familles.

Tutuma – moitié dealebasse utilisée comme récipient.

Umaruthucu – rituel familial consistant à raser les cheveux des enfants à l'âge d'un an.

Urpu – pain rituel en forme d'animaux ou de personnages fait par les femmes à l'occasion des fêtes de Toussaint.

Venteo (espagnol) – vannage du blé.

Villa miseria (espagnol) – bidonville en Argentine.

Virque (espagnol) – grosse jarre de terre servant au stockage d'aliments ou de boissons.

Wampeada – technique culturelle consistant à creuser des cuvettes autour de chaque plante pour retenir l'eau.

Wich'uña – os de lama taillé en pointe servant au tissage de la laine.

Wiñapu – farine de maïs très fine utilisée pour élaborer la *chicha*.

Wirqui – jarres de terre pour stocker des aliments.

Yapa : signifie « supplément » en quechua. Petite quantité de produits offerte comme marque de faveur lors d'un échange (achat ou troc).

Yatiri – chaman local. Signifie « celui qui sait » en langue aymara.

Yuca – manioc.

Yunta – charrue attelée de ses deux bœufs de trait.

Zepes : personnes qui transportent les ballots de feuilles de coca jusqu'aux laboratoires de fabrication de la pâte base de cocaïne situés dans les zones tropicales.

Prologue

La Bolivie, étranges et lointaines contrées. En 1991, je ne savais pas que ma vision du monde allait être bouleversée par le temps passé avec les paysans de trois communautés quechua de la région de Cochabamba. Tout reste vivant, intact, et l'émotion demeure, seule réalité tangible de ce séjour dans les Andes. Car le cohérent, le réfléchi, le chiffrable, bref ce que l'on restitue au « monde scientifique » à l'issue de la recherche, garde une froideur frustrante. Trop peu de place est faite à une autre face de l'aventure, celle du vécu où l'on s'étonne, on doute, on s'émeut dans la confrontation avec un monde qui n'est pas nôtre, avec des gens qui sont « autres ». Je voudrais retrouver cette grande naïveté de l'inexpérience avec laquelle je suis arrivée dans ce pays, et qui a donné à mes impressions toute leur force.

Les moments passés avec les paysans de ces hautes terres – seulement dix-huit mois – ne sont qu'une infime partie du temps qu'il aurait fallu pour commencer à vraiment comprendre. L'humilité, le respect – et la honte parfois – m'ont fait écrire ces quelques lignes de souvenirs. Puissent les mots ne pas trahir ceux qui ont gravé ma mémoire, ces hommes et ces femmes qui vivent sur les hautes terres d'une lointaine contrée.

Intrusion sur des terres mythiques

Sur le plateau ocre, écrasé d'un soleil froid, j'arrive après deux heures de piste poussiéreuse. Premier contact avec une communauté quechua en Bolivie. J'ai le trac.

À 3 200 mètres d'altitude, les gens vivent ici de la pomme de terre, du blé, d'un peu d'artisanat. Parfois, un lopin de terre d'à peine un hectare doit faire vivre une famille de plus de huit personnes. Cela ne suffit pas. Alors, entre deux récoltes, on part planter la coca dans les basses terres situées à plus de six heures de piste.

Le soleil pointe. Les maisons de terre se distinguent à peine, comme enfouies dans le sol, et se perdent, espacées, encerclées de sommets à 5 000 mètres. Silence désertique. Y a-t-il une âme qui vive ici ? Où sont-ils ?

Une petite école au bout d'un chemin crevassé. C'est là que les 70 familles de la communauté se réunissent une fois par mois. D'ordinaire, on y règle les problèmes de tous et de chacun, d'irrigation, d'accès à la terre, des festivités à préparer pour le carnaval, du maître d'école qui n'est pas venu cette semaine, d'un enfant malade pour lequel il faut cotiser, du choléra qui menace. Aujourd'hui, c'est différent : quelqu'un doit venir d'en bas, ils sont avertis.

Il faut entrer. D'un côté, une semi-pénombre laisse à peine entrevoir un groupe de femmes assises par terre. La plupart sont venues avec leur enfant dans le dos et leur fuseau à filer. Et, d'un geste sûr et précis, elles font tourbillonner l'objet familier et allongent le fil. C'est à peine si les têtes inclinées sur le labeur se redressent à mon arrivée. Un bruissement de murmures parcourt le groupe. Quelques rires étouffés.

Les hommes font face, de l'autre côté, sous leur chapeau de poussière. Ils attendent, plongeant leur main de temps en temps dans leur sac de coca accroché à leur ceinture. Ils mâchent, le visage cadennassé, silencieux et méfiants.

Il faut oser, s'asseoir, et tenter d'engager le dialogue.

Alors l'interprète explique en langue quechua. Nous viendrons chaque mois pour une étude, pour des enquêtes plus exactement : comprendre comment ces paysans s'organisent pour vivre, parfois survivre. Que produisent-ils ? Que vendent-ils ? Que mangent-ils ?

Les visages sont restés immobiles. Pas l'ombre d'un signe. Pas un mot. Ni rejet, ni approbation. Ils ont écouté, simplement. Alors il explique à nouveau.

Mes pensées s'évadent et se perdent dans le souvenir de tous ces livres parcourus avant de « venir voir ». Les mots se chevauchent : Andes, Indiens, Pachamama, coca, Incas... Et là, brusquement, je referme tous les livres, j'en terre la théorie et regarde le réel.

Le dirigeant, solennellement, se lève et demande à ce que l'on précise « quelques points ». Il s'est adressé à moi. Pourquoi cette étude ? Que gagneront-ils, eux, à répondre à nos questions ? Et puis, surtout, le problème qui les préoccupe : « N'êtes-vous pas plutôt venus reprendre nos terres ? » Après tout, autrefois il y avait deux patrons sur ces terres. Ils faisaient travailler leurs pères. On dit aussi que, sur l'autre continent, on célèbre la découverte de l'Amérique. Alors... ?

Ce fut à la troisième visite que le vote eut lieu ; jour fatidique qui allait conclure deux mois de négociation au cours desquels, bien des fois, prise de doute et de découragement, j'avais failli regagner mes pénates, plus humble que jamais.

Les mains se sont levées. Verdict : l'étrangère est acceptée dans la communauté. On me tendit une poignée de feuilles de coca. Je tenais là, dans le creux de ma main, le symbole de leur acceptation. La feuille mythique et ancestrale venait de sceller notre « contrat social ».

Un monde peuplé d'âmes

Il est 11 h 30. Le soleil ne fait pas d'ombre lorsque j'arrive. La femme me tend un plat de pommes de terre et de quinoa (céréale des Andes). Elle a peu de temps à me consacrer, me rappelle à l'ordre, il faut travailler : tandis qu'elle préparera le blé, je devrai, moi, éplucher les pommes de terre pour le repas suivant, deux heures plus tard. C'est d'accord.

Dans le recoin d'ombre, la femme répond aux questions. On me traduit, je note entre deux épluchures. Et puis soudain une bourrasque de vent. Un tourbillon de poussière parcourt le plateau. La femme cesse de parler, porte la main à sa bouche, protège son enfant sous l'*aguayo* (tissu bariolé) et reste pétrifiée en observant le tourbillon qui se déplace. Un silence immobile pendant quelques minutes et puis elle reprend, une fois la bourrasque passée.

L'interprète chuchote alors : le tourbillon, c'est le diable qui passe. Elle a eu peur qu'il ne vienne emporter son enfant, qu'il ne vienne l'ensorceler. Dans ces cas, le silence est de rigueur pour ne pas attirer l'attention du « mauvais esprit ».

Ce peu de chose que l'on possède

Jour de travail de terrain. Il est 6 h 30 sur le plateau qui sommeille. Je sais que le paysan guette mon arrivée, il m'attend. Le petit banc, dans un coin d'ombre, est déjà prêt ainsi que la traditionnelle soupe de maïs.

Je partage en silence le repas familial. Puis je pars avec l'homme et son âne. Il veut me montrer sa parcelle de luzerne, là-bas derrière la colline, à deux heures de marche, près d'une source. Marche silencieuse et appliquée. L'homme allonge un pas lent mais sûr, sans pause aucune, tandis que le souffle me manque. Il faut aller au bout de l'horizon du plateau, puis descendre le versant jusqu'aux gorges qui forment par endroits de petites oasis de verdure.

Le précieux bout de terre fait cinq mètres sur dix. Mais sans lui, le bœuf ne tire pas la charrue et le blé n'est pas semé. Faire le chemin tous les jours, je trouve cela loin et fatigant. L'homme, lui, trouve qu'il a de la chance.

Le don de la misère

Ma peau cuit. Assise dans un coin où l'ombre n'est restée que quelques instants, je ne sais pas comment lutter contre la lumière brûlante. L'enquête avance, la femme n'est pas fatiguée. Stoïque et patiente, elle répond sans relâche aux questions de ma traductrice. Elle s'interrompt un instant pour aller chercher deux assiettes : des pommes de terre et la traditionnelle *llajwa*. Troisième fois dans la journée. Le même menu. Je n'ai pas faim. Je mange.

En sortant de la maison, j'entends un cri. Lointain. Je ne vois personne. Un autre, et puis, là-bas tout au bout du chemin, je vois quelqu'un qui court en faisant de grands signes. Je l'attends. C'est une très vieille femme qui s'approche, tremblante, exténuée par l'effort. Elle se met à parler, alors qu'elle est encore trop loin pour être comprise. J'écoute la traduction. La vieille femme vit seule avec l'enfant de sa fille. Sa fille, elle, est partie en Argentine depuis longtemps, vivre avec un homme. L'enfant a dix ans, ou peut-être plus. Ou moins. Toute la journée, il reste là, prostré. Il ne bouge pas et refuse de manger. Il ne grandit pas. « Toi qui sais beaucoup, demande la femme, qu'est-ce qu'il a ? Que faut-il lui donner à manger pour qu'il recommence à grandir ? Pour qu'il m'aide à semer mes terres ? »

Je ne sais pas. Je ne suis pas médecin, ni infirmière. Mais le regard insiste, intense, et semble me dire : « Je sais que tu sais, mais cela ne t'intéresse pas. » Je me hasarde... « du quinoa ? Du lait ? Des oranges ? » (que sais-je ?!)... La femme repart, ni plus contente, ni plus triste, à peine convaincue.

Deux heures plus tard, sur le point de quitter le village, je vois à nouveau une tâche minuscule tout au bout du chemin, presque à l'horizon. Je reconnais cette femme qui avait couru dans ma direction. Elle court à nouveau. Je comprends que je dois l'attendre. Épuisée par sa course qu'elle n'avait pas interrompue, la vieille femme me tend trois œufs, en baissant la tête. Dans un souffle, elle chuchote quelques mots inaudibles et repart sans attendre, avec empressement. Et moi, je reste plantée là, au milieu de la terre ocre écrasée d'un soleil froid. Je me rends compte que, par ce don fugace et timide, elle m'a remerciée de l'avoir simplement écoutée et de n'avoir su rien faire pour elle.

Je lui dédie aujourd'hui ce souvenir.

Montpellier, mai 1993.

Geneviève Cortes a bénéficié d'une allocation de recherche de l'Orstom (actuellement IRD) lors d'un séjour de deux ans en Bolivie (1991-1993), pour participer à l'un des programmes du département SUD (Société, urbanisation et développement) concernant les questions de sécurité alimentaire en Amérique latine.

Des paysanneries sur fond de crise

Introduction générale

Le sort de la Bolivie, pays andin doté d'une grande originalité culturelle, inquiète. En 1994, il est le pays le plus pauvre de la péninsule latino-américaine, avec un PNB par habitant de 770 dollars par habitant selon la Banque mondiale, contre 3 340 dollars pour l'ensemble de l'Amérique latine et des Caraïbes. La Bolivie est également confrontée à d'importants problèmes d'insécurité alimentaire avec le taux de dénutrition infantile le plus élevé : 16% des enfants de moins de 5 ans (FRANQUEVILLE, 1997).

Les études de la décennie 1980-1990 soulignent la persistance de la malnutrition, la détérioration des conditions de vie d'un grand nombre de Boliviens, la baisse des indices de production agricole, la dépendance accrue vis-à-vis des importations et des dons alimentaires internationaux (DANDLER et MUNOZ, 1987 ; PRUDENCIO et VELASCO, 1988 ; FRANQUEVILLE et LAURE, 1988 ; FRANQUEVILLE et PRUDENCIO, 1988). Dans ce contexte, les paysanneries, de même que les populations urbaines à bas revenus, apparaissent comme un secteur des plus vulnérables (ABEGGLEN *et al.*, 1987 ; JUNAC, 1987 ; URIOSTE, 1992). Voir aussi annexe 3, dossier 1.

Cette situation s'inscrit dans le contexte de l'évolution économique et politique du pays depuis les années cinquante. La réforme agraire de 1953, événement marquant et hautement symbolique de l'histoire bolivienne, a été à l'origine d'un véritable bouleversement des structures agraires du pays. Avant la réforme, 82% des terres cultivables du pays étaient aux mains de 4% des exploitants, 615 haciendas occupaient 50% des terres. Avec la loi du 3 août 1953, l'existence légale des « communautés indigènes » était reconnue pour la première fois dans l'histoire bolivienne, reconnaissance assez formelle, cependant, puisque les syndicats restaient les seules instances rurales véritablement représentatives (VELLARD, 1963). De même, la réforme agraire a mis fin au système des haciendas et a procédé à la redistribution des terres aux paysans avec un titre légal de propriété. Mais, en même temps, le contenu législatif de la réforme allait favoriser le développement d'un nouveau dualisme agraire.

En effet, l'autre objectif de la réforme était de redresser les déséquilibres démographiques du pays en impulsant la conquête des terres de l'Oriente. Rappelons qu'en Bolivie, les contraintes du milieu (hautes altitudes, fortes pentes, risques de gelée, de sécheresse, d'inondation...) font que seulement 33 % de la superficie est utilisable pour l'activité agro-pastorale, et à peine 3 % pour l'agriculture (soit 3,6 millions d'hectares) selon FRANQUEVILLE (1997). Dans ce contexte, l'immense plaine amazonienne de l'est du pays est longtemps restée inculte et inoccupée. Actuellement, la majeure partie de l'activité agricole se concentre encore dans les hautes terres andines où les populations ont su depuis des millénaires mettre en œuvre des techniques savamment adaptées, fondées sur l'étagement écologique et la dispersion des risques (SAUTIER, 1989 ; MORLON, 1992 b).

Les politiques de colonisation agricole ont impulsé un capitalisme agraire dans les plaines de l'Oriente, en permettant la création de grandes exploitations modernisées sur des terres encore vierges (DREYON et TRECHE, 1976 ; RIVIÈRE, 1981). Au total, un tiers de la superficie cultivable du pays (soit 12 millions d'hectares sur un total de 36 millions) fut distribué à de grands propriétaires fonciers de l'Oriente possédant en moyenne 700 ha.

Dans ces régions, la limite supérieure des exploitations fixée par la loi agraire de 1953 fut de 2 000 ha, voire de 50 000 ha lorsqu'il s'agissait d'élevage extensif. De leur côté, les 550 000 paysans qui ont bénéficié de la redistribution foncière exploitent seulement 4 millions d'hectares, soit en moyenne 7 ha (2,5 ha sur l'Altiplano, 3,6 ha dans les vallées et 30 ha dans les plaines). Ces exploitants agricoles se partagent aujourd'hui seulement 11 % de la superficie appropriée, mais exploitent 94 % de la superficie réellement cultivée (Urioste, 1992).

Ainsi, quarante ans après la réforme agraire, la Bolivie conserve une répartition très inégale des terres avec un fort dualisme latifundio/minifundio. L'échec de la réforme agraire tient, non seulement à une application lente et partielle de la législation, mais également à une conception qui pénalise le secteur paysan traditionnel. Ces trente dernières années, les régions orientales du pays (en particulier la plaine de Santa Cruz) ont attiré la majorité des investissements publics et privés, avec une volonté d'intégrer l'agriculture au marché international (DANDLER, 1984). La répartition des crédits accordés par l'État au secteur agricole, via le *Banco agrícola*, illustre parfaitement les politiques agricoles en vigueur depuis les années soixante, fondées sur le choix de l'Oriente.

Entre 1964 et 1971, 90 % des crédits ont été attribués aux agriculteurs de la région de Santa Cruz. De leur côté, les paysans qui recevaient encore dans les années quatre-vingt 31 % du budget destiné au secteur agricole, en perçurent seulement 26 % en 1986 et 16 % en 1987 (Urioste, 1992).

Outre la redistribution spatiale de la population, les politiques de colonisation des plaines pré-amazoniennes visaient la sécurité alimentaire du pays en misant sur des cultures commerciales (canne à sucre, coton, riz, plantations fruitières) et l'élevage à grande échelle. Dès 1960, l'autosuffisance alimentaire

fut atteinte pour certains produits (sucre, riz). Mais ce que l'on a appelé le « miracle bolivien » s'est rapidement transformé en mirage. On a assisté, d'un côté, à la stagnation ou la baisse de la production vivrière (la superficie cultivée en pommes de terre a diminué de 47 % entre 1980 et 1992) et de l'autre, à la crise internationale de l'industrie cotonnière et sucrière et à la faible compétitivité de l'économie agricole bolivienne sur le marché mondial. Ainsi, dès les années 1975, le pays est plongé dans le cercle vicieux de la dépendance externe : tandis que les exportations diminuent, les importations et le recours à l'aide alimentaire augmentent de manière vertigineuse (FRANQUEVILLE et PRUDENCIO, 1988 ; PRUDENCIO, 1988). L'endettement du pays devient alors un des principaux facteurs de la crise des années quatre-vingt (PRUDENCIO, 1985 ; MORALES, 1985 ; BOHRT, 1985).

Dans les années 1980-1985, le Fonds monétaire international (FMI) imposa les politiques dites d'ajustement structurel à la majorité des pays du Sud comme réponse à la crise (PRUDENCIO, 1985 ; MALETTA, 1988). En Bolivie, l'inflation galopante fut stoppée par un programme monétaire de « choc » : l'inflation annuelle est passée de 66 % en 1986 à 11 % en 1987. Le gouvernement mit en place des mesures de libéralisation de l'économie et de restructuration de l'emploi dans le secteur public (blocage des salaires, réduction des effectifs). La baisse du budget public et des investissements dirigés vers le secteur paysan (URIOSTE, 1992), l'accroissement des programmes d'assistance alimentaire, la promotion des politiques agricoles d'exportation, ainsi que l'ouverture des frontières aux produits et aux capitaux étrangers furent les principales orientations économiques et politiques. En même temps, l'effondrement des prix de l'étain sur le marché mondial entraîna la fermeture des mines en 1986 marquant ainsi définitivement la fin de la prospérité minière dans le pays ; plus de 20 000 mineurs furent alors licenciés.

Depuis une quinzaine d'années, la Bolivie est liée au narcotrafic international de cocaïne. Avec la hausse de la demande dans les pays occidentaux (États-Unis et Europe), les régions orientales du pays, en particulier le Chaparé, sont devenues le domaine des planteurs de coca. Après le Pérou, la Bolivie est le deuxième pays exportateur de feuilles. La crise nationale des années quatre-vingt, les années de sécheresse de 1982-1983 et la fermeture des mines en 1986 sont autant de facteurs qui ont incité les populations à se lancer dans la production illicite de coca et l'élaboration de pâte base cocaïne. Depuis les années quatre-vingt-dix, les instances internationales et les États-Unis conditionnent leurs aides à la destruction des plantations.

Bien que l'on dispose de peu d'études sur la question, il semble que les orientations politiques de ces dernières années aient accentué la détérioration et la marginalisation des économies paysannes (MALETTA, 1988 ; URIOSTE, 1992 ; FRANQUEVILLE *et al.*, 1992). Pourtant, la population rurale bolivienne garde un poids de première importance dans le pays, malgré un incontestable processus d'urbanisation. Même si la proportion relative des ruraux est en net recul au cours de ces vingt dernières années, sa diminution est relativement lente par rapport à d'autres pays d'Amérique du Sud.

Le secteur paysan est l'un des plus touchés par la crise qui sévit en Bolivie depuis les années quatre-vingt.

En 1992, 58 % de la population bolivienne vit dans des villes de plus de 2 000 habitants, alors que cette proportion était de 42 % en 1976 et de 26 % en 1950 (voir annexe 3, dossier 2).

Le poids des ruraux n'est pas seulement numérique, il est également économique. Selon les données officielles, 90 % de la demande alimentaire serait couverte par la production nationale depuis les années soixante-dix, ce qui rend compte du rôle capital que joue la paysannerie traditionnelle en termes économiques.

En termes d'emploi, les agriculteurs représentent 49 % de la population active en 1992, et 86 % d'entre eux sont des paysans dits « traditionnels » assurant 70 % de la production agro-alimentaire du pays (PRUDENCIO, 1986 ; DANDLER *et al.*, 1987 ; URIOSTE, 1992 ; FRANQUEVILLE, 1997).

Enfin, le milieu rural bolivien est caractérisé par le poids de la population dite « autochtone » ou encore « indigène ». Les frontières des appartenances identitaires et culturelles étant difficilement identifiables (LE BOT, 1994), seul le critère linguistique peut être pris en considération. Selon le recensement de 1992, la population « créole » (c'est-à-dire née dans le pays mais descendante d'immigrés anciens ou récents), ne parlant que l'espagnol, représenterait 41 % de la population du pays. Le reste constituerait la population indigène (*nativos*) parlant soit le quechua (34 %), l'aymara (23 %) ou le guarani (1 %) (INE, 1993 b). Or, les peuples autochtones sont essentiellement ruraux.

C'est dans ce contexte que s'inscrivent les migrations rurales. Les contraintes d'un milieu peu favorable à la mise en valeur agropastorale suffisent à expliquer que les paysanneries andines aient toujours pratiqué une certaine forme de migration temporaire. Au cours des périodes préhispaniques, elle était liée à l'utilisation simultanée des différents étages écologiques puis, sous la colonisation espagnole et les débuts de la République, à l'exploitation des mines et à une urbanisation naissante.

L'urbanisation croissante du pays, la conquête des terres de l'Orient, la réforme agraire de 1953 ont entraîné la libération d'une paysannerie jusqu'alors contrôlée par l'oligarchie foncière espagnole. La mobilité spatiale des ruraux n'a fait dès lors que s'accroître. Certes, les migrations vers les plaines orientales furent initialement le résultat des politiques gouvernementales de colonisation dirigée, mais celles-ci ont cédé la place aux déplacements spontanés vers l'Orient et, à partir des années quatre-vingt, vers les zones de production de coca du Chaparé. À ces flux se sont ajoutées des migrations vers les villes et l'étranger.

L'accélération de l'émigration rurale comme réponse à la situation de crise que vit la paysannerie bolivienne suscite des interrogations. La migration d'un ou plusieurs membres de la famille, de courte ou longue durée, lointaine ou proche et sous quelque forme qu'elle se présente, traduit-elle une décomposition ou une déstructuration des économies familiales ? Ou bien la migration peut-elle être envisagée comme une alternative permettant la survie – voire le développement – de la société paysanne ? Si oui, dans quelle mesure et jusqu'à quel point ?

Les migrations paysannes ne sont pas un phénomène récent en Bolivie, mais depuis une trentaine d'années, elles ont pris une tout autre ampleur et, surtout, de nouvelles formes.

Ces questions s'inscrivent dans un débat théorique sur le devenir des paysanneries qui, à partir des années soixante, a pris une ampleur considérable. Schématiquement, les réflexions se partagent entre deux courants de pensée. D'un côté, les auteurs de filiation marxiste (ou « néo-marxiste ») manifestent une « angoisse lancinante face au constat de la désintégration ou de la destruction des microsociétés paysannes » (RIVIÈRE D'ARC, 1991 : 77). L'émigration – voire l'exode – des ruraux ne serait que l'expression de ce processus de désintégration. Les théoriciens « néo-classiques » des années cinquante-soixante quant à eux, donnent la primauté aux déterminants macro-économiques. L'émigration rurale correspondrait plutôt à un processus de transition inévitable vers un modèle de développement ou à un phénomène de rééquilibrage de disparités spatiales (voir annexe 3, dossier 3).

Ces modèles théoriques présentent toujours la migration comme un mécanisme lié à des rapports de dépendance économique et à des phénomènes d'attraction ou d'expulsion. Dans ce contexte, les paysanneries sont attirées, absorbées, exploitées, dominées, marginalisées et elles donnent l'image, dans tous les cas, de sociétés passives. Peu de place est accordée au rôle de « l'acteur-migrant » en quête de son devenir. Le raisonnement demande à être inversé. Au lieu de s'interroger sur les modalités d'intégration des paysanneries au système économique dominant, il s'agit de comprendre comment ces sociétés, à travers leur logique d'existence, assument les contraintes du système.

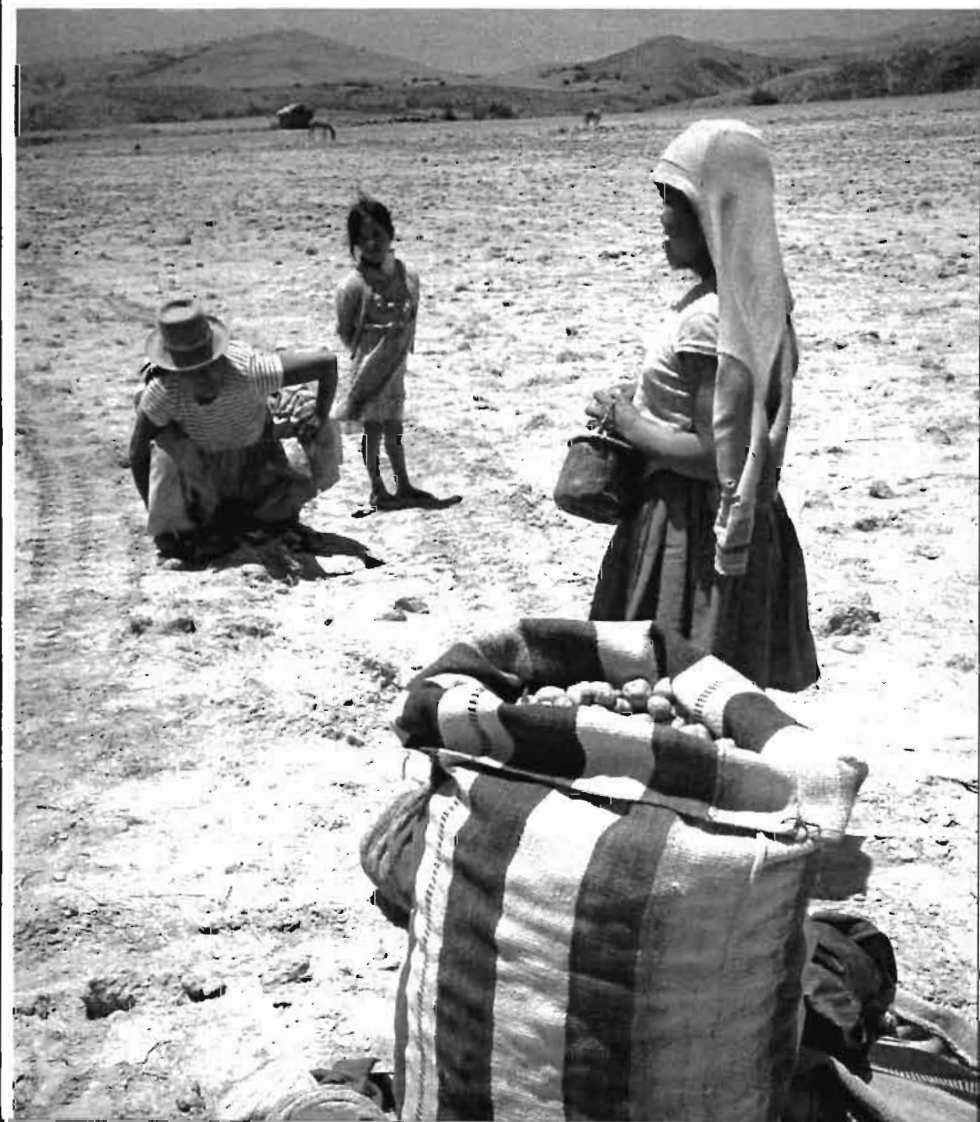
Le fait migratoire devient alors un élément déterminant pour comprendre le devenir de l'espace rural et des sociétés paysannes andines. Plus concrètement, il s'agit d'analyser les conséquences économiques, sociales et culturelles de l'émigration rurale dans les espaces de départ. Tout en tenant compte du cadre institutionnel, politique et économique de la société globale, le phénomène migratoire se trouve alors replacé au sein de la logique paysanne qui privilégie la reproduction économique, sociale et culturelle du groupe familial et communautaire (MARTINEZ, 1985; PACHANO, 1985; VIMARD, 1991; ARALJO, 1991; LOCOH, 1991; DUPONT ET GUILMOTO, 1993). Avant de partir, le migrant habite, vit, produit, s'identifie à un espace, à sa société d'appartenance. Cet « ancrage territorial » renvoie à des projets de vie, des stratégies individuelles et familiales qui peuvent aller de la simple nécessité de subsistance alimentaire à une volonté de meilleur bien-être matériel ou encore d'ascension sociale... (ARGUELLO, 1981; SAENZ *et al.*, 1981; SANCHEZ-PARGA, 1984; DUPONT ET GUILMOTO, 1993).

Ce cadre théorique sert de référence à l'étude comparative de deux exemples de migration rurale observés dans les vallées interandines de Cochabamba (fig. 2). Dans une communauté d'altitude, Pampa Churigua, les paysans migrent temporairement dans les zones de production de coca du Chaparé situées à 150 km. Le second cas concerne deux villages situés en contrebas, dans le bassin du Valle Alto de Cochabamba (Santa Rosa et Arbiето), où les paysans misent sur la migration de longue durée à l'étranger. Les mêmes grilles d'enquête ont été appliquées aux deux types de migration : à partir d'une typologie de familles (migrants et non-migrants), nous avons effectué un suivi mensuel de plusieurs foyers pendant un an. Outre l'identification des compor-

tements migratoires et des systèmes de production agricole, un relevé des revenus, des dépenses et de la consommation alimentaire a été réalisé auprès de chaque famille (voir annexe 1). Ce travail d'enquête, mené simultanément dans les deux zones, a permis de saisir les mutations économiques et socio-culturelles qui touchent actuellement ces espaces ruraux andins fortement touchés par l'émigration.

Espaces ruraux et sociétés paysannes d'une région andine

Partie 1



Loin d'être homogène, l'espace rural bolivien comporte une grande diversité de paysages agraires et d'économies agricoles. Dans cet ensemble, les sociétés paysannes quechua de la région de Cochabamba tiennent une place spécifique, tant par leur origine sociohistorique que par leur économie rurale. Les transformations économiques, politiques et sociales qui ont touché l'espace rural bolivien à partir des années cinquante ont été particulièrement intenses dans les bassins de Cochabamba. Elles sont exemplaires des mutations que vit le pays.

Une région charnière au cœur de l'espace national

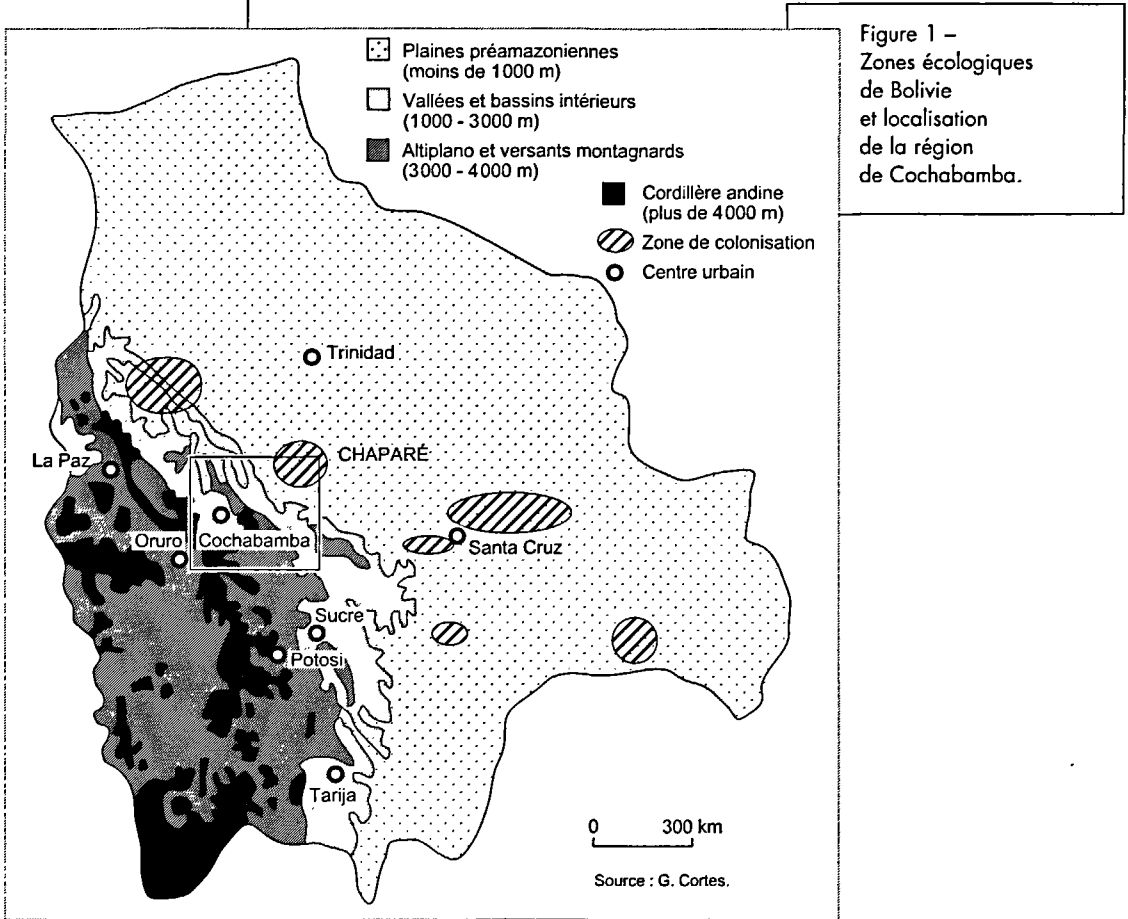
Une mosaïque écologique

Une des particularités géographiques des régions andines tient à leur grande diversité écologique. L'étagement du pays s'organise selon un axe sud-est nord-ouest (fig. 1). Les régions altiplaniques occidentales constituent l'étage *puna* et *suní* (entre 3 000 et 6 000 m d'altitude), l'étage *quechua* est essentiellement formé par les vallées interandines de Cochabamba, de Sucre et Tarija (entre 2 000 et 5 000 m) tandis que les deux tiers du territoire national sont occupés par les plaines amazoniennes (Béni, Pando, Santa Cruz).

Vue générale
de Cochabamba,
troisième ville du pays,
située dans la région
centrale des vallées
interandines de Bolivie.



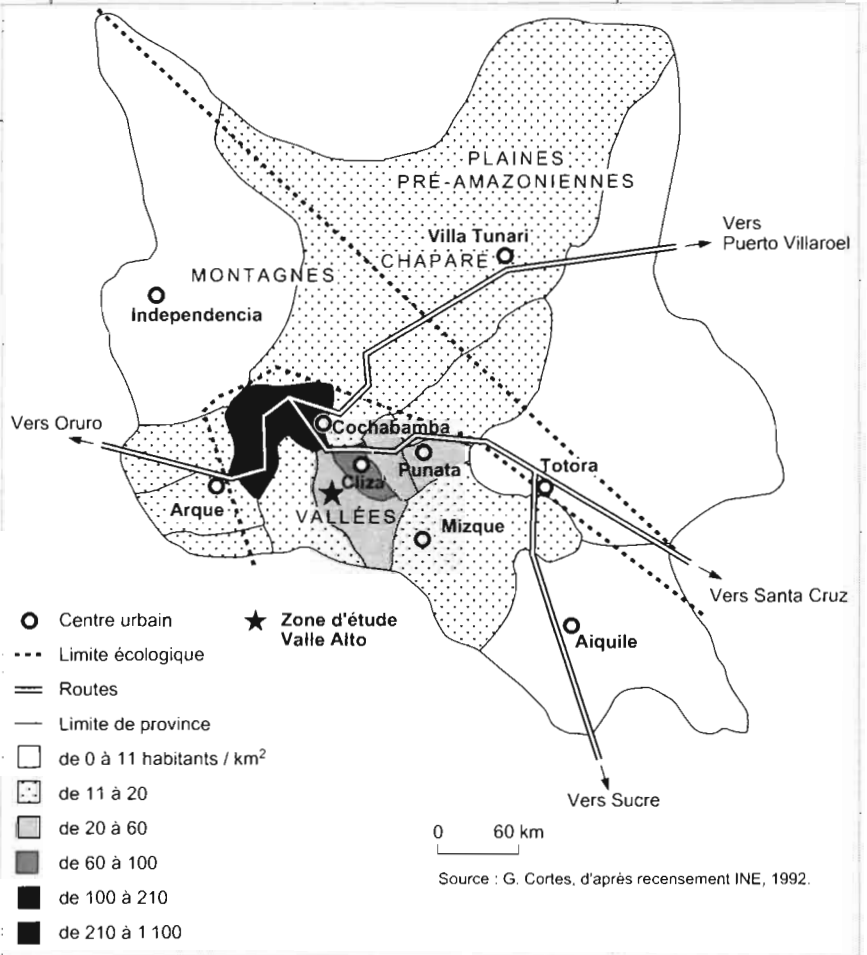
Chevauchant les deux aires ethnoculturelles boliviennes (l'espace *colla* et *camba*), la région de Cochabamba est traversée au centre du pays par la cordillère andine orientale. Elle apparaît comme un véritable condensé du pays car les trois grands étages écologiques s'y retrouvent (fig. 1).



Les montagnes et plateaux de la cordillère de Cochabamba (étage *puna*) encadrent trois bassins situés à environ 2 500 m (le Valle Bajo, le Valle Central et le Valle Alto) tandis que la retombée des Andes se fait assez brutalement vers les plaines pré-amazoniennes où se trouve la région du Chaparé. Les montagnes entraînent une opposition de climat

de part et d'autre de la chaîne principale. L'air amazonien déchargé de son humidité au contact de la cordillère s'engouffre dans les vallées où il dessèche l'atmosphère et provoque une sévère aridité, renforcée par une forte évaporation due à l'insolation et à l'altitude. Dans les vallées, la température moyenne est de 18 °C tandis que les précipitations, de l'ordre de 450 mm en moyenne par an, sont fort variables et inégalement réparties dans l'année. Cependant, les vallées étroites aux sols pauvres mais au climat plus humide de Mizque, Aiquile ou Titora (500 mm par an) se distinguent des vallées larges du Centre, qui ont des sols alcalins plus profonds et un climat plus aride (350 mm par an).

Figure 2 -
 La région
 de Cochabamba.



Ces bassins (Cliza, Sacaba, Cochabamba, Capinota), dont certains sont aménagés pour l'irrigation, constituent la zone la plus favorable à l'agriculture à l'échelle régionale, voire nationale (terrains plats, sols profonds, communications aisées...). C'est particulièrement vrai pour le Valle Alto de Cliza, situé à une trentaine de kilomètres au sud-est de la capitale régionale de Cochabamba (fig. 2).

Au nord-est de ces vallées, les plaines tropicales du Chaparé, à une altitude moyenne de 270 m, contrastent par une forte humidité (entre 2 500 et 7 000 mm par an) et une température moyenne de 25 °C. La topographie du Chaparé se caractérise par de basses collines et des plaines alluviales. Les grandes rivières (Securé, Ichilo, Chaparé et Isiboro) naissent dans la cordillère et rejoignent le Mamoré, lui-même affluent du Béni.

D'après de nombreuses études, le Chaparé se caractérise par un milieu très fragile et sensible à l'érosion, dont le potentiel d'utilisation agricole est fort limité, du fait d'une majorité de terres non fertiles. Les études de sols montrent que seulement 10% de cet espace est cultivable (PIZARRO, 1991). De plus, une forte dégradation du milieu serait provoquée en partie par la monoculture de la coca qui, depuis une quinzaine d'années, s'est généralisée dans ces plaines : déforestation, surexploitation des sols, érosion, contamination de rivières par les substances chimiques (PIZARRO, *op. cit.* ; BRACKELAIRE, 1992).

Terres de conquêtes et de révolution

Terre de convoitises et de conquêtes successives, la région de Cochabamba a toujours eu, au fil de son histoire, un rôle et une dynamique spécifiques par rapport au reste du pays, et ceci dès la civilisation inca.

De l'ayllu aux mitimaes

Les communautés paysannes quechua de Cochabamba, comme dans l'ensemble du pays, héritent des traditions de l'*ayllu*, cellule fondamentale de la société andine. Dans la société pré-incaïque, l'*ayllu*

correspondait à une unité territoriale communautaire calquée sur un système de lignages et de groupes de parenté qui formaient un réseau de cellules socio-économiques réparties sur l'ensemble du territoire (URQUIDI, 1982 ; ALBO *et al.*, 1982 ; 1990 ; LARSON, 1992). Ces « *lignages confédérés* », pour reprendre les termes de B. Larson, visaient un idéal d'autosuffisance alimentaire par une utilisation optimale de l'espace. « Originellement, chaque *ayllu* était organisé de façon à ce que tous les membres partagent les différentes ressources qu'offrait la géographie andine en ayant accès à plusieurs communautés spécialisées en un ou plusieurs types de production. » (URIESTE, 1992 : 23). Les envahisseurs incas, en provenance de Cuzco, basèrent leur domination des peuples aymara en calquant leurs institutions politico-administratives sur le modèle préexistant de l'*ayllu* qui put ainsi se perpétuer comme structure économique de production (LARSON, 1992 : 46). La communauté andine actuelle, regroupant un ensemble de familles qui travaillent sur un même territoire auquel elles s'identifient, renvoie à plusieurs niveaux d'organisation sociale : « La grande communauté qui peut compter plusieurs milliers de familles dispersées sur un vaste territoire, les "partialités" d'en haut et d'en bas qui subdivisent traditionnellement celle-ci, enfin les petites communautés qui composent ces partialités. » (FRANQUEVILLE, 1997 : 66).

Dans ce contexte, le peuplement de la région de Cochabamba revêt des particularismes. Avant la conquête espagnole, les vallées étaient habitées par environ 40 groupes ethniques. Cette extraordinaire diversité ethnique s'explique par la situation de la région le long de la frontière orientale du *Collasuyu*, l'une des quatre parties de l'empire inca (LARSON, 1992 ; ALBO ET BERNADAS, 1990 ; BOUYSSÉ-CASSAGNE 1978 et 1987). Son occupation fut différente et surtout plus tardive que le reste du territoire incaïque puisqu'elle ne fut colonisée qu'en 1470. La stratégie de contrôle de cet espace par les Incas consista à transplanter des natifs d'autres régions conquises antérieurement (groupes ethniques de Charcas, Carangas, Urus...) en y installant de nombreuses communautés de *mitimaes* multi-ethniques (« colons » provenant des régions altiplaniques) de façon à approvisionner les populations des hautes terres de Cuzco en produits des vallées, essentiellement en maïs.

Malgré une séparation spatiale, les *mitimaes* maintenaient d'étroites relations avec leurs groupes de parenté qui vivaient en altitude et dont les membres migraient temporairement dans les vallées pour répondre aux besoins de main-d'œuvre (URQUIDI, 1982 ; LARSON, 1984 et 1992). « Il s'est instauré des relations de travail d'*ayllus* rotatifs et temporaires

***L'aptitude
des populations
rurales de
Cochabamba à
la mobilité spatiale et
à la diversification
des activités
familiales puise
ses racines dans
l'histoire
des paysanneries.***

« Cochabamba a expérimenté les chocs économiques et culturels de la colonisation européenne plus que n'importe où dans l'Alto Pérou. » (LARSON, 1992 : 27).

constitués par des territoires communs, sortes d'enclaves multi-ethniques habitées à certaines périodes en particulier par les émigrants définitifs ou *mitmaquna*. De ce fait, la transhumance était une norme fondamentale de l'organisation sociale et économique des peuples incaïques. » (ALBO et BERNADAS, 1990 : 24). Ainsi, les vallées de Cochabamba se distinguaient déjà de l'Altiplano, zone plus densément peuplée, où dominaient des communautés pratiquant une agriculture de subsistance.

Quand les Européens prirent Cuzco, les répercussions furent immédiates dans les vallées interandines. Les indigènes fuyant vers les communautés d'altitude, de nombreuses colonies *mitimaes* se désintégrèrent. C'est ainsi qu'en 1550, à l'arrivée des Espagnols, d'importantes étendues de riches terres étaient pratiquement inoccupées, ou tout au moins peu peuplées. L'État colonial espagnol prit le contrôle d'environ 15 000 indigènes *mitimaes* restés sur le territoire de Cochabamba qu'il répartit en cinq *encomiendas* (Tapacari, Sipe Sipe, El Paso, Tiquipaya, Capinota). Le système d'haciendas put ainsi se développer davantage que dans le reste du territoire.

De la colonisation espagnole à la réforme agraire

À la fin du xvi^e siècle, la région de Cochabamba devint le « grenier du Haut Pérou » assurant l'essentiel de l'approvisionnement en céréales des régions minières de Potosi (LARSON, 1984 ; 1992). Durant l'époque coloniale, la logique économique et l'organisation régionale se sont calquées sur un système différencié entre les montagnes et les vallées, non seulement du point de vue de la spécialisation des cultures, mais également des structures foncières. Dans les montagnes, le système d'hacienda spécialisée dans la production de pommes de terre et dans l'élevage prévalut jusqu'à la réforme agraire. À la différence de ceux des vallées, les propriétaires fonciers en montagne (et en particulier ceux des provinces occidentales de la région) n'avaient jamais perdu le contrôle de la main-d'œuvre indigène et de la production agricole commercialisée dans les vallées ou exportée vers les zones minières. En période de crise, les propriétaires fonciers ou créoles opéraient un repli en tirant leurs revenus d'un prélèvement direct en espèces ou en nature sur le travail indigène.

En revanche, la domination des haciendas dans les vallées est contestée dès le XVIII^e siècle suite à la crise de l'argent dans les années 1680 (LARSON, 1984 et 1992). À cette époque apparaissent des terres cultivées par des paysans indigènes sous la forme de métayage ou fermage (*aparcería* ou *arriendo*). À cause de la baisse de la demande en céréales dans les régions minières et d'une pression démographique croissante, les grands propriétaires fonciers sont contraints de diminuer leur production et voient leurs revenus fortement réduits. Par conséquent, ils préfèrent recevoir une redevance des paysans pour l'usage qu'ils font de la terre, d'autant plus que les risques de mévente sont supportés par le métayer. Parallèlement, celui-ci continue de travailler une partie des terres de l'*hacendado*. Les paysans ayant reçu une terre en fermage ou en métayage, vendent eux-mêmes la production et contrôlent progressivement les circuits locaux de commercialisation. L'amélioration des revenus et des niveaux de vie des ruraux a fait se développer une demande en biens de consommation et un réseau de marchés locaux (LARSON, 1984). Le système fonctionne ainsi durant tout le XIX^e siècle, mais comme la rente foncière augmente constamment, le métayage ne débouche pas encore sur l'apparition d'une petite propriété familiale.

À la fin du XIX^e siècle, un phénomène important bouleverse les structures agraires des vallées. Dans les bassins de Cochabamba, de nouvelles relations de production favorisent l'émergence de petits propriétaires fonciers indépendants appelés *piqueros*. Avec leurs économies, ces paysans indigènes, métis des bourgs ou anciens mineurs salariés, achètent des lopins de terres et s'installent comme agriculteurs.

Le Valle Alto de Cochabamba est très représentatif du processus de constitution de petites exploitations paysannes. Avec la crise économique, les propriétaires des deux plus grandes haciendas (haciendas de Santa Clara et de Chullpas) ont vendu plusieurs portions de leur domaine, de façon à résoudre des problèmes financiers (GORDILLO, 1988; LARSON, 1984; PIZARRO, 1992). Dans l'ancienne province de Tarata du Valle Alto de Cochabamba, où sont localisés les villages de Santa Rosa et d'Arbieto, les ventes de terres furent très nombreuses. Selon R. A. PIZARRO (*op. cit.*), cette province enregistrait à la fin du XIX^e siècle 3 884 propriétés, soit 27 % du total des exploitations familiales de la région, proportion la plus élevée parmi toutes les provinces. Dans les vingt années qui suivirent, la fragmentation augmenta de 56 %, débouchant sur 6 066 propriétés en 1902. Selon le même auteur, 69 % des propriétés situées dans cette zone, caractérisée par une forte concentration de *piqueros*, avaient une superficie de moins d'un hectare.

Le morcellement des grands domaines dû à la crise de l'industrie minière a permis l'installation de piqueros et l'apparition d'une économie paysanne, ceci de façon plus précoce que dans le reste du pays.

La réforme agraire de 1953 ne fit que précipiter la disparition des haciendas. Avant même la promulgation de la loi agraire, les *colonos* organisés en milices et syndicats, prirent d'assaut la plupart des haciendas et expulsèrent leurs occupants.

Rappelons que les vallées de Cochabamba furent à l'avant-garde de la révolution nationale de 1953 ; à Uruceña, village du Valle Alto situé dans l'actuelle province de Jordan, se créa en 1936 le premier syndicat agraire du pays. Le décret de la réforme agraire d'août 1953 y sera promulgué (voir annexe 3, dossier 4).

Si la réforme mit définitivement fin au système des haciendas, la distribution des terres ne se fit pas de façon égalitaire. D'une part, la dotation de terres aux paysans dépendait de la taille de l'hacienda préexistante et du nombre de *pegujaleros* qui y travaillaient. D'autre part, la réforme agraire n'a pas touché aux différences qui avaient pu s'établir avant 1953 avec l'apparition du système de métayage et de fermage (les bénéficiaires ont conservé leur dotation initiale). Enfin, le statut très flou des *piqueros* fut source de tensions au sein même de la paysannerie. En d'autres termes, dès son apparition, le *minifundium* portait en lui les germes de l'hétérogénéité et de la forte différenciation économique et socioculturelle qui caractérisent actuellement la région.

La région de Cochabamba se distingue par une implication précoce des paysanneries dans un système marchand dont le rôle dans l'approvisionnement alimentaire du pays n'a fait que s'accroître après la réforme agraire. Dans cette zone d'attraction considérable bien connectée aux marchés locaux et propice à une mise en valeur agricole, la pression démographique n'a fait qu'accentuer le morcellement des terres. Aujourd'hui, les vallées de Cochabamba constituent une région agricole dynamique, mais très sensible aux fluctuations économiques et aux politiques du pays. Parlant d'une tradition régionaliste vivace, R. LASERNA (1983 : 116) écrit : « La base productive de Cochabamba a eu et a encore comme fondement la capacité de consommation que représente le marché interne bolivien, et de ce fait, la société qui s'appuie sur elle, est particulièrement sensible aux questions nationales. ». Ainsi, en 1974, lorsque le général Banzer alors au pouvoir dicta une série de mesures économiques favorables au développement de l'agro-industrie de l'Orient, mais qui pénalisaient la production paysanne traditionnelle (baisse des prix à la production, inflation des prix à la consommation) un soulèvement massif éclata dans la région de Cochabamba, et plus particulièrement dans la haute vallée de Cliza et Tarata. Ce soulèvement paysan, appelé le « *masacre*

del Valle » a fait des centaines de victimes lors de l'intervention de l'armée. Il demeure aujourd'hui fortement ancré dans les mémoires collectives (LANEUVILLE, 1980 ; LASERNA, *op. cit.* ; FLORES, 1986).

Un monde rural en pleine mutation

Depuis les années soixante, l'espace rural et la société paysanne de la région de Cochabamba connaissent un processus de recomposition à la fois d'ordre conjoncturel et structurel. Dans cette région d'ancienne tradition agricole, les effets de la crise économique des années quatre-vingt et les changements économiques des années quatre-vingt-dix ont amplifié les multiples contraintes qui freinent la production agricole et pastorale du secteur traditionnel paysan. Parallèlement au processus d'urbanisation, les économies familiales paysannes se diversifient par le développement d'activités non agricoles et l'augmentation de la mobilité spatiale des populations.

Une réforme agraire inachevée

La réforme agraire de 1953 constitue un événement hautement symbolique qui a largement contribué à l'affirmation sociopolitique de la classe paysanne bolivienne ; il est pourtant loin d'avoir résolu le problème crucial de la parcellisation et de l'inégale distribution des terres.

Selon les données fournies par le Conseil national de la réforme agraire (CNRA), environ 56 000 familles ont bénéficié des 1 700 000 ha redistribués dans le département de Cochabamba en 1953. Parmi elles, 96 % sont de petits producteurs qui occupent 62 % des terres, tandis que les grandes exploitations, soit 3 % des propriétaires, détiennent 38 % des surfaces (URIOSTE, 1992 : 103). Actuellement, 80 % des exploitations agricoles du département ont une superficie comprise entre 0,1 et 5 ha dont 58 % avec moins de 2 ha (CARO *et al.*, 1992).

Au sein même de la région de Cochabamba, il existe une importante différenciation entre la structure agraire des zones d'altitude et celle des régions tropicales récemment occupées (Chaparé et Carrasco). Tandis que 63 % des exploitants agricoles des vallées et montagnes disposent

de moins de 2 ha (et 40% de moins d'un hectare), 61% des familles rurales des tropiques ont entre 5 et 20 ha (fig. 3). Toutefois, l'agriculture familiale fondée sur l'utilisation d'une proportion réduite des terres disponibles reste la règle en zone tropicale, tout au moins au Chaparé.

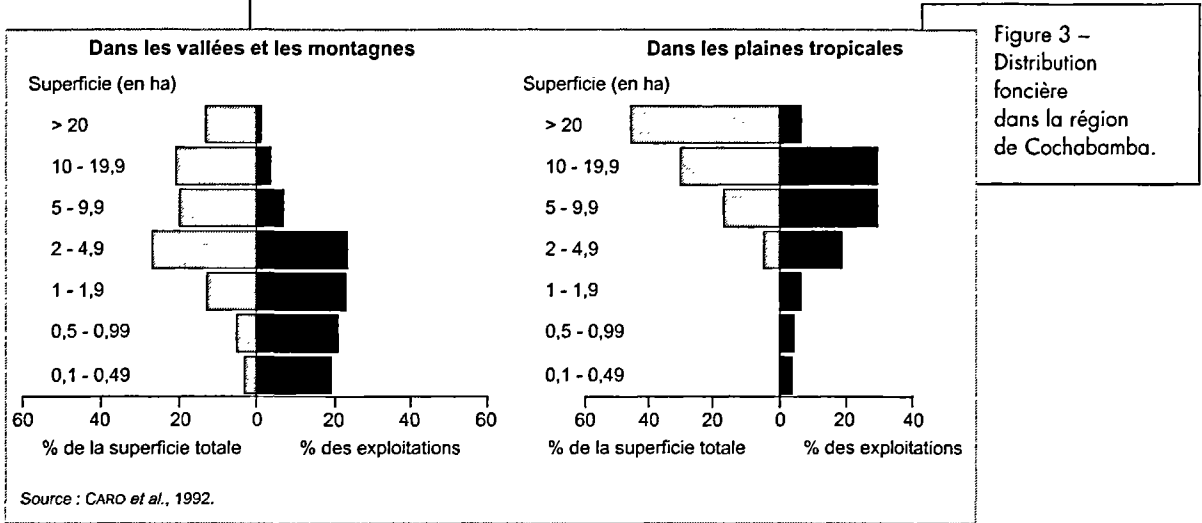


Figure 3 –
Distribution
foncière
dans la région
de Cochabamba.

Le blocage de la structure agraire demeure une des contraintes les plus déterminantes du système productif agricole de la région de Cochabamba. Face aux revendications d'une seconde réforme agraire qui se sont manifestées à partir des années quatre-vingt (ESTELLANO, 1988 ; URIOSTE, 1992), les lois de l'Institut national de la réforme agraire (Inra) de 1992 et 1996 (voir annexe 3, dossier 4) ont ouvert de nouvelles perspectives de restructuration agraire en Bolivie : redéfinition des régimes fonciers, facilités d'accès à la terre et aux titres de propriété, libéralisation du marché de la terre... Mais selon A. ZOOMERS (1998), cette ébauche de seconde réforme agraire, peu adaptée aux réalités, ne pourra guère résoudre les problèmes fonciers du secteur paysan traditionnel, en particulier dans les régions marquées par une forte parcellisation.

Une économie agricole diversifiée

Offrant une gamme très diversifiée de productions, le département de Cochabamba, avec celui de Santa Cruz, tient une place de premier ordre dans l'économie agricole du pays. À l'échelle nationale, la production de maïs est une spécialité de la région. On dénombre six principales variétés de maïs cultivées dans les vallées (*willcaparu*, *uchuquilla*, maïs blanc, *chuspillo*, *periquillo*, *culli*), destinées soit à la consommation sous des formes extrêmement variées (*choclo*, soupe, *mote*, *huminta*, *api*...), soit à l'alimentation du cheptel, soit à la fabrication de *chicha* (bière de maïs traditionnellement consommée dans les vallées). En 1990, la part du maïs dans la production agricole nationale est de 11 %, en troisième place après le sucre et la pomme de terre. Le maïs occupe 44 690 ha dans la région de Cochabamba, soit 49 % de la superficie totale et 73 % des surfaces cultivées (RoJAS, 1991).

En 1980, le département de Cochabamba participe pour 22 % à l'activité agricole du pays en termes de production, tandis que les superficies cultivées ne représentent que 6 % des terres mises en valeur (LASERNA, 1984). Toutefois, depuis une vingtaine d'années, la contribution du département à l'économie agricole du pays ne cesse de diminuer. L'extension des superficies cultivées de coca contraste avec la diminution des autres produits agricoles. En 1986, 100 000 ha de moins qu'en 1985 ont été cultivés dans le pays, soit une baisse de 8 %. Cette tendance est encore plus nette dans le département de Cochabamba (QUIROGA, 1990).

Au sein d'un milieu géographique très diversifié, le zonage des systèmes de production obéit à deux contraintes majeures : les forts dénivelés et les aléas climatiques. Dans le secteur des bassins et des montagnes soumis à une forte aridité, les ressources en eau conditionnent entièrement la mise en valeur agricole. Or, seules les vallées centrales (Quillacollo et Sacaba), le Valle Alto ou le bassin de Mizque et d'Aiquile disposent d'infrastructures d'irrigation, tout au moins sur une partie des surfaces cultivées. Dans les vallées centrales, par exemple, seulement 16 % des superficies bénéficient d'un système d'irrigation permanente et 68 % d'une irrigation occasionnelle en fonction du régime des pluies. Dans le Valle Alto les proportions sont similaires : 18 % et 82 % (LASERNA, 1984).

À l'échelle régionale (fig. 4), les productions agricoles permettent de distinguer cinq zones qui comportent elles-mêmes une gamme plus ou moins large de spécialisations (REY-GIRAUD, 1987) : les plaines tropicales orientales, les montagnes, les bassins non irrigués, les bassins irrigués et la zone du Sud-Est.

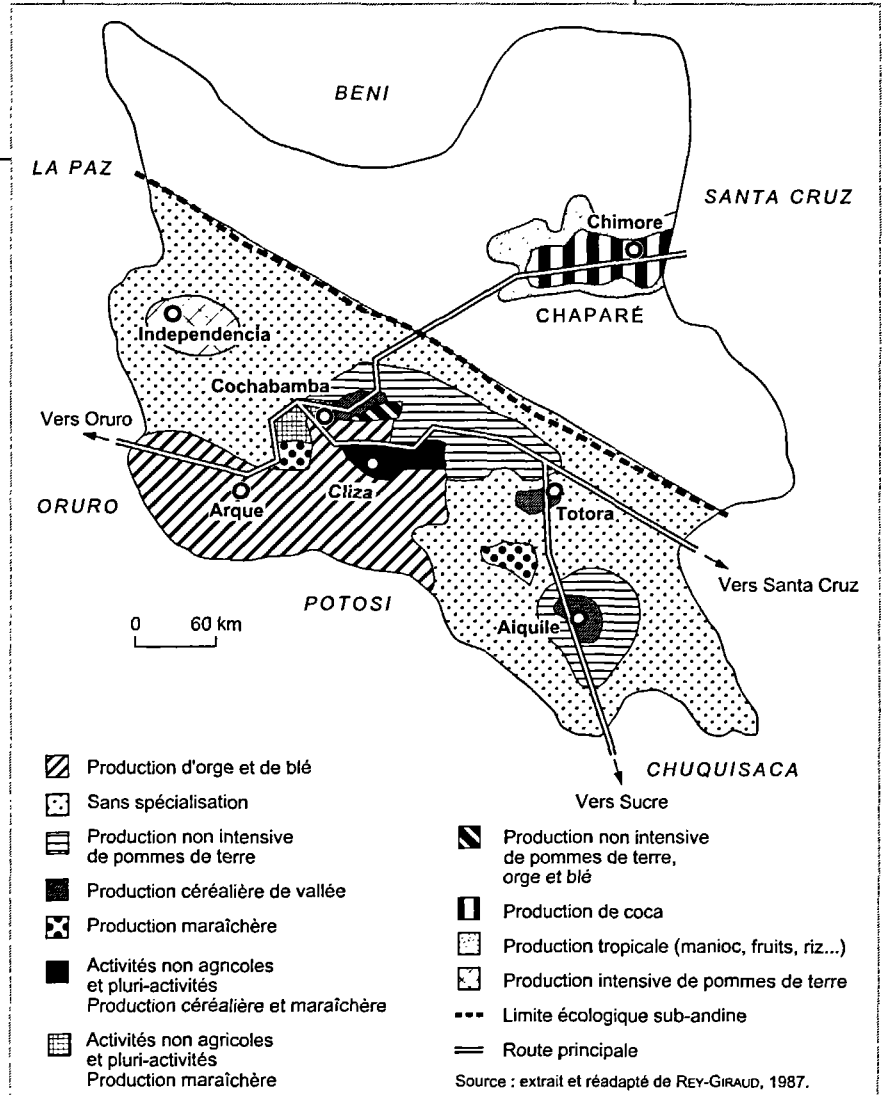
Dans les plaines tropicales orientales, zone de colonisation dirigée et spontanée depuis les années 1955-1960, s'est développée une agriculture de type familial autour d'exploitations de taille moyenne (autour de 20 ha). Les exploitants se consacrent à des cultures tropicales de subsistance, comme le manioc et le riz, ou bien destinées à la commercialisation comme le café et des fruits. À partir des années quatre-vingt, la région du Chaparé s'est spécialisée dans la culture de la feuille de coca dont 80 % est destinée à l'élaboration de pâte-base cocaïne. Pour enrayer le développement de ces cultures illicites, le gouvernement, avec l'aide des instances internationales, a lancé les « programmes de développement alternatif » visant à remplacer la coca par de nouveaux produits d'exportation : ananas, soja, etc. (voir annexe 3, dossier 5). Fortement sollicité par les acteurs du développement, qu'ils soient gouvernementaux ou non, le Chaparé est actuellement l'une des régions agricoles du pays qui vit les plus fortes mutations.

Dans les montagnes de la partie occidentale de la région (Independancia), et les plateaux surplombant les bassins de Cochabamba, de Cliza, de Totora et d'Aiquile, les exploitants agricoles produisent, de façon plus ou moins intensive, de la pomme de terre. La plupart des autres cultures traditionnelles andines caractérisent également cet étage écologique (*quinoa*, *papalisa*, *oca*) ainsi que certaines céréales (blé, orge) et légumineuses (fèves). Les paysanneries montagnardes pratiquent l'élevage ovin et caprin, et plus rarement celui de lamas (dans les zones de haute altitude).

Les bassins intérieurs constituent le cœur agricole traditionnel de la région. La polyculture s'associe généralement à l'élevage ovin et bovin. La différenciation des systèmes de cultures entre les vallées provient essentiellement des possibilités d'irrigation et de la proximité du marché urbain. Dans les secteurs de culture avec irrigation pluviale, la production de blé, et surtout de maïs, domine. C'est le cas dans la Haute vallée de Cliza, ainsi que dans les bassins de Totora et d'Aiquile situés plus au sud. La production de pommes de terre, et plus récemment de pêches, y est également importante. La culture de la luzerne sur les terres les plus humides est liée à l'élevage bovin et à l'élaboration de

produits laitiers vendus sur le marché de Cochabamba. Les exploitations familiales sont très diversifiées puisque se trouvent associées à l'agriculture des activités de transport, de petit commerce et de salariat.

Figure 4 –
 Productions agricoles
 dans la région
 de Cochabamba.



Dans les bassins qui disposent de systèmes d'irrigation permanente, la production de fruits, de légumes et de lait s'est généralisée. Les basses vallées de Capinota et de Mizque se sont spécialisées dans la production maraîchère (carottes, oignons, betteraves surtout). Dans les vallées centrales de Cochabamba et de Sacaba, plus urbanisées, la production est très diversifiée : produits maraîchers, élevage laitier, céréales, élevage hors sol de volailles et de porcs. La proximité des principaux centres urbains a favorisé également le développement des activités non agricoles combinées à l'agriculture.

Enfin, la zone Sud-Est (Arque) est le parent pauvre du département. Dans cette petite région isolée, car très mal connectée aux centres urbains, prédomine une agriculture traditionnelle de subsistance où les exploitants se consacrent essentiellement à la production d'orge et de blé, ainsi qu'à l'élevage d'ovins et de caprins.

Une agriculture sous fortes contraintes

Deux éléments conditionnent le secteur paysan du département de Cochabamba : la connexion des exploitations au marché urbain et leur degré d'encadrement technique et économique. Située sur le principal axe routier La Paz-Santa Cruz, la région de Cochabamba est une véritable plaque tournante commerciale ouverte vers les quatre points cardinaux du pays. La configuration spatiale des foires commerciales et la direction des flux de marchandises reflètent cette situation géographique.

La commercialisation de la production paysanne dépend du degré de connexion des microrégions au centre de Cochabamba. Les plaines tropicales du Chaparé et les trois vallées principales (Capinota, Cochabamba/Sacaba et Cliza) constituent, selon les termes de R. LASERNA (1984), un noyau régional intégré et une zone d'expansion commerciale. Tourné à la fois vers l'ouest et l'est, il est un nœud d'articulation entre les régions altiplaniques d'Oruro ou de La Paz et les plaines orientales. Par contre, les secteurs montagneux de l'ouest et les zones situées dans la partie sud de la région ont une position excentrée. Ils tournent le dos au noyau central de Cochabamba et fonctionnent de manière « semi-autonome ».

Comme dans l'ensemble du pays, l'agriculture paysanne de la région a été tout particulièrement pénalisée par les politiques nationales de ces dernières décennies (URIOSTE, 1992, FRANQUEVILLE, 1998). La part

Les effets de disparité jouent en faveur d'une paysannerie des vallées mieux intégrée à l'espace régional et urbain, donc plus disposée à la mobilité spatiale.

des crédits financiers accordés par les banques publiques aux petits exploitants de la région n'a cessé de se réduire au profit des plaines tropicales, et en particulier de la région de Santa Cruz.

Entre 1955 et 1975, la part des crédits nationaux reçue par le département de Cochabamba est passée de 13,5 % à 2,7 % (REY-GIRAUD, 1987). En 1992, seulement 10 % des exploitations qui bénéficient d'un crédit monétaire étaient financées par les banques agricoles, 11 % par des organisations non gouvernementales, 13 % par des coopératives, 11 % par des banques privées ou autres instances, 2 % par des *prestamistas*, moins de 1 % par des banques d'État et 52 % par des amis ou des parents (CARO *et al.*, 1992). La même enquête montre que 74 % des crédits ne sont pas utilisés à des fins agricoles ou pastorales. Par contre, les familles qui ont disposé de crédits ont un revenu supérieur à l'ensemble des autres familles (l'écart est de 54 %). Selon les mêmes sources, seulement 13 % des foyers agricoles disposent actuellement d'une assistance technique, la majorité étant localisée dans les régions basses du département. Or, ces familles ont un revenu annuel qui est plus du double de celui des autres unités domestiques.

Certes, le désengagement de l'État a frappé moins durement la région de Cochabamba que les hautes terres de La Paz, Potosi ou Oruro. Comme le gouvernement bolivien engage des programmes de développement pour lutter contre la production illicite de coca depuis les années quatre-vingt, les petits exploitants de la région de Cochabamba, surtout les migrants vers le Chaparé, sont directement concernés. Cependant, la plupart des projets de développement ont été financés par des capitaux étrangers, essentiellement nord-américains, accentuant par là même la dépendance économique et financière de la Bolivie vis-à-vis des pays occidentaux. Par ailleurs, les crédits accordés et les actions engagées ont surtout favorisé les plaines tropicales aux dépens des zones d'altitude, où se concentre pourtant l'essentiel de la population. Enfin, ces programmes de développement agricole et de substitution d'autres productions à la coca n'ont pas débouché sur les résultats escomptés (voir « Le bilan des politiques antidrogue » dans la 2^e partie).

Se diversifier pour survivre

Face à la pression foncière, à la pénurie d'eau, au désengagement de l'État, les exploitants agricoles de Cochabamba développent leurs propres stratégies, parmi lesquelles la diversification des activités. Ce

La diversification des activités familiales, depuis longtemps pratiquées dans ces régions, devient plus que jamais essentielle pour la survie de l'exploitation agricole.

phénomène a fait l'objet de nombreuses études, en particulier dans les bassins centraux du département (ALFARO, 1981 ; DANDLER *et al.*, 1982 ; ANDERSON et DANDLER, 1983 ; LASERNA, 1984 ; REY-GIRAUD, 1987).

Dans le Valle Alto de Cochabamba, G. Rey-Giraud constate que plus de 70 % des familles rurales ont des revenus extra-agricoles (village de Chullpas). Les activités sont diverses : salariat dans la construction, artisanat textile, commerce de détail, travail agricole saisonnier. Dans bien des cas, ces activités sont liées à la migration temporaire. Des travaux plus récents indiquent les mêmes tendances. Selon une étude conjointe du Ceres et de l'Orstom (devenu IRD en 1998) menée dans l'ensemble du pays, plus de 70 % des revenus annuels en milieu rural proviennent d'une activité non agricole (essentiellement du commerce, du travail salarié et de l'artisanat). Or, dans les régions rurales de Cochabamba et de Santa Cruz, la proportion est largement plus élevée (FRANQUEVILLE *et al.*, 1992 : 64). De même, les enquêtes menées en 1991 par l'Usaid (Agence des États-Unis pour le développement international) montrent que 51 % des chefs de foyers ruraux de la région de Cochabamba ont une activité principale autre que l'agriculture. Cette proportion est plus élevée dans les vallées et montagnes que dans la zone tropicale (respectivement 62 % et 46 %). Parallèlement, 73 % des femmes des zones rurales ont une activité secondaire contre 59 % des hommes (CARO *et al.*, 1992). Selon cette même étude, la structure foncière conditionne le degré de diversification des activités : plus la superficie de terre est réduite, plus la part des revenus non agricoles est importante (fig. 5). Au-dessus de 5 ha, les revenus agricoles deviennent majoritaires. Jusqu'à ce seuil, les activités non agricoles fournissent entre 67 % et 95 % des revenus annuels.

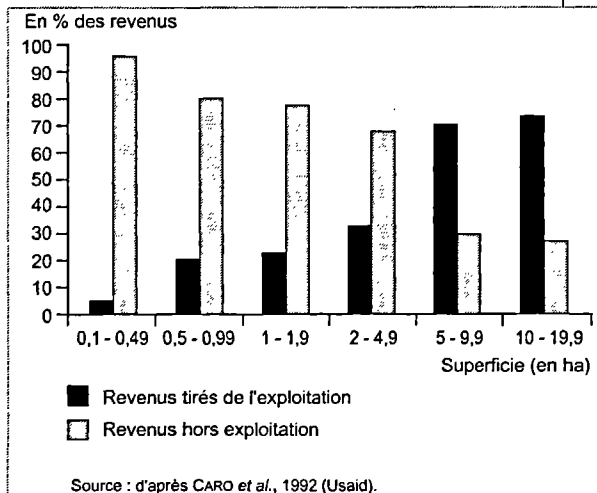


Figure 5 –
Revenus non agricoles
dans les foyers ruraux
de Cochabamba.

Dynamiques de peuplement

Depuis les années soixante-dix, la population de la Bolivie se redistribue au profit des zones basses pré-amazoniennes. Dans cette évolution, la région de Cochabamba possède une double particularité. À l'échelle nationale, elle constitue un pôle d'attraction du fait de sa position sur l'axe La Paz-Santa Cruz; en même temps, elle connaît une redistribution spatiale de sa population à l'intérieur des limites départementales, sans pour autant que soient remises en cause les fortes disparités démographiques entre zones d'altitude et plaines tropicales.

Des vallées densément peuplées

Selon le recensement de population de juin 1992 réalisé par l'INE (Institut national de statistique), le département de Cochabamba est le plus peuplé avec une densité de 20 hab/km², contre 6 pour l'ensemble du pays. Cependant, la répartition de la population présente de fortes disparités.

Malgré les politiques de rééquilibrage démographique, un peu plus de 80 % de la population demeure concentrée dans les vallées et montagnes. Les trois bassins intérieurs constituent les principaux foyers de peuplement : 51 % de la population du département vit dans les provinces de Cercado et de Quillacollo (vallée centrale de Cochabamba), 11 % dans la haute vallée de Cliza et Punata et 7 % dans les basses vallées de Capinota, de Mizque et Aiquile. La majeure partie de la population rurale se concentre dans les vallées (50 %), tandis que le reste se répartit entre les zones basses (28 %) et les montagnes arides (22 %) selon l'INE (1992). D'appartenance culturelle quechua, 49 % de la population du département de Cochabamba sont des ruraux. Cette proportion est légèrement supérieure à celle du pays, mais largement inférieure à celle des départements les plus ruraux comme ceux de Chuquisaca, de Potosí et du Pando pour lesquels la proportion varie de 65 % à 75 %.

La conquête de l'Orient

Depuis la réforme agraire, l'un des principaux défis lancés par les gouvernements boliviens est la conquête des plaines orientales pré-amazoniennes, l'Orient. Les politiques de colonisation et la création d'une agro-industrie tropicale ont provoqué des mouvements de population

en provenance des vallées interandines et de l'Altiplano. À partir des années soixante-dix, les plantations de canne à sucre et de coton ont créé un marché du travail temporaire qui drainait les populations rurales appauvries des zones d'altitude. Par ailleurs, le gouvernement bolivien mit en place un programme de colonisation offrant aux paysans la possibilité de s'installer sur un lot de plus de 10 ha et de se consacrer à une production de type commercial (riz, canne à sucre, café, fruits tropicaux...). Cependant, beaucoup de ces « colons » affrontèrent de mauvaises conditions de production et de commercialisation, un manque d'encadrement technique et, surtout, une faible compétitivité de la production. Bien souvent, ils durent regagner les villages d'origine des hautes terres (CASANOVAS et PABON, 1980 ; MALETTA, 1980).

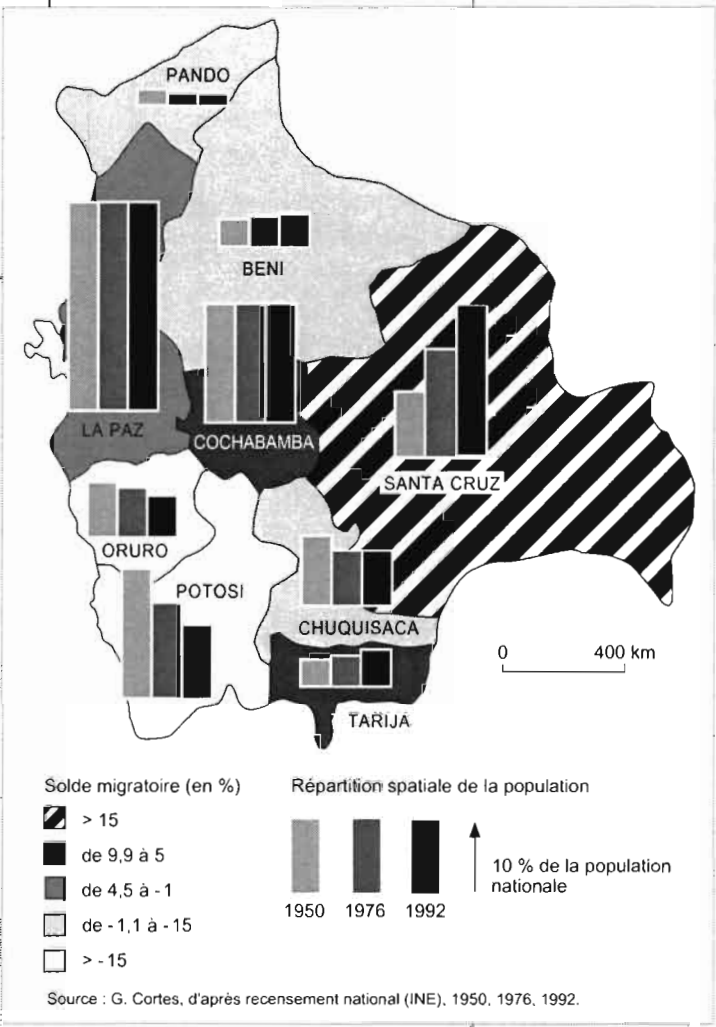
Malgré ces mouvements de retour, la mobilité croissante des populations boliviennes apparaît dans le recensement national de 1976 : plus d'un million de personnes vivait à l'extérieur de leur province d'origine, soit 28 % de la population âgée de plus de 5 ans. Ces mouvements ont induit une redistribution démographique au profit des vallées et surtout des plaines pré-amazoniennes, sans pour autant que les hauts plateaux andins ne se vident (ils concentrent 45 % de la population en 1992 contre 53 % en 1976).

Les régions de Cochabamba, de Tarija et surtout de Santa Cruz ont capté l'essentiel des flux entre 1976 et 1992 (fig. 6). Si la région de Santa Cruz indique un solde migratoire net supérieur à celui des autres régions (plus de 15 % contre 8 % pour Cochabamba et Tarija), les écarts se réduisent depuis 1987. La mécanisation des cultures agro-industrielles, la crise de la production cotonnière et de la canne à sucre des années quatre-vingt et, surtout, les difficultés rencontrées par les agriculteurs-colons, ont entraîné un ralentissement des flux d'émigration vers les régions subtropicales.

Croissance et « ruralisation »

Entre 1976 et 1992, la population du département de Cochabamba a connu une nette progression. De par sa position charnière entre les terres altiplaniques et les plaines de l'Orient, elle a intercepté non seulement les travailleurs temporaires et les colons des basses terres qui reviennent vers l'intérieur du pays, mais aussi les populations des zones altiplaniques touchées par la fermeture des mines d'étain en 1986. Le plus souvent, ces nouveaux immigrants se tournent vers les activités liées au trafic illicite de cocaïne ou vers le secteur informel urbain (BLANES, 1985 ; LEDO, 1991).

Figure 6 –
 Solde migratoire
 (1976-1992)
 et redistribution spatiale
 de la population
 bolivienne
 par département
 (1950-1992).

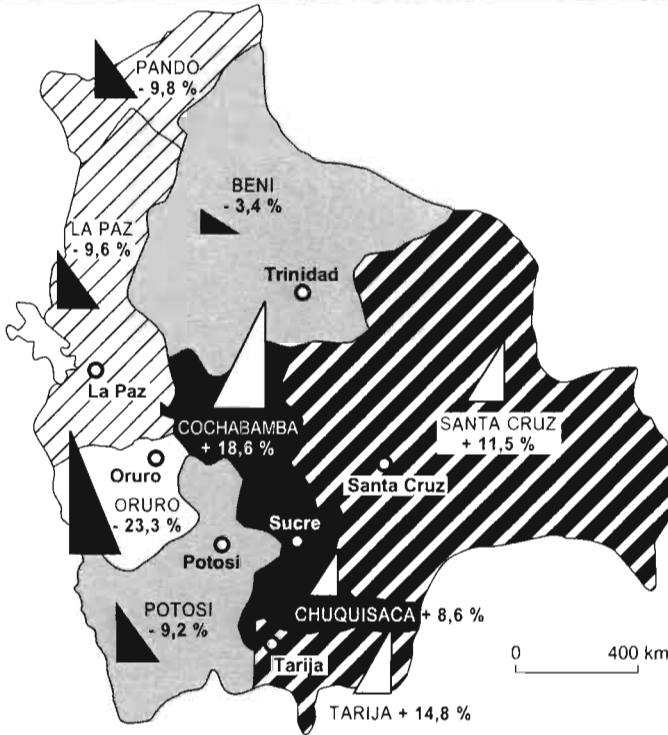


Par ailleurs, une des particularités de la région de Cochabamba, par rapport au reste du pays, est la croissance de sa population rurale. Alors que le pays indique un taux de croissance annuel quasi nul entre 1976 et 1992 (- 0,01 %, soit une perte absolue de 3 000 personnes), le département connaît la plus forte croissance de ruraux (1,09 %), soit une progression de presque 19 % par rapport à 1992 (fig. 7). Sur cette période, les campagnes ont attiré 30 % des immigrants venus s'instal-

ler dans la région (soit 35 000 personnes). Toutefois cette « ruralisation » n'a pas été uniforme puisqu'elle a surtout concerné les provinces tropicales (fig. 8). L'augmentation de la population rurale est due, en grande partie, à l'arrivée de nouveaux résidents dans les provinces du Chaparé et du Carasco.

Fait plus original : une proportion non négligeable d'anciens urbains a participé à la ruralisation de la région puisque 40 % des immigrants installés dans les zones rurales du département sont originaires des villes.

Figure 7 –
Évolution de
la population rurale
en Bolivie (1976-1992).

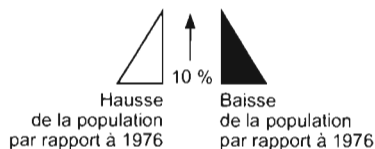


Taux de croissance (en %)

- > de 0,91
- ▨ de 0,59 à 0,91
- de - 0,00 à 0,59
- ▨ de - 0,00 à - 0,70
- de - 0,70 à - 1,00
- > de - 1,1

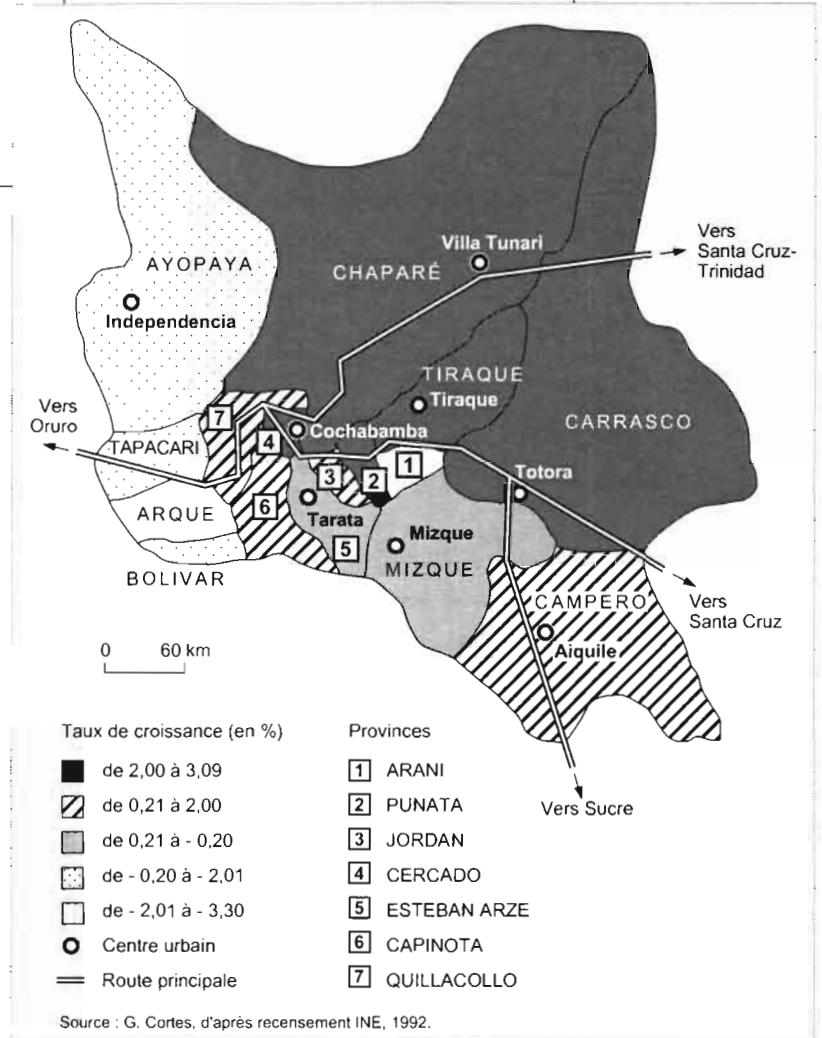
— Limite départementale

○ Centre urbain



Source : G. Cortes, d'après recensement (INE), 1992.

Figure 8 –
 Taux de croissance de
 la population rurale
 du département
 de Cochabamba entre
 1976 et 1992.



La ville, un pôle d'attraction équivoque

Contrairement à de nombreux pays latino-américains, la Bolivie ne connaît pas encore un exode rural massif. Certes, les centres urbains de La Paz, de Cochabamba et surtout de Santa Cruz sont des lieux

d'immigration qui prennent de plus en plus d'importance. Mais dans le cas de Cochabamba, la migration rurale-urbaine n'est pas le phénomène qui contribue le plus à son accroissement démographique. Si l'arrivée de « ruraux » est un fait incontestable, les déplacements se font beaucoup plus d'une ville à l'autre. Ces tendances relativisent l'idée d'un important phénomène d'exode rural en Bolivie, alors que les conditions de vie des paysans se sont largement détériorées depuis 1980.

On peut avancer une double explication. D'une part, l'absence d'un tissu économique récepteur limite l'intégration et la fixation des ruraux en ville : seules les activités informelles ou illégales peuvent garantir la survie des immigrants appauvris. D'autre part, l'attraction des zones tropicales du Chaparé a provoqué une ruralisation à contre-courant, y compris des populations urbaines. La croissance de la population rurale ne doit pas faire illusion. Loin d'être un indicateur de bonne santé de l'économie agricole de la région, elle est le reflet de l'importance de l'économie de la coca-cocaïne. Encore aujourd'hui, celle-ci constitue un facteur essentiel de régulation des flux migratoires en provenance des zones rurales.

Villages du bas, communauté d'en haut

La grande diversité géographique, économique et socioculturelle des campagnes périphériques de Cochabamba donne lieu à une forte différenciation des communautés rurales quechua, parfois visible sur de très courtes distances. Les trois communautés paysannes choisies comme terrain d'étude sont représentatives non seulement de cette diversité, mais également de l'étagement écologique de la région (fig. 9).

Les deux premiers villages, Santa Rosa et Arbieto, sont localisés dans les fonds de bassin du Valle Alto de Cochabamba à une altitude de 2 700 m (la basse vallée de Santivañez est, elle, à environ 2 400 m). Relativement proches de Cochabamba (à environ une trentaine de kilomètres, soit une heure de transport), ces villages se trouvent dans la sphère d'influence des bourgs urbains de Tarata et de Cliza. Un réseau de transport collectif quasi journalier les relie à la capitale départementale. Les paysans de Santa Rosa et d'Arbieto, comme ceux des autres vallées de la région, se distinguent par un fort degré de métissage et une bonne intégration au milieu urbain.

L'autre communauté rurale, Pampa Churigua, se situe à une distance de 15 km des précédentes, sur l'un des hauts plateaux qui surplombent le Valle Alto (à 3 200 m). Elle est reliée aux fonds de vallées par deux pistes carrossables de qualité très médiocre et inondables pendant la saison des pluies.

Cette communauté plus traditionnelle et plus isolée se situe à environ deux heures de trajet de la capitale régionale. Aucun réseau de transport collectif ne permet d'accéder aux villages des fonds de vallée.

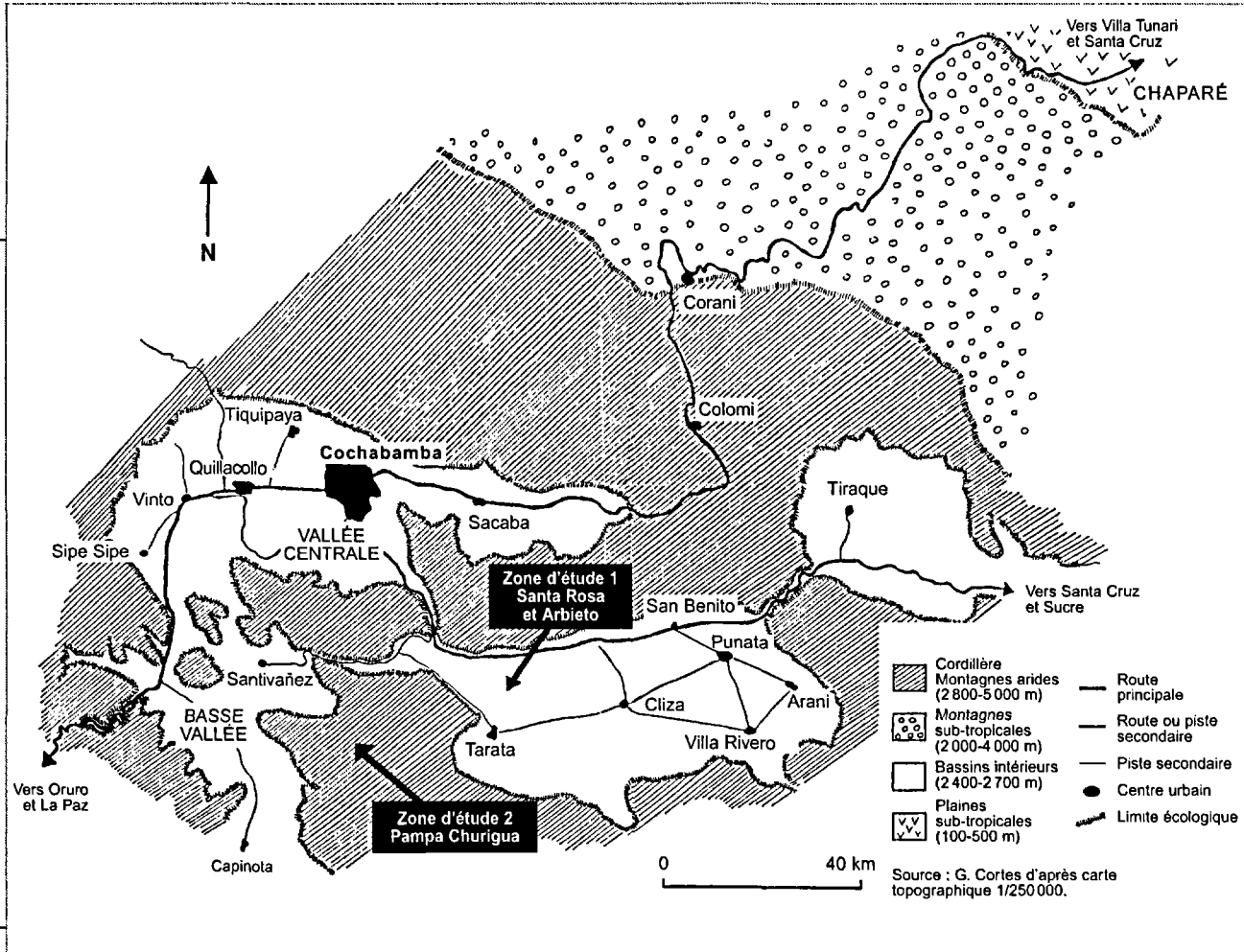


Figure 9 –
Localisation
des communautés
rurales étudiées.

À l'étagement écologique de ces trois communautés rurales correspondent des « pratiques paysannes » différenciées. D'ordre à la fois technique, économique et socioculturel, elles sont définies comme l'ensemble des activités développées par les familles au sein de leur cadre communautaire et à l'intérieur du territoire local. L'analyse de l'occupation de l'espace, des structures agraires, de l'organisation sociale et culturelle communautaire et du système de production agropastoral sert de préalable à une meilleure compréhension du milieu d'origine dans lequel s'enracine le processus d'émigration.

Espaces et pratiques communautaires

Outre leur étagement écologique, les villages des fonds de vallée et la communauté d'altitude ont une origine sociohistorique distincte liée aux étapes de peuplement de la région. Ceci explique, à bien des égards, la physionomie fort différenciée de l'espace communautaire et du paysage agricole. De même, l'organisation sociale, bien qu'enracinée dans la même identité culturelle andine, ne présente pas le même degré de cohésion.

Formation des territoires communautaires

Les villages de fond de vallée

Santa Rosa est un village d'origine récente dont la formation est contemporaine de la réforme agricole de 1953. Sa création est liée au déplacement d'une population originaire d'une zone proche, contrainte de quitter les terres inondées par la construction d'un barrage en aval. Les habitants ont bénéficié de l'expropriation de l'*hacendado* qui occupait, jusqu'en 1953, les terres de l'actuel village. La géométrie de Santa Rosa confirme cette origine récente : rues en damier parfaitement quadrillées autour d'une place centrale.

Au recensement national de juin 1992, le village comptait, environ 800 personnes. Électrifié, il n'est pas équipé en eau potable et ne

dispose d'aucune infrastructure administrative. L'école occupe l'ancien bâtiment central de l'hacienda situé en bordure du village et n'assure que le premier cycle de scolarisation. Le village est relié à la route principale menant à Cochabamba par une piste carrossable de 5 km et n'est desservi que très irrégulièrement par un service de transport collectif (en fonction du nombre de passagers).

Le village d'Arbieto, situé à 4 km du précédent, est un bourg de taille largement supérieure regroupant environ 1 800 habitants. Son origine est plus ancienne. Après sa fondation à l'époque coloniale espagnole, ce village n'a cessé de prendre de l'essor pour constituer, dès le début de la République, un chef-lieu de canton. Depuis 1983, le village est le chef-lieu de la troisième section de la province de Esteban Arze et possède une mairie.



Place du village d'Arbieto avec la mairie (au premier plan) et l'église (au second plan). L'architecture coloniale est la trace laissée par la présence espagnole dans ces bourgs de fond de vallée.

Bien que la structure globale du village soit similaire à celle de Santa Rosa (rues quadrillées autour d'une place centrale), il existe un ancien noyau datant de l'époque coloniale espagnole et dont la configuration est plus irrégulière. La population d'Arbieto n'a pas accès à l'eau potable ; elle dispose de deux écoles (premier et second cycle), d'un poste sanitaire, d'une bibliothèque municipale, d'un bureau postal et téléphonique, de plusieurs commerces et d'ateliers d'artisanat. Situé à 30 km de la capitale régionale, le village est desservi quotidiennement par un service de transport collectif.

Depuis le début des années quatre-vingt, les habitants de Santa Rosa et, dans une bien moindre mesure, ceux d'Arbieto, reçoivent l'assistance technique d'institutions gouvernementales comme l'IBTA (Institut bolivien des techniques agraires) de San Benito ou le PDAR (Programmes de développement alternatif régional). Ces programmes, mis en place pour freiner la migration vers les zones de production de coca, ont fortement contribué au développement des villages (crédits financiers, soutien technique, construction d'une route, projet d'eau potable, etc.).

La communauté d'altitude

À 3 200 m, Pampa Churigua domine les versants du Valle Alto sur un plateau froid et aride. Le secteur, dénudé de toute végétation, est fortement balayé par les vents. Une cinquantaine de maisons, de construction traditionnelle en *adobe* (briques de terre et de paille séchées), sont dispersées sur une superficie de plus de 100 ha.

Vue générale de Pampa Churigua, communauté traditionnelle localisée sur le plateau d'altitude (3 300 m) où dominent une forte aridité et un paysage d'habitat dispersé. À l'époque de la colonisation espagnole, les terres de Pampa Churigua étaient occupées par un grand propriétaire terrien.



À l'époque incaïque, Pampa Churigua formait vraisemblablement un seul et même *ayllu* avec les communautés situées en contrebas du plateau : Huerta Mayu, Sacabamba, Pata Churigua (fig. 10). Certaines familles de Pampa Churigua ayant des relations de parenté éloignées

La distinction entre communauté d'origine et communauté récente est fondamentale pour comprendre les différences socioculturelles, économiques et paysagères entre les localités rurales des vallées et celles du haut plateau.

avec ces communautés voisines, disposaient de parcelles sur les terres de celles-ci, aujourd'hui revenues de droit aux paysans qui les habitent et les travaillent. L'*ayllu* auquel appartenait Pampa Churigua s'étendait très probablement sur plusieurs centaines de kilomètres en direction des zones altiplaniques. Encore aujourd'hui, des paysans de « parenté éloignée » de la région d'Uyuni viennent échanger leur sel contre les produits de Pampa Churigua (blé, maïs). Selon plusieurs témoignages, ces échanges remontent à plusieurs générations. Ainsi, les habitants de Pampa Churigua vivaient là bien avant la colonisation espagnole, durant laquelle les terres de la communauté furent occupées par un grand propriétaire terrien (hacienda Antezana Terán). Pampa Churigua est donc une « communauté originaire », au sens défini par les textes de la réforme agraire (URIESTE, 1992 : 98).

De la communauté partent deux pistes carrossables, inondables lors de la saison des pluies : l'une en direction du centre urbain de Tarata situé à une quinzaine de kilomètres, l'autre vers Santivañez, village localisé en contrebas de la vallée adjacente. Depuis 1990, la communauté est équipée en eau potable suite à l'intervention de la Coderta (Coordination de développement régional de Tarata) qui a financé le captage d'une source. Moyennant une cotisation de base, les membres de la communauté se rendent quotidiennement au réservoir d'eau dont l'entretien est géré par le syndicat communal. Les habitants disposent également d'une école communale où l'enseignement est assuré jusqu'à la fin du premier cycle. Toutefois, l'éloignement de la communauté rend son accès difficile aux enseignants originaires des vallées. Les cours ne sont assurés que très irrégulièrement.

Les gens de Pampa Churigua n'ont accès ni à l'électricité ni à un poste sanitaire. Malgré une moindre insalubrité de la zone d'altitude, les problèmes sanitaires sont très importants. L'isolement et le faible niveau d'éducation des habitants ont favorisé l'extension de l'épidémie du choléra qui s'est déclarée dans le pays en janvier 1992. Celle-ci a causé plusieurs décès dans la communauté parmi les enfants en bas âge et les personnes âgées. De plus, une grande partie de la population est atteinte de la gale, de fréquentes poussées de fièvre et d'affections cutanées. Selon R. A. PIZARRO (1991), la migration vers les zones tropicales du Chaparé contribue à aggraver l'état sanitaire des populations dans la mesure où elle constitue un canal de transmission de maladies infectieuses. La mortalité infantile est particulièrement élevée. Selon nos observations et les données du Cidre (Centre de recherche et de développement régional), un enfant sur deux meurt en

bas âge, le plus souvent de gastroentérite. Les femmes accouchent chez elles, soit seules, soit avec l'aide de l'accoucheuse de la communauté qui a une connaissance très fine des plantes utilisées et des rituels. Dans les vallées, cette pratique est beaucoup moins répandue. Les jeunes générations préfèrent aller à l'hôpital public de Tarata.



Femme métis quechua de Santa Rosa portant les vêtements traditionnels andins (*pollera et agayo*) et le chapeau blanc, rigide et haut de forme, typique des vallées de Cochabamba.



Femme indigène quechua de Pampa Churigua allaitant son enfant. Le chapeau rond en toile est caractéristique des paysans indiens plus pauvres d'altitude.

Si la majeure partie de la population de Santa Rosa et d'Arbieto est bilingue (les femmes dans une bien moindre proportion), la quasi-totalité des paysans de Pampa Churigua ne pratique que le quechua. Par ailleurs, les deux zones se distinguent par des niveaux d'instruction fort différents. L'analphabétisme touche environ 20% de la population de Santa Rosa et d'Arbieto (mais plus de 40% des femmes). La proportion pour la population de Pampa Churigua s'élève à plus 50% (DEHEZA, 1991).

Paysages agraires

Dans les deux zones, l'aridité est la contrainte agricole majeure, avec une plus forte intensité dans la communauté d'altitude. La pénurie d'eau conditionne entièrement les systèmes de production agricole et les possibilités de développement.

Les précipitations moyennes sont de 400 à 450 mm par an, dont 80 % se concentrent entre les mois de novembre et d'avril. Les conditions climatiques ont été particulièrement défavorables lors de la saison agricole 1991-1992 ; la sécheresse a considérablement réduit les productions.

Pampa Churigua

L'organisation de l'espace de Pampa Churigua correspond aux données topographiques. Trois zones présentent des caractéristiques écologiques et des modes d'occupation distincts. Celle dite de la « pampa », la plus étendue, constitue le plateau proprement dit où se situent les habitations familiales et le « cœur administratif » de la communauté (école, terrain de foot, magasin communal). Là se trouve la plus grande partie des parcelles agricoles.



Maison traditionnelle d'adobe à Pampa Churigua. Une première pièce (à gauche), lieu de vie de la famille, est prolongée par une deuxième pièce servant au stockage des produits et des outils agricoles. Dans la cour intérieure, ouverte sur les parcelles d'exploitation, se trouvent l'espace culinaire couvert (à gauche) ainsi que les ustensiles de cuisine (jarres de terre, foyer de cuisson, chaudron...).

Généralement très sommaire et d'architecture homogène, l'habitat est composé d'une à trois pièces construites en *adobes* et d'un toit recouvert de tuiles. Les pièces sont disposées généralement autour d'une cour délimitée par une murette d'*adobes* où se trouvent l'enclos pour le cheptel ovin et l'endroit où l'on cuisine. Le foyer de cuisson,

dénommé *ch'oncha* est parfois recouvert d'un toit qui le protège des intempéries et de la forte insolation. La famille vit généralement dans une seule pièce, l'autre étant destinée à entreposer les outils agricoles et les réserves alimentaires.

La deuxième zone est constituée par les collines et les flancs de montagne qui encadrent le plateau. Ce sont des terres communales réservées à la pâture des ovins lors de la saison sèche (certaines familles y disposent de parcelles, mais qui sont rarement mises en culture).

La dernière zone, appelée *falda* par les paysans de Pampa Churigua correspond aux versants situés en contrebas du plateau central. Le relief fortement accidenté rend leur accès particulièrement difficile. Pourtant, de nombreuses familles y disposent d'une portion de terre. Le captage de sources permet l'irrigation de petites parcelles en terrasses réservées à la culture de luzerne, indispensable pour l'alimentation des animaux de trait. Dès l'aube, le chef d'exploitation et les enfants se rendent sur ces terres situées à plus de deux heures de marche du foyer familial.

À Pampa Churigua, où l'aridité est extrême, l'accès à l'eau est un enjeu capital et une cause de conflits permanents au sein de la communauté. Or, contrairement aux fonds de bassin, il n'existe aucune possibilité d'irrigation. Le système de culture dépend donc du calendrier pluvial et de quelques aménagements ponctuels.

Certaines familles creusent des bassins de stockage (*estanques*) juste avant la saison des pluies de façon à pouvoir drainer l'eau jusqu'aux terrains les plus proches. Elles freinent également l'écoulement de l'eau grâce à la construction de bourrelets autour de la parcelle. Par ailleurs, les exploitants les mieux dotés financièrement captent l'eau des sources du secteur de la *falda*. Des tuyaux acheminent l'eau jusqu'à des parcelles qu'ils s'approprient et réhabilitent eux-mêmes (sur des terres collectives souvent). Cette technique permet de cultiver non seulement des plantes fourragères (luzerne), mais également des légumineuses (fèves, petits pois) ou des produits maraîchers (tomate, oignons). L'éloignement, les fortes pentes et les risques d'érosion limitent cependant l'extension de ces parcelles.

Dans les exploitations familiales de l'échantillon, le blé occupe la première place : il couvre 54 % des superficies cultivées. Viennent ensuite la pomme de terre (30 %) et le maïs (11,5 %). Les cultures d'orge, d'oca, de quinoa et de courges (*lacayotes*) sont beaucoup moins représentées et d'importance très variable selon les familles.

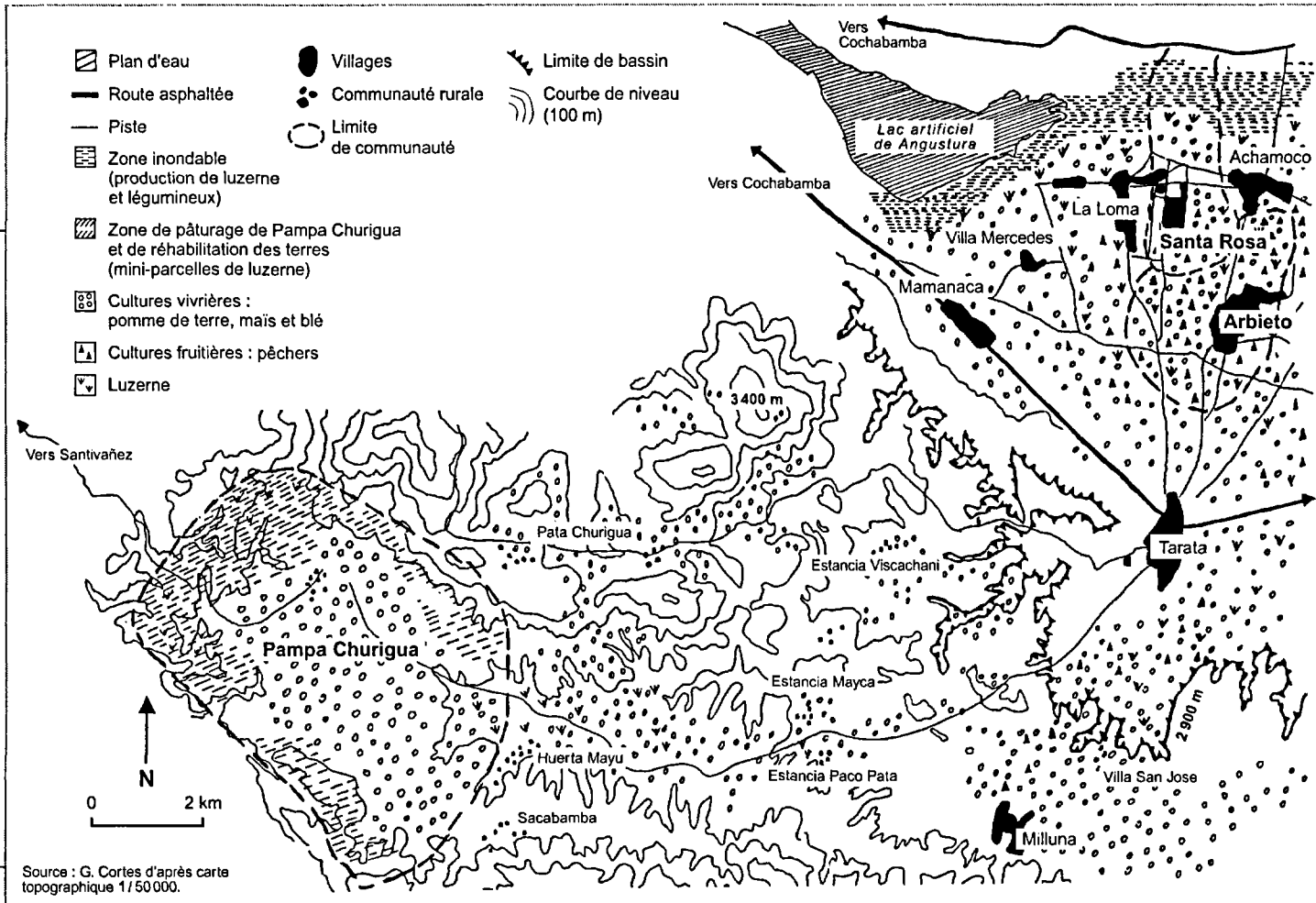


Figure 10 –
Occupation de l'espace et
zonage des cultures dans
les communautés étudiées.

Santa Rosa et Arbieto

Reflet d'une forte différenciation socio-économique, l'architecture et la taille de l'habitat des villages de Santa Rosa et d'Arbieto sont très hétérogènes : de grandes maisons à étages, construites en brique et en tôle, coexistent avec des habitations d'adobes d'une seule pièce.

La physionomie et le paysage agraire des villages de vallée contrastent avec la zone d'altitude.

Maison de Santa Rosa, village d'habitat groupé. La maison est composée de plusieurs bâtiments disposés autour d'une cour fermée servant souvent d'enclos à l'élevage de volailles et de lapins (cages au deuxième plan).



Dans une cour fermée se trouvent le puits, un ou deux foyers de cuisson pour les préparations culinaires et les ustensiles nécessaires à l'élaboration de la traditionnelle *chicha* : une grosse jarre de terre d'une capacité de 200 litres (*virque*), une vasque de métal (*paila*) posée sur un foyer de combustion, des jarres de taille intermédiaire (*cantaros*) pour entreposer l'alcool. Derrière la maison se trouve le corral à bestiaux, simple enclos non couvert délimité par des murettes d'adobes.

Dans les vallées, les possibilités d'irrigation sont doubles : puits individuels ou collectifs et canaux traditionnels d'irrigation. Outre Arbieto et Santa Rosa, les canaux d'irrigation alimentent plusieurs villages (Villa Verde, La Loma...). La localisation des parcelles par rapport aux canaux et aux cours d'eau détermine donc l'accès à l'irrigation. Or, la majorité des terres appartenant aux familles de Santa Rosa et d'Arbieto en sont éloignées (fig. 11).



Un des principaux canaux d'irrigation alimentent les parcelles agricoles d'Arbieto en saison des pluies (canal Zapata).

Le réseau d'irrigation, dont l'origine est antérieure à la réforme de 1953, commande l'organisation spatiale des systèmes agraires. La zone de Santa Rosa et d'Arbieto est divisée en *suyos* correspondant aux prises d'eau des canaux principaux et à leur aire de desserte (*suyo Cardozo*, *suyo Gringo*). Depuis son origine, le *suyo* est l'ensemble des terres irriguées par un même cours d'eau. Il correspondait globalement à la configuration spatiale des anciennes haciendas (DEHEZA, 1991). Les *suyos* sont divisés en *sub-suyos*, dont les contours sont hérités du morcellement des terres consécutif à la réforme agraire.

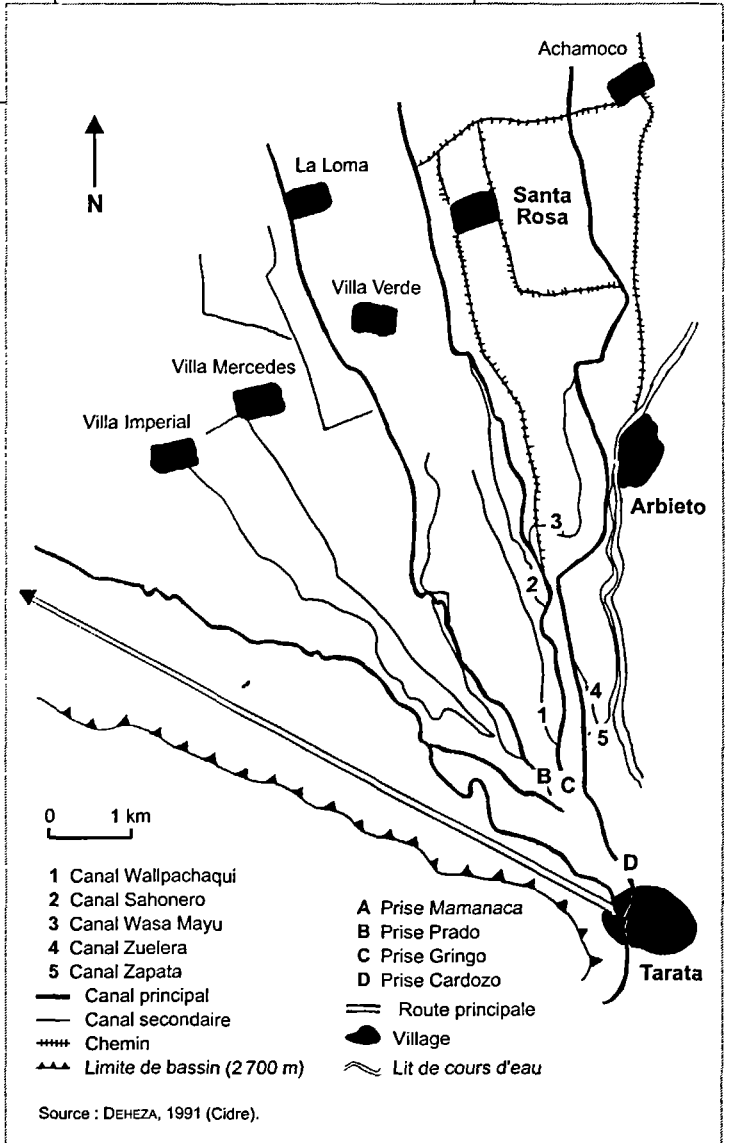
À l'échelle des communautés villageoises, deux modes de gestion de l'eau coexistent. Si les pluies ont été abondantes et que le débit des canaux est important, aucune règle n'est en vigueur. Chaque exploitant irrigue ses terres dès que l'eau parvient au niveau de ses parcelles, en inondant son terrain. Par contre, si le débit est faible, la distribution de l'eau obéit à un système de rotation à partir des terrains les plus proches de la prise d'eau (l'irrigation se fait sillon après sillon, de préférence la nuit). Or, le débit est souvent trop faible pour que l'écoulement parvienne jusqu'aux parcelles des paysans de Santa Rosa et d'Arbieto qui sont situées dans les zones les plus en aval des prises d'eau. Les droits d'irrigation ne sont donc pas les mêmes pour tous. Les *arrimantes*, nom donné aux petits propriétaires éloignés des canaux, ont un droit d'irrigation seulement lorsque l'écoulement est abondant. En contrepartie, ils ont des obligations bien moindres lors des travaux communautaires.

Parallèlement au système d'irrigation par canaux, les puits collectifs et individuels se multiplient. Le pompage tend également à se généraliser. Les familles s'équipent individuellement ou par groupe de plusieurs personnes lorsque les parcelles sont voisines. Cette dynamique est liée à la recherche d'alternatives agricoles (plantations fruitières, maraîchères ou florales) et à l'enrichissement de certaines familles grâce à la migration.

Selon les études du Cidre (DEHEZA, 1991), le village d'Arbieto compte environ 400 puits (à usage domestique ou agricole), soit 1,5 puits par famille. À Santa Rosa, la proportion est plus importante. En moyenne, il existe deux puits par foyer. Cependant, la multiplication de puits très rapprochés provoque des phénomènes d'assèchement de la nappe d'eau, qui est captée de plus en plus en profondeur. La sécheresse des années 1990-1992 a accentué ce phénomène, certains chefs d'exploitation ayant été obligés d'approfondir leur puits.

Le maïs et la pomme de terre sont les principales cultures en termes de surfaces cultivées (respectivement 45 % et 20 %). Le blé couvre une plus faible superficie, soit 9 % (ROJAS, 1991). Les cultures se répartissent dans deux secteurs d'étendue inégale. Celui parcouru par les canaux

Figure 11 –
Réseau d'irrigation à
Santa Rosa et à Arbiato.



d'irrigation est généralement occupé par le maïs, la pomme de terre et, dans une moindre mesure, par les légumineuses. Cette zone se distingue également par l'essor récent de cultures à vocation commerciale : cultures florales (glâieuls), maraîchères (tomates) ou fruitières (pêchers).

La généralisation des plantations de pêchers à Santa Rosa et à Arbieta, entraînant la construction de puits, a commencé au début des années quatre-vingt. Un programme fruticole de l'Institut bolivien des techniques agraires de San Benito a donné l'impulsion à ces nouvelles cultures. Le département de Cochabamba est devenu le premier producteur de pêches du pays, avec 50 % de la production nationale (ARAMAYO, 1991). Par contre, les cultures florales et de tomates sont encore à un stade expérimental. Selon nos observations, la proportion d'agriculteurs qui innovent dans ce type de cultures est encore très faible.

À Santa Rosa et à Arbieta, les premiers plants de pêchers furent introduits par le biais de crédits octroyés à certains agriculteurs dont les ressources étaient suffisantes pour assurer une garantie de remboursement (les taux d'intérêt étaient de l'ordre de 17 % par an). Depuis, les plantations de pêchers n'ont cessé de s'étendre. Selon les données du Cidre, en 1990-1991 plus de 10 000 arbres fruitiers ont été plantés dans la zone de Tarata sur environ 25 ha, soit une augmentation de 70 % (QUIROGA, 1991 ; ARAMAYO, 1991).

Dans le secteur situé près du lac Angustura, les terres, plus humides et inondables, sont réservées presque exclusivement aux cultures fourragères ou de légumineuses (fèves et petits pois). Les familles qui ont des parcelles dans ces zones se consacrent plus spécifiquement à la production laitière.

Structures foncières : passé et présent

*Dans la région de
Cochabamba, la terre
est précieuse et
convoitée.*

Dans les Andes, et encore plus dans la région de Cochabamba où se sont manifestés les premiers signes de la révolution agraire bolivienne, la terre est à la fois source de subsistance, objet de lutte et lieu de culte. La structure foncière est encore aujourd'hui un élément déterminant des pratiques paysannes.

Origine de la propriété foncière

L'origine de la propriété foncière dans les vallées diffère fondamentalement de celle des plateaux. Tandis qu'à Pampa Churigua, les paysans ont hérité des terres occupées par les *hacendadores* espagnoles, ceux des vallées jouissaient de l'usufruit de parcelles bien avant la réforme agraire.

La lutte pour la terre à Pampa Churigua

Pendant l'époque coloniale, deux haciendas se partageaient les terres de Pampa Churigua. La communauté regroupait au total une quarantaine de familles indigènes.

Selon des témoignages, les terres étaient sous le contrôle de deux frères copropriétaires : German et Luiso Antezana Terán. « Pendant dix ans, j'ai travaillé les terres de l'hacienda. Je vivais seul avec ma mère qui cultivait de son côté six hectares de terres loués au patron. Je devais donc travailler à la fois nos parcelles et les siennes. De huit sillons de pommes de terre que nous récoltions sur nos terres, nous devions en donner un au patron. Parallèlement, je devais travailler une semaine par mois sur ses terres, surveiller ses vaches, construire sa maison... » (Antonio C., 70 ans, Pampa Churigua).

Paysan de Pampa Churigua (Antonio C., 70 ans) et sa petite-fille. En 1954, juste après la révolution agraire, Antonio C. fut l'un des initiateurs de la révolte paysanne de Pampa Churigua contre le patron de l'hacienda.



L'économie agricole des haciendas était liée à la présence d'un couvent situé dans la vallée adjacente de Santivañez (voir fig. 10), dont la communauté monastique recevait une partie de la production sous forme de « dîme ». Le reste était vendu sur le marché régional. La réforme agraire de 1953, qui fut très appliquée dans cette région de la Bolivie, bouleversa les structures foncières de la communauté. Le processus de récupération des terres fut long et douloureux.

« À la réforme agraire, le patron a fait semblant de ne pas comprendre. Il ne faisait pas cas de ce qu'on lui disait. Il continuait à nous faire travailler alors que tous les paysans ailleurs étaient déjà libres. Alors on s'est révolté, on ne voulait plus être *pifalero*. La patron a fait venir trente soldats des vallées. On s'est battu avec des pierres, des faucilles, des fourches, avec tout ce que l'on trouvait. Il y a eu un mort et trois blessés. Dans la bataille, une balle m'est passée sous le bras, j'ai échappé de justesse à la mort. Maintenant, je préférerais mourir plutôt que de travailler à nouveau pour le patron. » (Antonio C.).

À Pampa Churigua, les circonstances de la réforme agraire laissent un souvenir très vivace et encore « à fleur de peau ». Le passé colonial des anciens de la communauté continue d'alimenter les amertumes des uns et la hargne des autres à vouloir conserver leurs terres. Lors des réunions communautaires, le sujet est presque toujours abordé. Il suscite d'âpres et longues discussions, surtout lorsqu'il s'agit de payer les taxes communautaires dont le montant est proportionnel à la superficie des terres de chaque famille.

De plus, le mode de répartition des terres lors de la réforme agraire n'a pas été égalitaire. Les dirigeants syndicaux ont accordé la priorité aux familles nouvellement formées (ce qui, selon les témoignages, aurait provoqué des mariages précipités !), de façon à leur donner une base foncière suffisante pour s'insérer dans la communauté.

« À la réforme agraire, on a réparti les terres du patron entre les *comuneros*. Mais moi, je me suis sacrifié pendant des années pour le patron et ils ne m'ont donné qu'un hectare parce que ma mère avait des terres de son côté et que je n'étais pas encore marié. Aux familles qui n'étaient pas *pifaleros* et qui venaient de se marier, on a donné deux hectares. » (Juan M., Pampa Churigua).

Ainsi, la répartition des terres effectuée par les autorités communautaires au moment de la réforme agraire reste une source importante de conflits. Mais, en même temps, la référence au passé colonial est un élément qui forge l'identité et la cohésion sociale de la communauté. Elle entretient le profond attachement à la terre et l'ancrage territorial de ces paysans quechua. Les échos de la célébration des 500 ans de « la découverte » de l'Amérique latine ont d'ailleurs ravivé les mémoires collectives et individuelles.

La majorité des membres de la communauté a participé aux journées de manifestation d'octobre 1992 organisées par les syndicats paysans de Cochabamba, au cours desquelles les revendications des paysans indigènes descendus des villages d'altitude furent multiples : droit d'accès à la terre, droit à des conditions de vie acceptables, reconnaissance des territoires communautaires, refus de l'impérialisme occidental, respect des droits de l'homme en relation avec le problème de la coca-cocaine... et surtout, reconnaissance des 500 ans « d'esclavage et de pillage » de l'Amérique latine.

Terres d'anciens piqueros dans les vallées

Durant la période coloniale et la République, les systèmes de production agricole et les modes de fonctionnement des exploitations de Santa Rosa et d'Arbieto étaient sous l'influence du village de Tarata, centre administratif important à l'échelle locale et régionale. Son essor, dès le XVIII^e siècle, fut lié à la construction du temple San Pedro (actuelle église du village), qui en fit un important centre religieux et un pôle économique rayonnant sur tout le Valle Alto de Cochabamba. Agriculture et élevage, activités industrielles et artisanales se développèrent parallèlement à l'extension d'haciendas, dont la production (maïs et blé) était directement exportée vers les zones minières de Potosi.

L'origine de la propriété foncière des villages des fonds de vallée remonte donc au système colonial espagnol. Cependant, bien avant la réforme agraire qui a mis fin au système des haciendas, s'était déjà constitué un groupe important de petits propriétaires indépendants, appelés *piqueros*, produisant directement pour le marché régional.

À Arbieto, les familles appartenaient à ce paysannat *piquero*. L'origine de la propriété foncière est donc antérieure à la réforme agraire. Seuls les processus de transmission par héritage ou par vente ont modifié la répartition des terres. À Santa Rosa, par contre, une partie des terres était occupée par un grand propriétaire foncier, Elena van de Elepsen qui avait le contrôle d'une hacienda d'une superficie d'environ 150 ha portant le nom de « La Barja », selon les indications fournies par les plans cadastraux des organismes de la réforme agraire. Parallèlement, des *piqueros* produisaient de façon indépendante tout en entretenant des relations étroites avec l'hacienda (emploi salarié agricole, métayage...). Il semble que les modes de contrôle de l'hacienda sur les populations locales aient été moins sévères que dans la communauté d'altitude de Pampa Churigua.

Au moment de la réforme agraire, les terres de l'hacienda de Elepsen furent morcelées en 157 parcelles dont la superficie variait entre 0,3 ha et 2 ha. Il est difficile de connaître, aujourd'hui, le mode selon lequel les terres ont été redistribuées. Une seule chose est sûre : dans les années soixante-dix, des terres ont été attribuées aux familles nouvellement installées dans le village en guise d'indemnisation de celles qu'elles possédaient à l'emplacement de l'actuel lac artificiel d'Angustura.

Ainsi, dans le village de Santa Rosa, l'origine de la propriété foncière est multiple. Aux anciens *piqueros* qui ont conservé leur propriété s'ajoutent les paysans qui travaillaient dans l'hacienda et qui ont reçu des terres à la réforme agraire et, enfin, les familles non originaires de la zone qui ont été indemnisées. Cette triple origine explique l'hétérogénéité actuelle de la structure foncière.

De l'émiettement à l'atomisation du parcellaire

À Pampa Churigua, les données disponibles n'ont pas permis d'établir un plan foncier, même partiel, de la communauté. Selon un recensement personnel, la superficie moyenne de la propriété agricole est de 2,3 ha : 60 % des familles possèdent moins de 2,5 ha (soit 42 % de la totalité des terres de la communauté), tandis que 40 % des familles disposent d'une superficie supérieure à 2,5 ha (soit 58 % de la surface totale). La répartition foncière est donc relativement homogène, même si environ 9 % des familles possèdent plus de 3 ha, ce qui représente 30 % du total des terres (fig. 12).

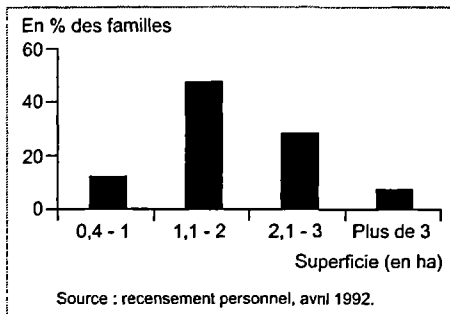


Figure 12 –
Distribution des terres
à Pampa Churigua.

Comparé aux villages des vallées, le rythme de morcellement et de parcellisation des terres est relativement lent, malgré un taux de natalité plus élevé. Le mode d'héritage foncier est un des facteurs explicatifs de cette situation. En effet, la filiation masculine est la règle de transmission des terres dans la communauté d'altitude. Lorsqu'elles se marient, les jeunes femmes ne reçoivent pas de terres sauf si elles sont enfant unique (par contre, elles héritent de quelques moutons, parfois même d'un bœuf). Par ailleurs, une partie des terres est léguée lors du mariage, l'autre lors du décès des parents (ce qui explique que les familles possédant une quantité de terres supérieure à la moyenne sont celles dont le chef d'exploitation est relativement âgé). Si les modes d'héritage contribuent à ralentir le rythme de parcellisation des terres, les règles de transmission tendent à se transformer car les filles commencent à revendiquer leur droit d'accès à la terre. Il est probable que les contacts permanents entretenus avec les villages des vallées (dont le mode de transmission est différent) participent de cette évolution.

Dans la communauté de Pampa Churigua, il existe peu d'alternatives pour résoudre le problème de l'insuffisance des terres à l'intérieur de l'espace communautaire. Les familles qui ne migrent pas dans le Chaparé réhabilitent parfois des parcelles éloignées de la zone de *faldas* en s'appropriant les terres communautaires. Par ailleurs, l'échange de terrains entre familles, assez fréquent dans la communauté, pallie le problème de l'éparpillement des parcelles (pratique appelée *turki*).

Les zones d'Arbieto et Santa Rosa se caractérisent par un morcellement considérable des terres, voire par une franche atomisation du parcellaire. Certaines familles ont moins d'un tiers d'hectare.

Selon les enquêtes du Cidre dans ces villages, la propriété familiale moyenne est de 7 200 m² de terre ; 81 % des familles disposent d'une superficie comprise entre 0,5 ha et 2 ha (fig. 13). Les parcelles ont une surface moyenne comprise entre 1 500 m² et 3 500 m² (MUÑOZ et CONDORI, 1991).

Contrairement à la communauté d'altitude, les femmes héritent de la terre. Par contre, celle-ci n'est pas toujours léguée au moment du mariage des enfants : « Dans cette zone, on donne rarement les terres en héritage au moment du mariage, mais le plus souvent à la mort des parents. » (DEHEZA, 1991 : 61). Ce mode de transmission de la terre conditionne directement les rythmes de migration à l'étranger.

« Quand le couple commence sa vie commune, il n'a pas de terre pour sa subsistance. » (DEHEZA, 1991 : 61).

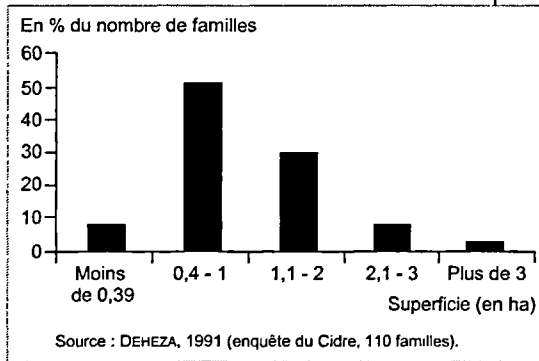


Figure 13 –
Distribution des terres
à Santa Rosa
et à Arbieto.

Le système de *compañia*, également fort répandu dans la communauté d'altitude, consiste en la mise en culture d'une parcelle par association de deux familles (l'une fournit la terre, l'autre le travail). Il contribue à rééquilibrer les inégalités foncières au sein des villages.

Le système de *compañia* permet également de pallier l'insuffisance de la main-d'œuvre lorsque le chef de famille et les enfants émigrent. Lorsque sa terre est insuffisante, la famille peut avoir également recours au principe de *l'anticrético*. Il consiste à louer une parcelle moyennant le paiement d'une somme initiale, pour une durée minimale établie par les deux familles. Au terme de cette période, si le propriétaire veut récupérer sa parcelle, il rend la totalité de la somme. Celle-ci s'élève généralement à 100 dollars pour une superficie d'une *arrobada* (3 600 m²). Selon nos observations, cette pratique n'existe, que dans les villages des vallées.

Être « comunero »

Les stratégies économiques et la mobilité spatiale paysanne s'enracinent dans un tissu socioculturel spécifique, celui du monde andin quechua. Les structures d'organisation communautaire, les règles de solidarité et d'échange qui sous-tendent les relations inter-familiales, les modes de représentation et les pratiques rituelles forgent l'identité culturelle de la paysannerie et contribuent au maintien de sa cohésion sociale. Ces pratiques, toutefois, ne sont pas de la même nature, ni de la même intensité sur le plateau et dans les vallées.

Pouvoirs et devoirs des « *comuneros* »

La cellule communautaire, structure fondamentale des paysanneries andines, est à la fois un lieu de gestion et de contrôle des ressources collectives, impliquant un système de pouvoir interne dont le fonctionnement est fort variable d'une communauté à l'autre.

Le village de Santa Rosa est contrôlé par les dirigeants syndicaux. L'organisation administrative d'Arbieto est plus complexe. En tant que chef-lieu de province, le village est le siège de trois instances distinctes : le comité civique, la mairie et le syndicat.

La première instance est constituée d'un président et d'un vice-président élus pour deux ans par les populations des sept communautés villageoises des alentours qu'ils représentent. La principale fonction du comité civique est d'établir un relais entre les bases communautaires et les instances administratives de la province (sous-préfecture). Il est également chargé de gérer le budget municipal, de décider et de contrôler les œuvres d'utilité publique et, le cas échéant, de régler les contentieux entre familles ou communautés. Les membres de la municipalité (maire, secrétaire général et trésorier), essentiellement chargés de collecter les fonds collectifs (impôts sur la *chicha*, participation aux festivités du village...), sont élus par les membres du comité civique pour une durée de deux ans. Enfin, le syndicat agraire du village est composé de trois dirigeants élus par les membres de la communauté villageoise (secrétaire général, secrétaire des relations publiques, secrétaire des actes).

Dans les villages d'Arbieto et de Santa Rosa, les dirigeants ont une fonction d'abord exécutive : contrôle de la réalisation des travaux collectifs, arbitrage des contentieux entre les agriculteurs (irrigation, délimitation des parcelles...). Leur rôle le plus important est de réunir les membres de la communauté (généralement chaque mois), de façon à organiser et programmer les travaux communautaires (*faenas*). Ces derniers consistent en l'entretien des infrastructures du village (routes, école, aménagement de la place). Par contre, l'organisation des *faenas* d'irrigation est à la charge de membres responsables, élus indépendamment du syndicat.

Il existe donc un autre niveau d'organisation communautaire lié au système d'irrigation. Pour chaque *suyo* et *sub-suyo*, un responsable est élu annuellement (*cabecilla mayor* et *menor*). Ce niveau d'organisation dépasse les limites villageoises puisque les agriculteurs d'un même village possèdent des parcelles réparties dans plusieurs *suyos*.

Les critères de sélection des *cabecillas* dépendent de la quantité de terres qu'ils possèdent, de leur sens des responsabilités et de leur influence au sein des villages. Les fonctions des *cabecillas mayores* sont diverses : résoudre les conflits d'irrigation, vérifier le bon fonctionnement des canaux et des prises d'eau après les pluies, contrôler le travail de *faenas* lié à l'irrigation, percevoir les taxes communautaires. Le *cabecillo menor* doit organiser les réunions et responsabiliser les *comuneros* peu assidus.

Les travaux communautaires sur les canaux d'irrigation ont lieu une fois par an, généralement pendant le mois de janvier ou février, juste avant ou après les premières pluies. Ils durent toute la journée, voire deux journées consécutives, occasion pour les membres des villages de resserrer les liens communautaires (jours de festivité). Les travaux consistent à nettoyer les canaux, consolider les digues, parfois à retracer les voies d'écoulement lorsque les pluies les ont bouchées. Les femmes participent également aux *faenas* d'irrigation. Il est admis que le travail de deux femmes équivaut à celui d'un homme.

Dans les villages de Santa Rosa et d'Arbieto, il existe plusieurs types de conflits liés au système d'irrigation, les uns opposant les membres d'un même *suyo*, les autres les membres de *suyos* différents. Certains conflits sont gérés par les autorités responsables du système d'irrigation.

Par exemple, si un membre d'un *suyo* ou d'un *sub-suyo* ne se présente pas à la réunion annuelle, il paie une amende dont le montant varie selon la superficie de ses terrains irrigués par les canaux. Le travail des membres manquants est redistribué à d'autres participants pouvant appartenir à d'autres *suyos*. Les amendes servent à verser un salaire de compensation aux « remplaçants » ainsi qu'à s'approvisionner en *chicha* consommée par les *comuneros* pendant les travaux.

À l'intérieur d'un même *suyo*, les vols d'eau, les inondations de terrains adjacents et la rupture des canaux provoquées par un *comunero* sont fréquents. Le responsable de l'inondation d'une parcelle voisine ou située plus en aval paie les dommages occasionnés (soit la valeur de la récolte) ou bien replante la même surface. En cas de vol d'eau, le responsable est arrêté pour 24 h ou paie une amende relativement élevée. Entre les différents *suyos*, les conflits les plus fréquents concernent l'obstruction d'une prise principale ou d'un canal secondaire empêchant le passage de l'eau d'une communauté à l'autre. Si le *cabecilla mayor* ne peut résoudre le conflit, les intéressés s'adressent alors au syndicat, voire même au comité civique.

Selon les témoignages des dirigeants et des membres d'organismes de développement, le système de *faena* perd de son dynamisme. De plus en plus, chaque *comunero* tend à nettoyer la portion du canal qui passe par ses parcelles, laissant les parties en aval ou en amont s'obstruer. De

plus, les paysans essaient d'agrandir leurs terrains en réduisant la largeur des canaux. Il en résulte un plus faible écoulement de l'eau et des conflits entre chefs d'exploitation.

À Pampa Churigua, l'instance communale est représentée par les dirigeants syndicaux élus annuellement par tous les membres de la communauté. Contrairement aux villages de Santa Rosa et d'Arbieto où les dirigeants sont en place depuis plus de dix ans, le système traditionnel de rotation des *cargos* est encore la règle dans la communauté d'altitude : chaque membre, pour accéder réellement au statut de *comunero*, doit assumer une fois dans sa vie les diverses charges administratives (secrétaire général, secrétaire des actes, responsable de l'école). De ce fait, l'attribution des charges administratives entre tous les membres de la communauté obéit à un système de permutation.

Les fonctions des dirigeants sont multiples : programmer les travaux communautaires pour l'entretien de l'école, des pistes, des canalisations d'eau potable, arbitrer les conflits inter-familiaux, lever les taxes et gérer le budget communautaire, organiser les festivités annuelles, etc.

Les dirigeants sont également chargés d'établir le relais entre la communauté et l'extérieur. Quand il s'agit de faire aboutir les revendications de la communauté (demandes d'aide, de crédits, de papiers administratifs...), ils s'adressent aux instances cantonales ou provinciales.

Toutes les familles sont contraintes d'assister à l'assemblée communautaire qui se tient chaque mois et qui dure généralement toute la journée. En cas d'absence, la famille paie une amende de cinq boliviens, sanction qui existe également dans les villages des vallées.

La dernière instance communautaire, présente aussi bien en altitude que dans les vallées, est le « club des mères ». Certaines femmes se regroupent de façon à gérer collectivement leurs ressources et leurs activités, à centraliser et distribuer d'éventuels dons alimentaires, ou encore pour régler les problèmes sanitaires ou scolaires. Les réunions sont généralement hebdomadaires. Les « clubs des mères » n'ont rien de traditionnel puisqu'ils ont été introduits par les organismes de distribution de dons alimentaires, sur le modèle existant en milieu urbain. Mais cette organisation proprement féminine joue aujourd'hui un rôle fondamental, non seulement sur le plan économique, mais également social. Elle entretient les liens de solidarité et de convivialité au sein des communautés.



Paysan de Pampa Churigua sonnant la corne d'appel pour la réunion mensuelle de la communauté, à laquelle toutes les familles sont tenues d'assister. Diverses questions d'intérêt collectif y sont débattues.

Dans les communautés andines, les relations inter-familiales obéissent à des règles d'échange, d'entraide et de solidarité.

Du *compadrazgo* à l'*ayni*

La forte cohésion sociale du monde paysan andin détermine l'existence d'un tissu complexe et très varié d'interrelations familiales au sein des communautés. Deux contrats fondamentaux guident les comportements socioculturels : les liens de *compadrazgo* et le système de l'*ayni*.

Bien qu'il soit une pratique importée par les Espagnols, le *compadrazgo* est une coutume totalement intégrée au monde andin. Dans les sociétés paysannes boliviennes, il est au cœur des relations sociales qui s'établissent, non seulement à l'intérieur de la communauté, mais également à d'autres échelles spatiales. Son principe est bien connu : une famille établit un lien de quasi-parenté avec une autre à l'occasion d'un rituel spécifique. Le couple choisi par la famille devient parrain et marraine de leur enfant, personne centrale dans le *compadrazgo*, tandis que ses parents sont *compadre* et *comadre* des parrains. Tout au long de leur cycle de vie, se développent entre les deux familles des relations formelles dont les règles sont clairement établies et dont le principe central est l'aide mutuelle.

Chaque famille est généralement liée à une multitude d'autres familles. Pour chacun des enfants, il existe des parrains et marraines de mariage, de baptême... Dans les villages de vallée, le système présente des formes exacerbées : les parrains, à l'occasion d'une fête ou d'un rituel, peuvent se démultiplier selon une fonction spécifique (parrain pour la *chicha*, pour le gâteau de mariage, pour un bijou...).

En réalité, il convient de distinguer ce que J. Albo appelle le *compadrazgo* horizontal et le *compadrazgo* vertical (ALBO et BERNADAS, 1990). Le premier lie des familles d'une même condition sociale. Le second unit des familles de conditions socio-économiques inégales. Le *compadrazgo* vertical vise, de toute évidence, à tirer parti des meilleures ressources économiques de la famille *compadre*. Pour celle-ci, l'avantage réside dans l'acquisition d'un prestige social et une influence accrue. La forte différenciation socio-économique dans les villages de Santa Rosa et d'Arbieto favorise le développement du *compadrazgo* vertical au sein même des communautés villageoises. Par contre, dans la communauté d'altitude, les familles établissent ce type de relations avec des familles extérieures, cherchant des appuis parmi la population métisse des bourgs de vallée ou même de Cochabamba.

L'une des obligations fondamentales du système de *compadrazgo* est l'aide mutuelle qui, dans ces sociétés andines, prend le nom d'*ayni* (tout au moins pour le *compadrazgo* horizontal). L'*ayni* consiste pour les membres d'une famille X à proposer à une famille Y son aide pour la réalisation d'une tâche (travaux agricoles, préparation d'une fête familiale, construction de la maison...). Dans ce cas, il est entendu que la famille Y doit rendre le même service, dès que l'occasion se présente. L'*ayni* est pratiquée avec la même intensité dans les trois communautés étudiées.

Les systèmes d'alliance issus du compadrazgo et de l'ayni structurent la vie économique et sociale de la famille, y compris les comportements migratoires.

Être paysan

Les activités agropastorales constituent une autre dimension de la vie quotidienne des familles paysannes. Trois éléments conditionnent ces activités : le type d'élevage, le système de culture et les modes de transformation et de commercialisation.

Pratiques d'élevage

Dans les vallées comme en altitude, l'élevage est une activité essentielle pour la subsistance familiale et une activité exclusivement réservée aux femmes. Dans les villages des vallées, on élève principalement des bovins et des porcins.

Sur l'échantillon de familles étudié, la majorité dispose du cheptel suivant : 1 à 4 vaches laitières, 1 taureau, 1 à 2 ânes ou mulets, 1 à 10 porcins, 1 à 7 moutons, 5 à 30 cochons d'Inde (*cuis*). Quelques familles possèdent un cheval. L'élevage de volailles demeure relativement limité et entièrement destiné à la consommation familiale. Selon une enquête du Cidre 60 % des familles se consacrent à l'élevage bovin et à la production laitière (DEHEZA, 1991). La proportion est supérieure dans le village de Santa Rosa, plus favorable à la culture de la luzerne, du fait de la proximité du lac Angustura. L'effectif moyen de vaches laitières est de trois têtes par famille (MUÑOZ et CONDORI, 1991).

La présence de races améliorées est très limitée. Prédomine la race *criolla* dont les capacités productives sont faibles : la production moyenne est de 6 à 7 litres de lait par jour, parfois plus dans le village

de Santa Rosa (jusqu'à 10 litres). Les familles n'effectuent qu'une seule traite par jour. Elle se fait manuellement et a lieu généralement entre 12 et 14 heures.

L'aliment du bétail est la luzerne que les femmes coupent à l'aube sur leurs propres parcelles. Lorsque la famille ne dispose pas de terres suffisantes, elle loue en *anticrético* une parcelle ou elle achète quotidiennement à d'autres familles du village la quantité de luzerne nécessaire (pour nourrir trois ou quatre vaches, il faut 7 000 m² de luzerne).

Les périodes de meilleure offre fourragère correspondent à la saison des pluies quand se développent des espèces sauvages (*kachu*) et lorsque la luzerne atteint sa taille maximale. En saison sèche, les familles alimentent le bétail de façon complémentaire avec des tiges et feuilles de maïs (*karmas* de *chala*) qu'elles ont stockées lors de la récolte précédente, ou qu'elles achètent à un voisin si la production a été insuffisante. Les feuilles de figuiers de barbarie, plantes abondantes dans certains secteurs, constituent également une source fourragère complémentaire.

L'alimentation des porcins est constituée surtout des résidus de l'élaboration de *chicha* (*janchi*), particulièrement efficaces pour le gavage des porcs six mois avant leur vente, et de son de céréales (*afrecho*) acheté sur le marché de Cochabamba. Les bovins sont exposés à de nombreuses maladies, notamment lors des périodes de forte chaleur (fièvre aphteuse et problèmes respiratoires). Il n'existe cependant aucune surveillance sanitaire du bétail dans les villages. Le vétérinaire le plus proche habite à Cliza, à une quinzaine de kilomètres.

Dans la communauté de Pampa Churigua, l'élevage ovin est une pratique généralisée, mais celui de volailles et de porcins est très limité et entièrement destiné à la consommation familiale. Selon l'étude de K. S. ZIMMERER et G. MUÑOZ (1991), la taille moyenne du cheptel ovin est de 17 têtes par famille. Les lieux de pâture varient selon la période de l'année. En saison sèche, les femmes ou les filles aînées mènent le troupeau dans les parcelles familiales situées sur le plateau central, où les bêtes s'alimentent des résidus de blé ou de maïs provenant de la récolte précédente. Pendant cette période, les familles sont confrontées à une forte pénurie de fourrage qui incite certaines femmes à laisser pâturer leurs bêtes sur une parcelle voisine. Cette pratique est source de conflits fréquents.

En saison des pluies, lorsque le plateau est entièrement semé, les femmes conduisent les troupeaux dans les parties hautes, soit sur

leurs propres terres, soit sur les terres communales. L'érosion considérable et la pression démographique entraînent un surpâturage croissant, qui contraint les familles à réduire de plus en plus la taille de leur troupeau. La raréfaction de la végétation sur ce haut plateau oblige les femmes à s'éloigner de plus en plus pour faire paître leurs bêtes (ZIMMERER et MUÑOZ, 1991).

Sur le plateau et dans les vallées, une pratique courante consiste à s'associer entre deux familles pour l'élevage bovin et ovin, selon le même principe que pour les terres. Cette association peut prendre diverses formes. Tantôt, le cheptel appartient aux deux familles et chacune s'y consacre à tour de rôle selon la disponibilité des membres de la famille (*al partido*). Les bénéfices sont alors partagés par moitié. Tantôt, et le plus fréquemment d'ailleurs, la famille confie ses bêtes à une autre femme de la communauté (*compañía*). Le quart des bénéfices revient alors à la famille propriétaire, le reste à l'autre famille. Cette pratique présente des avantages pour les deux parties prenantes. Elle permet un gain de temps pour celle qui possède les bêtes, en particulier lorsque le chef d'exploitation émigre, et elle représente une alternative pour les familles qui ne disposent ni de capital ni de terres pour agrandir leur cheptel.

Le travail de la terre

Des systèmes de production différenciés

Les systèmes de cultures oscillent entre tradition et modernité. Comparées à celles du plateau, les pratiques agricoles dans les vallées présentent un degré de technicité plus avancé avec une « monétarisation » des moyens de production. Outre un meilleur accès à l'eau, l'agriculture de Santa Rosa et d'Arbieto se caractérise par l'usage généralisé du tracteur. On en compte actuellement six à Arbieto et deux à Santa Rosa (leur location coûte 30 boliviens de l'heure). Par contre, rares sont les familles qui ont encore la traditionnelle *yunta* (deux bœufs de trait et un araire). L'utilisation plus systématique d'intrants chimiques et un recours partiel à une main-d'œuvre salariée caractérisent également les systèmes de production des vallées.

Une autre particularité des vallées réside dans l'hétérogénéité des pratiques agricoles, contrairement à la communauté de Pampa Churigua où les systèmes agraires sont relativement homogènes. Sur le haut pla-



Utilisation du tracteur
à Santa Rosa pour
la préparation des terres.

teau, la mécanisation commence à peine (essentiellement pour le blé), à l'initiative d'agriculteurs des communautés situées en aval qui proposent la location de leur tracteur. La charrue attelée, introduite lors de la colonisation espagnole, y demeure la technique la plus utilisée pour les travaux agricoles (80 % des familles ont une *yunta*).



Utilisation des bœufs de trait et de l'araire (*yunta*) à Pampa Churigua pour la préparation des terres.

Aussi bien dans les vallées que sur le plateau, la priorité est donnée à la main-d'œuvre familiale, mais les relations de réciprocité et de solidarité n'ont pas le même degré d'intensité. Le système d'échange réciproque de main-d'œuvre selon le principe traditionnel de l'*ayni* est largement plus répandu dans la communauté d'altitude. La totalité des familles y a recours de manière systématique pour les semis et les récoltes. Par contre, les familles des villages de vallée manifestent des comportements beaucoup plus différenciés. La *mink'a* (emploi d'une main-d'œuvre extérieure dont le paiement est en nature), quant à elle, se maintient dans les deux zones.

Les paysans associent croyances et rituels aux travaux agricoles.

Sur le plateau comme dans les vallées, le travail de la terre s'inscrit dans un mode de représentation étroitement associé à la cosmogonie et à la mythologie andines. Les forces naturelles sont assimilées à une série de divinités parmi lesquelles la Pachamama est la plus présente, mais pas l'unique (il y a aussi le vent, la foudre, le gel...). Les pratiques agricoles sont toutes empreintes de symboles et croyances de caractère mystique.

Il serait trop long de faire référence ici au détail de ces pratiques. Parmi celles dont nous avons été témoin, citons l'enterrement d'aliments pour « féconder la terre », l'éparpillement des cendres du placenta pour favoriser la fertilité après chaque accouchement, les cheveux ou les os de moutons brûlés, puis jetés au vent pour éloigner le gel...

Les paysans se fient à une multitude de « signes » annonciateurs de la qualité de la récolte à venir ou encore du temps qu'il fera (comportement des animaux, observation du ciel, des pierres, de la floraison des plantes, lecture dans la coca...). Inversement, le volume de la récolte peut présager des événements futurs (si la production de pommes de terre est anormalement abondante par exemple, elle annonce un décès dans la famille). Selon nos observations, ces pratiques et ces croyances sont plus systématiques dans la communauté d'altitude, mais elles demeurent vivaces dans les villages de vallée. Dans ce contexte, la consommation de *chicha* et la mastication de coca sont également des actes sacralisés lors des semis et des récoltes. Cependant, il existe certaines divergences entre les deux secteurs : à Pampa Churigua, la mastication de coca est largement plus fréquente que dans les vallées, tandis que la consommation de *chicha* est moins systématique.

La rotation des cultures

À Pampa Churigua, la pomme de terre, le blé et le maïs constituent les cultures principales. L'orge, le quinoa, l'*oca*, les petits pois sont beaucoup moins cultivés, et seulement par une minorité de familles. Dans les exploitations étudiées, l'association culturale n'est pas pratiquée.

Deux pratiques essentielles distinguent les rotations des cultures : l'une avec jachère, l'autre sans. Sur un ensemble de 63 parcelles exploitées par les familles étudiées, 81 % sont mises en jachère au cours du cycle cultural, 19 % ne le sont pas (annexe 2, tabl. 1).

De façon logique, les familles qui disposent d'une faible quantité de terres (moins d'un hectare) ne laissent pas leurs parcelles en repos entre deux mises en culture. Inversement, celles qui ont une superficie de plus de 2 ha pratiquent systématiquement la jachère. Elle est généralement d'un an, mais peut durer deux ans, parfois plus. Cependant, de façon paradoxale, certains chefs d'exploitation ayant peu de terre maintiennent l'alternance de jachères. Ce sont généralement ceux qui ont des terres dans le Chaparé et qui peuvent diversifier leur production. D'autre part, il est fréquent que la migration temporaire dans les basses terres réduise la main-d'œuvre disponible dans la communauté d'origine et, de ce fait, la mise en culture.

La majorité des parcelles familiales est cultivée selon un type de rotation triennale avec un an de jachère (59%). L'alternance la plus couramment pratiquée est la suivante : pomme de terre, blé, jachère (33 % des parcelles). Elle traduit l'importance accordée à ces deux produits, le premier destiné essentiellement à la consommation familiale, le second plutôt destiné à la vente.

Dans les villages de vallée, les systèmes culturaux sont fort hétérogènes et présentent une grande variété de combinaisons. Par ailleurs, la pratique de l'association culturale est fréquente. L'hétérogénéité est telle que le suivi des parcelles familiales sur un échantillon de neuf exploitations ne rend pas suffisamment compte des pratiques dominantes.

Les combinaisons de production varient en fonction de deux facteurs principaux : la localisation des parcelles et les possibilités d'irrigation. Les parcelles éloignées des canaux sont généralement destinées à la culture du blé, celle-ci étant toutefois de moins en moins importante. Lorsque les exploitants introduisent la culture fruitière ou maraîchère et qu'ils ont, pour cela, fait creuser des puits, ils profitent des ressources en eau pour associer à l'intérieur de la même parcelle des pêchers, des cultures de subsistance (essentiellement la pomme de terre) ou quelques légumes destinés à la consommation familiale (courges, oignons, tomates...). Les terrains desservis par les canaux sont surtout réservés à la culture du maïs et de la pomme de terre. Les cycles culturaux les plus fréquents sont trisannuels ou bisannuels (pomme de terre, maïs, jachère ; maïs, jachère). Si la parcelle dispose de bonnes possibilités d'irrigation, la culture de légumineuses (petits pois et fèves) peut être associée à celle du maïs.

Là encore, le repos des terres est d'autant plus systématique que la surface totale disponible est importante. Mais étant donné la forte proportion d'exploitants qui disposent d'une superficie inférieure à un demi-hectare, le cycle bisannuel sans jachère est très fréquent (pomme de terre, maïs). La relation entre la surface disponible et l'utilisation qui en est faite présente également des caractères paradoxaux. Parmi les exploitations étudiées, nombreuses sont celles où une partie des parcelles reste inutilisée pendant deux à six ans, alors que la surface disponible de la famille est faible. La migration intervient, là encore, comme facteur d'explication.

Sur le plateau et dans les vallées, les conditions biophysiques du milieu constituent une contrainte importante pour la mise en culture des terres. À Pampa Churigua, la profondeur de la couche arable est

très variable selon l'exposition de la parcelle à l'érosion et selon la nature du terrain (ZIMMERER et MUÑOZ, 1991). Dans les fonds de vallée, la forte salinité de certaines parcelles situées autour du lac Angustura est le principal facteur limitant. À cela s'ajoutent de fortes contraintes climatiques (sécheresse, gel, grêle...). Ainsi les paysans développent, comme dans d'autres régions andines, des stratégies de défense face aux risques, en semant sur la même parcelle plusieurs variétés d'une même plante, de façon à limiter les mauvaises récoltes (ALBO *et al.*, 1982 ; COTLEAR, 1989 ; MORLON, 1992 b).

Dans les vallées, par exemple, le maïs *uchuquilla*, plus résistant à la sécheresse mais peu prisé sur le marché, est associé au maïs *willcaparu*, plus vulnérable mais plus recherché. La même pratique se retrouve dans la communauté d'altitude avec les pommes de terre Emilia et Runa. De même, les dates des semis sont étalées dans le temps de façon à minimiser les effets de la sécheresse. Lorsque les ressources en terres le permettent, les familles cultivent un même produit sur plusieurs parcelles dispersées.

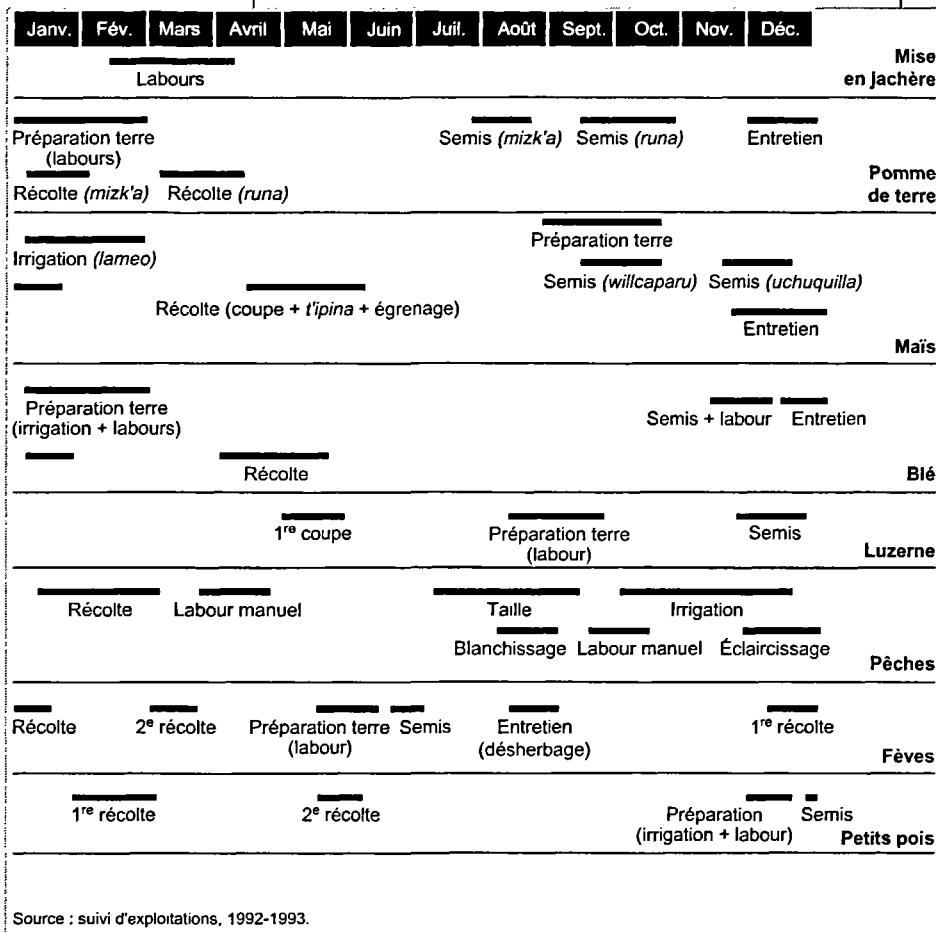
Techniques culturales

Les calendriers agricoles ne présentent pas la même configuration en vallée et sur le plateau (fig. 14 et 15), bien qu'ils soient tous deux commandés par la variation annuelle des précipitations. Pour les cultures traditionnelles de subsistance, les travaux les plus importants sont concentrés sur deux périodes de l'année : entre septembre et décembre (semis) et entre mars et juin (récoltes). Toutefois, les pluies étant plus tardives sur le plateau, les périodes de travaux sont décalées d'un à deux mois pour certaines cultures comme la pomme de terre, par exemple. D'autre part, du fait de la plus grande diversité des productions dans les vallées (pommes de terre, maïs, blé, pêches, fèves, luzerne...), les travaux agricoles se déroulent quasiment tout au long de l'année.

Les cultures traditionnelles de subsistance

Le maïs, produit traditionnellement cultivé dans l'ensemble de la région de Cochabamba, comporte deux variétés. Le maïs *willcaparu*, à cycle long, pousse à des altitudes comprises entre 2 000 et 2 800 m. Le maïs *uchuquilla*, à cycle court et moins sensible à la sécheresse, est semé entre 1 100 et 3 000 m d'altitude. Autrement dit, à Pampa Churigua, seule cette dernière variété est cultivée.

Quelle que soit la variété du maïs, la préparation des terrains commence très longtemps avant les semis (en février-mars), de façon à profiter de la saison des pluies qui débute dès le mois de décembre.

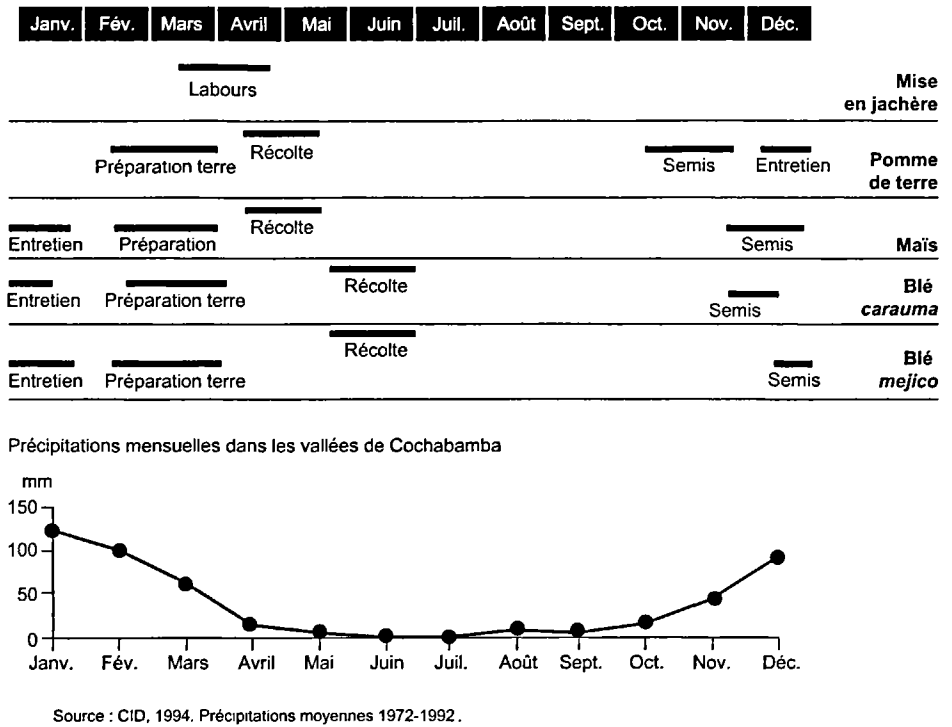
Figure 14 –
Calendrier agricole
à Arbieto
et à Santa Rosa.

Source : suivi d'exploitations, 1992-1993.

Cependant, les paysans des vallées, occupés à d'autres tâches pendant cette période, sont obligés de retarder les travaux de préparation jusqu'en septembre.

À Pampa Churigua, cette étape se limite à un passage de la charrue, de façon à favoriser le drainage de la terre tandis que, dans les vallées, l'inondation de la parcelle (*lameo*) précède le passage du tracteur. Juste avant les semis, la terre est à nouveau travaillée. Le semis du maïs *uchuquilla* s'étale sur deux mois (novembre-décembre), alors que dans les vallées, le maïs *willcaparu* est semé dès le mois de septembre. Les quantités de semences utilisées sont quasi identiques dans les deux zones (environ une *arroba* de 40 livres pour 3 600 m²). Le maïs succède toujours à la

Figure 15 –
Calendrier agricole
à Pampa Churiguá.



potato de manière à profiter des résidus nutritifs. L'adjonction de fertilisants organiques est fréquente. Mais, à Santa Rosa et à Arbieta, le cheptel ne fournit pas toujours de la fumure en quantité suffisante. De ce fait, les agriculteurs ont très souvent recours à l'engrais chimique.

Le maïs est l'une des plantes qui exige le plus de travaux d'entretien, auxquels participe toute la famille. Dans les fonds de vallée, lorsque l'eau inonde la parcelle et quand la couche de terre qui recouvre la semence est trop importante, certaines familles pratiquent la *t'okpida* (ratissage de la terre). Au moment de la germination, les paysans du plateau et des vallées favorisent la sortie des plantes en les dégagant des mottes de terre (*p'utuy*). À cela, s'ajoute le désherbage quasi continu de la parcelle.

La majorité des familles pratiquent parfois la *wampeada*, technique consistant à creuser un cercle de faible profondeur autour de chaque plante de manière à la faire profiter des précipitations. Quand la plante atteint environ 50 cm de haut et que le sol est assez humidifié par la pluie, la terre est remuée manuellement pour aérer le sol et pour faciliter le drainage (*aporque*).

**L'égrenage du maïs
et la récolte de
la pomme de terre
sont les moments
les plus conviviaux
du calendrier
agricole.**

Si l'on tient compte de toutes les étapes, la récolte du maïs s'étale sur trois mois (d'avril à juin). Elle comporte quatre phases : la coupe proprement dite (*kalcheo*), l'effeuillage des épis (*t'ipida*), l'égrenage et le stockage.

Une fois les plantes coupées, elles sont entassées pour former les *kalchas*. Ces derniers sont laissés pendant environ trois semaines sur la parcelle, de façon que le maïs s'assèche et durcisse afin de faciliter l'effeuillage. Les résidus de l'effeuillage, appelés *chala*, sont assemblés pour constituer des bottes de foin (les *karmas*), destinées à l'alimentation du bétail.

La production est acheminée jusqu'au foyer familial dans des sacs de toile grossièrement tissés, pour être exposée au soleil de façon à prolonger la déshydratation. L'égrenage des épis (*t'ipida*), réalisé au moyen d'un clou à double pointe nommé *t'ipina*, s'effectue généralement au mois de juin. À cette occasion, *l'ayni* est de rigueur. Les familles se réunissent alternativement chez chacune d'entre elles pendant plusieurs jours consécutifs.

Pour conserver le maïs, les familles stockent les graines dans des jarres en terre appelées *wirqui*, dont la capacité est d'une *fanega* (environ 150 kg). Les paysans qui n'en ont pas (en particulier à Pampa Churigua) utilisent des bidons de plastique et des sacs de toile, ou bien entreposent la récolte directement sur le sol après l'avoir enduite d'insecticide de façon à prolonger le temps de conservation. Ces techniques permettent de garder le maïs pendant 4 à 6 mois.

Le blé est surtout cultivé dans la communauté d'altitude où il constitue une source importante de revenu pour la majorité des familles. Deux variétés de blé sont cultivées (*mejico* et *carauma*) avec une prédominance de la première, dans la mesure où elle est largement plus prisée sur le marché. En revanche, la seconde variété est plutôt destinée à la consommation familiale. Dans les villages de vallée, le blé demeure une culture secondaire, principalement destinée à la consommation familiale et à l'élaboration de *chicha*. Seule la variété *mejico* est cultivée.

Les labours ont lieu dès les premières pluies (octobre, novembre) et les semis entre décembre et janvier. Les modes de préparation des terrains présentent des caractères similaires dans les deux zones, si ce n'est que les paysans des vallées opèrent souvent un raccourci dans les pratiques culturelles.

Celui-ci consiste à labourer la parcelle juste avant les semis faits à la volée. Ils passent ensuite une seconde fois le tracteur pour recouvrir les semences. Par ailleurs, le *lameo* n'est pas pratiqué par la totalité des agriculteurs, d'autant plus que les terrains réservés à la culture de blé sont

généralement les plus éloignés des canaux d'irrigation. La préparation des terres dans la communauté d'altitude fait l'objet de plus d'attention, étant donné l'importance du blé dans le système de production. Trois séries de labours sont réalisées, le dernier ayant lieu juste avant les semis. La forte aridité rend les semis plus tardifs que dans les vallées (fin novembre pour la variété *carauma*, fin décembre pour la variété *mejico*). Par ailleurs, les quantités de semences utilisées sont légèrement supérieures dans la communauté d'altitude (2 *arrobas* contre 1,5 dans les vallées) de manière à optimiser les chances de germination. Les familles de Pampa Churigua mettent rarement du fumier animal contrairement à celles des vallées qui utilisent, en plus, des intrants chimiques. Étant donné les faibles surfaces cultivées, ces derniers représentent un coût limité. Toutefois, les études réalisées par le Cidre montrent que la plupart des agriculteurs ignorent les dosages adéquats (MUÑOZ et CONDORI, 1991).

L'entretien des cultures exige nettement moins de travail que pour le maïs. Dans la communauté d'altitude, le désherbage et le travail d'*aporque* sont généralement pris en charge par les femmes et les enfants. Dans les vallées, par contre, la famille emploie une main-d'œuvre salariée, car le chef d'exploitation et les enfants en âge d'émigrer ne sont pas disponibles.

Les récoltes commencent début mai et se prolongent jusqu'au mois de juin. La coupe des épis se fait manuellement. Le jour suivant, ils sont entassés dans une partie de la parcelle, zone dénommée *era*, de façon à procéder au battage. Selon la méthode traditionnelle, les épis sont battus au moyen de fléaux, ou parfois en les faisant piétiner par les bœufs de trait. Le *venteo* (vannage du blé) s'effectue un jour de grand vent et comprend deux étapes, la première consistant à séparer le grain de la paille, la seconde à dégager les impuretés et les enveloppes des graines.

Deux hommes (*jorkeros*) lancent le blé face au vent à l'aide d'une fourche de bois (*jurca*), tandis qu'une femme, appelée la balayeuse, isole les graines de blé sur le côté de l'*era*. La seconde étape est effectuée généralement par une seule personne utilisant une pelle pour lancer les graines au vent. Une autre technique consiste à mélanger le blé à de la cendre et à frotter pendant de longues heures pour séparer l'enveloppe de la graine. La paille est ensuite utilisée comme fourrage pour l'alimentation du bétail et l'élaboration d'*adobes*. Dans la communauté d'altitude, elle est stockée sous une couche de boue séchée de façon à former une sorte d'igloo (*boquetes*) qui sera détruit lors de l'utilisation de la paille.

La production de pomme de terre, denrée essentielle dans le régime alimentaire des familles paysannes, est beaucoup plus intense dans la communauté de Pampa Churigua où deux variétés sont cultivées (pomme de terre *runa* et *imilia*). Dans les villages de vallée, seule la première est semée.



Femme d'Arbieto effectuant le semis de pommes de terre sur ses parcelles. Avec la généralisation de la migration des hommes à l'étranger, les femmes doivent souvent assumer seules les tâches agricoles.

La préparation des terrains commence environ six mois avant les semis (en mars et en avril, à la fin de la saison des pluies). Dans les villages de Santa Rosa et d'Arbieto, elle est la seule activité où la charrue attelée est encore utilisée, tout au moins par une partie des familles. Les agriculteurs préfèrent cette technique, car le labour est plus profond et plus efficace. La préparation des terres pour les semis de pommes de terre exige un travail beaucoup plus important que pour les autres cultures, en particulier dans la communauté d'altitude où ce produit est primordial pour la subsistance de la famille.

Après deux passages du tracteur ou de la charrue, la coutume veut que l'on procède à un troisième passage de façon à détruire les mottes de terres et à niveler la parcelle. Les deux premiers, destinés à soulever la terre, s'effectuent à 3 ou 4 jours d'intervalle. Puis le terrain est laissé pendant environ deux semaines avant d'être labouré une troisième fois (si ce troisième labour, appelé *kutiyhuna* en quechua, est quasi systématique dans la communauté d'altitude, il est moins généralisé dans les vallées). La terre est enfin nivelée, puis laissée telle quelle jusqu'au moment des semis (octobre, novembre). En cas de pluie au cours de ce laps de temps, les familles de Pampa Churigua effectuent un dernier labour juste avant les semis (labour appelé *wisk'ay*).

Les semis de la pomme de terre commencent traditionnellement après la célébration de la fête de Toussaint du 1^{er} novembre (*Todos Santos*). Généralement, les femmes sont chargées du semis proprement dit, tandis que les enfants déposent l'engrais dans chaque sillon. Les agriculteurs utilisent de façon habituelle du fumier de bovin, d'ovin ou de mulet. Les quantités utilisées sont supérieures dans la communauté de Pampa Churigua (pour une *arrobada* de terrain, 20 *cargas* de 200 kg contre 15 dans les vallées). À Santa Rosa et à Arbieto, l'usage d'engrais chimique est systématique.

Dans la communauté de Pampa Churigua, l'entretien des cultures de pommes de terre se fait soit manuellement si la surface est réduite, soit à l'aide de la charrue si elle est plus importante. Toutefois, cette pratique exige plus de minutie pour ne pas détériorer les plantes. Dans les vallées, les agriculteurs optent pour la première technique, car les superficies cultivées sont faibles. De plus, il reste très peu de charrues dans les communautés villageoises.

Des familles procèdent à deux séries d'*aporque* ; le premier (*descoste* en espagnol) consiste à alléger la couche de terre superficielle pour favoriser l'émergence des plantes (environ un mois après le semis). Le second

(*carpida*), effectué dès le début de la floraison, vise à remuer la terre plus en profondeur de façon à arracher les mauvaises herbes et à aérer le sol. Entre-temps, les femmes désherbent régulièrement et procèdent à la fumigation des plantes contre les insectes.

Famille de Pampa Churigua semant des pommes de terre. Après le creusement des sillons grâce au passage de la *yunta* (arrière-plan), la femme dépose les semences de pommes de terre (second plan) que le fils recouvre de fumure (premier plan).



Les possibilités d'irrigation et la moindre aridité des vallées permettent une récolte plus précoce. La pomme de terre *mizk'a* (précoce), destinée à la consommation familiale, est récoltée dès fin janvier. Dans la communauté d'altitude, les familles préfèrent les laisser grossir au maximum afin qu'une partie de la récolte puisse être vendue. La récolte proprement dite, qui a lieu dès le mois de mars, exige une main-d'œuvre considérable, soit une quinzaine de personnes au total pour une *arrobada* de terrain. Dans la communauté d'altitude, la participation de toute la famille ainsi que le recours à l'*ayni* et à la *mink'a* sont généralisés. Dans les vallées, l'utilisation d'une main-d'œuvre extérieure est rarement évitée. La récolte de pommes de terre, tout comme l'égrenage du maïs, est un des travaux agricoles les plus conviviaux à l'occasion duquel des plats traditionnels sont préparés. De même, la *chicha* est élaborée en grande quantité dans la majorité des foyers.

La sélection de la pomme de terre se fait selon sa taille. Trois catégories sont départagées : les petites sont généralement destinées à la consommation immédiate, les moyennes sont utilisées pour les semences (*murlu*), les grandes sont réservées à la vente lorsque la production est suffisante. La récolte est stockée selon les diverses catégories dans des pièces obscures, la plupart du temps étalée sur le sol. Dans la communauté d'altitude, certaines familles construisent à l'intérieur de la pièce d'habitation des petits silos de boue séchée et percés pour permettre la ventilation (silos nommés *pirhuas* en quechua). Généralement, la famille dort sur une plate-forme construite dans le même matériau au-dessus de ces silos (ces « lits » sont appelés *estrados*). Par ailleurs, dans la mesure où les superficies cultivées sont plus importantes à Pampa Churigua, le transport de la production jusqu'au foyer familial ne s'effectue pas le jour de la récolte ; les paysans entèrent les pommes de terre dans le sol de manière à les protéger du soleil (technique appelée *phina*). Elles sont laissées là jusqu'à ce que la famille trouve le temps de les stocker.

En résumé, les pratiques agricoles familiales concernant les cultures traditionnelles sont relativement similaires sur le plateau et dans les vallées. Toutefois, dans les vallées, la tendance est à une monétarisation des moyens de production liée à la mécanisation. Celle-ci permet un gain de temps considérable, en particulier lors de la préparation des terrains et des semis. Selon le suivi d'exploitation, le temps de travail lors de ces travaux est divisé par 3,4 par rapport à Pampa Churigua (annexe 2, tabl. 2).

De plus, les familles des fonds de vallée simplifient les techniques culturales, en particulier dans le cas de la pomme de terre et du blé, produits auxquels elles accordent moins d'attention puisqu'ils ne sont pas destinés à la vente. Cet élément apparaît également lors des travaux d'entretien dont la durée, ne faisant pas intervenir le facteur technique, dépend exclusivement de l'attention accordée aux cultures.

Les cultures à vocation commerciale dans les vallées

Dans les villages de vallée, la luzerne est cultivée sur les terrains situés près du lac Angustura, zone plus humide. Cette culture, entièrement destinée à l'alimentation du cheptel, a l'avantage de ne pas exiger beaucoup de temps de travail, ni de main-d'œuvre.

Chaque parcelle de luzerne permet 5 à 6 coupes annuelles et peut produire pendant cinq ans. Le semis se réalise à la volée, entre novembre et décembre, après un labour et une irrigation au mois de septembre. Six mois plus tard, la première coupe peut être faite. Celle-ci est assurée quotidiennement par les femmes et les enfants, selon les besoins en fourrage du cheptel. La luzerne est acheminée à dos de mulet jusqu'au foyer familial, ce qui nécessite parfois plus



Femme de Santa Rosa s'appropriant à transporter un ballot de luzerne jusqu'à son domicile. Quand les quantités sont importantes, le transport se fait également à dos de mule.

d'une heure de trajet lorsque la parcelle est éloignée. Il n'existe aucune forme de stockage de la luzerne faute de techniques de conservation. Quelques familles, dont la superficie de terrain est relativement importante, vendent chaque jour une partie de leur production pour augmenter leurs revenus.

Coupe de luzerne destinée à l'alimentation des bovins (Santa Rosa). Chaque jour, les femmes partent à l'aube sur les parcelles de luzerne, parfois situées à plus d'une heure de marche, dans les secteurs humides du lac d'Angustura.



Autre culture à vocation strictement commerciale : la pêche. Ignorant totalement les techniques de production, les agriculteurs se sont progressivement initiés à cette culture lorsque, dans les années 1980-1985, les ingénieurs de l'IBTA de San Benito ont lancé un programme de développement de la fruticulture dans le Valle Alto.

Les agriculteurs de Santa Rosa et d'Arbieto produisent deux variétés de pêches (*churca* et *gumucio reyes*). La seconde est la plus généralisée car elle a un meilleur rendement. Les plantations de pêchers impliquent d'importants coûts de production (recours à une main-d'œuvre qualifiée, utilisation de fertilisants chimiques et d'insecticides, irrigation par système de pompage...). Selon les estimations du Cidre, le coût d'une *arrobada* de pêchers (soit environ 150 arbres) est de 2 600 dollars contre un peu moins de 700 pour les tomates et 330 pour la pomme de terre (DEHEZA, 1991). Initialement, l'exploitant doit disposer d'un capital de 500 dollars pour planter les arbres (sans tenir compte du creusement éventuel d'un puits sur la parcelle et de l'achat d'une pompe à eau).

La production de pêches exige des temps de travaux considérables. Selon les suivis d'exploitations, le temps de travail annuel pour 150 arbres est de 840 heures (soit 105 jours). De plus, les arbres commencent à

***L'introduction
de pêchers dans
les vallées a entraîné
un bouleversement
des formes
de production.***

être productifs seulement à partir de la troisième année et donnent les meilleurs rendements à partir de la cinquième. De ce fait, l'exploitant doit disposer d'un capital initial important qui est assuré, dans sa quasi-totalité, par les revenus tirés de la migration internationale.

Une fois les arbres plantés, les agriculteurs procèdent à deux labours par an, effectués manuellement, en général par tous les membres de la famille.

L'un a lieu en mars, le second au mois de septembre. Le désherbage est réalisé à intervalles réguliers lors de la saison des pluies (entre décembre et février), tandis que la *carpida* (destruction des mottes de terre autour de chaque arbre et aération du sol) a lieu après les fortes pluies.

Les mois de juillet et d'août sont les périodes d'activité les plus intenses sur les plantations de pêchers (la production est donc compatible avec l'agriculture traditionnelle dont les travaux agricoles se concentrent de septembre à juin). La taille des arbres, dont la fonction et les modes varient en fonction de leur âge, est une étape primordiale pour une bonne production. Elle est confiée à des salariés qualifiés de la région de San Benito où les plantations ont été antérieures. Le salaire est fonction du nombre d'arbres taillés. L'éclaircissage des arbres, tâche également confiée à une main-d'œuvre spécialisée, est la dernière étape avant la récolte. Celle-ci débute dès le mois de février pour se terminer en avril.

L'irrigation a lieu exclusivement lors de la période de végétation de l'arbre, c'est-à-dire à partir du mois de septembre. La technique consiste à inonder la parcelle, soit grâce au puits et au système de pompage s'ils existent sur le terrain (cas le plus fréquent), soit grâce aux canaux d'irrigation lorsque la parcelle est bien située (dans ce cas, l'agriculteur est fortement dépendant des prises en amont), soit en achetant la quantité d'eau nécessaire livrée par un camion-citerne (solution de dernière limite).

Les principales contraintes de la production de pêches sont les aléas climatiques, essentiellement le gel et la grêle. Pour ces raisons, la production de la campagne 1992-1993 a considérablement baissé.

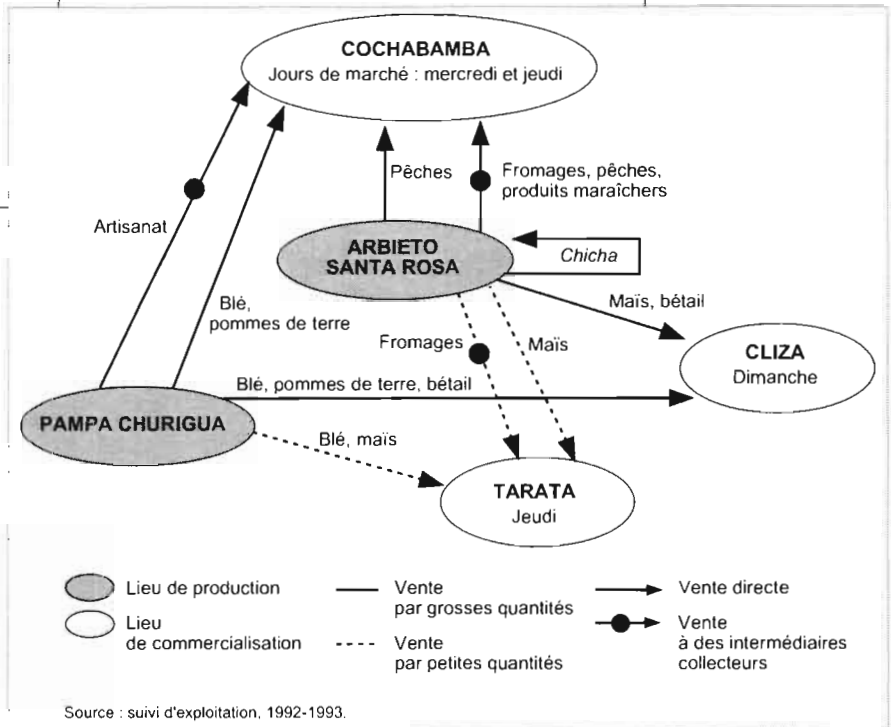
Transformation et vente de la production

La destination de la production varie considérablement d'une culture à l'autre. Certains produits sont presque exclusivement destinés à la vente (les fromages, les pêches et, dans le cas de Pampa Churigua, le blé), tandis que d'autres sont réservés en priorité à la consommation (maïs, pommes de terre). De même, les modalités de commercialisation (quantités, fréquence, lieux) ne sont pas les mêmes pour tous les types de productions.

Les produits agricoles et leurs dérivés

Dans les villages de Santa Rosa et d'Arbieto, les produits traditionnels vivriers (pommes de terre, blé) sont principalement destinés à la consommation familiale, et seulement de manière occasionnelle à la vente. Seul le maïs, quand la production est suffisante, est commercialisé ou destiné à l'élaboration de *chicha*. La vente a généralement lieu à Cliza, ou bien à Tarata s'il s'agit de petites quantités (fig. 16).

Figure 16 –
Lieux et formes
de commercialisation
des produits agricoles
et de l'élevage
(Santa Rosa, Arbieto,
Pampa Churigua).



Dans la communauté d'altitude, la commercialisation des produits agricoles traditionnels est habituelle. Le blé et la pomme de terre sont les deux principaux produits vendus surtout sur le marché de Cliza et, dans une moindre mesure, à Tarata. Seuls les migrants vers le Chaparé profitent de leurs départs dans les régions basses pour commercialiser leur production à Cochabamba.

L'agriculteur cherche toujours à minimiser les coûts de transport. Ainsi, quelle que soit la zone de référence, plus la quantité vendue est minime,

moins le lieu de commercialisation est éloigné. Les paysans acheminent directement leurs produits sur les marchés locaux et les vendent à des agents intermédiaires, généralement toujours les mêmes. Dans la communauté de Pampa Churigua, ce sont habituellement les hommes qui acheminent les produits jusqu'à Tarara, soit à dos de mulet, soit en camion, puis en bus jusqu'à Cliza. D'autre part, quel que soit le lieu de commercialisation, le producteur doit payer un impôt communal de l'ordre de deux boliviens par *fanega* de maïs et de blé (150 kg) et par *tupo* de pommes de terre (90 kg).

La commercialisation des produits agricoles est rendue difficile par l'absence de poids et de mesures standard d'une zone à l'autre et d'un agent à l'autre. Les intermédiaires jouent sur la différence de poids des produits qu'ils imposent aux producteurs pour augmenter leur marge de bénéfice. Cette tendance est particulièrement nette sur le marché de Tarata (QUIROGA, 1991).

Sur cette foire hebdomadaire, très fréquentée par les populations de Pampa Churigua et des vallées, il existe deux lieux de commercialisation : le marché des grains et le marché central (où sont vendues les pommes de terre). Sur le marché des grains, il n'existe qu'un seul intermédiaire qui évalue le poids des produits avec sa propre balance, et donc selon ses propres intérêts. Par contre, dans le cas de la pomme de terre, les autorités sont présentes sur le marché central et veillent à ce que le poids exact soit accordé aux producteurs (ce qui n'exclut pas une connivence possible entre le commerçant et l'agent communal pour biaiser les règles, en particulier lorsqu'il s'agit des paysans d'altitude).

Sur le marché de Cliza, centre de commercialisation beaucoup plus important que celui de Tarata, la concurrence entre les commerçants intermédiaires est plus forte, ce qui donne des marges de manœuvre au producteur. Les agriculteurs préfèrent donc vendre leur production sur ce marché, même si les coûts et le temps de transport sont importants.

Quel que soit le lieu de commercialisation, les prix de vente varient en fonction de trois facteurs : la qualité du produit, sa variété et la période de vente. La variabilité saisonnière en fonction de l'offre et de la demande est largement plus importante pour le maïs.

Le prix d'une *fanega* de maïs *willcaparu*, variété la plus prisée sur le marché, passe de 300 boliviens en avril à 170 boliviens en juin. Une *fanega* de blé est vendue entre 100 et 150 boliviens selon les mois et les variétés, avec une pointe en avril juste avant les premières récoltes. Face à ces oscillations saisonnières, les stratégies de commercialisation varient

considérablement d'un exploitant à l'autre, selon l'urgence de ses besoins monétaires et l'importance des revenus tirés de la migration.

La production de chicha

Dans les villages de vallée, les femmes élaborent de la *chicha* une à cinq fois par an. Les variétés de maïs les plus prisées pour la *chicha* sont, par ordre d'importance, le maïs *chuspillo* (peu cultivé et cher sur le marché), le *willcaparu* et l'*uchuquilla*. La fabrication artisanale de la *chicha* nécessite de 14 à 20 jours. Toutefois, le savoir-faire traditionnel a tendance à se perdre. De nombreuses familles trouvent des raccourcis techniques pour gagner du temps.

Cour intérieure d'une maison de Santa Rosa où l'on s'apprête à élaborer de la *chicha* juste après la récolte de maïs. Au premier plan se trouve la cuve de fonte pour la cuisson de l'alcool, à l'arrière-plan le stock de fagots de bois (*leña*) et les résidus du maïs qui vient d'être récolté.



La *chicha* élaborée artisanalement est destinée à la consommation de la famille et de ses proches, en particulier à l'occasion d'événements festifs. Elle est également servie aux ouvriers agricoles au moment des récoltes ou des semis. De plus, la *chicha* permet de récupérer les résidus de maïs pour l'alimentation des porcins. Quand la totalité de la production n'est pas consommée par la famille, elle peut être vendue sur le pas de la porte. Mais généralement, la fabrication de *chicha* n'est pas destinée à faire des bénéfices monétaires, car le coût de fabrication est presque équivalent au prix de vente.

Pour 300 litres de *chicha* (25 *latas*), le prix de revient est d'environ 120 boliviens contre 150 boliviens à la vente. La production de 300 litres nécessite une *carga* (soit environ 67 kg) de maïs et de blé (trois quarts - un quart), 6 kg de sucre, 10 fagots de bois comme combustible (*cabale-tos de leña*), deux blocs de saccharine (*chancacas*). De plus, les paysans doivent payer un impôt communal à chaque fois qu'ils produisent de la *chicha* (entre 5 et 10 boliviens).

Dans certains foyers, la revente de *chicha* est une véritable spécialisation économique ; les femmes achètent de grosses quantités à des producteurs des zones voisines qu'elles revendent ensuite dans leur village.

Les quantités de *chicha* produites dans les villages du Valle Alto sont considérables et posent de sérieux problèmes de ravitaillement en matières premières. La déforestation de la zone, liée en partie à cette activité, entraîne une pénurie de combustible. L'approvisionnement en eau pendant les périodes de sécheresse est un autre facteur contraignant. Enfin, le rythme de fabrication de la *chicha* est étroitement dépendant de la production de maïs. Par exemple, la forte sécheresse de 1992-1993 a réduit les récoltes et a beaucoup fait augmenter son prix de vente.

Vente des pêches et des produits maraîchers

À Santa Rosa et à Arbieta, la commercialisation des pêches et des produits maraîchers a lieu à Cochabamba, les jours de *cancha* (marché bihebdomadaire). L'agriculteur peut acheminer lui-même sa production ou bien des agents collecteurs viennent la chercher sur le lieu de l'exploitation. La deuxième solution, du reste la plus pratiquée, se fonde sur un réseau de relations de parenté et de *compadrazgo*. Certaines familles du village disposant d'un moyen de transport collectent la production chaque mardi et vendredi (veilles du jour de marché).

De nombreux producteurs préfèrent ce mode de commercialisation, qui leur évite des coûts supplémentaires (transport et alimentation à Cochabamba) et leur permet un gain de temps. De plus, les commerçants intermédiaires leur accordent une avance sur la vente, parfois plusieurs mois avant la récolte. Cela permet au producteur de financer les coûts de production (fertilisants, main-d'œuvre...). Toutefois, lorsque l'agent intermédiaire se transforme en agent financier, la dépendance est très forte car le producteur est contraint de lui vendre sa production. Une des tactiques de l'intermédiaire est d'exiger une diminution du prix de vente au moment de la collecte, en prétextant qu'il ne parvient pas à vendre la production sur le marché.

Lorsque le producteur achemine lui-même sa production, il est obligé de rester toute la journée à Cochabamba. Trois personnes sont nécessaires pour le transport des caisses. L'arrivée sur le marché de

Cochabamba a lieu dès l'aube. La première étape consiste à trouver un lieu pour décharger et entreposer les caisses en attendant leur vente. Ensuite il s'agit de faire une rapide étude de marché pour fixer sa fourchette de prix. Car un des problèmes de ce mode de commercialisation est la fluctuation presque constante des interlocuteurs qui achètent la production d'une semaine à l'autre. Le producteur peut vendre soit à un intermédiaire grossiste, soit aux détaillants, soit directement aux consommateurs. Le temps nécessaire pour vendre la production varie de une à quatre heures selon le mode choisi.

Les prix de vente fluctuent en fonction des catégories de pêches et de la période de vente. Au début de la récolte, les prix sont les plus élevés, pour ensuite chuter en février et mars, et enfin augmenter à nouveau au mois d'avril lorsque l'offre sur le marché diminue. Selon nos observations, le prix d'une caisse de pêches de première catégorie est passé de 110 boliviens début février à 70 boliviens durant les mois de février et mars, puis à 80 boliviens en avril. Les prix de vente de la dernière catégorie varient entre 15 et 35 boliviens.

Dans les années 1980-1985, l'offre de pêches était suffisamment faible par rapport à la demande urbaine pour maintenir de bons prix de vente pour les producteurs. Depuis 1990, le manque de débouchés commence à se faire sentir. Il est dû à une inflation du nombre de producteurs sans rapport avec la demande. Celle-ci entraîne une baisse des prix de vente tandis que, parallèlement, les coûts de production augmentent (à cause des intrants chimiques, en particulier).

Vente du cheptel et de ses produits

Dans les villages de Santa Rosa et d'Arbieto, la quasi-totalité de la production laitière est destinée à la fabrication artisanale de fromages frais, dont 90 % sont vendus. Le reste est destiné à la consommation familiale. L'élaboration artisanale de fromages est quasi journalière et exige une à deux heures de travail. Elle est une activité exclusivement féminine (la mère de famille ou la fille aînée).

La quantité de lait nécessaire à la fabrication d'un fromage est d'un litre et demi. Ainsi, lorsque les vaches laitières sont au maximum de leur capacité productive, elles permettent chacune de fabriquer 4 à 6 fromages par jour. Le prix de vente d'un fromage varie selon les périodes de production. En saison sèche, lorsque celle-ci diminue (de juin à décembre), les prix de vente augmentent : ils passent de 1 à 1,5 bolivien pièce.

La commercialisation est assurée par des intermédiaires qui sont généralement des femmes d'un même village. Elles collectent les fromages qu'elles vont ensuite vendre sur le marché de Cochabamba ou

parfois, à Tarata. Ces femmes ont besoin d'un capital de départ d'environ 400 boliviens pour chacune des clientes qui les approvisionnent quotidiennement (soit 100 dollars). En échange de cette somme versée bien avant la collecte, la productrice s'engage à fournir une quantité fixe de fromages chaque jour.

Pour que l'opération soit rentable, la commerçante doit fidéliser au moins quatre productrices, ce qui représente un capital d'investissement de 2 000 boliviens. Pour les productrices, ce système de commercialisation assure une garantie et une rapidité de vente. De plus, le système d'avances sur la vente permet aux familles de répondre aux nécessités monétaires les plus urgentes. Toutefois, l'intermédiaire s'approprie une marge importante des bénéfices et le système engendre une certaine dépendance de la productrice vis-à-vis de la commerçante.

Les marges de commercialisation varient selon le lieu et la période (QUIROGA, 1991). En saison sèche, lorsque la production est faible, les femmes diminuent la quantité de fromage pour le même prix de vente plutôt que d'augmenter le prix. De son côté, l'intermédiaire augmente sa marge par rapport à la détaillante. Autrement dit, à la fois pour l'intermédiaire et pour la productrice, cette période est la plus propice en termes de bénéfices. La majeure partie de la production est vendue à Cochabamba, car les marges bénéficiaires y sont largement plus avantageuses (à condition que les quantités soient suffisantes pour amortir les coûts de transport journaliers).

Que ce soit dans les vallées ou sur le plateau, la vente d'animaux constitue une source de revenus non négligeable. À Santa Rosa et à Arbieta, seuls les porcins, les bovins et les cochons d'Inde (*cuis*) sont destinés à la vente. Ces derniers, dont une partie est consommée par la famille lors des célébrations festives, sont commercialisés dans les villages mêmes. La commercialisation des ovins est beaucoup moins fréquente. Ils sont destinés essentiellement à la consommation familiale et à l'artisanat. À Pampa Churigua, seuls les ovins constituent une source de revenus importante.

La commercialisation du cheptel se fait majoritairement à Cliza, principal marché microrégional à bestiaux du Valle Alto (fig. 16). Les bêtes sont acheminées sur le lieu de vente par les propriétaires eux-mêmes. À Arbieta et à Santa Rosa, l'acheminement des bovins et porcins se fait en camion appartenant à des familles des villages. Ce sont généralement les femmes qui se chargent de la vente.

À Pampa Churigua, les ovins sont menés à pied jusqu'à Tarata par les hommes ou les femmes (selon leur disponibilité), où ils chargent le bétail sur le toit des bus qui partent vers Cliza. La vente s'opère par petits effectifs (une à deux têtes à la fois) selon les besoins monétaires du moment.

L'artisanat textile est un autre débouché possible de l'élevage. Dans la communauté de Pampa Churigua, il reste une activité essentielle et présente des caractères encore traditionnels. La totalité des femmes se consacre au filage de la laine de mouton, en particulier lors de la mise en pâture du troupeau. La tonte des moutons a lieu une fois par an, généralement au début de l'été. La fabrication de ponchos ou de *phullu* (couverture très colorée) est une activité intégralement réalisée par la propriétaire de la matière première qui file, teinte puis tisse elle-même la laine.

Femme de Pampa Churigua filant sa laine. L'artisanat textile constitue une activité commerciale importante pour les femmes (confection d'*agayo*, de bonnets, de couvertures...).



Toutes les familles disposent d'un métier à tisser en bois que l'on pose sur le sol et dont la structure est très simple. Il est confectionné par le chef de famille. À l'aide de la *wich'uña* (os de lama taillé en pointe), les femmes procèdent à un entrelacement de fils de différentes couleurs tendus sur le métier à tisser.



Femme de Pampa Churigua tissant une couverture de laine de mouton (*phullu*) qui sera ensuite vendue sur le marché de Cochabamba.

La complexité de la technique varie en fonction des motifs souhaités. À raison de cinq heures de travail quotidien, le temps d'élaboration d'un poncho varie entre deux et quatre jours. La confection d'un *phullu* exige beaucoup plus de temps : entre une semaine et dix jours au même rythme de travail. Le tissage de la laine est une activité pratiquée lors des périodes creuses du calendrier agricole, autrement dit pendant les mois de juillet et d'août.

Une faible partie des produits de l'artisanat est destinée aux besoins familiaux (les *phullus* en particulier). L'autre partie est vendue en fonction des besoins monétaires de la famille, en particulier lors des célébrations festives (carnaval et Toussaint). Les femmes acheminent elles-mêmes leurs produits sur les foires locales ou directement à Cochabamba.

Les prix de vente dépendent principalement de la qualité et de la difficulté technique du tissage. À titre indicatif, celui d'un *phullu* varie entre 80 et 120 boliviens la pièce, tandis qu'un *poncho* s'évalue à 60 boliviens. Les femmes vendent généralement 3 à 6 pièces par an.

À Santa Rosa et à Arbieta, l'artisanat textile joue par contre un rôle assez secondaire du fait de la taille réduite du cheptel ovin. Cette activité se limite au filage de la laine vendue en partie sur le marché de Cochabamba (le reste est utilisé pour l'usage domestique). Le tissage traditionnel a complètement disparu dans ces villages. Seul le tricot demeure une activité ponctuelle pour les femmes. Parfois, elles achètent la laine déjà prête à l'emploi pour la confection de ponchos ou de pull-overs, vendus à des intermédiaires du village qui ont un stand de vente sur le marché de la *Cancha* de Cochabamba. Le commerce des produits d'artisanat constitue pour elles une activité complémentaire, mais relativement lucrative. Cependant, il ne concerne que les familles les plus riches du village, car la location d'un emplacement sur le marché de Cochabamba est très coûteux. C'est généralement la migration des hommes qui permet de constituer un capital d'investissement.

Permanence du haut et du bas

La comparaison des pratiques paysannes dans les trois communautés met en évidence une différenciation socio-spatiale de la paysannerie quechua de Cochabamba caractéristique de l'étagement andin. Dans

les fonds de vallée, les bourgs ruraux d'origine récente (issus de la colonisation espagnole ou de la réforme agraire) regroupent une population paysanne métissée et rayonnent sur un archipel « d'isolats » indigènes monolingues localisés dans les zones d'altitude, où les pratiques paysannes revêtent des caractères plus traditionnels.

Certes, ces communautés rurales quechua ont une origine ethnohistorique et une identité socioculturelle communes (pratiques festives, mode de représentation du monde, rapport à la terre...). Mais, elles se différencient sur bien des plans. La communauté de Pampa Churigua est caractérisée par un milieu physique largement plus contraignant (zone plus aride et plus exposée à l'érosion), par l'absence d'infrastructures techniques et sanitaires, par une moindre parcellisation et une distribution plus égalitaire des terres. À cela s'ajoutent une organisation communautaire plus syndicalisée et de type plus collectif (rotation des *cargos*), de même qu'une plus forte homogénéité des modes de production, des systèmes de cultures moins intensifs et une plus forte dépendance envers les commerçants intermédiaires due à l'isolement.

En revanche, dans les villages de vallée, les stratégies économiques et les pratiques paysannes présentent une grande diversité et une nette hétérogénéité entre les familles. La meilleure intégration des populations à l'espace régional permet une diversification des activités (transport, commerce intermédiaire). D'importantes mutations touchent actuellement les systèmes de production (introduction de nouvelles cultures à vocation commerciale, mécanisation, monétarisation des moyens de production). Et si la cohésion sociale de ces villages demeure encore forte, les pratiques communautaires ont perdu de leur caractère traditionnel.

Cet étagement sociospatial des paysanneries de Cochabamba est vécu comme tel par les populations. L'appellation « *indio* » a une connotation négative, reflet de la ségrégation socioculturelle qui existe vis-à-vis des populations indigènes dans tout le pays. Rappelons, par ailleurs, que la cosmogonie et la mythologie andines sont marquées par les relations entre un monde « d'en haut » (*urcosuyu* en aymara) et un autre « d'en bas » (*umasuyu*), deux moitiés représentées à la fois comme opposées et complémentaires (BOUYSSÉ-CASSAGNE, 1987 ; MALENGREAU, 1995 a).

**« Ceux d'en haut
sont des Indiens,
pas nous. » (paysan
d'Arbieto).**

Paysans migrants : lieux, enjeux et systèmes de mobilité

Partie 2



Les campagnes des hautes terres boliviennes, tout comme l'ensemble de la région andine, ont toujours été marquées par une grande mobilité spatiale des populations liée au mode d'organisation des espaces incaïque et pré-incaïque. Malgré le traumatisme de la conquête espagnole venue bouleverser la structure territoriale de l'empire inca, les populations andines ont su maintenir cette pratique ancestrale de mobilité, répondant à des stratégies de subsistance fondées sur la complémentarité des étages écologiques du territoire. L'héritage d'une vieille tradition du déplacement a sans aucun doute favorisé l'émergence rapide de véritables processus migratoires à partir des années cinquante. En effet, la mobilité spatiale des populations, et en particulier les migrations internes, ont commencé à prendre une véritable ampleur avec la révolution nationale et la réforme agraire de 1953, dont un des principaux effets fut la libération d'une masse paysanne et indigène, jusque-là sous le joug de la puissance coloniale espagnole. Le démantèlement des haciendas, le développement d'un secteur paysan indépendant nouvellement impliqué dans le marché national, de même que l'urbanisation croissante du pays, ont contribué à l'élargissement des horizons migratoires paysans, lié en particulier à la diversification des activités familiales. Aujourd'hui, ces processus s'inscrivent dans le contexte de recomposition politique, économique et sociale de la Bolivie des années quatre-vingt - quatre-vingt-dix. Les pratiques migratoires paysannes se sont diversifiées et, du même coup, complexifiées.

Dans la région de Cochabamba, ces dynamiques présentent des caractéristiques originales, tout au moins dans les communautés paysannes étudiées. En effet, à l'étagement des sociétés paysannes entre fonds de bassin et plateaux d'altitude correspond une différenciation des destinations migratoires. En altitude, les familles paysannes migrent exclusivement vers le Chaparé, zone de production illicite de coca depuis les années quatre-vingt. Dans les vallées, les migrants se dirigent vers l'étranger (Argentine, États-Unis, Israël, Japon).

L'étude comparative de ces migrations, aux destinations différenciées, renvoie à deux échelles d'analyse. La première relève du contexte national et international dans lequel elles s'inscrivent. L'autre échelle d'analyse relève de l'environnement local. Les dynamiques de départ se mettent en place dans les communautés d'origine au sein desquelles le migrant développe ses propres stratégies de subsistance, ses propres logiques de vie. Le fait migratoire ne peut se comprendre alors qu'à travers la manière dont il s'intègre aux logiques familiales et communautaires.

Les contextes national et international des migrations paysannes

Quelles que soient les destinations, les processus migratoires observés dans les trois communautés paysannes de la région de Cochabamba doivent être replacés dans un contexte à la fois historique, économique et géopolitique national et mondial.

Les migrations internationales, qui caractérisent les villages de vallée, sont loin d'être un phénomène récent en Bolivie. Ce qui est plus nouveau, c'est qu'elles se diffusent dans les campagnes et qu'elles subissent des changements d'intensité et de modalités.

Les migrations des paysans d'altitude vers le Chaparé, quant à elles, renvoient au contexte plus large du narcotrafic en Bolivie, dont la conjoncture est très mouvante, et au sein duquel le « migrant-cocallero » est devenu un acteur décisif.

Les migrations vers le Chaparé

Depuis les années quatre-vingt, la Bolivie est impliquée dans le narcotrafic de cocaïne en devenant le deuxième producteur mondial de feuilles de coca, après le Pérou. L'augmentation de la consommation de drogue dans les pays occidentaux, combinée à la crise économique en Bolivie, ont incité les paysans appauvris des terres d'altitude à s'engager dans la production illicite de coca, destinée ensuite à l'élaboration de la pâte base cocaïne. Grâce à la colonisation agricole du

Chaparé qui s'était engagée dans les années soixante-dix, des milliers de paysans ont accédé aux terres tropicales soit comme propriétaires, soit comme travailleurs agricoles temporaires. Le Chaparé a attiré ainsi des milliers de Boliviens et la production de coca a connu un essor rapide.

Le contexte du narcotrafic

Culture traditionnelle et ancestrale des sociétés andines, la coca est aujourd'hui un produit illégal. Cibles de la lutte antidrogue, les « producteurs-cocaleros » sont au cœur des enjeux économiques et géopolitiques du pays et, à plus large échelle, des pays andins.

La coca, héritage ancestral

Le cocaïer se présente sous la forme d'un arbuste sauvage ou cultivé de 0,5 à 2,5 m de hauteur et pousse entre 500 et 2 000 m d'altitude, sous climat chaud et humide. Dans les régions andines, son usage remonte à des millénaires. Certaines traces archéologiques (momies et céramiques) attestent son existence dans les régions andines au IV^e siècle avant J.-C. Pendant la civilisation inca, la coca était au centre des rapports sociaux, des rituels et des offrandes rendues à la Pachamama, la Terre-Mère.

La croyance en l'origine divine de la coca, son association avec les rituels religieux, son pouvoir médical et énergétique, le rôle qu'elle tient dans les relations sociales inter-familiales sont des éléments persistants de la culture andine actuelle. Elle demeure également un important produit de troc entre paysans, créant des réseaux régionaux d'échange. Elle constitue un élément clé dans la réciprocité entre les familles permettant un climat de détente et de confraternité (CARTER et MAMANI, 1986). Enfin, « la coca doit être vue comme un puissant symbole d'identité et de solidarité du groupe, qui sépare de façon marquée ceux qui en font partie et les autres » (BRACKELAIRE, 1988 : 19).

La coca, que le paysan conserve continuellement avec lui dans sa traditionnelle *chuspa*, est mâchée en moyenne cinq à six fois par jour. Le paysan place une boule de feuilles, additionnée de cendre calcaire (*llipta*) entre la gencive et la joue, pour en extraire lentement le jus (*acullicu*). La mastication de coca est quasi systématique avant et après chaque tâche agricole (semis ou récolte) pour demander la bienfaisance de la Pachamama. L'embauche de travailleurs agricoles implique nécessaire-

« Dans une société comme la Bolivie, des critères raciaux imprègnent la vie quotidienne; ceux qui utilisent la coca reconnaissent entre eux des liens de solidarité face au monde métis qui les discrimine. »

(BRACKELAIRE, 1988 : 19).

ment de fournir de la coca (au même titre d'ailleurs que la nourriture et la *chicha*), celle-ci étant comprise dans le salaire journalier. Selon W. E. CARTER et M. MAMANI (1986), un paysan mâche entre 30 et 60 g de coca par jour. Cependant, le volume journalier varie en fonction du calendrier agricole et de la difficulté des travaux à réaliser.

Le débat à propos des effets de la coca sur l'organisme (coupe-faim, coupe-froid, stimulant...) remonte à la seconde moitié du xix^e siècle quand certains médecins et chimistes mirent à jour les « vertus » médicales de la coca. Dans la seconde moitié du xx^e siècle, le débat concerne beaucoup plus les effets nutritionnels de la coca. Extrêmement riche en protéines végétales, vitamines et sels minéraux, la coca constitue, d'après de nombreux auteurs, un substitut non négligeable pour des populations sous-alimentées (SAIGNES et BOURLIAUD, 1992 ; CARTER et MAMANI, 1986).

Sous la domination espagnole, et en particulier lors des périodes de l'exploitation minière, la consommation de coca connut une hausse considérable (seconde moitié du xvi^e siècle). Allant à l'encontre des pressions de l'Église, il n'est pas exclu que les oligarchies économiques aient incité à sa consommation afin d'augmenter les capacités de travail des mineurs. Pour certains auteurs, cette explosion de la consommation de coca serait non seulement le résultat d'un processus de « démocratisation » (contrairement à l'époque incaïque où la consommation était davantage réservée à une certaine élite), mais également de réactions à caractère social et psychique suite « à l'immense rupture avec les fondements symboliques de l'ordre préhispanique » (SAIGNES et BOURLIAUD, 1992 : 34).

À partir des années cinquante, se pose la question de savoir si la coca doit être considérée comme une drogue. Des commissions internationales successives se rendent dans les pays andins pour mesurer les « dommages physiologiques » que crée la coca. Elle est alors perçue comme l'une des causes essentielles du sous-développement des populations indigènes andines, cause de maladies, de malnutrition, d'avitilissement (SAIGNES et BOURLIAUD, 1992). En 1961, la législation internationale condamne la feuille de coca au même titre que les autres drogues (Convention unique de l'ONU de 1961, puis de 1972). Ainsi, une évidente confusion s'opère entre la feuille de coca et la cocaïne, remettant ainsi en question l'usage traditionnel de la coca dans les sociétés andines. Cette confusion persiste puisque, lors de l'inauguration de l'Exposition universelle de Séville de 1992, les 8 kg de feuilles de coca que les Boliviens avaient choisi d'exposer comme symbole de leur identité, furent confisqués par les services de police espagnols.



Paysan de Pampa Churigua mâchant des feuilles de coca avant de commencer les travaux agricoles.

Le « boom » de la coca

Les terres amazoniennes des pays andins sont, depuis une vingtaine d'années, le domaine des planteurs de coca. L'augmentation vertigineuse de la demande aux États-Unis à partir de la seconde moitié des

années soixante-dix et l'insuffisance des politiques de développement dans les régions de colonisation de l'Orient de Bolivie ont entraîné la spécialisation de ce pays, aux côtés du Pérou, comme principal fournisseur de feuilles de coca et de pâte base (première phase d'élaboration du chlorhydrate de cocaïne).

Selon le Département d'État américain, le pays produit actuellement un quart de la production mondiale de feuilles de coca, ce qui représente 30 % de l'offre mondiale de cocaïne (*Los Tiempos*, 2/3/97). L'extension géographique du trafic de cocaïne n'est plus restreint à la Colombie. Il s'est élargi au Mexique, au Chili, au Brésil, mais également à Israël, à l'Europe de l'Est et à l'Afrique du Sud (*Dépêche Internationale des Drogues*, n° 58, août 1996).

Le trafic a commencé à se développer sous le gouvernement militaire du général Banzer (1971-1978). Selon certaines études, les fonds généreusement octroyés par les États-Unis à cette période « sous prétexte de relancer l'agriculture de Santa Cruz [...], ont permis au narcotraffic bolivien de progresser davantage en quatre ans que durant les vingt-cinq années qui ont précédé » (ORELLANA et ZANNIER, 1983 : 192).

Bien que les superficies du Chaparé soient très difficiles à évaluer, l'utilisation d'une double source (Secrétariat du développement alternatif bolivien et Département d'État américain) permet de suivre l'évolution de ces cultures entre 1970 et 1992 (fig. 17). Jusqu'en 1980, la hausse de la production est constante, mais faible (elle passe de 6 800 tonnes en 1971 à 16 817 tonnes en 1980).

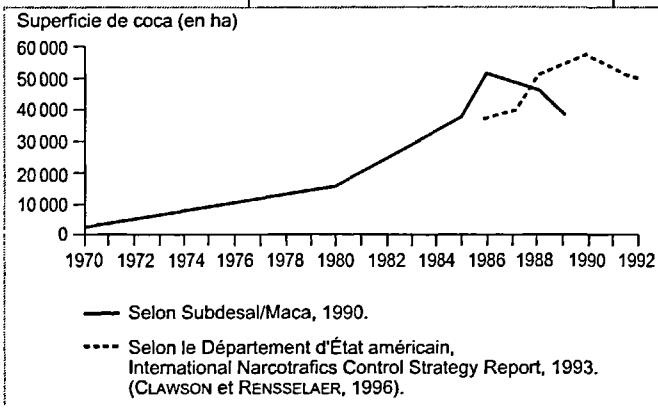


Figure 17 –
Évolution des cultures
de coca, 1970-1992.

L'essor des cultures démarre véritablement en 1980 pour ne cesser de progresser jusqu'à la fin de la décennie. La date à partir de laquelle les superficies cultivées accusent une baisse sensible diffère selon les sources. Selon

les données du Département d'État américain, qui tiennent compte à la fois des surfaces arrachées dans le cadre des programmes antidrogue et des surfaces replantées, cette réduction n'interviendrait qu'à partir de 1990.

Dans le Chaparé, l'extension de la culture de coca s'est greffée sur les programmes de colonisation agricole qui ont incité les paysans d'altitude à venir s'y installer pour développer une agriculture de type familial. Dans l'ensemble de l'Oriente, la répartition des terres est d'une grande hétérogénéité. Dans les régions de San Julian et Yapacani de Santa Cruz, la dotation par l'Institut national de colonisation fut de 50 ha en moyenne. Dans le Carrasco tropical, les colons disposent d'une superficie qui varie entre 20 et 100 ha, tandis que la superficie moyenne des terres dans le Chaparé est seulement de 20 ha par famille (PIZARRO, 1991). L'étude récente de l'Usaid (CARO *et al.*, 1992) confirme la prédominance des moyennes exploitations dans le Chaparé : 61 % des familles ont une superficie comprise entre 5 et 20 ha.

Par ailleurs, les programmes de colonisation du Chaparé, qui visaient à développer une agriculture tropicale diversifiée ont échoué. Cette région est aujourd'hui une zone de petites exploitations familiales tournées presque exclusivement vers la monoculture de la coca (tabl. 1).

Selon les données de la Direco (Direction nationale de reconversion agricole) en 1987, seulement 18 % des familles installées dans le Chaparé déclarent ne pas planter de coca. Parmi les cultivateurs de coca, 68 % ont une superficie comprise entre 0,1 et 10 ha, 27 % entre 10 et 20 ha et seulement 5 % entre 20 et 75 ha. Parmi les cultures vivrières, seuls le riz et le manioc sont cultivés, mais sur des superficies fort réduites. Contrairement à ceux du Beni ou de Santa Cruz, les producteurs du Chaparé tropical se consacrent très peu à l'élevage (94 % n'ont pas de bovins, 92 % pas de porcins). Les gros éleveurs de bovins représentent seulement 0,3 % des producteurs (de 30 à plus de 100 têtes) (Direco, *op. cit.*). L'étude de l'Usaid (CARO *et al.*, *op. cit.*) confirme cet aspect : pour seulement 15,8 % des femmes d'exploitants, l'élevage constitue une activité secondaire.

Produits	Familles qui ne cultivent pas (en %)	Familles qui cultivent moins de 1 ha (en %)	Familles qui cultivent entre 1 et 5 ha (en %)
Banane	59	33	8
Manioc	35	62	3
Maïs	85	13	2
Riz	47	34	19
Avocat	96	1	3

Tableau 1 –
Production agricole dans
le Chaparé (exemples
de quelques produits).

Source : Direco, 1987 (échantillon : 10 279 familles).

Chaîne du trafic

Les étapes de la fabrication de la cocaïne reposent sur un réseau complexe et hiérarchisé. Parmi les populations impliquées dans le trafic, les *mit'iris* chargés de récolter la feuille de coca sont généralement des migrants venus des zones d'altitude, le plus souvent des hommes, mais également des femmes.

Le mode de rémunération dépend de la quantité de travail fourni : les travailleurs touchent 1% du prix du ballot de feuilles de coca pour chaque sillon récolté. Autrement dit, le salaire dépend des fluctuations du prix de vente de la coca.

La commercialisation de la production agricole est la contrainte majeure pour les colons nouvellement installés dans ces régions. À la dépendance envers les intermédiaires s'ajoutent l'enclavement des exploitations et l'éloignement des marchés. Ces conditions rendent aléatoire le transport de produits très altérables comme les fruits (citrons, papayes, avocats, bananes...), ce qui est moins vrai pour la coca puisqu'elle est séchée avant d'être vendue. Sa commercialisation reste toutefois difficile, car les colons ont difficilement accès au marché, plus encore pour ce produit que pour d'autres. Les parcelles d'exploitation, qui doivent rester à l'abri des regards, sont généralement en retrait des rares voies de communication... Ainsi, la coca est vendue sur le lieu même de production ou dans une foire locale si elle est proche.

Il est très rare que la production soit acheminée jusqu'aux centres urbains par les producteurs. D'après les données de R. A. PIZARRO (1991), 80% de la production est vendue à des agents intermédiaires (*rescatadores*) qui passent en moyenne deux fois par semaine par les exploitations du Chaparé. Chaque intermédiaire a un trajet précis et dessert un nombre déterminé de producteurs. La vente sur le lieu de production est préférable pour eux, surtout lorsqu'ils ne cultivent qu'une faible superficie. Le producteur échappe ainsi au monopole des transporteurs. Généralement, il vend sa production au fur et à mesure de ses besoins monétaires. L'acheminement de la production jusqu'aux marchés locaux par petites quantités, tâche prise en charge surtout par les femmes, permet également le contrôle de la commercialisation.

La dépendance des producteurs de coca vis-à-vis des intermédiaires est atténuée par les services qui leur sont rendus : diffusion de l'information entre différentes colonies, approvisionnement en divers produits issus des centres urbains... « Les intermédiaires ne sont pas organisés en grande entreprise, mais constituent un réseau de milliers

« Les intermédiaires se sont transformés en alliés qui canalisent les bénéfices du trafic de cocaïne. » (PIZARRO, 1991 : 42).

de bras de type familial, qui s'est structuré en un réseau commercial relativement stable et permanent. » (PIZARRO, 1991 : 42). Ces intermédiaires, que l'on appelle les *ch'akas*, contrôlent le commerce et le transport de la feuille de coca à l'échelle régionale. Ils constituent un maillon essentiel dans la chaîne du trafic et exercent une grande influence sur la configuration géographique du réseau de commercialisation. Ils décident des trajets de collecte en accord avec les acheteurs. Ils peuvent également contrôler le travail de *pisa* de coca (piétinement des feuilles de coca) dans les contrées reculées où sont localisées les fabriques de pâte base de la cocaïne.

Une fois que la production est collectée, les *zepas* (fourmis en Yacaré, langue de la région) transportent sur leur dos les ballots de coca jusqu'à ces laboratoires de pâte base. Ensuite, les *pisacoca* (ou *bailadores*, *matones*) sont chargés de la première étape de l'élaboration de la pâte base de cocaïne (ou *pilchi*) qui consiste à piétiner les feuilles de coca séchées et mélangées à divers produits chimiques (kérosène, acide sulfurique). Cette opération est la plus longue et la plus fastidieuse dans le processus de fabrication.

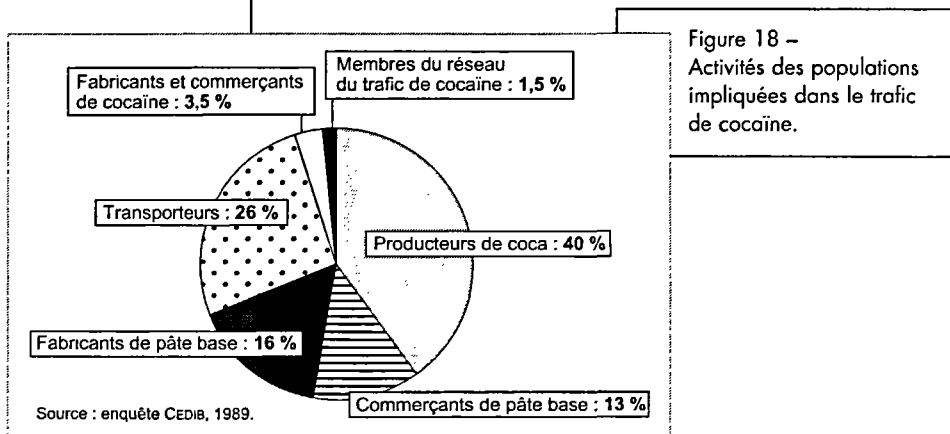
Le travail s'effectue de nuit et occupe une population masculine jeune. Dans les fosses, chaque travailleur piétine environ 500 à 650 livres de coca par nuit. Le salaire est 4 à 5 fois plus élevé que celui d'un ouvrier agricole, bien qu'il ait considérablement diminué à partir de 1987 à cause du contrôle du trafic. Les jeunes se relaient toutes les deux ou trois heures pendant la nuit et gagnent environ 30 boliviens. La seconde étape est le mélange du liquide obtenu (autrement dit de l'extrait d'alcaloïdes) avec de la chaux (les feuilles essorées sont jetées). L'alcaloïde descend ainsi au fond du bac. Après avoir ajouté une nouvelle fois du kérosène et de l'acide sulfurique, le liquide est mélangé pour faire monter l'alcaloïde à la surface. À la fin de l'opération, le kérosène peut être récupéré pour une nouvelle opération, tandis que l'on ajoute du carbonate de sodium afin d'obtenir une pâte gélatineuse. Le filtrage, dernière étape, permet d'obtenir la pâte base de cocaïne. D'une tonne de feuilles de coca, on obtient 6 à 9 kg de cocaïne, soit 1 kg de cocaïne pour 100 à 150 kg de coca (PIZARRO, 1991).

Le produit est ensuite vendu par boules d'un kilogramme. Les *boleros* collectent et transportent la pâte base. Ils ont une organisation qui leur est propre et constituent la partie la plus instable de la population du Chaparé, car ils sont contraints de changer fréquemment de lieu pour échapper au contrôle du trafic. Ce sont de fins connaisseurs du terrain et des réseaux de fabrication. Une petite partie de la production de pâte base est consommée sur place, fumée et mélangée avec du tabac : c'est le *pitillo* vendu à Cochabamba par les gamins des rues

dans les années quatre-vingt (*kete* au Pérou, *basuco* en Colombie). Une autre partie est transformée en sulfate de cocaïne dans la région même, tandis que la majorité de la production est exportée vers la Colombie et le Brésil.

Dans l'état actuel des connaissances, il est difficile de comptabiliser avec exactitude le nombre de Boliviens impliqués dans le trafic de cocaïne, et encore plus leur niveau d'implication.

Selon le Cedib (Centro de documentación y de información sobre Bolivia), presque la moitié de la population flottante ou « temporaire » liée au trafic en 1987 est constituée par les producteurs de coca (CEDIB, 1989. Voir fig. 18). De son côté, F. AGUILLO (1988) évalue à 300 000 le nombre de personnes directement liées à la production de coca (soit 5 % de la population bolivienne), sachant qu'un hectare requiert le travail de cinq personnes et que la superficie cultivée est d'environ 70 000 ha en 1986. En comptabilisant les commerçants, les transporteurs, les producteurs de pâte base et les vendeurs, l'auteur recense 703 000 personnes vivant du trafic de coca-cocaïne en 1986, soit 11,7 % de la population bolivienne.



La coca : un ballon d'oxygène dans l'économie nationale

Les capitaux illégaux du trafic de cocaïne et les bénéfices monétaires tirés de la coca ont amorti la crise sociale et économique des années quatre-vingt, d'autant plus que de graves désastres climatiques ont frappé la production agricole en 1982-1983 (sécheresse en altitude et inondations dans les plaines).

En 1989, le gouvernement bolivien estime que la croissance accumulée du secteur agricole a été de 24,6 % entre 1980 et 1987 (élevage compris), alors que celle de la feuille de coca atteignait 253 %. Durant la même période, la participation de la feuille de coca au produit brut du secteur agricole est passée de 10 % à 28,5 %. La valeur ajoutée de sa production et ses dérivés en 1987 équivalait à 24 % du PIB national contre 15 % pour les autres activités agricoles (INE, 1992). Des auteurs évaluent le poids de l'économie de la cocaïne à plus de 40 % du PIB national (HARDINGHAUS, 1989 ; QUIROGA, 1990 ; LABROUSSE, 1987). En 1987, la somme recyclée liée au trafic de coca-cocaïne (500 millions de dollars) est légèrement inférieure au montant des exportations légales (LABROUSSE, 1991 b : 365).

L'économie de la coca a favorisé la modernisation des zones rurales, tout au moins de celles du Chaparé. Dans la « zone rouge » de cette région, où domine la fédération des paysans du Chaparé (qui regroupe plus de 20 000 familles), les résultats sont les plus tangibles. Les syndicats, qui ont fixé un impôt sur la vente de la coca à partir de 1987, destinent une partie des sommes prélevées au financement d'infrastructures et d'équipements dans les villages : puits, ouverture de chemins, écoles, hôpitaux (LABROUSSE, 1991 b : 388).

***Les retombées
du trafic de cocaïne
contribuent
au développement
local, en particulier
sous l'impulsion
des organisations
syndicales.***

Le contrôle du trafic

Le « boom » de la coca proprement dit a duré jusqu'en 1983. Les années suivantes, les prix de vente de la feuille de coca et de la pâte base n'ont cessé de baisser, conséquence de la surproduction qui a saturé le marché américain : aux États-Unis, le kilogramme de chlorhydrate de cocaïne est passé de 60 000 dollars en 1980 à 30 000 en 1986.

L'intervention américaine en 1986 marque le début de la militarisation progressive des régions du Chaparé par les soldats américains et les troupes spécialisées boliviennes des unités mobiles de patrouilles rurales (Umopar) commandées par la DEA (Drug Enforcement Agency).

Depuis, la lutte antidrogue en Bolivie est gérée par les Forces spéciales de lutte contre le narcotrafic (FELCN) dont la stratégie est la recherche du flagrant délit suivie de saisies et d'opérations de type militaire. Depuis mars 1997, les forces armées boliviennes qui, jusqu'à présent, ne collaboraient que de façon logistique avec les FELCN, participent activement à la lutte contre le trafic, comme le préconisaient depuis longtemps les États-Unis (*Los Tiempos*, 23/3/97).

Les premières négociations entre la Bolivie et les États-Unis ont débuté sous le gouvernement de V. P. Estenssoro (1985-1989). Quelques années plus tard, la formule est lancée par le président bolivien J. P. Zamora

(1989-1993) lors du sommet de Carthagène : « la coca en échange du développement ». Ces négociations marquent le début des programmes de coopération internationale en Bolivie. L'accord bilatéral signé entre la Bolivie et les États-Unis en mai 1990 lie définitivement la coopération économique aux politiques antidrogue en autorisant l'intervention militaire des États-Unis dans le pays. Cette « annexe » à la convention provoque une vague de résistance parmi les populations et les syndicats paysans.

Dès 1986, les États-Unis conditionnent leurs aides financières à la Bolivie à l'éradication des cultures de coca dans le pays. Ces formes de « coopération » se traduisent par la mise en place de programmes alternatifs de développement et de substitution (Plan intégral de développement et de substitution de la culture de coca). C'est la loi de juillet 1988 sur le régime de la coca et des substances soumises à contrôle qui va fixer le cadre institutionnel de la lutte antidrogue.

Tout en reconnaissant la légitimité de l'usage traditionnel de la feuille de coca, cette loi fixe les seuils de la production excédentaire illicite destinée au trafic. Elle définit également les contours géographiques de cette production illégale : le Chaparé est défini comme zone de production illégale tandis que les Yungas (vallées humides au nord-est de La Paz) sont reconnus comme étant une zone de production traditionnelle. Dans ces vallées, pousse en effet une autre espèce de coca, à plus faible rendement, mais de durée de vie plus longue (40 ans au lieu de 15 ans), et dont la production repose sur une connaissance très fine des techniques de culture en terrasses et sur une transmission du savoir ancestral. Dans le Chaparé, par contre, la simplification des techniques de culture accentue la dégradation du milieu. « La culture de la coca passe aux mains d'agriculteurs qui dégradent la technique de culture en étant fortement liés au narcotrafic et affaiblissent ainsi les producteurs authentiquement traditionnels. » (AGUILO, 1987 b : 37).

Avec l'appui financier des États-Unis (Usaid) et du Fonds des Nations unies de lutte contre l'abus des drogues (Fnulad), plusieurs projets de substitution sont lancés par le gouvernement bolivien doté d'un Secrétariat au développement alternatif. L'éradication de la coca excédentaire est menée par la Direco. Les autorités calculent que sur 70 000 ha de coca dans le pays en 1987, 88 % sont destinés à l'élaboration de cocaïne (PIZARRO, 1991). Les paysans qui arrachent leurs plants de coca reçoivent 2 000 dollars par hectare (dont 350 versés par l'Usaid).

Parallèlement, des fermes sont installées dans le Chaparé par le ministère de l'Agriculture (IBTA-Maca) pour expérimenter des produits de substitution. De même, les programmes de développement alternatif mis en place en 1988, et achevés en 1993, s'appuient sur l'octroi de crédits financiers aux paysans dont la superficie arrachée représente au moins 30 % de

leurs surfaces de coca. Les équipements routiers et sanitaires sont proportionnels aux quantités de plants de coca détruits. Depuis 1988, les Nations unies participent directement au développement du Chaparé. Des projets voient le jour dans le domaine de la santé, de l'équipement routier, du développement agricole et agro-industriel, de l'élevage laitier et de l'électrification de la région. Actuellement, la coopération provient d'autres pays d'Europe ou d'Asie (Allemagne, Italie, Corée...).

Malgré tous ces efforts de coopération, les moyens fournis à la Bolivie par les instances internationales sont jugés insuffisants par les organismes locaux de développement, les syndicats et les paysans. De plus, les opérations de répression menées contre les producteurs du Chaparé qui se soldent en 1988 par des massacres à Villa Tunari, les essais d'herbicides sur les cultures de coca, les preuves apportées de la corruption de la police antidrogue et des troupes d'intervention sont autant d'éléments qui forgent la résistance et la méfiance paysanne (PIZARRO, 1991 ; LABROUSSE, 1991 b). En 1985, la libéralisation du commerce extérieur et des changes instaurée dans le cadre des politiques d'ajustement structurel a favorisé la circulation des excédents de la drogue. Ces mesures de libéralisation, imposées par la Banque mondiale et le Fonds monétaire international, désavouent les politiques de ces mêmes instances en matière de lutte antidrogue (FONSECA, 1992).

Les politiques antidrogue en Bolivie n'ont cessé d'être sources de tensions sociales et de vives protestations, mais leur durcissement, à partir de 1994, a aggravé l'ampleur des conflits. Dans les années quatre-vingt, les revendications des syndicats paysans étaient essentiellement idéologiques (défendre la coca comme héritage ancestral). À partir de 1990, leur contenu a pris un caractère plus pragmatique.

Ils dénoncent, par exemple, les politiques d'éradication « forcées » et sans compensation financière. Entre 1989 et 1994, 1 700 ha de nouveaux plants dans les Yungas et 8 260 ha dans le Chaparé ont été arrachés selon ce principe (Direco). Autres objets de dénonciation : le détournement des fonds internationaux consacrés surtout aux salaires des fonctionnaires de l'État et, plus récemment, l'expulsion imminente des colons du Chaparé dont les terres seraient « bradées » aux entreprises privées. Entre 1994 et 1997 se sont succédées plusieurs marches pacifiques et grèves de la faim pour contester les violents affrontements entre les unités d'intervention des Umopar et les producteurs de coca à l'occasion des opérations d'éradication.

Ainsi, la résistance paysanne face aux politiques gouvernementales et derrière elles, celle des États-Unis, s'est cristallisée sur le thème de la violation des droits de l'homme (rapport de Human Rights Watch/Américas, mai 1996).

Le bilan des politiques antidrogue

Le caractère très conjoncturel de l'économie de la coca-cocaïne empêche, de toute évidence, d'établir un bilan complet des politiques antidrogue. De plus, l'information disponible, s'avère souvent contradictoire selon les sources utilisées, ce qui rend l'analyse d'autant plus délicate. Cependant, certaines informations sont assez convergentes pour tenter une évaluation de la situation sur la période 1985-1995.

Les programmes de substitution de la coca, comme instrument de lutte contre l'extension du trafic, se sont orientés essentiellement vers des alternatives agro-industrielles et des cultures d'exportation. Selon la plupart des experts, le bilan des programmes de substitution est globalement négatif. En réalité, la reconversion agricole du Chaparé se heurte à de nombreux blocages. Les recherches de substituts s'effectuent en « vase clos » sans réelle possibilité de diffusion dans les campagnes du Chaparé. Le manque de coordination et d'homogénéité des programmes de développement, l'absence de suivi technique et de relais efficaces pour faire redescendre les informations jusqu'à la base ont réduit les possibilités réelles d'alternatives. Par ailleurs, nombreux sont les paysans qui, engagés dans la reconversion agricole, ne peuvent faire face à l'endettement. Très souvent, ils sont conduits à se défaire de leur capital et à replanter de la coca, même si la conjoncture n'est pas favorable à sa commercialisation (PIZARRO, 1991 ; BRACKELAIRE, 1992).



Panneau indiquant la mise en place d'un programme de développement alternatif et de substitution de la coca dans le cadre de la lutte antidrogue (Villa Tunari, Chaparé).

Mais la principale raison de l'échec de la reconversion tient à ce que les gains permis par les nouvelles cultures se sont avérés beaucoup plus faibles que ceux de la coca. Selon nombre d'experts, aucune production ne serait capable de concurrencer les bénéfices monétaires de la coca (MIRANDA, 1988; LABROUSSE, 1987 et 1988; HEALY, 1988; QUIROGA, 1985 et 1990; BRACKELAIRE, 1988 et 1992).

En 1990, le prix de vente de 50 kg de feuilles de coca est de 75 boliviens contre 20 bs pour la même quantité de riz, 14 bs pour 100 oranges, 34 bs pour 720 bananes. Le cacao, le café ou le thé permettent des revenus supérieurs, mais ils exigent des sols particuliers, des capacités d'investissement considérables, un savoir-faire et une logique commerciale que les paysans quechua ou aymara provenant des régions d'altitude n'ont pas nécessairement (LABROUSSE, 1991 b : 387). De plus, ces produits sont peu compétitifs sur le marché mondial. Certes, les crédits octroyés aux paysans ont permis une augmentation de l'ordre de 59 % des superficies cultivées dans le Chaparé, ainsi qu'une diversification de la production et une hausse des rendements (notamment pour l'ananas). Mais les programmes de développement n'ont pas compensé les pertes monétaires des paysans qui ont accepté l'éradication de leurs plants de coca (CIDRE/USAID, 1992).

À ce tableau largement négatif, il faut apporter quelques nuances. À l'initiative d'organisations non gouvernementales, certaines expériences de reconversion ont été des réussites : élevage intensif bovin, cultures fruitières... Ces ONG, pour la plupart, se sont substituées à l'État et jouent actuellement un rôle important pour le développement de la région (BRACKELAIRE, 1992). Depuis 1990, les politiques publiques de reconversion semblent, elles aussi, porter leurs fruits.

Dans le Chaparé, les superficies des cultures licites sont passées de 27 388 ha en 1986 à 59 078 en 1994, et la valeur de cette production de 9 millions de dollars en 1992-1993 à 22 en 1993-1994 (CLAWSON et RENSSLAER, 1996). Selon les données du Fonadal (Fonds national de développement alternatif), les familles qui profitent en 1996 de l'agriculture de substitution et de l'agro-industrie du Chaparé seraient aujourd'hui plus nombreuses que celles qui dépendent de la production de coca et de sa transformation (respectivement, 60 000 et 50 000 familles).

La chute des prix de la coca en 1989 et l'éradication massive qui a suivi peuvent expliquer ces tendances. De même, les actions menées par le gouvernement et par l'Usaid (amélioration des conditions de transport et des variétés de produits, ouverture de marchés sur La Paz et Buenos Aires), ont pu contribuer à faire monter les prix de vente des cultures légales. Cependant, le développement alternatif n'a pas empêché les

« Ce qui s'est passé dans le Chaparé ce n'est pas un développement alternatif, mais plutôt un développement parallèle. » (CLAWSON et RENSSLAER, 1996 : 235).

superficies illégales d'augmenter. Tout porte à croire que la substitution s'est jouée à un autre niveau : de nouveaux producteurs de coca sont venus relayer ceux qui se sont tournés vers les cultures légales.

L'échec relatif des programmes de développement alternatif a alimenté la résistance paysanne face à l'éradication de la coca, déjà fortement attisée par la pression des narcotrafiquants et des syndicats de *cocaleros*. Non seulement les paysans du Chaparé jugent peu viables et infondés les programmes de substitution, mais ils mettent en doute la bonne volonté des autorités publiques (et surtout nord-américaines) à rendre effectives leurs promesses d'équipement et de développement des infrastructures. La lassitude face à l'inefficacité des programmes d'intervention (l'argent versé par les États-Unis en 1990 a en grande partie été utilisé pour payer des arriérés de la dette extérieure) et la détérioration des conditions de vie des paysans sont autant de facteurs favorables à la résistance paysanne. Les réactions des paysans de Pampa Churigua abondent dans ce sens :

« J'ai arraché un hectare et demi de coca l'an dernier. Les Américains qui contrôlent le Chaparé nous avaient promis des écoles, des routes. Maintenant, on ne veut plus attendre, rien ne vient. Ils nous avaient dit que l'on pourrait faire d'autres cultures comme l'ananas ou le citron. Mais on ne peut pas transporter nos produits, ils pourrissent sur place. On ne peut pas vendre à de bons prix. Qu'est-ce que je vais faire maintenant que j'ai arraché ma coca ? Il ne faut plus rien arracher. » (Paulino G., Pampa Churigua).

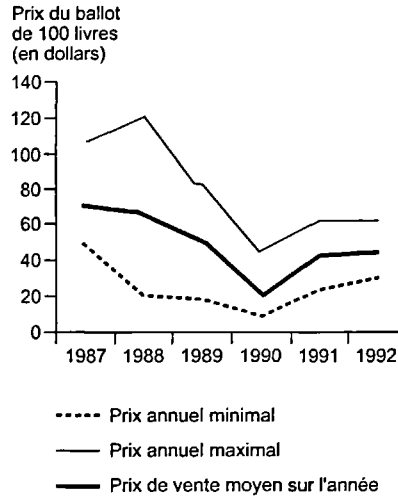
Les plans d'intervention prévoyaient initialement l'éradication d'une superficie de 50 000 ha de coca au rythme de 5 000 ha par an. Dès 1987 les colons, confrontés à la baisse des prix de la coca et à la saturation du marché, ont été contraints d'accepter les propositions d'éradication du gouvernement (fig. 19).

La baisse des prix a été constante jusqu'en 1990. Les années suivantes, tout en restant inférieurs à ceux de 1987, les prix de vente indiquent une légère augmentation (1991-1992). Toutefois, cette reprise est éphémère puisque fin 1993, le ballot est vendu 57 dollars. En septembre 1994, son prix était de 15 dollars (*La Dépêche Internationale des Drogues*, n° 35).

Les programmes d'éradication n'ont commencé à donner des résultats effectifs qu'à partir de 1990 (fig. 20).

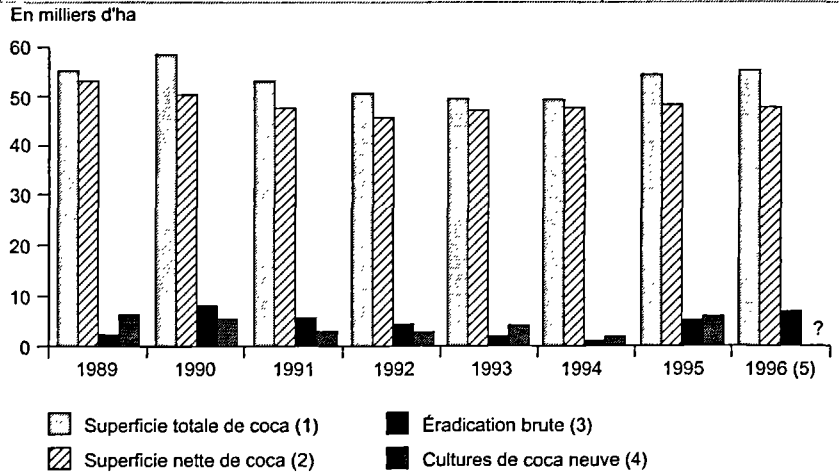
L'offensive lancée contre le cartel de Medellín en Colombie en août 1989, qui a provoqué la désorganisation du réseau de Pablo Escobar, a entraîné une chute brutale des prix de la coca et donc une mévente ponctuelle de la production. Les producteurs paysans s'étant retirés en masse du marché,

Figure 19 –
Prix de vente de
la coca entre
1987 et 1992.



Source : Direco, Secrétariat du développement alternatif.
N'ayant pu disposer de sources statistiques
pour les années 1992-1993,
les données sont déduites de notre étude.

Figure 20 –
Évolution
des cultures de
coca en Bolivie,
1989-1996.



Source : Usaid-Bolivie, 1995 ; Direco, 1996 ; Rapport de « certification » américain, 1996.

(1) Données de l'Usaid-Bolivie de 1989 à 1995 ; données du Rapport de « certification » américain pour l'année 1996.

(2) Informations aéro-photogrammétriques américaines.

(3) Selon les données de la Direco qui incluent la coca « neuve » éradiquée.

(4) Différence entre la superficie totale de coca et la superficie nette de coca cultivée l'année précédente.

(5) Données de la Direco concernant les surfaces éradiquées et du Rapport de « certification » du Département américain concernant les surfaces de coca.

le gouvernement est ainsi parvenu à faire arracher 7 000 ha (LABROUSSE, 1991 b). Les années suivantes, l'éradication s'est poursuivie mais avec un fléchissement constant, pour remonter brutalement en 1995. À cette date, le gouvernement bolivien a durci sa politique en mettant en place un système de « certification » (sorte de certificat de bonne conduite qui est délivré aux pays engagés dans la lutte antidrogue et qui conditionne l'aide financière). Les programmes d'éradication deviennent alors plus ambigus puisque les autorités se fixent « l'option zéro », à savoir l'éradication totale de la coca illégale dans un délai de dix ans.

Dans la bataille de chiffres que se livrent les gouvernements bolivien et américain, il semble difficile d'établir un bilan clair des programmes d'éradication sur la période 1989-1995. Il semble toutefois qu'en 1995, la superficie de coca illégale dans le Chaparé soit équivalente à celle de 1988 (autour de 30 000 ha) et que l'éradication ait été neutralisée par les nouvelles plantations.

Vulnérabilité du cocalero

Parmi les populations boliviennes impliquées dans l'économie de la coca-cocaïne, le paysan producteur de coca est le plus vulnérable. Depuis les années quatre-vingt, les niveaux de revenus des paysans n'ont cessé de baisser.

En 1978, le revenu annuel moyen d'un *cocalero* dans le Chaparé était de 1 000 à 1 500 dollars (DELAINE, 1979 : 106). À partir de 1982, les bénéfices tirés d'un hectare de coca deviennent considérables. Ils peuvent atteindre alors 20 000 dollars ! (BLANES et FLORES, 1983 et 1984). Dix ans plus tard, la plupart des études indiquent un revenu annuel compris entre 1 000 et 2 000 dollars pour un hectare de coca en production (INE, 1992 ; CEDIB, 1989 ; PIZARRO, 1991 ; CARO *et al.*, 1992).

Les enquêtes menées à Pampa Churigua lors de la campagne agricole 1992-1993 montrent que le revenu annuel par famille varie de 1 220 à 1 380 dollars avec un demi-hectare de coca en culture. Rapportés à un hectare de coca, ces revenus seraient supérieurs à ceux de 1989, date à laquelle les prix de vente ont atteint les plus bas niveaux. Mais à la suite du processus d'éradication, les paysans cultivent une plus faible superficie. De ce fait, les niveaux de revenus ont diminué.

La vulnérabilité du producteur de coca tient également à l'extrême fluctuation des prix de vente sur de courtes périodes. Les prix de la coca varient d'une semaine à l'autre, parfois d'une heure à l'autre dans la même journée. Pendant l'année 1989 par exemple, les fluctuations du prix de la *carga* de coca ont été de l'ordre de 50 % à 80 % (QUIROGA, 1990 ; PIZARRO, 1990).

« Le problème avec la coca, c'est que nous ne pouvons pas prévoir le prix de la *carga* d'une récolte à l'autre. C'est une question de chance. La récolte peut tomber un jour où les prix sont à 250 boliviens, comme c'est le cas actuellement. Mais dans la même journée, ils peuvent descendre à moins de 80 boliviens ou monter jusqu'à 500 boliviens. Tout dépend des acheteurs. » (Nicolasa G., octobre 1993, Pampa Churigua).

Malgré un marché peu favorable, la dépendance des paysans vis-à-vis des revenus tirés de la vente de la coca s'est accentuée. Autrement dit, la baisse des prix de la coca, le contrôle du trafic et les politiques d'éradication n'ont pas incité les paysans à se tourner vers d'autres activités, alors que leurs niveaux de revenus et leurs conditions de vie se sont détériorés.

En 1975, les revenus tirés de la coca représentent 50 % des ressources monétaires familiales, puis 60 % en 1980 (PIZARRO, 1990) et plus de 80 % en 1989 (PIZARRO, 1991). À Pampa Churigua, 72 % à 80 % des ressources monétaires familiales proviennent de la vente de coca.

Les migrants récemment installés dans le Chaparé qui pratiquent la monoculture de la coca ont été tout particulièrement pénalisés. En effet, la baisse des prix de la coca les a contraints à suivre les consignes de l'éradication pour consacrer une partie de leur terres à la subsistance familiale. Par contre, les anciens producteurs ayant une plus grande superficie de terres n'ont guère répondu aux incitations d'éradication, car la diversification de leur production assurait d'autres sources de revenus (PIZARRO, 1991 ; PEREZ, 1992). Ces inégalités socio-économiques dans le Chaparé donnent lieu à de fortes tensions sociales à l'intérieur des communautés d'immigrants. Les familles acceptant l'éradication sont rejetées et mises au ban par les responsables des syndicats de producteurs (PIZARRO, *op. cit.* : 62).

« La subsistance est de plus en plus difficile pour les familles qui ont basé leur économie sur la production de coca et qui sont en position très vulnérable face aux changements des prix. »
(PIZARRO, 1991 : 59).

Les flux de migration au Chaparé

La lutte contre le trafic de drogue en Bolivie a profondément modifié le rôle du Chaparé dans les logiques paysannes. Dans les années quatre-vingt, les émigrants ruraux (mais également urbains) y voyaient une réelle opportunité pour améliorer leurs revenus et les flux migratoires ont été d'une ampleur considérable. Dans les années quatre-vingt-dix, la situation est différente. Certes le Chaparé demeure un pôle d'attraction pour les Boliviens, mais la migration prend un caractère plus temporaire, plus ambigu également. Les processus observés à Pampa Churigua sont révélateurs de ces changements.

Les migrants de Pampa Churigua

Dans les années soixante-dix, les familles de Pampa Churigua ont bénéficié des programmes de colonisation agricole des basses terres et, à partir de 1980, beaucoup ont misé sur la production quasi exclusive de coca. Depuis 1990, de nombreux migrants reviennent vivre dans leur communauté, mais sans pour autant délaisser le Chaparé. Non seulement la migration temporaire s'est maintenue, mais la plupart des familles cherchent à y acheter des terres.

Selon nos enquêtes, 73 % des foyers ont au moins un membre qui migre régulièrement vers ces régions (tabl. 2). Parmi les familles de migrants, 56 % sont des « colons », c'est-à-dire des paysans qui possèdent des terres dans le Chaparé (entre 5 et 10 ha). Les autres partent travailler temporairement comme ouvriers agricoles.

Type de migration	Nombre de familles	% du total des familles
Colons	35	41
Ouvriers agricoles	27	32
Non-migrants	23	27
Total	85	100

Tableau 2 –
Les migrants
de Pampa Churigua
vers le Chaparé.

Source : recensement personnel, avril 1992
(échantillon de 85 familles).

Cependant, ces données ne rendent pas compte de la migration passée des familles. Un chef de famille, qui ne migrerait pas au moment des enquêtes, a pu travailler sur les terres du Chaparé comme ouvrier agricole à certaines périodes de sa vie, en particulier lors du « boom » de la coca. Et il peut également décider à tout moment de repartir travailler dans les basses terres.

Évolution des flux à l'échelle nationale

La mesure des flux migratoires vers le Chaparé se heurte à un certain nombre de difficultés méthodologiques. S'il est possible de chiffrer avec une plus ou moins grande précision le nombre de producteurs de coca en se basant sur les surfaces cultivées, l'entreprise devient plus délicate lorsqu'il s'agit d'évaluer la population flottante des intermédiaires

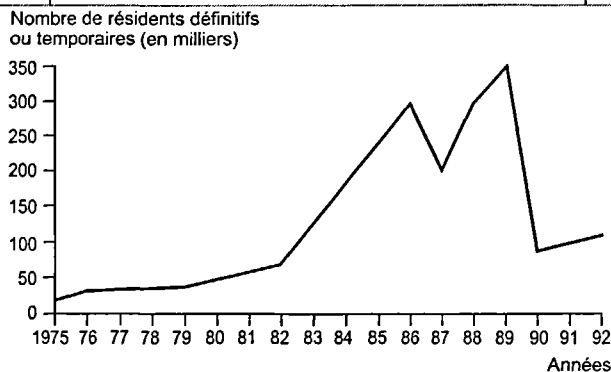
(commerçants, *pisadores*...). De plus, les données statistiques officielles dont nous disposons sont issues des recensements de 1976 et 1992. Elles omettent les populations migrantes à l'époque du boom de la coca et revenues, depuis, sur leurs terres d'origine.

En 1992, la population du Chaparé est de 121 000 personnes (INE, 1993 a), ce qui représente 10 % de la population départementale contre 7,5 % en 1900. Sur la longue durée, il n'y a donc pas eu « d'explosion » démographique. Entre 1976 et 1992, le Chaparé a connu cependant le plus fort taux de croissance parmi les provinces du département de Cochabamba (4,7%), y compris celles où sont situés les principaux centres urbains (INE, 1993 a).

De toute évidence, les phases de peuplement du Chaparé correspondent aux périodes d'un contexte international du trafic de cocaïne favorable à la production de coca. Le « boom » démographique a eu lieu à partir de 1982 pour se prolonger jusqu'en 1989 (fig. 21). À partir de cette date, non seulement les flux de migration se ralentissent, mais d'anciens migrants reviennent vers les régions d'altitude.

C. PEREZ (1992) constate, par exemple, que le nombre de commerçants intermédiaires de coca à Ivirgazama, une des principales localités urbaines du Chaparé, passe de 300 en 1985 à 100 en 1990. A. R. Pizarro, pour sa part, s'est servi d'un autre indice, celui de la vente de camions. En 1986-1987, le Chaparé capte plus de 80 % des ventes effectuées dans le département contre seulement 45 % en 1989. De même, la consommation alimentaire dans le Chaparé s'est considérablement réduite au cours de cette période (PIZARRO, 1991 : 48-51).

Figure 21 –
Évolution
de la population
du Chaparé
(1975-1992).



Source : estimation moyenne par année à partir de :
INC, 1975 ; INE, 1976 ; Prodés, 1979 ; WEIL, 1983 ; BLANES et FLORES, 1983 ;
AGUILLO, 1987 b ; CIDRE, 1988 ; BRACKELAIRE, 1988 ; QUIROGA, 1990 ;
PEREZ, 1992 ; PIZARRO, 1991 ; INE, 1992.

Des migrations « temporaires » ?

Considérée sur le long terme, l'extension du trafic de drogue n'a pas provoqué un boom démographique dans le Chaparé, mais plutôt un transfert d'activité des populations déjà résidentes.

En réalité, la majorité des flux vers le Chaparé a concerné une population flottante non résidente, dont il est naturellement difficile de mesurer les effectifs.

Les informations de la Direco indiquent que sur la période 1975-1979, la population « permanente » (ou résidente) représente seulement 20 % du total des migrants. Au moment du boom de la coca, entre 1980 et 1985, cette proportion passe à 42 %, puis à 7 % entre 1985 et 1989, période de contrôle du trafic.

Ainsi, les flux migratoires vers le Chaparé se caractérisent par une extrême réversibilité, intimement liée à la conjoncture nationale et internationale de l'économie de la coca. Plutôt que de migrations temporaires ou permanentes, il vaudrait mieux parler de « mobilité flottante », tant les phénomènes peuvent s'inverser selon les périodes considérées. Cette mobilité concerne essentiellement des mouvements inter-provinciaux de populations issues notamment des régions d'altitude du même département (BLANES et FLORES, 1984).

La migration internationale à partir des vallées

Dans les villages de fond de vallée, à Santa Rosa et Arbiето, les paysans développent des stratégies économiques d'une tout autre nature puisqu'ils migrent exclusivement vers l'étranger. Ces flux migratoires, beaucoup plus anciens que ceux vers le Chaparé, sont l'effet des disparités socio-économiques qui se jouent à l'échelle internationale. La Bolivie, pays parmi les plus pauvres, subit l'attraction des pôles dominants du cône sud de l'Amérique latine, mais également des pays du Nord.

L'importance de l'émigration à l'étranger

Si la région de Cochabamba est connue pour être un foyer d'émigration à l'étranger particulièrement important, le phénomène n'est pourtant pas isolé. Depuis de nombreuses années la migration internationale touche l'ensemble de la Bolivie, aussi bien la population urbaine que rurale.

L'émigration bolivienne

La Bolivie a une histoire migratoire qui remonte au début du xx^e siècle, bien avant la révolution et la réforme agraire de 1953.

B. Larson (1992), dans une étude portant sur les transformations agraires dans la région de Cochabamba du xvi^e au xx^e siècle, montre comment la crise des mines d'argent de la fin du xix^e siècle s'est traduite par la fragmentation du système économique et des structures de production agricole. Cette fragmentation, à laquelle s'est ajoutée une forte pression démographique « a fait surgir un groupe de travailleurs excédentaires qui ne trouvaient aucun refuge de subsistance sûre dans la région » (LARSON, *op. cit.* : 379-80). Ceux-ci sont alors contraints de migrer vers d'autres régions : soit vers les mines de l'Altiplano, soit vers les zones d'extraction de nitrate dans les régions côtières au nord du Chili (désert d'Atacama). Un peu avant la première guerre mondiale, ces populations paysannes sont revenues dans leur pays. Une grande partie s'est dirigée vers les mines d'étain de l'Altiplano dont l'essor coïncidait avec le déclin des mines de nitrates chiliennes.

Pour la première fois, les forces d'attraction interrégionales de ces régions andines s'inversent. Les vallées de Cochabamba, d'abord lieux de refuge traditionnels des paysans des hauts plateaux face au colonialisme espagnol et grandes exportatrices de céréales à la fin du xix^e siècle, se convertissent ensuite en une région « exportatrice de gens » au début du siècle suivant.

L'émigration contemporaine des Boliviens vers l'étranger demeure un thème peu abordé, à plus forte raison en milieu rural. De nombreuses études relèvent l'importance actuelle de ces flux migratoires, mais de manière ponctuelle et annexe. À notre connaissance, rares sont les auteurs qui ont traité spécifiquement cette question (RAPADO, 1982).

Les études concernant la migration des Boliviens vers les pays limitrophes sont plus fréquentes. Celles sur l'insertion des Boliviens en Argentine sont relativement nombreuses (DE MARCO, 1986; FOUCHER, 1987; BALAN, 1990; CELTON, 1995), plus rares sont celles qui analysent les espaces d'origine des migrants (ANDERSON, 1981; DANDLER et MEDEIROS, 1985). Par contre, aucun document n'est spécifiquement consacré aux migrations boliviennes vers d'autres pays (États-Unis en particulier).

Bien qu'il fournisse des données sous-évaluées, le recensement national de population de 1976 comptabilise 250 000 personnes à l'étranger, soit environ 4 % de la population totale. Une quinzaine d'années plus tard, la proportion a augmenté : 6 % de la population totale du pays résident à l'étranger, soit 383 400 personnes (INE, 1992). Les vallées de Cochabamba seraient la région la plus concernée par l'accroissement de la migration internationale, confirmant ainsi la réputation de grands voyageurs des « *cochabambinos* ». Or cette migration vers l'étranger ne concerne pas seulement les populations urbaines, puisque 35 % des émigrants proviennent des campagnes.

Santa Rosa et Arbieta : des villages désertés ?

À Santa Rosa et à Arbieta, la première impression est qu'aucune âme n'y vit. Silencieux et déserts, les villages semblent abandonnés. Et pour cause, puisque près d'un tiers de la population vit à l'étranger.

Notre enquête effectuée en février 1993 auprès des dirigeants des communautés a permis d'estimer les flux d'émigration. La fiabilité des résultats repose sur le fait que la population du village se réunit chaque mois pour procéder au prélèvement de diverses taxes communautaires. Le « pointage » de chaque famille permet ainsi aux dirigeants de connaître avec précision la mobilité des membres du village.

Sur un total de 1 900 personnes inscrites sur le registre communal d'Arbieta, 1 042 personnes résidaient à l'extérieur du village, soit 54 % de la population totale. Parmi les absents, 74 % ont émigré à l'étranger, soit 40 % de la population totale. Les autres, migrants « internes », se sont rendus en majorité à Cochabamba. À Santa Rosa, la migration internationale est légèrement moins marquée (33 % des absents, soit 274 personnes sur 820).

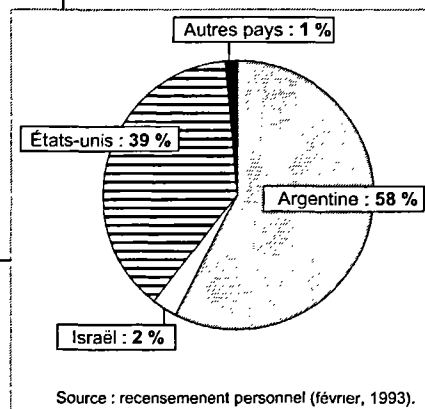
De la tradition à l'innovation migratoire

L'émigration internationale à partir des vallées de Cochabamba s'inscrit dans une tradition nationale vieille de plus de cinquante ans. Mais à l'image du continent latino-américain, le contexte global des années quatre-vingt - quatre-vingt-dix a donné lieu à de nouvelles trajectoires migratoires (LATTES et RECCHINI DE LATTES, 1991; PELLEGRINO, 1992; MARMORA, 1992). Les villages de Santa Rosa et d'Arbieto sont représentatifs de cette évolution.

Les destinations des émigrants des vallées

Pour la population de Santa Rosa et d'Arbieto, l'Argentine demeure le lieu de migration privilégié. Selon nos enquêtes, une majorité des émigrants partent vers ce pays (fig. 22). La plupart d'entre eux travaille à Buenos Aires, alors qu'une faible minorité migre vers d'autres régions de l'Argentine, pouvant même aller jusqu'en Terre de Feu. Quelques rares migrants partent au Brésil, ces départs étant liés à des relations familiales privilégiées. Les États-Unis représentent la deuxième destination par ordre d'importance. Les migrants s'installent à Miami et, dans une moindre mesure, à Washington. Israël et le Japon sont les troisièmes lieux de destination, mais avec une fréquence bien moindre.

Figure 22 –
Destination
des émigrants de
Santa Rosa et
d'Arbieto
(sur le total
des émigrants
à l'étranger).



Les enquêtes du Cidre menées en 1989 montrent des proportions supérieures concernant la migration en Argentine (DEHEZA, 1991). Dans une quinzaine de villages du Valle Alto, ce pays est le lieu de migration

« habituel » de 70 % des émigrants tandis que seulement 5 % se rendent aux États-Unis et 1 % vers d'autres pays (dont Israël). Mais lorsque l'on confronte ces données avec un autre volet de cette même étude, on constate que l'Argentine perd de son importance relative. Le jour de l'enquête, 43 % des chefs de famille migrants résidaient dans ce pays contre 30 % aux États-Unis et 3 % en Israël. Ces résultats, qui sont très proches des nôtres, confirment l'émergence récente des migrations vers les États-Unis et Israël.

Un ancien pôle d'attraction : l'Argentine

Depuis le début du xx^e siècle, l'Argentine est un important pôle d'attraction des populations boliviennes. J. R. RAPADO (1982) distingue trois phases de migration. La première, de 1914 à 1947, se caractérise par des flux de type rural-rural vers les départements limitrophes de Salta et Jujuy, et les régions plus éloignées de Tucuman ou Mendoza. Ces mouvements se maintiennent lors de la seconde période, de 1947 à 1960, tandis que commence à se dessiner un courant vers la ville de Buenos Aires. À partir de 1960, les flux vers la capitale argentine se généralisent.

Pendant la première phase, le développement de l'agriculture tropicale d'exportation dans les régions du nord de l'Argentine attire les Boliviens ; la main-d'œuvre argentine, peu nombreuse, se syndicalise à partir des années cinquante et devient trop exigeante au regard des planteurs. La main-d'œuvre bolivienne, plus docile et moins coûteuse, est alors recrutée en masse par les « *contratistas* » (appelés aussi « *negreros* ») qui assurent le transport des travailleurs par voie de chemin de fer (FOUCHER, 1987 ; REBORATTI, 1988). Simultanément, en Bolivie, la crise des systèmes agraires et les bouleversements induits par la réforme agraire de 1953 provoquent l'expulsion des petits paysans vers les régions frontalières.

Les populations migrantes proviennent surtout du département de Potosi (Nord et Sud Chichas), de Tarija et Chuquisaca et, dans une moindre mesure, des vallées de Cochabamba (FOUCHER, 1987). Durant cette période, la migration temporaire des Boliviens vers Salta, Jujuy y Tucuman suit un rythme saisonnier en fonction des opportunités de travail dans les grandes exploitations agricoles de ces régions. Le déplacement des travailleurs temporaires obéit à un itinéraire annuel circulaire à partir des plantations de canne à sucre et de tabac de Jujuy et Salta (entre mai et octobre), puis vers la région des vignobles de Mendoza et de fruits de Cuyo pour enfin revenir vers le nord.

À partir des années soixante, les flux vers l'Argentine changent à la fois de direction et de nature. La mécanisation des systèmes de culture dans les régions agricoles du nord de l'Argentine et la demande croissante de main-d'œuvre dans le secteur de la construction à Buenos Aires incitent les Boliviens à se diriger vers la capitale, en optant pour une migration de caractère plus définitif.

En 1960, 14 % des migrants boliviens de trouvent à Buenos Aires. En 1970, la proportion passe à 36,6 % (RAPADO, 1982). On assiste également à un changement de secteur d'activité. Selon une enquête du ministère du Travail argentin, 66 % des Boliviens résidant à Buenos Aires en 1974 travaillent dans le secteur artisanal et industriel (41 % comme ouvriers dans la construction). Enfin, si la migration temporaire vers le nord de l'Argentine concernait essentiellement les populations rurales de la région de Potosi ou du sud du pays, celle en direction de Buenos Aires touche beaucoup plus la région de Cochabamba. C'est ce qu'indiquent la plupart des études effectuées dans les années 1975 dans les « villas de emergencias » de la capitale (MUGARZA, 1985 ; ARDAYA, 1978).

L'évolution de l'émigration bolivienne en Argentine dans la deuxième moitié du xx^e siècle est liée à deux facteurs conjoints : l'attitude des gouvernements argentins en matière d'immigration et la conjoncture économique et politique bolivienne.

Deux grandes étapes se sont succédées dans les politiques et les législations argentines en matière d'immigration (SASSONE, 1987). Dès la fin du xix^e siècle, le gouvernement, en quête de main-d'œuvre agricole et industrielle, ouvre la porte aux populations étrangères. L'Argentine adopte ainsi une politique du « laisser faire ».

De façon à contrôler la migration illégale qui s'accélère à partir de 1930, une série de lois et de décrets est adoptée entre 1940 et 1966. Des normes migratoires sont fixées, mais rien n'est envisagé pour freiner véritablement les migrations clandestines ou améliorer les conditions de travail des migrants. L'attitude ambivalente de l'État argentin, reflétant des positions divergentes vis-à-vis de l'immigration bolivienne, profite aux entreprises qui abusent des situations d'illégalité des travailleurs (RAPADO, 1989).

Vers la fin des années soixante, les gouvernements argentins commencent à s'alarmer de la présence étrangère dans les zones frontalières du pays où près de 60 % des immigrants sont en situation illégale. Sont alors mises en place des mesures de régularisation et de contrôle des flux clandestins (opération « immigration clandestine » de 1967, lois de 1974 et d'avril 1981). Les politiques de réglementation de



Siège de la Fidebol (Federación integrada de entidades bolivianas), l'une des deux fédérations de migrants boliviens à Buenos Aires localisée dans le quartier de Nueva Pompeya au sud de la ville.

l'immigration au « coup par coup » menées par les gouvernements démocratiques se sont traduites par cinq décrets d'amnistie, dont un datant de 1992.

Les conjonctures économiques et politiques boliviennes déterminent également l'évolution des flux d'émigration. À partir des années soixante-dix, la colonisation agricole de l'Orient contribue probablement à réduire l'émigration en Argentine (fig. 23). Entre 1977 et 1985, période correspondant à la crise économique bolivienne et à des désastres climatiques, l'émigration reprend très nettement. Il est difficile de dire si le boom de la coca, datant de la même période, a limité les départs. Par contre, l'année 1984 est marquée par une hausse importante des entrées sur le territoire argentin du fait de la démocratisation du pays.

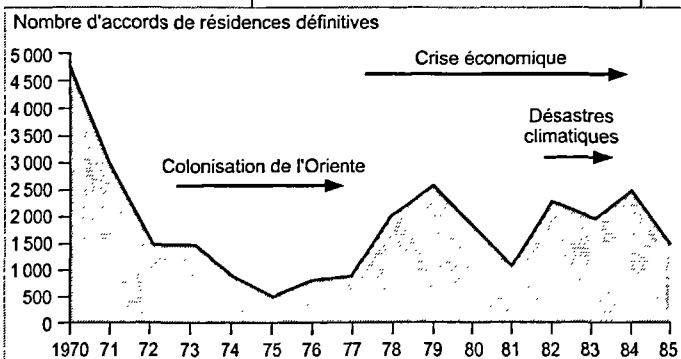


Figure 23 –
Migrations
des Boliviens
en Argentine
de 1970 à 1985.

Source : Direction nationale des migrations d'Argentine (G.M. DE MARCO, 1986).

Selon la Direction nationale des migrations, le nombre de Boliviens entrés en Argentine pendant la seule année 1984 est d'environ 18 700 personnes contre un peu moins de 3 100 en 1991 (Russo, 1993). Le contexte de la fin des années quatre-vingt en Bolivie (Nouvelle politique économique et intervention américaine contre le trafic de cocaïne) a sans aucun doute provoqué de nouveaux départs. Le décret d'amnistie de novembre 1992 a permis à 96 000 Boliviens d'obtenir le droit de résidence, soit 60 % du total d'étrangers légalisés (Russo, *op. cit.*). Cette proportion reflète la permanence de l'émigration bolivienne vers l'Argentine.

De nouveaux pôles d'attraction : les États-Unis, Israël et le Japon

À Santa Rosa et à Arbieta, la migration vers l'Argentine s'explique aisément par la proximité et la parenté culturelle de ce pays, économiquement plus avancé. Par contre, les courants migratoires vers les États-Unis et surtout Israël, ou encore le Japon, sont plus surprenants.

Au début des années quatre-vingt, la compression du marché du travail due à la grave crise que traverse l'Argentine et l'ouverture de nouveaux pays dans le contexte de la mondialisation des échanges ont contribué à cet élargissement des horizons migratoires. L'immigration aux États-Unis a connu, à partir de la fin des années soixante, un changement radical de ses provenances avec une prépondérance écrasante des originaires du Tiers Monde, et en particulier du continent latino-américain (LARIVIÈRE, 1988 ; BODY-GENDROT, 1991 ; MILLER, 1990 et 1991). Le phénomène migratoire vers les États-Unis se développe progressivement dans l'espace sud-américain (Bolivie, Colombie, Pérou, Équateur...).

Entre 1976 et 1989, le nombre de permis de résidence accordés aux Boliviens passe de 520 à près de 13 000 par an. Pour la seule année 1989, environ 90 000 Boliviens auraient été admis sur le territoire nord-américain en tant qu'ouvriers temporaires (Statistical Abstract of Latin American, 1992).

Jusqu'aux années quatre-vingt, la migration bolivienne vers le continent nord-américain concernait surtout les populations urbaines qualifiées (médecins, techniciens supérieurs, ingénieurs) ou encore les étudiants (RAPADO, 1982). Aujourd'hui, l'émigration vers les États-Unis ne touche plus seulement une élite localisée dans les centres urbains. Si les populations qualifiées continuent de s'expatrier (LEDO, 1991), l'émigration se diffuse désormais dans des strates urbaines et rurales moins instruites (chômeurs des villes, petits commerçants, paysans). Ces gens, bénéficiant d'un contact avec un parent déjà résident (souvent étudiant), partent clandestinement et parviennent, au bout de quelque temps, à légaliser leur situation dans le pays.

Ainsi en 1980, 10 % des émigrants boliviens sont aux États-Unis, contre 73 % en Argentine (LEDO, 1991). En 1988, sur le total de migrants de retour à Cochabamba après une première expérience migratoire à l'étranger, 31 % proviennent des États-Unis contre 66 % de l'Argentine (LEDO, *op. cit.*).

Dans les villages de Santa Rosa et d'Arbieto, l'émergence de la migration aux États-Unis date également des années 1975-1980.

« Je suis le premier de la communauté à être parti aux États-Unis. J'avais 24 ans et je n'étais pas encore marié. En 1954, après avoir passé deux ans en Argentine, je suis parti pendant 7 ans à Los Angeles. Peu à peu les gens de la communauté sont partis eux aussi, surtout à partir de 1975. » (Ulisses A., Santa Rosa).

La politique nord-américaine d'immigration a largement contribué à l'augmentation des départs vers les États-Unis. En effet, l'amendement de 1966 relatif au regroupement familial autorise la délivrance de visas aux parents des étrangers résidant officiellement sur le territoire nord-américain. La régularisation des travailleurs clandestins décidée par le gouvernement américain en 1986 (trois millions de personnes légalisées) a permis aux anciens migrants de Santa Rosa et d'Arbieto d'obtenir le droit de résidence. Leurs parents directs (frères et enfants) ont ainsi obtenu un visa d'entrée selon le principe du rapprochement familial, dont la durée a été ensuite prolongée par les amendements de 1990 (MILLER, 1990 et 1991).

La recherche de nouvelles destinations ne se limite pas aux États-Unis. La migration en Israël est beaucoup plus récente puisque le premier départ déclaré se situe en 1987. Dans certains villages voisins, les premiers départs ont été, toutefois, antérieurs.

« En 1986, je suis parti travailler avec un ami en Australie. On nous avait dit qu'une entreprise embauchait dans la construction. En fait, les contacts étaient mauvais. Nous avons dû revenir au bout de trois jours. L'année suivante, un ami de Cliza m'a conseillé de partir en Israël, m'affirmant que quelqu'un avait trouvé du travail là-bas et qu'il pourrait me trouver une place. Je suis donc parti pendant deux ans. Ma fille m'a rejoint l'année suivante, je lui avais trouvé une place d'employée de maison. Lorsque je suis revenu, d'autres sont partis, voyant l'argent que j'avais pu gagner. » (Tomas E., Santa Rosa).

Depuis le début des années quatre-vingt-dix, les départs en Israël sont de plus en plus nombreux (dans les deux villages, au moins vingt personnes résident là-bas en 1992).

« Au début, ceux qui partaient en Israël étaient pris pour des ensorcelés (*embrujados*). On allait demander des nouvelles à leur femme restée dans le village ; d'après elle, ils avaient une bonne place. Mais on ne la croyait pas. Au bout d'un certain temps, quelques-uns sont revenus avec de l'argent. Alors maintenant les gens partent de plus en plus et envoient même leurs enfants. Il vaut mieux partir aux États-Unis, c'est plus facile. Mais

c'est de plus en plus dur pour trouver du travail là-bas, les entreprises n'embauchent plus comme avant. » (une femme de migrant, Arbiето).

Comment expliquer ces départs vers Israël? Ni la proximité géographique, ni les facilités administratives ne favorisent *a priori* un départ pour Tel Aviv. À notre connaissance, aucun lien historique n'existe entre Israël et la Bolivie. Le récent essor de la migration vers ce pays est-il lié à la présence d'une communauté israélite en Bolivie, ou bien en Argentine? Et si c'était le cas, comment des contacts ont-ils pu s'établir entre les villages du Valle Alto et cette communauté? Cette émigration est-elle conjoncturelle, auquel cas elle pourrait s'atténuer à long terme?

Les migrants eux-mêmes ne peuvent donner une explication précise du phénomène, dans la mesure où ils se situent en « bout de chaîne » du processus de transmission de l'information; le bouche à oreille, le ouï-dire, des relations floues et difficilement identifiables sont à la base de l'innovation migratoire. Il faudrait pouvoir remonter à l'origine même de la chaîne relationnelle lorsqu'une nouvelle trajectoire migratoire se dessine.

Pour les émigrants d'Arbiето et Santa Rosa, le Japon est également un nouveau pays de destination : « Au cours des dernières années, le nombre de travailleurs clandestins au Japon n'a cessé d'augmenter pour répondre à une demande de main-d'œuvre dans le secteur de la construction et des travaux publics. » (CHOURAK, 1990 : 39).

« Je pense pouvoir partir à Tokyo dans les prochains mois. On est plusieurs à partir. Un ami de Santa Cruz m'assure qu'un travail dans la construction est possible là-bas. Certains y sont déjà et disent gagner 3 500 dollars par mois. Bien sûr la vie est très chère, beaucoup plus qu'aux États-Unis. Mais en comptant toutes les dépenses, on peut économiser 1 500 dollars par mois. Tout est pratiquement prêt. J'ai fait faire un faux passeport à Santa Cruz sous un nom japonais et j'ai déjà acheté mon billet. Mon ami de Santa Cruz m'a dit que les employeurs japonais viendraient eux-mêmes nous attendre à l'aéroport. Le seul problème qui se pose est le passage de la douane. On m'a dit qu'il ne fallait pas parler, mais simplement montrer les papiers. Les autres ont fait comme ça et ils ont pu entrer dans le pays. » (Tomas E., Santa Rosa).

La migration vers le Japon, que l'on sait plus fréquente dans d'autres villages du Valle Alto, est-elle destinée à prendre de l'ampleur ou bien restera-t-elle un phénomène marginal? La présence de colonies japonaises installées dans les régions basses de l'Oriente engendre sans doute des réseaux relationnels, capables d'induire ces nouveaux flux migratoires. Les politiques d'immigration du Japon peuvent par ailleurs favoriser l'extension du processus.

« Certaines entreprises se sont organisées pour envoyer des agents recruteurs parmi la forte diaspora d'Amérique latine » (CHOURAK, 1990 : 40).

En 1990, le gouvernement allège les conditions d'immigration en légalisant la situation des étrangers de souche japonaise, seuls travailleurs non qualifiés autorisés sur l'archipel (CHOURAK, 1992 ; TAJIMA, 1995). Des agents bien informés profitent de ces nouvelles politiques pour falsifier les passeports d'éventuels migrants, en leur attribuant un nom d'origine japonaise. Sur un total de 1,6 million de personnes de souche japonaise vivant à l'étranger, 1,3 million résident en Amérique latine.

Ainsi, le changement de direction des flux migratoires est le résultat de multiples facteurs combinés. Sur les lieux de départ, les populations ont une connaissance empirique des conditions d'immigration et des modes d'insertion dans les pays d'accueil (marché du travail, cours de la monnaie, conditions administratives, politiques d'immigration, salaires...). Mais cette connaissance est imparfaite : un départ est toujours une prise de risques considérable pour le migrant. L'initiative d'une ou plusieurs personnes, bien insérées dans un réseau relationnel à l'échelle de la région, est à l'origine des nouvelles perspectives migratoires. Ainsi les plus « aventureux » sont souvent à la source de l'innovation migratoire. Mais l'appel vient aussi de l'extérieur puisque des recruteurs sont envoyés par les entreprises demandeuses de main-d'œuvre. Ces agents de recrutement utilisent souvent les agences de voyages de Cochabamba ou de Santa Cruz comme relais de transmission de l'information.

Des migrations mondialisées

Dans les campagnes de Bolivie, l'évolution des flux d'émigration suit la conjoncture nationale et internationale. La mondialisation des logiques migratoires paysannes est, sans aucun doute, l'effet le plus remarquable des mutations contemporaines. Désormais, le paysan des vallées est soumis tout autant à la conjoncture du marché du travail des pays riches qu'aux aléas climatiques et économiques de son pays. De même, les flux de migration vers le Chaparé ne relèvent pas seulement d'enjeux locaux et nationaux. La colonisation agricole des régions subtropicales s'est trouvée « court-circuitée » par l'essor du marché mondial de la coca-cocaïne. Projeté sur la scène internationale des négociations et des actions antidrogue, le paysan appauvri des hautes terres reconverti en migrant-*cocalero* est désormais soumis aux intérêts des gros trafiquants de drogue, tout autant qu'aux pressions du gouvernement, des organismes internationaux et des États-Unis.

Pratiques migratoires et systèmes de mobilité

Dans la région de Cochabamba, les paysans s'organisent pour émigrer, tout autant qu'ils le font pour produire, se nourrir, vivre... Les familles empruntent, coopèrent, partent, reviennent, bref elles inventent un système socio-économique qui sert de base au processus migratoire. Ce système de mobilité familiale, élaboré au sein des espaces de départ, est défini à la fois par la sélectivité de la migration (qui part? pourquoi?), par le rythme des déplacements (combien de fois, combien de temps?) et par ses modalités (comment?). Il fait également référence au mode d'agencement ou d'articulation des différents espaces pratiqués par les populations.

La notion de système de mobilité familiale se réfère à la manière dont les populations intègrent à leurs logiques de vie les opportunités ou les freins à la mobilité.

Systèmes de mobilité à Pampa Churigua : des espaces dédoublés

À Pampa Churigua, la permanence des flux de migration vers les zones de production de coca témoigne de la volonté de maintenir un double espace de production : le Chaparé et le haut plateau. Il s'agit, pour les familles, d'élargir leur espace économique et non pas d'en changer. La migration est un moyen d'extension et de diversification des lieux de vie visant la reproduction du groupe familial et communautaire. Cette extension s'opère dans un rayon de plus de 150 km. Le déplacement temporaire des populations repose sur une organisation familiale et communautaire permettant de mener de front des activités multiples dans le temps et dans l'espace.

Structure de la migration

Qui part ?

Dans la communauté de Pampa Churigua, la population migrante vers le Chaparé est globalement jeune et masculine. Toutefois, la migration des colons diffère de celle des ouvriers agricoles. Chacune correspond à deux étapes dans le cycle de vie des individus et de la famille. Dès qu'ils sont en âge de travailler, les enfants sont familiarisés avec le milieu subtropical du Chaparé ; soit ils accompagnent leurs parents colons en période de travaux agricoles pour s'initier aux techniques de culture, soit ils sont destinés à migrer temporairement dès l'âge de 15 ans pour compléter les revenus de la famille.

Les enfants deviennent autonomes de manière très progressive, parfois sur plusieurs années. Même après le mariage, le couple continue de vivre au sein du foyer parental dans la communauté d'origine, en cultivant collectivement les terres reçues en héritage. Il effectue les allers et retours dans le Chaparé, jusqu'à ce que son épargne (ou celle des parents) lui permette de construire une maison dans la communauté et d'acheter des terres dans le Chaparé. De ce fait, les colons propriétaires d'un lot de terres, représentent des unités familiales relativement avancées dans leur cycle de vie, composées d'au moins quatre ou cinq membres. Par contre, la migration des ouvriers agricoles ou des *pisadores* relève d'une logique individuelle d'accès à l'indépendance ou de consolidation des bases économiques de la famille.

Les données du recensement national de la population de 1992 confirment le poids démographique des hommes dans le Chaparé : actuellement, 52 % de la population de cette province tropicale est masculine. Dans les zones rurales, la proportion est de 54 % (INE, 1993 a). Une étude des foyers ruraux du département atteste la dominante masculine : seulement 4 % des chefs d'exploitation du Chaparé sont des femmes contre 16 % dans la région des vallées et des montagnes (CARO *et al.*, 1992). Selon les mêmes enquêtes, l'âge moyen des chefs de famille est de 40 ans contre 47 ans dans le reste des zones rurales. Parallèlement, la proportion des colons âgés de plus de 65 ans est fort réduite : moins de 1 % dans les colonies du Chaparé comme Ivirgazama, Chimore et Shinaota contre 6 % dans certaines localités des vallées (INE, 1993 a).

Les migrants accèdent au statut de colon à partir du moment où ils achètent des terres dans le Chaparé et où ils ont acquis une certaine expérience du travail agricole dans ces régions basses. Or, l'apprentissage

et l'investissement exigent plusieurs années de migration temporaire comme ouvriers agricoles ou *pisadores*. C'est une des raisons pour lesquelles il existe très peu de jeunes exploitants dans le Chaparé.

Selon la plupart des études réalisées dans les années quatre-vingt, la composition familiale varie de 3 à 5 membres. Ces études insistent également sur le fractionnement important de la famille dans l'espace ; seuls quelques membres vivent dans le Chaparé (le père de famille et les enfants aînés) tandis que les autres restent dans la communauté d'origine ou résident à Cochabamba (DELAINE, 1979 ; WEIL, 1983 ; BLANES et FLORES, 1984).

Les études plus récentes indiquent une tendance à la stabilisation des familles rurales. En 1991, leur taille moyenne est homogène dans le département : 4,7 membres (CARO, *op. cit.*). Selon l'enquête du Cidre, 48 % des familles de colons sont composées de 4 à 6 personnes et 35 % de 7 à 9 personnes (CIDRE/USAID, 1992).

Pourquoi part-on ?

En Bolivie, le manque de terres est l'un des principaux facteurs d'émigration.

Selon les enquêtes de J. BLANES et G. FLORES (1983), 64 % des migrants vers le Chaparé ont moins d'un hectare de terres dans leur communauté d'origine. Parmi les autres, 78 % ont moins de 3 ha. Dans une étude plus récente menée dans la province de Mizque et Campero du département de Cochabamba, B. MERCADO *et al.* (1990) insistent également sur le rôle de la structure foncière dans la sélection des migrants : 69 % d'entre eux déclarent partir travailler dans le Chaparé par manque de terres. Parmi 360 chefs de famille enquêtés, 92 % possèdent moins de 5 ha et 68 % moins de 2 ha.

À Pampa Churigua, il n'existe aucune relation entre les comportements migratoires et la taille moyenne de l'exploitation familiale. Par contre, une corrélation apparaît avec la superficie de terre disponible par personne (tabl. 3). Cette relation est liée au fait que la logique productive

Type de migration	Superficie moyenne (en ha)	Superficie par personne (en m ²)
Colons	2,4	2 000 à 5 000
Ouvriers agricoles	2,4	4 000 à 8 000
Non-migrants	2	> 8 000

Tableau 3 – Migration vers le Chaparé et pression foncière.

Source : recensement personnel, avril 1992 (échantillon de 85 familles).

des paysans donne la priorité à la subsistance familiale. Lorsque la production agricole ne suffit plus à couvrir les besoins de la famille, la migration vers le Chaparé s'impose. Le fait migratoire est donc étroitement lié au cycle de vie de la famille; le rythme d'agrandissement de la famille et l'âge du chef d'exploitation, lorsque la superficie de terre disponible ne varie pas, déterminent le seuil à partir duquel la migration se déclenche. Comme l'indique le tableau, les colons sont ceux dont la superficie par personne est la plus faible. Ils sont donc allés chercher des terres dans le Chaparé.

L'accès au Chaparé

L'achat de terres

Quels sont les modes d'accès à la terre du Chaparé? Les recherches menées dans les années quatre-vingt (BLANES, 1983 b; WEIL, 1983) n'indiquent aucune tendance à la concentration ou au démembrement des terres par vente privée dans cette région. En 1987, le phénomène commence à apparaître : 35 % des colons du Chaparé sont devenus propriétaires en achetant des terres à d'autres familles (lesquelles les avaient obtenues lors de la réforme agraire ou grâce aux politiques de colonisation). R. A. PIZARRO (1991) souligne également l'émergence, à la fin des années quatre-vingt, d'un réseau de transactions informelles concernant la vente de terres.

Cette restructuration foncière peut s'expliquer, en partie, par les modes de production agricole. Lorsque les familles disposent d'une superficie de 10 ou 20 ha, elles n'en utilisent généralement que 2 ou 3. Le reste demeure inexploité, car les logiques de production dans le Chaparé reproduisent celles des économies paysannes de l'espace d'origine. Autrement dit, le degré d'utilisation des ressources foncières est directement dépendant de la main-d'œuvre familiale disponible. Les terres laissées à l'état de friche peuvent donc être vendues à d'autres colons en cours d'installation.

Un autre facteur de l'essor du marché de la terre est la baisse de sa valeur marchande, conséquence directe du contrôle de la coca. Les mouvements fonciers prennent le plus d'ampleur en 1990, date à laquelle les prix de la coca sont les plus bas. Les anciens colons mono-producteurs de coca revendent une partie ou parfois la totalité de leurs terres, comme ce fut le cas pour l'une des familles de Pampa Churigua.

« Il y a deux ans (en 1990), après avoir arraché un hectare et demi de coca, j'ai vendu les dix hectares que j'avais reçus de l'Institut de colonisation pour un montant de 5 000 dollars. Nous vivions depuis huit ans dans le Chaparé. Mais comme la coca ne se vendait plus à un bon prix, nous sommes revenus vivre à Pampa Churigua avec l'argent de la vente et de l'éradication. Maintenant, le prix de la terre dans le Chaparé a baissé, je suis en train de racheter cinq hectares avec une partie de mes économies et je vais replanter de la coca. » (Santos M., Pampa Churigua, février 1993).

La proximité des axes de communication, la nature et l'état des cultures en place sont les critères essentiels de la valeur des terres.

Selon R. A. PIZARRO (1991), le prix d'un hectare en 1989 est d'environ 3 000 dollars, montant variable suivant la localisation. D'après les témoignages des familles de Pampa Churigua en 1993, le prix de 5 ha varie entre 300 et 1 000 dollars, ce qui représente une baisse de la valeur foncière de l'ordre de 80 % en trois ans !

En 1992, presque la moitié des foyers de Pampa Churigua avaient des terres dans le Chaparé, dont la majorité a été achetée au cours des dix dernières années. Grâce à quel processus d'accumulation monétaire, les familles peuvent-elles investir dans les basses terres ? Plusieurs stratégies sont adoptées (tabl. 4).

N° des familles étudiées*	Superficie achetée (en ha)	Prix d'achat (en dollars)	Provenance de l'argent (en dollars)	Apport (en %)
1	5	500	Emprunt : 250	50
			Anticrético : 200	40
			Épargne « migration » : 50	10
3	5	900	Vente d'animal : 500	55
			Emprunt : 170	19
			Épargne « migration » : 230	26
9	5	500	Vente d'animal : 200	40
			Épargne « migration » : 100	20
			Épargne vente de terre et éradication : 200	40
10	7	1 000**	Vente d'animal : 200	40
			Épargne « migration » : 250	50
			Emprunt : 50	10

Tableau 4 –
Exemples
d'investissements
fonciers dans
le Chaparé.

Source : enquête personnelle, 1992-1993.

* Ces familles ont acheté des terres au cours de notre période d'enquête.

**Achetée pour moitié avec un parent.

Moyennant une indemnisation de l'État, certains anciens migrants ont arraché leurs plantations de coca, puis vendu leur *chaco*. Mais l'argent a rarement été réinvesti dans l'exploitation agricole d'origine. Certains en ont utilisé une partie pour l'achat de nouvelles terres dans le Chaparé. Dans le cas de la famille 9, ce système a contribué pour 40 % du financement. D'autres ont mis leur épargne en commun pour acheter un lopin de terre en ville, en particulier dans les quartiers sud de Cochabamba, pour y construire un logement d'appoint. Sinon, la plupart des familles ont consacré l'argent de l'éradication aux dépenses de consommation courante.

Pour acheter des terres dans le Chaparé, la stratégie la plus habituelle consiste à vendre un ou deux bœufs de trait jugés trop vieux. Selon les cas, la vente permet un apport de 40 % à 55 % de la somme nécessaire. Une partie des bénéfices est utilisée au rachat d'un bœuf plus jeune et moins puissant qui, de ce fait, n'est pas toujours opérationnel pour les travaux agricoles de la campagne suivante. Ce mode de financement nuit parfois au fonctionnement des exploitations agricoles de Pampa Churigua, et notamment au système de l'*ayni* qui permet l'échange de moyens de production entre les familles. Celles qui vendent leurs animaux de trait pour investir dans le Chaparé sont contraintes de réduire leurs surfaces cultivées dans la communauté ou de faire appel à la solidarité communautaire pour utiliser leur *yunta* (auprès des *compadres* par exemple). Pour quelques familles, l'emprunt auprès d'un parent déjà installé dans le Chaparé est un mode de financement complémentaire, mais de dernier recours. Le travail salarié dans les plantations du Chaparé, enfin, constitue un moyen d'accès à la terre relativement efficace. Ainsi, les bénéficiaires de l'agriculture pratiquée dans la communauté d'origine ne sont pas à l'origine des investissements fonciers dans le Chaparé ; quand l'argent de la migration temporaire ne suffit pas, les paysans procèdent, au contraire, à une décapitalisation de l'appareil de production.

L'insertion dans le Chaparé

L'insertion des migrants dans le Chaparé relève d'un réel apprentissage qui repose sur le réseau de parenté intercommunautaire et les structures syndicales : familiarisation et adaptation au milieu, maîtrise des techniques de culture, insertion dans une nouvelle communauté rurale... Les anciens colons constituent un relais essentiel dans cette phase d'adaptation et de transition des jeunes générations (encadrement, logement,

accueil). Les immigrants participent aux travaux agricoles (défrichage, brûlis, semis et récoltes), pour lesquels un salaire est versé soit en produits (*mink'a*), soit en argent. Certains participent à l'élaboration de la pâte base cocaïne (*pilchi*) qui assure de meilleurs revenus. Toutefois, la plupart des familles évitent de partir fouler la coca car, depuis la fin des années quatre-vingt, cette activité comporte un grand risque.

« Avant, tous les gens de la communauté allaient à la *pisa* de coca. Certains, parmi nous, faisaient même la pâte base. Quelques-uns continuent, mais maintenant cela devient trop dangereux ; il faut s'enfoncer de plus en plus dans la forêt pour aller dans les zones où l'on foule la coca. En plus, nous revenons avec les pieds très abîmés à cause des produits chimiques. Je ne veux plus que mes enfants y aillent. Beaucoup, dans la communauté, ont fait de la prison pour avoir vendu de la coca aux fabricants ou pour avoir été à la *pisa*. » (Alejandro F., Pampa Churigua).

Parallèlement à la solidarité inter-familiale, les syndicats de paysans producteurs de coca jouent un rôle capital dans le processus d'intégration des nouveaux arrivants dans le Chaparé (WEIL, 1983 ; BLANES, 1983 b et 1985 ; PIZARRO, 1991).

À l'échelle locale, les syndicats appartiennent à des centrales, elles-mêmes regroupées en fédérations et confédérations régionales. À l'échelle du pays, la Commission nationale de la coca est l'entité institutionnelle qui regroupe l'ensemble des confédérations et des fédérations syndicales des Yungas de La Paz et du Chaparé. Cet organisme dépend de la Centrale ouvrière bolivienne (COB) et traite des problèmes relatifs à la coca, ses décisions devant être acceptées par la totalité des fédérations affiliées.

La fédération des producteurs de coca du Chaparé, qui regroupait 600 syndicats en 1988, constitue l'organisme clef détenteur du pouvoir local. Le rôle des syndicats est multiple : contrôle des mouvements fonciers (pouvoir de confiscation ou d'attribution des terres, attribution des droits de propriété), canalisation et diffusion de l'information concernant l'assistance technique et financière proposée par le gouvernement, revendications politiques... Ils interviennent par ailleurs comme relais de socialisation du migrant lors de son intégration au sein de la colonie. Mais d'un autre côté, les syndicats exercent une pression considérable sur les modes de fonctionnement des exploitations et sur l'organisation familiale. À titre d'exemple, les colons doivent assister systématiquement à la réunion mensuelle du syndicat, sans quoi ils sont pénalisés par des taxes, et parfois même par la confiscation ou l'appropriation de leurs terres par d'autres colons. Les syndicats exercent également une forte pression au niveau des décisions d'éradication des plantations de coca.

Les systèmes de production du Chaparé

Un des aspects fondamentaux de la colonisation du Chaparé est le maintien des liens des migrants avec leur lieu d'origine. La communauté de provenance demeure l'espace de référence non seulement social et culturel, mais aussi économique. En dédoublant leur résidence, les paysans transfèrent dans le Chaparé les systèmes de production et les modes de fonctionnement de leur société d'origine. La colonisation agricole n'a donc pas entraîné le passage à une agriculture capitaliste d'entreprise (BLANES et FLORES, 1983; BLANES, 1983 a; WEIL, 1983; PIZARRO, 1991).

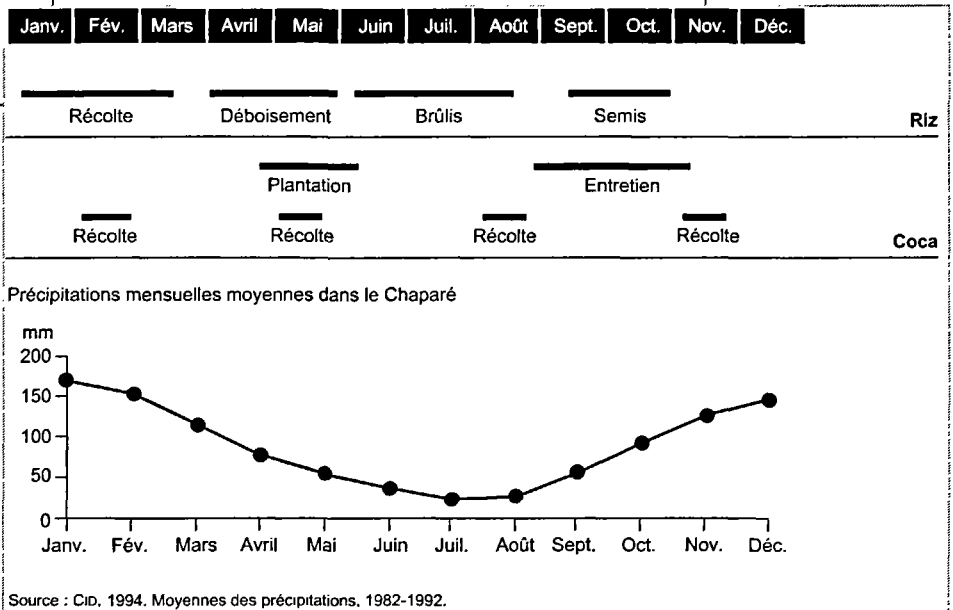
Le système de culture repose essentiellement sur le travail manuel; la hache et la machette sont les outils de base du colon. Il n'existe aucune machine ni animal de trait pour la mise en culture des terres. La première étape de l'installation est le déboisement et les brûlis. *Cortar el monte alto*, autrement dit déboiser, peut exiger un mois de travail pour une surface d'un hectare de forêt. Pendant cette période, le colon et sa famille vivent dans un logement d'appoint improvisé sur place ou chez des parents. Le brûlis intervient peu après le défrichage, à la fin de la saison des pluies, et dure environ une semaine. Cette étape est la plus difficile dans le processus d'installation, car elle exige une résistance physique considérable face aux multiples agressions du milieu tropical (climat, insectes...). De ce fait, ces travaux sont réservés aux hommes. Une fois les brûlis effectués, les cendres sont utilisées comme source d'engrais lors des semis du riz, qui sont pratiqués à partir du mois de septembre (fig. 24).

Dans le processus d'installation, la culture du riz est une étape incontournable. Deux variétés sont semées, l'une à cycle court de trois mois, l'autre à cycle long de cinq mois. La première variété est destinée entièrement à la consommation familiale, la seconde est en partie vendue. Les années suivantes, les colons continuent de réserver une petite portion de terres à cette culture. Une fois le riz récolté, il est fréquent que le colon plante du maïs et du manioc (*yuca*). Cette étape coïncide généralement avec l'installation physique et sociale du colon (construction de la maison, mariage).

La construction de la maison, qui demande généralement trois à quatre semaines de travail intense avec l'aide de la famille élargie, obéit à un modèle architectural basé sur un principe de fonctionnalité. Les matériaux locaux sont utilisés (bois, feuilles de bananiers séchées puis tressées). L'édifice, composé d'un étage, repose sur six à huit

colonnes de bois, sans murs pleins pour une meilleure ventilation. L'étage supérieur est le lieu de vie de la famille (pour se protéger des serpents en particulier) tandis qu'au rez-de-chaussée est entreposé le matériel agricole.

Figure 24 –
Calendrier agricole
dans le Chaparé.

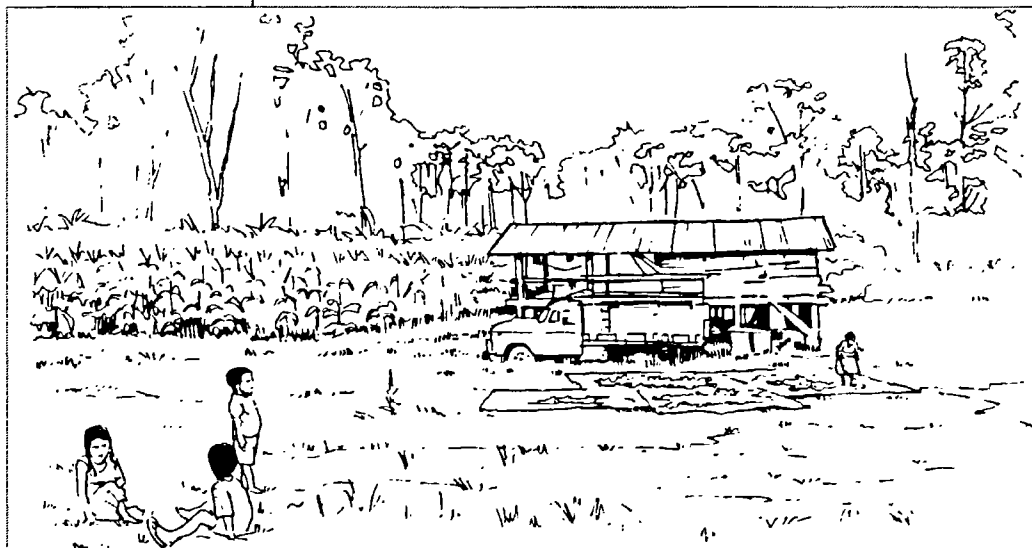


La seconde étape est celle de la coca. La disponibilité en main-d'œuvre ne permet de planter généralement qu'un ou deux hectares. La technique la plus appropriée consiste à planter les arbustes de coca à l'ombre de la *yuca*, dont les feuilles sont assez grandes pour protéger la plante des agressions du soleil. Les jeunes plants y sont particulièrement sensibles au début de leur croissance. L'entretien des plantations de coca exige un travail considérable et la cueillette un grand savoir technique. Une fois l'arbuste planté, les colons doivent à plusieurs reprises sarcler, fumiger contre les insectes et, tous les quatre ou cinq ans, étêter les arbustes.

Simultanément, le colon peut planter citronniers, bananiers, avocatiers selon ses objectifs de diversification. Cependant, ces cultures fruitières sont souvent jugées peu rentables. La commercialisation de la produc-

tion est limitée par l'isolement des exploitations et par les difficultés de transport. J. BLANES et G. FLORES (1984) calculent, par exemple, que 25 % des citrons produits dans le Chaparé se perdent faute de moyens d'acheminement. Les paysans de Pampa Churigua qui ont des plantations fruitières dans le Chaparé (orangers, bananiers en particulier) les laissent le plus souvent à l'abandon. De toute façon, la production est rarement commercialisée; une petite quantité est destinée à la consommation familiale ou distribuée sous forme de dons aux parents de la communauté qui ne migrent pas. Le reste pourrit sur place.

Le cocaïer a un cycle productif d'environ 13 ans. Il entre en production deux ans après sa plantation. Un hectare de coca est constitué de six *catos*. De façon à étaler les récoltes sur l'année, chaque *cato* est planté à une période différente. La récolte exige la participation de trois personnes pendant trois à quatre jours. Les colons originaires de Pampa Churigua ont généralement un demi-hectare en production. Ainsi, chaque période de récolte exige la mobilisation de trois membres de la famille pendant une période de 9 à 12 jours. Lorsque la main-d'œuvre familiale est insuffisante, les colons ont recours à des salariés ou à la *mink'a*.



Exploitation agricole d'un migrant au Chaparé avec, à l'arrière-plan, la maison en bois sur pilotis, le camion et, au second plan, le séchage des feuilles de coca après la récolte. À gauche, une parcelle associant la culture de maïs et de manioc (Villa Tunari, Chaparé).

Le séchage des feuilles de coca a lieu sur une aire de l'exploitation appelée *kachi*. Une journée d'exposition suffit pour que les feuilles perdent la moitié de leur poids. Toutefois les précipitations irrégulières, mais fréquentes, freinent l'opération. Une fois le séchage terminé, les feuilles sont comprimées en ballots de 25 kg pour être ensuite commercialisées (une faible quantité est gardée pour la consommation familiale). Généralement, les colons de Pampa Churigua vendent leur production aux intermédiaires sur le lieu même de l'exploitation. Mais dans certaines familles, les femmes acheminent les ballots de coca jusqu'aux foires locales.

Un des éléments qui détermine les niveaux de revenus des colons est le rendement de la coca. Selon la plupart des études, il est en moyenne de 48 ballots par hectare, soit 1 200 kg. Cependant, les variations peuvent être de l'ordre de 50 % selon l'ancienneté de la plante, la nature du terrain et le soin porté aux cultures (PIZARRO, 1990). D'après les résultats du suivi mensuel des revenus, les colons de Pampa Churigua obtiennent des rendements généralement faibles, car leurs plantations sont relativement anciennes (de 36 à 40 ballots par hectare).

Un double espace de production

Les paysans qui migrent vers le Chaparé tendent à y reproduire les pratiques sociales et culturelles de leur communauté d'origine, en particulier pour les travaux agricoles. Lorsqu'un colon ne dispose pas d'une main-d'œuvre suffisante, ou qu'un jeune migrant n'a pas encore acheté ses terres, ils ont recours à la *compañía* telle qu'ils la pratiquent dans leur communauté : l'un prête sa terre, l'autre la cultive. Les récoltes sont partagées. Le système *al partir* est une autre formule : les deux migrants cultivent une même parcelle, mais les deux tiers de la récolte reviennent au propriétaire. Il semble cependant que seuls les colons qui ont peu de terres maintiennent ces pratiques.

Une étude du Cidre, basée sur un échantillon de familles qui ont généralement plus de 20 ha, indique que seulement 20 % des agriculteurs du Chaparé ont recours à ces pratiques, les autres préférant employer une main-d'œuvre extérieure plutôt que de partager une partie de leurs terres (CIDRE/USAID, 1992).

Les formes de réciprocité traditionnelles des milieux andins (*ayni*) restent une constante dans les relations de travail entre colons. Elles ne se limitent pas seulement à la famille proche, mais se basent sur un réseau étendu de familles et d'individus, dont la provenance est fort

Les pratiques traditionnelles de travail sont transférées dans les nouveaux espaces, mais elles tendent à évoluer.

diverse. Des auteurs ont même conclu à une revalorisation de l'*ayni* dans le Chaparé face à son affaiblissement dans les zones de vallée, allant jusqu'à parler d'une « réémergence ou recréation » de la communauté paysanne andine dans les terres basses (WEIL, 1983 : 404).

Certes, le système d'aide mutuelle et d'échanges réciproques est réintroduit dans le Chaparé, mais il joue un rôle surtout lors de l'installation des nouveaux colons, puis tend à disparaître. Plus le colon est jeune, plus la réciprocité tient une place importante dans la mise en culture des terres. Cette phase correspond à l'étape de production de riz, de maïs et de manioc. Dans les exploitations anciennes et consolidées, la production de coca, et parfois de fruits, exige un recours à des salariés agricoles. En 1986, 55 % des colons utilisent une main-d'œuvre extrafamiliale (BLANES et FLORES, 1984).

La migration vers le Chaparé implique une réorganisation de l'emploi du temps et de la répartition des tâches à l'intérieur de la famille, liée aux rythmes de mobilité. Le suivi mensuel des migrants de la communauté de Pampa Churigua a permis de relever les déplacements de chaque membre. Les rythmes de mobilité résultent d'une logique familiale dans laquelle trois facteurs entrent en ligne de compte : la possession de terres dans le Chaparé, les calendriers agricoles respectifs des deux zones de production et la composition familiale.

Les migrants procèdent à des allées et venues entre le Chaparé et leur communauté d'altitude de façon à combiner les calendriers agricoles. Les temps de migration ont lieu pendant les périodes creuses du calendrier agricole de Pampa Churigua. La composition familiale reste l'élément déterminant des comportements migratoires. Plus la famille est nombreuse, plus les possibilités de déplacements sont multiples et souples. Les rythmes de mobilité des paysans de Pampa Churigua varient également selon qu'ils sont simples ouvriers agricoles (fig. 25) ou colons (fig. 26).

Les pères de famille et les enfants qui migrent dans le Chaparé comme ouvriers agricoles contribuent à assurer la subsistance de la famille. Leur rythme de déplacement dépend donc des besoins monétaires. Les absences durent une semaine à quinze jours. La fréquence migratoire est de quatre à six allers et retours dans l'année. La mère de famille, par contre, reste en permanence dans la communauté d'origine. Les mois de mars et avril, périodes de récolte du riz dans le Chaparé, le mois de septembre (défrichage et brûlis) et le mois d'octobre (semis du riz) sont des époques inconditionnelles de migration

***Les rythmes
de mobilité
dépendent du statut
du migrant et
s'adaptent
aux situations
économiques.***

temporaire pour ces familles. En plus, la récolte ou la *pisa* de coca constituent des occasions ponctuelles de compléter les revenus familiaux. Au total, les migrants temporaires passent entre deux et cinq mois de l'année au Chaparé.

Figure 25 –
Mobilité d'une famille
de migrants
ouvriers agricoles.

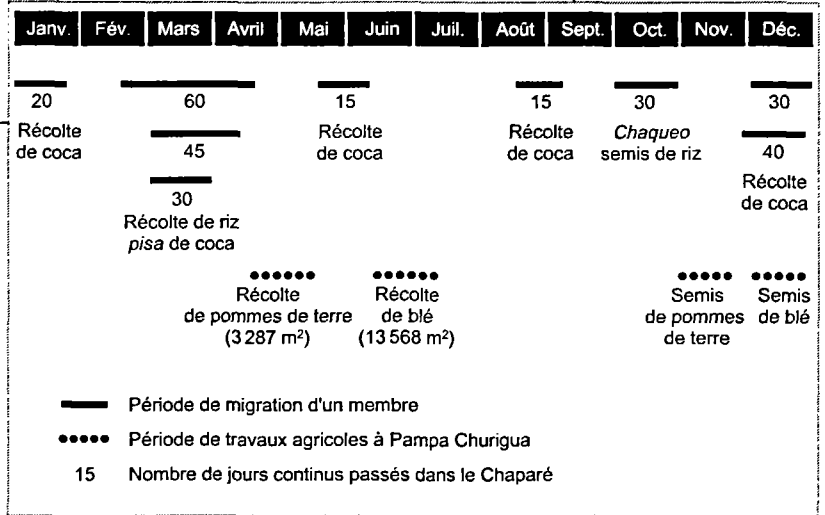
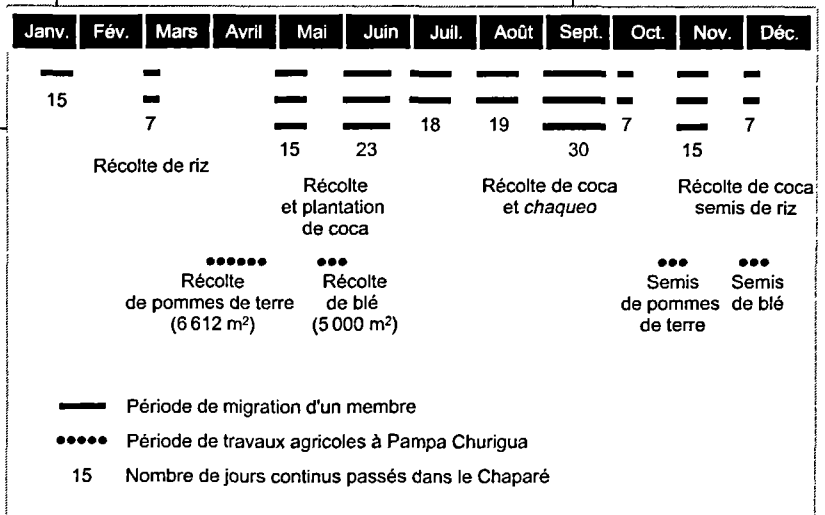


Figure 26 –
Mobilité d'une famille
de colons
(Pampa Churigua).



Le rythme de mobilité des colons, dont un exemple est représenté par la figure 26, est beaucoup plus intense. Il dépend prioritairement des périodes de récolte de coca.

Le temps de présence sur l'exploitation d'origine dépasse rarement un mois. La surveillance et l'entretien des terres du Chaparé exigent la présence d'un ou plusieurs membres de façon quasi permanente.

« Nous sommes obligés d'aller très souvent sur notre *chaco*, même en dehors des périodes de récolte, sinon les autres colons peuvent s'approprier nos terres ou voler notre coca. Et puis la forêt envahit très vite nos champs, il faut sans arrêt défricher. » (Paulino M., Pampa Churigua).

De juin à septembre, le rythme migratoire des colons s'accroît, car ils profitent des temps morts du calendrier agricole de Pampa Churigua pour effectuer des travaux d'entretien sur leurs terres du Chaparé ou défricher de nouvelles parcelles. Généralement le père part seul, mais en période de récolte de coca la mère et les enfants aînés l'accompagnent. Les plus jeunes restent seuls à Pampa Churigua sous la surveillance de l'une des filles plus âgées ou d'une femme de la communauté (*comadre, madrina..*). Depuis quelques années, les filles sont de plus en plus nombreuses à accompagner leur père, surtout lorsqu'il n'y a pas de fils aîné dans la famille. Elles assurent les tâches ménagères en même temps qu'elles participent aux travaux agricoles les moins pénibles.

En l'absence des parents, les enfants ont à leur charge la surveillance du cheptel. Les migrants ont également recours à la pratique *al partido* : ils confient leur troupeau à une femme de la communauté. Dans la mesure où il ne peut y avoir réciprocité, le « paiement » du service rendu varie selon les cas et la durée de la prise en charge du cheptel. Généralement, les migrants donnent une ou deux brebis ou une partie de la laine de la tonte.

Les absences des parents durent de 15 jours à un mois. Au total, la durée annuelle de migration du père de famille varie de 5 à 7 mois, impliquant 10 à 12 allers et retours dans l'année. Autrement dit, il passe autant de temps dans le Chaparé que dans la communauté d'origine. La mère de famille, par contre, s'absente de 2 à 6 mois au total sur l'année. Par rapport aux années quatre-vingt, les modalités de la mobilité spatiale vers le Chaparé se sont modifiées : les séjours sont plus fréquents, mais de plus courte durée.

R. A. PIZARRO (1990) calcule, par exemple, que le colon effectue seulement trois à six voyages par an. Les travaux de C. WEIL (1983), quant à eux, montrent que le colon du Chaparé passe seulement entre 10 et 15 %

de son temps annuel dans sa communauté d'origine. De même, selon une enquête de la Direco (1987), 84 % des familles de colons ont leur résidence « habituelle » sur leurs terres du Chaparé.

Cette modification des rythmes migratoires est liée au fait que les colons, pénalisés par la baisse des prix de vente de la coca, ont dû reconsidérer la fonction économique de leur espace d'origine. Celui-ci joue à nouveau un rôle important en termes de subsistance alimentaire et il devient indispensable de remettre les terres en culture. Les familles opèrent ainsi un retour progressif vers leur lieu d'origine, mais sans pour autant perdre le contact avec le Chaparé.

« Quand la coca se vendait bien, toute la famille vivait sur nos terres du Chaparé. Nous ne revenions que trois ou quatre fois par an à Pampa Churigua, pour les fêtes de la communauté ou pour d'autres occasions. Je ne cultivais pratiquement plus mes terres. J'en avais laissé une partie en jachère et j'avais donné quelques parcelles à mon oncle qui, lui, n'allait pas dans le Chaparé. On récupérait une petite partie des récoltes. Il y a quatre ans, lorsque j'ai arraché la coca, toute la famille est revenue dans la communauté. Depuis, on sème à nouveau de la pomme de terre et du blé. » (Santos M., Pampa Churigua). « Même quand la coca se vendait bien, je n'ai jamais abandonné complètement mes terres à Pampa Churigua. Mais on semait seulement une partie de nos parcelles pour y mettre surtout de la pomme de terre. Maintenant, je passe moins de temps dans le Chaparé, j'ai moins de travail là-bas. » (Sinforoso M., Pampa Churigua).

Selon leur degré d'insertion dans le Chaparé, trois groupes de familles développent des logiques différentes de gestion du temps et des espaces. Les colons dédoublent leurs espaces de production, et donc leurs périodes de vie. Ce dédoublement se traduit par la séparation du groupe familial pendant plusieurs semaines, chaque membre tenant une place spécifique dans la combinaison des lieux de production.

Les familles dont un ou plusieurs membres partent au Chaparé comme ouvriers agricoles sont, le plus souvent, dans une situation de transition entre la migration temporaire saisonnière et la migration marquée par le dédoublement de l'espace de vie. Ces familles ont pour objectif d'accéder aux terres du Chaparé. La difficulté est de parvenir à une épargne monétaire grâce au salariat agricole tout en maintenant les activités agricoles dans la communauté d'origine pour la subsistance de la famille.

Les familles de non-migrants (qui migrent en réalité, mais de manière très exceptionnelle) gardent un contact avec le Chaparé, tout au moins de façon indirecte. Si leur logique de production est entièrement

***À propos de
la colonisation
du Chaparé,
J. ALBO et al. parlent
« d'une agriculture
migratoire »
(1990 : 175).***

concentrée sur l'espace communautaire de Pampa Churigua, celle-ci n'est pas figée ni dans l'espace, ni dans le temps. Le seuil à partir duquel les chefs de familles envoient leurs enfants travailler dans les terres basses est facilement franchi et les raisons peuvent être fort variées : sécheresse ayant diminué la production, contexte favorable à la production de coca ou encore simple volonté d'un enfant de migrer... Dans ce cas, l'unité familiale doit réadapter son organisation en fonction de ses nouvelles stratégies économiques (rythme de travail et de mobilité, choix de mise en culture des terres, etc.).

Système de mobilité dans les vallées : des espaces éclatés

Dans les villages de vallée, le processus migratoire relève de logiques différentes. La migration à l'étranger, pour des périodes plus ou moins longues, exige des rythmes de mobilité plus complexes. Elle mobilise également un capital économique, social et culturel beaucoup plus important.

Modalités et rythmes de migration

Les modalités et les rythmes de déplacement confèrent au système de mobilité spatiale des paysans des vallées une grande originalité. Les modes d'insertion dans les pays d'accueil varient en fonction non seulement du profil sociodémographique des migrants, mais également du pays de destination.

Stratégies de travail et d'insertion à l'étranger

À Santa Rosa et à Arbieto, la migration à l'étranger touche généralement une population jeune et masculine. Si la plupart des migrants sont des chefs de famille âgés de 25 à 40 ans, la migration concerne également les jeunes de moins de 25 ans.

Selon l'étude de G. DEHEZA (1991) réalisée dans plusieurs villages du Valle Alto, 67 % des enfants migrants habitaient à l'étranger en juillet 1990 (soit un enfant par famille). Une partie non négligeable de ceux qui restent

dans le pays part à Cochabamba pour y faire des études secondaires ou supérieures, soit 6 % des enfants absents le jour de l'enquête. La migration des femmes est un phénomène qui se banalise progressivement, en particulier chez les jeunes âgées de 16 à 30 ans. Dans les villages d'Arbieto et de Santa Rosa, les filles représentent 24 % des enfants migrants.

Les femmes partent surtout en Argentine, généralement à Buenos Aires, où elles travaillent comme employées de maison ou dans la production et le commerce de produits maraîchers cultivés dans les quartiers périphériques de la capitale. Des filles ayant suivi une formation de couturière à Cochabamba partent travailler à Buenos Aires dans les ateliers clandestins de confection textile. Elles combinent plusieurs activités au cours de leur séjour (petit commerce, ménage, études...). Le commerce maraîcher procure un salaire d'environ 500 dollars par mois, tandis que le salaire dans des activités plus spécialisées (couture) s'échelonne entre 300 et 700 dollars. Généralement, les jeunes migrantes sont confiées à des parents proches qui les logent et les nourrissent en échange de quelques services, ce qui permet une économie plus importante. La migration féminine aux États-Unis et en Israël est beaucoup plus rare. Un départ dans ces pays n'est jamais isolé, mais toujours précédé par la migration du père ou d'un frère aîné.

« L'année dernière, mon fils de 20 ans est parti en Israël travailler dans la construction. À Tel Aviv, il vivait avec d'autres migrants du village et des alentours. Cette année, ma fille aînée âgée de 18 ans l'a rejoint. Mon fils lui a trouvé une place de femme de ménage à l'ambassade de Bolivie à Tel Aviv. » (Ulisses A., Santa Rosa).

Dans les villages de Santa Rosa et d'Arbieto, de nombreuses femmes de migrants redoutent un départ à l'étranger et lorsqu'elles partent, la durée de leur séjour est très limitée (généralement quelques mois). Le monolinguisme quechua et le niveau d'instruction sont des facteurs limitatifs, ainsi que la difficulté d'adaptation. Les femmes évoquent souvent leur difficulté à s'intégrer à l'espace urbain (« trop de gens », « trop de bruit », « trop agité »), et aussi, le refus d'une rupture culturelle (« j'ai dû arrêter de mettre ma *pollera* », « il n'y avait pas de *chicha* »).

La construction est le principal secteur d'activité des pères de famille et des fils migrants. Cette tendance n'est pas nouvelle puisqu'en 1970, 60 % des Boliviens résidant en Argentine travaillaient dans les secteurs de la construction et de l'industrie. Le reste se partageait entre le commerce, les services et l'agriculture (ORSATTI, 1983).

Les salaires varient selon le temps de travail journalier (entre 8 et 10 heures) et le degré de compétence. Les migrants de longue date, qui acquièrent

une expérience professionnelle dans le secteur de la construction, tendent à se spécialiser et peuvent obtenir des salaires plus élevés. Le salaire mensuel aux États-Unis varie généralement entre 1 000 et 1 500 dollars. L'épargne mensuelle est de 400 à 800 dollars, ce qui représente environ 40 % du salaire : « je travaille à Washington dans une entreprise de construction depuis trois ans. Je gagne autour de 50 dollars par jour. En comptant les dépenses en alimentation et en logement, je peux économiser entre 500 et 700 dollars par mois. Certains gagnent plus, ceux par exemple qui savent faire les coffrages. Moi, je suis simple ouvrier. » (un migrant de Santa Rosa).

En Israël, les salaires mensuels semblent légèrement inférieurs à ceux des États-Unis. Les migrants vers ce pays étant peu nombreux, la fourchette des salaires mensuels n'a pu être déterminée avec précision. Ils se situent autour de 900 dollars pour des travailleurs non expérimentés. Selon les témoignages, la migration en Argentine dans les secteurs de la construction génère des salaires bien inférieurs. En 1992, un migrant en Argentine gagne en moyenne entre 600 et 900 dollars mensuels. Les migrants estiment leurs dépenses courantes à 500 dollars, laissant une épargne de 100 à 400 dollars par mois.

Quel que soit le pays d'accueil, les migrants recréent une microsociété à l'image des pratiques sociales et culturelles de leur pays d'origine. À Buenos Aires, la spécificité culturelle des populations boliviennes reparaît jusque dans la forme architecturale de l'habitat qu'elles occupent : maisons le long de rues étroites, en cour fermée, avec peu d'ouvertures sur l'extérieur. Cette forme d'habitat est comparable à celle



Marché hebdomadaire dans l'un des plus anciens quartiers boliviens de Buenos Aires, *La Charrúa*, enclave résiduelle d'une ancienne *villa de emergencia* consolidée dans les années soixante où vivent aujourd'hui plus de 300 familles boliviennes.

Rue Suarez, dans le quartier Liniers de Buenos Aires, où se concentrent restaurants, commerces et services boliviens (au premier plan, enseigne d'un restaurant bolivien).



des régions d'altitude en Bolivie et se distingue, par exemple, des maisons « ouvertes » des immigrants paraguayens et uruguayens.

La solidarité inter-familiale, propre aux sociétés andines, joue un rôle fondamental dans l'intégration des Boliviens. Les familles anciennement installées dans les quartiers de Buenos Aires de La Charrúa, La Salada ou encore La Ferrere servent de relais lors de l'arrivée de nouveaux migrants et sont à l'origine du regroupement ethnique des Boliviens (MUGARZA, 1985; ANDERSON, 1981; ANDERSON et DANDLER, 1983). En échange de petits services, les immigrés de longue date logent les nouveaux arrivants. Lorsqu'ils ont assez épargné, ceux-ci s'installent dans leur propre logement et accueillent à leur tour d'autres familles. Ils perpétuent ainsi la « chaîne migratoire ».

Sur un échantillon de 107 familles enquêtées dans leur village d'origine, J. DANDLER et C. MEDEIROS (1985) calculent que 65 % des migrants en Argentine ne paient pas leur logement et sont accueillis chez un parent ou ami, 21 % logent dans les campements sur le lieu de travail et 14 % louent une chambre ou sont propriétaires d'une maison.

« La population bolivienne garde, comparativement aux autres groupes, une distance culturelle avec la population urbaine de Buenos Aires. »
(MUGARZA, 1985 : 99).

Dans les *villas miseria* de Buenos Aires (quartiers précaires de la capitale où se concentre une forte proportion d'immigrés), 20 % de la population sont des Boliviens en 1975. Les Boliviens utilisent un réseau socioculturel de parenté extrêmement efficace et perpétuent des pratiques spécifiques au monde andin permettant l'insertion des migrants dans le monde du travail.

Le *pasanaku*, par exemple, est une association de plusieurs personnes qui mettent leurs ressources monétaires en commun pour développer une activité commerciale. Le *churanaku* consiste à acheter en commun une importante quantité de fruits et légumes, répartie ensuite entre plusieurs femmes pour être vendue sur le marché urbain de Buenos Aires. Le décret d'éradication de 1976 a dispersé les populations boliviennes des *villas miseria*, mais les relations de solidarité et d'entraides ont permis de maintenir un réseau socio-économique à l'intérieur de la ville (MUGARZA, *op. cit.*).

Pour ceux qui partent aux États-Unis ou en Israël, le contraste socio-culturel est bien plus fort. Une fois dans le pays, comment imaginer un paysan bolivien, maîtrisant parfois à peine l'espagnol, confronté à l'anglais, l'hébreu ou le japonais ? En réalité, les conditions de vie dans le pays d'accueil permettent d'échapper ou de dépasser la contrainte linguistique. Aux États-Unis, la présence de nombreuses communautés hispaniques limite les problèmes de langue. Les communautés d'immigrés sont très cloisonnées, aussi bien dans les modes d'occupation de l'espace urbain que dans leurs pratiques quotidiennes. « Elles travaillent en enclaves. Cette importante constatation a permis à des groupes minoritaires d'éviter les difficultés de l'insertion sur le marché du travail et de la discrimination en créant des économies en milieu fermé. » (BODY-GENDROT, 1991 : 135). Le cloisonnement ethnique évite d'avoir à s'intégrer linguistiquement au pays : « Nous ne fréquentons pratiquement aucun « gringo », ni d'ailleurs des personnes venant d'autres pays. Nous restons toujours entre nous. Au travail, il n'y a pratiquement que des Boliviens. » (Orlando S., migrant d'Arbieto).

En Israël, le schéma est à peu près identique. Les entreprises de construction emploient sur les chantiers des intermédiaires pratiquant l'espagnol. Le cloisonnement ethnique semble, toutefois, moins fort : « Sur le chantier, il y avait de nombreuses nationalités. La plupart parlent l'anglais. Nous, on s'adressait systématiquement à notre patron qui parlait l'espagnol et l'hébreu. J'avais quelques amis israéliens sur le chantier. Avec eux, j'ai pu apprendre quelques mots d'hébreu. » (Tomas E., Santa Rosa).

Partir et revenir

Les durées d'absence des émigrants sont très variables. Trois ordres de grandeur peuvent être avancés : des période courtes (d'un mois à un an), des périodes intermédiaires (de un à cinq ans) et des périodes longues (plus de cinq ans).

Dans le Valle Alto, la migration internationale se caractérise par des durées d'absence intermédiaires ou longues : 67 % des chefs de famille s'absentent plus d'un an sans revenir au village (DEHEZA, 1991). De toute évidence, les longues distances sont un premier facteur explicatif de la durée prolongée des migrations. D'autre part, le coût de la migration oblige les migrants à limiter les dépenses qu'occasionne un éventuel retour. Les absences de courte durée concernent surtout les migrations vers l'Argentine ou parfois les États-Unis, lorsque les migrants possèdent le permis de résidence dans le pays. Dans ce cas, les migrants reviennent une fois par an dans leur village d'origine, parfois deux fois. Le retour annuel a lieu généralement de février à mai, lors des récoltes et des festivités de carnaval. Ces retours, que l'on peut qualifier de « longues visites », ont une fonction à la fois économique et socioculturelle. Le retour du père de famille et d'un fils aîné permet de limiter le recours à une main-d'œuvre extérieure pour les travaux agricoles. Le chef de famille profite de son séjour pour vérifier, réorienter, contrôler le devenir de son exploitation. La famille entreprend une sorte de bilan, évalue les problèmes survenus au cours de l'absence des migrants et prend les décisions importantes à cette occasion (vente de bétail, réorientation de la production, début d'une nouvelle activité...).

Le retour annuel a également une fonction sociale et culturelle. L'arrivée du migrant occasionne des festivités à caractère exceptionnel au sein de la communauté villageoise (élaboration de *chicha*, location d'une *banda*). Les familles se réunissent pour évoquer les expériences des migrants, les possibilités de travail dans le pays. Les migrants d'expérience initient les futurs partants tout en renforçant les liens d'amitié et de solidarité intercommunautaire. Le retour des migrants coïncide souvent avec le carnaval, fête populaire très ancrée dans les traditions nationales. Pour cet événement important dans le cycle festif du village, les familles n'hésitent pas à dépenser des sommes considérables. Les paysans migrants reviennent au village pour « danser au carnaval », « boire de la *chicha* », « raconter la vie là-bas », pour la « *ch'alla* ». Ces retours annuels préservent et entre-

tiennent l'identité collective et individuelle des migrants. La permanence de valeurs culturelles, étroitement liée à un attachement à la terre, est le garant du maintien des liens avec le milieu d'origine, et par voie de conséquence avec l'exploitation familiale.

Cependant, la durée de ces « visites » dépasse rarement six mois. Outre une raison purement économique, les conditions de séjour dans le pays d'accueil déterminent souvent le rythme migratoire. En effet, l'obtention du permis de résidence aux États-Unis pose comme condition préalable la présence obligatoire du migrant au moins une fois par an dans le pays d'accueil. Autrement dit, le migrant est obligé de « pointer » annuellement s'il veut conserver le bénéfice de ses papiers administratifs. Compte tenu du coût important que représente un départ aux États-Unis, le migrant préfère repartir dans le délai imparti pour ne pas risquer l'annulation de la validité des papiers, ceci même quand il juge peu nécessaire de le faire (quand l'épargne monétaire est jugée suffisante pour un retour prolongé sur l'exploitation par exemple).

« Cela fait bientôt 6 mois que je suis rentré des États-Unis et je ne sais toujours pas si je vais repartir. Je pensais me consacrer pendant un certain temps à mon exploitation et surtout à l'élevage. Mes économies me permettraient d'acheter des vaches laitières. Ma femme ne pourrait pas assumer toute seule le travail. Les enfants vont maintenant à l'école, le cadet part étudier à Cochabamba. Mais si je ne repars pas maintenant, je perds mes papiers et si l'exploitation ne marche pas, il faudra repartir en payant la même somme qu'au début. » (Orlando S., migrant d'Arbieto).

Les migrations de longue durée (plus de cinq ans sans retour au village) sont loin d'être minoritaires : elles concernent 30 % des migrants enquêtés par G. DEHEZA (*op. cit.*). Comment expliquer de telles durées d'absence et surtout, comment les interpréter ?

La migration des chefs de famille pose souvent des problèmes conjugaux. Les migrants, au bout d'un certain temps d'absence, peuvent s'engager dans une relation extraconjugale dans le pays d'émigration. Ainsi, de nombreuses femmes sont littéralement « abandonnées » par leur mari, sans nouvelles d'eux pendant de longues périodes.

« Dans le village, il y a des femmes dont le mari n'est pas revenu depuis longtemps. Certains se sont même remariés en Argentine. Ici, tout se sait, car ceux qui reviennent racontent ce qui se passe là-bas. Ces femmes sont obligées de rembourser seules la dette que leur mari a laissée, lorsqu'il ne leur envoie plus d'argent. Le plus souvent, les gens du village les aident à s'en sortir. Mais dans la plupart des cas, elles partent s'installer avec leurs enfants à Cochabamba et font du commerce. » (femme de Santa Rosa).

Une forte pression sociale à l'intérieur du village s'exerce sur le mari infidèle. Après plusieurs années, certains reviennent et veulent renouer avec la famille. Bien souvent, les membres de la communauté manifestent une telle rancune collective que, même si la famille parvient à se reconstituer, elle est socialement marginalisée.

La migration de longue durée concerne également des familles toutes entières. Le recensement des migrants de Santa Rosa et d'Arbieto ne permet pas d'évaluer avec précision l'importance de cette migration familiale. Selon les témoignages des dirigeants communautaires, le nombre de familles installées depuis longtemps en Argentine (de 5 à 10 ans sans retour au village), et dans une moindre mesure aux États-Unis, n'excède pas une dizaine dans les deux villages (ce qui représenterait environ 2% du total des familles). S'agit-il de migrations « définitives » ? Pas nécessairement car, dans ces régions, un départ est toujours réversible. La double résidence (parfois triple lorsque les familles ont une maison à Cochabamba) sous-tend le processus migratoire. Certaines familles mettent en commun leur épargne pour acheter un lopin de terre à Buenos Aires et construire une maison. Il n'est pas rare qu'une famille s'installe pendant plusieurs années à l'étranger, en confiant ses terres à des parents pendant la durée d'absence. À leur retour, les familles récupèrent leurs terres et recommencent à les exploiter. La réversibilité de l'émigration de longue durée est d'autant plus courante que l'Argentine est proche. Mais elle concerne également les États-Unis.

« Mon neveu est parti s'installer à Miami avec sa femme et ses enfants. Lui travaille dans la construction, elle est employée de maison. Depuis sept ans, ils sont là-bas, nous avons très peu de nouvelles. Ils ne sont revenus que deux fois. Lui envoie régulièrement de l'argent à sa mère chargée de faire construire dans le village une maison qu'ils habiteront à leur retour. En attendant, avec le reste de la famille, nous nous sommes répartis leurs parcelles pour les mettre en culture. » (une femme d'Arbieto).

« Si une proportion non déterminée de Boliviens finit par rester en permanence en Argentine, d'autres profitent des possibilités de double résidence. [...] Les migrants temporaires continuent d'être plus nombreux que les permanents. »
(BALAN, 1990 : 276).

Une migration très sélective

La migration internationale, comme tout type de courant migratoire, est un phénomène sélectif, soit parce que les populations sont inégalement motivées par un éventuel départ, soit parce que les obstacles qu'elles vont rencontrer l'emportent sur le « désir » de migrer.

De l'intention à la décision

La migration à l'étranger procure des revenus si élevés en comparaison de la production agricole que l'on pourrait se limiter à une explication classique du processus migratoire, celle de l'avantage comparatif; les migrants disent eux-mêmes partir « *para ganar más dinero* » (pour gagner plus d'argent). Beaucoup de migrants, lors des entretiens, ont fait référence au « manque d'argent », au « manque de terres », « au manque d'eau », « aux prix de vente trop bas »... L'insuffisance des revenus agricoles et les contraintes des systèmes de production étant les principaux déterminants de l'émigration, celle-ci est avant tout une nécessité.

Mais la migration peut également relever d'un choix délibéré. Il n'est pas rare que le départ vise un projet précis et clairement exprimé par le migrant : acheter des terres, financer les études d'un enfant, construire sa maison... Il est donc possible d'identifier les objectifs des migrants à partir de leur perception et de leur vécu. Toutefois, cette démarche repose sur le postulat d'une distanciation suffisante chez le migrant, pour faire du désir une donnée « objectivement » utilisable. Or les motivations exprimées par les migrants sont souvent floues et changeantes. Facteurs de répulsion et d'attraction se mêlent singulièrement et même quand les objectifs sont clairement exprimés, leur diversité rend leur identification incertaine et peu généralisable.

Au lieu de raisonner en termes de désir ou de nécessité, mieux vaut s'interroger sur la faisabilité de la migration. *A priori*, les familles qui ont peu de terres auront tendance à partir. Mais le paysan en a-t-il toujours les moyens? L'intention ou la nécessité de migrer se différencie de la décision effective et de sa réalisation, car la migration à l'étranger suppose un certain nombre de conditions préalables.

L'argent du départ

Un départ à l'étranger exige un capital monétaire qu'il est important de chiffrer pour comprendre le processus migratoire. La somme nécessaire pour un premier départ varie selon la destination (tabl. 5).

Pour l'Argentine, le coût dépend du mode de transport. Les familles disposant d'un faible capital initial partent en train, mais généralement, les migrants choisissent l'avion, quitte à augmenter le délai de remboursement d'un éventuel emprunt. Dans ces conditions, le coût

Tableau 5 –
Coût de la migration
internationale pour
un premier départ
(en dollars).

Nature de la dépense*	Argentine	États-Unis	Israël	Japon
Démarches**	50	1 500	2 000	2 500
Voyage	350	1 300 à 1 800	1 500	2 000
Total	400	2 800 à 3 300	3 300	4 500

Source : enquêtes personnelles, 1992-1993.

* Les dépenses annexes (déplacement pour obtenir le visa, achat de vêtements pour un départ de longue durée...) ne sont pas prises en compte.

** Procédures administratives nécessaires à l'obtention du visa ou du passeport.

pour un premier départ en Argentine s'élève à environ 400 dollars (prix du voyage et du visa).

Pour un premier départ aux États-Unis, les coûts varient selon le mode administratif d'entrée sur le territoire. Des migrants partent avec un simple visa touristique et travaillent dans la clandestinité, mais face aux risques et aux contraintes de cette solution, d'autres préfèrent obtenir un visa de travail de longue durée si un parent proche (frère, sœur, mari) réside déjà dans le pays. Une fois aux États-Unis, il s'agit d'obtenir les papiers de résidence, ce qui nécessite des dépenses ultérieures. Il arrive également que l'entrée dans le pays se fasse par fraude administrative (faux passeport indiquant la nationalité américaine par exemple). Cette tactique permet une marge de manœuvre évidemment beaucoup plus souple une fois entré dans le pays, mais le coût des démarches peut atteindre à lui seul 2 500 dollars. La première solution est donc la moins coûteuse, mais la plus risquée. Elle concerne les migrants qui n'ont pas de parent sur le territoire américain ou qui ne veulent pas trop s'endetter. La deuxième solution est actuellement la plus courante. Elle suppose un capital initial de l'ordre de 3 000 dollars.

Un départ en Israël représente l'investissement le plus lourd en termes monétaires. Le migrant part avec un visa de tourisme et travaille dans la clandestinité une fois dans le pays. Le coût du passeport et du visa peut atteindre 2 000 dollars, somme à laquelle il convient d'ajouter le prix du voyage (1 500 dollars), soit un total de 3 500 dollars. De plus, les migrants doivent disposer d'un minimum de 1 500 dollars en espèces qu'ils montrent au passage des douanes. La migration en Israël exige donc un capital de départ de 5 000 dollars !

Emprunter pour partir...

L'émigration exige un capital initial considérable que les familles ont rarement à leur disposition. Un premier départ à l'étranger n'est pas le résultat d'une capitalisation initiale qui permet d'en assumer le coût. Les familles doivent emprunter. Il existe un réseau de prêteurs (*prestadores*) dans le village même ou dans les communautés voisines. En général, ce sont des migrants de longue expérience qui, après avoir accumulé un certain capital grâce aux revenus tirés de la migration, prêtent aux nouveaux migrants. Cette pratique, lorsqu'elle s'accompagne de taux d'intérêt, constitue pour certaines familles une véritable source de revenu parallèle.

Les relations inter-familiales, et en particulier les liens de parenté directes ou indirectes de *compadrazgo*, jouent un rôle primordial dans le recours à l'emprunt. Lorsqu'une famille demande à ses *compadres* ou *comadres* de lui prêter de l'argent, ces derniers ont un devoir moral d'accepter, tout au moins si leur situation monétaire le permet. Cette obligation morale se fonde sur les principes fondamentaux de l'entraide (*ayni*) et signifie, de façon implicite, que la famille qui emprunte est à l'avenir redevable du service qui lui est rendu. Dans ce cas, seul un contrat moral lie les deux familles. Il introduit cependant une hiérarchie sociale : la famille bénéficie d'un certain prestige pour avoir prêté de l'argent et dispose des services de l'autre famille pendant le temps que dure le remboursement. Ces formes de redevances à caractère social s'expriment dans le quotidien (dons divers, aide lors des travaux agricoles...). Cependant, ce type d'emprunt n'est possible que pour des sommes réduites, de l'ordre de 100 à 500 dollars, et n'est donc envisageable que pour les départs en Argentine.

Lorsque le candidat à l'émigration ne peut emprunter à des parents proches ou à des amis, il s'adresse à des prêteurs extérieurs au cercle de parenté. Dans ce cas, l'emprunt implique des taux d'intérêt considérables (de l'ordre de 3 % à 5 % par mois cumulables). Le migrant doit trouver d'autant plus vite un travail dans le pays d'émigration, car les intérêts s'accumulent au fil des mois et peuvent déboucher sur un endettement irréversible pour la famille. Pour cette raison, un départ est longuement préparé. Il ne relève pas seulement d'une décision individuelle, mais exige un consensus familial. Si la migration est un échec (soit que le migrant ne parvienne pas à entrer dans le pays, soit qu'il ne trouve pas de travail assez vite ou assez rémunéré), un autre membre de la famille part à son tour et l'aide à rembourser la dette. Ainsi, il est fréquent qu'un chef de famille endetté incite ses enfants à partir.

Le comportement migratoire des individus s'inscrit également dans une dynamique communautaire. Quand une famille veut emprunter, quel que soit le prêteur à qui elle s'adresse, elle doit disposer d'un certain crédit moral au sein de la communauté villageoise pour obtenir la confiance de son créancier. En ce sens, l'assise sociale et économique de la famille (en d'autres termes, sa bonne réputation) est un élément essentiel du système migratoire. Elle repose sur les ressources dont dispose la famille (la superficie des terres et la taille du cheptel sont considérées comme des garants d'un revenu minimum) et sur son comportement social (honnêteté, fidélité aux normes communautaires...). D'autre part, le recours à l'emprunt mobilise des rites de sociabilité fort bien établis : invitation du prêteur à plusieurs *jarras* de *chicha* et au partage du repas familial. La négociation peut durer parfois tout un après-midi, voire une journée, au cours de laquelle les deux familles établissent les clauses du contrat moral et financier.

La participation des familles à la vie festive et rituelle de la communauté villageoise – par des pratiques démonstratives et ostentatoires – est le garant d'une bonne réputation. Il est de rigueur de répondre à toutes les invitations à l'occasion d'événements familiaux dans le village (baptême, mariage, anniversaire, *misa chica*, *umaruthucu*). En échange, il est indispensable de recevoir régulièrement les membres de la communauté. Ce sont les femmes qui ont pour mission de préserver la bonne réputation de la famille. Le suivi annuel des familles montre qu'en moyenne, elles participent une à deux fois par semaine à un événement festif dans le village ou dans les communautés voisines. L'étude des modes de consommation confirme ces tendances puisque la part du budget consacrée aux festivités est considérable. Les familles qui n'arrivent pas à assumer les dépenses de cet investissement socioculturel ne peuvent pas recourir à l'emprunt pour partir vers des destinations rentables comme les États-Unis ou Israël.

La migration implique également l'accès à un réseau social, à un espace relationnel qui se joue à un autre niveau. À Santa Rosa et à Arbieta, cet espace relationnel – ou encore le « réseau socio-spatial de la migration » – relève de plusieurs échelles : familiales, communautaires, régionales, internationales (fig. 27).

Les acteurs qui interviennent dans le processus migratoire sont multiples ; les migrants-prêteurs du village ou d'autres villages voisins sont indispensables à l'emprunt tandis que les familles déjà résidentes dans le pays d'émigration permettent l'accueil du nouvel arrivant. Les contacts informels à l'échelle de la région donnent accès à l'information.

Une bonne insertion économique et sociale à plusieurs échelles spatiales (communautaire, régionale, extranationale) constitue une condition indispensable pour envisager un départ à l'étranger.

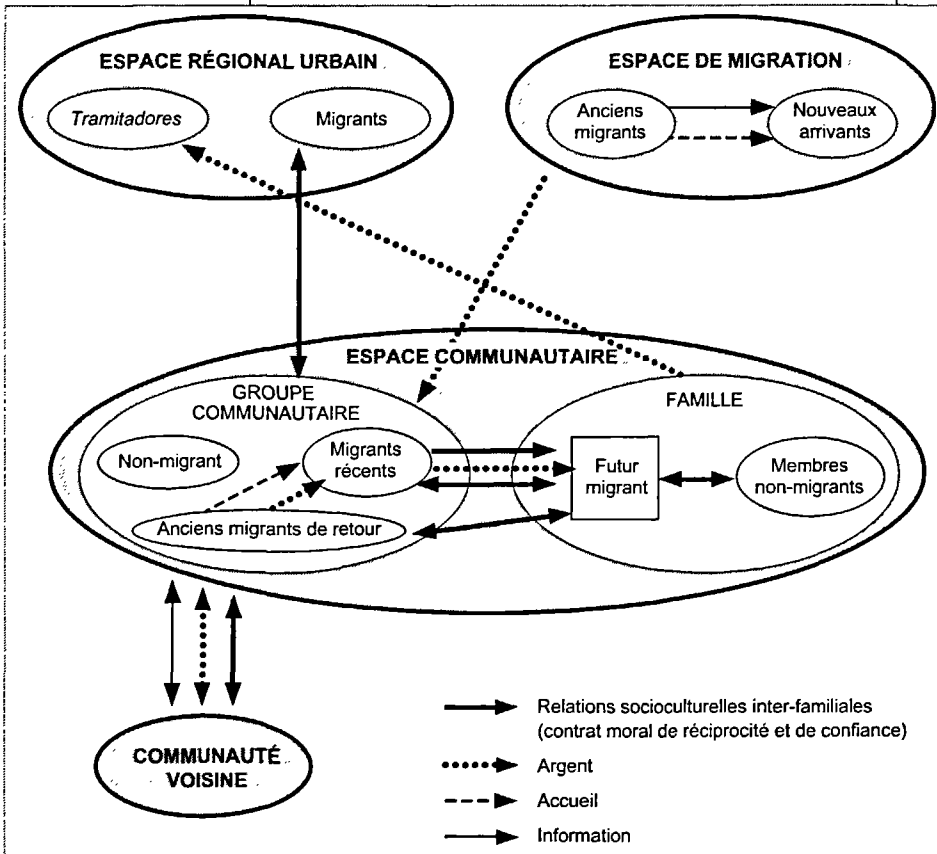


Figure 27 – Réseau socio-spatial de la migration internationale (Santa Rosa et Arbieta).

Les *tramitadores*, enfin, permettent l'obtention des documents administratifs moyennant une commission monétaire (faux passeport, visa). Ainsi, la chaîne migratoire suppose l'existence d'une multitude de maillons ou relais sociaux, fondée sur un « capital social » préalable que toutes les familles n'ont pas.

Un système migratoire à haut risque

Le recours à l'emprunt expose les familles à des risques considérables quand interviennent des facteurs extérieurs que les individus ne maîtrisent pas. Lorsque le migrant n'a pas de parent proche résidant aux États-Unis, il utilise un nom d'emprunt pour obtenir un passeport et un

visa. Cette manipulation administrative représente un risque considérable lors du passage de la douane et beaucoup ne parviennent pas à entrer dans le pays.

« Mes deux fils aînés ont passé deux ans aux États-Unis. Ils sont revenus depuis plus d'un an. Or, mon troisième fils a voulu partir lui aussi. Nous avons fait faire un faux passeport avec un nom d'emprunt, celui d'un ami résidant dans le pays. En mai, nous avons emprunté 3 000 dollars à plusieurs amis dans le village. En arrivant à l'aéroport les douaniers ont remarqué une anomalie sur le passeport et n'ont pas voulu le laisser passer. Nous avons fait une deuxième tentative en juillet, en empruntant à nouveau 1 000 dollars pour le voyage. Pour la seconde fois, il a été refoulé à la frontière. Maintenant, j'ai une dette de 4 000 dollars. Alors, je l'ai envoyé travailler en Argentine. » (Domingo V., ancien migrant d'Arbieto).

Cet exemple, qui n'est pas isolé, montre à quel point la migration aux États-Unis représente un risque considérable pour le foyer. Son caractère aléatoire pèse sur la prise de décision du père de famille, dans la mesure où la réussite dépend aussi de conditions extérieures (validité des papiers administratifs notamment).

Les familles évaluent le délai minimum de remboursement de la dette à environ six mois avec un potentiel d'épargne mensuel de 600 à 700 dollars. Selon la rapidité avec laquelle le migrant trouve du travail, en fonction du montant du salaire ou de sa résistance physique et psychologique, le délai peut varier considérablement.

« Mon mari est parti aux États-Unis il y a plus de trois ans. Nous avons emprunté 3 000 dollars avec un taux d'intérêt de 3% par mois. Mais il n'a pas pu trouver un emploi stable. Actuellement, je dois encore 1 500 dollars à cause des intérêts qui s'accumulent. À chaque fois qu'il m'envoie de l'argent, je l'utilise au remboursement de la dette. » (Ernestina L., femme de migrant de Santa Rosa)

Le migrant s'expose à un autre type de risque. La préparation administrative du départ est souvent confiée à un *tramitador* qui réside à l'extérieur du village, généralement à Cochabamba. Les futurs migrants doivent se déplacer, parfois plusieurs fois dans le mois, pour accélérer les démarches. Tout comme pour les *prestadores*, il existe un réseau de *tramitadores* de confiance connus de la plupart des familles. Cependant, ce réseau est très fluctuant selon les périodes et la nature de la migration. Il arrive que les familles doivent négocier avec des *tramitadores* peu sûrs. La première forme d'abus consiste en un chantage monétaire du dernier moment. Le *tramitador* exige une somme supplémentaire, non prévue dans le coût convenu initialement,

pour obtenir avec certitude les documents administratifs. Une fois les premières dépenses engagées, les familles sont contraintes de céder au chantage. Cette tactique est si répandue que la plupart des familles n'hésitent pas à prévoir une marge dans leur budget initial.

La deuxième forme d'abus, celle-là beaucoup plus dramatique par ses conséquences, concerne l'existence de faux *tramitadores*. Ayant une bonne connaissance des systèmes administratifs, ces derniers prélèvent l'argent du candidat à l'émigration et disparaissent.

« Il y a cinq ans, notre fille devait partir aux États-Unis. Nous avons fait faire les *tramites* en empruntant au total 3 800 dollars, mais « ils » ne nous ont jamais donné les papiers. On a dépensé tout cet argent pour rien. Le *tramitador* nous a roulés, nous et douze autres personnes. On a averti la police. Ils l'ont trouvé à Santa Cruz et l'ont mis en prison. En fait, il n'y est resté qu'une semaine. Il a certainement payé pour sortir. » (Anacleto M., Arbieto).

Ainsi, outre l'éloignement et l'isolement qu'implique un départ de longue durée, les migrants sont placés sous le joug des connaissances des ficelles administratives et des moyens financiers. Ce groupe dominant, extrêmement bien intégré au milieu urbain et par nature fluctuant, comprend aussi bien les migrants expérimentés ayant acquis une bonne assise socio-économique et devenus à leur tour *prestadores* d'argent et de conseils, que les *tramitadores* de la ville. Le coût psychologique, social et économique de la migration, avec les risques d'endettement qu'elle implique, intervient comme facteur décisif des comportements migratoires. De la faisabilité initiale du projet dépendra, non seulement la décision de partir, mais également la réussite de la migration.

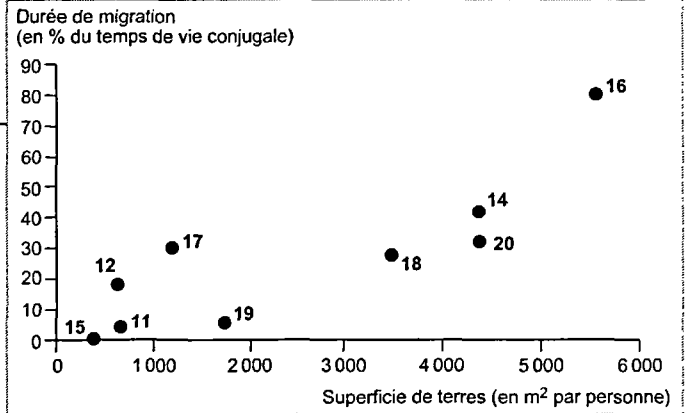
Migrer, un privilège « des moins pauvres » ?

Dans les espaces ruraux où la pression démographique est importante, le manque de terre est souvent considéré comme le principal facteur de départ. Or, dans les villages de Santa Rosa et d'Arbieto, la relation entre ressources foncières et migration est paradoxale. La figure 28 indique, en effet, une corrélation surprenante entre la taille de l'exploitation et le temps global de migration des chefs de famille. Les émigrants qui ont passé le plus de temps à l'étranger depuis la date de leur mariage, sont ceux qui possèdent les plus grandes superficies de terres.

La variable considérée ici est le temps de migration du chef de famille par rapport au temps de vie conjugale. Le mariage signifie l'autonomie économique du noyau familial. Il est donc justifié de mettre en rapport les deux variables : temps de migration et superficie. Toutefois, l'âge du chef

de famille est une variable également importante. Car plus il est âgé, plus son temps de migration absolu va être élevé (nombre d'années passées à l'extérieur du pays). Inversement, plus le chef de famille est jeune, moins son temps de migration absolu est élevé, mais plus son temps de migration relatif est important (par rapport au temps de vie conjugale).

Figure 28 –
 Temps d'émigration
 et ressources foncières
 (Santa Rosa et Arbiato).



Cette relation tient au fait que seules les familles ayant des revenus tirés de l'exploitation agricole ou d'activités de diversification peuvent assumer l'investissement monétaire de la migration et endurer le temps de remboursement de la dette. Pendant les premiers mois d'absence du chef de famille, la réussite dépend de la capacité de la femme à maintenir des sources de revenus agricoles, pour ne pas avoir à utiliser l'argent de la migration. Le migrant pourra ainsi tirer profit de son séjour à l'étranger et entreprendre d'autres départs. Par ailleurs, lorsque la migration est réussie, elle peut déboucher sur l'extension du patrimoine foncier. La plupart des migrants qui réussissent à épargner, achètent des terres dans leur village d'origine. Ainsi, une triple relation intervient entre structure foncière et migration :

- l'insuffisance de terre contraint à rechercher une alternative à l'agriculture pour la survie économique de la famille mais en même temps, elle limite le type d'alternative ;
- plus la superficie de terre est importante, plus le recours à la migration à l'étranger est possible. Cette relation n'implique pas que les familles disposant d'une faible superficie de terre ne s'engagent jamais dans le processus migratoire, surtout si elles disposent d'une autre source de revenu (commerce, transport). Cependant, elles prennent un risque considérable ;

– plus la superficie de terre est importante, plus le temps de migration peut être prolongé et plus le passage à une migration rentable, mais coûteuse, est possible (aux États-Unis ou en Israël).

Le niveau d'instruction des familles est un autre facteur d'émigration. G. Deheza (*op. cit.*) montre que les comportements migratoires sont en étroite relation avec les niveaux d'instruction des populations.

Les villages enquêtés se caractérisent par des niveaux d'instruction supérieurs aux moyennes régionales en milieu rural. L'analphabétisme touche 20% de la population âgée de plus de 6 ans tandis que la proportion moyenne régionale en milieu rural s'élève à 31% (INE, 1992). Dans son étude sur les émigrants du village voisin d'Uruceña, J. BALAN (1990) insiste également sur cet aspect : les individus ayant terminé l'école primaire migrent davantage.

L'émigration impossible

Les risques d'un départ à l'étranger déterminent le clivage des comportements migratoires dans les villages de Santa Rosa et d'Arbieto. En 1992, environ un foyer sur trois n'avait aucun migrant à l'étranger. Deux témoignages illustrent l'exclusion socioculturelle ou socio-économique des non-migrants au sein de leur communauté.

L'histoire de Hilarion A.

64 ans, 9 membres présents sur l'exploitation.

Superficie de terre : 3 600 m²

Langue parlée par le chef de famille : quechua.

Moyen d'existence : agriculteur, mineur relocalisé, ouvrier maçon.

« Je ne suis jamais parti travailler à l'extérieur du pays comme font la plupart des gens ici. Jusqu'à l'âge de douze ans, j'ai vécu à Arbieto avec mes parents qui avaient quatre hectares de terrain. Nous étions trois enfants, une fille et deux garçons. Moi, j'étais l'aîné. Je suis donc parti travailler dans les mines de Catavi dans la région d'Oruro. Je revenais rarement voir ma famille, seulement quand j'avais assez d'argent pour le voyage. J'ai vécu là-bas la plus grande partie de ma vie. Au total, j'ai travaillé plus de vingt ans dans les mines.

« Juste avant la mort de mon père, en 1948, les gens de la communauté ont profité du fait qu'il ne savait ni lire, ni écrire, pour lui faire signer un faux document et lui extorquer ses terres. Des quatre hectares qu'il possédait, mon frère a pu quand même en obtenir deux, le reste a été récupéré par les gens de la communauté.

« Lorsque les mines ont fermé, je suis revenu vivre à Arbieto. Mon frère m'a donné une *arrobada* de terrain, une autre partie revenant à ma sœur. À Catavi, j'avais une parcelle où nous cultivions la pomme de terre et des

fèves. J'ai donc appris à travailler la terre. Aujourd'hui, ces terres ne suffisent pas pour faire vivre la famille. Je reçois chaque mois une pension de l'État (indemnité mensuelle de 200 boliviens perçue par les mineurs relocalisés), et parallèlement je travaille comme maçon dans le village avec mon fils. Je n'ai jamais pensé partir travailler à l'étranger, de toute façon je ne parle pas l'espagnol. Mon fils, par contre, voulait partir. Mais nous n'avons pas d'amis ou de parents pour nous recevoir là-bas. Ici, dans le village, on n'est pas très bien vu. Nous sommes considérés comme des étrangers, car je suis revenu ici il y a seulement cinq ans. Et puis, nous n'aimons pas emprunter de l'argent. Moi, je n'ai aucune dette dans le village. De toute façon, on ne voudrait pas nous prêter de l'argent pour payer le voyage. » (Hilarion A., décembre 1992)

L'histoire de Ernan C.

40 ans, 7 membres présents sur l'exploitation.

Superficie de terre : 1,3 ha.

Langue parlée par le chef de famille : quechua, espagnol.

Moyen d'existence : agriculteur, éleveur, ouvrier agricole temporaire.

« Mon père a toujours vécu à Arbieto. Il avait sept *arrobadas* [2,5 ha] dans la communauté. Nous étions trois enfants, deux filles et moi. Quand mon père est mort en 1968, ma mère s'est remariée. Elle a eu un fils, mon demi-frère qui vit aujourd'hui à Santa Cruz. À la mort du deuxième mari de ma mère, c'est mon demi-frère qui l'a entretenue. Il a donc reçu la majeure partie des terres. Moi, je n'ai reçu qu'un *arrobada*. Actuellement, je suis en procès avec lui pour récupérer le reste des terres.

« Après mon mariage, j'ai beaucoup travaillé dans le Chaparé pour nourrir ma famille. Je transportais les sacs de coca jusqu'aux endroits où l'on fabriquait la *pasta* (pâte base cocaïne). Je marchais souvent plusieurs jours à travers la forêt, en me frayant un passage avec la machette. Je gagnais suffisamment à cette période. Maintenant les prix de la coca ont baissé et c'est dangereux de travailler dans le Chaparé. Des fois, j'y retourne quand je n'ai pas assez d'argent pour nourrir ma famille. Mais dans le village, ce n'est pas bien vu de travailler avec les « *cocaleros* ». J'ai voulu partir en Argentine parce que ma femme a un de ses frères qui vit là-bas. Au début, j'ai pu rester plusieurs mois. Je faisais des allers et retours. Et puis, j'ai eu un accident. Maintenant, je ne peux plus travailler comme avant, je ne peux plus porter de poids. J'ai essayé plusieurs fois de repartir travailler en Argentine. Mais comme je ne trouvais pas de travail, je m'endettais à chaque fois. Maintenant, les gens de la communauté ne veulent plus me prêter de l'argent. Ils disent que je suis trop pauvre et que je ne pourrai pas rembourser mes dettes. Ils ne me font pas confiance. Je me dispute avec beaucoup de gens ici. » (Ernan C., juin 1992).

Ainsi, dans les villages de Santa Rosa et d'Arbieto, la migration internationale concerne surtout les couches favorisées des communautés

paysannes, davantage pour des raisons de faisabilité que de nécessité. L'accès à la migration dépend à la fois de l'assise sociale de la famille, de ses ressources foncières initiales et de ses capacités à développer des activités parallèles à l'agriculture. Si la cohésion sociale communautaire demeure l'élément clef du processus migratoire, la sélectivité s'enracine dans la différenciation socioculturelle et économique des familles. Le degré d'instruction, la présence ou non d'une tradition migratoire au sein de la famille, l'expérience passée, l'accès à l'information, l'insertion et la place socio-économique des individus au sein de la communauté, leurs capacités d'adaptation sont autant de facteurs qui s'ajoutent à l'attrait du salaire.

L'ailleurs, un espace du quotidien

Les stratégies migratoires dans les communautés paysannes de Pampa Churigua, de Santa Rosa et d'Arbieto posent, tout d'abord, la question de la configuration spatiale de l'émigration rurale. Migrations internes à partir du plateau d'altitude, migrations internationales des paysans des vallées : comment expliquer cette différenciation des destinations migratoires entre deux étages écologiques, pourtant si proches ? Pourquoi les paysans les plus pauvres des vallées ne migrent-ils pas au Chaparé ? Inversement, pourquoi les familles les moins démunies et les plus instruites de la communauté d'altitude ne migrent-elles pas à l'étranger ?

Plusieurs hypothèses peuvent être avancées. La migration internationale, exigeant le recours à l'emprunt et un « sens » de l'accumulation à long terme, peut paraître éloignée des logiques plus traditionnelles des paysans de Pampa Churigua. Toutefois, une certaine capacité d'accumulation et d'épargne existe dans la communauté d'altitude. L'achat de terres dans le Chaparé par une majorité de la population de Pampa Churigua en est la preuve.

La nécessité d'accéder à des réseaux sociaux spécifiques peut également limiter la diffusion de la migration internationale dans la communauté d'altitude. Cette migration puise sa dynamique dans un système d'organisation collective qui fonctionne au sein de la structure communautaire. Elle repose sur la solidarité inter-familiale et ne peut

« La migration internationale est particulièrement sélective selon le lieu d'origine. »
(BALAN, 1990 : 277).

être le fait d'une démarche strictement individuelle. « Il est courant de rencontrer certaines régions, villages ou communautés caractérisés par une forte migration, tandis qu'elle est absente dans d'autres régions. Cette tendance peut s'expliquer par le rôle des réseaux sociaux dans le processus migratoire. » (BALAN, 1990 : 277).

L'origine sociohistorique des populations paysannes et leurs particularismes locaux sont, sans aucun doute, le facteur d'explication le plus pertinent. Dans la première moitié du xx^e siècle, l'émergence d'une catégorie de paysans indépendants ayant diversifié leurs activités face à une demande croissante de terres, a bouleversé les rapports des paysans à leur territoire. Les *piqueros*, impliqués bien avant la réforme agraire dans une logique individuelle d'appropriation et d'exploitation des terres (celles des *haciendas*), ont été conduits à s'intégrer rapidement aux réseaux de commercialisation régionaux. Le déplacement et la diversification des activités familiales ont été les conditions de cette ouverture sur l'espace régional. Les paysans des vallées, en s'intégrant très tôt au système marchand régional, ont donc une longue pratique de la mobilité spatiale. La tertiarisation et l'urbanisation des campagnes à partir des années cinquante n'ont fait que la renforcer. L'intégration économique précoce de ces paysanneries à l'espace régional a entraîné, en même temps, une recomposition des identités socioculturelles paysannes. Le métissage, l'accès à l'éducation et au bilinguisme, l'urbanisation et l'individualisation des comportements, le relâchement de la cohésion communautaire favorisent aujourd'hui les départs à l'étranger et facilitent l'intégration de ces paysans quechua dans les centres urbains argentins ou nord-américains.

Si les villages du Valle Alto sont aujourd'hui plus propices aux migrations vers l'étranger que les communautés d'altitude où dominent les indigènes monolingues quechua, cette différenciation des destinations migratoires n'est cependant pas figée. Un changement de la conjoncture économique et politique nationale, ou même internationale, peut modifier à tout moment les trajectoires migratoires. Au moment du « boom » de la coca, par exemple, les paysans de Santa Rosa et d'Arbieto ont délaissé l'étranger pour le Chaparé. La plupart des familles se sont lancées dans l'élaboration de pâte base cocaïne qui rapportait plus qu'un salaire de maçon en Argentine (au cours de la période 1980-1985, le Valle Alto était un espace moteur de l'économie de la coca-cocaïne). Mais dès que les prix ont chuté et que les politiques antidrogue se sont durcies, les paysans se sont retirés du marché et sont repartis à l'étranger.

Dans la région de Cochabamba, la « mondialisation » des économies paysannes et des migrations est incontestablement en cours. Que ce soit dans la communauté d'altitude ou dans les vallées, les comportements migratoires sont soumis aux conjonctures économiques et politiques de niveau national ou international. La migration vers le Chaparé entraîne une dépendance considérable et une forte vulnérabilité des paysans dont les logiques de subsistance sont actuellement liées à l'économie de la coca. Pris dans les mailles du vaste et complexe filet de l'espace-monde, le paysan de Pampa Churigua ne dispose que de bien faibles marges de manœuvre pour s'adapter aux pressions des acteurs nationaux et internationaux. La réversibilité des comportements migratoires se calque sur la conjoncture sociopolitique et économique du moment (contrôle du trafic, prix de vente de la coca...). De même, dans les vallées, les migrations dépassent largement le cadre local ou régional ; le paysan est soumis aux fluctuations des politiques d'immigration des pays riches, au cours des monnaies, au marché international du travail, etc.

Par l'ancrage du fait migratoire dans les sociétés d'origine, les dynamiques de mobilité témoignent d'un mode original d'élargissement de l'espace de vie paysan, qui est vécu de façon « semi-autonome » par les acteurs locaux. Dans la communauté d'altitude, le Chaparé, situé à 150 km, fait partie de l'horizon quotidien et permanent des paysans. La migration est une alternative totalement intégrée et adaptée au cycle de vie des individus et au développement social de la famille. L'accès aux terres basses ne signifie pas le transfert d'une population dans un autre système socio-économique. Au contraire, les formes d'insertion dans le Chaparé, les modes d'activités, les rythmes de migration, traduisent la volonté de combiner deux espaces de production. L'expression la plus significative de cette dimension est la ténacité des populations paysannes à vouloir investir dans les terres du Chaparé, alors que la conjoncture ne favorise guère la commercialisation de la coca.

Dans les vallées, la migration à l'étranger est également une alternative banalisée, devenue structurelle de l'économie paysanne. Les logiques de mobilité reposent à la fois sur un système d'organisation communautaire finement structuré et sur l'initiative individuelle. L'émigration, devenue « tradition réticulaire » (DELAUNAY, 1991), se perpétue de père en fils en se fondant sur une pratique de l'espace devenue familière, entretenue par des réseaux sociaux et des nécessités économiques. Le système de mobilité repose sur l'éclatement spatial de la famille et la diversification des activités.

Ainsi, dans ces régions andines de Bolivie, émigration ne signifie pas exode. Le producteur de coca du Chaparé tout autant que le salarié à Buenos Aires n'abandonne pas ses terres d'origine. Au contraire, il fonde toute sa logique de mobilité sur la nécessité de maintenir sa présence et ses activités dans sa communauté d'appartenance. La migration est permanente, structurelle, mais elle n'est jamais définitive. Grâce à la structure communautaire et familiale, le paysan combine, agence, superpose plusieurs espaces de subsistance. Il met en œuvre une stratégie permanente d'élargissement spatial qui dépasse largement la conjoncture.

Devenirs paysans : survie, mutations, développement

Partie 3



Les migrations à l'étranger ou vers le Chaparé entraînent une atomisation des espaces de vie des individus, à échelle nationale et mondiale, mais sans qu'il y ait rupture avec l'espace d'origine. Les transferts de biens, d'argent, de valeurs et d'informations qu'entraînent ces déplacements, contribuent à une recomposition économique et socioculturelle des espaces d'émigration dont les formes peuvent être très diverses. Les retombées de la migration entraînent-elles une déstructuration des paysanneries andines ou au contraire un nouveau mode de développement économique et social ? La migration peut-elle être considérée comme une stratégie de reproduction de la famille et des sociétés paysannes ?

Dans les villages étudiés, les incidences socio-économiques de la migration seront abordées selon plusieurs critères, étroitement imbriqués : les niveaux de revenus, les modes et choix de consommation, les investissements réalisés par les familles (y compris sur le long terme) et les rapports des migrants avec leur société d'origine.

Mutations économiques et socioculturelles des espaces d'émigration

S'interroger sur les mutations économiques et socioculturelles des espaces ruraux, sous l'effet de l'émigration, renvoie à une multitude de questions : quels sont les liens des migrants avec leur famille restée sur place ? La migration permet-elle d'augmenter les niveaux de vie et dans quelle proportion ? Assiste-t-on à de nouveaux modes de consommation, de nouveaux systèmes de valeurs ? La cohésion communautaire est-elle affectée ?

Vers de nouvelles logiques socio-économiques

Les enquêtes menées pendant une année continue auprès d'une vingtaine de familles (voir annexe 1) ont permis de mettre en évidence un certain nombre d'indicateurs des logiques socio-économiques paysannes.

La méthode d'analyse combine des données chiffrées concernant les revenus et les dépenses familiales, avec des données plus empiriques relevant de l'observation des comportements socioculturels. Ces données sont mises en relation avec le fait migratoire de façon à en saisir les incidences.

Les revenus de l'émigration

Les conséquences les plus directes des processus migratoires concernent les niveaux de vie des familles, en termes de revenus monétaires. La migration engendre-t-elle une nouvelle différenciation économique au sein des sociétés paysannes ou bien, au contraire, est-elle une source d'atténuation des inégalités ?

Richesse des vallées, pauvreté des plateaux

Les niveaux de revenus des familles de Pampa Churigua sont nettement inférieurs à ceux des villages de fond de vallée où prédomine la migration internationale. Les écarts sont considérables puisqu'en moyenne, une famille de Santa Rosa ou d'Arbieto a un revenu annuel six fois plus important qu'une autre de la communauté d'altitude.

À Pampa Churigua, le revenu moyen pour les neuf familles étudiées est de 5 000 boliviens annuels, soit 1 320 dollars (au taux de conversion moyen de 3,78 boliviens pour un dollar). Rapporté par personne présente sur l'exploitation au moment des enquêtes, il est de 900 boliviens, soit 238 dollars. À Santa Rosa et à Arbieto, le revenu annuel moyen est de 35 200 boliviens, soit 9 300 dollars. Par personne, le revenu est de 1 300 dollars annuels.

En Bolivie, on dispose de très peu de données sur les niveaux de revenus en milieu rural, de sorte qu'il est difficile de situer ces résultats par rapport à une fourchette de référence.

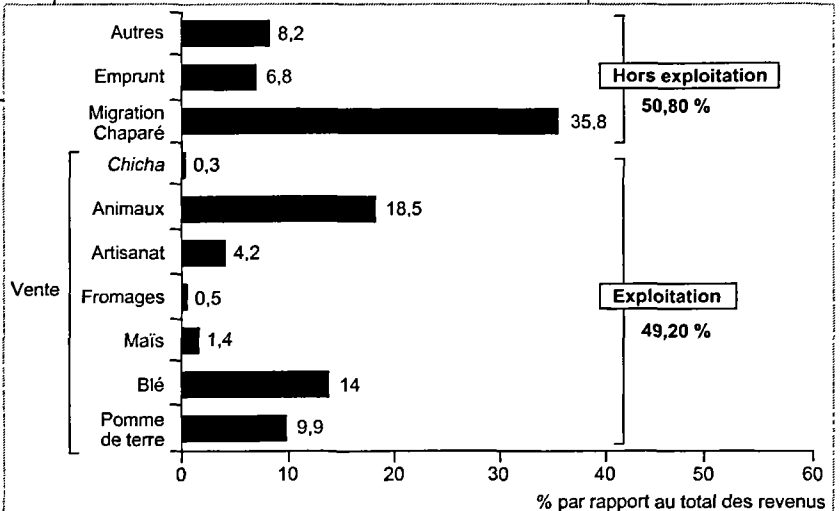
Une étude portant sur les foyers agricoles du département de Cochabamba donne cependant des éléments de comparaison (CARO *et al.*, 1992). Selon ces enquêtes, le revenu annuel moyen des familles rurales des zones d'altitude (sont exclus les paysans installés en permanence dans le Chaparé) serait de 1 410 boliviens, soit 410 dollars. Il est donc largement inférieur à celui calculé à Pampa Churigua, et *a fortiori* dans les villages de vallée. Par contre, les foyers agricoles du Chaparé présentent des revenus supérieurs à ceux des colons de Pampa Churigua, avec une superficie de terres pourtant équivalente : 2 700 dollars annuels contre 2 010 pour la famille de colons la plus riche de Pampa Churigua.

Il est difficile de dire si ces écarts sont dus à la baisse du prix de vente des feuilles de coca entre 1991 et 1993 ou à des méthodes d'enquêtes différentes. Toujours est-il que la migration vers le Chaparé permet aux familles de Pampa Churigua d'atteindre des revenus supérieurs à la moyenne régionale, mais largement inférieurs à ceux des colons résidant en permanence dans le Chaparé.

La migration supplante-t-elle l'agriculture ?

L'importance de la migration dans les économies familiales se mesure aux revenus qu'elle procure par rapport aux autres activités, et en particulier par rapport à l'agriculture. Pour les neuf familles étudiées à Pampa Churigua, les ressources monétaires obtenues « hors exploitation », c'est-à-dire en dehors de la communauté, représentent en moyenne la moitié des revenus annuels des familles. La migration, à elle seule, apporte 36% des revenus annuels, proportion qui peut atteindre pour certaines familles plus de 60 % (fig. 29).

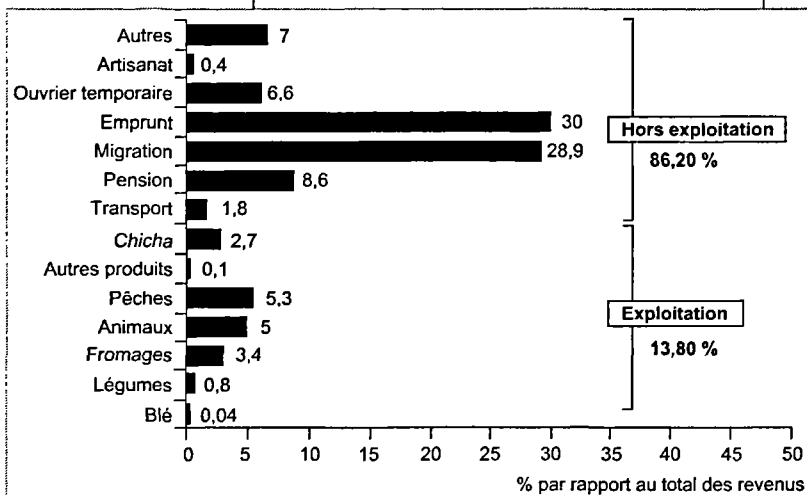
Figure 29 –
 Provenance des revenus
 à Pampa Churigua.



Source : suivi annuel des revenus.

La figure 29 permet de visualiser également l'importance de l'agriculture et de l'élevage. Ces activités fournissent environ 50% des revenus annuels. La vente de blé, de pomme de terre et d'animaux est la source essentielle des revenus agricoles. Autrement dit, parallèlement à la migration vers le Chaparé, l'activité agropastorale à Pampa Churigua continue de jouer un rôle important pour la subsistance de la famille.

L'importance de la migration dans les économies familiales est encore plus visible dans les villages de vallées (fig. 30). Plus de 80 % des revenus familiaux proviennent de l'extérieur de l'exploitation agricole. La migration à elle seule représente presque 30 % des revenus.



Source : suivi annuel des revenus, 1992-1993.

Figure 30 –
Provenance des revenus
à Arbieto et à Santa Rosa.

En ne tenant compte que des familles de migrants, la migration fournit en moyenne 45% du total des revenus annuels, voire 70% dans certains foyers. Les enfants jouent souvent un rôle capital. Dans le cas d'un foyer, l'argent envoyé par les deux enfants résidant en Israël atteint 67% des revenus annuels (soit 7 500 dollars). Contrairement à la communauté d'altitude, l'agriculture et l'élevage ne participent que très faiblement aux revenus familiaux (moins de 15%). L'exploitation agricole est devenue une source annexe de revenus. Pour la quasi-totalité des familles, les récoltes sont insuffisantes pour dégager des excédents, en particulier celles des produits traditionnels comme le maïs, le blé ou la pomme de terre. L'élevage, par contre, représente environ 8% du total des revenus (vente de produits laitiers et d'animaux).

Dans les villages de vallée, la monétarisation des économies familiales introduit un autre rapport à l'argent, observable dans les pratiques monétaires des familles. En moyenne, plus de 30% des revenus annuels des familles proviennent d'emprunts auprès de voisins et de parents. Si des emprunts servent à financer un départ à l'étranger, une partie non négligeable est destinée à la consommation courante (40% en moyenne). Un nouveau comportement face à la consommation se développe ; les dépenses monétaires précèdent souvent la perception des revenus. Très souvent, des dépenses sont engagées en prévision d'une rentrée d'argent. Or celle-ci reste fort aléatoire. Les revenus de la

migration, non seulement ne sont pas sûrs, mais s'avèrent irréguliers. Les revenus agricoles, quand ils existent, sont annuels. Seul l'élevage bovin peut assurer une injection monétaire journalière, à condition que la taille du cheptel, donc des terres disponibles, soit suffisante. Les formes de commercialisation du fromage reflètent d'ailleurs cette nouvelle logique, puisque les intermédiaires commerciaux accordent souvent aux producteurs des avances sur la production et sur la vente. Autrement dit, l'argent est dépensé avant même d'être gagné.

Le manque fréquent d'argent conduit les familles à pratiquer « l'emprunt tournant ». En cas de besoins monétaires, elles empruntent à une famille pour rembourser une autre, dès que celle-ci réclame son dû. Dans ce système circulaire, tout le monde prête ou rembourse à tout moment, ce qui crée des relations de dépendance considérables, des conflits et surtout des situations d'endettement irréversibles pour certaines familles.

Les migrants sont-ils moins « pauvres » ?

À Pampa Churigua, les niveaux de revenus varient entre 130 et 530 dollars annuels par personne, soit un rapport de 1 à 3,3. La différenciation inter-familiale est donc relativement faible. La migration vers le Chaparé n'introduit pas de fortes disparités économiques au sein de la communauté. Elle tend, au contraire, à réajuster les déséquilibres préexistants, essentiellement dus à la répartition inégale des ressources foncières.

La hiérarchie des niveaux de revenus est la suivante :

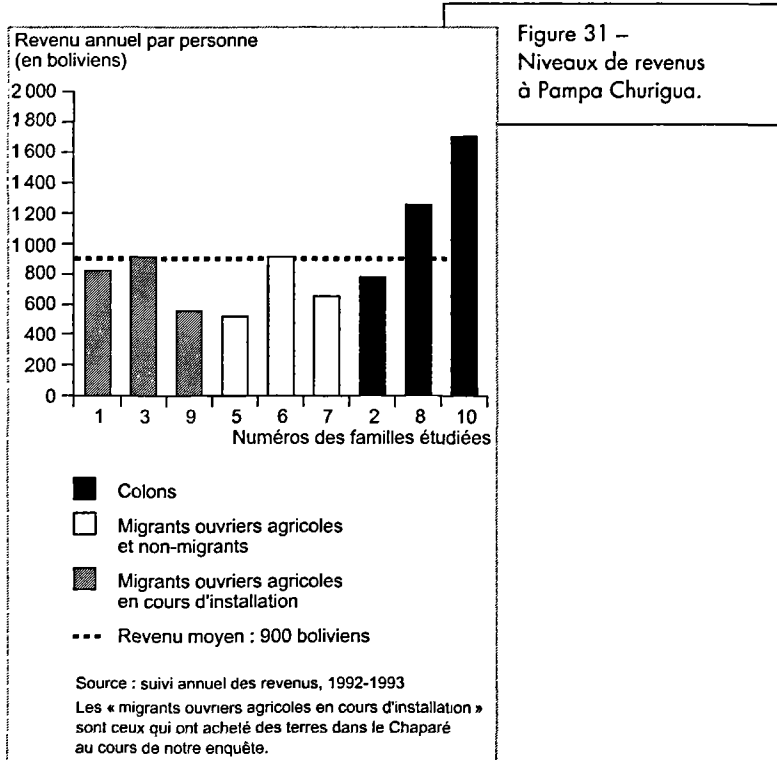
- familles à faibles revenus : de 500 à 800 boliviens par personne (de 130 à 210 dollars) ;
- familles à revenus moyens : de 800 à 1 000 boliviens par personne (de 210 à 260 dollars) ;
- familles à hauts revenus : de 1 000 à 2 000 boliviens par personne (de 260 à 530 dollars).

La migration intervient-elle dans cette hiérarchie économique ? En se référant au revenu annuel par personne, la relation n'est pas évidente (fig. 31).

Les deux familles qui disposent de meilleurs revenus sont des colons producteurs de coca (familles 8 et 10). Mais la famille 2, qui exploite également des terres dans le Chaparé, a un revenu inférieur à la moyenne de 900 boliviens (famille 2). De leur côté, les familles sédentaires n'ont pas nécessairement les plus bas revenus. La famille 6, par exemple, qui n'a aucun membre migrant vers le Chaparé, parvient à un niveau de revenus moyen en ne misant que sur sa production agricole.

Les revenus de la migration peuvent générer une différenciation socio-économique qui accentue les inégalités anciennes ou remet en cause l'homogénéité entre les familles.

Ainsi, la migration vers le Chaparé ne procure pas nécessairement de meilleurs revenus, tout au moins une fois rapportés au nombre de personnes vivant au foyer. Il est certain que les rendements de la coca, très inégaux selon l'âge des plantations et variables d'une récolte à l'autre, rendent incertains les revenus des colons. De plus, certains doivent employer une main-d'œuvre extérieure pour les récoltes de coca, ce qui diminue les bénéfices monétaires. Dans le cas de la famille 8, c'est la priorité donnée à la scolarisation des enfants qui limite le recours à la main-d'œuvre familiale.



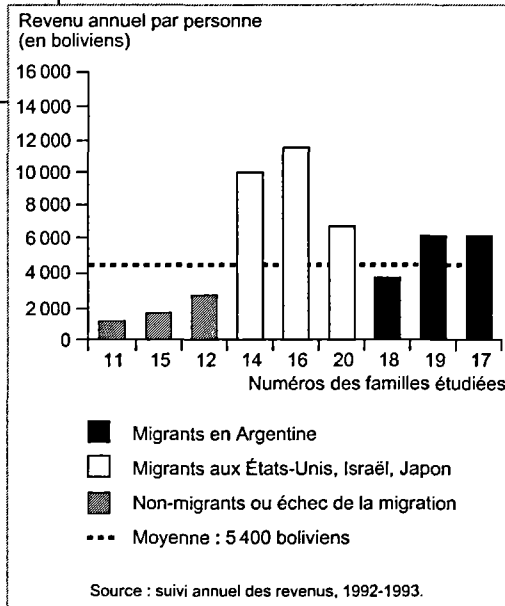
Dans les villages de fonds de vallée, la répartition des richesses est davantage calquée sur les comportements migratoires, avec une différenciation socio-économique beaucoup plus marquée qu'à Pampa

Churigua. La famille la plus pauvre dispose d'un revenu annuel qui équivaut à 7 % de celui de la famille la plus « riche », soit un rapport de 1 à 14 (1 500 dollars contre 21 000 dollars). En prenant comme indicateur le revenu annuel par personne, la hiérarchie économique est alors la suivante :

- familles à faible revenu : de 1 000 à 3 000 boliviens (de 260 à 790 dollars); familles 11, 12 et 15;
- familles à revenu moyen : de 3 000 à 6 000 boliviens (de 790 à 1 580 dollars); familles 18,19 et 17;
- familles à haut revenu : de 6 000 à 12 000 boliviens (de 1 580 à 3 170 dollars); familles 14,16 et 20.

Les écarts de revenus reflètent bien les comportements migratoires (fig. 32). Les faibles revenus correspondent à la fois aux foyers dont les membres ne migrent pas (familles 11 et 15) et à celui où la migration est un échec (famille 12). Les foyers à revenus moyens, quant à eux, ont un ou plusieurs membres migrant en Argentine (familles 17,18 et 19). Le dernier groupe est celui des migrants aux USA ou en Israël (familles 14 et 16) ou de ceux qui ont récemment migré dans ces pays (famille 20).

Figure 32 –
 Niveaux de revenus
 à Santa Rosa et à Arbieto.



Quelles chances d'accumulation monétaire ?

Que ce soit dans les vallées ou sur le plateau, les migrations constituent une source de revenus importante pour l'économie familiale. Mais encore faut-il relativiser ces apports en tenant compte des chances d'accumulation monétaire et des contraintes budgétaires des familles. Un bilan monétaire annuel fournit une indication de la capacité d'épargne des familles.

De faibles capacités d'accumulation à Pampa Churigua

À Pampa Churigua, le suivi annuel dépenses/revenus des familles montre une faible capacité d'accumulation au terme de l'enquête (fig. 33). Si le bilan monétaire familial est rarement négatif (l'endettement, contrairement à la zone d'Arbieto et de Santa Rosa, est généralement redouté), la migration liée à l'économie de la coca ne permet pas un réel enrichissement des paysans.

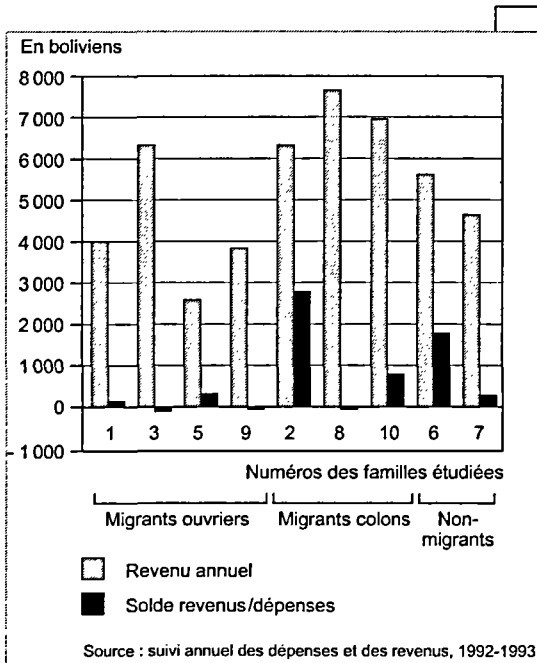


Figure 33 –
Bilan monétaire
des familles
de Pampa Churigua.

Une épargne significative existe seulement pour trois familles, dont une qui ne migre pas (famille 6). Certes, grâce à la vente de la coca, les familles d'anciens colons sont celles qui ont le plus de chance d'épargner (familles 2 et 10). Cependant, ce sont celles aussi qui dépensent le plus (plus de 100 boliviens par mois contre 40 à 80 pour les autres familles). L'argent épargné est souvent destiné à agrandir l'exploitation du Chaparé.

La migration temporaire comme ouvrier agricole, quant à elle, est d'abord un moyen de « survie » au quotidien avant d'être une source d'épargne monétaire. Lorsque les familles parviennent à épargner, ce n'est qu'au terme de plusieurs années de migration et, dans ce cas, elles donnent la priorité à l'achat de terres dans le Chaparé (familles 1, 3 et 9).

Toutefois, ces familles ont une marge de manœuvre monétaire fort réduite et gèrent un budget serré, souvent au jour le jour. L'achat de terres absorbe souvent la totalité de l'épargne monétaire de la famille, aux dépens des besoins de consommation courante. Les familles 3 et 9, dont le solde est légèrement négatif à cause de cet investissement, ne disposent pas de la somme nécessaire pour financer la mise en culture. Le nouveau colon doit avoir un minimum de réserve monétaire pour acheter les outils, les plants, les semences (par exemple, la plantation d'un hectare de coca coûte environ 500 dollars). La famille 9, après avoir consacré la totalité de son épargne à l'achat de terres, n'a pu, faute de ressources monétaires, semer le riz à temps après avoir défriché ses parcelles.

Les risques de l'endettement dans les vallées

Dans les vallées, les migrations lointaines procurent des revenus élevés, mais elles entraînent des dépenses plus importantes, en particulier lors du départ du migrant. La capacité d'épargne des familles est avant tout conditionnée par le remboursement des emprunts, mais aussi par la capacité de la femme à gérer l'exploitation et le budget familial. Dans ces conditions, seules cinq familles sur neuf disposent d'une épargne au terme de l'enquête (fig. 34). Pour certains foyers, l'endettement est considérable : de 100 à 4 000 dollars. Les familles dont les membres migrent vers l'Argentine sont celles qui indiquent les bilans monétaires les plus négatifs. Pour certaines d'entre elles (familles 18 et 19), l'endettement s'explique par une migration aux États-Unis qui a échoué (refoulement à la frontière) alors qu'elles avaient emprunté une somme importante pour financer les coûts du voyage.

Certains soldes monétaires, positifs ou négatifs, s'expliquent par une circonstance particulière. La famille 15, par exemple, a une faible capacité d'accumulation monétaire alors que son solde est largement positif. D'autres, par contre, ont une réelle capacité d'épargne grâce aux revenus combinés de la migration lointaine et de l'agriculture (familles 14 et 12).

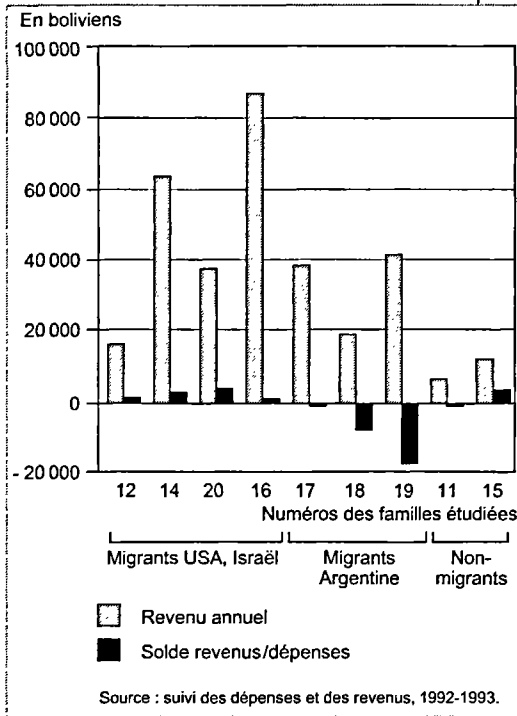


Figure 34 –
Bilan monétaire
à Arbieta et
à Santa Rosa.

Lorsque les familles atteignent un tel niveau d'endettement et que le système « d'emprunt tournant » n'est plus envisageable, plusieurs solutions sont possibles : le départ en Argentine d'un autre membre de la famille (ce qui aggrave la dette à court terme), la vente d'une partie du cheptel (ce qui implique la baisse des revenus de l'élevage) ou le départ de toute la famille à l'étranger en laissant les terres à un parent. De rares cas de décapitalisation se manifestent par la vente d'une partie ou de la totalité des terres.

« Cela fait trois ans que je travaille en Argentine. Je suis parti parce que je dois rembourser un emprunt de 3 000 dollars que j'ai fait pour partir aux États-Unis. Mais j'ai été refoulé à la frontière. Tout l'argent que j'ai envoyé à ma femme a servi à rembourser cet emprunt. Pendant ce temps, ma famille vivait de la vente de *chicha* et de l'élevage. Dernièrement, je suis revenu avec des économies, mais on a dû faire opérer ma fille. Maintenant, je vais vendre les deux vaches qui nous restent et emmener toute ma famille en Argentine. » (Romulo C., Santa Rosa).

Ainsi, la migration internationale permet, d'un côté, d'augmenter considérablement les revenus des populations. Dans cette région de Bolivie,

on peut parler d'une « riche paysannerie » (en comparaison avec les revenus moyens à l'échelle nationale). Mais d'un autre côté, la dépendance monétaire vis-à-vis de la migration et les risques d'endettement fragilisent l'économie familiale, tout au moins lorsqu'il s'agit d'un premier départ pour une destination lointaine. La migration introduit ainsi une importante différenciation économique au sein des villages où coexistent les non-migrants pauvres, les migrants endettés et les migrants riches.

Vers de nouveaux modes de consommation et de comportements socioculturels

La migration et les revenus qu'elle procure constituent un puissant facteur de changements identitaires. Les modes d'utilisation des ressources monétaires traduisent certaines priorités ou nécessités de consommation, révélatrices non seulement du niveau de vie des familles, mais aussi de leurs mentalités. La migration véhicule de nouvelles valeurs, de nouveaux comportements socioculturels qui transparaissent dans les pratiques rituelles, la vie communautaire, les relations inter-familiales... Toutefois, ces changements ne sont pas de la même nature, ni de la même intensité dans les trois communautés étudiées.

Les priorités monétaires

De façon à mieux rendre compte des modes de consommation, les dépenses courantes sont distinguées des dépenses exceptionnelles. Ces dernières concernent principalement les investissements ponctuels dans les moyens de production (achat de terres, d'animaux, d'outils...) ou l'achat de divers produits manufacturés (vélo, radio...). Tous les autres types de dépenses (alimentation, vêtements, moyens de production...) sont considérés comme « courants ». La part représentée par les dépenses exceptionnelles est un indicateur du « bien-être » matériel de la famille.

L'émergence d'une élite paysanne dans les vallées

À Santa Rosa et à Arbiato, les modes de consommation se caractérisent par une part considérable du budget destinée à des dépenses « exceptionnelles » (plus de 50 %). Dans la figure 35, ces dépenses sont constituées de remboursement d'emprunt et des dépenses « autres » qui concernent les biens de consommation non élémentaires (combustibles, électricité, amélioration de l'habitat, achat d'ustensiles, de radios, de bicyclettes, etc.).

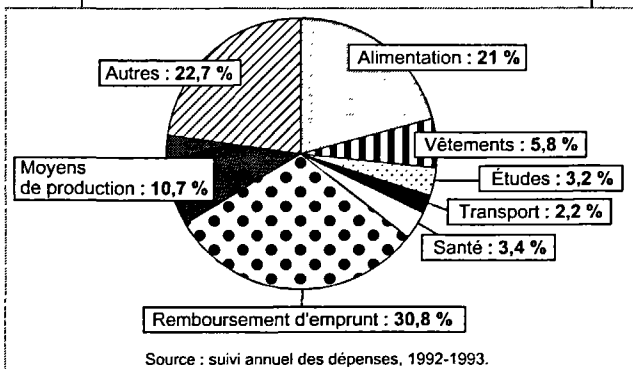


Figure 35 – Utilisation des revenus à Santa Rosa et à Arbiato (en pourcentage des dépenses annuelles).

Dans les villages de vallée, les signes de l'enrichissement sont multiples : tous les foyers possèdent un radio et une grande majorité un poste de télévision. Les familles les plus riches installent des sanitaires qui remplacent progressivement les traditionnelles latrines.

L'amélioration des niveaux de revenus permet donc aux familles d'élargir leurs dépenses à d'autres catégories de produits que l'alimentation. Pourtant, la part du budget destinée à l'alimentation est supérieure à celle des familles de Pampa Churigua dont les revenus sont largement inférieurs (21 % contre 17 %). En réalité, l'insuffisance des cultures vivrières limite l'autoconsommation et entraîne une monétarisation de l'approvisionnement alimentaire.

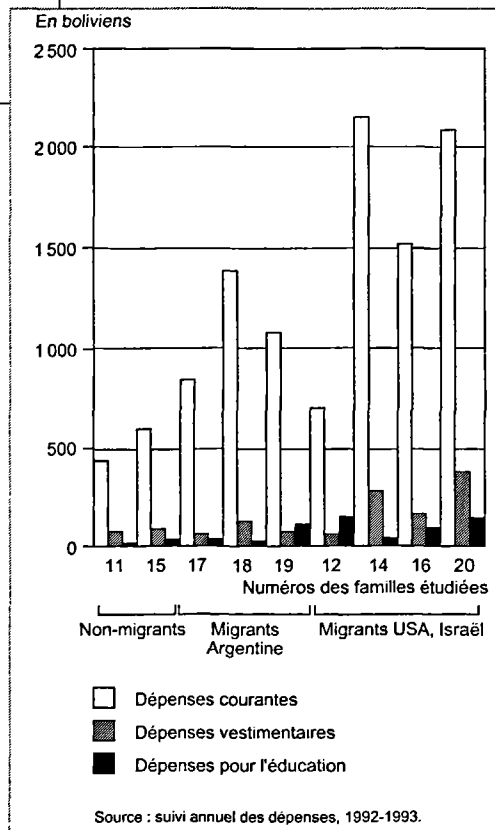
Ce phénomène a d'ailleurs été également constaté par A. Franqueville dans d'autres régions rurales où 53 % des dépenses annuelles sont destinées à l'alimentation : « L'importance de la dépense en alimentation en milieu rural est surprenante, puisqu'elle représente plus de la moitié des dépenses globales. Cela reflète à la fois l'intégration au marché des familles étudiées et l'insuffisance de la production agricole pour assurer l'approvisionnement. » (FRANQUEVILLE *et al.*, 1992 : 73).

La différenciation des revenus s'accompagne d'une stratification des modes de consommation.

Les familles d'émigrants aux États-Unis et en Israël dépensent en moyenne dix fois plus que les familles sédentaires à faibles revenus et consacrent plus de 30% de leur budget à des dépenses « autres ». Cette proportion ne dépasse pas 15% pour les familles à faibles revenus.

L'instruction des enfants tient une place inégale dans les priorités monétaires des familles (fig. 36). Les non-migrants ont généralement des revenus trop faibles pour poursuivre la scolarisation de leurs enfants. Dans le cas de la famille 11, le fils aîné a interrompu ses études dès l'âge de 13 ans et travaille dans les plantations fruitières des « riches » migrants. Par contre, de meilleurs revenus permettent au chef de famille « d'investir » davantage dans l'éducation de ses enfants. Très souvent, la migration à l'étranger s'inscrit dans une véritable stratégie éducative.

Figure 36 –
 Dépenses familiales
 à Santa Rosa et à Arbieta.



La famille 20 correspond à ce schéma (mais du fait d'un meilleur revenu, la part destinée à la scolarisation des enfants ne représente que 5% du budget annuel). La famille 12 privilégie également l'éducation des enfants. Plus de 10% du budget familial lui est consacré, malgré de faibles revenus. L'argent envoyé des États-Unis par le mari est presque entièrement destiné à la scolarisation des enfants placés dans une école privée de « plus haut niveau » à Cochabamba. Même lorsque la famille n'a pas recours à la stratégie migratoire et qu'elle a peu de revenus, il peut arriver qu'elle juge prioritaire l'instruction des enfants (cas de la famille 15).

Cependant, la migration entraîne parfois des effets diamétralement opposés. La famille 14, par exemple, consacre une part minime de son budget à l'éducation des enfants (moins de 1%), alors qu'elle dispose de très bons revenus. Les parents, tous deux présents sur l'exploitation, ont préféré envoyer leurs deux enfants aînés travailler en Israël, de façon à financer les coûts de production des plantations fruitières.

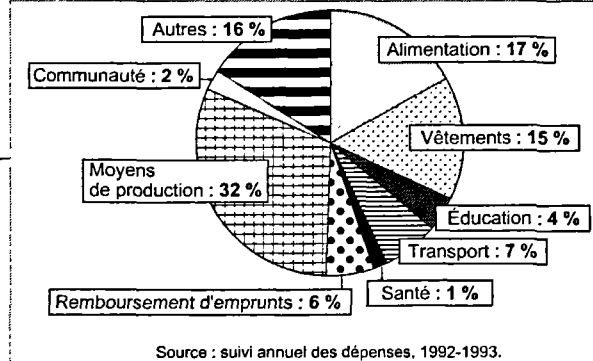
En réalité, la préférence donnée à l'instruction des enfants fait figure « d'héritage » familial. Dans les cas cités, le père ou la mère de famille ont un niveau d'instruction relativement élevé, tout au moins comparé aux autres familles. Il est donc difficile d'isoler l'influence de la migration sur les niveaux d'instruction. Une seule chose est sûre : lorsque la volonté et la prédisposition du chef de famille existent, la migration à l'étranger est l'un des moyens le plus efficace pour financer l'éducation des enfants.

Des dépenses peu diversifiées à Pampa Churigua

Quelles sont les priorités monétaires à Pampa Churigua ? Les dépenses exceptionnelles représentent 18% du budget annuel, proportion largement inférieure à celle des villages de vallée. Les familles de migrants consacrent une part plus importante que les autres à ce type de dépenses (entre 17% et 30%) destinées surtout à l'achat de terres. Pour les familles de non-migrants, la proportion de ce type de dépenses reste faible : elle fluctue entre 5% et 12%. En tenant compte des dépenses globales, seulement 17% du budget familial est consacré à l'alimentation (fig. 37). Rapportée aux dépenses courantes, la proportion est de 25%.

La majeure partie du budget familial est consacrée aux moyens de production, qui comprennent ici l'achat de terres dans le Chaparé. Si l'on fait abstraction de ces investissements, les coûts de production à Pampa Churigua sont relativement restreints. Ils se limitent à l'achat éventuel de semences lorsque la production a été insuffisante ou, plus rarement, à l'achat d'intrants chimiques pour la culture de pommes de terre.

Figure 37 –
Utilisation des revenus
à Pampa Churigua
(en pourcentage
des dépenses annuelles).



Les familles de colons qui parviennent à une accumulation monétaire grâce à la vente de la coca destinent leur argent à l'achat de nourriture, de boissons et de biens manufacturés et pour certaines à l'achat de nouvelles terres dans le Chaparé. Pour ces familles, l'exploitation agricole du Chaparé implique des dépenses en main-d'œuvre et en transport. De façon logique, celui-ci prélève une part plus importante du budget des migrants (entre 13 % et 20 % des dépenses totales contre 7 % en moyenne).

Les dépenses « autres » concernent surtout l'équipement ménager (combustible, bougies, produits d'entretien, ustensiles...) et l'amélioration de l'habitat. De façon étonnante, elles prélèvent une part considérable des ressources monétaires. En ne tenant compte que des dépenses courantes, la proportion passe à 31 % ! À titre de comparaison, A. FRANQUEVILLE *et al.* indiquent une proportion largement inférieure : seulement 7 % du budget (1992 : 71).

À l'inverse, la santé et l'éducation demeurent très éloignées des préoccupations familiales. À Pampa Churigua, l'éducation ne constitue pas une stratégie d'ascension sociale et économique. Certains anciens colons achètent un terrain dans les quartiers sud de Cochabamba pour y construire un pied-à-terre. Ces familles cherchent à établir un relais urbain pour la commercialisation de la production agricole sur le marché de la Cancha, mais très rarement à assurer un logement en ville pour les études des enfants.

Dès le second cycle scolaire, les enfants de la communauté doivent descendre dans les vallées. Généralement, seuls les garçons poursuivent leur scolarité à Tarata, soit en logeant chez un parent proche en

échange de petits services, soit en remontant chaque soir dans la communauté. Mais la majorité des familles préfèrent envoyer leurs enfants travailler dans le Chaparé, dès qu'ils sont en âge de migrer. Les quelques dépenses en éducation se limitent donc à des cotisations ponctuelles pour l'entretien de l'école de Pampa Churigua ou l'achat de matériel lors de la rentrée scolaire de février. Elles sont perçues par les populations comme une charge dans le budget familial.

La protection sanitaire demeure très mal assurée au sein de la communauté, en particulier face à la menace du choléra. L'isolement peut expliquer les faibles dépenses de santé; le poste sanitaire le plus proche se situe à plus de trois heures de marche. De plus, et c'est certainement l'élément le plus déterminant, les familles paysannes ont systématiquement recours à la médecine traditionnelle. Elle est fondée non seulement sur l'usage de plantes (et en particulier des feuilles de coca), mais aussi sur la pratique de rituels religieux syncrétiques (invocation des esprits, sacrifices, incantations chantées...).

Ces rituels sont généralement pris en charge par les femmes. Lorsqu'elles ne parviennent pas à éloigner le « mauvais esprit », elles ont alors recours au chaman (*curandero* ou *yatiri*, "celui qui sait" en aymara) auquel les familles rendent régulièrement visite. Les consultations représentent un coût non négligeable, même s'il n'est pas monétaire. Il est de coutume de porter au *yatiri* des boissons et des nourritures en abondance, afin que la guérison se fasse au plus vite. À Pampa Churigua, le *yatiri* détient une influence considérable.

Modes de consommation et vie festive

La vie festive, très intense dans ces régions andines, est un autre indicateur des mutations socioculturelles induites par la migration. Dans les villages étudiés, elle prend deux modes d'expression. L'un est lié au cycle de vie de la famille proprement dit, l'autre vise à renforcer la cohésion socioculturelle du groupe communautaire.

Les temps forts de la vie festive

Comme dans toute société, le cycle de vie de l'individu et de la famille est rythmé par des temps forts : naissance, mariage et mort. À ces occasions la famille réunit ses parents proches et éloignés (selon le principe du *compadrazgo*) impliqués dans des rituels spécifiques, dont la nature varie très peu d'une zone à l'autre.

Outre le baptême proprement dit, le rituel nommé *umaruthucu* constitue un moment décisif de la vie de l'enfant, dès qu'il atteint l'âge d'un an. Le principe consiste à raser la tête de l'enfant : chaque invité coupe une mèche de cheveux et donne une participation en argent ou en nature. Les parrains offrent généralement un animal (ovin ou bovin selon la zone). Ce rituel marque l'étape à partir de laquelle l'individu sera considéré comme un être social à part entière, autrement dit comme *comu-nero* (il est inscrit sur les registres communaux à partir de ce jour).

Il existe tout un monde de symboles et de croyances autour de la naissance. Par exemple, jusqu'à l'âge de six mois, le corps de l'enfant est enveloppé dans un tissu très serré et rigide (appelé *chupi*) pour qu'il « devienne plus fort et s'habitue à lutter dès son plus jeune âge » selon certains témoignages. En réalité, jusqu'à son baptême, l'enfant « n'existe pas » pour la famille, car il peut être emporté à tout moment par la maladie qui, dans la vision des paysans, est l'œuvre de mauvais esprits. À cet égard, une femme étrangère à la famille ne doit pas regarder le nouveau-né. Envieuse de la naissance de l'enfant, elle pourrait l'ensorceler et lui infliger une maladie.

La constitution d'une nouvelle cellule familiale s'organise en plusieurs étapes. En réalité, le mariage commence dès que l'homme « vole » sa future femme (*suwanakuy* en quechua). Il l'emmène dans sa famille, où le couple partagera une vie commune avant la célébration du mariage et son installation proprement dite. Cette étape constitue, en quelque sorte, une période d'essai dont la durée est fort variable. Par ailleurs, si la rencontre des parents respectifs (rituel du *manaqa*) s'avère positive, leur accord réciproque pour un futur mariage est donné. Celui-ci constitue un événement capital dans la vie des individus. Pendant plusieurs jours consécutifs, parents, enfants, *compadres*, *comadres*, parrains, marraines et amis se réunissent, chaque jour étant l'occasion d'un rituel spécifique.

Les pratiques rituelles liées au décès d'un membre de la famille prennent également une dimension collective, touchant parfois la quasi-totalité de la communauté. En dehors de la veille du défunt et de son enterrement, la coutume est de brûler ses vêtements pour bien marquer la limite entre sa vie passée et sa vie future.

Dans la communauté d'altitude, le rituel de sépulture prend un caractère spécifique qui, selon les témoignages recueillis auprès des familles, s'inscrit dans la même symbolisation : le cortège mortuaire emprunte un chemin déterminé pour parvenir au cimetière, mais devra suivre un autre itinéraire de retour pour que l'âme du défunt « ne revienne pas hanter la maison ». Pendant les réunions familiales des jours suivants, les femmes

chantent des oraisons racontant la vie passée du défunt. D'autres rituels ont lieu par la suite, en particulier la célébration de la messe des neuf jours après la date du décès (appelée *misa chica*). À cette occasion, la famille organise une grande réunion familiale et invite les membres de la communauté à se rendre au cimetière. Pendant les trois années qui suivent, les *misa chica* se succèdent à chaque anniversaire du décès.

En plus des fêtes familiales, trois moments de festivités à caractère communautaire revêtent une grande importance : carnaval, Toussaint et la fête de la communauté proprement dite qui a lieu en juillet (les autres fêtes comme la Saint-Jean, Pâques sont moins déterminantes dans le calendrier festif). Chaque festivité se prépare longtemps à l'avance, à la fois dans les familles et dans l'ensemble de la communauté.

Conformément au mode d'organisation sociale communautaire, chaque chef de famille remplit diverses fonctions d'intérêt collectif (*cargos*) au cours de son cycle de vie. La charge festive, élément clé du système, est traditionnellement confiée à tour de rôle à un ou plusieurs membres de la communauté (familles *pasantes*). À l'occasion des célébrations ou rituels communautaires, ces familles sont chargées de l'organisation et du financement des festivités. L'une reçoit les membres de la communauté, l'autre finance les confettis, une troisième la *banda* (groupe musical)... Cette pratique a lieu essentiellement au carnaval et lors de la fête de la communauté. Même si la famille n'assume pas de charge festive, elle prépare de son côté les festivités. À ces occasions, les femmes élaborent de la *chicha* et cuisinent des plats spécifiques. Au carnaval, après avoir procédé au marquage des animaux (rituel du *k'illpida*), les familles rendent hommage à la Pachamama en sacrifiant une ou plusieurs bêtes. À cette fête, la coutume veut que les membres des communautés rendent visite à leurs parents proches, à leurs voisins, à leurs *compadres*. Ils vont ainsi de maison en maison « chercher le Carnaval », selon leurs propres termes.

Dans les sociétés andines, les fêtes de Toussaint prennent une dimension particulièrement sacralisée et hautement symbolique, car elles touchent au monde des morts et des ancêtres. Aussi bien dans les villages de Santa Rosa et d'Arbieto que dans la communauté de Pampa Churigua, elles sont l'un des moments les plus importants dans le calendrier festif des communautés paysannes : les morts reviennent dans le monde des vivants, il faut les honorer.

Dès la fin octobre, chaque famille prépare des tables abondamment garnies de nourritures et de boissons, en particulier de pains rituels en forme de personnages ou d'animaux (*urpus*) élaborés par les femmes. On prépare également à cette occasion les plats que préféreraient les défunts. Les tables de banquet doivent être prêtes pour le jour de Toussaint (1^{er} novembre) lorsque « les esprits arriveront ». La famille, les voisins et les parents éloignés

se réunissent pour prier, boire et célébrer les défunts. Le jour suivant, une seconde table est préparée, destinée à être emportée sur la tombe des morts pour « l'adieu fait à l'esprit ». Les tombes sont décorées de couronnes, d'*urpus* et de diverses nourritures tandis que la commémoration dure jusqu'à la tombée de la nuit.

Table rituelle d'hommage aux défunts pour les fêtes de Toussaint chez une famille d'Arbieto. À cette occasion, des pains en forme de personnages ou d'animaux (*urpu*) sont élaborés par les femmes, disposés sur la table puis emportés et consommés sur la tombe des morts.

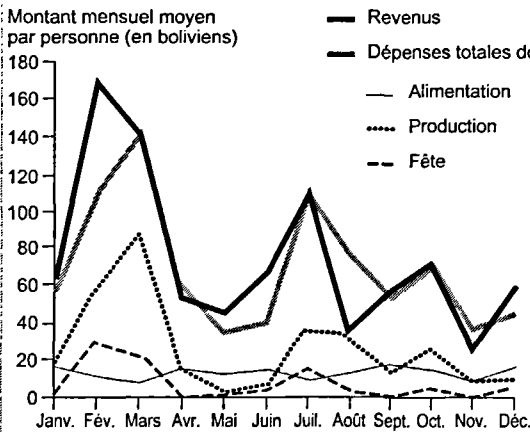


La vie festive dans les logiques monétaires

Pour les familles, les rituels festifs représentent un investissement monétaire important. Dans les deux zones d'étude, ils sous-tendent en permanence les stratégies économiques des familles paysannes.

À Pampa Churiguá, la dimension socioculturelle guide tout particulièrement l'ensemble des comportements économiques des populations. La variation annuelle des divers types de dépenses et des revenus illustre les logiques monétaires des familles (fig. 38).

Les niveaux de revenus augmentent considérablement à trois périodes dans l'année : en février-mars, en juillet, et dans une moindre mesure en octobre. Ces trois périodes coïncident avec le calendrier festif de la communauté. De fait, la courbe des dépenses festives suit globalement celle des revenus. Par contre, les dépenses totales ne suivent pas exactement les variations de revenus. À certaines périodes, notamment en février et juin, les familles cherchent à épargner afin de garder une réserve monétaire pour l'achat de terres et les dépenses festives des mois ultérieurs.



Source : suivi annuel des dépenses et des revenus, 1992-1993.

Figure 38 –
Variation annuelle
des revenus et
des dépenses
à Pampa Churigua.

Les dépenses en moyens de production, notamment l'achat de terres dans le Chaparé, s'effectuent aux périodes de festivités. Les familles qui achètent des terres attendent les périodes creuses du calendrier agricole de Pampa Churigua pour se rendre dans le Chaparé (en mars ou en juillet). L'achat exige un délai de plusieurs jours pour prospecter les occasions de vente et négocier le prix. Les dépenses en alimentation, au contraire, subissent de faibles fluctuations d'un mois à l'autre et semblent peu dépendantes des ressources monétaires disponibles. Leur variation est principalement liée au calendrier agricole.

L'importance de la vie festive dans les logiques monétaires est confirmée par les priorités de consommation. À Pampa Churigua, les dépenses festives drainent en moyenne 15% du budget familial. Cette part est considérable surtout si on la compare aux villages d'Arbieto et de Santa Rosa (moins de 6% des dépenses totales). L'achat de vêtements (qui accapare une part importante du budget familial) est étroitement lié au calendrier festif de la communauté puisqu'ils représentent 85% des dépenses festives. Les célébrations et les rituels religieux entraînent une dépense importante, non seulement en alcool (*chicha*) et autres produits, mais surtout en vêtements. Le prix des vêtements traditionnels des femmes (la *pollera* surtout) est particulièrement élevé. À chaque célébration festive, et surtout au carnaval, chaque femme dépense entre 100 et 300 boliviens pour l'achat d'une nouvelle tenue vestimentaire. La *pollera* marque l'identité des femmes et constitue un indicateur de leur position socio-économique au sein de la communauté.



Consommation de *chicha* entre voisins chez une famille d'Arbieto.
Après son élaboration, l'alcool est stocké dans de grandes jarres de terre
qui sont entreposées dans les cours des maisons (par terre, au second plan).

La consommation de *chicha* est une autre réalité incontournable de la vie socioculturelle et festive des familles paysannes quechua. Elle l'est d'autant plus dans les vallées de Cochabamba très propices à la culture du maïs, produit à partir duquel la *chicha* est élaborée. Le rôle qu'elle joue dans les pratiques culturelles et les rapports inter familiaux est fondamental car, dans l'univers culturel andin, l'alcool est non seulement un instrument de sociabilité entre les individus, mais également un acte hautement symbolique. Sa consommation est associée à la cosmologie andine et aux modes de représentation des forces naturelles.

Les manifestations de ces rapports revêtent des formes très diverses dont la plus fréquente est la *ch'alla*, geste symbolique consistant à verser quelques gouttes d'alcool sur la terre après chaque verre en hommage à la Pachamama (Terre-Mère). Le processus de fermentation de la *chicha* « symbolise la toute puissance du vivant » (SAIGNES, 1978). Ainsi, la consommation d'alcool est fréquente à certaines périodes de l'année

**« Boire de l'alcool
créé un lien mystique
avec les divinités et
les ancêtres défunts,
un lien avec
"l'invisible". »
(SAIGNES, 1992).**

conformément au cycle reproductif naturel, et donc au calendrier agricole. La consommation de *chicha* à la Toussaint, moment du retour des morts sur terre dès le début de la saison des pluies, est une célébration de la germination. Au carnaval (janvier, février), lorsque les morts retournent sous terre, « la terre est ouverte à l'insémination » (SAIGNES, *op. cit.* : 55). En saison sèche, il faut boire en avril au moment des récoltes et pendant les semailles (septembre, octobre).

Dans les villages de vallée, la consommation de *chicha* est quotidienne. Elle est bue soit en comité restreint à l'occasion d'une fête familiale ou lors des travaux agricoles, soit de façon plus informelle dans les *chicherías* des villages. Celles-ci sont en réalité de simples lieux aménagés par les femmes qui vendent leur propre production, le plus souvent sur le pas de la porte. Dans les vallées, au-delà de la fonction sociale et de la valeur hautement symbolique de l'alcool, l'abus de consommation est très fréquent, donnant lieu à certaines formes de violence en particulier envers les femmes.

Dans la communauté d'altitude, par contre, la consommation de *chicha* est nettement moins fréquente, même si elle vient en seconde position dans le budget festif des familles. La faible production de maïs dans cette zone plus aride et les bas niveaux de revenus empêchent les populations d'élaborer leur propre *chicha* ou d'en acheter de grandes quantités. Les occasions de boire sont donc comptées. Elle ont lieu essentiellement lors des célébrations festives. De plus, l'introduction récente de l'évangélisme dans la communauté d'altitude tend à freiner la consommation d'alcool.

Vers un cloisonnement des pratiques socioculturelles communautaires ?

Religion et interdits à Pampa Churigua

À Pampa Churigua, la cohésion socioculturelle et communautaire est encore très forte. Les pratiques et les modes de représentation, comme dans l'ensemble des sociétés andines, sont très fortement marqués par un syncrétisme religieux mêlant catholicisme et mysticisme païen. Cependant, la récente pénétration du protestantisme évangéliste dans les campagnes boliviennes, qui s'est développé dans l'ensemble des pays latino-américains à partir des années cinquante (AUBRÉE, 1991), semble modifier considérablement les pratiques socioculturelles de la communauté.

La forte progression de groupes religieux évangélistes, en particulier au Chili, a favorisé l'expansion de ces courants en Bolivie, étant donné l'importance des contacts entre les populations frontalières (SPOERER, 1986). En 1986, le ministère des Relations extérieures de Bolivie a recensé sur le territoire national 200 dénominations d'églises et de « sectes », chiffre sous-estimé si l'on tient compte des multiples organisations religieuses non reconnues officiellement (RIVIÈRE, 1986).

À Pampa Churigua, l'Union baptiste, courant de la chrétienté protestante traditionnelle, fait de plus en plus d'adeptes. Or il semble que la migration vers le Chaparé ait contribué à l'expansion de ce courant religieux, tout au moins de façon indirecte. En effet, selon les témoignages des familles, les premières conversions remontent au début des années quatre-vingt, période où la migration prend de l'ampleur. En 1985, un temple protestant a été construit dans une communauté située en contrebas du plateau de Pampa Churigua à environ une dizaine de kilomètres. Les familles évangélistes s'y rendent régulièrement pour participer aux réunions.

Dans les zones de colonisation du Chaparé, la population résidente nouvellement installée est plus perméable à ces courants religieux du fait de son déracinement spatial. L'évangélisme se diffuse ensuite depuis les zones basses vers celles d'altitude. De plus, la migration au Chaparé coïncide avec un désir d'ascension sociale et d'enrichissement personnel, avec les valeurs véhiculées par le message évangéliste (SPOERER, 1986).

Selon notre recensement de 1993, 15 % des familles de Pampa Churigua sont évangélistes, proportion supérieure à celle indiquée par le recensement national de 1992 pour l'ensemble des zones rurales du département (9,9 %). Parmi ces évangélistes, 85 % migrent vers le Chaparé.

Les mécanismes de conversion à l'évangélisme dans la communauté demeurent difficiles à cerner. Les motivations sont de plusieurs natures. Pour la plupart des convertis, cette religion permet de retrouver une certaine dignité humaine, une nouvelle éthique, un moyen d'expiation des fautes commises dans le passé (mensonges, fainéantise et surtout alcoolisme). « C'est mieux d'être évangéliste. On ne boit pas de la *chicha* et on respecte la date des semis et des récoltes. » (Paulino G., colon évangéliste de Pampa Churigua).

À ces motivations s'ajoute l'espoir de guérison d'un mal physique ou psychologique. Un des aspects surprenants est le rôle joué par le *yatiri* dans le processus d'évangélisation des membres de la communauté :

« Les zones de colonisation abondent de noms comme Nueva Israël, Nazareth... »
(ALBO *et al.*, 1990 : 185).

« Avant, nous étions catholiques. Mais mon fils est tombé malade. Nous sommes allés voir le *curandero* qui nous a dit que le démon était en lui. Il nous a dit aussi que l'on devait devenir « *hermanos* » (nom donné aux évangélistes). On ne l'a pas écouté et la maladie de mon fils s'est aggravée. Le *yatiri* nous a dit que le démon avait ensorcelé ma famille, à cause de mon beau-frère qui buvait beaucoup. Alors on est devenu *hermanos*. Depuis mes enfants ne tombent plus malades. » (*Dora M., femme évangéliste de Pampa Churigua*).

« Ma sœur et mon frère sont morts, l'un après l'autre. On est allé voir le *yatiri* qui nous a dit que mon oncle nous avait ensorcelés parce que j'ai refusé de lui donner du maïs. Il nous a dit de devenir évangélistes. Ma femme, qui était malade, l'a écouté et a guéri. Moi, je ne voulais pas devenir « *hermano* ». J'ai continué à boire de la *chicha*, et un jour je suis tombé malade. Le *yatiri* m'a dit que le démon était encore en moi. Alors, je me suis également converti. » (*Alejandro F., Pampa Churigua*).

Le rôle joué par le *yatiri* dans ces processus de conversion est d'autant plus surprenant qu'il est le représentant, et par là même le garant le plus tenace de la tradition païenne dans les sociétés andines (WACHTEL, 1990). À Pampa Churigua, le *yatiri* traditionnel est supplanté par des missionnaires parfaitement intégrés dans les communautés paysannes. « La conception pentecôtiste de la thérapie ayant certaines similitudes avec la conception traditionnelle [...], le pasteur et ses assistants sacratisés ont acquis la fonction de *curandero* ou *yatiri* traditionnel parce qu'ils peuvent soigner par des rites semblables (imposition des mains, insufflation dans différentes parties du corps). » (RIVIÈRE, 1986 : 28).

Les conséquences de l'évangélisation sur les pratiques communautaires sont importantes, car devenir évangéliste s'accompagne d'un rejet de la tradition ancestrale (pratiques des *cargos*, de rituels collectifs) et d'une série d'interdits (RIVIÈRE, *op. cit.*). À Pampa Churigua, le renoncement à boire de l'alcool, acte social hautement symbolique dans la culture andine, conduit nombre d'*hermanos* à se marginaliser du reste de la communauté. L'expansion de l'évangélisme entraîne une ségrégation sociale visible dans les pratiques de *l'ayni*. Lors des semis ou des récoltes, chaque tâche agricole est précédée de la consommation de *chicha* (et de la traditionnelle *ch'alla* en hommage à la Pachamama) et de la mastication de coca. Les évangélistes, qui ne veulent pas participer à ces pratiques « perverses », tendent à s'aider entre eux.

Leur marginalisation s'exprime également lors des célébrations festives. La migration dans le Chaparé débouche sur une relative rupture culturelle avec le milieu d'origine. Les familles de colons s'investissent beaucoup moins dans les fêtes communautaires. Elles refusent

d'assumer les charges festives (*cargos*) qui, selon la tradition, sont distribuées à tour de rôle aux familles de la communauté. Du fait de leur séjour prolongé dans le Chaparé, ces familles, surtout si elles sont évangélistes, délaissent progressivement les pratiques collectives. Ce désengagement social des migrants remet en question les fondements mêmes de l'organisation communautaire, en particulier les modes de redistribution des richesses assurés par le système des *cargos* festifs tel que l'ont décrit certains anthropologues et sociologues (DE LA CADENA, 1986 ; ERESUE *et al.*, 1990).

Les suivis de dépenses confirment ce désengagement social des migrants. Tandis que leurs revenus sont relativement élevés, ils n'ont pas de dépenses festives plus importantes que les autres familles. Les colons ou les migrants en cours d'installation dans le Chaparé, d'appartenance évangéliste, indiquent même les plus faibles montants monétaires. Ces familles consacrent moins de 10 % de leurs revenus aux dépenses festives, tandis que la proportion peut atteindre 25 % pour celles qui ne migrent pas. En termes de valeurs monétaires, les familles sédentaires ou celles dont les membres migrent comme ouvriers agricoles ont une dépense festive annuelle de 100 à 130 boliviens par personne. Pour les familles de colons, le montant varie entre 40 et 90 boliviens.

À Santa Rosa et à Arbiето, la pénétration de l'évangélisme est plus ancienne. Cependant, les adeptes sont moins nombreux et les conséquences socioculturelles moins perceptibles. Les meilleures conditions de vie des populations de Santa Rosa et d'Arbiето peuvent expliquer leur relative imperméabilité au message évangéliste. Malgré tout, en 1993, le projet de construction d'un temple à Santa Rosa était en cours de discussion avec les dirigeants de la communauté. Des missionnaires américains étaient bien introduits dans le village puisqu'ils donnaient des cours de chant en anglais aux femmes et aux enfants qui, bien souvent, maîtrisent à peine l'espagnol !

La recherche du prestige dans les vallées

Dans les villages de vallée, certaines formes de déstructuration socio-culturelle apparaissent également dans les pratiques festives. Elles ne sont pas dues aux croyances religieuses, comme à Pampa Churigua, mais plutôt à la recherche de prestige économique et social.

La migration internationale affecte considérablement les modalités des *cargos* festifs. Selon la tradition andine, les familles *pasantes* devraient assumer, chacune à tour de rôle, les dépenses festives pour la communauté : élaboration de *chicha*, location d'une *banda*, préparation de

repas... Or les migrants, reconnus comme ayant un pouvoir d'achat supérieur dans le village, sont désormais les seuls sollicités pour financer les charges festives. Il s'installe progressivement un processus de surenchère des dépenses occasionnées par les *cargos* (acquisition de nouvelles formes de consommation comme, par exemple, les alcools exotiques qui supplantent la traditionnelle *chicha*). Seules les familles les plus « riches » participent à cette mise en avant socio-culturelle, occasion pour elles d'affirmer (ou de confirmer) leur réussite. Parallèlement, il se produit une marginalisation d'une partie de la communauté, des familles sédentaires en particulier.

Cette « surenchère » et cette monopolisation de la vie festive sont accentuées par les exigences de la migration internationale, car les réunions festives sont l'occasion de tisser de nouveaux liens, d'en renforcer d'autres, d'établir des promesses de collaboration réciproque dans le cadre d'un projet de départ. Les fêtes offrent aux migrants l'occasion de mettre en avant leur niveau de richesse.

Même si les dépenses festives constituent une part relative moins importante que dans la communauté de Pampa Churigua, elles sont considérables en valeur monétaire. Les dépenses des riches migrants sont parfois démesurées. Par exemple, à son retour des États-Unis, un chef de famille a dépensé près de 3 000 boliviens en une journée (790 dollars) pour recevoir les gens de la communauté. Cette somme correspond à l'épargne réalisée en un mois de travail aux États-Unis.

En conséquence, et contrairement à la communauté de Pampa Churigua, les dépenses festives sont proportionnelles aux revenus (fig. 39).

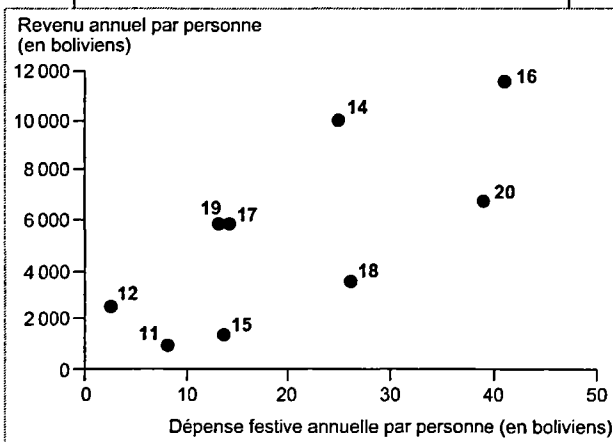


Figure 39 –
Niveaux de revenus
et dépenses festives
(Santa Rosa et Arbieta).

En valeur monétaire, les écarts entre les familles sont considérables. Les familles dont les membres migrent aux États-Unis ou en Israël dépensent pour les fêtes entre 25 et 40 boliviens mensuels par personne. Ce montant varie de 8 à 15 boliviens pour les familles dont les membres ne migrent pas.

En somme, la migration internationale ne désincarne pas la fonction traditionnelle des *cargos* festifs, à savoir la redistribution des richesses, puisque les migrants consacrent une partie de leurs économies à la vie communautaire. Cependant, il n'existe pas (ou plus) de réelle réciprocité, fondement même des pratiques paysannes andines. La prise en charge des cérémonies culturelles communautaires est désormais le monopole de quelques familles d'élite. En ce sens, la migration et les revenus qu'elle génère, entraînent une déviation des pratiques traditionnelles fondées sur des règles de répartition et d'échange.

Les mutations socioculturelles liées à la recherche du prestige social s'expriment par l'imitation des modèles urbains occidentaux. On assiste, par exemple, à une américanisation des prénoms. Les modes vestimentaires sont également un indicateur de l'influence du modèle nord-américain. Les enfants migrants, lorsqu'ils reviennent au village, reprochent à leur mère, encore très attachée aux traditions, de porter la *pollera* des « Indiens ». Eux portent le jean américain ou le chapeau texan. Ainsi, l'achat de vêtements est peu lié au rythme festif de la communauté. Si les femmes achètent la traditionnelle *pollera* à l'occasion du carnaval, son coût relatif demeure négligeable par rapport aux sommes investies dans l'habillement des enfants. La génération des 16-25 ans, attirée par la mode urbaine, devient de plus en plus exigeante dans son style vestimentaire, en particulier chez les familles de riches migrants.

Une autre façon d'exprimer sa réussite socio-économique est d'investir dans l'habitat. Quelles que soient les régions du monde, la construction de la maison est généralement l'un des premiers investissements lorsque le migrant réussit à épargner (THUMERELLE, 1986). Les villages de Santa Rosa et d'Arbieto n'échappent pas à cette règle ; la maison « moderne » de brique et de tôle, avec un ou plusieurs étages et parfois de taille démesurée, remplace progressivement la maison traditionnelle, simple juxtaposition de pièces rectangulaires et sans étage, construite de terre et de tuiles.

Celle-ci est toujours construite collectivement, selon le mode de *l'ayni*, avec l'aide de la famille élargie (*compadres* et *padrinos*). La maison moderne, par contre, est l'œuvre de salariés rémunérés à distance par les migrants. Ces constructions ont un caractère très ostentatoire. Les familles de riches migrants disposent, par exemple, d'une ou plusieurs



Maison en construction d'un riche migrant aux États-Unis et en Israël (Arbieto). L'ancienne maison d'adobe (au premier plan) est progressivement supplantée par le nouvel édifice qui, en 1992, était en construction depuis cinq ans.

pièces de séjour, où elles exposent un salon ou d'autres biens d'équipement qu'elles n'utilisent pas. Elles n'occupent souvent qu'une partie de l'espace habitable et n'ouvrent les pièces de séjour qu'à l'occasion de célébrations festives, ou lorsqu'un invité de marque leur rend visite.

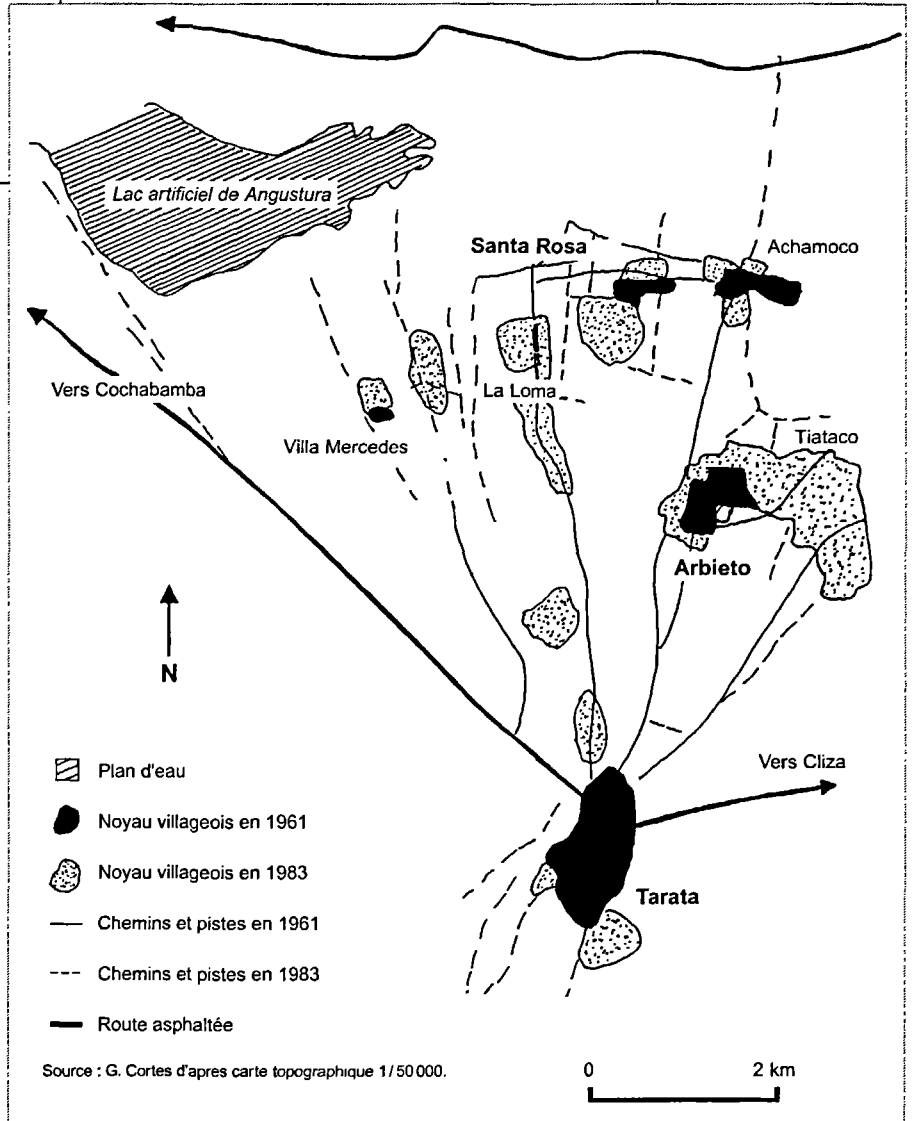
Cependant, certaines maisons restent en chantier pendant de longues périodes. C'est le signe d'une migration devenue problématique qui ne permet plus de financer les travaux. Le type d'habitat, la nature des matériaux, la forme d'architecture, les étapes de construction sont autant de signes d'identification de la prospérité économique d'une famille. Leur simple cartographie pourrait être une méthode efficace de mesure de la migration, ainsi que du processus d'urbanisation des villages qu'elle entraîne (fig. 40).

Arbieto a connu un essor particulièrement rapide ces dernières années : construction de maisons, prolifération de petits commerces et d'activités artisanales, développement d'un marché hebdomadaire de plus en plus fréquenté par les villages voisins... En dehors de l'exploitation agricole et de l'habitat, l'argent de la migration est souvent utilisé pour se lancer dans des activités complémentaires (commerce, transport). Actuellement, ce village constitue un petit pôle commercial et artisanal à l'échelle des localités voisines, faisant concurrence au centre urbain de Tarata (DEHEZA, 1991).



Maison d'un ancien migrant en Argentine (Arbieto).

Figure 40 –
Extension spatiale
des villages Santa
Rosa et Arbieta
(1961-1983).



Les rapports qu'entretiennent les migrants avec le système communautaire sont également révélateurs de leur position sociale. Certes, la migration est d'abord envisagée dans le cadre d'une logique familiale et même individuelle. Mais elle reste, en même temps, étroitement liée

aux structures et au devenir de la communauté villageoise. Même si le système ne repose pas sur des règles explicites, les migrants partis aux États-Unis ou en Israël ont un devoir moral de contribuer à l'amélioration des infrastructures communautaires.

Dans le cas du village d'Arbieto, l'argent qu'ils ont envoyé a permis plusieurs investissements d'intérêt collectif : réfection de l'église (achat de bancs, construction d'une mezzanine), achat de matériel électronique pour les fêtes du village et d'un haut-parleur pour les appels aux réunions communautaires, nivellement d'un terrain de football... À Santa Rosa, les migrants aux États-Unis et en Israël ont financé l'amélioration paysagère de la place du village (plantation d'arbres, construction de bordures...). Leur contribution a permis également l'installation d'une cabine téléphonique pour les appels à l'étranger, ainsi que la construction d'un réservoir destiné à alimenter le village en eau potable (le PDAR participe aussi au financement de ce projet).

La collecte d'argent est généralement effectuée par les dirigeants communautaires, chargés de la mise en œuvre du projet. Les familles sédentaires, de même que les femmes et les enfants de migrants, participent en contrepartie à la réalisation des travaux. La contribution du migrant au développement des infrastructures du village tend à renforcer sa position sociale à l'intérieur de la communauté et à augmenter son prestige. Le fait, par exemple, que les noms de tous ceux qui ont participé à la réfection de l'église d'Arbieto, ainsi que les sommes respectives déposées, soient inscrits à l'entrée de l'église ne laisse aucun doute sur le caractère démonstratif du système. Toujours est-il que la cohésion sociale permet de collecter une partie des flux monétaires migratoires en faveur des intérêts collectifs de la communauté.

Une approche diachronique de la migration internationale

Les retombées économiques et socioculturelles de la migration sur les espaces de départ ne peuvent être analysées selon les mêmes termes dans la communauté d'altitude et dans les villages de vallée.

À Santa Rosa et à Arbieto, la hiérarchie socio-économique qu'entraîne la migration internationale relève d'un processus à long terme. Contrairement à la communauté d'altitude, la migration est lointaine, ancienne et de longue durée. Par ailleurs, elle draine des flux d'argent bien plus considérables que la migration vers le Chaparé. L'enrichissement des migrants, tout autant que leur endettement, ne se font pas du jour au lendemain. Ils sont le résultat d'un long parcours migratoire qui s'inscrit dans le cycle de vie des individus et de la famille. Cela justifie une approche diachronique des migrations internationales.

Itinéraires de migrants

Les conséquences de la migration sur les économies paysannes des vallées sont analysées au travers des itinéraires de vie des migrants, en faisant appel à la notion de « cycle migratoire ».

Le concept de « cycle migratoire »

La reconstitution de la biographie des migrants a mis en évidence l'existence des « cycles migratoires ». Cette notion fait référence à l'itinéraire de migration dans ses rapports avec le cycle vital de l'individu et ses projets de vie. L'âge du migrant, sa position sociale, ses objectifs (mariage, construction d'une maison...), ses choix d'investissement dans la communauté d'origine interviennent tout autant dans le parcours migratoire que les éléments conjoncturels extérieurs. L'approche qualitative par récit de vie privilégie donc la stratégie des migrants en référence à leur famille, leur communauté d'origine, leur groupe social d'appartenance. Il s'agit, en d'autres termes, de « retrouver l'esprit du projet initial, la manière dont les stratégies d'accumulation des émigrés s'articulent aux normes de réussite définies par le milieu social dont ils sont originaires » (POINARD, 1991 : 483). Dans ce contexte, « le plus pertinent est d'insister sur la situation économique des émigrés lors de leur retour » (*op. cit.* : 493).

À quoi correspond, plus concrètement, le cycle migratoire ? Les rythmes de mobilité ont été définis par la fréquence des départs et la durée d'absence du migrant. Chaque départ marque une nouvelle « étape migratoire » d'une durée de six mois à deux ans. Le cycle de migration, lui, se situe à une échelle de temps plus longue. Constitué de plusieurs étapes de migration, il correspond à une période de la vie de l'individu au cours de laquelle la migration est guidée par un ou plusieurs projets économiques spécifiques.

Divers éléments déterminent le parcours migratoire :

- les besoins monétaires du migrant liés soit à des dépenses courantes, soit à des événements à caractère exceptionnel (mariage, naissance, décès, maladie...), soit à des situations ou des projets ponctuels (remboursement d'une dette, construction d'une maison);
- les mouvements fonciers au sein de la famille (héritage, achat, vente);
- l'échec ou la réussite économique de la migration (perte d'emploi, capacité d'épargne, etc.)

Succession des cycles migratoires

Dans les villages de vallée, l'émigration intervient très tôt dans la vie des individus. Le premier départ se décide souvent à l'âge de 17 ans et constitue un réel apprentissage pour le jeune migrant. Celui-ci part

Plusieurs migrations constituent un « cycle migratoire » défini par une même stratégie économique et des rapports spécifiques avec le milieu rural d'origine.

généralement en Argentine, destination la plus accessible en termes monétaires et socioculturels. Cette période d'émigration, qui peut durer plusieurs années avec des retours ponctuels au village, constitue le « cycle d'initiation ».

Au cours de ce cycle, l'objectif du jeune migrant est double : aider économiquement sa famille (il est souvent obligé de lui verser une partie de son salaire) et constituer une épargne financière suffisante pour pouvoir fonder un foyer. Le mariage est donc un jalon essentiel dans le parcours migratoire. Les économies réalisées au cours du premier cycle migratoire fournissent la base monétaire indispensable pour l'installation du nouveau noyau familial. La coutume veut que l'on décale le mariage civil et le mariage religieux de plusieurs années. Le délai entre les deux dépend de la capacité d'accumulation monétaire du migrant qui doit financer les festivités du mariage dont le coût est considérable. En contrepartie, les jeunes mariés constituent à cette occasion un patrimoine économique ; ils reçoivent des terres de leurs parents, des animaux, des biens d'équipement et de l'argent. Ainsi, la durée du premier cycle migratoire varie en fonction des objectifs des migrants, des conditions familiales initiales et de la réussite économique de la migration.

Le deuxième cycle migratoire s'amorce dès le mariage du jeune migrant. Généralement, le mari repart très vite après les noces (souvent dans les jours qui suivent) soit en Argentine, soit aux États-Unis s'il en a les moyens. Il s'engage ainsi dans « le cycle de construction » des bases économiques et sociales de la cellule familiale. Si le couple a hérité de terres, le chef de famille part tout seul en laissant sa femme en charge de l'exploitation. Dans le cas contraire, le couple part s'installer pendant un certain temps à l'étranger. Dès l'héritage des terres, la femme revient au village et se consacre à l'agriculture et à l'élevage. Ce retour coïncide souvent avec la naissance du premier enfant. Le chef de famille reste à l'étranger parfois deux à trois ans sans retour au village, puis alterne une série de retours et de départs. Il peut changer de pays de destination selon les opportunités. L'épargne monétaire est consacrée en priorité à la construction de la maison puis, si la stratégie s'avère efficace, à l'achat de terres ou d'un véhicule. Ce deuxième cycle migratoire, pendant lequel se constitue le patrimoine familial, dure une quinzaine d'années.

Autour de 40 ans, le chef de famille peut amorcer une troisième phase de migration. Elle dépend de la structure et de la disponibilité familiales, tout autant que des objectifs individuels et collectifs. Ce troisième cycle de migration est à la fois celui de la consolidation de

l'économie familiale et celui de la transmission du principe migratoire aux jeunes générations. Le précédent cycle ayant permis d'établir les assises économiques essentielles de la cellule familiale (construction de la maison, formation du cheptel, éventuellement achat de terres), la troisième phase de migration peut viser la modernisation du système de production (achat de tracteur, construction de puits) et l'introduction de nouvelles cultures (fruitières ou florales). Cette phase peut permettre également la formation universitaire des enfants. S'ils n'étudient pas, ils accompagnent leur père à l'étranger ou parfois le remplacent. Dans ce cas, les jeunes jouent un rôle de soutien économique pour la famille restée sur l'exploitation, jusqu'à ce qu'ils fondent un foyer indépendant. En ce sens, la migration des jeunes générations assure aux chefs de famille une transition qui leur permettra ensuite d'arrêter définitivement leur parcours migratoire et de vivre des revenus tirés d'une exploitation consolidée et diversifiée.

Ce modèle de succession des cycles de migration correspond à des situations optimales. Les cycles sont interdépendants les uns des autres. De la réussite du premier dépendra la faisabilité du second, et ainsi de suite. Il s'agit là d'un modèle théorique et d'un idéal auquel aspire la plupart des familles. Mais toutes n'y parviennent pas.

Des itinéraires exemplaires : économies familiales consolidées

– La famille 16, résidant à Arbiato (Orlando et Alicia S.), présente les caractéristiques les plus proches du modèle précédent. À l'occasion d'un retour ponctuel du chef de famille des États-Unis, nous avons pu reconstituer l'itinéraire global de la migration familiale. Deux cycles de migration se suivent de façon pratiquement ininterrompue depuis le premier départ du père de famille. Le cycle 1 (cycle d'initiation) est absent.

« Je suis allé à l'école jusqu'à l'âge de 16 ans, puis j'ai travaillé les terres de mes parents qui avaient un peu plus de cinq hectares. À mon mariage, nous sommes partis avec ma femme en Argentine pour pouvoir construire notre maison. À la naissance de notre premier enfant, elle est revenue au village. » (Orlando S.) Pendant 16 ans (de 1970 à 1986), le chef de famille alterne des séjours entre Buenos Aires et le village (au total 9 allées et venues en restant sur l'exploitation au maximum 4 mois). Il constitue ainsi un patrimoine économique et foncier. Il donne la priorité à la construction de la maison, puis à l'achat successif de plusieurs parcelles (environ

1,6 ha au total). L'héritage quasi définitif des terres familiales en 1985 (élevant la superficie totale des terres à plus de 4 ha) représente une étape charnière dans l'itinéraire économique de la famille. Le retour d'Argentine du chef de famille en 1986 symbolise ce tournant.

Les années 1980-1988 correspondent à une période de grande disponibilité de la main-d'œuvre familiale (les enfants, en âge de travailler, peuvent aider la mère de famille à gérer l'exploitation). « En 1980 et 1981, j'ai gagné beaucoup d'argent en Argentine. Je suis revenu avec plus de 4 000 dollars d'économie [somme réévaluée en fonction du taux monétaire de 1992]. Je travaillais à la frontière du Paraguay à la construction d'un pont. On a pu finir de payer les terres achetées en 1979 et racheter une parcelle en 1984. En 1985, on avait 14 vaches. Mes enfants et quelques ouvriers aidaient ma femme sur l'exploitation pendant que j'étais absent. À cette époque, la vente du fromage nous rapportait 100 à 200 boliviens par semaine. En plus, de février à décembre, on vendait deux *fanegas* de maïs par semaine à 250 boliviens chacune. Nous avions un revenu mensuel de près de 2 000 boliviens par mois grâce à l'exploitation. De cette façon, nous pouvions épargner l'argent de l'Argentine pour construire la maison et payer la scolarité des enfants. » (Orlando S.).

Dès que les premiers enfants atteignent l'âge de migrer, le chef de famille commence un troisième cycle migratoire (de consolidation). La transmission de la tradition migratoire concerne d'abord le premier fils aîné qui l'accompagne aux États-Unis en 1988. « Depuis quelques années, la production était moins bonne à cause de la sécheresse. On avait de plus en plus besoin d'argent pour payer les études des enfants. Sur les conseils d'un ingénieur agronome qui travaillait dans la zone, on a décidé de planter des pêchers. Certains l'avaient fait depuis longtemps et ça leur rapportait pas mal d'argent. Alors, j'ai décidé de repartir avec mon fils, cette fois aux États-Unis pour financer la plantation. » (Orlando S.). Au moment des enquêtes, ce cycle de migration se prolongeait encore. Le père de famille est parti trois fois de suite aux États-Unis. L'épargne monétaire a permis d'importants investissements sur l'exploitation : achat d'un tracteur à crédit, construction de deux puits individuels et plantation de plus de 150 pêchers. À présent, cette épargne est utilisée au remboursement de la dette du tracteur et au financement des coûts de production des pêchers (main-d'œuvre, intrants, transport).

Au terme de 21 ans de migration du chef de famille (soit une durée d'absence cumulée représentant plus de 80 % de sa vie conjugale), le retour monétaire direct sur l'exploitation – sans compter les dépenses courantes de production (intrants, main-d'œuvre) – est d'environ 26 000 dollars (tabl. 6). En 1992, la migration du père aux États-Unis fournissait 75 % des revenus de la famille. Plus de 1 000 dollars ont servi à financer les coûts de production agricole.

Date	Type d'investissement	Montant (en dollars)
1971	achat d'une parcelle de 600 m ²	somme non connue
1979-1981	achat d'une parcelle de 10 800 m ²	6 000
1984	achat d'une parcelle familiale de 5 300 m ²	3 000
1988	achat d'un tracteur à crédit	coût : 21 000 emprunt : 16 000 capital de la famille : 5 000
1988	plantation de pêcheurs, achat d'une pompe à eau et construction d'un puits individuel	3 000
1991	plantation de pêcheurs	2 000
1992	remboursement d'une partie de la dette du tracteur	7 000
Total		26 000

Tableau 6 –
Investissements réalisés
sur l'exploitation grâce
à la migration
internationale
(Orlando S., Arbieta).

Source : récits de vie, 1992-1993.

– La famille 14, résidente à Santa Rosa (Ulisses A.), représente un cas extrême de succession de cycles migratoires : sept départs de longue durée au total, dont quatre aux États-Unis. Le chef de famille est plus âgé que les autres (62 ans). Son itinéraire migratoire est en décalage par rapport au modèle théorique.

Ulisses A. commence son premier cycle migratoire en 1950 à l'âge de 20 ans. Célibataire, il part en Argentine où il reste deux ans : « Mon père lui-même était parti travailler en Argentine, dans la région de Salta, pour s'acheter des terres dans le village. C'était un *piquero* avant la réforme agraire. Mes parents avaient plus de cinq hectares au total. En 1953, à la réforme agraire, ils ont récupéré un hectare et demi de l'hacienda d'Elepsen. Même après la mort de mon père en 1961, ma mère a continué à cultiver nos terres avec l'aide de ma sœur et de mes demi-frères qu'elle avait eus d'un premier mariage. À la mort de mon père, je suis revenu d'Argentine, puis je suis reparti à Los Angeles pendant huit ans. Je ne voulais plus travailler avec ma mère, je voulais avoir mes propres terres. Finalement, avec les économies des États-Unis, une occasion s'est présentée, et j'ai acheté un camion. À cette période, je me suis marié. » (Ulisses A.).

Le cycle d'initiation de Ulisses A. est d'autant plus original qu'il a représenté une innovation migratoire pour tout le reste la communauté (il est le premier à être parti aux États-Unis parmi les gens du village). Ce cycle a duré 18 ans jusqu'à la date du mariage en 1968. En tenant compte des

retours dans le village d'une durée variable de trois mois à un an, le temps réel de migration de ce premier cycle est de 12 ans, dont 10 ans passés à Los Angeles et Washington. Le projet initial – celui de constituer un patrimoine foncier en partant travailler à l'étranger – a été abandonné en faveur d'une autre option économique : le transport. L'achat d'un camion est vécu comme le garant d'une sécurité économique qui incite le jeune migrant à se marier. Quelques années plus tard, suite à un accident de circulation, le chef de famille repart à l'étranger. La faible superficie de terres qu'a reçue le couple à son mariage (4 500 m²) incite d'autant plus Ulisses A. à s'engager dans un nouveau cycle de migration.

Ce deuxième cycle comporte deux phases. Le remboursement de la dette du camion et la construction de la maison sont les priorités d'une première étape. Elle dure 10 ans, dont 5 ans de migration du chef de famille au Canada et en Argentine. Pendant les temps d'absence, la mère et les deux premiers enfants restés au village vivent avec la famille du mari et aident au travail de la terre pour s'assurer une subsistance quotidienne. À l'âge de 49 ans (en 1979), Ulisses A. hérite de la totalité des terres qui lui reviennent. Cet héritage marque un tournant dans l'itinéraire de vie de la famille. La prise de contrôle de l'exploitation débute à cette date. Toutefois, Ulisses A. décide de prolonger sa migration malgré la possession d'environ 4 ha et la possibilité d'un bon revenu agricole.

« Mes enfants étaient encore trop jeunes pour travailler les terres. L'aîné avait cinq ans. Il aurait fallu employer des ouvriers pour cultiver mes parcelles. En plus, les terres dont j'ai hérité se trouvent à plus d'une heure de notre maison. Elles ne sont pas pratiques à cultiver et ne sont pas bonnes. J'ai préféré repartir pendant quelques années. On gagne plus en partant travailler aux États-Unis. Pendant ce temps, ma femme s'est consacrée à l'élevage en cultivant de la luzerne sur quelques parcelles. La vente du fromage assurait un revenu suffisant pour nourrir la famille. Avec les trois ans passés à Washington de 1979 à 1982, j'ai pu économiser 30 000 dollars (soit 800 dollars d'épargne mensuelle). En 1983, j'ai racheté une partie des terres de ma sœur qui étaient plus proches de la maison. La dernière fois que je suis parti, c'était de 1983 à 1986. Là aussi, je suis revenu avec 30 000 dollars d'économie. J'ai vendu une partie de mes terres inutiles et acheté d'autres parcelles mieux situées. » (Ulisses A.).

À l'âge de 57 ans, Ulisses A. termine la constitution de son patrimoine foncier (au total plus de 3 ha). À partir de 1986, dès que les enfants aînés sont en âge de migrer, il reste sur l'exploitation. Après un bref séjour en Argentine, le fils aîné part en Israël en 1991, suivi de sa sœur. Ce sont les enfants qui vont assurer la consolidation de l'exploitation. L'argent qu'ils envoient sert essentiellement à financer les coûts de production des cultures fruitières introduites sur l'exploitation en 1988. Parallèlement, les enfants se constituent un capital monétaire personnel.

Le temps total de migration du chef de famille équivaut à 23 ans d'absence, soit 50 % de la vie d'adulte du chef de famille et 45 % de sa vie conjugale. L'argent investi dans le système d'exploitation est d'environ 10 000 dollars. Les terres achetées représentent 50 % du capital foncier actuel.

– La famille 20 (Tomas E., Santa Rosa) constitue l'exemple de consolidation de l'exploitation familiale le plus abouti. Toutefois, la migration à l'étranger n'a pas été la seule activité qui a permis une accumulation monétaire. La migration vers les zones basses de Santa Cruz dans les années 1975, puis la production et le transport illégaux de coca dans les années quatre-vingt, ont également contribué à l'enrichissement de la famille.

Dès l'âge de 19 ans, Tomas E. part pour trois ans en Argentine. À son retour, il se marie (1968). Les terres reçues au mariage (1,4 ha) permettent au couple de s'engager aussitôt dans l'activité agropastorale. À la naissance du premier enfant, le chef de famille part une nouvelle fois en Argentine (de 1969 à 1974) avec l'objectif d'augmenter ses revenus et d'acheter des terres. Tandis qu'il va et vient entre Buenos Aires et Santa Rosa (en restant au maximum trois mois sur l'exploitation), la femme restée au village se consacre à l'élevage : « À cette époque, j'avais cinq vaches et je vendais environ 120 fromages par semaine. À ce moment-là, nous n'avions qu'un seul enfant et donc peu de dépenses. Les revenus de l'élevage et ceux de la migration nous ont permis d'économiser. » (Tomas E.). Les années 1975 marquent un tournant dans le parcours de vie de la famille. En 1972, Tomas E. hérite d'une partie des terres de son père (3 600 m²). De plus, l'épargne de la migration en Argentine permet l'achat de 2,8 ha bien situés dont le coût est de 20 000 dollars (soit 9 000 dollars l'hectare). Quelques années plus tard, la famille décide de revendre la majeure partie de ces terres achetées (soit 2 ha) et de partir vivre dans les terres basses de l'Oriente. En 1979, moyennant un quota mensuel, la famille achète une superficie d'environ 70 ha dans la zone de Santa Cruz et se lance dans la production commerciale (bananes, manioc, café...). Pendant plusieurs années, le couple abandonne l'exploitation des terres dans son village d'origine (qu'elle laisse en fermage). Parallèlement, l'argent de la vente des terres de Santa Rosa permet l'achat d'un terrain à Cochabamba et le début de la construction d'une maison, dont une partie est actuellement louée en *anticrético*.

« À la mort de mon père, j'ai hérité du reste des terres qui me revenaient à Santa Rosa. Mais c'était au moment où la coca commençait à bien se vendre. À partir de 1980, on a donc fait du commerce de coca sur nos terres à Santa Cruz. En 1981, j'ai pu acheter un camion et faire du transport. La coca nous a rapporté beaucoup d'argent, on a pu continuer à faire construire la maison à Cochabamba. En 1985, l'interdiction du trafic de cocaïne a commencé. On a donc vendu nos terres de Santa Cruz et on est revenu vivre à Santa Rosa. J'ai continué le transport de marchandises à Cochabamba. Ma femme, elle, a repris l'élevage laitier sur l'ex-

exploitation avec l'aide de mes enfants aînés. En même temps, nous avons fait planter une centaine de pêchers et fait creuser un puits en association avec mon frère. » (Tomas E.).

Le deuxième cycle de migration (celui de la construction) dure de 1968 jusqu'à 1986, mais il diffère des cas précédents. La famille de Tomas E. présente des capacités d'adaptation et de souplesse particulièrement efficaces. Elle saisit les opportunités économiques qui se présentent pour répondre à plusieurs objectifs simultanés : maintenir et développer une activité agricole sur l'exploitation d'origine et s'ouvrir des perspectives sur l'espace urbain. Dans ce contexte, les profits tirés de la coca ont sans doute joué beaucoup plus en faveur de l'enrichissement de la famille que la migration à l'étranger. Cependant, cette dernière a donné l'impulsion initiale au processus d'accumulation puisque les cinq ans de migration en Argentine ont permis l'achat de terres à Santa Cruz.

L'extrême variabilité des stratégies paysannes apparaît également à travers le troisième cycle migratoire de cette famille. À l'âge de 40 ans, Tomas E. décide de repartir à l'étranger : « En 1987, il a fallu que je reparte. Nous avons arrêté le transport de la coca à cette période. Cela devenait trop risqué. Or, j'avais beaucoup de dépenses à assumer. Mes enfants sont partis étudier à Cochabamba, il fallait payer leurs études, ainsi que les ouvriers qui travaillaient sur nos terres, surtout pour l'entretien des pêchers. J'ai donc décidé de partir travailler dans la construction en Israël pendant deux ans (de 1987 à 1989). Ma fille aînée m'a rejoint un an plus tard. Ma femme faisait des allées et venues entre Cochabamba et Santa Rosa pour s'occuper à la fois de la scolarisation des enfants et de la mise en culture des terres que nous avons confiées à quelqu'un pendant mon absence. »

En 1989, la famille revient au village et se réinstalle de façon plus permanente dans le village pour se consacrer à l'agriculture. L'épargne de la migration en Israël permet un nouvel investissement dans l'élevage (bovin, mais aussi porcin). Le départ de la fille aînée en Israël vise à compléter les revenus familiaux et s'inscrit dans une logique commune de consolidation de l'économie familiale. Son deuxième départ, cette fois en Argentine, relève d'une stratégie individuelle d'accumulation monétaire.

Au terme de 11 ans de migration, soit 45 % de la vie conjugale du chef de famille, les terres achetées représentent 22 % de la superficie totale. Il est difficile d'évaluer avec précision le capital investi sur l'exploitation, tant les mouvements monétaires furent complexes. Il représente, au minimum, 9 000 dollars (terres et plantation de pêchers). La construction d'une maison à Cochabamba a drainé une partie importante de l'épargne de la migration. Le choix d'une double stratégie économique (rurale et urbaine) a nécessité une extrême mobilité spatiale (Cochabamba, région de Santa Cruz, Argentine, Israël) et une insertion dans divers secteurs d'activité (agriculture, commerce, transport, construction).

Dans les villages de Santa Rosa et d'Arbieto, le nombre d'économies familiales consolidées, au terme d'un parcours migratoire, est difficile à connaître. On peut supposer que, parmi les 42 % de migrants qui partent aux États-Unis, en Israël ou au Japon, une bonne proportion parvient à un enrichissement relatif. La réussite reste, cependant, très aléatoire et ses conditions sont multiples : de bonnes ressources foncières initiales, un sens de l'innovation, une résistance physique et psychologique, une grande cohésion familiale.

Des itinéraires inachevés : économies familiales peu consolidées ou fragilisées

Les économies familiales dites peu consolidées ou fragilisées recourent une tendance à la stagnation (en termes d'investissements sur l'exploitation agricole) ou à une franche décapitalisation. Certes, l'extrême adaptabilité des logiques paysannes rend les situations économiques familiales toujours cycliques et réversibles. Ces « bilans migratoires » sont donc un éclairage momentané de leur présent.

La famille 18 (Teofilo M., Arbieto) a connu trois cycles successifs de migration. Le premier se déroule selon le schéma classique, mais le second cycle n'est pas très efficace en termes d'investissement.

Le chef de famille part pendant cinq ans en Argentine à l'âge de 17 ans, et revient pour se marier en 1962. Pendant cette période (de 1957 à 1962), il reçoit 6 800 m² de terres, tandis que sa femme reçoit également une partie de son héritage (2 600 m²). La superficie totale de terres dont dispose le couple à son mariage est d'un peu moins d'un hectare.

Un séjour en Argentine, d'une durée d'un an et demi, marque le début du deuxième cycle de migration. La femme reste sur l'exploitation. Celle-ci raconte : « Pendant toute cette période, mon mari ne m'a pas envoyé d'argent. Je ne sais pas ce qu'il faisait de son argent là-bas, à Buenos Aires. Moi, j'avais l'argent de la vente du fromage. Heureusement, j'étais seule et je ne dépensais presque pas. Nous n'avons pas eu d'enfant les cinq premières années de notre mariage. Quand il est revenu la première fois, il est resté deux ans sur l'exploitation, puis il est reparti trois mois, puis revenu... Il faisait ainsi des allers et retours pour rien, sans ramener d'argent. Moi, je ne voulais plus qu'il parte. Mais il disait que nos terres ne nous rapportaient pas assez pour vivre. Elles sont mal situées. Il voulait de meilleures terres. » En 1968, avec les quelques économies de l'Argentine et de la vente du fromage, le chef de famille achète donc une parcelle de 1 300 m², celle de son frère. Pendant quelques années, Teofilo M. hésite à

repartir en Argentine. À la naissance du troisième enfant, il s'engage à nouveau dans un cycle « instable » de migration : série d'allers et retours très rapprochés, périodes d'inactivité à Buenos Aires. Pendant toutes ces années, l'argent de la migration permet de finir de construire la maison, et surtout de couvrir les dépenses courantes de la famille. Mais la marge d'épargne ne suffit pas pour que le chef de famille puisse s'engager dans une migration plus rentable (aux États-Unis par exemple).

La migration des enfants à l'étranger, à partir de 1983, a été décisive pour l'évolution de l'exploitation familiale. Le séjour des deux filles aînées en Argentine (pendant cinq ans) a visé non pas la consolidation de l'économie familiale comme le voudrait le modèle théorique, mais un véritable soutien économique de la famille et le maintien des activités agricoles sur l'exploitation. Ce cycle de migration, pris en charge par les enfants, a contribué à étendre la propriété foncière de la famille, mais non sans difficulté. L'épouse de Teofilo M. explique : « En 1988, la sœur de mon mari voulait vendre ses terres qui sont situées à côté des nôtres. Or, nous avons dû acheter ces terrains car, pour parvenir à nos parcelles, il fallait passer par les siennes. Si quelqu'un d'autre les avait achetées, nous nous serions disputés. J'ai dû vendre quatre vaches sur les huit que j'avais, et avec une partie de l'argent que m'avaient envoyé mes enfants, on a pu acheter ces terres (1 800 dollars pour 3 600 m²). Mais, en échange, nous avons moins de revenus de la vente de fromage. On a donc envoyé mon fils de 18 ans en Argentine pour qu'il nous aide. Mais maintenant que mes enfants sont partis, qui nous aidera à cultiver ces terres ? Mon mari a utilisé l'argent que mes enfants ont envoyé d'Argentine pour l'achat de ces terres, au lieu de rembourser les dettes de l'emprunt que l'on avait fait pour leur départ. Maintenant, il va falloir que je vende une ou deux vaches pour rembourser l'argent que l'on doit. »

En 1992, les terres achetées représentent 36 % de la superficie actuelle, dont 78 % ont été financées par les enfants. La migration « en pointillés » du chef de famille en Argentine représente une durée d'absence cumulée de huit ans depuis le mariage du couple. Le dernier cycle de migration met en lumière la complexité et les contradictions dans les objectifs de la famille. La volonté de construire un capital foncier met en péril la situation économique de la famille. De telles contradictions débouchent sur une impasse économique que seule une décapitalisation partielle a permis de résoudre à plus ou moins long terme. La dépendance économique vis-à-vis de la migration s'en trouve d'autant plus accentuée.

– La famille 17 (Romulo C., Santa Rosa) ressemble au cas précédent. La transition s'opère actuellement entre le deuxième cycle de migration (celui de la construction) et le troisième (transmission de la stratégie migratoire aux enfants).

Le cycle d'initiation (ou de formation) du chef de famille s'échelonne sur sept ans. En 1975, l'épargne de la migration en Argentine permet l'achat d'une parcelle d'environ 3 900 m² pour un montant de 3 000 dollars, puis le mariage du jeune migrant en 1976. Malgré une superficie de terre réduite (la femme n'ayant hérité d'aucune terre), Romulo C. ne repart pas travailler à l'étranger après son mariage. La subsistance de la famille, pendant ces premières années, dépend du salariat temporaire dans les plantations fruitières de l'Orient et, à partir de 1980, dans les plantations illégales de coca. Pendant cette période, l'épouse travaille leurs quelques parcelles, ainsi que celles de ses parents. Le salaire de Romulo C. assure les dépenses courantes de la famille et permet l'achat de quelques vaches. En 1984, à la naissance du deuxième enfant, le chef de famille décide de partir à nouveau en Argentine : « Ils commencent à contrôler sérieusement la coca. Je préfère repartir en Argentine, j'aurai des revenus plus sûrs pour nourrir ma famille. » (Romulo C.)

Le deuxième cycle de migration comprend deux séjours en Argentine. Une tentative de départ aux États-Unis en 1989 se solde par un échec et une perte considérable d'argent : « Nous avons emprunté 4 000 dollars avec des taux d'intérêts à 3 % pour ce départ aux États-Unis. Nous avons tout perdu. J'avais un faux passeport avec un nom d'emprunt, mais ça n'a pas marché. Dès que je suis arrivé à la frontière, ils m'ont renvoyé. Je suis donc reparti travailler en Argentine en 1990. Mais tout l'argent que j'ai envoyé a servi à rembourser la dette de cet emprunt. Ma femme et mes enfants vivaient difficilement de la vente de la *chicha* et des terres de ma belle-mère. » Depuis son départ en 1990, le père de famille n'est pas revenu. Ces trois années d'absence créent de fortes tensions familiales. Les envois d'argent sont de plus en plus rares. En 1992, la fille aînée est en âge de migrer. Elle part à Buenos Aires travailler dans le commerce maraîcher, logée chez un parent proche. C'est le début du cycle de transmission aux enfants visant essentiellement le soutien économique de la famille.

Âgé aujourd'hui de 38 ans, le chef de famille a vécu 13 ans à l'étranger (6 ans depuis le mariage, soit 37 % de la vie conjugale). Cet exil n'a eu pratiquement aucune retombée sur l'exploitation excepté l'achat d'un tiers d'hectare au début du parcours de migration. Le manque de terres au moment de l'installation du couple est la cause principale de l'échec de la migration. Des revenus agricoles auraient pu permettre le décollage économique de la famille.

– La famille 12 (Ernestina L., Santa Rosa) a un itinéraire migratoire quelque peu atypique, car inversé par rapport au schéma théorique. Le père de famille, relativement jeune (43 ans), est engagé dans un

seul cycle de migration décalé dans le temps. Un emprunt visant à investir dans les moyens de production, et qu'il fallait rembourser, a conduit le chef de famille à partir tardivement aux États-Unis.

Fils de commerçant sans terre, le chef de famille se marie à l'âge de 27 ans à Ernestina, fille d'un propriétaire terrien indépendant qui travaillait comme intendant dans l'hacienda de Santa Rosa. Celle-ci raconte : « À la réforme agraire, mon père a été exproprié d'une partie de ses terres à Santa Rosa. Pour des problèmes politiques, toute ma famille a fui à Santa Cruz où nous avons vécu jusqu'en 1960. Nous louions des parcelles. Quelques années plus tard, mon père a décidé de revenir vivre sur les terres qui lui restaient à Santa Rosa. Il les avait laissées en *fermage* à quelqu'un du village. Il avait trois hectare et demi. Moi j'ai toujours travaillé sur ces terres, même après mon mariage. Nous vivions dans la maison de mes parents. Je cultivais leurs terres et mon mari travaillait à Cochabamba dans la construction, puis comme employé dans un magasin. Sur l'exploitation, on faisait surtout de l'élevage. En 1982, mon père a obtenu un prêt de la Banque agricole et il a pu acheter dix vaches. Il employait des gens du village pour s'occuper du bétail. Il fut le premier dans le village à planter des pêchers.

« À sa mort, la moitié des terres a été répartie entre les dix enfants. J'ai reçu 2 900 m² de terrain et une vache. Avec nos économies, nous avons fait creuser un puits et planter des pêchers. Nous voulions nous installer à notre propre compte et il nous fallait plus de terres. Mon père, lui, a toujours travaillé avec des dettes. Cela ne l'a pas empêché de faire des économies. Alors, nous avons emprunté 1 500 dollars pour acheter une des parcelles de mon frère parti vivre à Cochabamba (2 900 m²). Mais, entre-temps, mon mari a perdu son emploi à Cochabamba. Nous avons déjà nos cinq enfants, donc des dépenses importantes. Mon mari a décidé de partir aux États-Unis comme font la plupart des gens ici. Nous avons emprunté 3 000 dollars pour le voyage et les papiers. Il est là-bas depuis trois ans sans pouvoir revenir parce que nous n'avons pas fini de payer nos dettes. »

En 1992, l'emploi instable du chef de famille aux États-Unis rendait la situation économique de la famille extrêmement critique. L'achat de terres et l'introduction d'une production agricole coûteuse en moyens de production (productions fruitières et maraîchères), avant même d'avoir accumulé le capital nécessaire à la viabilité de l'exploitation, sont le résultat d'une logique d'agriculteur « innovant », héritée d'un apprentissage familial (celui du père). Le blocage actuel n'est pas tant d'origine structurelle (incapacité à intégrer une nouvelle logique de production par exemple), mais plutôt d'ordre conjoncturel.

Une ruralité maintenue

Au-delà de leurs particularités, les parcours de vie et les itinéraires de migration démontrent la résistance des paysans à un exode définitif. Dans ces régions, les stratégies migratoires servent un maintien de la ruralité qui passe, en tout premier lieu, par les transactions foncières.

Les investissements fonciers

La terre au cœur des enjeux

Les ressources en terres, au moment de la formation de la cellule familiale, jouent un rôle majeur dans la décision de migrer. En effet, l'insuffisance des terres, résultat classique de la pression démographique, tend à stimuler le recours à la migration. Moins une famille dispose de terres pour « démarrer », plus elle est conduite à partir à l'étranger dès le mariage, sinon définitivement, du moins temporairement. Ce schéma correspond à un certain nombre de familles (16 et 14), mais il est loin d'être systématique. La migration interne vers les zones de colonisation ou vers la ville peut être une autre possibilité, même si elle n'offre pas les mêmes perspectives monétaires. Ceci étant, la migration à l'étranger intervient plus tardivement lorsque des blocages économiques persistent. Inversement, certains chefs de famille, dont la quantité initiale de terres n'est pas négligeable (autour d'un hectare), choisissent quand même de partir (familles 20 et 18).

Les modes de transmission de la terre déterminent fortement l'évolution de l'économie familiale. Le moment où intervient l'héritage est toujours déterminant pour le devenir familial, soit qu'il permette d'envisager un retour plus définitif sur le lieu d'origine, soit qu'il autorise le passage à une migration plus rentable aux États-Unis ou en Israël. Le rythme de construction du capital foncier (soit par héritage, soit par achat) est un élément clé dans les itinéraires de vie et dans la succession des cycles migratoires.

La stratégie migratoire ne vise pas seulement à assurer la simple subsistance, mais sert plusieurs objectifs : amélioration des conditions matérielles d'existence, constitution d'un cheptel, élargissement ou création d'un patrimoine foncier. La volonté d'acheter des terres, même lorsque des perspectives d'héritage existent, est un point commun à

l'ensemble des familles. De la sorte, la migration induit un processus de concentration des terres. Une redistribution spontanée des terres s'opère au sein des familles élargies : les terrains achetés sont souvent ceux d'un parent, proche ou éloigné de la famille. Cette redistribution se fait selon un mode de regroupement des parcelles. « Il existe une modalité de vente très répandue. Quand un propriétaire veut vendre une parcelle, il doit la proposer en premier lieu à son voisin, qui fait parfois partie de sa famille, ceci de manière à éviter que s'accroisse le *minifundio*. Si le voisin ne possède pas la somme nécessaire, il pourra s'adresser à d'autres personnes, mais généralement appartenant à la communauté. » (DEHEZA, 1991 : 259).

L'achat de terres : projet économique ou socioculturel ?

Contrairement à la communauté d'altitude où la terre est par nature inaliénable, la terre du Valle Alto est une valeur marchande incontestée, connue et reconnue par tous. Dans cette région, la proximité de la ville, la bonne aptitude des terres à l'agriculture et la topographie favorable à leur mise en culture (avec l'utilisation possible du tracteur) font de la terre un bien précieux. Les prix pratiqués à la vente sont un indice de sa valorisation.

Dans une région où la pénurie d'eau limite la production agricole, l'emplacement des parcelles détermine le prix de l'hectare. Les parcelles situées le long des canaux d'irrigation, ou encore celles proches du lac d'Angustura, permettent des productions de rapport élevé comme la luzerne ou les légumineuses (fèves, petits pois).

Dans les villages, le prix actuel d'une *arrobada* (3 600 m²) est d'environ 2 000 dollars. Le montant peut atteindre 3 000 dollars dans le cas des terres riches (soit 9 000 dollars l'hectare). À titre de comparaison, la même année, le prix d'un hectare de terres dans le Chaparé variait entre 160 et 300 dollars.

Dans ce contexte, seule la migration à l'étranger permet de générer des revenus à la mesure du marché foncier. Les familles les plus riches, généralement celles dont le chef a émigré aux États-Unis, participent même à une surenchère des prix. Par contre, les paysans qui vendent une partie ou la totalité de leurs terres sont ceux qui migrent définitivement à Cochabamba ou qui ne peuvent rembourser une dette. Une partie de l'argent de la vente est parfois destinée à financer un nouveau départ à l'étranger.

« Dans le Valle Alto, il y a un paradoxe. La terre est très chère et continue pourtant d'être recherchée et achetée. » (DANDLER et al., 1982 : 31).

L'investissement foncier grâce aux revenus de la migration internationale n'est pas une tendance récente. Dans une étude réalisée en 1985 dans plusieurs villages du Valle Alto (Villa Rosa, Uruceña), J. DANDLER et al. (1982) constatent que 14 % des migrants en Argentine investissent dans la terre à leur retour.

Ces investissements sont doublement paradoxaux. Ils représentent, d'une part, un réel sacrifice financier pour les familles qui parviennent difficilement à épargner. D'autre part, il est fréquent que les parcelles achetées ne soient pas utilisées et qu'elles restent en friche plusieurs années, soit par manque de moyens, soit par manque de temps. Est-ce l'expression de la permanence d'une identité paysanne qui se reconnaît d'abord dans la possession de terres ?

« Même si la famille sait qu'elle ne disposera pas d'une grande superficie, même si la terre n'est pas utilisée à des fins agricoles, l'acquérir répond à trois types d'objectifs : garantir un crédit, posséder un bien qui ne perdra pas de sa valeur et réaffirmer les liens de l'unité domestique avec la communauté. » (DANDLER et al., *op. cit.* : 35).

Dans un pays comme la Bolivie, le rapport à la terre (à la *Pachamama*) est présent à chaque moment de la vie quotidienne. Le métissage de ces populations et leur forte intégration à l'espace urbain, qui auraient pu gommer les identités culturelles, n'ont pas suffi à détourner le paysan de certaines valeurs ancestrales. La migration prolongée vers ces pays étrangers, où il est difficile de penser qu'un paysan quechua puisse se reconnaître, n'aboutit pas au déracinement du migrant. Au contraire, la migration, parce qu'elle permet d'acheter des terres, assure la permanence d'une appartenance à un groupe social, à savoir la communauté paysanne. La simple possession de terres dans cette région rend un paysan plus riche qu'un autre. Cette richesse ne fait pas seulement référence à une valeur marchande, elle est également sociale et culturelle.

Les jeunes générations face à la migration

La trajectoire des enfants

Quel que soit le degré de consolidation de l'économie familiale, le dernier cycle de migration, résultat décisif des expériences migratoires précédentes, fait apparaître le rôle fondamental des enfants. Lorsqu'il y a

tensions ou conflits de génération au sein de la famille, la migration peut exprimer une volonté de rupture avec des valeurs familiales et sociales. Ce n'est pas le cas dans les villages de Santa Rosa et d'Arbieto. Plus l'individu adhère et s'identifie au système de représentation sociale du groupe familial, plus il est conduit à émigrer. La transmission de la culture migratoire aux jeunes générations exige donc une forte cohésion familiale. Les enfants en âge de migrer doivent se reconnaître dans les objectifs du chef de famille. La décision de partir s'inscrit avant tout dans une logique collective familiale : l'accès des jeunes à l'autonomie exige d'assurer au préalable la continuité du bien-être familial, ou au moins d'y avoir contribué.

Mais la forte cohésion familiale qu'implique la transmission migratoire joue parfois aux dépens de la volonté des enfants. La migration en Israël notamment, encore peu répandue dans le village, suscite des sentiments d'isolement et d'éloignement, dus au fait que la communauté migrante est encore peu insérée et socialement peu structurée dans le pays d'accueil.

Ainsi, la trajectoire des enfants peut prendre trois directions : la migration, le travail sur l'exploitation ou les études.

La décision d'émigrer est fréquente lorsque la situation économique de la famille est critique. Des intérêts individuels contraires contribuent souvent à créer un climat de conflit entre parents et enfants, surtout si le jeune migrant projette de fonder rapidement un foyer. Lui veut épargner pour son propre compte, alors que le chef de famille exige une contribution au maintien des activités sur l'exploitation agricole.

Dans le deuxième cas, les enfants cessent d'étudier dès l'âge de 13 ans et restent sur l'exploitation de façon à répondre aux besoins de main-d'œuvre. Cette solution concerne surtout les filles, dans la mesure où elles constituent une main-d'œuvre adéquate pour l'élevage et la fabrication de fromages, activité essentielle en termes de revenus.

Les enfants peuvent aussi prolonger leurs études à Cochabamba, si les revenus de la famille le permettent. Dans les cas de migration réussie, cette option est fréquente. La stratégie éducative est présente chez une grande majorité des familles. Tous les enfants ne pourront pas reprendre l'exploitation familiale et vivre de l'agriculture. Quelques-uns sont voués à s'insérer en milieu urbain et ont donc besoin d'une formation. La construction d'une maison à Cochabamba, grâce aux revenus de la migration, répond à cette logique (familles 20 et 16). Les familles qui n'ont pas de maison en ville s'assurent un point de chute grâce aux relations de parenté.



Enfants de 10 et 13 ans travaillant dans les vergers de pêchers d'un migrant aux États-Unis, après leur journée d'école (Arbieto).

Pour certains, les études supérieures s'inscrivent dans la perspective du développement de l'exploitation familiale. De nombreux jeunes suivent une formation en agronomie à Cochabamba avec l'objectif de revenir sur l'exploitation et de contribuer à améliorer le système de production familial : « Je voulais faire des études de vétérinaire pour améliorer la production laitière sur l'exploitation de mon père. Mais le niveau est trop élevé. Je me suis inscrit à la faculté d'agronomie. » (Waldo S., Arbieto).

Cependant, la corrélation migration-éducation-exploitation, expression d'une dimension structurante de la migration, est le fait d'une minorité de familles. Pour celles dont le revenu est faible, le choix se pose rarement : les fils partent à l'étranger et les filles restent sur l'exploitation. Par contre, les familles à plus haut revenu (ou à économie consolidée) hésitent souvent entre éducation et migration. Très fréquemment, les fils aînés partent à l'étranger, tandis que les enfants plus jeunes étudient à Cochabamba. La migration des aînés permet de financer la scolarité des autres.

La migration, un tremplin vers la ville ?

L'espace urbain n'est pas perçu comme la solution idéale au devenir des enfants. Loin d'être attirées par les « lumières de la ville », les familles la perçoivent plutôt comme un espace transitoire qui donne l'accès à l'éducation. La ville permet également de se consacrer à des

activités autres que l'agriculture, souvent de caractère informel (commerce, transport...), en attendant un retour sur le lieu d'origine. Enfin, elle constitue un point de chute pour la commercialisation de la production : « L'achat d'une maison à Cochabamba n'a pas comme objectif l'installation définitive en ville, mais permet de disposer d'un lieu de séjour quand les femmes vont vendre leurs produits ou quand les enfants vont étudier à Cochabamba. » (DEHEZA, 1991 : 124). Disposant d'une maison ou de celle d'un parent, certaines femmes de migrants partent s'installer provisoirement à Cochabamba. Elles se consacrent le plus souvent à la vente de produits agricoles ou artisanaux. Mais elles n'abandonnent pas pour autant leurs terres au village d'origine. Généralement, un ouvrier agricole est chargé du contrôle de l'exploitation. « Une proportion significative des populations boliviennes enquêtées à Buenos Aires, pour la plupart du Valle Alto, ont une double résidence. [...] Beaucoup de chefs de famille ont d'abord migré en Argentine depuis leur communauté d'origine, puis sont revenus sur leurs terres et enfin, sont repartis s'installer à Cochabamba où ils résident de façon parallèle et sporadique. » (DANDLER et MEDEIROS, 1985 : 14).

De nombreux jeunes ont cette même approche de l'espace urbain : « L'année passée en Argentine m'a permis d'économiser un peu d'argent. Je vais ouvrir un commerce de semences à Cochabamba en m'installant dans la maison de mes parents. Je pourrai surveiller mes frères et sœurs qui vont encore à l'école. Et puis, dès que j'aurai suffisamment d'argent, je reviendrai au village pour faire de l'élevage de volailles et de porcs sur les terres de mes parents. » (Gladis E, 23 ans).

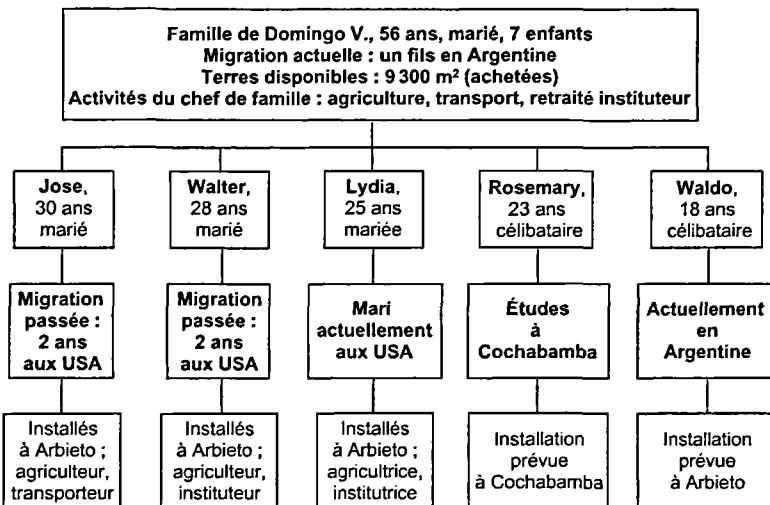
La figure 41 montre les trajectoires des jeunes générations, suite à un premier cycle de migration (ne sont pris en compte que les enfants âgés au moins de 18 ans).

Dans les deux trajectoires, les enfants sont revenus au village ou prévoient de le faire, après un premier cycle de migration. Dans l'exemple 1, seule la fille Rosemary prévoit de s'installer à Cochabamba, une fois ses études terminées. Malgré l'absence de terres au moment de la formation des jeunes couples, il existe une réelle détermination à s'installer au village.

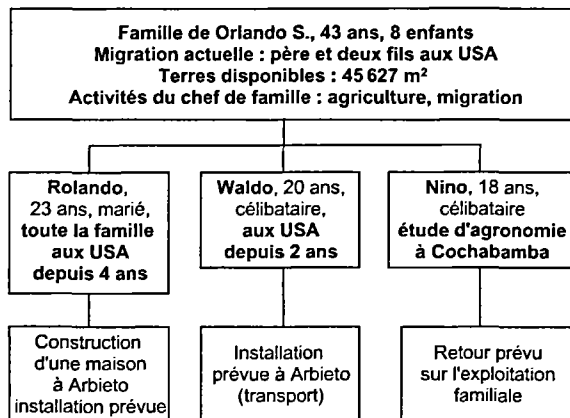
Les moyens de subsistance se fondent alors sur la combinaison de plusieurs types d'activités. L'agriculture y tient souvent une place secondaire, mais elle est toujours présente. L'exemple 2 correspond au modèle selon lequel les fils aînés émigrent tandis que les plus jeunes étudient. Le fils aîné, depuis quatre ans aux États-Unis avec toute sa famille, fait construire une maison au village d'Arbieto dans la perspective de reprendre les terres de son père.

***Parfaitement
intégrée à la logique
de reproduction
familiale, la ville est
un espace
complémentaire
au même titre
que l'espace
de migration.***

Exemple 1

Figure 41 –
Itinéraire des jeunes
générations (Arbiesto
et Santa Rosa).

Exemple 2



Ainsi, la mobilité spatiale des populations ne débouche pas nécessairement sur un changement d'activité, ni un transfert définitif en zone urbaine. Le retour à l'agriculture, même s'il s'accompagne toujours d'activités parallèles, est une conséquence majeure de la migration internationale dans ces zones rurales de Bolivie.

Entre survie et développement

Dans la région de Cochabamba, la migration remodèle les économies familiales paysannes et les modes d'identification socioculturelle dans les espaces de départ. Cependant, ces mutations ne sont pas de la même nature, ni de la même ampleur dans les deux zones d'étude.

Les conséquences de la migration internationale sur le devenir des populations rurales de Santa Rosa et d'Arbieto présentent de multiples facettes. L'émigration modifie considérablement les économies familiales paysannes par les revenus considérables qu'elle procure. Transmise de père en fils, elle s'inscrit dans des projets de vie qui vont au-delà de la simple subsistance. La migration finance l'amélioration du bien-être matériel (construction de la maison), l'éducation des enfants, le développement des infrastructures communautaires ou encore l'amélioration du système d'exploitation (achat de terres, innovation agricole). Ces choix d'investissements sont l'expression à la fois de la persistance d'une identité paysanne et de la volonté de s'adapter aux nécessités du monde contemporain. En ce sens, la migration internationale est beaucoup plus qu'une simple stratégie de survie. Elle apparaît comme un véritable instrument d'adaptation et de développement. Reste à savoir si ces observations peuvent être élargies à l'ensemble des ruraux Boliviens qui misent sur la migration à l'étranger.

M. FOUCHER, à propos de l'émigration des Boliviens en Argentine dans les années soixante-dix, s'interroge également : « Ceux qui rentrent en Bolivie – combien ? – introduisent dans les villages des éléments de modernisation : maison neuve, en dur, achat de terres, scolarisation des enfants et apprentissage de l'espagnol, parfois d'un métier dans les écoles techniques. Mais de tels faits n'ont pu être observés que dans quelques villages, tel Ñuqui, situé au sud de la ville de Potosi. » (1987 : 124).

En même temps, l'émigration entraîne un processus de différenciation interne au sein des communautés, un véritable cloisonnement économique et socioculturel. Elle fait apparaître une hiérarchie où les disparités sociales s'expriment quotidiennement et elle accélère la déstructuration d'un système communautaire déjà fortement altéré dans ces régions de Bolivie. Source de développement hétérogène, la migration fait émerger une élite de riches migrants semi-urbanisés à côté d'une paysannerie pauvre et marginalisée. En quête de prestige

La migration internationale est source de développement, mais celui-ci demeure inégal.

La migration vers les régions amazoniennes s'inscrit dans une stratégie de survie, mais de façon assez égalitaire.

social, cette dernière cherche à imiter la logique des plus riches au risque de fragiliser son équilibre économique. La migration internationale est, en ce sens, un facteur de profonde déstabilisation des sociétés paysannes andines.

La migration vers le Chaparé à partir de la communauté d'altitude n'a pas les mêmes retombées sur les espaces de départ. Les migrations liées à l'économie de la coca constituent actuellement une alternative capitale pour la survie des familles de Pampa Churigua. Elles débouchent, certes, sur une amélioration notable des conditions de vie des populations (meilleur niveau de revenu et de consommation), mais elles ne permettent pas de dépasser la simple reproduction sociale de la famille. Les perspectives de développement étant limitées, la migration n'entraîne aucun phénomène de ségrégation économique au sein de la communauté. Elle contribue, au contraire, à une relative égalisation des niveaux de vie. Par ailleurs, la permanence de valeurs culturelles et identitaires, beaucoup plus forte à Pampa Churigua que dans les villages de vallée, guide les stratégies migratoires. Les logiques monétaires obéissent, par exemple, aux pratiques festives familiales et communautaires. En ce sens, la migration contribue à maintenir l'appartenance et l'identité socioculturelle andines. Cependant, le désengagement des colons vis-à-vis de la vie communautaire festive, en partie lié à leur conversion religieuse, fragilise la cohésion communautaire. Ce cloisonnement socioculturel entre migrants et non-migrants n'est pas encore assez affirmé pour que l'on puisse présager une déstructuration.

Vers une meilleure sécurité alimentaire ?

Partie 4



En Bolivie, les populations rurales sont les plus vulnérables face aux risques d'insécurité alimentaire et d'insatisfaction des besoins nutritionnels (FRANQUEVILLE, 1998). Ainsi, les logiques économiques familiales des paysans sont sous-tendues par une première exigence, celle d'assurer leur alimentation. Dans ce contexte, quelles sont les conséquences des migrations sur le système alimentaire paysan ? L'importance des migrations dans les économies familiales entraîne-t-elle des changements dans les modes de consommation et les situations nutritionnelles des populations ?

En milieu rural, une multitude de facteurs interviennent dans les systèmes alimentaires et les situations nutritionnelles : les capacités productives en matière agricole, les logiques d'autoconsommation, les formes d'approvisionnement, les niveaux de revenus, le degré d'équipement des campagnes, les conditions sanitaires... De ce fait, il n'est pas question de prétendre isoler la migration comme seul facteur déterminant des situations alimentaires. L'objectif, à travers les enquêtes et les observations menées dans les communautés rurales de Cochabamba, est de mettre en évidence les interactions qui ont lieu entre les logiques migratoires et celles qui relèvent des systèmes de production ou de consommation.

Des systèmes de production conditionnés par l'émigration

Dans les économies paysannes, le système alimentaire est d'abord conditionné par la production agricole sur l'exploitation et les logiques d'autoconsommation. La migration modifie-t-elle les rapports de l'agriculteur à sa terre ? L'agriculture est-elle maintenue et à quelles conditions ?

Les modes d'utilisation des ressources disponibles (terres et main-d'œuvre), les choix d'assolement et les formes d'utilisation de la production agricole sont les trois indicateurs utilisés pour saisir les processus de recomposition des économies agricoles des villages d'émigration.

Pampa Churigua : des systèmes de production « réajustés »

La migration vers le Chaparé s'inscrit dans une logique de dédoublement des espaces de production. L'activité agricole à Pampa Churigua est donc maintenue. Cependant, les nouvelles formes de mobilité induisent une réorganisation des systèmes de production familiaux sur l'espace d'origine.

De manière à pouvoir combiner un double espace de vie, les migrants doivent adapter et réajuster leurs logiques de production. L'exploitation agricole de la communauté d'origine prend une nouvelle fonction.

Les nouvelles fonctions de l'élevage

L'élevage ovin constitue une source importante de revenus pour l'ensemble des familles de Pampa Churigua. Selon les enquêtes, la vente directe d'animaux et de produits de l'artisanat textile représente 23 % des revenus annuels. Toutefois, la migration vers le Chaparé semble avoir entraîné une réduction de l'élevage. À Pampa Churigua, la taille du troupeau est difficile à évaluer avec précision dans la mesure où la mise en commun du bétail (*al partido*) constitue une pratique courante. Les femmes ont fréquemment recours à ce système quand elles s'absentent de la communauté.

Selon K. ZIMMERER *et al.*, « ces vingt dernières années, la taille du troupeau ovin s'est considérablement réduite. À l'époque de la réforme agraire, il y avait une quantité d'animaux largement supérieure. Actuellement, du fait de la répartition des terres et des animaux par voie d'héritage, mais aussi parce que les jeunes ne sont plus intéressés par l'élevage face à la perspective migratoire, le cheptel ne cesse de diminuer » (1991 : 23). Dans l'échantillon, la taille du troupeau est très inégale selon les familles. Elle varie entre 10 et 35 têtes. Compte tenu de la taille réduite de l'échantillon, il est cependant difficile de dire si cette différenciation est liée aux comportements migratoires.

La migration modifie la fonction économique traditionnelle de l'élevage. Comme dans de nombreuses sociétés rurales, le bétail constitue une réserve monétaire permanente, une sorte de « caisse d'épargne », dans laquelle la famille puise en cas de besoin. À l'occasion de fêtes familiales ou communautaires, par exemple, les femmes vendent systématiquement un ou plusieurs moutons. Mais, en même temps, les femmes qui restent seules sur l'exploitation sont obligées de vendre leurs animaux pour assurer les besoins de consommation courante en attendant le retour de leur mari. Dans certains cas, la migration entraîne une véritable décapitalisation du cheptel. Les migrants qui veulent acheter des terres dans le Chaparé, par exemple, vendent plusieurs bêtes à la fois et parfois même leurs animaux de trait.

L'élevage perd également de sa valeur sociale et symbolique. Dans les Andes, la taille du cheptel est habituellement un critère de richesse (BEY, 1994 ; DELGADO 1991 ; ALBO *et al.*, 1990). Dans la communauté, c'est l'accès au Chaparé qui fixe désormais les normes de la réussite socio-économique. Fait significatif : l'épargne de la migration, lors-

qu'elle existe, est rarement destinée à l'achat d'animaux. Il est vrai que les possibilités réduites de mise en pâture (érosion, insuffisance des terres) limitent ce type d'investissement (ZIMMERER et MUÑOZ, 1991).

Enfin, la migration vers le Chaparé tend à redéfinir les modalités du travail des femmes, ainsi que les modes de commercialisation des produits de l'élevage. Concernant l'artisanat textile, la plupart des femmes réalisent intégralement leurs produits (production de la laine, filage, teinte et tissage) et les vendent elles-mêmes sur les marchés locaux. Par contre, les femmes de colons qui migrent vers le Chaparé pour aider aux récoltes de coca n'ont pas toujours le temps de se consacrer à l'artisanat textile. De ce fait, elles confient le tissage de leur stock de laine aux femmes sédentaires. En contrepartie, celles-ci reçoivent un salaire de l'ordre de 20 à 30 boliviens pour la confection d'une pièce.

Certaines femmes, plus intégrées à l'espace régional, se consacrent exclusivement au commerce des produits de l'artisanat. Elles collectent les ponchos et les *phullus* confectionnés par les autres femmes de la communauté pour les vendre à une clientèle fidélisée à Cochabamba ou à Colomi. Un *phullu* est acheté 100 boliviens, puis revendu 120 boliviens. À chaque déplacement dans les vallées, elles vendent entre cinq et sept pièces. L'apport monétaire de cette activité peut atteindre 20 % des revenus annuels.

Les effets des migrations vers le Chaparé sur l'élevage sont donc triples : réduction de la taille des troupeaux, modification de sa fonction économique et sociale, réorganisation des modes d'élaboration et de commercialisation des produits de l'élevage.

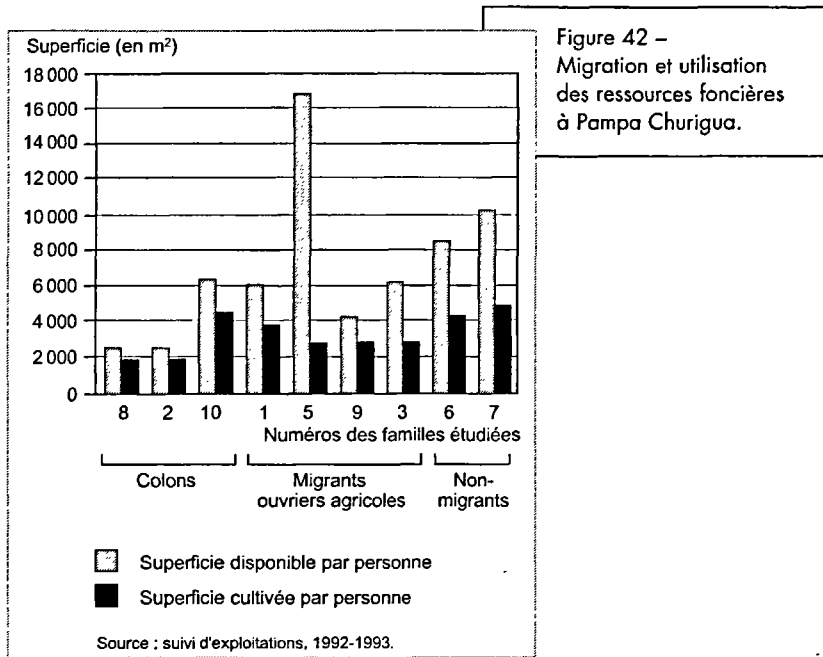
Une main-d'œuvre familiale moins disponible

Les conséquences de la migration vers le Chaparé sur l'activité agricole et l'utilisation des ressources foncières sont tout aussi importantes. Le degré d'utilisation des terres disponibles varie considérablement d'une famille à l'autre.

Dans l'échantillon, les superficies cultivées varient entre 1 et 3,5 ha par famille, soit 1 600 m² à 5 000 m² par personne. Les terres laissées en jachère constituent au minimum 30 % de la superficie totale.

Les modes d'utilisation de la terre sont directement dépendants du facteur migratoire. De façon logique, lorsque la quantité de terres disponibles est faible, son degré d'utilisation augmente (fig. 42).

Ce schéma confirme le rôle de la pression démographique dans le processus migratoire. Pourtant, des contradictions apparaissent chez certaines familles dont les membres migrent comme ouvriers agricoles ; les familles 3 et 5, par exemple, utilisent une faible part de leurs superficies, alors qu'elles ont de plus de cinq hectares de terres.



Le caractère saisonnier de la migration vers le Chaparé ne devrait pas modifier l'organisation sociale du travail et la répartition des tâches au sein du foyer. Mais dans ces familles, la migration ponctionne la main-d'œuvre familiale et menace le fonctionnement de l'exploitation agricole.

« Deux de mes enfants sont partis travailler dans le Chaparé depuis plus d'une semaine. Nous ne sommes plus que deux pour semer le maïs et le blé. Chaque année, c'est la même chose. Ils ne reviennent pas à temps pour les travaux. Ils préfèrent rester là-bas pour gagner plus d'argent et je suis obligé de les attendre pour commencer les semis. » (Antonio C., 68 ans, famille 5). Lors de la campagne agricole 1992-1993, cette famille a semé ses parcelles avec un retard de plus de 15 jours.

Les foyers dont les membres migrent comme ouvriers agricoles sont les plus vulnérables, car la migration temporaire est censée permettre une accumulation monétaire afin que le jeune migrant puisse s'installer à son compte dans les basses terres. De ce fait, les jeunes de la communauté sont plus intéressés par les gains monétaires au Chaparé que par l'exploitation familiale en altitude. Leur démarche de plus en plus individuelle fragilise à la fois la cohésion familiale et les activités agricoles dans la communauté.

La migration vers le Chaparé affecte également les mécanismes de réciprocité et de solidarité (*ayni*) dont le rôle est capital dans la gestion des exploitations familiales. Le départ des migrants, dès que les récoltes ou les semis sont terminés, limite souvent leur participation aux travaux agricoles sur les parcelles de parents ou d'amis.

« Ce n'est plus comme avant. Maintenant, les gens travaillent de moins en moins en *ayni*. Ceux qui ont des terres dans le Chaparé partent dès la fin des récoltes ou des semis pour s'occuper de leur *chaco*. Ils n'ont pas le temps d'aider les autres sur les parcelles de la communauté. Les gens avaient tous une ou deux *yunta*. Pendant les semis, les familles aidaient les autres avec leur propre *yunta* pour semer une quantité de terres suffisante. Mais beaucoup ont vendu leur *yunta* pour acheter des terres dans le Chaparé. Maintenant chacun sème ses parcelles en *ayni* avec ceux qui sont présents. Avant, je pouvais cultiver beaucoup plus de terres et vendre une bonne partie de la récolte. Maintenant, la production suffit à peine à nourrir ma famille. » (Antonio C., 68 ans, famille 5).

Chez les migrants, la moindre disponibilité de la main-d'œuvre familiale et l'affaiblissement de la solidarité réduisent la mise en culture des terres.

En tenant compte de la main-d'œuvre familiale potentielle (y compris les enfants de plus de 10 ans), la famille 5, par exemple, « sous-utilise » ses ressources en terres. Avec plus de 8 ha et cinq membres potentiellement actifs, le chef de famille met en culture seulement 1,9 ha (soit 3 800 m² par personne). D'autres exploitants, en particulier les non-migrants, ont beaucoup moins de terres, mais une main-d'œuvre plus disponible. Ils cultivent plus de 4 000 m² par personne (familles 10, 1, 7 et 6).

La perte de la main-d'œuvre potentielle en *ayni*, dans un système où les pratiques traditionnelles sont un élément clé pour le fonctionnement de l'exploitation, ne trouve guère de compensation. Le recours à une main-d'œuvre salariée est très rare dans la communauté de Pampa Churigua. D'une part, le salariat suppose une hausse des coûts de production que toutes les familles ne peuvent ou ne veulent pas assumer. D'autre part, la monétarisation des moyens de production demeure souvent très éloignée de la logique paysanne.

Dans l'échantillon, un seul chef d'exploitation a employé des salariés agricoles lors de la campagne 1992-1993 (famille 7). Il s'agit d'un non-migrant qui a beaucoup de terres et qui, contrairement au chef de famille 5, est relativement jeune, dynamique et innovant. Fort d'une longue expérience de salarié agricole dans les vallées, il a choisi de miser exclusivement sur l'exploitation agricole de Pampa Churigua :

« Moi, je ne vais pas dans le Chaparé. Ma femme n'aime pas y aller, ni mes enfants. Depuis que les gens partent, je paie des ouvriers, surtout pour la récolte de pommes de terre. Les frères de ma femme ont des terres dans le Chaparé, ainsi qu'une partie de ma famille. Ils ne peuvent plus venir aussi souvent qu'auparavant pour nous aider. Ce sont des gens des communautés voisines qui viennent travailler. Parfois, je leur donne la moitié du *jornal* en argent et l'autre en pommes de terre. » (Alexandro F., famille 7). Comme l'indique ce témoignage, le salaire est rarement purement monétaire (dons de produits, promesse de travail ou de collaboration réciproque). C'est en quelque sorte un « *salaire impur* » pour reprendre les termes de J. M. Gastellu *et al.* (1994), à mi-chemin entre le salariat proprement dit et la traditionnelle *mink'a*.

En 1992, cette famille qui a suffisamment de terres disponibles (plus de 7 ha), vit essentiellement de la vente des excédents agricoles. Grâce à l'embauche d'ouvriers agricoles et à la totale disponibilité de cinq membres actifs, Alejandro F. cultive plus de 3,5 ha (soit plus de 5 000 m² par personne). Cela ne représente, cependant, que 50 % de ses terres. « À quoi cela me servirait de cultiver plus ? J'ai assez pour vivre. Et puis, il faut que les terres se reposent. » (Alejandro F., Pampa Churigua).

Des choix d'assolements différenciés

La figure 43 met en évidence une relation entre la migration et les choix d'assolement. Les produits qui sont peu cultivés, comme le quinoa ou l'*oca*, ne sont pas pris en compte. En effet, ces cultures de tradition andine par excellence ont perdu de leur importance et leur abandon progressif semble directement lié au fait migratoire.

« Avant, tout le monde mettait un peu de quinoa et d'*oca* sur ses terres, surtout dans les parcelles situées plus en altitude. Depuis que les gens partent, ces terres ne sont plus utilisées, elles sont trop loin. Ceux qui ont d'autres productions dans le Chaparé préfèrent semer seulement de la pomme de terre et du blé sur les parcelles proches. » (Alejandro F., non-migrant).

Par ordre d'importance, le blé, la pomme de terre et le maïs occupent la quasi-totalité des surfaces cultivées. De façon générale, les non-migrants privilégient la culture du blé (60 % de la surface cultivée), celle de la pomme de terre est secondaire (15 % et 30 % de la superficie).

Dans les familles de colons ou en cours d'installation dans le Chaparé, la tendance est inversée : moins de 60 % pour le blé et 30 à 50 % pour la pomme de terre.

Les superficies cultivées rapportées au nombre de personnes par famille confirment cette relation. En moyenne, les familles sèment 1 800 m² de blé par personne. Cette surface est de 2 000 m² à 3 300 m² pour les familles de non-migrants. Chez les autres, elle varie entre 600 m² et 2 500 m².

L'accès au Chaparé modifie donc les choix de production dans l'espace d'origine. Les migrants peuvent miser sur la complémentarité des espaces de production, les terres du Chaparé permettant d'augmenter et de diversifier les cultures (riz, maïs, banane plantain...). D'autre part, la vente de coca et le salariat agricole fournissent des revenus complémentaires. De ce fait, ils ne sont pas obligés de dégager des excédents agricoles de leur exploitation en altitude et peuvent réduire leurs superficies en blé (produit commercial par excellence). En échange, ils favorisent les cultures de subsistance (pomme de terre et maïs).

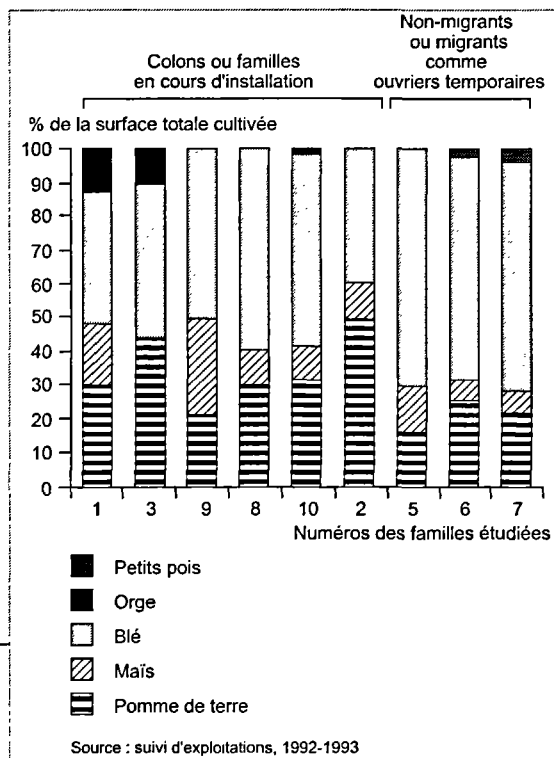


Figure 43 -
 Migration et choix
 de production agricole
 à Pampa Chirigua.

Des rendements agricoles fragilisés

À Pampa Churigua, les rendements en pommes de terre et en blé correspondent aux normes minimales établies à l'échelle nationale. Dans le cas du maïs, ils sont bien inférieurs (tabl. 7).

Produits	Rendements à Pampa Churigua	Rendement national moyen
Pomme de terre	4 534	4 500 - 5 900
Blé	945	870 - 1 800
Maïs	944	1 270 - 1 700

Tableau 7 –
Rendements agricoles
à Pampa Churigua
(en kg/ha).

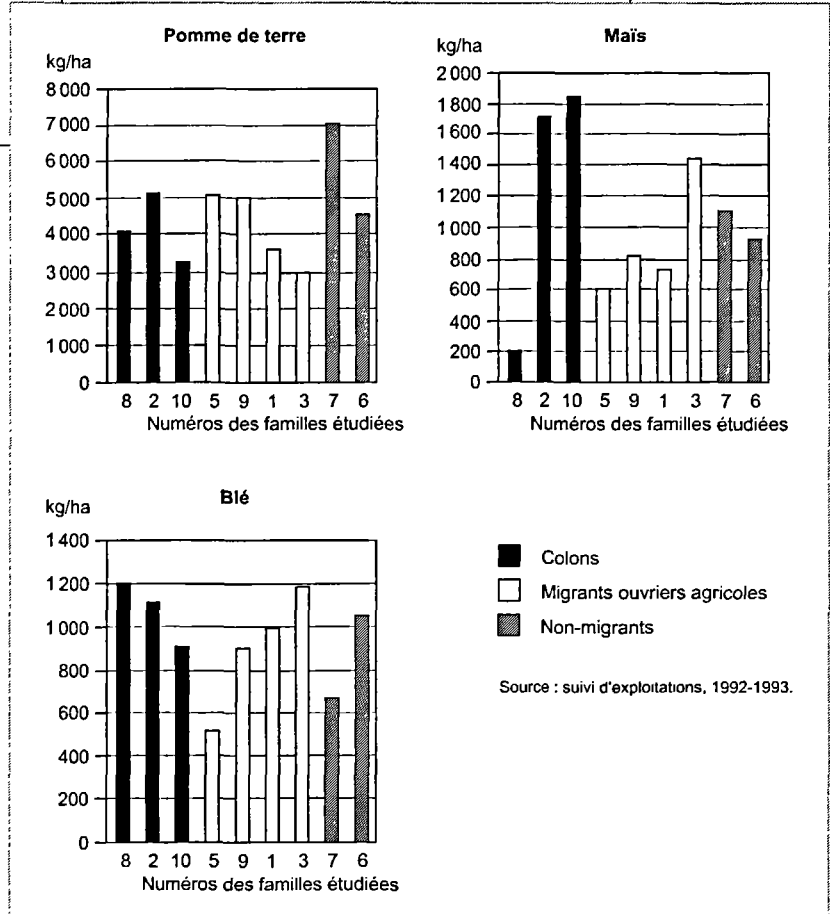
Source : suivi d'exploitations, 1992-1993 ; Maca, 1987.

Les rendements sont, par ailleurs, inférieurs à ceux des villages de vallée, sauf dans le cas du blé. La nature des systèmes de culture (en particulier l'utilisation moins systématique d'intrants chimiques que dans les vallées), la plus forte exposition des plateaux à la sécheresse et l'absence de système d'irrigation expliquent en partie ces différences.

Contrairement aux villages de Santa Rosa et d'Arbieto, l'absence de système d'irrigation confère une relative homogénéité aux conditions de production : l'emplacement des parcelles ne joue guère sur les rendements agricoles. Les systèmes de culture (quantité de semences utilisées, techniques culturales) étant également homogènes, seule la nature des terrains peut faire varier les rendements. De ce fait, le facteur migratoire peut être mis en relation avec les rendements (fig. 44).

Ces derniers sont hétérogènes selon les familles. Bien qu'elle ne soit pas systématique, une certaine corrélation apparaît entre les comportements migratoires et les rendements en pommes de terre et maïs. Les familles dont le chef migre au Chaparé comme ouvrier temporaire obtiennent les plus faibles rendements. Par contre, cette relation n'est pas perceptible chez les familles de colons, sauf pour la pomme de terre. La combinaison des travaux agricoles en altitude et au Chaparé n'est pas évidente à réussir.

Figure 44 –
Différenciation
des rendements agricoles
à Pampa Churigua.



L'analyse est affinée en mettant en rapport la migration familiale (nombre de jours d'absence cumulés pendant l'année) et les rendements en pommes de terre, produit essentiel dans l'alimentation paysanne (fig. 45).

Le plus haut rendement est obtenu par une famille qui ne migre pas (famille 7). Chez certains migrants ouvriers agricoles, le retard des travaux agricoles sur le calendrier pluvial peut expliquer les faibles rendements (familles 3 et 1). Pour les familles de colons, c'est l'absence prolongée du père de famille qui nuit à la production (famille 10).

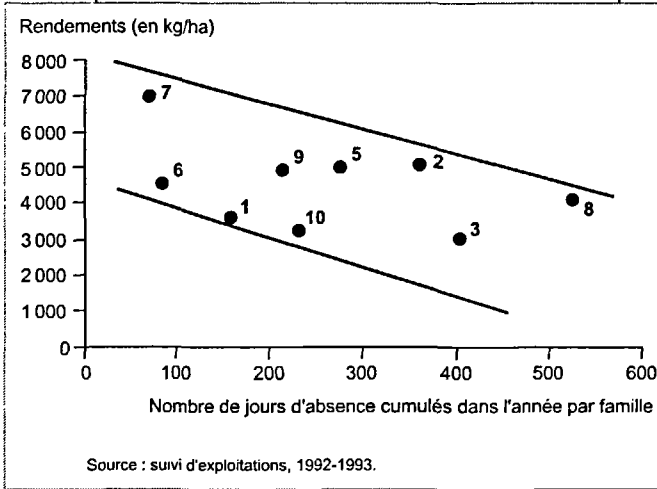


Figure 45 – Temps de migration de la famille et rendements de la pomme de terre à Pampa Churigua.

Priorité à l'autoconsommation

L'économie agricole des familles de Pampa Churigua se caractérise par une forte autoconsommation et de faibles échanges (commercialisation et troc ; voir fig. 46).

Le blé constitue le seul produit dont la fonction commerciale est vraiment significative. Il apporte en moyenne 14 % des revenus annuels. Il est difficile de dire si cette tendance est conjoncturelle, c'est-à-dire due à une réduction des productions du fait de la sécheresse, ou bien si elle structurelle, en étant liée à la généralisation de la migration. Les deux facteurs peuvent, d'ailleurs, se combiner.

Les périodes de vente des produits agricoles (fig. 47) reflètent les besoins monétaires des familles, généralement plus importants au moment des fêtes communautaires (février, juillet, octobre-novembre).

Contrairement à la pomme de terre, le blé constitue une source de revenu continue tout au long de l'année. On distingue trois périodes de vente : la première a lieu aux mois de juin et juillet, juste après la fin des récoltes et coïncide avec les festivités d'hiver. La seconde et la troisième période correspondent aux fêtes de carnaval et de Toussaint. La plupart des familles tentent de réguler leurs ventes également en fonction des prix sur le marché. Ces derniers augmentent de décembre à avril du fait de la baisse de l'offre. Mais cette stratégie

n'est guère possible dans le cas de la pomme de terre dont les productions ne couvrent pas toujours les besoins alimentaires annuels de la famille. La vente a lieu seulement pendant huit mois de l'année, en particulier les trois mois qui suivent la récolte et d'octobre à novembre.

Figure 46 –
 Utilisation de
 la production agricole
 à Pampa Churigua.

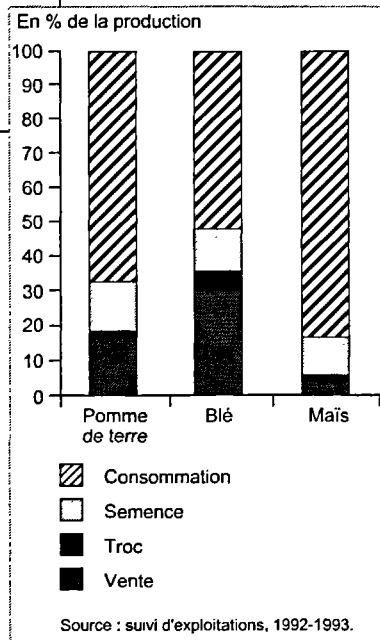
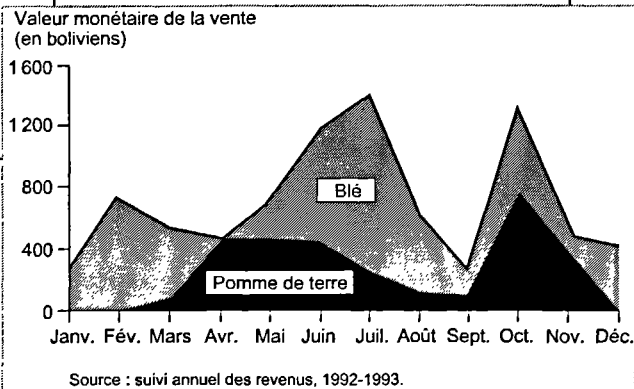


Figure 47 –
 Périodes de vente
 des principaux
 produits agricoles
 à Pampa Churigua.



Les modes d'utilisation de la production agricole diffèrent selon les comportements migratoires, avec une nette préférence pour l'autoconsommation dans les familles de migrants (fig. 48).

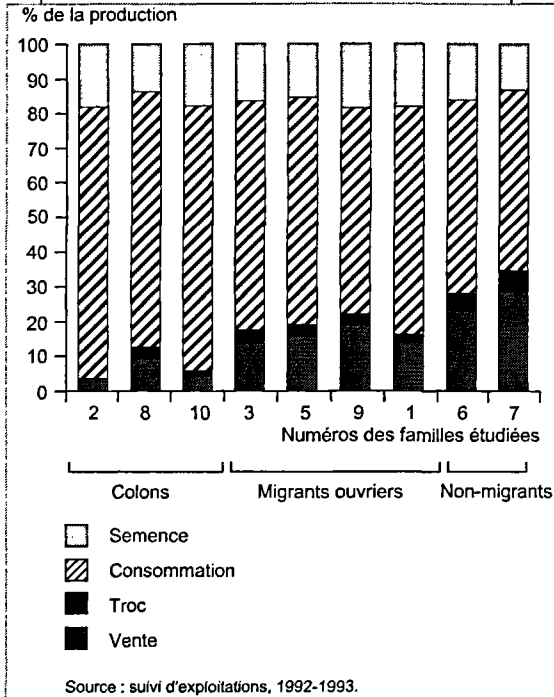


Figure 48 –
Migration et
autoconsommation
à Pampa Churigua
(cas de la pomme
de terre).

De façon logique, les colons qui misent essentiellement sur la culture de pommes de terre, consacrent une part plus importante de leur production à la consommation familiale : en moyenne plus de 70 % est destinée à l'alimentation. Par contre, le troc et la vente prélèvent de faibles quantités, aussi bien en valeur relative qu'absolue (entre 200 et 440 kg par an). Pour ces familles, la production agricole de Pampa Churigua apporte moins de 20 % des revenus annuels. Une très faible quantité de pommes de terre est troquée : entre 9 et 40 kg par an.

Chez les migrants ouvriers agricoles, les quantités commercialisées augmentent en valeur absolue : entre 500 et 850 kg par an. Elles représentent également une part relative plus importante. La part de la production destinée à la consommation familiale diminue. Pour ces familles, la commercialisation des produits agricoles représente entre 15 et 35 % des revenus annuels, tandis que la migration temporaire dans le Chaparé apporte entre 30 % et 50 % des ressources monétaires.

Les non-migrants, enfin, commercialisent des quantités beaucoup plus importantes de pommes de terre, parallèlement au blé : entre 800 et 2 200 kg par an. De même, un volume plus important est destiné au troc (entre 80 et 245 kg). Pour ces familles, la commercialisation de la production agricole représente entre 40 % et 60 % des revenus. Le reste provient de l'élevage et de l'artisanat.

Ces destinations différentes de la production agricole reflètent le rôle fondamental du Chaparé dans les stratégies économiques paysannes ; l'accès aux terres basses permet aux familles de réduire les échanges (vente et troc) et de donner la préférence à l'autoconsommation.

Une agriculture à plusieurs vitesses dans les vallées

Dans les villages de vallée, la transformation des systèmes de production agricole est d'une tout autre ampleur. La migration entraîne une profonde réorganisation de la gestion du temps, des hommes et de l'argent. Deux éléments, liés à l'émigration, sont à la source des mutations : l'arrivée massive d'argent et l'absence prolongée des hommes. Les conséquences en sont multiples : nouvelle configuration démographique, en particulier féminisation des campagnes, réorganisation sociale du travail, nouvelles priorités de production... Mais, plus important encore, la migration opère un transfert des moyens de production : le capital humain est supplanté par le capital monétaire.

Réorganisation sociale du travail

La migration internationale entraîne une réorganisation sociale du travail agricole liée tout d'abord à la modification de la structure démographique.

Migration et structure démographique

Les impacts de la migration internationale sur la structure démographique des zones de départ ont été mis en évidence dans de nombreuses études. Trois processus conjoints, de plus ou moins forte amplitude, sont généralement observés : féminisation, vieillissement

de la population et, dans certains cas, baisse de la natalité (FIELOUX, 1985 ; BASSET, 1991 ; DELAUNAY, 1991). Les zones du Valle Alto de Cochabamba, où l'émigration prélève une population généralement masculine pour de longues périodes, n'échappent pas à ce schéma.

Les figures 49 et 50 juxtaposent la structure de la population des zones rurales de Cochabamba et celle des villages du Valle Alto. Un net creusement de la base de la pyramide se produit au niveau des

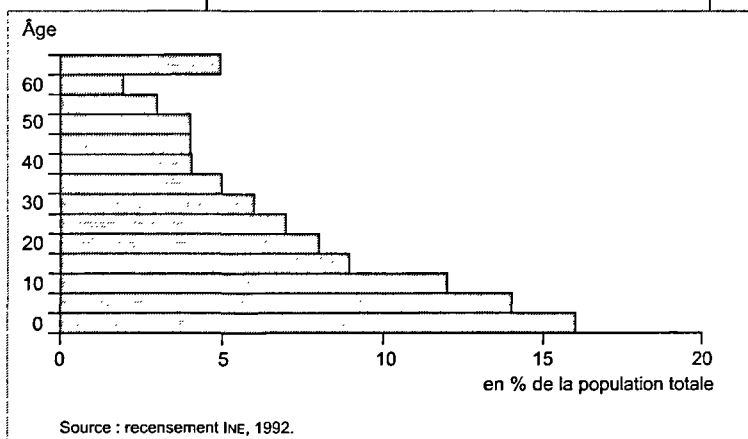


Figure 49 –
Structure de
la population rurale
dans le département
de Cochabamba.

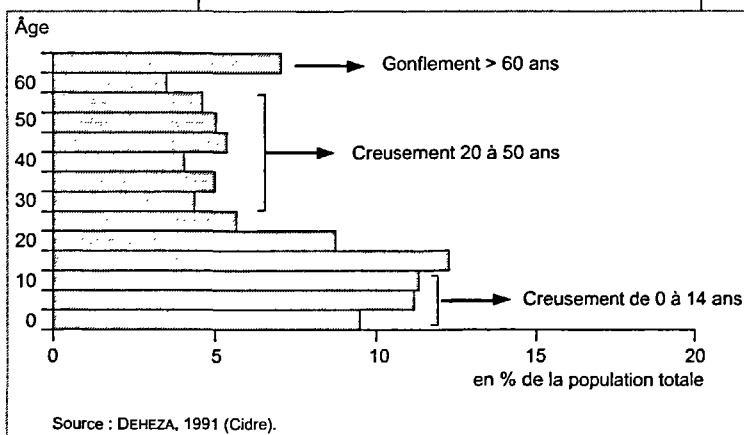


Figure 50 –
Structure de
la population dans
les villages du Valle Alto.

populations âgées de 0 à 14 ans, phénomène qui pourrait être dû soit à l'émigration des enfants avec leurs parents, soit à la baisse de la natalité (dans les villages de Santa Rosa et d'Arbieto, le phénomène est encore plus marqué).

La migration familiale étant peu fréquente, la seconde hypothèse est la plus fondée. Cette baisse de la natalité résulte de la généralisation de la migration masculine, mais également d'un changement des mentalités paysannes. Dans les sociétés paysannes traditionnelles, la forte natalité constitue, en effet, une stratégie économique. « *Une bouche en plus à nourrir, ce sont des bras en plus pour travailler* » disent les paysans. À Santa Rosa et à Arbieto, les enfants restent une main-d'œuvre précieuse pour le maintien des activités agricoles, en particulier lorsque la femme est seule sur l'exploitation. Mais en même temps, la manière de percevoir les naissances tend à évoluer. La monétarisation des économies familiales introduit une conception selon laquelle un enfant supplémentaire est aussi une charge financière. La transition entre ces deux conceptions est encore hésitante chez les personnes les plus âgées. Tout laisse à penser que la seconde l'emportera dans les années à venir.

Le creusement marqué des populations de 20 à 50 ans reflète clairement la ponction qu'opère la migration sur la population masculine.

Les tranches d'âge les plus déficitaires traduisent les cycles migratoires : le creusement de la séquence 25-34 ans correspond à la période de construction des bases économiques de la famille, tandis que la migration reprend entre 40 et 44 ans lors de la consolidation ou de sa transmission aux enfants. De même, les populations âgées de plus de 60 ans sont plus représentées que dans le reste du département (7 % contre 4 %).

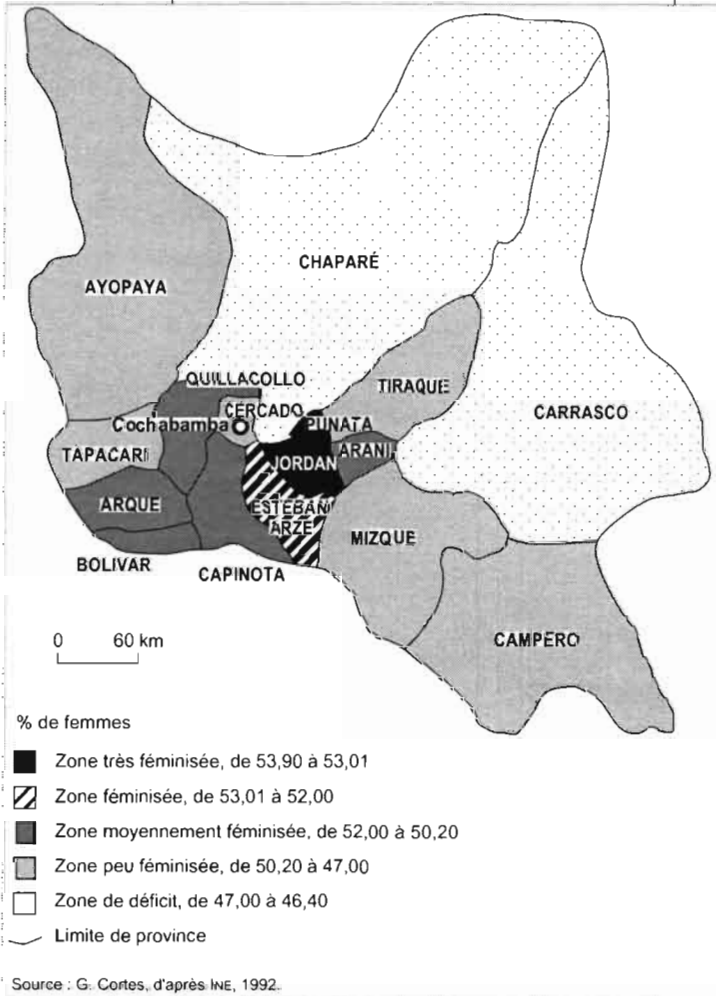
Le vieillissement de la population est dû, certainement, à une compensation statistique. Mais il reflète également les itinéraires de vie des migrants qui, après avoir passé une grande partie de leur vie à l'étranger, reviennent sur leur terre d'origine.

La féminisation des campagnes du Valle Alto est une autre conséquence de l'émigration (fig. 51). Les provinces qui indiquent une nette prédominance des femmes correspondent aux zones les plus touchées par l'émigration (provinces de Esteban Arze où sont localisés les villages de Santa Rosa et d'Arbieto, provinces de German Jordan et de Punata).

Dans ces provinces, les femmes représentent entre 53 % et 54 % de la population rurale tandis que la proportion à l'échelle du département est inférieure à 50 %. Une étude récente des populations rurales du

département de Cochabamba montre également que 15 % des foyers agricoles sont contrôlés par des femmes. La province de Punata, où l'émigration est importante, détient le pourcentage le plus élevé (28 %). À l'inverse, très rares sont les foyers ruraux contrôlés par les femmes dans les zones d'altitude où la migration de longue durée est peu fréquente (CARO *et al.*, 1992).

Figure 51 –
Taux de féminisation
des zones rurales
de Cochabamba.



Le sort des femmes de migrants

La migration et la féminisation des campagnes qui l'accompagne ont des conséquences importantes sur l'organisation sociale du travail agricole : désormais, la femme gère seule l'exploitation familiale.

Dans les sociétés paysannes andines, les femmes ont toujours tenu un rôle décisif dans l'organisation familiale et ceci à de multiples niveaux. Les relations hommes-femmes se caractérisent par une interdépendance et une complémentarité de leurs rôles respectifs (LAPIEDRA, 1985 ; ALBO *et al*, 1990). Traditionnellement, les femmes participent aux prises de décisions concernant les choix économiques et l'organisation du travail. Elles supervisent le calendrier agricole, sont responsables des semis, préparent les repas, décident de l'utilisation de la production, participent activement aux affaires communautaires... La pluri-activité des femmes est donc un trait de l'identité andine.

À Santa Rosa et à Arbieta, l'émigration alourdit plus encore les charges de travail des femmes. En l'absence du mari, l'épouse doit gérer entièrement l'exploitation agricole en plus des autres tâches habituelles : elle décide, cultive, vend, gère le budget familial, dirige la main-d'œuvre, cuisine, lave, assiste aux réunions, participe aux travaux communautaires, s'occupe des enfants... Outre l'adoption d'une nouvelle mentalité et une adaptation physique et psychologique, cette nouvelle répartition du travail exige un réajustement de l'emploi du temps. Ainsi, les tâches quotidiennes d'une femme de migrant diffèrent totalement de celle d'un non-migrant.

L'emploi du temps d'une journée « type » d'une femme de migrant est le suivant :

5 h : préparation du premier repas familial ;

6 h 30 : les femmes se rendent sur leurs parcelles de luzerne, situées la plupart du temps à plus d'une demi-heure de marche, accompagnées de l'un des enfants ;

9 h 30 : retour sur l'exploitation. Alimentation du bétail, préparation du repas familial, entretien de la maison ;

11 h 30-12 h : 2^e repas ;

13 h : traite des vaches ;

14 h : fabrication de fromages, élaboration de *chicha*, mise en pâture du bétail, lavage du linge, visite à des parents, amis (soit à domicile, soit à la *chichería*) ;

17 h : préparation du troisième repas.



Femme d'un migrant aux États-Unis bêchant la terre avant l'irrigation de ses vergers de pêchers (Arbieto).

Les femmes de migrants doivent, en plus, surveiller les cultures juste avant les récoltes (il est fréquent qu'elles dorment sur les parcelles), prendre en charge les divers travaux agricoles (irrigation, entretien des cultures, récoltes). Elles doivent faire face à trois périodes d'intenses activités : en janvier (récolte de la pomme de terre *mizka*, récolte des pêches, préparation des terrains), en mai lors de l'effeuillage et de l'égrenage du maïs (préparation des *chalias* de maïs) et en décembre pour les semis. De plus, elles doivent assurer la commercialisation des produits qu'elles acheminent, le plus souvent, elles-mêmes sur les marchés. Cette tâche leur prend parfois plusieurs jours. La surcharge de travail des femmes sur l'exploitation nuit souvent à la réalisation des tâches ménagères, que la fille aînée ne peut pas toujours assumer toute seule.

Dans certains cas, la migration est un facteur de remise en cause de l'équilibre du couple et d'émiettement de la cellule familiale. La réussite migratoire de la famille dépend de la capacité de résistance et d'adaptation des femmes, certaines étant mieux disposées que d'autres à assumer les nouvelles responsabilités qui leur incombent. En l'absence d'un revenu migratoire régulier, les femmes sont souvent laissées à elles-mêmes. Elles assurent, grâce à l'élevage, le maintien économique – ou parfois la survie – des enfants, au prix d'un épuisement physique et psychologique. Un esprit de compétition apparaît dans la perception qu'ont les femmes les unes des autres. Certaines ont la réputation de « femmes de tête », d'autres de « feignantes » ou « d'incapables ». Quand un échec économique survient, la femme est jugée responsable, ce qui donne souvent lieu à de graves conflits conjugaux lors du retour du mari. En son absence, la femme est « confiée sous surveillance » à la famille du mari. Il n'est pas rare, cependant, que certains migrants qui séjournent longtemps à l'étranger abandonnent progressivement leur famille et se remarient dans le pays d'accueil. « Les hommes ont l'habitude de commencer une autre relation en Argentine, possibilité qui préoccupe quotidiennement les femmes. » (BALAN, 1990 : 289).

« Une source permanente de tensions est la rupture conjugale probable. »
(BALAN, 1990 : 289).

Face aux conditions difficiles de l'émigration, les femmes de migrants s'organisent. Elles développent un réseau de solidarité et d'entraide qui joue à de multiples niveaux. Lors des réunions hebdomadaires du « club des mères », elles mettent en place des actions de solidarité en faveur des femmes en difficulté (collecte d'argent, distribution d'aliments...). En période de suractivité, les repas sont pris collectivement au domicile de l'une d'entre elles, de façon à écourter leur temps de préparation. Il est également fréquent que les achats de produits alimentaires, dont certains exigent de se déplacer à Cochabamba, soient

pris en charge par une seule femme pour deux familles. De même, un système tournant de mise en pâture du bétail appartenant à plusieurs familles permet d'alléger l'emploi du temps des femmes. Bref, un système basé sur la solidarité féminine s'instaure, afin d'économiser le temps de travail.

L'allégement des charges de travail tient également à la participation active des enfants (traite des vaches, préparation des repas, surveillance des parcelles en période de récolte...). Dès le plus jeune âge, l'enfant hérite de la transmission du savoir-faire familial selon le principe de pluri-activité. Cependant, la scolarisation des enfants freine parfois leur participation aux travaux agricoles. Pour les récoltes, les enfants scolarisés à Tarata ou à Cochabamba reviennent sur l'exploitation dans la mesure de leur temps disponible.

De l'ayni au salariat

Lorsqu'une femme ne parvient pas à assumer les travaux agricoles toute seule ou avec l'aide de ses enfants, elle est contrainte de faire appel à une main-d'œuvre extérieure. Le recours à cette main-d'œuvre dépend de plusieurs facteurs : les durées de présence ou d'absence du chef de famille, la disponibilité des enfants, le choix des productions et les superficies cultivées. La priorité est à l'utilisation de la force familiale et à la pratique de *l'ayni*. Les familles cherchent à limiter au maximum le recours à une main-d'œuvre salariée dont les coûts sont élevés. L'appel à des ouvriers temporaires pour les travaux agricoles est donc plus une nécessité qu'un choix. Lorsque l'argent de la migration dépasse les besoins monétaires pour la consommation courante, il peut permettre de payer des ouvriers agricoles pour la mise en culture des terres. C'est ainsi que les femmes de riches migrants sont en permanence secondées par un ouvrier « de confiance », chargé de l'entretien des cultures, des semis, des récoltes, de la coupe et du transport de la luzerne pour l'alimentation du bétail.

Cependant, l'emploi d'une main-d'œuvre extérieure pose un certain nombre de problèmes. Tout d'abord, où recruter cette force de travail ? Dans les villages proches, les possibilités sont limitées du fait de la généralisation de la migration. Une première main-d'œuvre disponible est constituée par les non-migrants du village qui ont peu de terres. Les communautés voisines d'altitude répondent également à une part non négligeable de la demande. Pour les premiers, le paiement se fait en argent, tandis que les seconds sont plutôt rémunérés en produits

(selon le principe de la *mink'a*). Ce clivage reflète deux logiques radicalement différentes. Les paysans des vallées sont plus intéressés par une rétribution monétaire qui leur permettra d'acquérir des biens de consommation sur le marché urbain. Les paysans d'altitude, par contre, cherchent à augmenter leur stock alimentaire pour éviter d'avoir recours au marché.

En période de récolte, les paysans d'altitude gagnent dès l'aube les fonds de vallée et se regroupent sur la place du village, dans l'attente du recrutement. Cependant, ils ne sont pas compétents pour tous les travaux agricoles. Certaines productions (cultures maraîchères ou fruitières) exigent des techniques culturelles particulières que les paysans d'altitude méconnaissent (éclaircissage des pêchers, fumigation...). De ce fait, ils sont surtout embauchés pour les cultures de subsistance et de légumineuses (maïs, pomme de terre, blé, fèves...). Par ailleurs, les familles de ces communautés, comme c'est le cas pour Pampa Churigua, préfèrent partir travailler dans les régions tropicales où les salaires sont plus intéressants. Ainsi, toutes contraintes combinées, la demande en main-d'œuvre s'avère souvent supérieure à l'offre.

La pénurie de main-d'œuvre entraîne une hausse relative des salaires qui permet aux paysans les plus pauvres de diversifier leurs sources de revenus. Au sein des villages, la vente de la force de travail sur les exploitations des riches migrants est une stratégie de survie pour les non-migrants. La pénurie de main-d'œuvre opère, en quelque sorte, un rééquilibrage des niveaux de revenus.

« Les ouvriers réclament des salaires de plus en plus élevés. Avant, le *journal* était de 5 à 8 boliviens. Maintenant, selon la nature du travail, il varie entre 8 et 15 boliviens. En plus, il faut non seulement les nourrir, mais aussi leur donner de la *chicha* et de la coca. » (Alicia S., femme de migrant d'Arbieto).

Les femmes éprouvent une certaine difficulté à contrôler cette main-d'œuvre extérieure. « Je ne peux pas les laisser seuls sur les terres, sinon il s'arrêtent de travailler. Et de toute façon, ils ne m'écoutent pas. On a de plus en plus de mal à trouver des gens aux alentours, les ouvriers le savent et en profitent. » (Benigna A., femme de migrant de Santa Rosa). Trop occupées, les femmes ne peuvent pas être en permanence sur les parcelles pendant les travaux. Leur manque d'autorité est souvent due à leur position socioculturelle vis-à-vis de l'ouvrier. La plupart des femmes maîtrisent à peine l'espagnol. Or, le bilinguisme est un indicateur d'appartenance sociale. Le Métis des vallées, plus instruit, souvent plus riche que l'Indien des plateaux qui travaille pour

lui, fonde son autorité sur la pratique d'une langue que l'autre maîtrise à peine. Cette subordination implicite de l'ouvrier agricole à son employeur est beaucoup moins effective lorsqu'il s'agit d'une femme ne parlant que le quechua.

Lorsque la migration ne permet pas de financer une main-d'œuvre salariée, les familles ont recours au système de la *compañía*. Celles qui ont une grande superficie de terres confient quelques parcelles à un paysan non-migrant du village, chargé des travaux agricoles. Le système présente un avantage considérable pour les deux familles. Il permet à celle qui détient le capital foncier de maintenir sa surface cultivée et d'éviter de payer une main-d'œuvre extérieure. De son côté, la famille active peut compléter sa production en misant uniquement sur son travail.

L'*ayni* peut être une autre solution pour éviter l'embauche de salariés agricoles. Cependant, le prélèvement de population active sur les familles de migrants tend à faire disparaître cette pratique, tout au moins sous ses formes traditionnelles, à savoir l'échange réciproque de main-d'œuvre entre deux familles. En effet, l'*ayni* suppose de part et d'autre des disponibilités de main-d'œuvre équivalentes. Lorsqu'il existe une trop forte différence, il est inadapté. Si un non-migrant travaille en *ayni* sur les terres d'un migrant, celui-ci ne peut pas rendre le même service (faute de temps et de force de travail). Lorsque l'*ayni* est pratiqué, il met donc en relation des familles de même situation socio-économique, deux familles sédentaires par exemple.

D'autres facteurs interviennent dans les relations de travail. La généralisation de l'utilisation du tracteur dans les vallées entraîne une monétarisation des facteurs de production (à Arbieto, par exemple, il ne reste qu'une seule *yunta*). Lorsque les familles ont des revenus suffisants (généralement les migrants), elles utilisent le tracteur de certains membres du village. Celles qui n'ont pas de moyens financiers, mais qui ont un surplus de main-d'œuvre (généralement les non-migrants), paient le tracteur en heures de travail. Il s'agit, en quelque sorte, d'un *ayni* asymétrique. Les femmes de migrants en Argentine sont les plus pénalisées par le système, car non seulement elles n'ont pas la main-d'œuvre nécessaire pour recourir à l'*ayni* asymétrique, mais elles n'ont pas non plus l'argent pour financer les coûts de production (main-d'œuvre extérieure, tracteur, semences).

Ainsi, la migration modifie l'organisation et la répartition sociale du travail, à l'échelle de l'unité familiale comme à celle de la communauté. Elle donne lieu à un nouveau système relationnel qui se traduit par une

hiérarchie intracommunautaire des échanges de services entre trois groupes de familles : riches migrants, migrants en Argentine et familles sédentaires (fig. 52). Ce nouveau système, basé sur différents types de « contrats » de travail (*ayni*, *mink'a* ou salariat), reflète la différenciation socio-économique des villages où, désormais, seuls les riches migrants aux États-Unis, en Israël ou au Japon ont les moyens de recourir à une main-d'œuvre locale pour la mise en culture de leurs terres.

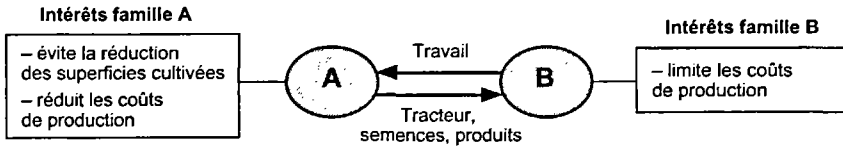


Femmes de migrants participant aux travaux d'entretien de la place du village (Arbieto). Les femmes trop occupées, et qui ont suffisamment de ressources monétaires, préfèrent payer une amende ou bien des personnes de la communauté pour les remplacer.

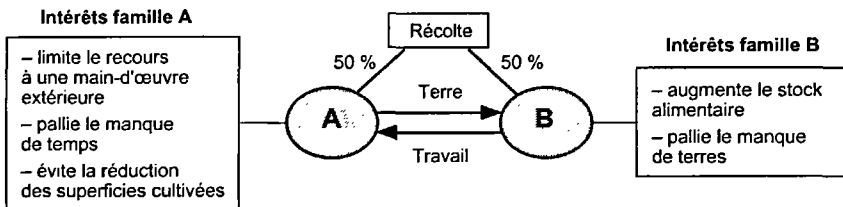
Cette hiérarchie est également visible dans les nouvelles relations de travail qui s'établissent vis-à-vis des traditionnelles *faenas* (travaux collectifs communautaires). En effet, les femmes de migrants sont généralement trop occupées pour participer aux réunions et effectuer les travaux collectifs. Or, la participation aux *faenas* est une condition *sine qua non* de l'appartenance communautaire et du droit d'utilisation des infrastructures (irrigation, école...). Les femmes préfèrent donc payer une taxe communautaire plutôt que de consacrer du temps à une réunion ou à la réalisation des travaux (il est fréquent que certaines familles, dont tous les membres se trouvent à l'étranger, envoient leur contribution monétaire aux dirigeants des villages). Une autre solution consiste à confier les charges de *faenas* à ceux qui ne migrent pas.

Figure 52 –
Relations de
travail inter-
familiales
à Santa
Rosa et à
Arbieto.

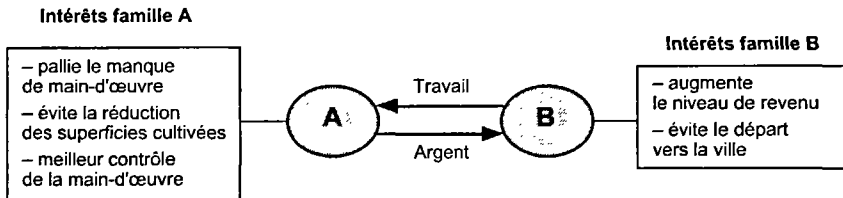
1. AYNÍ asymétrique (travail/matériels ou produits)



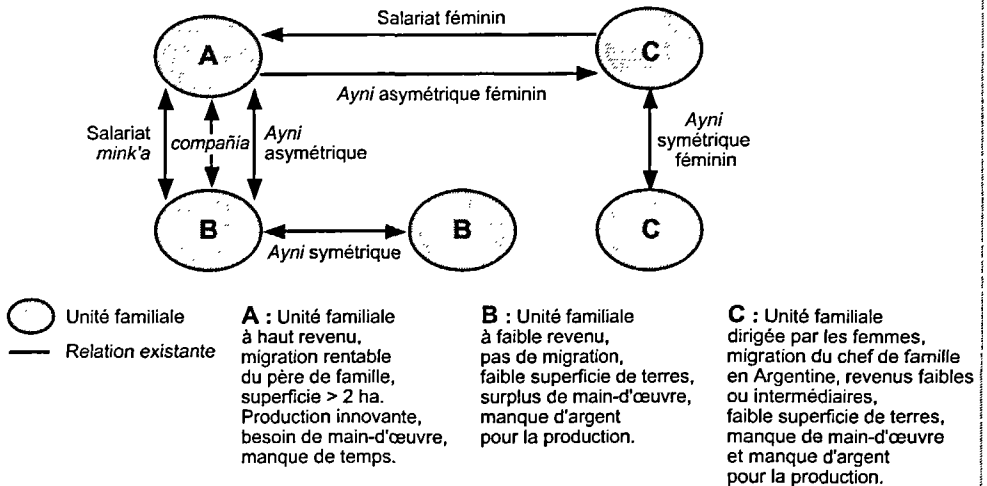
2. COMPAÑIA (terre/travail)



3. SALARIAT (travail/salaire)



4. HIÉRARCHIE RELATIONNELLE GLOBALE



Moyennant salaire, ils remplacent les migrants pour les travaux d'entretien des infrastructures du village (canaux d'irrigation, chemins...).

Le phénomène migratoire entraîne donc une dérogation aux règles communautaires. Dans la mesure où un désengagement vis-à-vis du système d'organisation collectif annulerait leurs statuts de *comuneros* et leurs droits d'usage de la terre, les migrants sont obligés « d'acheter » leur appartenance communautaire, de la même manière qu'ils doivent contribuer au financement des infrastructures du village. Ils s'affranchissent ainsi de leur devoir sans perdre pour autant leurs droits.

De la déprise au développement

La migration internationale a des effets diamétralement opposés sur les systèmes de production agricole. Elle s'accompagne, dans certains cas, d'une véritable déprise agricole et, dans d'autres cas, de nouvelles dynamiques de développement.

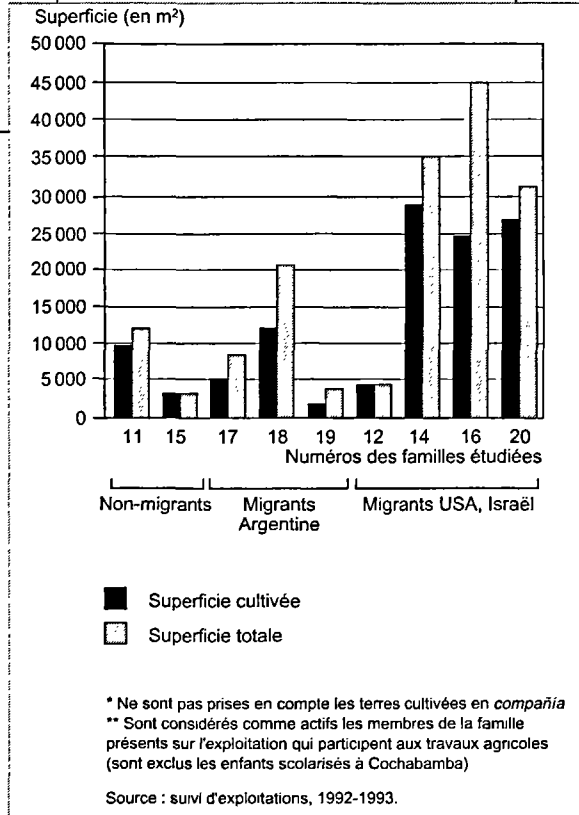
Jachère forcée et baisse des rendements

Comme dans la communauté d'altitude, la migration internationale entraîne, dans certaines familles, une baisse des surfaces cultivées et des rendements. Quand la réorganisation sociale du travail ne suffit pas à compenser l'absence des migrants et à limiter les coûts de production, les familles sont obligées de réduire leur surface cultivée en pratiquant une sorte de jachère forcée. Logiquement, le degré d'utilisation des terres disponibles devrait être d'autant plus important que leur superficie est petite. À l'inverse, plus l'extension des terres est grande, plus les familles peuvent pratiquer la jachère. Or la figure 53 fait apparaître une tout autre relation.

Certes, les familles sédentaires qui ont peu de terres cultivent la quasi-totalité de leur surface disponible (familles 11 et 15). Par contre, chez certains migrants qui ont également peu de terres, la mise en culture reste partielle (familles 17 et 19). Ce schéma se vérifie surtout lorsque le père de famille est absent.

« Je n'ai jamais su m'occuper des terres pendant que mon mari était en Argentine. Quand il partait, les terres restaient en jachère. Mes enfants étaient trop jeunes pour m'aider. Je n'utilisais que les parcelles de luzerne pour nourrir mes vaches. » (Anacleto M., femme de migrant d'Arbieto).

Figure 53 –
Migration et superficie
cultivée à Arbieta
et à Santa Rosa.



En l'absence de leur mari, certaines femmes de riches migrants limitent également la mise en culture de leurs terres. Dans le cas de la famille 16, le retour du père sur l'exploitation a permis d'augmenter de moitié les superficies cultivées par rapport à l'année précédente.

« Ces deux dernières années, en l'absence de mon mari, je n'ai pas pu semer la totalité de nos parcelles. J'ai laissé une bonne partie en jachère. Cela me coûtait trop cher en main-d'œuvre et je ne pouvais m'en occuper moi-même, par manque de temps. Cette année, mon mari est là, il peut s'en occuper. » (Alicia S., Arbieta, famille 16).

Ainsi, certaines familles sont contraintes de modifier l'assolement habituellement pratiqué, en prolongeant les durées de jachère (qui sont habituellement d'un an après deux ou trois ans de mise en culture). Par manque d'argent pour payer le tracteur, de semences ou

de main-d'œuvre, la terre peut rester 2 à 6 ans sans être cultivée. Or, la baisse des surfaces cultivées a une incidence sur les productions agricoles, mais aussi sur l'élevage. Dans le cas du maïs, par exemple, les résidus d'épis (la *chala*) ou ceux de la *chicha* sont utilisés pour l'alimentation des bovins et des porcins.

La migration affecte-t-elle également, comme à Pampa Churigua, les rendements agricoles ? Dans le Valle Alto, les agronomes du Cidre calculent un rendement moyen en condition optimale de 2 990 kg/ha pour le maïs, 7 480 kg/ha pour la pomme de terre et 1 790 kg/ha pour le blé. Ces niveaux de rendements sont supérieurs à ceux du pays (DEHEZA, 1991). Les familles de l'échantillon obtiennent des rendements largement inférieurs pour la pomme de terre (50 % à 80 % en deçà des références) et pour le maïs (40 %). Certes, les rendements dépendent également des quantités de semences utilisées, mais les suivis d'exploitation ne montrent guère de différence à ce niveau. Par contre, la production varie considérablement en fonction des capacités d'irrigation. L'emplacement des parcelles par rapport aux canaux et les aléas climatiques affectent considérablement la production. Lors de la campagne 1992-1993, les signes annonciateurs d'une forte sécheresse ont modifié les modalités de mise en culture. Nombre d'exploitants ont renoncé à semer leurs parcelles. Ceux qui l'ont fait ont obtenu de faibles rendements et certains ont même perdu la totalité de leurs cultures. L'année suivante, par contre, les pluies abondantes lors de la préparation des terrains ont incité les familles à augmenter leurs surfaces cultivées.

Il s'avère donc peu concluant de mettre en relation les rendements avec les comportements migratoires. Il est très probable, cependant, que les difficultés des femmes de migrants à gérer seules les exploitations affectent les rendements agricoles. De plus, l'importance des revenus de l'émigration ou d'activités annexes peut détourner les femmes des soins à apporter aux cultures. La mise en culture des terres n'est effective que lorsque les conditions paraissent optimales. La production n'étant plus seulement l'affaire d'un travail à fournir, mais aussi d'argent à dépenser (paiement des salariés, du tracteur...), le problème de la rentabilité et du calcul économique se pose désormais aux agriculteurs.

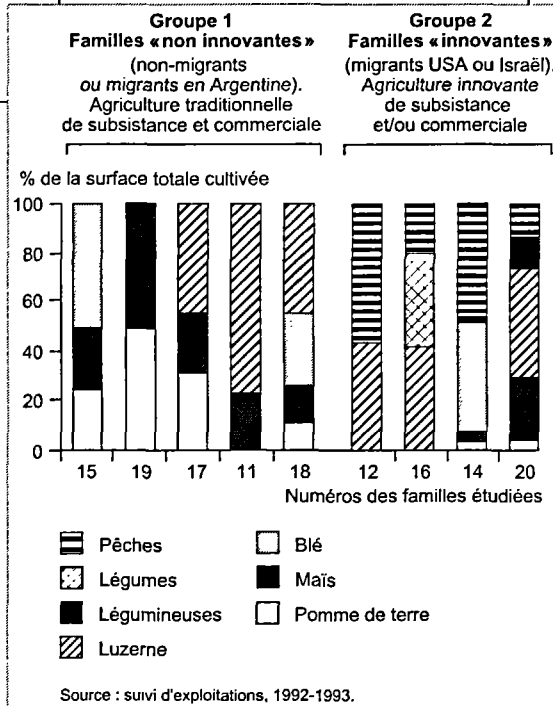
Nouvelles dynamiques agricoles : les conditions de la transition

Les cycles migratoires ont mis en évidence des itinéraires familiaux différenciés. Grâce aux revenus de l'émigration, des familles parviennent non seulement à améliorer leurs conditions matérielles d'existence, mais également à investir dans l'agriculture. D'autres, par contre, réussissent tout juste à survivre, et souvent au prix d'un lourd endettement.

Les choix de production agricole reflètent cette opposition. Deux groupes de familles se distinguent (fig. 54) :

– celles qui pratiquent une agriculture de type traditionnel, non innovante, commerciale ou non. Ce sont généralement les familles sédentaires ou celles qui émigrent en Argentine, familles à faibles revenus ou à économie « fragilisée ».

Figure 54 –
Les choix de production
à Santa Rosa et à Arbieto.



– celles engagées dans un processus d'innovation agricole grâce aux revenus tirés de l'émigration actuelle ou passée. Ces familles ont généralement de bons revenus avec une « économie consolidée » ou en voie de l'être.

L'innovation agricole, même si elle ne concerne pas la totalité des familles, est l'un des aspects les plus intéressants de l'émigration internationale à partir des vallées. Les sociétés paysannes, et à plus forte raison andines, sont habituellement perçues comme particulièrement fermées à l'introduction de nouvelles cultures et techniques agricoles. Selon cette approche, le traditionalisme des communautés rurales, entretenu par un isolement géographique, une aversion aux risques et l'inadéquation de la logique capitaliste à la logique paysanne limiteraient l'innovation agricole. Rares sont les études andines, en effet, qui mettent en évidence des nouvelles dynamiques productives liées au phénomène migratoire (WEISSE, 1961).

La bonne insertion des paysans du Valle Alto à l'économie régionale et à l'espace urbain, leur longue expérience migratoire les ont sans aucun doute rendus plus ouverts à l'innovation agricole. La mécanisation de l'agriculture, première manifestation du changement, a été favorisée par les revenus de l'émigration. L'utilisation de la charrue attelée est beaucoup plus fréquente dans les villages proches de Tarata où la migration internationale est moins fréquente. Rares sont les exploitants de cette zone qui possèdent individuellement un tracteur (DEHEZA, 1991).

L'introduction des pêchers, autre expression du changement, s'est d'abord faite sous l'impulsion d'organismes de développement (IBTA de San Benito). Des agronomes ont initialement enseigné le savoir-faire technique à quelques agriculteurs. Il s'est ensuite diffusé de façon spontanée au sein des communautés villageoises. Cependant, seuls les paysans qui ont assez de terres et de moyens financiers se lancent dans ces nouvelles cultures. Ils les expérimentent d'abord sur des petites parcelles pour ensuite les introduire durablement dans leur logique de production.

Dans ces familles innovantes, les choix de production sont de plusieurs natures (fig. 54). Dans certains cas, la diversité des cultures est préservée. Parallèlement à l'introduction des cultures fruitières, la famille maintient des cultures traditionnelles de subsistance (blé, pomme de terre ou maïs) destinées à la consommation familiale (familles 14 et 20). Généralement, les cultures de maïs et de pommes de terre se font en association avec les cultures fruitières, de façon à profiter des possibilités

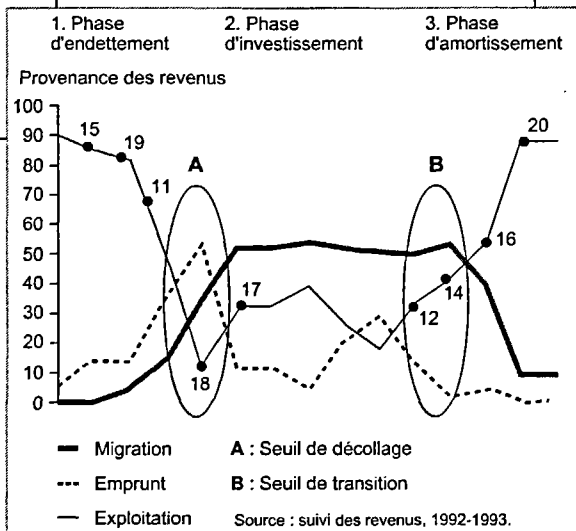


Abri d'une installation électrique alimentant une pompe et un puits d'irrigation dans un verger de pêchers, financés par la migration internationale (Arbieto).

d'irrigation (puits). Dans d'autres cas, on assiste à une réelle spécialisation fruitière et maraîchère, impliquant l'abandon graduel des productions traditionnelles de subsistance. Les superficies se répartissent alors entre deux types de production : cultures traditionnelles commerciales (luzerne) et nouvelles cultures (pêchers et/ou cultures maraîchères) (familles 16 et 12). Certaines familles « non innovantes » abandonnent également la polyculture en se spécialisant dans une ou deux cultures (familles 11 et 19). Mais cette spécialisation relève beaucoup plus d'une contrainte que d'un libre choix. N'ayant que de très peu de terres, ces familles optent soit pour les cultures de subsistance (famille 19), soit pour la culture de luzerne destinée à l'élevage (famille 11).

Dans les familles innovantes, la part des revenus tirés de l'agriculture et de l'élevage varie entre 10% et 55% du total annuel, pourcentages largement supérieurs à ceux du second groupe de familles. Autrement dit, la migration vers les États-Unis ou Israël, grâce aux investissements réalisés, permet à l'agriculture de retrouver sa place dans les économies paysannes. Toutefois, l'économie de certaines familles innovantes reste très dépendante de la migration (elle représente parfois plus de 50% des revenus). Ces différences de provenance des revenus reflètent les divers stades d'une transition des économies familiales vers la consolidation. En effet, le passage à une agriculture innovante comprend trois phases qui s'échelonnent sur une durée fort variable selon les familles (fig. 55).

Figure 55 –
 Passage à
 une agriculture
 innovante.



Les premières expériences migratoires impliquent toujours un recours à l'emprunt. Au cours d'une première phase d'endettement, le chef de famille, et parfois un des enfants, s'engagent dans une migration lointaine (États-Unis, Israël) avec des projets d'investissement plus ou moins clairement définis. Cette étape représente un cap difficile à franchir, car le départ de membres actifs freine l'activité agricole, pourtant essentielle au maintien économique de la famille pendant la période de remboursement de l'emprunt. C'est le seuil critique A dit de « décollage ». Pendant cette période, les revenus de l'agriculture baissent en part relative, ceux de la migration augmentent progressivement et la famille est endettée (cas de la famille 18). Une fois les dettes remboursées, la famille peut commencer une phase d'accumulation proprement dite (cas de la famille 17). Les revenus tirés de la migration sont alors partagés entre la consommation courante et l'épargne nécessaire à l'investissement.

La deuxième phase, dite d'investissement, correspond à la transformation du système de production (nouvelles cultures, construction de puits, recours à une main-d'œuvre salariée). Cependant, les productions fruitières ne sont pas rentables immédiatement. De plus, leur *entretien représente un coût important*. De ce fait, la migration est non seulement maintenue, mais elle tend à s'accroître. Pendant cette période, les revenus agricoles continuent de diminuer (les plantations de pêcheurs réduisent les surfaces réservées à d'autres productions). L'élevage et les cultures traditionnelles sont momentanément délaissés. Cette phase se traduit par une forte dépendance vis-à-vis des revenus migratoires et un retour à l'emprunt (cas des familles 12 et 14). C'est le deuxième seuil critique de transition (B) qui, pour être surmonté, dépend de l'efficacité du contrôle technique des nouvelles productions et de la capacité de gestion de l'exploitation. Celle-ci repose le plus souvent sur le potentiel des femmes.

La dernière étape, enfin, correspond à la transition réussie (ou amortissement). Les revenus agricoles augmentent de façon relative, du fait de l'entrée en production des cultures fruitières. Au cours de cette période, les chefs de famille reviennent au village, ce qui entraîne une baisse des revenus tirés de la migration et une quasi-disparition de l'emprunt (cas des familles 20 et 16). Grâce aux revenus des cultures fruitières, l'exploitant peut à nouveau diversifier sa production en revenant à l'élevage et aux cultures traditionnelles de subsistance. La consolidation de l'exploitation agricole exige donc de passer par une phase de déséquilibre et de dépendance monétaire vis-à-vis de la migration et de l'emprunt.

Dès que les cultures fruitières deviennent rentables (généralement au bout de cinq ans), l'agriculture retrouve sa place principale en termes d'activité et de revenus. Pour ces familles, la « déprise » agricole perçue dans la baisse des surfaces cultivées et la réduction des productions vivrières constituent souvent une situation transitoire.

La famille 20, qui est la plus avancée dans le processus de transition, tire plus de 50 % de ses revenus de l'élevage et de l'agriculture (vente des pêches, élaboration de fromages et de *chicha*, élevage intensif de porcs et de volailles). La migration ne représente plus que 10 % des revenus (la migration passée en Argentine, puis en Israël a permis un investissement sur l'exploitation). Les cultures traditionnelles (pommes de terre et maïs) sont maintenues, mais destinées uniquement à l'alimentation familiale. La famille cultive ainsi plus de 80 % des superficies disponibles, soit 2,6 ha. Le recours à une main-d'œuvre extérieure salariée est systématique. Le transport procure un bon revenu complémentaire tandis que le recours à l'emprunt est quasi absent.

Les familles 12 et 14, qui ont également investi dans leur exploitation, se situent par contre au niveau du second seuil critique qu'elles n'ont pas encore franchi. Tant que la transition n'est pas réalisée, elles concentrent toute leur énergie (force de travail, argent et temps) au développement des nouvelles cultures. Les coûts de production sont financés par la migration d'un ou plusieurs membres.

Les limites de l'innovation

Une fois engagé dans l'innovation agricole, l'exploitant est confronté à de nouveaux problèmes. Le revirement de certaines familles révèle les difficultés de la transition vers les nouveaux systèmes de production. De fortes contraintes tiennent à des défaillances techniques et à des problèmes de commercialisation.

« Il y a quatre ans, j'ai investi de grosses sommes d'argent dans l'achat d'un tracteur et dans la plantation de pêchers. Je réalise que ni l'un ni l'autre ne sont rentables. Le carburant du tracteur et le conducteur me coûtent trop cher par rapport aux revenus que je tire en le louant aux gens de la communauté. La vente des pêches ne me rapporte pas ce que j'avais espéré, et encore moins ce que m'avaient laissé espérer les ingénieurs qui m'ont vendu les plants.

« Au total, j'ai dépensé beaucoup plus en main-d'œuvre, en engrais et en frais d'irrigation que ce que la vente m'a rapporté. Et puis, depuis quelques années, tout le monde se met à planter des pêchers. Les fruits se vendent à bas prix, sans compter que la grêle a abîmé une bonne partie de la production. Les ingénieurs, qui étaient venus au début pour nous indiquer comment planter, ne reviennent pas. Beaucoup d'arbres sont malades.

« Maintenant, mon troisième fils va étudier à Cochabamba. Alors, je vais repartir aux États-Unis encore quelques années pour payer ses études, et quand je reviendrai, je pense arracher les pêchers et me consacrer à nouveau à la production laitière, ou peut-être acheter un véhicule et faire du transport. » (Orlando S., Arbieta, famille 16).

Ce témoignage illustre les limites de l'innovation. La conjoncture des années quatre-vingt-dix semble défavorable à la production fruitière. Selon les estimations de A. ARAMAYO (1991), les vergers de pêchers dans le Valle Alto ont augmenté de 70 % entre 1990 et 1991 et de 66 % l'année suivante. L'augmentation de l'offre, et parallèlement la saturation de la demande, ont fait chuter les prix. De plus, les rendements stagnent, résultat de blocages techniques et d'une forte dépendance aux aléas climatiques (grêle).

S'ajoutent enfin les problèmes de variation saisonnière des prix de vente, sur lesquels les agriculteurs n'ont guère de prise faute de moyens de stockage et de transformation. Même si la production de pêches est plus lucrative que tous les autres types de production, les conditions de commercialisation (chute des prix, dépendance vis-à-vis des intermédiaires) limitent fortement son extension.

Une autre question se pose : les revenus agricoles tirés de la production de pêches peuvent-ils réellement concurrencer les flux monétaires de la migration internationale ?

Reprenons l'exemple de la famille 20, dont la situation est optimale : les revenus annuels obtenus de la vente des pêches (100 arbres en pleine production) s'élèvent à un montant brut de 1 800 dollars. Or, la migration d'une seule personne aux États-Unis rapporte au minimum 5 000 dollars annuels. Il faudrait donc plus de 300 arbres en production pour égaler les bénéfices de la migration. Certes, l'intensification de l'élevage peut contribuer à compléter les ressources monétaires sur place. Mais encore faut-il que la superficie des terres disponibles soit assez importante pour augmenter les surfaces de luzerne. De ce fait, à moins de réduire leurs niveaux de revenus et donc de consommation, les familles sont vouées à trouver une activité complémentaire ou bien à s'engager à nouveau dans le processus migratoire. C'est ainsi que le chef d'exploitation de la famille 20 envisage un nouveau départ au Japon.

Si la migration peut soutenir de nouvelles dynamiques de production, la transition effective est le fait d'une minorité de familles. D'autre part, les capacités paysannes d'innovation et d'adaptation à de nouvelles conditions de production ne trouvent guère d'appui auprès des

organismes de développement et des politiques engagées. Le manque de soutien et de suivi technique, parallèlement aux contraintes de commercialisation, freinent les nouvelles dynamiques de production. Ne pouvant compter que sur eux-mêmes, les agriculteurs cherchent et mettent en place seuls des solutions de développement. Sans doute serait-il utile de réfléchir à la nécessité de prendre en compte cette « force créatrice paysanne », afin de tirer parti des dynamismes et des potentiels existants.

L'innovation impossible

La migration ne débouche pas toujours sur un processus d'innovation agricole. À Santa Rosa et à Arbieta, de nombreuses familles restent à l'écart des dynamiques de développement. Ces familles se caractérisent généralement par des revenus faibles ou moyens, par l'absence de migration ou une migration peu rentable (Argentine) et par une faible superficie de terres. Les revenus obtenus sur place sont généralement majoritaires. Pour ces familles, les activités annexes, telles que le salariat agricole, la construction ou la vente de *chicha*, constituent des sources de revenus importantes. Ceux de l'agriculture, par contre, sont négligeables. Seul l'élevage demeure une activité relativement importante, mais son apport n'excède pas 15% des revenus annuels. Pour certaines de ces familles, l'emprunt représente une part considérable des ressources monétaires (parfois plus de 40% des revenus annuels).

Les familles ont le choix entre deux possibilités de production. La première consiste à favoriser une production qui procure des revenus réguliers. La préférence est alors donnée à l'élevage, donc à la culture de la luzerne (familles 17,11 et 18).

Cependant, la taille du cheptel dépasse rarement deux à trois vaches laitières, car les terres sont insuffisantes. Les cultures vivrières sont secondaires. Parmi elles, le maïs vient avant la pomme de terre, pourtant essentielle dans l'alimentation paysanne. Le maïs, rappelons-le, permet l'élaboration de *chicha*, boisson symbolique de la culture paysanne dans cette région de Bolivie.

Le second choix consiste à délaisser complètement l'élevage bovin pour privilégier les productions traditionnelles de subsistance. C'est le cas des familles qui ont des revenus extérieurs. L'agriculture devient une activité d'appoint, parfois même de « loisir », visant à compléter l'alimentation familiale.

« Je ne sème mes terres que si j'ai le temps et si j'ai l'argent pour acheter les semences ou payer le tracteur. Si j'ai pu économiser un peu d'argent de ma rente mensuelle d'instituteur retraité et du transport, ou si mon fils m'envoie de l'argent d'Argentine, je sème des pommes de terre et surtout du maïs pour faire de la *chicha*. Pour moi, l'agriculture est plutôt un passe-temps. » (Domingo V., Arbieto).

La jachère « forcée » caractérise tout particulièrement ces familles. Le manque d'argent pour l'achat des semences, la sécheresse et le manque de main-d'œuvre sont les trois raisons essentielles de la désorganisation du système de production. La baisse des superficies cultivées et l'irrégularité des rendements posent le problème de l'utilisation de la production. Lorsqu'elle est insuffisante, la quasi-totalité de la récolte est destinée à l'alimentation de la famille. L'achat de la semence représente entre 20 et 55 % du coût de production annuel. Parallèlement, la location de tracteur capte 45 à 70 % des dépenses productives. Le bilan d'exploitation montre que la valeur marchande de la récolte, dans certains cas, est inférieure aux coûts de production. Autrement dit, il n'est pas rare que la production se fasse à pure perte.

Pour ces familles, la monétarisation des moyens de production pose donc le problème de la viabilité du système d'exploitation. Si la tractorisation diminue le coût en travail (gain de temps et d'effort), elle augmente le coût en argent. Certes, l'utilisation du tracteur est parfaitement adaptée à une logique de diversification des activités. Le gain de temps que celui-ci procure permet le développement d'activités annexes (salarial dans la construction, transport, élaboration de *chicha*...). Mais la mécanisation ne s'accompagne pas nécessairement d'une augmentation des superficies cultivées, ni des rendements. L'utilisation du tracteur sur de faibles superficies paraît peu rentable, d'autant que la production fournit peu d'excédents. Bien plus, au lieu d'entraîner une augmentation des surfaces cultivées, la tractorisation peut la limiter; tout au moins quand les ressources monétaires tirées d'autres activités (en particulier de la migration) ne suffisent pas à financer les coûts de production.

Il est donc logique que certaines familles délaissent l'agriculture, surtout si les revenus migratoires sont destinés à la consommation courante. Dans certains cas, on assiste à une véritable désarticulation des logiques de production, à un « bricolage » agricole plus proche du jardinage que d'une agriculture intensive et efficace. Les paysans perdent le contrôle de leur exploitation et sont désormais incapables de planifier une logique cohérente de production. La monétarisation de

l'agriculture et sa mécanisation ont un coût qui oblige, sinon au renoncement, au moins au ralentissement de l'activité agricole. Il s'agit là d'une agriculture « sous perfusion » dont le maintien dépend du dynamisme des activités annexes.

Des agricultures en sursis ?

Sur le plateau et dans les vallées, les transformations des systèmes de production agricole sous l'effet de l'émigration ne relèvent pas du même registre. Dans la communauté d'altitude, la migration vers le Chaparé perturbe les logiques de production sans pour autant les transformer radicalement. La migration n'entraîne pas une redistribution sociale du travail comme dans les villages de vallée (si ce n'est que certaines femmes participent aux travaux agricoles du Chaparé). Elle ne débouche pas non plus sur l'apparition de nouvelles productions, ni de nouvelles techniques dans l'espace d'origine. D'autre part, la migration vers le Chaparé ne s'accompagne pas d'une nouvelle différenciation interne au sein de la communauté. Elle contribue, bien au contraire, au rééquilibrage de la disparité des ressources, notamment en terres.

Certes, le Chaparé peut devenir un espace concurrentiel de la communauté d'origine. La mobilité induit parfois une négligence dans le contrôle de l'exploitation, en particulier par des jeunes générations de migrants. Elle affecte également le système communautaire d'organisation du travail (*ayni*) et provoque, dans certains cas, un relatif abandon de certaines cultures traditionnelles et une moindre efficacité du système de production. Mais, d'un autre côté, la combinaison des espaces économiques permet aux migrants de réorienter leurs stratégies d'assolement agricole pour privilégier la subsistance de la famille, autrement dit l'autoconsommation. En s'adaptant aux nouvelles contraintes de la mobilité spatiale, les paysans de Pampa Churigua cherchent avant tout à maintenir, et même à renforcer, leurs logiques traditionnelles de production.

Dans les vallées, les systèmes de production agricole subissent des transformations d'une tout autre ampleur. Il ne s'agit pas de simples réajustements, mais de réelles mutations qui touchent à la fois les types de production, les systèmes de cultures, les modes d'organisation et la

place de l'agriculture dans les économies familiales. Contrairement à la communauté d'altitude, la différenciation des logiques de production agricoles est le reflet de la nouvelle hiérarchie socio-économique qui s'instaure avec la migration. Elle fait apparaître une agriculture à « double vitesse » ; d'un côté, la monétarisation des économies familiales et la féminisation de l'agriculture entraînent une baisse des surfaces cultivées et de la production avec un abandon progressif des cultures vivrières. De l'autre, les revenus de la migration contribuent à la modernisation des systèmes de production : innovations culturales, nouveau système d'irrigation, mécanisation... Se conduisant en véritables entrepreneurs, les agriculteurs engagés dans l'innovation agricole font face à de nouvelles contraintes qu'ils ne sont pas toujours en mesure de maîtriser, contraintes liées à des conditions à la fois externes (problèmes de concurrence, de commercialisation et de débouchés) et internes (techniques de production, gestion). De leur côté, les paysans sédentaires, ou ceux qui ne parviennent pas à s'enrichir grâce à la migration, restent en marge de ces nouvelles dynamiques agricoles. Ils n'échappent pas, cependant, à la monétarisation du système de production et perdent progressivement le contrôle de leur exploitation. L'activité agricole, devenue une sorte d'épiphénomène, est alors difficilement maintenue, ou alors elle dépend des revenus de l'émigration et d'autres activités.

Ainsi les mutations des systèmes de production agricole qui s'opèrent dans les vallées et sur le haut plateau prennent des caractères très différents. Elles ont cependant un point commun : l'agriculture, entièrement commandée par les stratégies migratoires, est aujourd'hui « en sursis ». Car sans les revenus de la migration internationale ou du Chaparé, qu'advierait-il des économies agricoles de cette région ? Que se passerait-il si la migration, pour une quelconque raison, devenait impossible ? Cela pose, de toute évidence, le problème du devenir des sociétés paysannes.

Migration et sécurité alimentaire

En Bolivie, le problème de la sécurité alimentaire est crucial, particulièrement en zone rurale. La production agricole et les revenus familiaux sont souvent insuffisants pour assurer les besoins alimentaires, mêmes élémentaires. Par conséquent, le recours à la migration, pour un bon nombre de familles, est envisagé avant tout comme une stratégie alimentaire. Cependant, la question se pose de savoir si les recompositions des économies familiales paysannes, induites par les migrations, ont des effets positifs sur la consommation alimentaire et les situations nutritionnelles. La migration n'agit-elle pas plutôt comme un facteur déstructurant du système alimentaire familial ?

Celui-ci est défini comme étant l'ensemble des logiques familiales, perceptibles dans le temps et dans l'espace, qui visent à se procurer des aliments et qui permettent d'atteindre un certain degré de satisfaction des besoins nutritionnels. Le système alimentaire familial est évalué à partir de trois critères : les stratégies d'approvisionnement (achat, production, échanges...), la composition du régime alimentaire et l'apport nutritionnel.

Les stratégies d'approvisionnement

Les modes d'accès aux aliments constituent un indicateur important pour mesurer le degré de sécurité ou de vulnérabilité alimentaire d'une population. Ils révèlent à la fois la force et la faiblesse du système alimentaire.

Pampa Churigua : une refonte de « l'idéal vertical » ?

Dans les sociétés andines préhispaniques, l'organisation territoriale était fondée sur un mode d'utilisation de l'espace correspondant à une stratégie de contrôle vertical des divers étages écologiques (*puna, suni, quechua*), qui permettait à la fois une complémentarité des productions agricoles et une dispersion des risques (BOUYASSE-CASSAGNE, 1978; FIORAVANTI-MOLINIÉ, 1981; HARRIS, 1978; SAIGNES, 1978). Ce système « d'archipels verticaux » (MURRA, 1972), qui a perduré comme fondement de l'organisation sociale et économique de l'empire inca, fut profondément bouleversé lors de la période coloniale par les politiques de regroupement de populations.

Si, dans certaines régions andines le modèle a quelque peu résisté (ALBO *et al.*, 1982; MORLON, 1992 b), les vallées de Cochabamba ont subi une profonde déstructuration (PLATT, 1982). Toutefois, l'analyse des logiques d'approvisionnement des populations de Pampa Churigua laisse entrevoir une certaine forme de résurgence de ce modèle ancestral d'utilisation de l'espace.

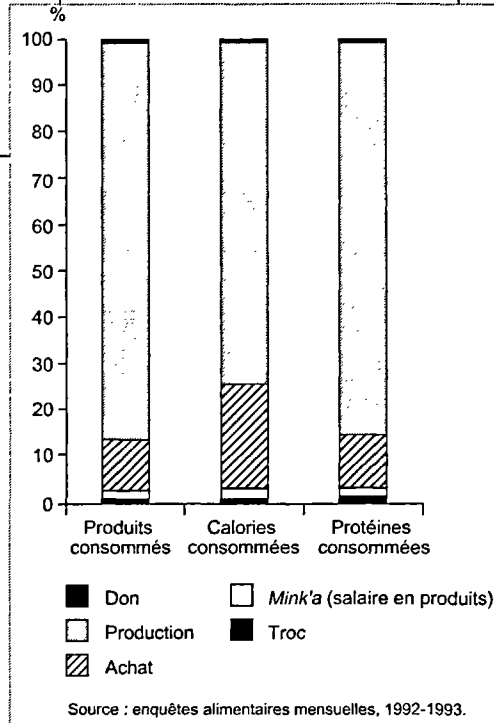
Des « étages alimentaires »

À Pampa Churigua, l'élargissement de l'espace socio-économique familial, par le biais de la migration au Chaparé, vise une diversification des lieux d'approvisionnement. Le relevé mensuel de la consommation alimentaire familiale a permis de déterminer la provenance des aliments consommés en termes de quantités de produits, de calories et de protéines. La figure 56 présente la synthèse des résultats. Aussi bien en quantités de produits qu'en apports nutritionnels, la production est la première forme d'approvisionnement pour la totalité des familles. L'exploitation d'origine permet le ravitaillement en trois produits de base (la pomme de terre, le blé et le maïs) et en trois produits secondaires (l'orge, la viande de mouton, les œufs). Parallèlement à la production, les familles développent des stratégies d'approvisionnement complémentaires qui nécessitent des relations d'échange et l'accès à d'autres espaces.

Cette diversification spatiale, processus en partie lié à la migration vers le Chaparé, est illustrée de façon simplifiée dans la figure 57. En comptant l'exploitation de Pampa Churigua, sept unités spatiales d'approvi-

sionnement sont localisées dans un rayon d'environ 150 km. Elles se répartissent entre les étages écologiques de la région : fonds de vallée, zone urbaine de Cochabamba, montagnes, plaines pré-amazoniennes.

Figure 56 –
 Stratégies
 d'approvisionnement
 alimentaire
 à Pampa Churigua.



Dans les vallées de Tarata-Cliza et de Santivañez, les familles recourent à toutes les formes d'approvisionnement complémentaire. Ces zones assurent un apport en produits industriels et en légumes achetés sur les marchés locaux, ainsi qu'en légumineuses par le biais du troc ou de la *mink'a* (fèves et petits pois).

La ville de Cochabamba est l'espace d'approvisionnement le moins fréquenté. Les migrants profitent de leur retour périodique dans leur communauté d'origine pour se ravitailler au marché de la Cancha. Pour les autres familles, cette zone demeure un espace d'approvisionnement très ponctuel.

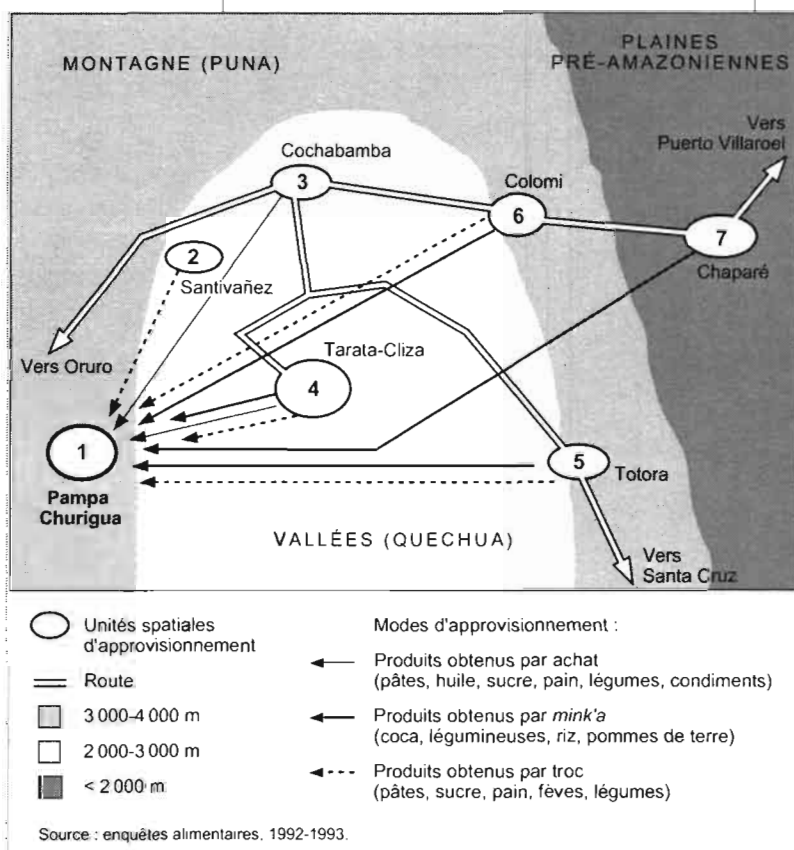


Figure 57 –
Espaces et modes
d'approvisionnement
alimentaire
(Pampa Churigua).

Les montagnes de l'est (Colomi, Totorá), précédant la descente vers les plaines du Chaparé, apportent un complément alimentaire en pommes de terre, en *chuño* et en fèves. Ces produits sont également obtenus par le troc (en particulier contre des produits d'artisanat) ou par la *mink'a*.

L'accès au Chaparé diversifie l'alimentation en fruits (oranges et bananes en particulier), en riz et en coca. Excepté pour les familles de colons, ces produits sont généralement obtenus par le biais du travail salarié (selon le principe traditionnel de la *mink'a*) ou par don inter-familial.

En termes de sécurité alimentaire, la migration vers le Chaparé joue donc un rôle fondamental puisqu'elle permet l'élargissement spatial de l'approvisionnement alimentaire des familles, en même temps que la diversification de ses modes.

Profitant de la dynamique socio-économique contemporaine que constitue l'essor des cultures illicites de coca, les paysans se sont réappropriés une ancienne pratique d'utilisation verticale de l'espace.

Famille de Pampa Churigua et sa maigre récolte de maïs. Le chef d'exploitation part chaque année travailler dans la région de Colomi pour compléter sa production agricole par le biais de la *mink'a* (travail rémunéré en produits).



Le troc

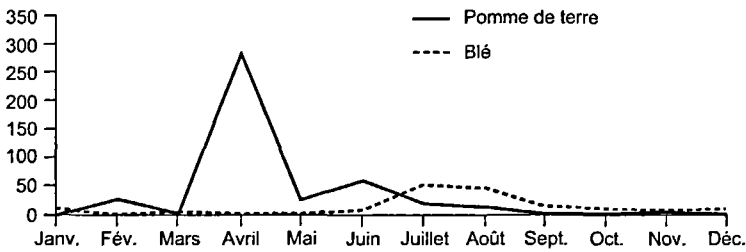
Le suivi alimentaire des familles a mis en évidence la faible importance du troc, forme d'approvisionnement pourtant traditionnelle dans les sociétés paysannes boliviennes. Il fournit à peine 1 % des calories et protéines consommées. Seulement 1,8 % de la production de pommes de terre et 4,8 % du blé sont échangés contre d'autres produits.

On peut s'interroger sur la signification de ces résultats. Si la priorité est donnée à l'autoconsommation, tendance également constatée par J. LAURE (1987) dans plusieurs communautés paysannes de Bolivie, le troc n'est pas privilégié. Cette situation est-elle conjoncturelle (les médiocres volumes de production dus à la sécheresse peuvent expliquer le faible recours au troc), ou exprime-t-elle un réel changement structurel ? Il est probable que, grâce à la diversification spatiale de l'approvisionnement, les paysans de Pampa Churigua aient moins besoin de recourir au troc.

Les familles de Pampa Churigua échangent surtout la pomme de terre, le blé et leurs produits artisanaux, plus rarement l'orge et les œufs. La période de troc dure de sept à huit mois dans l'année (fig. 58). Pour la pomme de terre, le troc débute dès la fin des récoltes avec une forte pointe en avril. Pour le blé, le troc intervient un à deux mois après la récolte et se concentre sur les mois de juillet et d'août. La logique temporelle est donc la même que pour la commercialisation des produits agricoles sans les pointes d'octobre-novembre (fig. 47).

Quelles sont les modalités de ces échanges? Depuis ses origines, la pratique du troc dans les sociétés paysannes andines est fondée sur la complémentarité des étages écologiques. À Pampa Churigua, ce système se traduit par l'échange du maïs et des légumineuses des fonds de vallée avec la pomme de terre, l'oca et le quinoa des plateaux. Mais l'abandon progressif de la culture de certains produits andins à Pampa Churigua (oca et quinoa), la diminution relative des cultures de subsistance dans les fonds de vallée et la monétarisation des économies paysannes ont contribué à une redéfinition des échanges entre les différents étages.

Quantité échangée
par l'ensemble des familles (en kg)



Source : suivi mensuel d'exploitations, 1992-1993.

Figure 58 –
Période de troc
de la pomme de terre
et du blé à Pampa
Churigua.

Deux types de troc mettent en œuvre des modalités différentes. Le premier, à caractère plus traditionnel, ne fait pas intervenir directement l'outil monétaire. Il concerne l'échange des produits artisanaux de Pampa Churigua contre les légumineuses et la *chicha* des vallées (Tarata, Cliza, Santivañez, vallée de Cochabamba). Les termes de l'échange reposent sur la valeur marchande de la pièce artisanale et des produits alimentaires.

De même, une ancienne forme de troc, correspondant aux « caravanes de sel » décrites par P. LECOQ (1987) dans la région de Potosí, appelées aussi *llameros* par J. ALBO *et al.* (1990), continue à relier les hautes terres de l'Altiplano avec la région de Cochabamba. Les paysans des communautés d'altitude des régions salifères d'Uyuni descendent dans les vallées pour échanger du sel contre des céréales. Autrefois, le sel était transporté à dos de lamas et le voyage prenait plusieurs mois. Aujourd'hui, le camion a remplacé l'animal. Dans la

communauté de Pampa Churigua, la même personne depuis vingt ans vient échanger annuellement son sel contre du blé et des pommes de terre dès le début des récoltes. Ce type de troc s'effectue sur la base de liens privilégiés, proches d'une relation de *compadrazgo*, où l'échange est personnalisé. Une part de don s'ajoute toujours à l'échange de produits selon le système connu de la *yapa* (faible quantité offerte comme marque de faveur).

Ces formes traditionnelles de troc, souvent basées sur des relations de parenté ou d'amitié, coexistent avec des échanges plus anonymes, plus modernes. Les familles de Pampa Churigua pratiquent surtout le troc « semi-monétarisé » avec les paysans des vallées, c'est-à-dire un échange qui ne fait intervenir qu'indirectement l'outil monétaire. Les femmes « d'en bas » montent généralement une fois par mois à Pampa Churigua avec un chargement de produits industriels à dos de mule, de légumes et de fruits achetés sur le marché de Cliza ou de Cochabamba. Ces produits, troqués contre des pommes de terre et du blé, remplacent progressivement le maïs échangé autrefois.

Les femmes des vallées dégagent de chaque transaction une marge bénéficiaire en quantité de produits, établie en fonction de leur équivalent monétaire (voir annexe 2, tabl. 9). À chaque échange, l'écart entre la valeur monétaire des produits donnés et celle des produits reçus est de l'ordre de 1 à 2 boliviens. Les femmes des vallées font plusieurs transactions par jour et peuvent, ainsi, doubler ou tripler la somme investie au départ. En une journée, l'une d'elles a reçu 90 kg de pommes de terre équivalant à 150 boliviens, tandis qu'elle a « donné » une quantité de produits dont le coût d'achat est de 66 boliviens. Au-delà de l'effort physique qu'elles ont à fournir (trois heures de marche), les femmes des vallées ont donc tout intérêt à pratiquer ce type d'échange. Quant aux paysannes de Pampa Churigua, la part de bénéfice qu'elles acceptent sciemment de céder est de toute façon inférieure à ce qu'elles auraient dû dépenser en se déplaçant jusqu'aux marchés locaux pour leur approvisionnement.

Cette forme d'échange est des plus ambiguës, car elle se situe à mi-chemin entre le commerce et le troc proprement dit. Dans la mesure où la transaction ne fait pas intervenir directement l'outil monétaire, les femmes des vallées ne peuvent être assimilées à des commerçantes. Mais, en même temps, il ne s'agit pas d'un véritable troc puisqu'elles achètent les produits qu'elles échangent. Le troc « semi-monétarisé » répond, en réalité, à deux logiques asymétriques : dans les communautés d'altitude, les femmes veulent éviter au maximum la monétarisation de leur approvisionnement ; elles troquent mais n'achèteraient pas les produits qu'apportent les femmes des vallées, faute de ressources

monétaires. En revanche, les femmes des vallées disposent de revenus, mais d'une production insuffisante pour couvrir les besoins alimentaires de la famille. Leur objectif n'est donc pas de restreindre la monétarisation de l'approvisionnement mais d'en limiter les coûts, voire d'en tirer profit.

Ce système de troc montre à quel point l'économie paysanne et l'économie nationale sont désormais imbriquées. Le troc est relié à l'économie monétaire, soit par la part du salaire qui entre dans la valeur des produits échangés, soit par les prix agricoles qui déterminent les modalités des tractations.

La *mink'a*

La *mink'a* se démarque du salariat agricole dans la mesure où elle consiste en une rémunération en nature d'un travailleur temporaire. C'est une pratique très ancienne dans les sociétés paysannes andines, qui permet de compléter le ravitaillement par des aliments non produits sur l'exploitation familiale. La *mink'a* peut toutefois s'accompagner d'une partie du salaire payée en argent.

À Pampa Churigua, cette forme d'approvisionnement concerne essentiellement trois types de produits : la pomme de terre, la fève et le riz. Sa fonction est à la fois de pallier l'insuffisance de la production et de limiter le recours au marché.

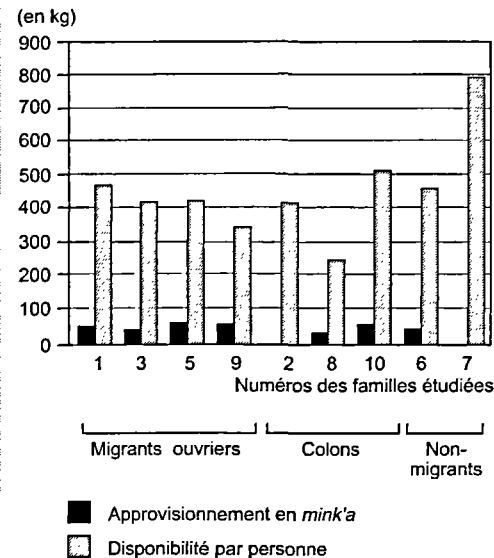
L'approvisionnement en légumineuses (fèves et petits pois) par le biais de la *mink'a* a lieu au mois de novembre lors des récoltes dans les vallées. Un ou deux membres de chaque famille font un séjour de quatre à six jours sur les exploitations agricoles des vallées, selon les besoins et leur disponibilité. Ils reçoivent environ 1,5 *arroba* de produits par journée de travail (soit 17 kg). Les familles obtiennent ainsi entre 30 et 40 kg par an, ce qui permet de compléter l'alimentation pendant quelques mois. Le riz, aliment produit dans le Chaparé, est obtenu pendant les mois de février et mars lors des périodes de récoltes. La rétribution journalière est de 9 kg par personne. Généralement, la période de migration temporaire ne dépasse pas deux semaines à raison de deux personnes par famille. La quantité finale obtenue est d'environ 90 kg, ce qui permet de couvrir 40 à 60 % des besoins annuels.

Les modes d'approvisionnement complémentaires en pommes de terre méritent une analyse plus détaillée, car c'est le produit de base de l'alimentation (fig. 59). En plus de leur production locale, les familles fréquentent deux lieux de ravitaillement : la zone de Colomi et celle de Totorá. Dans ces régions de montagne, spécialisées dans la production

de pommes de terre, la période de récolte est plus précoce qu'à Pampa Churigua. Dès le mois de février, un ou deux membres de chaque famille y partent récolter la pomme de terre pendant une à deux semaines et sont rémunérés selon le principe de la *mink'a*.

Les termes du contrat sont les suivants : deux *arrobas* (soit environ 25 kg) pour une journée de travail. Les quantités ainsi obtenues (entre 200 et 400 kg) représentent en moyenne 11 % des quantités annuelles consommées. Dans l'échantillon, seulement deux foyers n'ont pas eu recours à la *mink'a*, soit par manque de main-d'œuvre disponible au moment des récoltes, soit parce que leur production était suffisante. Pour certaines familles, ce mode d'approvisionnement est primordial puisqu'il fournit un complément de production supérieur à 15 %. Même si certaines familles sont contraintes d'acheter une quantité complémentaire au moment de l'épuisement de leurs stocks (décembre et janvier), la *mink'a* permet donc de compenser les insuffisances de la production.

Figure 59 –
Rôle de la *mink'a* pour
la pomme de terre
(Pampa Churigua).



Source : suivi d'exploitations, enquêtes alimentaires 1992-1993.

Le recours à diverses stratégies de compensation (*mink'a* et achat) est variable selon les familles. La production varie entre 200 et 800 kg annuels par personne. Mais grâce à ces stratégies de compensation, la quasi-totalité des foyers dispose d'une quantité finale au moins égale à 400 kg

annuels par personne. Seules les familles 8 et 9 ne parviennent pas à ce seuil. Leur rythme migratoire, particulièrement contraignant, limite la disponibilité de la main-d'œuvre familiale pour compléter leur faible production. Dans certaines familles, l'achat de pommes de terre est paradoxal : elles vendent une partie de leur production, alors qu'elles sont contraintes d'en racheter une fois leur stock épuisé (familles 1 et 6). Les nécessités monétaires, à certaines périodes de l'année, les obligent à vendre, au risque de créer un déséquilibre dans leur stock alimentaire.

Les dons alimentaires

Au sein de l'organisation communautaire andine, le don d'aliments entre parents ou amis est très fréquent et va au-delà d'une simple solidarité de subsistance. Il constitue un véritable langage social et culturel, en particulier lors des manifestations festives. Or, d'après les enquêtes alimentaires, le don serait très peu pratiqué à Pampa Churigua (il fournit moins de 1 % des calories). Ce résultat est sous-évalué dans la mesure où les relevés ont été effectués en dehors des périodes de don réciproque d'aliments. De plus, il s'agit à chaque fois de petites quantités de produits difficilement mesurables que la mère de famille n'est pas en mesure d'évaluer, car elle les mélange aussitôt avec son stock alimentaire.

Les dons alimentaires externes sont plus tangibles. Depuis dix-huit ans, la communauté de Pampa Churigua bénéficie des programmes d'aide alimentaire internationale, gérée et distribuée par l'agence Caritas de Cochabamba. Les femmes qui animent le club des mères effectuent une collecte monétaire auprès de celles qui désirent profiter du don. Le montant est souvent symbolique. Généralement, les femmes ayant des enfants en bas âge sont prioritaires (cette règle n'est pas toujours suivie). Moyennant 26 boliviens, une quinzaine de familles reçoivent une ou deux fois par mois les quantités suivantes : 32 kg de farine de blé, 13 kg de farine de soja, 9 kg de farine de maïs, 6 kg de sucre. On évalue la quantité annuelle de farine de blé reçue à environ 250 kg par famille, ce qui équivaut à 25 % de leur production annuelle moyenne.

Les produits des dons alimentaires ne sont pas toujours consommés. Très fréquemment, les femmes en revendent la majeure partie, afin d'augmenter leurs revenus. Outre les rapports de dépendance qu'induisent ces dons alimentaires, on peut donc s'interroger sur leur efficacité en termes nutritionnels. Il serait également intéressant de savoir si ces dons ne tendent pas à décourager la production locale.

Les aliments reçus constituent-ils un réel apport complémentaire, ou bien se substituent-ils à une diminution de la production ?

En plus de ces dons accordés sur le long terme, toutes les familles de la communauté ont bénéficié d'un programme d'intervention de la Communauté européenne « à caractère exceptionnel » après la sécheresse de 1992. Relayé par les agences Caritas, ce mode de distribution des dons alimentaires, « *alimentos por trabajo* », est très fréquent en Bolivie. Les bénéficiaires doivent fournir un nombre déterminé de journées de travail pour une œuvre à caractère public (entretien ou construction d'une route par exemple).

À Pampa Churigua, chaque famille a reçu une même quantité d'aliments moyennant une journée de travail pour la construction du barrage de Tarata : 20 kg de farine de blé, 10 kg de pâtes et 2 litres d'huile. Le relevé des budgets familiaux indique que ces dons ont permis de réduire les dépenses alimentaires, tout au moins pendant le mois qui a suivi.

Les achats alimentaires

À Pampa Churigua, l'achat de produits alimentaires ne constitue pas une stratégie d'approvisionnement importante (fig. 56). Rappelons que l'alimentation concerne seulement 17% des dépenses annuelles totales et 25% des dépenses courantes.

L'approvisionnement sur le marché est généralement assuré par les hommes ou les enfants. Les femmes, en particulier les plus âgées, se déplacent rarement en dehors de la communauté pour se ravitailler. Ces habitudes, qui diffèrent fondamentalement de celles des villages de fonds de vallée, sont directement liées à la migration des hommes. Au retour de leur séjour dans le Chaparé, ils achètent sur les marchés urbains les produits alimentaires dont la famille a besoin.

Les rythmes et les lieux d'approvisionnement dépendent de la structure et du calendrier des marchés locaux et régionaux.

Les familles de Pampa Churigua préfèrent se ravitailler au marché de Cliza où l'on trouve une plus grande diversité de produits (62% des achats alimentaires y sont effectués). De plus, les prix sont plus avantageux qu'à Tarata, localité pourtant plus proche. Depuis 1991, les familles peuvent également acheter leurs produits sur place grâce à l'ouverture d'un magasin communal par l'agence régionale de développement de Tarata (Coderta). Géré à tour de rôle par les membres de la communauté, le magasin communal permet d'éviter le déplacement jusqu'aux centres urbains (cela représente 19% des achats alimentaires). Cependant, sa fréquentation est très ponctuelle dans la mesure où les prix sont légèrement majorés.



Dons alimentaires à Santa Rosa. Arrivage de sacs de farine de blé en provenance de la Communauté européenne que le dirigeant et les femmes du club de madre répartiront entre les familles de la communauté.

Le relevé des dépenses alimentaires a permis de répertorier l'achat de 40 types de produits. Cependant, trois produits totalisent à eux seuls près de 50 % des dépenses alimentaires : les pâtes, le sucre et l'huile. L'ensemble des légumes représente un peu plus de 12 % du budget alimentaire, tandis que la pomme de terre, produit de base, intervient pour à peine 3 % des dépenses. La variation des dépenses alimentaires au cours de l'année est liée à deux facteurs : le cycle agricole et le calendrier festif (fig. 60).

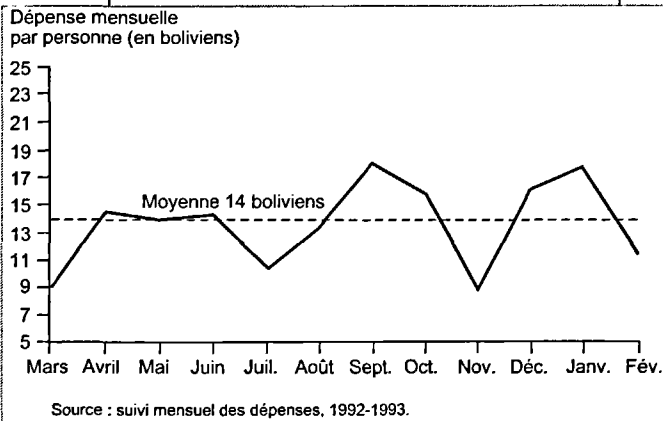


Figure 60 –
Variation annuelle
des dépenses alimentaires
à Pampa Churigua.

De septembre à janvier, les dépenses alimentaires augmentent, en rapport avec l'épuisement du stock alimentaire familial (période de soudure), mais elles chutent en novembre. De février à août, période de récolte, les dépenses alimentaires tendent à se stabiliser ou à diminuer.

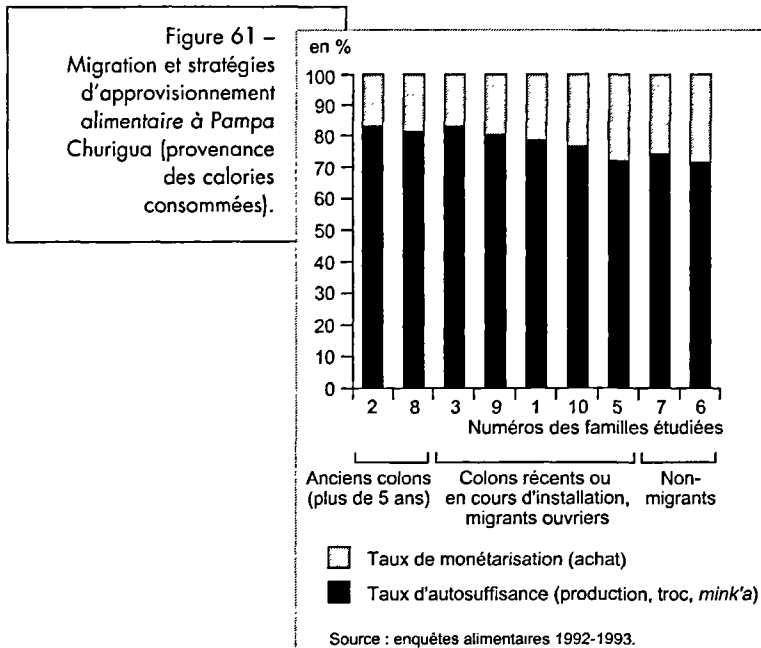
La baisse des dépenses alimentaires en novembre tient à plusieurs raisons. D'abord, les dons alimentaires interviennent à cette période. Ensuite, le mois de novembre correspond à la période des semis, pendant laquelle l'échange de main-d'œuvre pour les travaux agricoles (*ayni*) implique un échange de produits alimentaires entre les familles. Enfin, les festivités de la Toussaint, ainsi que celles de février et juillet (une chute est également visible à cette période), sont l'occasion de préparer des plats traditionnels à base de produits de l'exploitation (farine de blé, viande de mouton, etc.).

Vers une meilleure autosuffisance alimentaire ?

L'autosuffisance alimentaire familiale est définie comme la capacité de subvenir aux besoins alimentaires sans avoir recours au marché. La part de l'alimentation provenant directement de la production, du troc ou de la *mink'a* en est donc l'indicateur.

La diversification des espaces d'approvisionnement procure, semble-t-il, une meilleure autosuffisance alimentaire aux familles de colons (fig. 61). L'approvisionnement interne (production, troc et *mink'a*) couvre plus de 80 % des calories consommées, tandis que la proportion atteint au maximum 75 % chez les non-migrants.

Cependant, lorsque l'installation du colon est relativement récente (famille 10), les terres ne sont pas mises en culture immédiatement. La préparation des terrains (déboisement, brûlis) exige un certain temps. De ce fait, les parcelles sur l'espace d'origine sont momentanément délaissées, surtout si la famille n'est pas assez nombreuse pour les besoins en main-d'œuvre. Cette phase se traduit par une plus forte dépendance à l'égard du marché (cas de la famille 10), à moins que la famille puisse compenser par le recours à la *mink'a* (cas de la famille 3).



De meilleurs revenus induisent, très logiquement, de moindres dépenses alimentaires en part relative. Les migrants au Chaparé consacrent au maximum 10% de leur budget annuel à l'alimentation contre 25% pour les familles sédentaires (fig. 62). Par contre, la valeur monétaire des dépenses alimentaires varie très peu selon les familles (entre 8 et 16 boliviens mensuels par personne).

Cela s'explique, non seulement par la diversification des stratégies d'approvisionnement, mais également par la faible élasticité du budget alimentaire. De plus, les colons réservent leurs revenus à d'autres nécessités que l'alimentation (transport, frais d'installation et coûts de production dans le Chaparé). Enfin, la faible variation des quantités achetées peut être liée à un certain automatisme, ou à un « réflexe culturel », qui renvoie aux pratiques alimentaires : monotonie des repas, mêmes quantités d'ingrédients utilisés, dosage peu variable. La mère de famille achète toujours les mêmes quantités hebdomadaires de produits de base (huile, sucre, légumes) en fonction du budget alimentaire qu'elle s'est fixé et qui n'est guère extensible.

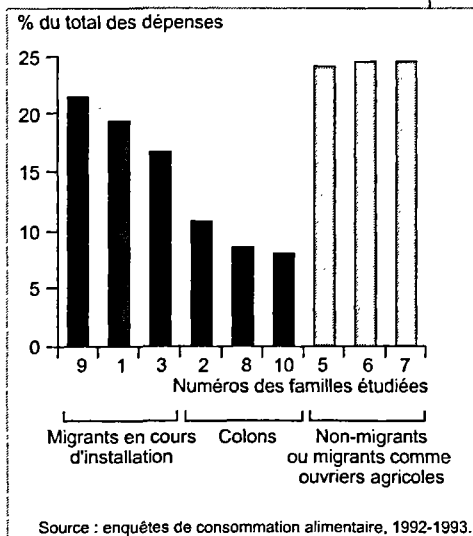


Figure 62 –
Migration et dépenses
alimentaires
(Pampa Churigua).

Ainsi, la migration vers le Chaparé a introduit un nouveau mode d'utilisation de l'espace qui permet des stratégies d'approvisionnement alimentaires diversifiées et complémentaires. Outre la familiarisation avec

un autre lieu de production dans les terres basses, ces logiques passent par la construction d'un réseau social fondé sur les relations de parenté et de *compadrazgo*, résultant de dix ans de pratiques migratoires (les migrants se rendent toujours chez des familles proches ou amies pour se ravitailler en *mink'a*, par exemple). Ces pratiques constituent aujourd'hui des acquis précieux en termes de sécurité alimentaire. On comprend, dès lors, pourquoi les paysans de Pampa Churigua cherchent à investir dans les terres du Chaparé, alors que la conjoncture est défavorable à l'économie de la coca.

Des modes d'approvisionnement peu diversifiés dans les vallées

La grande diversité des modes d'approvisionnement des populations rurales boliviennes (FRANQUEVILLE *et al.*, 1992), qui se trouve vérifiée à Pampa Churigua, est fortement remise en question dans les villages de vallée. Les modes traditionnels d'approvisionnement comme le troc, les dons inter-familiaux ou la *mink'a*, sont très peu représentés. Le système d'approvisionnement repose presque exclusivement sur le recours au marché urbain, conséquence de la faible autosuffisance alimentaire des populations.

Dépendance du marché alimentaire urbain

Dans les villages de vallée, les productions agricoles traditionnelles (pommes de terre, maïs et blé) sont entièrement destinées à la consommation familiale, mais elles sont loin de couvrir les besoins annuels. Le suivi alimentaire des familles montre que 77 % des produits consommés sont achetés sur le marché. En termes d'apport calorique, la proportion est encore plus forte (fig. 63).

Contrairement à ce qui se passe dans la communauté de Pampa Churigua, les dons inter-familiaux entre parents éloignés ou *compadres* prennent un caractère quasi exceptionnel et n'ont lieu qu'à l'occasion de fêtes ou cérémonies familiales. Par contre, une forme de don persiste à l'intérieur du cercle familial proche, dont les bénéficiaires sont les personnes âgées de la communauté. Certains couples assurent la subsistance de leurs parents, en les ravitaillant presque quotidiennement, même lorsqu'ils résident dans une communauté voisine.

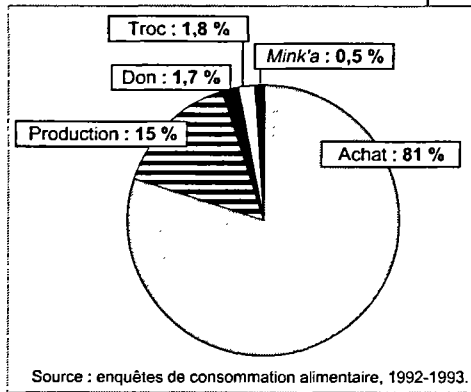


Figure 63 –
Provenance des calories
consommées à Santa
Rosa et à Arbieta.

Les modes d'approvisionnement varient selon la nature du produit. Les légumineuses, les produits laitiers et environ 80 % du maïs consommé dans l'année sont issus de la production familiale. Par contre, la production de pommes de terre, produit de base de l'alimentation des familles, couvre au maximum trois mois dans l'année. Ce produit constitue donc une part importante des dépenses alimentaires (environ 14 %).

Parmi tous les aliments achetés, c'est la viande qui pèse le plus dans le budget alimentaire (environ 18 %), ce qui coïncide avec les résultats d'une étude récente sur la consommation alimentaire en Bolivie réalisée à plus large échelle : la pomme de terre représente 7 % du budget alimentaire familial en milieu rural, mais la viande prélève 22 % des dépenses ! (FRANQUEVILLE *et al.*, *op. cit.*). À Arbieta et à Santa Rosa, la forte consommation de viande, malgré son coût considérable, est une conséquence de la migration internationale. Elle est une marque de prestige à travers laquelle s'exprime l'ascension socio-économique de la famille. Sa consommation devient une nécessité quotidienne, même si elle n'entre qu'en faibles quantités dans la composition du repas. Ainsi, les deux aliments qui coûtent le plus cher aux paysans des vallées sont précisément ceux qu'ils peuvent produire sur leur exploitation (pommes de terre et viande). À Pampa Churigua, au contraire, les aliments les plus coûteux sont des produits industriels urbains comme les pâtes, le sucre et l'huile.

Les contraintes de l'approvisionnement

Contrairement à ce qui se pratique dans la communauté d'altitude, ce sont les femmes qui sont responsables de l'achat des produits alimentaires

et qui gèrent entièrement le budget familial. En fonction des prix pratiqués sur les marchés, l'approvisionnement alimentaire s'organise selon trois rythmes distincts, très contraignants en termes de gestion du temps. La viande est achetée au marché local d'Arbieto, ce qui implique le déplacement quasi quotidien des femmes de Santa Rosa (elles doivent marcher 3 km). Chaque semaine, elles achètent les fruits et légumes au marché régional de Cochabamba ou sur le marché local de Cliza. Par contre, les produits industriels non périssables, ainsi que la pomme de terre, sont achetés en grosses quantités toutes les deux semaines ou chaque mois à Cochabamba.

L'urbanisation croissante des villages, en particulier d'Arbieto, s'est traduite par le développement récent d'un marché hebdomadaire que les familles fréquentent de plus en plus pour leur approvisionnement. Non seulement il permet de réduire les frais de transport, mais il représente aussi un gain de temps précieux pour les femmes ; les familles achètent plus de 40 % des produits alimentaires dans la communauté villageoise. Il existe également un marché parallèle de type plus informel entre les familles du village, qui préfèrent vendre leurs produits sur le pas de leur porte plutôt que d'être dépendantes des intermédiaires urbains. Ces échanges concernent essentiellement la viande, les œufs, le fromage et certaines légumineuses.

Différenciation des modes d'approvisionnement

Dans les villages de vallée, les modes d'approvisionnement diffèrent d'une famille à l'autre. De façon logique, plus les revenus augmentent, moins la part relative de l'alimentation est importante dans le budget familial (cette relation s'explique par la faible élasticité de la consommation alimentaire). Or, comme nous l'avons vu, les niveaux de revenus dépendent des comportements migratoires.

Pour l'ensemble des familles, l'alimentation compte en moyenne pour 21 % des dépenses annuelles, mais le pourcentage varie entre 8 % et 48 % selon les foyers. Les familles sédentaires à faibles revenus consacrent 42 % de leur budget annuel à l'achat de produits alimentaires. Chez les familles dont les membres migrent en Argentine et qui ont des revenus intermédiaires, la part est de 18 %. Cette proportion atteint à peine 13 % pour les riches migrants (États-Unis ou Israël).

En termes de valeur monétaire, un paradoxe mérite d'être souligné : alors qu'elles disposent d'un revenu largement inférieur à celui des émigrants aux États-Unis et en Israël, les familles d'émigrants en

Argentine engagent une dépense alimentaire plus importante. Ces foyers, les plus pénalisés dans la mutation des systèmes de production (manque de ressources monétaires et de main-d'œuvre pour la mise en culture des terres), ont une faible autosuffisance alimentaire (88 % des calories consommées sont achetées). Les femmes sont donc contraintes de compenser en s'approvisionnant davantage sur le marché.

Par contre, les familles de riches migrants qui ont investi dans leur exploitation tout en maintenant des cultures traditionnelles de subsistance, parviennent à un taux d'autosuffisance alimentaire de l'ordre de 28 %, ce qui représente 20 % en termes de calories. Cette proportion est largement supérieure à celle des deux autres groupes de familles (respectivement 11 % et 15 %). Les foyers d'émigrants aux États-Unis, en Israël ou au Japon se distinguent également par une part plus importante du troc. Bien que sa participation demeure minime par rapport aux achats, il fournit 3,5 % des calories consommées, tandis que la proportion n'atteint même pas 1 % pour les autres foyers.

L'exemple de la famille 20 est significatif : au terme de plusieurs cycles de migration réussis, elle a diversifié au maximum ses activités tout en maintenant les cultures de subsistance. Les suivis alimentaires montrent que 26 % des calories consommées sont issues de sa production et 7 % du troc. La famille 16, dont deux membres sont actuellement aux États-Unis, présente des caractéristiques similaires : 26 % des calories totales proviennent de la production, tandis que 5 % sont fournies par le troc.

Grâce aux revenus de l'émigration, les familles de riches migrants peuvent compenser les manques de la production par le troc « semi-monétarisé » avec les communautés d'altitude. Elles ont les moyens d'acheter une grande quantité de produits sur le marché de Cliza ou de Cochabamba pour les échanger contre du blé ou des pommes de terre. De même, dans la mesure où elles ont davantage de terres, elles complètent leur approvisionnement alimentaire en pommes de terre en les troquant contre les produits de leur exploitation (*chicha*, légumineuses, légumes). Elles échangent ces produits à l'occasion de courts séjours dans les régions spécialisées dans la culture de pommes de terre (en particulier Colomi), où elles entretiennent des relations privilégiées de *compadrazgo* avec des familles de communautés payannes plus traditionnelles.

La consommation alimentaire

De nombreuses études portant sur la question alimentaire en Bolivie insistent sur la modification des habitudes de consommation des populations, non seulement urbaines, mais également paysannes (DANDLER *et al.*, 1987 ; PRUDENCIO, 1986 et 1988 ; FRANQUEVILLE et VILLEGAS MALDONADO, 1992).

Saisir les changements des modes de consommation n'est pourtant pas chose facile. Quel est le modèle alimentaire « traditionnel » de la société andine ? L'alimentation actuelle est le produit de siècles de changements (influences des Incas, des Européens...). Il est difficile de fixer les contours de cette transformation constante, menant parfois à un syncrétisme de pratiques.

Aujourd'hui, l'introduction de nouveaux produits dans l'alimentation paysanne est liée à la monétarisation des économies familiales et à l'urbanisation des modes de vie. Dans cette perspective, le riz, le sucre, les pâtes sont des produits « non traditionnels », tandis que le quinoa, l'oca, le maïs, la pomme de terre, mais aussi le blé, sont qualifiés de « traditionnels » (le blé ou l'orge ont été introduits par les Espagnols, mais ils sont totalement intégrés aux logiques de production).

Les composants socioculturels de l'alimentation : pratiques et représentations

Dans les sociétés paysannes andines, comme dans d'autres sociétés, l'alimentation n'est pas seulement une nécessité biologique et physiologique (satisfaction de la faim, goût), mais également un mode d'expression, un langage socioculturel. Des études concernant le système alimentaire des paysans andins insistent sur l'importance de la dimension socioculturelle dans l'explication des modes alimentaires et de leur évolution (FRANQUEVILLE, 1988 ; FRANQUEVILLE *et al.*, 1992 ; ALBO *et al.*, 1990 ; DELGADO, 1991).

Tabous, interdits et rituels alimentaires

La culture alimentaire peut être à l'origine d'un rejet séculaire à consommer certains types d'aliments ou d'une préférence pour d'autres. Dans le cas des communautés rurales étudiées, de multiples

interdits alimentaires sont liés à des croyances. En période de grossesse, par exemple, certains produits (laitages, fruits) sont conseillés, d'autres évités (le blé, le maïs, les graisses). Pendant la période de lactation de la femme, il est peu recommandé de consommer des légumes frais, de l'oignon et des condiments. Donner du fromage aux enfants en bas âge peut retarder l'acquisition du langage. Le blanc d'œuf ferait tomber les dents, les abats de porc rendraient sourd...

Par ailleurs dans les Andes, la nourriture a toujours une signification hautement symbolique (ALBO *et al.*, 1990; FRANQUEVILLE et VILLEGAS MALDONADO, 1992). Elle constitue un véritable langage lors des célébrations festives, en particulier aux fêtes de Toussaint. À cette période, comme dans de nombreuses régions du pays, les paysans de Pampa Churigua et ceux des villages de vallée se rendent sur les tombes de leurs ancêtres et leur rendent hommage : nourritures et boissons leur sont apportées. À de nombreuses occasions, les aliments sont enterrés, en hommage rendu à la Pachamama. Ces pratiques visent à obtenir les faveurs des divinités pour une meilleure récolte à venir (rituel appelé *garangu*).

Les rythmes alimentaires

Au-delà de la perception culturelle des aliments qui rend compte de la permanence de certaines habitudes de consommation, l'acte alimentaire s'organise selon un rythme particulier intimement lié aux modes de vie paysans.

À Pampa Churigua, la journée s'organise autour de quatre repas : le petit déjeuner (vers 5 h du matin), le déjeuner (vers 10-11 h), la *sama* (vers 15 h) et le souper (vers 18 h). Ce rythme peut varier lors des périodes de travaux agricoles, le troisième repas étant pris sur le lieu de travail.

Les mères de familles alternent deux modes culinaires essentiels : le liquide (soupe, *caldo* ou *jagua* en quechua) et le sec. L'alimentation quotidienne se caractérise par une grande monotonie des plats consommés et des modes culinaires. Quelques produits de base sont utilisés, parmi lesquels la pomme de terre est incontournable. Celle-ci peut être cuisinée de plusieurs manières, la plus courante étant la simple pomme de terre bouillie (*papa huaqco*) consommée quasi quotidiennement lors de la *sama*. Elle se prépare également sous forme de soupe ou bien nature, mais cuite dans la terre (*papa watija*), ou encore dans une sauce de piments rouges (*papa uchu*). Les jours de fête, un des plats les plus courants est la pomme de terre accompagnée d'une

sauce d'arachides et de salade (*papa a la huancayna*). De façon générale, le petit déjeuner est composé d'une eau de cannelle sucrée, de blé ou de maïs grillé, parfois de pain élaboré par les femmes. Le pain acheté sur le marché et l'*api* (boisson sucrée à base de farine de maïs) sont plus rarement consommés.

Le deuxième repas est toujours une soupe à base de pommes de terre, de pâtes, de farine de blé, de maïs ou de quinoa (*ch'ague*). Quelques légumes entrent éventuellement dans la composition du repas, ainsi que quelques petites portions de *charque* (viande de mouton séchée). Le troisième repas (la *sama*) se distingue par la consommation d'aliments « secs » : pommes de terre bouillies, riz, *mote* de maïs ou de fèves. Ce repas s'accompagne toujours de la traditionnelle *llajwa*, sauce piquante consommée froide et composée de piments, de tomates et d'oignons. Le dernier repas de la journée consiste à nouveau en une soupe, généralement différente de celle du matin.

Femme de Pampa Churigua faisant cuire, sur le foyer traditionnel de cuisson (la *chonch'a*, à gauche), le troisième repas de la journée (*sama*) qui sera emporté dans les champs.



Dans les vallées, la culture alimentaire est la même qu'à Pampa Churigua : mêmes plats traditionnels, alternance du « sec » et du « liquide », persistance de certaines croyances alimentaires, rôle de l'alimentation dans les cérémonies festives... Mais certaines pratiques quotidiennes diffèrent. En effet, la valorisation du rôle social de la femme induit une autre perception des modes culinaires et une modification des rythmes alimentaires. Étant donné la moindre importance des activités agropastorales, le rythme des repas dépend de la disponibilité des mères de famille, qui sont souvent surchargées de travail. De ce fait, elles négligent souvent le repas familial, retardent les moments de préparation ou confient la tâche culinaire aux enfants. Au lieu de quatre repas dans la journée, pris à des heures peu variables, les familles des vallées se contentent souvent de trois repas, avec un rythme irrégulier et hétérogène. La *sama*, troisième repas de la journée composé normalement d'un plat « sec », est progressivement remplacée par une eau de cannelle et du pain. Elle disparaît complètement dans certaines familles. Toutefois, en période de récolte, les pratiques alimentaires plus traditionnelles liées au cycle agricole réapparaissent (la *sama* est emportée dans les champs).

Par ailleurs, la monétarisation des économies familiales favorise l'équipement en ustensiles de cuisine et appareils ménagers, ce qui modifie les modes et les temps de préparation culinaire. L'utilisation de la cuisinière à gaz, par exemple, bien qu'encore peu familière à la plupart des femmes, supprime progressivement la traditionnelle *chonch'a* qui exige un ravitaillement journalier en combustible (eucalyptus, *chala* de maïs). Toutefois, la plupart des femmes préfèrent cuisiner selon l'ancienne tradition, le fumage des aliments leur donnant un goût plus apprécié. À leur retour annuel au foyer familial, les enfants migrants reprochent très souvent à la mère de famille de cuisiner encore de cette façon.

Les composants du régime alimentaire

En utilisant la méthode des « roses alimentaires » proposée par R. LIVET (1969), trois types de modèle alimentaire correspondent aux grandes unités géographiques de Bolivie : plaines amazoniennes, vallées interandines, Altiplano (FRANQUEVILLE et PRUDENCIO, 1988). Celui des vallées, c'est-à-dire de la région de Cochabamba, sert de référence pour l'analyse de la consommation alimentaire dans les trois communautés rurales étudiées.

Espace culinaire d'une famille de Pampa Churigua. Femme préparant au pilon la sauce traditionnelle à base de tomates et de piments (*llajwa*) qui accompagne le plat de pommes de terre, base de l'alimentation.



Une alimentation peu diversifiée à Pampa Churigua

Le modèle alimentaire de la communauté de Pampa Churigua diffère considérablement de celui établi pour les vallées. Étant donné l'altitude de la communauté de Pampa Churigua (3 200 m), on aurait pu supposer que son modèle alimentaire se rapprocherait de celui de l'Altiplano. Or cette hypothèse n'est pas vérifiée. La communauté de Pampa Churigua se caractérise par une alimentation essentiellement basée sur la pomme de terre et très peu diversifiée en comparaison des autres régions du pays (fig. 64).

La figure 64 met en évidence la plus forte part des tubercules (74 % au lieu de 47 %) et la moindre importance des céréales (13 % au lieu de 25 %), des fruits et légumes (6,5 % au lieu de 13 %), des laitages (1,3 % au lieu de 5 %) et de la viande (1,3 % au lieu de 4 %). Cette structure de la consommation alimentaire s'apparente à celle rencontrée par R. Villegas dans une communauté paysanne traditionnelle de la province de Carrasco située dans la zone sub-tropicale à l'est du département de Cochabamba. Les céréales représentent 17 % des quantités consommées, les tubercules 74 % et les légumes seulement 5 % (JUNAC, 1987).

À Pampa Churigua, les produits d'origine industrielle et urbaine participent très peu au régime alimentaire des familles : le pain acheté sur le

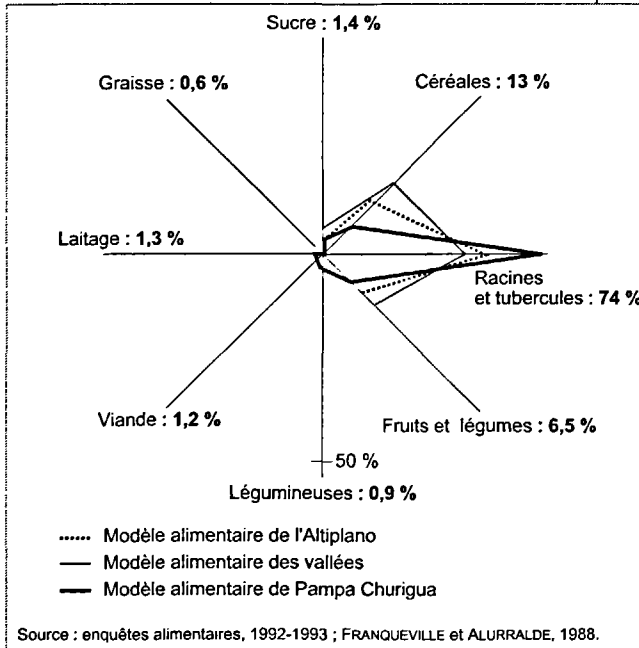


Figure 64 –
Modèle
alimentaire
de Pampa
Churigua.



Séchage de viande mouton (*charque*) dans la cour intérieure d'une maison de Pampa Churigua. Le *charque* est l'une des rares sources de protéines d'origine animale dans la communauté d'altitude, consommé surtout à l'occasion des fêtes.

marché représente seulement 0,3% des quantités consommées. La consommation de pâtes, autre indicateur de la pénétration des modèles alimentaires urbains en milieu rural, est également faible (1,3%). Au total, les produits industriels dérivés du blé (pain et pâtes) contribuent à seulement 5,4% des calories consommées (fig. 65). Par contre, le blé issu de la production familiale apporte plus de 15% des calories finales.

La communauté de Pampa Churigua se caractérise également par une faible consommation de produits d'origine animale. Ces derniers fournissent seulement 16% des protéines consommées, essentiellement sous forme de *charque* de mouton (fig. 66).

Le blé, le maïs et la pomme de terre en apportent à eux seuls 68%. Les produits traditionnels andins comme le quinoa ou le *chuño* entrent très peu dans la composition du régime alimentaire (moins de 1% des calories consommées). La faible consommation de quinoa, produit à haute valeur calorique et protéique, est liée à la migration dans le Chaparé qui induit l'abandon progressif de ce type de culture dans les parcelles d'altitude. De plus, certains paysans déprécient cet aliment traditionnel, car il est associé à « l'indien » et aux strates sociales pauvres (PACHECO, 1982 ; PRUDENCIO, 1985, DANDLER *et al.*, 1987 ; LAURE, 1987).

Figure 65 –
 Apport calorique
 par groupe
 de produits
 à Pampa Churigua.

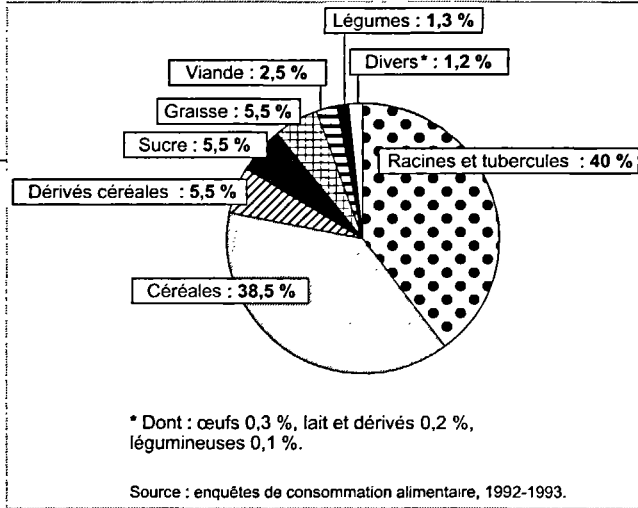
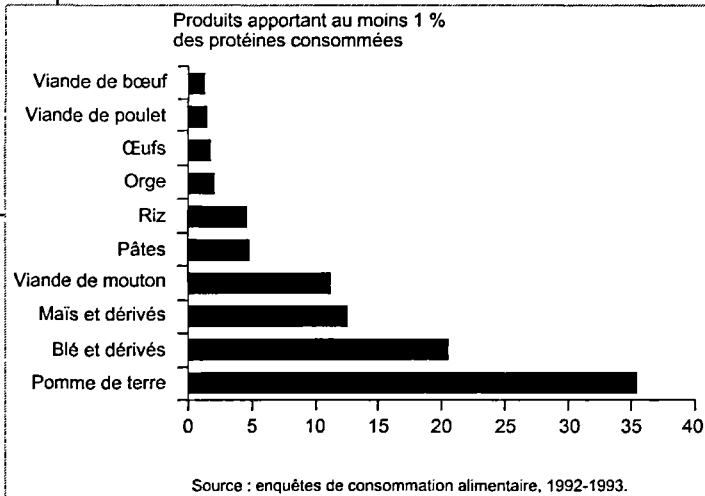


Figure 66 –
 Apport
 protéique
 par groupe
 de produits
 à Pampa
 Churigua.



Une alimentation diversifiée et urbanisée dans les vallées

Dans les villages de vallée, la proximité des principaux centres urbains du département, la relative insertion des populations rurales dans l'économie régionale et leur forte mobilité spatiale favorisent une modification de la consommation alimentaire paysanne.

Alors que le modèle alimentaire de Pampa Churigua est encore très traditionnel et rural, les modes de consommation dans les vallées sont proches de ceux rencontrés en milieu urbain.

Le modèle alimentaire de Santa Rosa et d'Arbieto est comparable à celui des vallées, avec une consommation légèrement inférieure en céréales (fig. 67). Comme à Pampa Churigua, l'alimentation est essentiellement basée sur la consommation de carbohydrates, c'est-à-dire de céréales et de tubercules (67,8% des quantités consommées), mais elle est beaucoup plus diversifiée.

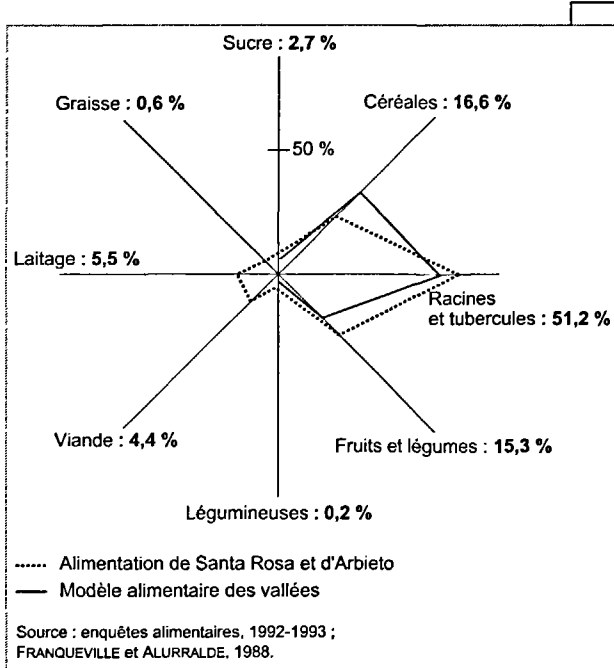
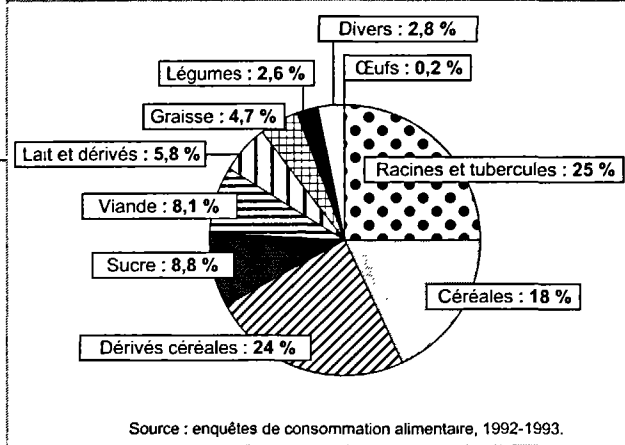


Figure 67 –
Modèle alimentaire
de Santa Rosa
et d'Arbieto.

Dans la communauté d'altitude, 40 aliments différents sont consommés contre plus de 70 à Santa Rosa et à Arbieto. Les paysans des vallées consomment plus de viande, de légumes et de laitages. De même, la consommation de produits industriels d'origine urbaine est beaucoup plus fréquente. Les pâtes et le pain, par exemple, représentent presque 10% des quantités de produits consommés contre moins de 2% à Pampa Churigua.

La structure de la consommation selon l'apport nutritionnel confirme ces tendances. Les céréales et les tubercules demeurent les principales sources de calories (67%), mais les produits d'origine animale (lait, fromage, viande) fournissent une part non négligeable des calories consommées, indice de la diversification de l'alimentation (fig. 68).

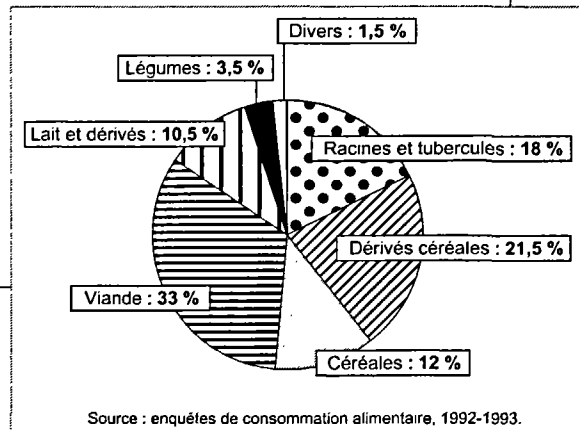
Figure 68 –
 Apport calorique
 par groupe de produits
 à Santa Rosa
 et à Arbieto.



Huit produits apportent à eux seuls plus de 80 % des calories consommées. Par ordre d'importance, la pomme de terre en fournit à elle seule 24 %, tandis que le pain vient en seconde position avec une proportion égale à 15 %. De même, 44 % des calories et 25 % des protéines consommées proviennent de produits industriels d'origine urbaine. Au total, environ 30 % des calories sont issus de produits importés ou de dons alimentaires (pâtes, pain, huile), ce qui est significatif de la forte dépendance alimentaire des populations de Santa Rosa et d'Arbieto.

Contrairement à la situation générale en milieu rural (FRANQUEVILLE *et al.*, 1992), une part importante des protéines provient de produits d'origine animale (fig. 69).

Figure 69 –
 Apport protéique
 par groupe de produits
 à Santa Rosa
 et à Arbieto.



La viande fournit à elle seule près de 32 % des protéines consommées, la viande de bœuf 25 %. Première source protéique par ordre d'importance, celle-ci est achetée sur le marché local et supplante progressivement le traditionnel *charque*. La consommation de viande, même par petites quantités, a lieu chaque jour et parfois deux fois par jour. Les produits laitiers, essentiellement le fromage frais, fournissent 11 % des protéines. La migration favorise indirectement l'augmentation de la consommation de laitages, car les revenus qu'elle génère autorisent une plus grande latitude dans l'utilisation des produits de l'élevage. Les femmes réservent systématiquement une quantité de lait frais ou de fromage à la consommation familiale.

En Bolivie, l'urbanisation et la diversification de l'alimentation paysanne, telle qu'on l'observe dans les villages des vallées, est un processus qui ne date pas d'aujourd'hui. Une étude réalisée en 1967 par le Département national de nutrition, dans un village proche du Valle Alto (San Benito), offre un élément de comparaison. Le modèle alimentaire est pratiquement similaire à celui rencontré dans les villages de Santa Rosa et d'Arbieto vingt ans plus tard. San Benito est un village localisé sur l'axe routier Cochabamba-Santa Cruz, voie de passage très fréquentée. De ce fait, l'urbanisation de l'alimentation paysanne a été plus précoce.

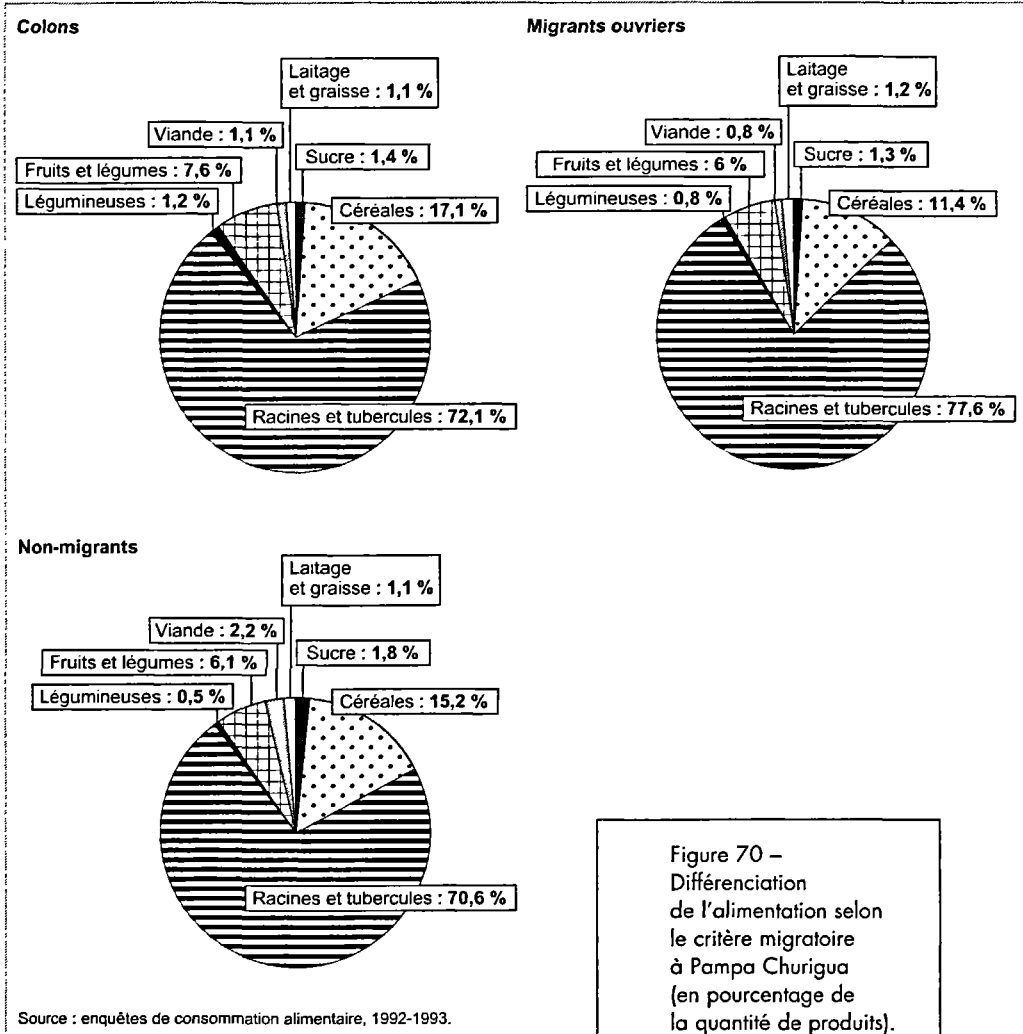
La différenciation de l'alimentation familiale

La composition de l'alimentation selon le critère migratoire offre un outil d'analyse complémentaire pour la compréhension de la mutation des habitudes alimentaires.

Une alimentation homogène à Pampa Churigua

La communauté de Pampa Churigua se caractérise par un modèle de consommation d'une remarquable homogénéité. Ce constat n'est guère surprenant dans une société où la cohésion sociale et l'identité culturelle sont particulièrement fortes. La composition de l'alimentation chez les migrants et les non-migrants est pratiquement identique, surtout pour les légumes, la graisse et les produits laitiers. La consommation de céréales et de tubercules est moins homogène (fig. 70).

Les familles dont les membres migrent comme ouvriers agricoles consomment plus de pommes de terre et moins de céréales, en particulier de blé. Cette différence est due à la réorientation des choix de production sur l'exploitation d'origine lors du processus migratoire. Les



familles en cours d'installation dans le Chaparé sont contraintes de délaisser la culture du blé à Pampa Churigua ou de vendre leur production. Dans une proportion moindre, la baisse de la consommation de blé concerne également les familles de colons. Mais celles-ci, contrairement aux familles précédentes, compensent cette diminution par le riz produit dans le Chaparé et les pâtes achetées sur le marché. Ces deux produits contribuent pour environ 5% de leur consommation de calories contre 3,6 et 3% pour les deux autres groupes de familles. À l'inverse, les non-migrants

consomment une quantité de blé largement supérieure à la moyenne. Ce produit fournit 8,2% des calories. Enfin, même si la différence est faible, les familles sédentaires consomment plus de viande. Ces foyers se consacrent davantage à l'élevage, tandis que les migrants donnent la préférence à la vente du cheptel pour acheter des terres.

Les écarts dans la structure de la consommation restent tout de même relativement faibles. Contrairement aux suppositions, la migration vers le Chaparé n'entraîne pas une différenciation de l'alimentation, ni même une diversification. À l'échelle de la communauté, on répertorie en moyenne 37 produits consommés dans l'année. On en dénombre 34 chez les migrants et 41 chez les familles sédentaires. Celles-ci consomment en plus du quinoa, de l'orge, de l'avoine, des légumes qu'elles cultivent sur des petites parcelles et le fromage de brebis qu'élaborent les femmes.

L'insertion des paysans de Pampa Churigua dans le Chaparé implique un contact avec une autre culture alimentaire. On pourrait donc supposer que la migration temporaire entraîne un « dédoublement » des modes de consommation : celui du Chaparé se différencierait par une consommation accrue de fruits (bananes, oranges), de manioc et de riz venant supplanter la traditionnelle pomme de terre, le blé ou le maïs. La meilleure intégration des migrants à l'espace régional devrait également favoriser la consommation de produits d'origine urbaine. Or, ces hypothèses n'ont pas été vérifiées. À chaque départ dans le Chaparé, les familles emportent un stock d'aliments issus de leur production (maïs, pommes de terre, blé), en quantité suffisante pour la durée de leur séjour. Les achats de produits alimentaires dans le Chaparé sont minimes. Pour des questions de goût et de méconnaissance d'autres modes culinaires, l'intégration des produits du Chaparé dans l'alimentation quotidienne est très marginale. Seul le riz participe réellement au régime alimentaire quotidien des familles.

Pour les colons anciennement installés dans les terres basses et pratiquant une migration définitive, la modification et la détérioration de la consommation alimentaire semblent plus marquées. Selon certains auteurs, leur dépendance par rapport au marché urbain et leur vulnérabilité alimentaire s'accroissent considérablement, dans la mesure où ils privilégient la production de produits d'exportation vendus à bas prix sur le marché, aux dépens d'une agriculture de subsistance (URIESTE et CORDOVA, 1984 ; REYE, 1987). Selon J. BLANES (1985 : 9), le colon souffre « d'une carence en produits auxquels il était habitué sur ses terres d'origine, en particulier en pommes de terre ». De plus, sa dépendance à l'égard du marché urbain devient considérable dans la mesure où tout l'effort productif est destiné à la culture de la coca et à sa vente.



Migrants de Pampa Churigua plaçant dans le four traditionnel d'adobe les pains qu'ils vont emporter au Chaparé.

Le caractère temporaire et multi-résidentiel de la migration vers le Chaparé peut expliquer la relative stabilité des modes alimentaires.

Préparatifs de départ
au Chaparé. Les migrants
emballent un stock
d'aliments (maïs, blé,
pommes de terre ...)
en prévision d'un séjour
de quinze jours
dans le Chaparé.



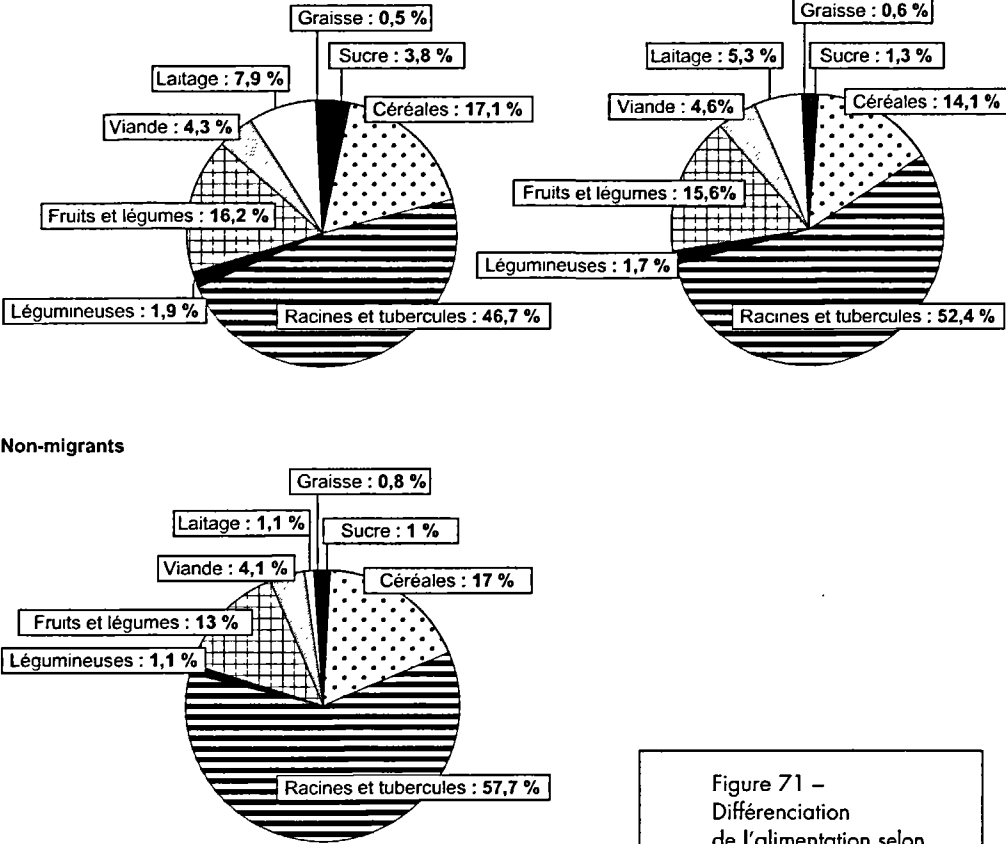
Restriction monétaire et mimétisme alimentaire dans les vallées

En opposition à l'homogénéité des pratiques alimentaires paysannes dans la communauté d'altitude, il existe dans les vallées une différenciation des modèles de consommation issue de la stratification socio-économique. La migration internationale constitue un vecteur de diffusion de nouveaux modèles alimentaires, liés non seulement aux conditions économiques, mais également à des changements de mentalités et de pratiques.

La figure 71 dresse une classification des modèles alimentaires en fonction du critère migratoire.

Globalement, la migration s'accompagne d'une baisse relative de la consommation de glucides lents (céréales, pommes de terre) au profit des légumes, des laitages et de la viande. En effet, 74% des calories consommées par les familles sédentaires proviennent des céréales et des tubercules. Pour les familles de migrants, la proportion est d'environ 65%.

La différenciation socio-économique liée à la migration internationale s'accompagne également d'une plus forte dépendance alimentaire vis-à-vis de l'extérieur (importations et dons alimentaires). Les familles sédentaires se caractérisent par une consommation plus élevée de produits industriels d'origine urbaine, fabriqués à partir du blé importé.

Migrants États-Unis ou Israël**Migrants Argentine**

Source : enquêtes de consommation alimentaire, 1992-1993.

Figure 71 –
Différenciation
de l'alimentation selon
le critère migratoire
à Santa Rosa et à Arbioto.

La part des pâtes alimentaires dans la consommation, par exemple, est plus importante dans ce groupe de familles. Certes, les achats demeurent inférieurs en quantités absolues, mais leur contribution au régime alimentaire en termes d'apport calorique est notable : elle atteint 19% contre 9% et 5% pour les familles de migrants. Par contre, la consommation de pain est plus importante chez les migrants. Cependant, elle n'est pas nécessairement liée à de meilleurs revenus. La famille qui consomme le plus de pain en termes d'apport calorique (31%) a de faibles revenus et un endettement considérable. Si l'on ajoute l'apport calorique du pain et des pâtes, le taux de dépendance atteint 32,5% chez les familles dont les membres

ne migrent pas tandis qu'il est d'environ 20 % pour les familles de migrants. À titre d'exemple, l'une des familles sédentaires à faibles revenus trouve 37 % des calories qu'elle consomme dans ces deux produits !

Les préférences alimentaires sont liées aux disponibilités monétaires de la famille. En période de restriction, les pâtes et le pain sont les produits les moins coûteux et qui, en même temps, présentent l'avantage d'apaiser la faim. Cependant, leur consommation relève également de nouvelles pratiques alimentaires liées à la migration. Les femmes, trop occupées pour se consacrer aux tâches ménagères, adoptent des modes culinaires rapides et pratiques.

Le temps de cuisson des pâtes, par exemple, est bien moins long que celui du blé ou du maïs. De même, pour des raisons de commodité et d'économie de temps, le pain accompagné d'une eau de cannelle remplace souvent la *sama* ou le traditionnel maïs grillé du premier repas de la journée. Cette pratique est fréquente lorsque les mères de famille ont à leur charge l'exploitation.

La différenciation des modes alimentaires apparaît également dans la consommation de protéines. Dans les familles sédentaires, 31 % des protéines consommées sont d'origine animale contre 49 % chez les migrants. Cet écart s'explique par une plus forte consommation de viande de bœuf, mais également de produits laitiers (essentiellement sous forme de fromages frais). Le lait et ses dérivés fournissent en moyenne 13 % des protéines chez les migrants (proportion pouvant aller jusqu'à 18 % dans certains foyers), mais seulement 5,7 % chez les non-migrants.

La consommation de produits laitiers n'est pas seulement liée à la taille du troupeau, mais également à la place de l'élevage dans les stratégies économiques. Lorsqu'elles reçoivent des revenus de la migration, les femmes qui fabriquent des fromages peuvent réduire la part destinée à la vente et favoriser ainsi la consommation familiale. De même, celles qui ont progressivement délaissé l'élevage bovin pour se consacrer à la culture fruitière, achètent régulièrement des fromages frais ou du lait pour leur alimentation quotidienne. Par contre, les familles sédentaires, pour lesquelles l'élevage est une source de revenu primordiale et indispensable, vendent la totalité de leurs produits.

La consommation de viande de bœuf, qui fournit l'essentiel des protéines, est sans rapport avec les pratiques d'élevage. La totalité des quantités consommées est achetée sur le marché.

En cas de perte d'un animal, quelques rares familles vendent la viande par petites quantités aux gens de la communauté (cette pratique est fort courante dans la communauté de Pampa Churigua pour la viande ovine) mais, pour des raisons économiques, la plupart préfèrent la vendre à Cliza.

Les familles de migrants consomment généralement plus de viande qui leur fournit environ 32% des protéines contre 24% pour les familles sédentaires. Le détail des quantités achetées confirme cette différenciation. Les familles dont les membres ne migrent pas achètent 330 g de viande par mois et par personne; cette quantité varie entre 1 400 et 1 900 g pour les autres foyers.

Les familles de migrants en Argentine consomment plus de viande que celles dont les membres sont aux États-Unis et en Israël (1 830 g contre 1 430 g), alors qu'elles ont des revenus largement inférieurs. Est-ce l'influence du modèle alimentaire de l'Argentine, pays où *l'asado* (grillade de bœuf) est une tradition culinaire bien connue? Ou bien, du fait de leur position socio-économique intermédiaire au sein de la communauté villageoise, ces familles cherchent-elles à imiter les riches migrants qui jouissent d'une forte considération, en adoptant des modes de consommation alimentaire ostentatoire? La deuxième hypothèse est sans doute plus probable. La recherche du prestige social mène à une forme de mimétisme alimentaire qui représente pourtant un coût considérable dans des familles déjà très vulnérables économiquement (dans certains foyers, plus de 20% des dépenses alimentaires sont destinés à l'achat de viande).

Migration et nutrition

La migration a-t-elle des effets directs sur les situations nutritionnelles des populations? La complexité des rapports entre nutrition, alimentation et conditions socio-économiques rend l'approche nutritionnelle extrêmement délicate. Il est, en effet, difficile d'isoler les déterminants des carences nutritionnelles. De plus, les possibilités de généralisation demeurent relativement limitées dans la mesure où les enquêtes alimentaires, qui font toujours appel à une méthodologie très lourde, sont peu nombreuses. Il n'en reste pas moins que les carences nutritionnelles constituent un indicateur supplémentaire, utile dans l'analyse des systèmes alimentaires paysans.

Les carences nutritionnelles

Des carences en calories

Les études de consommation alimentaire effectuées dans les campagnes boliviennes concluent généralement à de fortes carences nutritionnelles. L'adéquation calorique moyenne en milieu rural serait d'environ 80 %. Cependant, la diversité des campagnes boliviennes rend les situations nutritionnelles très variables.

Une enquête réalisée auprès de 23 familles dans diverses communautés rurales du pays indique une adéquation calorique moyenne de 83 %. Seulement 25 % des foyers satisfont leurs besoins nutritionnels (FRANQUEVILLE *et al.*, 1992). L'étude de l'Unicef menée en 1985 dans les régions les plus pauvres de Bolivie sur un échantillon plus large indiquait un taux de couverture bien inférieur : 70 % (DAZA, 1986).

À Pampa Churigua, l'ensemble de l'échantillon étudié présente une carence nutritionnelle relativement importante. La couverture calorique moyenne des familles de Pampa Churigua est de 85 %. Une seule famille atteint un niveau d'adéquation calorique suffisant (110 %). Les autres satisfont entre 73 % et 90 % de leurs besoins. Dans les vallées, la situation nutritionnelle est plus favorable. Bien que déficitaire, la couverture calorique moyenne est de 91 % par rapport aux recommandations théoriques. Toutefois, les niveaux d'adéquation calorique à Santa Rosa et à Arbiето varient entre 67 % et 106 % selon les familles. Sur l'ensemble de l'échantillon, 45 % ne parviennent pas à une satisfaction des besoins en calories.

Par ailleurs, le plus bas niveau d'adéquation calorique rencontré dans les vallées est inférieur à celui observé à Pampa Churigua, communauté pourtant plus pauvre. Inversement, la meilleure couverture calorique des familles de la communauté d'altitude est supérieure à celle de Santa Rosa et d'Arbiето. Autrement dit, le système alimentaire des familles paysannes des vallées se caractérise par une disparité inter-familiale considérable et par une forte vulnérabilité des populations à risque. Ces écarts reflètent la différenciation socio-économique et une fragilisation du système d'approvisionnement alimentaire.



Enfants restés seuls sur l'exploitation pendant la migration de leurs parents ou Chaparé. Les enfants sont les premières victimes de la malnutrition chronique qui touche les paysans de Pampa Churigua.

L'état nutritionnel des populations boliviennes se caractérise, par contre, par la relative satisfaction des besoins en protéines.

Selon les travaux d'A. FRANQUEVILLE *et al.* (*op. cit.*), 50 % des familles rurales parviennent à un niveau d'adéquation protéique satisfaisant, avec une adéquation moyenne de 116 %. Les résultats de l'Unicef se situent dans la même fourchette (entre 90 % et 120 %).

À Pampa Churigua, la couverture protéique moyenne pour l'ensemble de l'échantillon est de 92 %, avec des écarts allant de 72 % à 117 %. Dans les vallées, la couverture protéique moyenne indique, par contre, un pourcentage d'adéquation largement excédentaire (140 %). Une seule famille ne parvient pas à un niveau d'adéquation protéique satisfaisant (95 %), tandis que certains foyers assurent des couvertures supérieures à 150 % ! La consommation excessive de protéines, qui ne signifie pas nécessairement une meilleure situation nutritionnelle (dans la mesure où leur digestibilité et leur efficacité sur l'organisme sont diminuées lorsque les sources de calories sont insuffisantes), est le résultat du changement des habitudes de consommation alimentaire.

Le cycle « agronutritionnel » de Pampa Churigua

La temporalité des logiques d'approvisionnement et des carences nutritionnelles rend compte des défaillances du système alimentaire familial. La notion de « cycle agronutritionnel » se fonde sur la mise en correspondance de la variation de trois indicateurs au cours de l'année : dépenses alimentaires (recours au marché), autosuffisance (part des calories produites) et couverture nutritionnelle.

À Pampa Churigua, trois périodes « agronutritionnelles » se succèdent au cours de l'année (fig. 72). La période 1, dite phase de soudure, correspond aux trois mois qui précèdent les récoltes de maïs, de pommes de terre et de blé. Comme l'indique la figure 73, cette phase se caractérise par la faiblesse de la couverture nutritionnelle : les taux d'adéquation calorique sont compris entre 60 et 70 %. La couverture protéique atteint aussi son plus bas niveau en janvier : 65 %. Parallèlement, la période de soudure se traduit non seulement par une baisse de l'autosuffisance alimentaire, mais aussi par une baisse des dépenses alimentaires.

La période 2, d'avril à juillet, est celle d'abondance alimentaire. Les récoltes permettent d'atteindre un degré d'autosuffisance maximal, et par la même occasion, une meilleure couverture calorique et protéique (entre 95 % et 120 %). De leur côté, les dépenses alimentaires se

Figure 72 –
Cycle « agronutritionnel »
à Pampa Churigua.

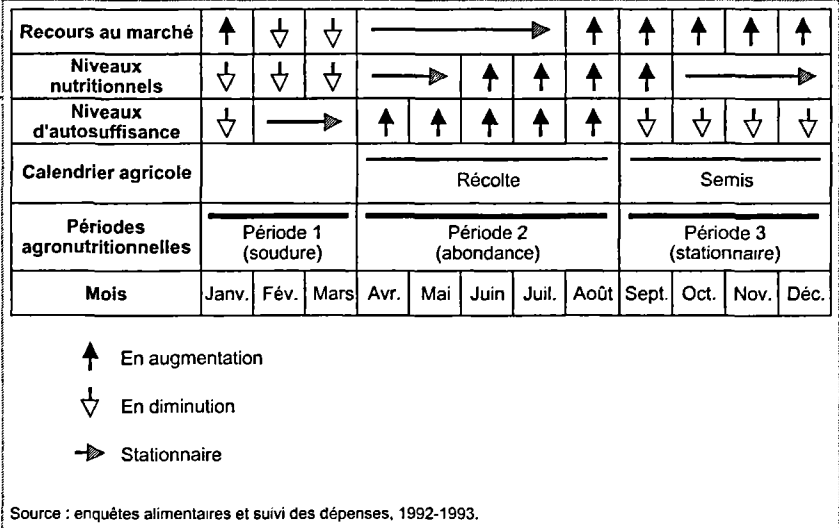
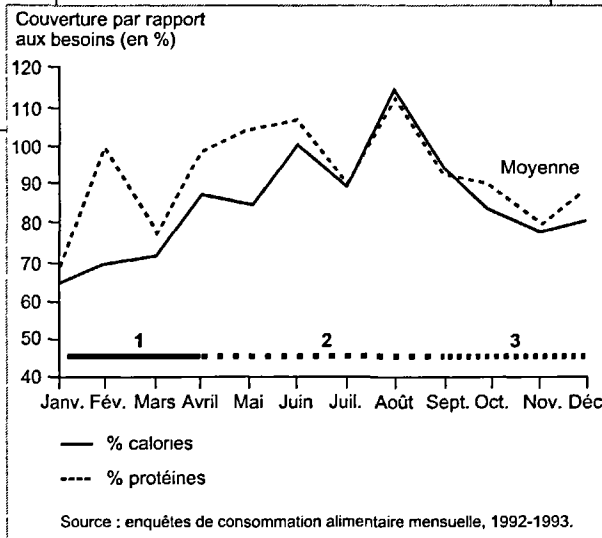


Figure 73 –
Variation de la couverture
nutritionnelle
à Pampa Churigua.



stabilisent. La période 3, dite intermédiaire, dure quatre mois (de septembre à décembre). Les taux d'adéquation calorique et protéique baissent progressivement, tandis que le recours au marché augmente du fait de l'épuisement des stocks. Celui-ci s'exprime à travers la chute de l'autosuffisance alimentaire des familles.

Les périodes agronutritionnelles se traduisent par des changements saisonniers dans la composition de la consommation alimentaire. De toute évidence, les périodes de déficit nutritionnel s'expliquent par un rationnement des quantités consommées (fig. 74).

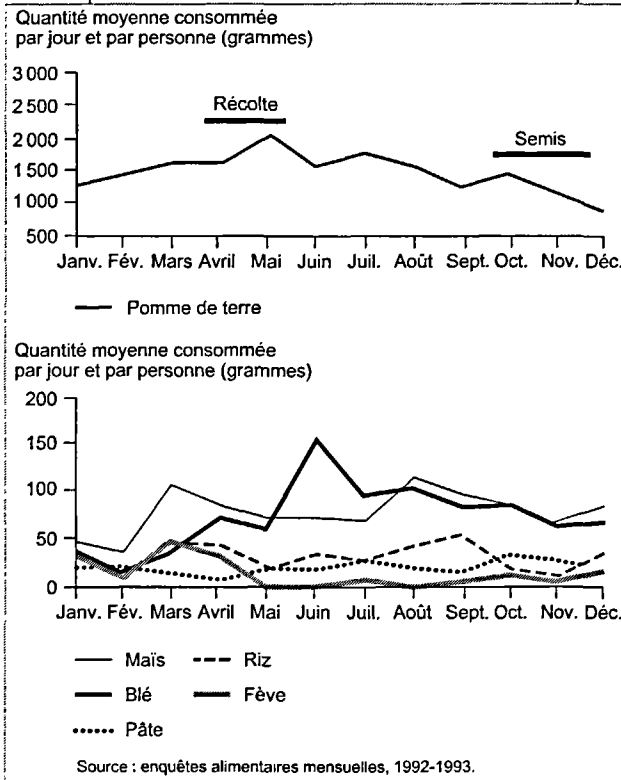


Figure 74 –
Variation annuelle
de la consommation
des principaux aliments
à Pampa Churigua.

En janvier et février (période 1), la consommation des six produits de base accuse une baisse importante. La période de soudure se traduit également par une moindre diversification de l'alimentation : 45 produits sont consommés à cette période, alors que 54 produits composent le régime alimentaire familial pendant la période d'abondance.

La consommation de certains aliments à des périodes déterminées de l'année répond à une logique de stockage et de rationnement qui permet un meilleur approvisionnement pendant la période de soudure. Le rythme de consommation de trois produits inconditionnels de base (la

pomme de terre, le maïs et le blé) obéit aux étapes du calendrier agricole. D'autres produits ont une fonction compensatrice : le riz et les fèves obtenus par le biais des stratégies complémentaires, ainsi que les pâtes achetées sur le marché.

La consommation de fèves augmente de décembre à mars, période qui ne correspond pas à celle des récoltes (en octobre-novembre). Autrement dit, les familles stockent certains aliments pour les consommer en période de pénurie, lorsque les produits de base s'épuisent ; on mesure d'autant mieux le rôle que jouent les stratégies d'approvisionnement complémentaire qui sont étroitement dépendantes de la mobilité spatiale des populations.

La consommation de pâtes augmente d'octobre à décembre (phase intermédiaire). Cette hausse explique en partie le recours accru au marché. Les pâtes apportent entre 4% et 6% des calories consommées en période critique (périodes 1 et 3). En période d'abondance alimentaire, leur contribution n'est que de 2%. Par contre, l'apport calorique de la pomme de terre et du maïs varie très peu au cours des trois périodes agronutritionnelles (entre 34% et 39% pour la pomme de terre, entre 13% et 15% pour le maïs). Quant au blé, la période de soudure se caractérise par une baisse considérable de sa consommation. Son apport calorique passe de 17% lors des phases 2 et 3 à 8% en période de pénurie. Cela met en évidence l'importance du blé sur le plan nutritionnel, alors que la migration vers le Chaparé induit une baisse des surfaces cultivées.

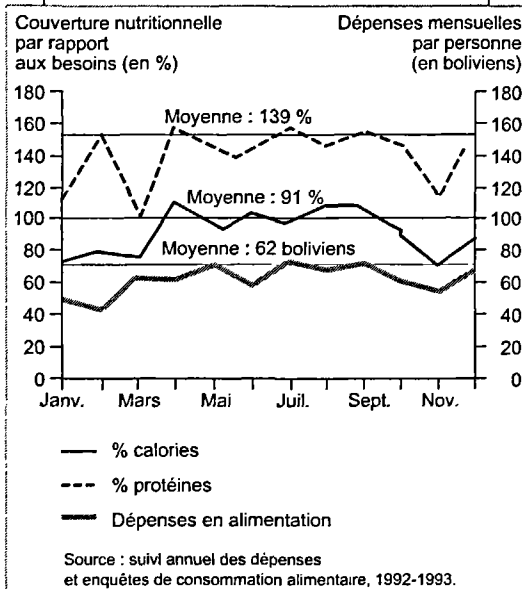
Les variations mensuelles du système alimentaire démontrent une gestion serrée du stock d'aliments disponibles, de façon à limiter la vulnérabilité de la famille face à l'insuffisance de la production et des ressources monétaires. La femme, responsable de la préparation des repas, des modes d'utilisation de la production agricole (sélection des quantités destinées à l'alimentation, à la semence ou au troc) et des achats alimentaires, détient un rôle capital dans cette gestion. Elle doit prévoir la période de soudure et en limiter les effets sur la consommation de la famille. L'élargissement de l'espace paysan, grâce à la migration vers le Chaparé, s'inscrit dans cette logique temporelle. Certains produits comme la fève et le riz permettent, non pas d'annuler les risques nutritionnels, mais tout au moins de les limiter lors de la période de soudure.

Les variations saisonnières de la consommation alimentaire des populations rurales ont fait l'objet de quelques études en Bolivie. Dans la région de Chuquisaca, située plus au sud, la gestion des stocks vise également à réduire les manques en période de pénurie (PACHECO, 1982). De la même façon, la mesure saisonnière de la prévalence de malnutrition dans les régions rurales de l'Altiplano indique des risques de malnutrition obéissant au calendrier agricole (ROCABADO, 1989).

***Les paysans
du plateau d'altitude
cherchent,
en permanence,
à gérer la pénurie
alimentaire.***

Le cycle « agronutritionnel » des villages de vallée

Dans les villages de vallée, le cycle « agronutritionnel » présente des caractéristiques très différentes. Tout d'abord, la variation saisonnière des modes d'approvisionnement et de la structure de la consommation est beaucoup moins marquée qu'à Pampa Churigua. D'autre part, la variabilité du système alimentaire est très peu dépendante du calendrier agricole. La forte monétarisation des systèmes d'approvisionnement induit une quasi-adéquation entre la variation annuelle des dépenses alimentaires familiales et celle de la couverture nutritionnelle (fig. 75). Autrement dit, cette dernière dépend étroitement des possibilités d'accès au marché alimentaire urbain.

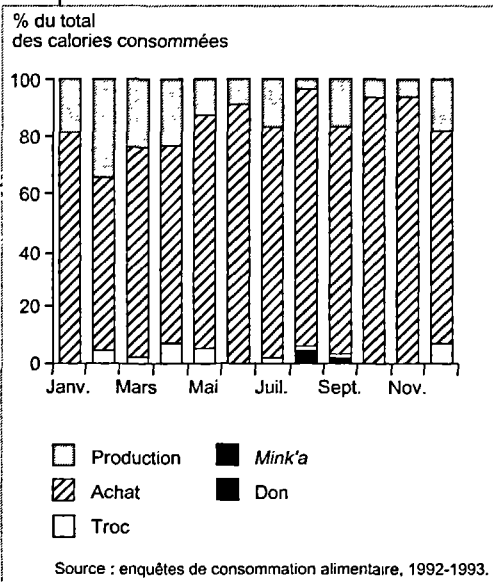


Lorsque les dépenses alimentaires diminuent (en janvier et février, elles sont seulement de 50 bolivien mensuels par personne), la couverture calorique atteint ses niveaux les plus bas (moins de 80 % d'adéquation). Inversement, lorsque les dépenses alimentaires augmentent, d'avril à septembre, l'adéquation calorique est satisfaisante.

Contrairement au schéma rencontré à Pampa Churigua, les périodes de meilleure autosuffisance ou de moindre recours au marché ne

coïncident pas avec celles de meilleure satisfaction des besoins nutritionnels (fig. 76). Tandis que l'autosuffisance alimentaire augmente de mars à avril pendant les récoltes, la couverture calorique reste insuffisante. Inversement, lorsque l'autosuffisance alimentaire est à son plus bas niveau (de mai à novembre), l'adéquation calorique augmente. L'explication peut être la suivante : les récoltes nécessitent souvent le recours à une main-d'œuvre salariée et donc des dépenses supplémentaires. De ce fait, les familles restreignent leur budget alimentaire à cette période. Or, cette restriction n'est pas compensée par la production agricole familiale.

Figure 76 –
 Variation annuelle
 de l'autosuffisance
 alimentaire
 (Santa Rosa
 et Arbieto).

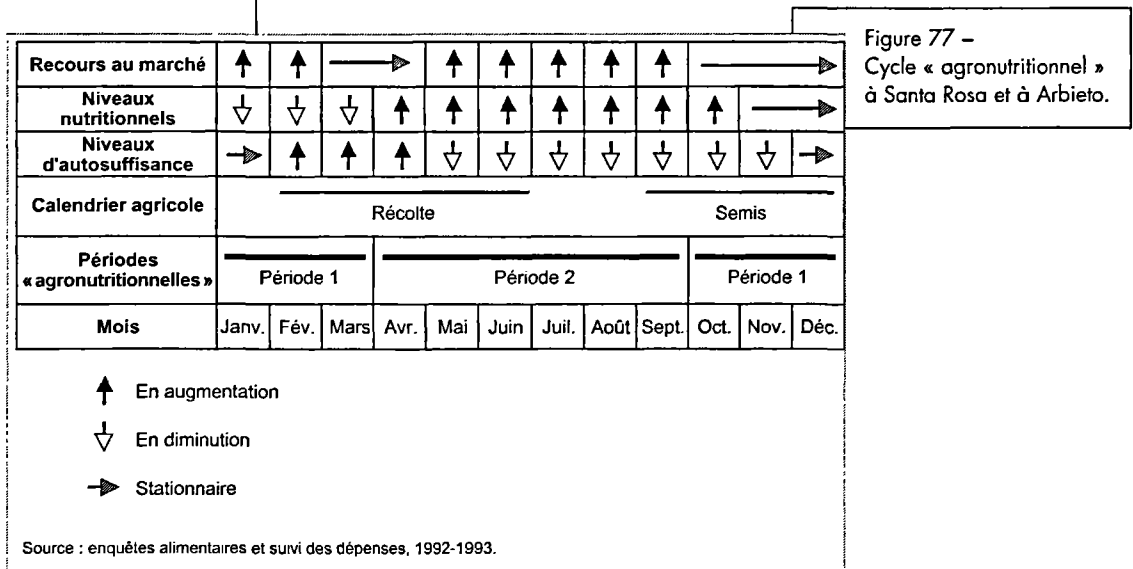


De ces variations, il ressort deux périodes « agronutritionnelles » (fig. 77).

La période 1, dite critique (mais pas de franche pénurie alimentaire comme à Pampa Churigua) comprend six mois de l'année, d'octobre à mars. Durant cette période, la couverture calorique indique un déficit supérieur à 10%. Elle commence pendant les semis et se termine juste avant les premières récoltes.

Dans un premier temps, l'autosuffisance alimentaire accuse une forte baisse (d'octobre à janvier). Dans un second temps (de février à mars), elle augmente du fait des premières récoltes de maïs et de pommes de

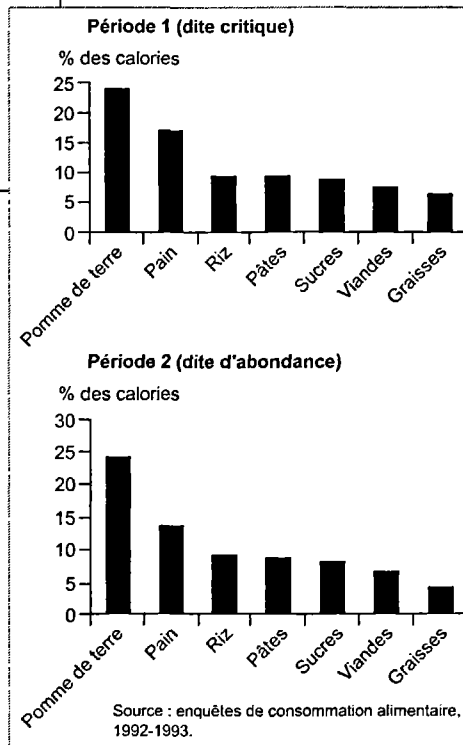
terre (la part de l'alimentation issue de la production atteint 40 % en février, par exemple). Parallèlement, on assiste à une diminution des dépenses alimentaires. La transition entre ces deux phases apparaît au mois de janvier, lorsque l'adéquation calorique et l'autosuffisance alimentaire accusent une chute simultanée.



La période 2, dite favorable ou « d'abondance alimentaire », se caractérise par une hausse de la couverture calorique dont les niveaux d'adéquation sont compris entre 95 % et 110 %. La hausse considérable des dépenses alimentaires explique, en partie, la meilleure satisfaction des besoins nutritionnels. La production agricole familiale, par contre, permet de limiter le recours au marché seulement jusqu'au mois de mai, c'est-à-dire pendant trois mois dans l'année.

Contrairement à Pampa Churigua, le cycle « agronutritionnel » de Santa Rosa et d'Arbiato se caractérise par une variation de la composition alimentaire relativement peu marquée, tout au moins en termes de structure (les quantités consommées, bien évidemment, varient). Certes, la période 1, dite critique, correspond à une alimentation moins diversifiée. Toutefois, la structure globale de la consommation alimentaire demeure relativement inchangée (fig. 78).

Figure 78 –
Variation saisonnière
de la composition
du régime alimentaire
(Santa Rosa
et Arbielo).



De novembre à mars, 57 produits composent le régime alimentaire des familles contre 76 lors de la période 2, dite d'abondance. La pomme de terre, produit de base de l'alimentation familiale, fournit la même quantité de calories lors des deux périodes (autour de 24 %) et le pain demeure en seconde position. Par contre, le riz et le maïs connaissent des variations notables. Lors de la période 2 (période de récolte), le maïs fait son apparition dans le régime alimentaire avec un apport calorique de 8% tandis qu'il est inférieur à 2% en période critique. Le riz acheté sur le marché prend alors le relais avec un apport calorique d'environ 9%.

Ainsi, le maïs est le seul produit dont la consommation est étroitement liée au calendrier agricole (lorsque la production de pomme de terre est épuisée, elle est achetée sur le marché urbain). Cette culture traditionnelle ayant tendance à diminuer avec la généralisation de la migration, va-t-elle disparaître du régime alimentaire paysan ? Ou le maïs sera-t-il consommé seulement sous forme de *chicha*, alcool difficilement substituable tant il est enraciné dans les mœurs ?

Selon nos observations, lorsque les familles de Santa Rosa et d'Arbieto obtiennent une faible production de maïs, elles donnent la préférence à l'élaboration de *chicha* ou à la vente plutôt qu'à la consommation alimentaire familiale. Par ailleurs, une forte pénurie de *chicha* dans la quasi-totalité des villages environnants a entraîné une hausse des prix de vente de l'alcool et de sa matière première, ce qui a contraint les familles à s'approvisionner à Cliza ou à restreindre leur consommation. L'ensemble des familles a manifesté de vives réactions vis-à-vis de cette restriction forcée, ce qui rend compte du rôle socioculturel considérable de la *chicha*.

Les facteurs déterminants de la couverture nutritionnelle

Il ne s'agit pas de dresser un tableau exhaustif des facteurs de causalité de l'état nutritionnel des familles étudiées. De toute évidence, les déterminants médicaux et physiologiques (résistance de l'organisme, conditions du sevrage, maladies...), ainsi que les conditions sanitaires et d'hygiène au sein desquelles la population évolue, jouent un rôle considérable dans l'explication de leur état nutritionnel. Mais, parallèlement à ces facteurs, les stratégies socio-économiques familiales influent indéniablement sur l'état nutritionnel de la population.

Migration, niveaux de revenus et couverture nutritionnelle

De nombreuses études sur la consommation alimentaire en Bolivie montrent que les niveaux nutritionnels sont directement dépendants des revenus familiaux (VILLEGAS MALDONADO, 1982; FRANQUEVILLE, 1988; PRUDENCIO et VELASCO, 1988; FRANQUEVILLE et VILLEGAS MALDONADO, 1992). Qu'en est-il des communautés rurales étudiées ?

À Pampa Churigua, la corrélation est loin d'être systématique (fig. 79). Parmi les familles qui ont les meilleurs revenus (autrement dit les colons), une seule satisfait ses besoins nutritionnels (famille 10). Une autre connaît le plus bas niveau nutritionnel (famille 2).

Dans les villages de vallée, par contre, la hiérarchie socio-économique liée à la migration internationale apparaît une nouvelle fois dans les couvertures nutritionnelles des familles (fig. 80). La migration

internationale permet, globalement, d'atteindre une meilleure satisfaction des besoins caloriques. Cependant, ce sont les familles dont les membres migrent aux États-Unis et en Israël qui atteignent les plus forts pourcentages d'adéquation; celles dont les migrants vont en Argentine présentent un déficit de 15 % à 25 %.

Figure 79 –
Migration
et couvertures nutritionnelles
(Pampa Churiguá).

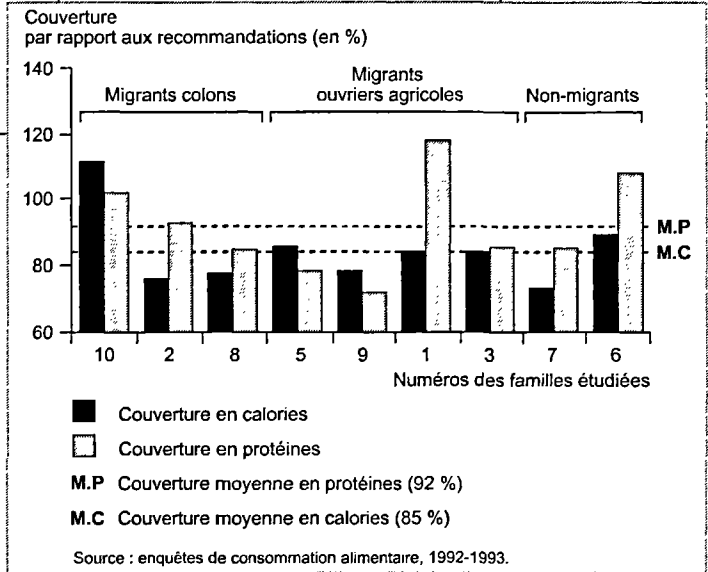
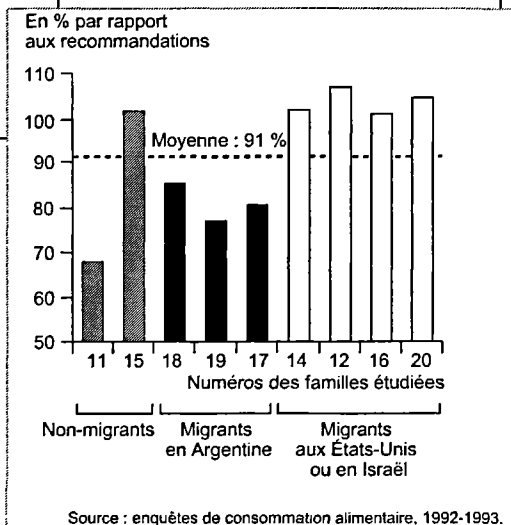
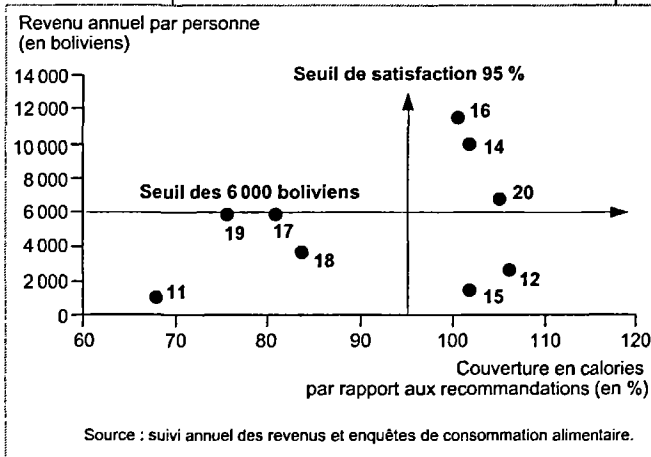


Figure 80 –
Migration
et couvertures caloriques
(Santa Rosa et Arbieta).



On pourrait supposer que les familles sédentaires, à cause de leurs faibles revenus, accusent un niveau de couverture calorique déficitaire. Or, si l'une d'entre elles a effectivement le plus bas niveau de couverture calorique (67%), la seconde (famille 15) parvient à un niveau de satisfaction supérieur à 100%. Dans cette famille, c'est la fille aînée qui est responsable des achats alimentaires et de la préparation des repas. Son niveau d'instruction, largement supérieur à la moyenne, favorise une meilleure gestion du budget familial et une optimisation nutritionnelle dans le choix des aliments consommés.

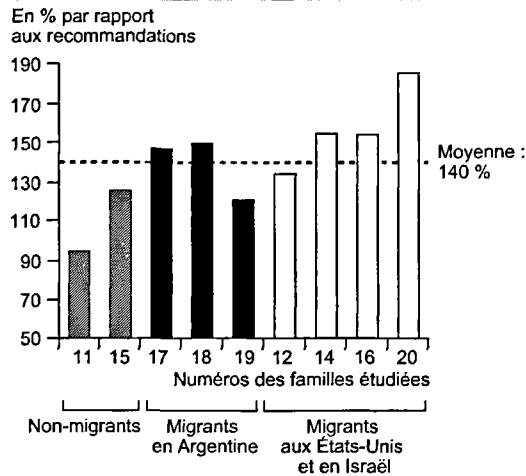
Le paradoxe apparaît encore plus nettement dans la mise en relation des niveaux de revenus des familles avec les couvertures caloriques (fig. 81).



Les familles qui ont de bons revenus, soit plus de 6 000 bolivien annuels par personne, ont une couverture calorique moyenne de 102%. Par contre, celles à revenus intermédiaires (entre 3 000 et 6 000 bolivien par membre), autrement dit les familles de migrants en Argentine, se caractérisent par une adéquation calorique largement inférieure à celle des familles à faibles revenus : respectivement 79% et 91%.

L'impact positif de la migration internationale sur la satisfaction des besoins en protéines est encore plus net (fig. 82). Les familles à hauts revenus ont une adéquation protéique moyenne de 164%, pourcentage supérieur à celui des familles à revenus intermédiaires (134%). Les foyers qui ont de faibles revenus présentent une couverture moyenne en protéines de 117%.

Figure 82 –
Migration et couvertures
protéiques (Santa Rosa
et Arbieta).



Ainsi, les résultats obtenus à Pampa Churigua et dans les villages de vallée mettent en évidence, une nouvelle fois, la complexité des rapports entre ressources économiques et consommation alimentaire. L'augmentation des revenus n'implique pas nécessairement une amélioration du régime alimentaire : soit leur utilisation ne donne pas la priorité à l'alimentation familiale, soit les produits achetés augmentent en quantité, mais diminuent en qualité nutritive. Le niveau d'éducation de la mère de famille, le degré de persistance des habitudes de consommation et la perception socioculturelle du rôle de certains aliments conditionnent également les comportements alimentaires des familles.

L'endettement, un facteur de restriction alimentaire

Si les niveaux de revenus n'influent pas toujours sur les situations nutritionnelles, l'endettement des familles lié à la migration internationale a, lui, des répercussions directes. Dans les vallées, les déficits caloriques caractérisent les familles qui ne parviennent pas à équilibrer leur budget, tout au moins au terme de l'année 1992-1993 (fig. 83). Par contre, les familles qui ne sont pas endettées présentent une couverture satisfaisante, voire excédentaire.

Autrement dit, l'emprunt sollicité pour un départ à l'étranger provoque un rationnement alimentaire et une plus forte vulnérabilité nutritionnelle

des populations. Le phénomène migratoire dans ces villages du Valle Alto, de par les conditions qui lui sont liées (emprunts) et la monétarisation exacerbée des économies familiales qu'il entraîne, constitue un facteur de fragilisation du système alimentaire familial.

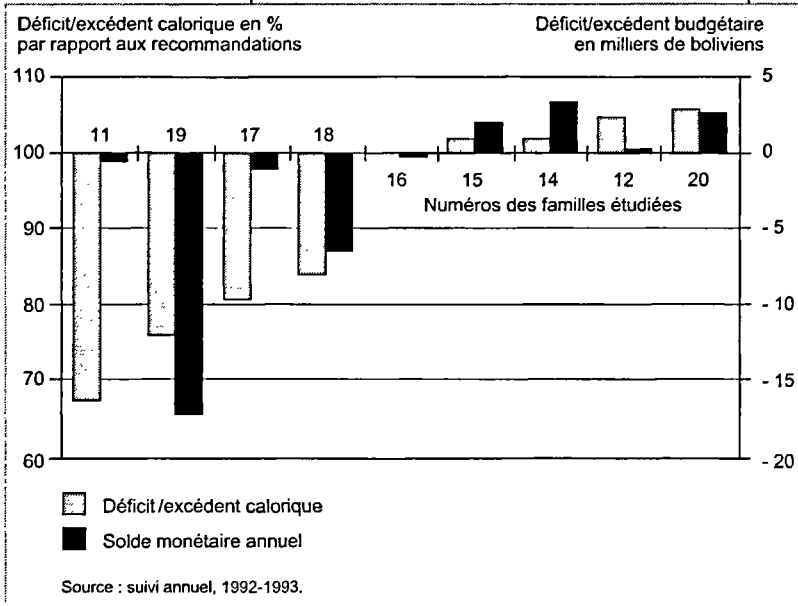


Figure 83 –
Endettement
et couvertures caloriques
(Santa Rosa et Arbieta).

Le rôle de la composition familiale

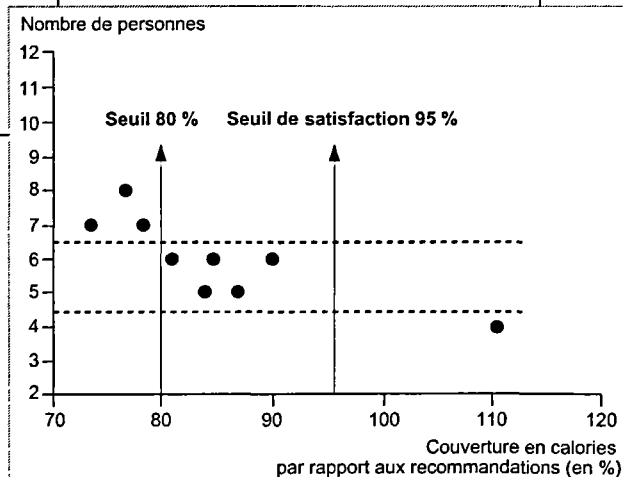
La situation nutritionnelle des populations est-elle liée à la composition familiale? En Bolivie, les données sur cette relation sont contradictoires. Selon certaines études, plus une famille est nombreuse, plus le déficit calorique est important (SVEN, 1987, FRANQUEVILLE, 1998). D'autres travaux ne montrent aucune relation (ROCABADO, 1989).

Dans les zones rurales de La Paz, A. FRANQUEVILLE (*op. cit.*) calcule, par exemple, que 12,2% des enfants des familles de moins de 5 membres souffrent de dénutrition aiguë. La proportion s'élève à 18% pour les familles de 5 à 8 membres et à 24,2% pour les foyers composés de plus de 8 membres. Les auteurs trouvent la même typologie concernant la dénutrition chronique. Par contre, d'après l'étude menée par F. ROCABADO (*op. cit.*) dans la région de Chuquisaca, les pourcentages de dénutrition sont aussi élevés dans les foyers avec un seul enfant (51,8%) que dans ceux composés de plus de 8 membres (53,1%).

Qu'en est-il dans les villages étudiés ? Dans les vallées, aucune corrélation n'existe. À Pampa Churigua, par contre, plus la famille est nombreuse, plus le déficit calorique est important (fig. 84).

Le rôle joué par la composition familiale est lié à deux facteurs conjoints : la disponibilité en produits et les pratiques alimentaires. En effet, la variation des volumes de consommation tient, en partie, au dosage des aliments. Or les quantités d'ingrédients utilisées ne sont pas proportionnelles au nombre de consommateurs présents. Du reste, ces derniers sont fort variables et peu prévisibles d'un jour à l'autre, du fait non seulement de la migration temporaire, mais également de la coutume de partager le repas avec une ou plusieurs personnes de passage. Dès l'aube, la femme entreprend la préparation des repas et commence par l'épluchage des pommes de terre qui seront consommées dans la journée. Excepté pendant les semis ou les récoltes, la quantité préparée est peu variable : une corbeille plus ou moins remplie. La ration alimentaire journalière, établie d'avance par les femmes en fonction du stock disponible, n'est donc guère extensible. L'équipement ménager intervient également comme un facteur limitant. Chaque famille ne dispose que d'une ou deux *chonch'as* pour la préparation de repas et utilise très peu de récipients (la *olla* ou *t'hurumanka* en quechua), dont la contenance limite l'augmentation des quantités.

Figure 84 –
 Composition familiale
 et couvertures caloriques
 (Pampa Churigua).



Source : enquêtes de consommation alimentaire, 1992-1993.

Entre le repli et l'obligation de vendre

Dans les économies paysannes, la vente de la production agricole obéit généralement à la loi de l'excédent. Si la priorité est la satisfaction des besoins alimentaires du groupe domestique, les volumes commercialisés dépendent du rapport entre les besoins de consommation et la production. Autrement dit, plus la production par personne est élevée, plus la part relative réservée à la consommation est réduite, et plus celle destinée à la vente est élevée.

À Pampa Churigua, où la pomme de terre est l'aliment de base, seules cinq familles obéissent à la loi de l'excédent. Les autres, malgré une disponibilité en pommes de terre supérieure à la moyenne, ont vendu de faibles quantités. Autrement dit, ce qui détermine la commercialisation de la production n'est pas nécessairement le nombre de personnes à nourrir.

Il existe deux logiques de gestion du stock. La première consiste à opter pour la vente de la production, au risque de prélever des quantités utiles à l'alimentation, ceci pour des raisons de nécessités monétaires. Les familles qui ont les plus faibles revenus (inférieurs à 800 boliviens annuels par personne) adoptent cette logique. La seconde attitude consiste à privilégier l'alimentation familiale et concerne les familles qui ont d'autres alternatives monétaires (soit la migration, soit l'artisanat, soit la vente de blé). Ces familles disposent généralement de revenus annuels supérieurs à 800 boliviens par personne.

Dans les familles qui sont contraintes de privilégier la vente aux dépens de la consommation, le prélèvement de produits n'est pas toujours compensé par un recours accru au marché. Les familles accordent une telle importance à la reproduction de leurs pratiques socioculturelles (dépenses festives, habitat...) que les dépenses non alimentaires sont souvent prioritaires. Or, l'obligation de vendre hypothèque la situation nutritionnelle de ces familles qui ont une couverture en calories et en protéines plus déficitaire que les autres (l'écart entre les deux groupes de familles est d'environ 10 %).

En d'autres termes, les risques nutritionnels des paysans d'altitude ne sont pas uniquement liés à la disponibilité alimentaire (auquel cas il suffirait d'augmenter la capacité de production). Ils dépendent également des modes d'utilisation de la production qui font intervenir une multitude de facteurs : degré de diversification des activités, conditions de la commercialisation de la production, manières dont les populations

perçoivent leurs besoins monétaires... Ces éléments ouvrent la voie à une réflexion plus large sur les enjeux de la monétarisation croissante des économies familiales paysannes dans l'ensemble des sociétés rurales du Tiers Monde.

La migration comme stratégie alimentaire ?

Dans les zones d'étude, le phénomène migratoire n'a pas les mêmes conséquences sur les systèmes alimentaires familiaux. L'analyse de la communauté d'altitude a mis en lumière un fait fondamental : parce qu'elle repose sur un dédoublement des espaces de production et sur un transfert de la logique familiale et communautaire dans le Chaparé, la migration n'engendre pas une profonde déstructuration de l'économie agricole, mais plutôt un réajustement des logiques de production. L'accès au Chaparé, qui permet d'élargir l'espace paysan à plus de 150 km de la communauté d'origine, constitue une stratégie alimentaire de première importance pour des populations rurales confrontées au manque de terres et à des conditions défavorables à la production agricole. La diversification des modes d'approvisionnement fondée sur l'utilisation combinée des milieux écologiques permet de renforcer l'autosuffisance des unités domestiques et de réduire considérablement leur dépendance vis-à-vis du marché alimentaire urbain. Parmi les modes d'approvisionnement, la traditionnelle *mink'a* joue un rôle essentiel.

Certes, la communauté de Pampa Churigua n'échappe pas à l'effacement des produits dits traditionnels ou natifs devant des aliments de moindre qualité nutritionnelle et cette tendance concerne surtout les familles de migrants. Celles-ci n'ont pas une alimentation plus diversifiée, ni même plus riche en éléments nutritifs, et leur situation nutritionnelle n'est pas toujours meilleure. Mais si la migration vers le Chaparé ne résout certainement pas la question de l'insécurité alimentaire des populations paysannes, elle tend tout au moins à en limiter le degré de gravité et à diminuer la vulnérabilité des plus pauvres en période de crise.

Ce constat invite à une interprétation des flux migratoires liés à la production illégale de coca qui diffère de celle donnée par les instances gouvernementales ou internationales engagées dans la lutte antidrogue.

Loin d'être une source d'enrichissement, la migration au Chaparé constitue une des rares alternatives de survie pour les paysans des plateaux. Certes, elle constitue une source de revenus complémentaires, mais elle est surtout un moyen de réduire l'insécurité alimentaire.

Les effets des migrations internationales sur le système alimentaire familial ne sont pas aussi positifs qu'à Pampa Churigua. Dans les villages de vallée, la migration conduit à une amélioration certaine de l'alimentation paysanne. Les revenus qu'elle génère permettent une augmentation des quantités consommées ainsi qu'une diversification de l'alimentation. Celle-ci se traduit par une plus forte consommation de produits à haute valeur protéique (viande et laitages) et vitaminique (légumes). La diversification du régime alimentaire débouche ainsi sur une meilleure satisfaction des besoins nutritionnels.

Cependant, les conséquences de la migration internationale sur les systèmes alimentaires paysans sont à double tranchant. Au revers de la médaille, la migration accélère le processus de monétarisation des économies familiales et la dépendance alimentaire des populations rurales envers le marché urbain. Désormais, seuls les revenus monétaires commandent le système alimentaire paysan. Ce phénomène est étroitement lié aux mutations des systèmes de production agricole. La baisse des productions traditionnelles de subsistance limite l'autosuffisance alimentaire des familles et leur capacité à diversifier leurs stratégies d'approvisionnement (diminution du troc, disparition de la *mink'a*). La consommation de produits d'origine urbaine, de faible qualité nutritive en comparaison de certains produits traditionnels, devient importante. Elle reflète la dépendance de la population bolivienne vis-à-vis des importations et des dons alimentaires, phénomène qui gagne progressivement les campagnes en voie d'urbanisation, à plus forte raison lorsqu'elles sont touchées par le processus migratoire. Ajoutons à cela le rôle joué par l'endettement des familles. L'investissement pour un départ à l'étranger oblige les femmes à sacrifier les revenus familiaux au remboursement de la dette. Tant que celle-ci n'est pas remboursée, l'alimentation passe au second plan. Dans ce contexte, les populations les moins bien armées et les plus vulnérables sont soumises à des risques de pénurie alimentaire et de malnutrition beaucoup plus graves qu'à Pampa Churigua. Car, contrairement aux paysans d'altitude, ceux des vallées ont de bien faibles marges de manœuvre pour affronter l'insécurité alimentaire.

Ce que partir veut dire

Conclusion générale

Depuis une trentaine d'années, le sort du paysan bolivien dépend plus que jamais de sa mobilité spatiale. Quelles que soient les directions qu'elle prend – la ville, la plaine amazonienne ou l'étranger – la migration tend à s'accroître et à se généraliser dans les campagnes. Cependant, même si les activités non agricoles liées à l'émigration prennent un poids considérable dans les économies familiales, les ruraux montrent une formidable résistance à quitter définitivement leurs terres. Un tel paradoxe conduit à reconsidérer les modalités d'approche de l'espace rural. En intégrant le fait migratoire à l'analyse de deux économies paysannes fort différenciées, les contours de l'espace paysan s'en trouvent élargis et la migration devient une composante essentielle du devenir des sociétés rurales boliviennes.

Abordée à l'échelle des espaces de départ, la migration apparaît comme l'expression d'une dynamique d'acteurs en quête d'alternatives de subsistance, voire de développement. La corrélation de trois niveaux d'étude – système de migration, système de production, système de consommation – met en évidence la nécessité d'une vision « systémique » de l'économie paysanne. De même, en réinsérant l'analyse des logiques de mobilité et des économies familiales paysannes dans la sphère économique et politique globale, la migration traduit une dynamique spatiale où échelles locale, régionale, nationale et mondiale sont étroitement imbriquées et interdépendantes.

Les stratégies individuelles, familiales et communautaires, qui se mettent en place à l'échelle locale, s'adaptent sans cesse aux déterminants extérieurs des sphères nationale et internationale. Une dialectique complexe entre ces multiples niveaux, indissociables les uns des autres, est à la source des mutations de l'espace rural.

Partir, si l'on peut...

En Bolivie, comme dans de nombreux pays du Sud, la pauvreté est un facteur évident d'expulsion des populations rurales. Dans les vallées de Cochabamba, région favorable à une mise en valeur agricole, mais extrêmement sensible aux effets de conjoncture, les paysans ne peuvent pas vivre de la seule agriculture. Trop nombreux pour si peu de terres, soumis aux aléas climatiques et au manque d'eau, ils n'ont guère le soutien des politiques nationales de développement, en particulier depuis les années quatre-vingt : insuffisance de crédits et d'encadrement technique, faiblesse des infrastructures de transport et de stockage, mauvaises conditions de production et de commercialisation... Pour quiconque a son lopin de terre dans ces régions, « l'ailleurs » est une promesse de meilleurs revenus, une perspective de reconnaissance et d'ascension sociale.

Peut-on dire pour autant que ceux qui partent sont les plus démunis ? La migration opère, de toute évidence, une sélection non seulement au niveau des individus (tous ne partent pas), mais également au niveau des choix de destination (tous ne partent pas au même endroit). Les éléments externes (ouvertures des frontières, politiques d'immigration, marché du travail...) commandent, pour une bonne part, les comportements migratoires. Cependant, la nature du tissu économique et socioculturel dans lequel s'enracine la décision du départ est une dimension tout aussi essentielle dans l'analyse du système de mobilité. Le fait migratoire est alors appréhendé en termes de prédisposition et de faisabilité : on ne part que si l'on peut partir. De l'origine sociohistorique du paysan, de son niveau d'instruction, de son degré d'insertion dans le monde urbain et de l'étendue de son réseau social dépendent la concrétisation du projet migratoire et les choix de destination. Ainsi, les migrants ne sont pas nécessairement ceux qui ont le moins de ressources : dans le cas des villages d'Arbieto et de Santa Rosa, par exemple, les migrants les plus persévérants sont ceux qui ont le plus de terres.

Il existe une géographie des types de migration (et non de la migration en tant que telle) : les modalités de déplacement et les choix de destination obéissent aux particularismes des migrants et de leur société d'appartenance. La migration interne vers le Chaparé est une stratégie qui s'articule aux logiques de subsistance d'une paysannerie pauvre et « traditionnelle ». En revanche, la migration internationale suppose des aptitudes économiques et socioculturelles que seuls maîtrisent des paysans métis, bilingues, plus urbanisés et mieux intégrés à l'espace régional. La sélection s'opère également au sein même des communautés rurales. À Pampa Churigua, ceux ayant le moins de terres migrent vers le Chaparé. Dans les villages de vallée, la relation est inversée. Le « riche » part aux États-Unis, le moins riche opte pour l'Argentine, le très pauvre ne migre pas.

Partir pour rester ?

L'analyse du système de mobilité familiale, autrement dit de la manière dont les populations intègrent la migration à leurs logiques de vie, a montré que les migrants ne cherchent pas à se désolidariser de leur communauté d'origine. La mobilité permet, au contraire, l'articulation simultanée de plusieurs espaces, de plusieurs lieux, contribuant ainsi à un élargissement de la « sphère sociospatiale de vie » des paysans.

Dans la communauté d'altitude de Pampa Churigua, la migration vers le Chaparé est étroitement dépendante des facteurs externes et, en particulier, des politiques internationales de lutte contre le trafic de drogue. Mais pour le groupe familial, la migration s'inscrit avant tout dans une logique de dédoublement des lieux de production : tout en ayant accès aux basses terres de la région, le paysan de Pampa Churigua maintient sa résidence sur ses terres d'altitude qu'il continue d'exploiter. Le migrant va même jusqu'à transférer le système socio-économique et les pratiques socioculturelles de la communauté d'origine dans le Chaparé.

Dans le cas des migrations internationales, la mobilité des populations prend rarement un caractère définitif. Comme l'a montré l'analyse diachronique de la migration (itinéraires de vie, succession des cycles de migration), un départ, même pour une longue période, est toujours réversible (DOMENACH et PICOET, 1987). L'éclatement spatial de la famille, dont la faisabilité passe par la mobilisation des structures communautaires, obéit à un projet collectif de reproduction socio-économique. Le système migratoire repose souvent sur une multiplication des lieux de résidence (étranger, ville, village d'origine) et une diversification des activités familiales, qui font émerger de nouveaux rapports d'interdépendance entre villes et campagnes. Même lorsque les foyers ont un lieu de résidence à Cochabamba, ils maintiennent leur présence dans leur communauté d'origine. En développant une double résidence, la cellule familiale paysanne se conduit en véritable mini-entreprise combinant à la fois petit commerce, artisanat, salariat, transport et agriculture (CASANOVAS et PABON, 1983).

Ainsi, cette pratique mouvante de l'espace régional, qui a été observée dans d'autres régions du pays (ALBO *et al.*, 1983 ; CALDERON, 1984 ; FRANQUEVILLE et AGUILAR, 1988 ; MICHAUD *et al.*, 1992) vient se superposer à une même pratique concernant l'espace mondial. Dans ces régions andines, la migration n'est jamais vécue en termes de rupture. Partir ne signifie pas quitter. Le plus souvent, la migration relève d'une logique paradoxale : en partant, le paysan cherche à rester sur sa terre ancestrale, dans sa communauté, sur son territoire d'appartenance. Le recours à la migration permet le maintien des paysanneries sur leurs terres d'origine et évite l'exode. En ce sens, elle est une stratégie de reproduction du paysan comme « être territorial » : « À la différence d'autres pays, ce qui surprend en Bolivie est précisément le contraire de l'exode rural, c'est-à-dire la façon dont la majorité des paysans développent des stratégies économiques et sociales qui les maintiennent dans les campagnes malgré le

« Sans ces processus de diversification économique, c'est-à-dire sans la migration, ce que l'on appelle exode rural serait beaucoup plus accentué en Bolivie. » (DANDLER et MEDEIROS, 1985 : 62).

manque de stimulants étatiques (crédits, prix...), malgré les bases matérielles restreintes (terres, manque de système d'irrigation...) et l'insuffisance des infrastructures. » (DANDLER et MEDEIROS, 1985 : 62).

Partir pour cultiver ?

Dans les vallées de Cochabamba, la migration fournit l'essentiel des revenus des populations rurales et, pour certains, la quasi-totalité. Dans ces conditions, le paysan migrant est-il encore agriculteur ?

Même dans le cas des migrations internationales de longue durée, l'activité agricole n'est jamais abandonnée. Celui qui part n'abandonne pas ses terres, si réduites soient-elles, si peu productives soient-elles. Il continue de les cultiver, de les sacraliser, et parfois même d'en acheter de nouvelles. Dans les trois communautés rurales étudiées, la migration s'inscrit toujours dans des projets d'extension de l'exploitation agricole. Les migrants consacrent une partie de leur épargne à l'achat de terres. Ceux qui migrent vers le Chaparé pour travailler dans les plantations de coca ont toujours pour projet, à plus ou moins long terme, d'y détenir leurs propres terres. Dans le cas des migrations internationales, rares sont ceux qui, grâce à l'argent gagné en Argentine ou aux États-Unis, n'achètent pas quelques parcelles dans leur village alors que le prix de la terre est très élevé. L'investissement foncier est d'autant plus paradoxal que les parcelles achetées restent parfois en friche, faute de moyens de production. C'est sans doute que la possession de terres dépasse la simple nécessité économique. Elle est signe de prestige social tout autant que symbole identitaire. Le migrant, en achetant des terres, s'enracine plus encore dans cette terre ancestrale avec laquelle il entretient une relation mystique et charnelle.

Le « paysan migrant », profondément attaché à sa terre, reste donc agriculteur. Les systèmes d'exploitation agricole se trouvent cependant fortement affectés par le processus migratoire. Dans les deux exemples étudiés, les modalités et les enjeux de ces mutations sont variés. Dans le cas des villages où prédomine la migration internationale, l'apparition d'une agriculture à plusieurs vitesses est la principale conséquence de la mobilité spatiale. Chez les migrants qui ont un bon potentiel d'épargne, ce sont les revenus de l'émigration qui financent l'agriculture et qui permettent de la redynamiser. L'innovation agricole, à l'initiative des migrants les mieux dotés, a transformé le paysage agraire des vallées : construction de puits, achat de tracteurs, nouvelles cultures. Ces innovations techniques et économiques s'accompagnent d'une importante mutation sociale : les femmes tiennent désormais un rôle décisif dans la gestion des exploitations.

Cependant, ces dynamiques de développement ne concernent encore qu'une minorité de la population, car elles supposent à la fois de bonnes ressources foncières initiales et une grande efficacité migratoire. Bien souvent, la gestion solitaire des exploitations par les femmes ainsi que la monétarisation des systèmes de

production (emploi d'une main-d'œuvre salariée, utilisation du tracteur) entraînent une désorganisation des logiques de production. Dès lors, l'activité agricole se maintient difficilement, au détriment des cultures traditionnelles de subsistance.

Dans la communauté d'altitude, les changements agricoles sont moins profonds. La migration vers le Chaparé n'affecte pas les fondements mêmes du système de production et n'entraîne aucun processus de modernisation ou d'innovation dans la communauté d'origine. Cependant, les logiques traditionnelles de production sont parfois altérées. Comme dans les villages de vallée, l'absence temporaire des hommes entraîne un travail plus intense pour les femmes et les enfants. Certains jeunes migrants, attirés par les gains que procure la culture illicite de coca, délaissent la mise en culture des terres de Pampa Churigua. Il en résulte un retard dans le calendrier agricole ainsi qu'une baisse des surfaces cultivées et des rendements. De même, les parcelles d'altitude et certaines cultures andines (oca, quinoa) sont progressivement abandonnées.

Ces restrictions sont toutefois compensées par un renforcement des logiques traditionnelles d'autosubsistance. Trouvant des revenus complémentaires au Chaparé, les migrants peuvent donner la priorité à l'alimentation familiale dans leur communauté d'origine. Ils privilégient les cultures de subsistance et l'auto-consommation, renforçant de la sorte une logique spécifiquement paysanne.

Partir pour se nourrir ?

L'alimentation des populations a été abordée en mettant en relation les différents maillons du système socio-économique paysan. Les activités développées par les populations paysannes, et parmi elles la migration, ont un lien avec le système alimentaire familial, et ceci à de multiples niveaux. En ce sens, la migration est aussi une stratégie de reproduction du paysan comme « être biologique ».

La migration débouche-t-elle pour autant sur une amélioration de la sécurité alimentaire paysanne ? Dans les villages de vallée, la réduction de l'activité agricole pour certains, le passage à une agriculture commerciale pour d'autres, entraînent dans tous les cas une monétarisation et une dépendance des stratégies d'approvisionnement vis-à-vis du marché alimentaire. Dans ce contexte, les revenus tirés de la migration permettent un meilleur accès aux aliments. C'est ainsi que les familles de riches migrants présentent généralement les meilleurs taux de satisfaction caloriques et protéiques. De même, la migration permet une diversification de l'alimentation.

Pourtant, le système alimentaire des paysans des vallées se trouve fortement fragilisé car, d'une part, de meilleurs revenus n'impliquent pas la priorité donnée à l'alimentation et, d'autre part, l'endettement des familles débouche parfois sur une sévère restriction alimentaire. C'est un des facteurs d'explication de la différenciation nutritionnelle dans les villages du Valle Alto. La monétarisation des

stratégies alimentaires va de pair avec une urbanisation croissante des modèles de consommation où des aliments de moindre qualité nutritive se substituent à des produits locaux plus riches. À cela s'ajoute une consommation de type ostentatoire qui exprime une volonté d'identification à des modèles alimentaires extérieurs. Même si les aliments importés sont réappropriés par les paysans selon leurs modes culinaires traditionnels (DELGADO, 1991), ces comportements reflètent une déstructuration culturelle qui nuit à l'équilibre monétaire de la famille. Les rythmes alimentaires, enfin, subissent des changements progressifs. La simplification culinaire (disparition d'un repas, préférence pour des aliments de cuisson rapide) est une conséquence directe de la mobilité spatiale.

Contrairement aux migrations internationales, les déplacements vers le Chaparé ne perturbent pas le système alimentaire des populations. Bien au contraire, ils le renforcent. Cet effet n'est pas directement lié à l'augmentation des revenus monétaires, mais s'explique par l'ouverture de nouveaux espaces d'approvisionnement et par la diversification des modes de ravitaillement non monétarisés qui évitent une dépendance du marché urbain. Les fortes carences nutritionnelles qui caractérisent les populations d'altitude tiennent, en grande partie, à des problèmes de disponibilité alimentaire. Or, les produits cultivés à plusieurs étages écologiques compensent l'insuffisance de la production agricole familiale et atténuent les risques nutritionnels lors des périodes de pénurie.

Les migrations vers le Chaparé s'apparentent à une refonte de « l'idéal vertical andin », système d'utilisation de l'espace propre aux sociétés pré-incasiques (MURRA, 1972). Traditionnellement, la sécurité alimentaire des populations andines repose sur l'utilisation simultanée de multiples étages écologiques, parfois espacés de plusieurs centaines de kilomètres, de manière à parvenir à un idéal d'autosuffisance alimentaire. Des auteurs ont montré soit la permanence, soit les transformations contemporaines de ce modèle de complémentarité verticale dans les Andes centrales (GOLTE, 1987 ; BROUGÈRE, 1984). Pour J.A. AGUILO, par exemple, les migrations au Chaparé débouchent sur « un déracinement, une désintégration socioculturelle, un changement des relations de travail et une émergence de l'individualité » (1987 b : 4) qui rompent le modèle des étages écologiques de tradition andine, du fait de la production exclusivement tournée vers la coca.

Pourtant, pour les paysans de Pampa Churigua, l'accès au Chaparé permet un nouveau type d'interdépendance verticale de l'espace puisque les migrants fondent leur logique économique de subsistance sur la combinaison des étages écologiques. Le système migratoire du Chaparé perpétue un mode ancestral d'utilisation de l'espace qui contribue à réduire les risques d'insécurité alimentaire de la société paysanne bolivienne.

Toutes ces observations ouvrent la voie à une interrogation sur l'orientation des politiques de développement en milieu rural. À supposer que l'objectif soit de réduire les risques nutritionnels des populations, quelles peuvent être les perspectives d'intervention ? Dans ces régions d'émigration, l'augmentation de la

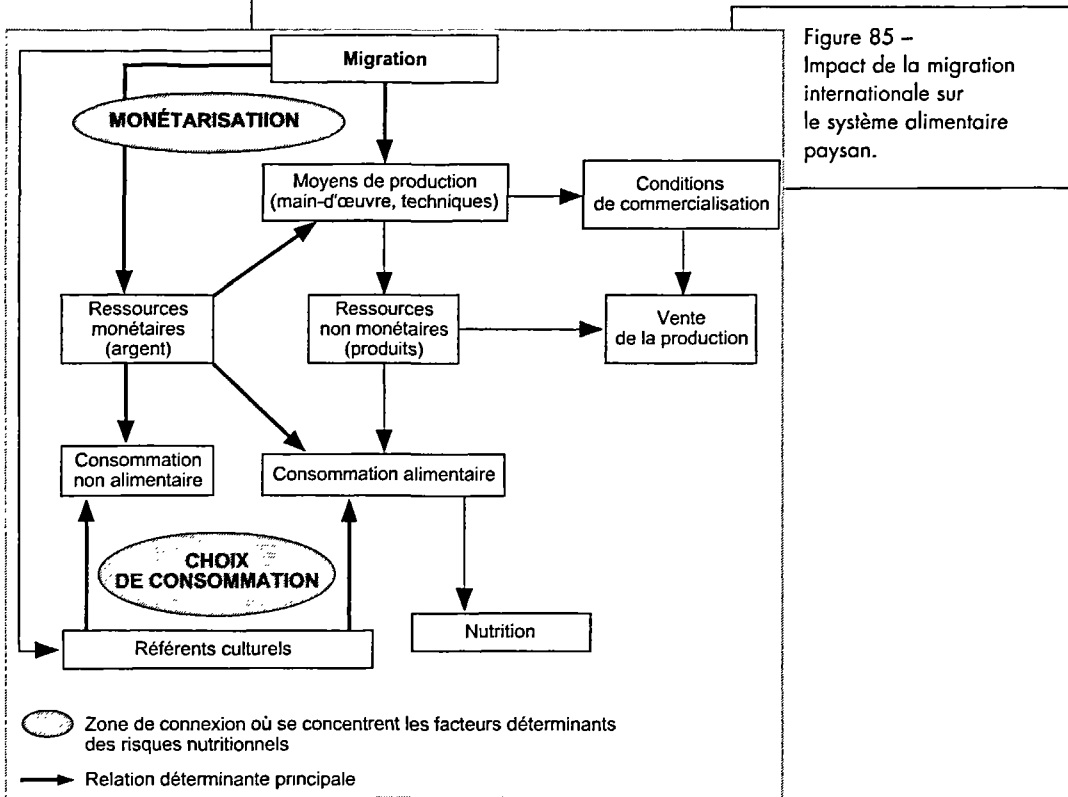
production agricole, l'introduction de cultures à vocation commerciale ou la modernisation des structures de production sont-elles des alternatives susceptibles d'améliorer la sécurité alimentaire paysanne ?

D'abord, il n'est pas sûr que les efforts financiers et techniques déployés pour développer le secteur agricole puissent réellement concurrencer les revenus de la migration. Le blé, le café ou l'ananas peuvent-ils se substituer à la coca ? La culture des pêcheurs peut-elle concurrencer le salariat dans la construction à Miami ? L'avenir de l'agriculture dans ces régions d'émigration dépendra, en grande partie, de l'orientation des politiques nationales en matière de soutien financier et technique aux petits producteurs, mais également des politiques internationales dans le cadre des rapports Nord-Sud qui déterminent largement les termes de l'échange et les conditions du marché agricole mondial.

Il convient, ensuite, de tenir compte de la diversité des situations « agronutritionnelles » locales. Si l'on tente d'isoler les facteurs de risques nutritionnels dans les économies familiales des villages étudiés, les « diagnostics » divergent (fig. 85 et 86).

Dans le cas des migrations internationales, ces risques sont liés à la monétarisation des économies familiales et dépendent des modes d'utilisation des ressources monétaires. À ce titre, les référents culturels comme l'identification à des modèles de consommation extérieurs, jouent un rôle non négligeable. Dans le cas de Pampa Churigua (fig. 86), la disponibilité alimentaire (rapport entre les quantités de produits disponibles et la composition familiale), ainsi que l'oscillation entre une logique d'autoconsommation et de commercialisation, sont les principaux déterminants de la situation nutritionnelle des familles.

Quel que soit le cas d'économie paysanne considéré, l'analyse du système alimentaire et de son degré d'efficacité nutritionnelle a montré l'importance que l'on doit accorder à l'autosuffisance de la famille (production, troc, produits obtenus par *mink'a*). Certes, « ni la production autoconsommée, ni la consommation autoproduite ne sont des indicateurs fiables du degré de satisfaction des besoins nutritionnels » (SAUTIER, 1991 b : 182). Comme le rappelle le même auteur, la distinction entre autoconsommation et autoproduction est fondamentale, car elles ne sont pas toujours liées (*op. cit* : 181). Que le paysan vende sa production ne signifie pas qu'elle suffise à couvrir les besoins alimentaires annuels de la famille, et inversement. Les familles de Pampa Churigua, par exemple, vendent une partie de leur production qui est prélevée sur le stock alimentaire. Dans les villages de vallée, les paysans donnent souvent la priorité à des besoins non élémentaires (habitat, vêtements, consommation ostentatoire...). De même, lorsque les productions commerciales sont privilégiées au détriment des cultures de subsistance, la baisse de l'autoproduction n'est pas toujours compensée par l'achat de produits alimentaires, aussi bien en termes de quantité que de qualité nutritive. Parmi les migrants qui optent pour l'innovation agricole, ceux qui parviennent à préserver parallèlement les cultures vivrières sont mieux armés pour affronter les aléas conjoncturels (climatiques ou économiques).

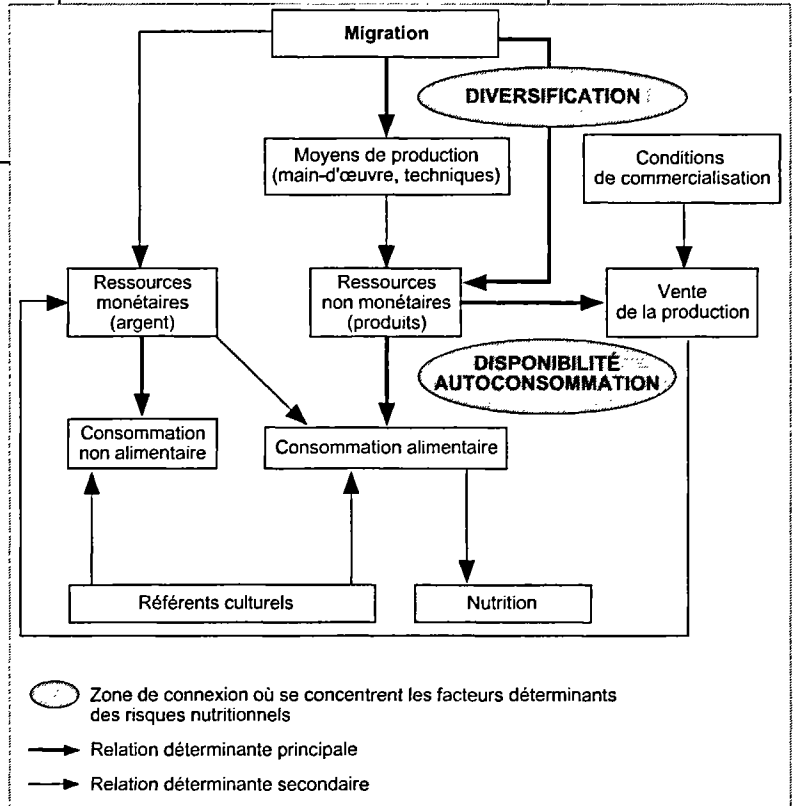


Ces considérations montrent que, pour plus d'efficacité, les prises de décision et les actions de développement engagées en milieu rural, en particulier en zone de forte émigration, exigent une fine connaissance des stratégies alimentaires paysannes guidées tout autant par des nécessités biologiques et économiques que sociales et culturelles.

Partir pour exister ?

La migration se greffe sur un tissu socioculturel qui est propre à chaque société locale. Par les contacts qu'elle crée avec « l'ailleurs », elle contribue à modifier une certaine forme d'existence, un certain système de valeurs. Elle peut également engendrer un nouveau processus d'identification. Dans la région de Cochabamba, la migration sert-elle une stratégie de reproduction d'une identité paysanne ou bien contribue-t-elle à une déstructuration socioculturelle de la paysannerie andine ?

Figure 86 –
Impact de la migration
vers le Chaparé sur
le système alimentaire
paysan.



Plutôt que de parler de déstructuration, il semble plus pertinent de faire référence à une oscillation entre deux dynamiques contraires : permanence et rupture. Cette coexistence dialectique, comme le suggère X. Izko (1986), est le moteur de nouveaux comportements. C'est dans les rapports des individus avec leur communauté d'origine, autrement dit dans les modes d'expression de leur identité communautaire, que sont apparues les formes les plus significatives de mutations socioculturelles.

Lorsqu'il entreprend une migration à l'étranger, le paysan quechua fait preuve d'un considérable potentiel d'adaptation et d'une prédisposition à l'innovation qui peuvent paraître surprenants. Pour assurer son quotidien, il multiplie des espaces lointains qu'il intègre à son mode de vie (États-Unis, Japon, Israël) tout en restant « ancré » dans son village d'origine. Le migrant passe alternativement d'un pays à l'autre, d'un monde à l'autre, tandis que sa communauté reste le lieu de référence sociale et culturelle. Non seulement il maintient des liens étroits avec ses parents restés au village, mais il cherche à préserver son

appartenance communautaire en finançant les infrastructures de son village, en payant les droits d'usage des ressources collectives, en assistant aux festivités locales, etc.

Toutefois, de nouveaux critères et facteurs de différenciation émergent. La reconnaissance sociale au sein de la communauté ne repose plus sur l'accès aux ressources (superficie des terres disponibles et taille de la famille), sur la constitution d'un capital pastoral (taille du cheptel) ou encore sur la capacité à assumer des responsabilités d'intérêt collectif (comme les charges civiles). La reconnaissance passe désormais par des dépenses ostentatoires reflétant l'ascension socio-économique.

Par ailleurs, la migration est source de conflits inter-familiaux. Certes, certaines approches anthropologiques rappellent que le conflit est inhérent à l'organisation sociale de la communauté andine où coexistent intérêts collectifs et individuels (PRATLONG, 1989; ALBO *et al.*, 1990). Le conflit inter-familial au sein de la communauté paysanne n'est donc pas, en lui-même, signe de déstructuration. Mais dans ces régions, les conflits s'inscrivent désormais dans un contexte de différenciation socio-économique fortement marquée, qui ébranle les règles traditionnelles de solidarité et d'échange.

La monétarisation croissante des économies familiales remet en question les fondements mêmes du système communautaire. Comme l'ont mis en évidence certains auteurs pour d'autres régions andines (RODAS, 1985; NELSON, 1988), l'achat du droit communautaire concernant les *faenas* d'irrigation montre à quel point le rapport entre les émigrants et le reste de la communauté est à double tranchant. Si le migrant ne veut pas créer de rupture avec sa communauté, il est obligé de modifier certaines règles communautaires.

Les mutations socioculturelles sont beaucoup moins marquées dans la communauté d'altitude où prédomine la migration vers le Chaparé. Elles apparaissent toutefois dans les pratiques festives communautaires. Par exemple, les colons qui ont une exploitation dans le Chaparé réduisent leur participation monétaire aux cérémonies collectives de leur communauté d'origine. La migration stimule également un changement des identités culturelles liées aux croyances religieuses. La pénétration de l'évangélisme, parce qu'elle suppose des interdits et une intégration de l'individualisme, remet en question la cohésion socioculturelle du groupe communautaire.

Partir pour exister, certes, mais selon de nouvelles normes. La communauté paysanne andine, sous l'effet de la migration, perdure tout en se recomposant. Elle reste lieu de référence, lieu d'identification, lieu du paraître, mais elle devient, en même temps, lieu de nouveaux enjeux, de nouveaux comportements. Cette fragmentation identitaire, qui s'exprime à l'échelle locale, favorise-t-elle, en échange, un processus d'intégration des paysanneries à la société globale? Le paysan « émerge sur la scène sociale, économique, politique comme un acteur d'une importance décisive pour n'importe quel type de gouvernement. Ces processus ont été précédés et accompagnés d'un fort mouvement migratoire » écrit J. BLANES (1983 a : 21). Certes, en franchissant les limites

du territoire régional et national, le paysan-migrant se dote d'un pouvoir d'action économique et de revendication politique. Dans le contexte international de la lutte contre la drogue, les migrations vers le Chaparé sont, à ce titre, démonstratives. Même si leurs marges de revendication restent réduites, les paysans *cocaleros* s'imposent désormais comme des acteurs de la vie économique et politique du pays.

Pourtant la « force vive paysanne » (LINCK, 1985) peut faire figure de leurre. La migration constitue un moyen d'intégration, mais toujours sélectif. La capacité des populations à développer des stratégies de mobilité, parce qu'elles doivent trouver des alternatives viables à leur devenir, ne peut servir d'alibi à des politiques de l'indifférence, laissant agir seul le principe créatif d'un état de crise. Les gouvernements et les détenteurs du pouvoir, au-delà d'une certaine prise de conscience, sous-estiment la dynamique migratoire en la considérant comme ponctuelle et contrôlable. Or, dans cette région de Bolivie, la migration l'emporte sur toute conjoncture. Elle est structurelle des économies paysannes et constitue une option permanente, toujours disponible, face aux défaillances d'un système. Les politiques restrictives de la migration ne peuvent atteindre leurs objectifs si, parallèlement, elles ne s'accompagnent pas de véritables actions de développement économique et social. Car la migration reste avant tout une conséquence de l'inefficacité, pour ne pas dire de l'absence, d'une politique agricole permettant d'atteindre une réelle sécurité alimentaire à l'échelle nationale.

Peut-on espérer un changement ? Au cours des années quatre-vingt-dix, l'exclusion des paysans de la vie économique et sociale du pays se poursuit inexorablement. L'opposition entre une agriculture à grande échelle vouée à l'exportation dans les plaines de l'Orient et une agriculture paysanne traditionnelle andine, qui résiste tant bien que mal, n'est pas près de se résorber. Les politiques gouvernementales, loin de miser sur le développement de l'agriculture paysanne (qui, faut-il le rappeler, fournit 70 % de la production interne du pays), continuent d'encourager le développement d'un agrocapitalisme, quel que soit le prix à payer. Qui plus est, on est en droit de s'interroger sur les effets de la nouvelle loi de l'Institut national de réforme agraire (Inra) d'octobre 1996 qui, par le biais d'une série de mesures modifiant l'ancienne législation de 1953 (redéfinition des régimes de la terre, mise en place d'un cadastre et d'un impôt foncier, nouvelles normes de distribution de la terre...) prétend « améliorer l'accès à la terre, alléger la pauvreté rurale et créer des bases pour un développement durable » (ZOOMERS, 1998 : 455). Or, fidèle aux principes néolibéraux en vigueur dans les sphères économiques internationales (réforme encouragée et appuyée par la Banque mondiale), la loi permet surtout aux investisseurs privés d'acheter librement la terre en Bolivie. Certes, la loi reconnaît le caractère inaliénable de certains biens fonciers de type communautaire. Mais il est fort peu probable que la réforme profite aux paysanneries traditionnelles des régions d'altitude qui sont les plus touchées par la pauvreté : « La loi Inra contribuera au creusement de la brèche sociale qui existe déjà ; la privation des terres dans l'Orient ouvrira de nouvelles opportunités à ceux qui ont un capital suffisant [...].

« Depuis l'invasion espagnole, l'histoire semble se répéter inlassablement ; quelle que soit sa nature, [...] l'État ne semble avoir de cesse que de détruire, tantôt brutalement, tantôt insidieusement, sa paysannerie. »
(FRANQUEVILLE, 1998 : 55).

mais ne changera pas grand-chose pour les paysans des régions traditionnelles de *minifundios*. » (ZOOMERS, *op. cit.* : 470)

Quel sera, dans les prochaines années, le sort de plus de trois millions de paysans qui peuplent le pays ? Si l'émigration est une réponse possible, elle ne peut être envisagée comme une solution durable au devenir incertain des sociétés paysannes, encore moins comme une solution admissible par les détenteurs des pouvoirs pour satisfaire les besoins d'une économie « modernisante ». À moins d'en accepter les conséquences : la possible disparition, à plus ou moins long terme, d'une autre forme d'existence, de culture, de croyance, de façon de penser, bref d'une alternative au modèle de développement dominant.

Conduire un groupe social à s'adapter, à s'intégrer coûte que coûte lorsque sa survie est en jeu, en le marginalisant des centres d'intérêts collectifs ou en l'écartant des politiques nationales, c'est nier un droit essentiel, celui de s'intégrer tout en conservant sa propre autonomie.

« La migration, fruit d'une stratégie individuelle et collective, liée en partie au développement inégal, continue de prévaloir dans nombre de sociétés rurales comme solution à leurs problèmes. Mais jusqu'à quand ? »

(PILOU ET PONTIE, 1991 : 124).

Épilogue

L'histoire des paysans-migrants, là-bas, continue. Dans cette partie du monde, les femmes sont sans hommes. Comme ailleurs peut-être. Mais de celles-là il s'agit, de celles-là qui restent au village tandis que l'homme part. Ailleurs, loin ou plus près, longtemps parfois. Les hommes partent, quittent leur lopin de terre trop petit pour en vivre, quittent leurs femmes qui doivent rester pour labourer, quittent leurs enfants qui veulent grandir. On part parce que dans cette partie du monde – comme ailleurs peut-être – rester au village veut dire ne pas vivre. La survie est ailleurs. Et il faut aller la chercher. Reste la vie de ces femmes qui attendent.

Dans la lumière basse d'un crépuscule palissant, je marche sur le chemin qui me ramène vers le « monde du bas ». Une femme se tient assise sur le bord du chemin, une vieille femme vêtue de noir. Je m'arrête et la salue de mes quelques mots de quechua. Elle lève un regard mouillé de larmes, sur un visage rongé de rides, suppliant et silencieux, en me montrant du doigt un coin de ciel. Je regarde et ne vois que la traînée de lumière d'un soleil déclinant qui me dit d'accélérer le pas. La nuit est proche. Elle se tient là, le doigt pointé, obstinément et, dans une bouffée de larmes qui déforme son visage, elle se met brusquement à chanter une complainte en quechua. Le chant écorché de sanglots s'adresse au ciel. Je m'assois discrètement à son côté tout en gardant le silence. En l'écoutant, je regarde le ciel, mais ne vois rien. La plainte cesse et la vieille femme se tourne vers moi en souriant timidement. Elle me montre à nouveau ce coin du ciel : « Mon fils est là-bas. Il m'a laissée toute seule ici... toute seule. » Silence. « Qui va m'aider pour les pommes de terres ?... Il l'ont ensorcelé là-bas dans le Chaparé parce qu'il vendait de la coca et il est mort. »

J'ai froid. Et d'ailleurs, il fait nuit. Je pars en laissant derrière moi la vieille femme et sa complainte qui recommence, elle et son histoire dont je ne connais qu'une bribes, elle et son destin humiliant pour celui qui ne fait que passer.

C'est sur la pointe des pieds que je suis entrée, plus d'un an durant, dans le monde si étrange du paysan bolivien. Se faire toute petite au début, écouter, regarder. Et puis, de lendemain en lendemain, les choses deviennent plus familières, moins déroutantes. On devient témoin et parfois confidente. On partage des vies, on bâtit des amitiés. On se met alors à comprendre pourquoi, quand un enfant est malade, la mère se retire seule au crépuscule et part exorciser le mal en appelant l'esprit de son fils fiévreux. Pourquoi les paysans rasent la tête de leurs enfants à l'âge d'un an et brûlent les mèches de cheveux pour éloigner le gel. Pourquoi on enterre de la nourriture. Pourquoi on meurt du choléra.

Et lorsqu'au crépuscule, on redescend dans la vallée et que l'on regagne l'autre monde, celui des citadins, des métis, de la modernité encore hésitante, les images d'un jour parmi bien d'autres défilent encore : le plateau ocre écrasé d'un soleil froid, l'Indien et ses croyances, ses peurs, ses espoirs. C'est seulement une fois partie, chiffres, graphiques et courbes sous le bras, que l'aventure du vécu revient à la mémoire et se suspend dans un coin de l'âme, définitivement.

« Je ne sais pas ce que tu feras de tout ça, de toutes ces questions que tu nous as posées. Moi, je vais bientôt terminer ma vie et j'irai là-haut avant toi. Mais tu me suivras plus tard. Alors si tu me croises là-haut, n'oublie pas de me saluer » m'a dit un ami paysan en guise d'au revoir.

Montpellier, mai 1993.

Ce jour est inédit. Après quatre ans d'absence, retour sur la terre ocre. Le village est désert. Rien n'a changé.

La porte grince, j'entre dans la cour de Orlando S., migrant aux États-Unis, lui et ses fils. Tout est là, intact : la luzerne dans un coin de la cour, le maïs étalé sous un soleil de plomb, la *jarra* de *chicha* laissée sur la table à moitié vide... Rien n'a changé. Le souvenir me submerge.

Alicia S., une de ces femmes qui reste seule, n'est pas là. Ses filles m'ont reconnue et m'accueillent sans surprise, simplement, comme si j'étais partie hier. L'une se précipite et me tend un verre de *chicha*, tradition oblige. Le goût est âpre, presque écœurant. Le dialogue est difficile, timide, entrecoupé de silences gênés. Pourquoi suis-je là, me demandent-elles... Pour rien, pour leur rendre visite. Elles y croient à moitié, esquissant un sourire. Orlando est reparti aux États-Unis, me dit-elle. La fille aînée, elle, prépare un départ imminent pour Israël. On passe en revue la famille, les champs, l'école, les voisins, la fête du village... Et Waldo, le grand frère ? Où est-il ? Toujours à Miami ?

La fille aînée, d'un geste ferme, me tend un autre verre. « Un jour, il est revenu. Des cadeaux pleins les bras, maigre et fatigué. Il a donné 500 dollars à mes parents, ses dernières économies. Pour payer les études de ma petite sœur Teresa, il nous a dit. Il était malade. Une maladie qu'ils appellent le sida. Il est mort deux mois plus tard. »

Waldo n'est plus, happé par l'exil. Teresa, quant à elle, va à l'école.

Sur la terre ocre, rien n'a changé. Ou presque.

Montpellier, janvier 1998.

Bibliographie

ABEGGLEN J., BELMONTE J., MANTILLA J., 1987 – *Diferenciación de la pobreza y campesinado*. Unicef, 163 p.

ACUNA M. D., 1982 – Estrategias de sobrevivencia y mercado de trabajo agrícola (Chili). *Boletín de estudios agrarios*, 9 : 17-33.

AGUILO F., 1988 – « Movilidad espacial y movilidad social generadas por el narcotráfico ». In : *Efectos del narcotráfico*, La Paz, Taller de Política Social de Ildis : 53-81.

AGUILO J. A., 1987 a – Campesino, coca y agricultura. *Debate agrario*, 10 : 7-30.

AGUILO J. A., 1987 b – *El complejo coca-cocaina*. La Paz, Ildis, 174 p.

ALBERTI G., MAYER E., 1974 – *Reciprocidad e intercambio en los Andes peruanos*. Lima, Instituto de estudios peruanos, coll. Perú problema, 360 p.

ALBO J., 1987 – Culturas y cosmovisión andina. Centro de estudios teológicos de la Amazonia, Lima, *Shupihui*, 41 : 9-28.

ALBO J., BERNADAS J., 1990 – *La cara india y campesina de nuestra historia*. La Paz, Potosí, coll. Artes gráficas, 235 p.

ALBO J., GREAVES T., SANDOVAL G., 1983 – *Chuquiawu : la cara aymara de La Paz*. La Paz, Cipca, 147 p.

ALBO J., LIBERMANN K., GODINEZ A., PIFARRE F., 1990 – *Para comprender las culturas rurales en Bolivia*. La Paz, MEC/Cipca/Unicef, 298 p.

ALBO J., PLATT T., NECKER L., 1982 – *De l'empreinte à l'emprise : identités andines et logiques paysannes*. Paris, PUF, 106 p.

ALFARO R., 1981 – *Movilidad espacial de la fuerza de trabajo en el Valle Alto : 1971-1979*. Rapport Ceres, Cochabamba, 28 p.

ALTAMIRANO T., 1985 – *Migración de retorno en los Andes*. Lima, Pispal/Inandep, coll. Cuadernos de investigación del Inandep, 44 p.

ALTAMIRANO T., 1992 – « Migración y estrategias de supervivencia de origen rural entre los campesinos de la ciudad ». In Kingman Garcés E. (éd.) : *Ciudades de los Andes. Visión histórica y contemporánea*, Quito, Ifea/Ciudad : 389-425.

AMIN S., 1976 – *L'impérialisme et le développement*. Paris, Éd. de Minuit, 195 p.

ANDERSON B., 1981 – *Importancia de la migración temporal desde áreas rurales a las ciudades argentinas : un estudio de caso sobre el Valle de Cochabamba, Bolivia y Buenos-Aires*. La Paz, Cedes/Ceres, 76 p.

ANDERSON B., DANDLER J., 1983 – *Spatial mobility and peasant economy in Bolivia : the case of Cochabamba valley*. La Paz, Ceres, 32 p.

ARAMAYO A., 1991 – *Estudio de caso de productos agropecuarios potencialmente transformables en el área del proyecto múltiple de Laka Laka. El caso del durazno*. Rapport Cidre, Cochabamba, 35 p.

ARAMBURÚ C. E., 1986 – « La migración como estrategia del campesinado altiplánico ». In : *Se fue a volver*, Seminario sobre migraciones temporales en América latina, México, Pispal/Ciudad/Cenep : 111-137.

ARAUJO R., 1991 – « Réseaux migratoires et groupes locaux sur la transamazonnienne (Brésil) ». In : *Migrations, changements sociaux et développement*, 3^e Journée démographique, Paris, 20-22 sept. 1988, Orstom coll. Colloques et Séminaires : 261-276.

ARCE L., 1991 – Agropecuario en Cochabamba. *Debate agrario*, 159 p.

ARDAYA G., 1978 – *Las migraciones bolivianas hacia la ciudad de Buenos Aires, Argentina*. Tesis de maestría, Facultad Latinoamericana de Ciencias Sociales, Buenos Aires, 186 p.

ARGUELLO O., 1981 – Estrategias de sobrevivencia : un concepto en busca de su contenido. *Demografía y economía*, 15 (2) : 5-51.

ARIZPE L., 1983 – El éxodo rural en México y su relación con la migración a Estados Unidos. *Estudios sociológicos*, 1 (1), 25 p.

ARTEAGA HAYASHIDA F., 1986 – « Importancia de la pequeña producción y mercado dentro de la seguridad alimentaria ». In : *Alimentos para todos. Propuestas para un sistema de seguridad alimentaria en Bolivia*, Unicef : 351-393.

AUBRÉE M., 1991 – La pénétration du protestantisme évangéliste en Amérique latine. *Tiers monde*, 32 (126) : 439-449.

AVERANGA S., 1974 – *Aspectos generales de la emigración boliviana*. La Paz, La Juventud, 172 p.

BALAN J., 1982 (éd.) – Poblaciones en movimiento. Una perspectiva comparada de la dinámica de la migración interna. Buenos Aires, Unesco, 371 p.

BALAN J., BROWNING H. L., JELIN E., LITZER L., 1969 – A computerized approach to the processing and analysis of life histories obtained in sample surveys. *Behavioral science*, 14 : 105-120.

BALAN J., 1985 – *Migraciones internacionales en el Cono Sur*. CIM, Georgetown University, Center for Immigration Policy and Refugee Assistance, 76 p.

BALAN J., 1990 – La economía doméstica y las diferencias entre los sexos en las migraciones internacionales : un estudio sobre el caso de los bolivianos en la Argentina. *Estudios migratorios latinoamericanos*, 15-16 : 269-293.

BARBARY O., DUREAU F., 1993 – Des citadins en mouvements. Analyses des pratiques résidentielles à Quito. *Cah. Sc. hum.*, 29 (2-3) : 395-418.

BARCELO R., 1983 – Changements techniques et paupérisation dans les campagnes. Dix ans d'agriculture en Amérique latine. *Amérique latine*, 14 : 14-20.

BARNES DE MARSCHALL K., TORRICO A., 1973 – *Cambios socio-económicos en el Valle Alto de Cochabamba desde 1952*. La Paz, Land Tenure Center, 31 p.

BASSET T. J., 1991 – « Migration et féminisation de l'agriculture dans le nord de la Côte-d'Ivoire ». In : *Les spectres de Malthus. Déséquilibres alimentaires, déséquilibres démographiques*, Paris, Edi/Orstom/Ceped : 219-245.

BENGOA J. M., TORUN B., BEHAR M., SCRIMSHAW N., 1988 – Metas nutricionales y guías de alimentación para América latina. Bases para su desarrollo. *Archivos latinoamericanos de nutrición*, 38 (3) : 12-32.

BERNARD A. J. M., SALLES P., THOUVENOT C., 1980 – Consommation alimentaire : une orientation interdisciplinaire. *Annales de géographie*, 493 : 258-271.

BETELLE R., 1981 – Une nouvelle approche géographique des faits migratoires : champs, relations, espaces relationnels. *Espace géographique*, 10 (3) : 188-197.

BEY M., 1994 – *Le meilleur héritage. Stratégies paysannes dans une vallée andine du Pérou*. Paris, Orstom, coll. À travers champs, 203 p.

BLANES J., 1983 a – « Bolivia : consecuencias de los movimientos migratorios en el ámbito rural ». In : *Congreso latinoamericano de población y de desarrollo*, México, 8-10 nov., La Paz, Ceres : 11-39.

BLANES J., 1983 b – *De los valles al Chaparé : estrategias familiares en un contexto de cambios*. La Paz, Ceres, 236 p.

BLANES J., 1984 – « Movilidad espacial en Bolivia : reflexiones sobre su carácter temporal ». In : *Seminario sobre migraciones temporarias en América latina*, Quito, 26-30 nov., 35 p.

BLANES J., 1985 – « Migraciones, colonización y narcotráfico en Bolivia. Requiem para la inserción de la Amazonia en la economía nacional ». In : *Problemas amazónicos*, seminario Ceres, Lima, 27-30 mai, La Paz, Ceres : 11-34.

BLANES J., FLORES G., 1983 – *Campesino migrante y colonizador. Reproducción de la economía familiar en el Chaparé Tropical*. La Paz, Ceres, coll. Estudios regionales, 350 p.

BLANES J., FLORES G., 1984 – *Dónde va el Chaparé ? Cochabamba*, Ceres, 62 p.

BODY-GENDROT S., 1991 – *Les États-Unis et leurs immigrants. Des modes d'insertion variés*. Paris, la Documentation française, 155 p.

- BOHRT P. J., 1985 – Crisis agraria y crisis nacional : el caso de la Bolivia. *Land revista interamericana de planificación*, 19 (74), 23 p.
- BOUYSSÉ-CASSAGNE T., 1978 – « L'espace aymara : urco et uma ». In : *Anthropologie historique des sociétés andines*, n° spécial de *Annales (Paris)*, 5-6 : 1057-1080.
- BOUYSSÉ-CASSAGNE T., 1987 – *La identidad aymara. Aproximación histórica (Siglo xv, Siglo xvi)*. La Paz, Hisbol, 443 p.
- BRACKELAIRE V., 1988 – Le développement en Bolivie : entre la coca et la cocaïne. *Echos du Cota*, 41 (4) : 14-21.
- BRACKELAIRE V., 1992 – Coca, développement et coopération internationale en Bolivie. *Tiers monde*, 131 : 673-691.
- BREA A. J., 1991 – Migration and circulation in Ecuador. *Tijdschrift voor economische en sociale Geografie*, 82 (3) : 206-219.
- BROUGÈRE A. M., 1984 – Stratégies d'échanges et relations de marché : le cas de Sibayo. *Bulletin de l'Institut français d'études andines*, 13 (1-2) : 63-79.
- BROUGÈRE A. M., 1988 – « Transformaciones sociales y movilidad de las poblaciones en una comunidad del Nor-Yauyos (Peru) ». In : *Políticas agrarias y estrategias campesinas en la cuenca del Cañete*, Lima, Unal/fea : 133-158.
- BROUGÈRE A. M., 1992 – *Y por qué no quedarse en Laraos. Migración y retorno en una comunidad altoandina*. Lima, Ifea/Inandep, 202 p.
- BRUNSWING G., 1988 – « Sistemas de producción de laderas de altura ». In : *Políticas agrarias y estrategias campesinas en la cuenca del Cañete*, Lima, Unal/fea : 27-52.
- BRUSCH S. B., 1976 – Man's Use of an Andean Ecosystem. *Human ecology*, 4 : 147-166.
- CALDERON F., 1984 – *Urbanización y etnicidad. El caso de la Paz*. La Paz, Ceres, 196 p.
- CALDERON F., DANDLER J. (éd.), 1986 – *Bolivia : la fuerza histórica del campesino*. La Paz, Unsríd/Ceres, 632 p.
- CALDERON F., RIVERA A., 1984 – *La cancha. Una gran feria campesina en la ciudad de Cochabamba*. Cochabamba, Ceres, 207 p.
- CALVO E., 1983 – Des pratiques alimentaires. *Économie rurale*, 154 : 44-48.
- CALVO E., 1992 – Sciences sociales, alimentation et développement : images, métaphores et apories. *Tiers monde*, 33 (132) : 727-742.
- CARO D., RIORDAN J., CABLES M., 1992 – *Encuesta de hogares rurales de Cochabamba : resultados preliminares*. Usaid-Bolivia/OWD/Aid, 15 p.
- CARRASCO H. M., 1986 – « Migración temporal en la sierra : una estrategia de recampesinización ». In : *Se Fue a Volver*, Seminario sobre Migraciones temporales en América latina, México, Pispal/Ciudad/Cenep : 151-184.

- CARTER W. E., MAMANI M., 1986 – *Coca en Bolivia*. La Paz, la Juventud, 530 p.
- CASANOVAS R., PABON S., 1980 – *La situación socio-económica del trabajador temporal en la cosecha de algodón*. La Paz, Doc. Ministerio de trabajo y desarrollo laboral/OIT/Unfpa, 36 p.
- CASANOVAS R., PABON S., 1983 – *Los trabajadores por cuenta propia en la ciudad de Cochabamba : propuesta presentada al programa de investigaciones sobre población en América latina*. La Paz, Pispal/Ceres, 86 p.
- CASTELLU J. M., BACA TUPAYACHI E., 1994 – Le marché dans les économies paysannes. *Cah. Sc. hum.*, 30 (1-2), Paris : 157-178.
- CEDIB, 1989 – *Coca-Cocaína*. N° spécial de *Revista INEDER*, 73 p.
- CELTON D. E., 1995 – Plus d'un siècle d'immigration internationale en Argentine. *Revue européenne des migrations internationales*, 11 (2) : 145-165.
- CHAVEZ A., 1995 – Migración de retorno y modernización. *Debate Agrario*, 21 : 459-484.
- CHAYANOV A. V., 1966 – *The theory of Peasant economy*. Illinois, the American economic association, 352 p.
- CHAYANOV A. V., 1990 – *L'organisation de la société paysanne*. Paris, Librairie du Regard, 344 p.
- CHONCHOL J., 1984 a – La revalorisation de l'espace rural : un axe fondamental pour le développement de l'Amérique latine. *Amérique latine*, 17 : 3-13.
- CHONCHOL J., 1984 b – La pénétration du système alimentaire mondial dans les pays du Tiers Monde. *Problèmes économiques*, 1874 : 3-8.
- CHONCHOL J., 1984 c – Pour une stratégie alimentaire centrée sur les paysans. *Amérique latine*, 19 : 41-50.
- CHONCHOL J., 1991 – « Modernisation agricole et stratégies paysannes en Amérique latine ». In Baudot G. (éd.) : *L'Amérique latine en mouvement. 25 ans de bouleversements, 1963-1988*, actes du colloque international, Toulouse, 22-24 nov. 1988. N° spécial de *Caravelle* : 61-75.
- CHOURAK M., 1990 – Le Japon entrouvre ses portes. *Hommes et migrations*, 1135 : 39-42.
- CHOURAK M., 1992 – Japon : vers une nouvelle approche de l'émigration. *Hommes et migrations*, 1158 : 45-48.
- CID (Centro de información para el desarrollo), 1994 – *Bolivia. Anuario Estadístico del sector rural*. La Paz, Grupo DRU, 331 p.
- CIDRE (Centro de información y de documentación para el desarrollo regional), 1988 – *Estudio y planificación del desarrollo del trópico*. Rapport interne, 85 p.
- CIDRE/USAID, 1992 – *Impactos de los proyectos de desarrollo alternativo en el departamento de Cochabamba*. Rapport interne, 67 p.

CLAWSON P., RENSSELAER W.L., 1996 – *The Andean cocaine industry*. New York, St Martin's Press, 276 p.

CLARK S. R., 1973 – *Reforma agraria y integración campesina en la economía campesina*. Universidad de Wisconsin, coll. Estudios andinos, 18 p.

COTLEAR D., 1989 – *Desarrollo campesino en los Andes*. Lima, IEP, 325 p.

COURADE G., 1992 – Le fait alimentaire, territoire à conquérir de la géographie. *Tiers monde*, 33 (132) : 743-762.

COURADE G., KERMEL-TORRES D., ROCA P. J., 1987 – « Réflexion sur le concept de stratégie alimentaire : les acteurs nationaux et internationaux face aux risques ». In : *Terres, comptoirs et silos. Des systèmes de production aux politiques alimentaires*, Paris, Orstom, coll. Colloques et Séminaires : 15-32.

COURADE G., PELTRE-WURTZ J. (éd.), 1991 – *La sécurité alimentaire à l'heure du néo-libéralisme*, n° spécial de *Cah. Sc. hum.*, 27 (1-2), 292 p.

COURGEAU D., 1984 – Relations entre cycles de vie et migrations. *Population*, 3 : 483-512.

CRETON F., 1976 – Working and living conditions of migrants workers in South American. *International labour review*, 114 (3) : 16-29.

DANDLER J., 1984 – El desarrollo de la agricultura, políticas estatales y el proceso de acumulación en Bolivia. *Estudios rurales latinoamericanos*, 7 (2) : 81-149.

DANDLER J., 1986 – « Campesinado y reforma agraria en Cochabamba (1952-53) : dinámica de un movimiento campesino en Bolivia ». In : *Bolivia, la fuerza histórica del campesinado*, La Paz, Unsrud/Ceres : 205-243.

DANDLER J., ANDERSON B., LEON R., SAGE C., TORRICO J., 1982 – Economía campesina en los valles y serranías de Cochabamba : procesos de diversificación y trabajo. Cochabamba, Ceres, 133 p.

DANDLER J., MEDEIROS C., 1985 – *Migración temporal de Cochabamba a la Argentina*. Cochabamba, Ceres, 70 p.

DANDLER J., MUNOZ J., 1987 – La problemática agroalimentaria en Bolivia. *Estudios rurales latinoamericanos*, 10 (3) : 313-326.

DANDLER J., BLANES J., PRUDENCIO J., MUNOZ J. A., 1987 – *El sistema agroalimentario en Bolivia*. Doc. Ceres, 210 p.

DASGUPTA B., 1982 – « La migración rural-urbana y el desarrollo rural ». In Balan J., (éd.) : *Poblaciones en movimiento. Una perspectiva comparada de la dinámica de migración internacional*, Unesco, 18 p.

DAZA G., 1986 – « Aprovechamiento biológico de los alimentos en Bolivia ». In : *Alimentos para todos : propuestas par un sistema de seguridad alimentaria en Bolivia*, La Paz, Unicef : 579-611.

DEHEZA G.D., 1991 – *Estudio socio-económico del área del proyecto Laka Laka*. Cochabamba, Cidre, 243 p.

- DELAINE B., 1979 – *Community in Chapare*. La Paz, Ceres, 36 p.
- DELAUNAY D., 1991 – « Les migrations dans l'espace démographique équatorien ». In : *Migrations, changements sociaux et développements*, Paris, Orstom, coll. Colloques et Séminaires : 145-159.
- DELEIGNE O., 1994 – *Étude sur les migrations dans la sierra équatorienne. Type, raisons, stratégies et perception du phénomène (L'exemple de la région de Bolívar)*. Maîtrise en géographie tropicale, univ. Bordeaux III, 134 p.
- DELGADO L., 1991 – *Production alimentaire et reproduction sociale. L'alimentation dans le processus de transition des communautés paysannes péruviennes*. Thèse doct. de sociologie, IEDES, univ. Paris I, 354 p.
- DELPEUCH B., 1992 – *L'enjeu alimentaire Nord-Sud*. Paris, Syros/Alternatives, 144 p.
- DELTHEIL BELLOUR M., 1980 – *L'occupation de l'Est bolivien : son impact sur la société nationale*. Mémoire de DEA, Toulouse, 187 p.
- DEMELAS D., 1980 – *Nationalisme sans nation : la Bolivie aux XIX^e et XX^e siècles*. Toulouse, CNRS, 227 p.
- Departamento nacional de nutrición (DNN), 1967 – *Resultados de las encuestas nutricionales realizadas en Santiago de Llallagua (región del Altiplano) y San Benito (región del Valle)*. La Paz, Ministerio de salud pública, 75 p.
- Departamento nacional de nutrición (DNN), 1981 – *Hábitos alimentarios y algunos patrones culturales frente a la alimentación complementaria, lactancia materna, diarrea y bocio. Áreas rurales de Bolivia*. La Paz, Dirección de planeamiento social, 56 p.
- DESJARDINS A. 1987 – Coca in, Coca out in Bolivia. *Cahiers des Amériques latines*, 6 : 13-31.
- DOIG RODRIGUEZ E., 1994 – *Entre el campo y la ciudad : estrategias migratorias frente a la crisis*. Lima, Centro de estudios para el desarrollo y la participación, 147 p.
- DOLLFUS O., 1981 – Des paysanneries minoritaires. *Études rurales*, 81-82 : 7-24.
- DOLLFUS O., 1981 – *El reto del espacio andino*. Lima, IEP, 141 p.
- DOMENACH H., PICOUE M., 1987 – Le caractère de réversibilité dans l'étude de la migration. *Population*, 3 : 469-484.
- DREYON J. J., TRECHE S., 1976 – Développement du capitalisme agricole en Bolivie. *Tiers monde*, 67 : 699-720.
- DUPONT V., DUREAU F., 1994 – Rôle des mobilités circulaires dans les dynamiques urbaines. Illustration à partir de l'Équateur et de l'Inde. *Tiers monde*, 35 (140) : 801-829.
- DUPONT V., GUILMOTO C. Z., 1993 – Mobilités spatiales et urbanisation. *Cah. Sc. hum*, 29, (2-3) : 279-296.

EASWOOD D. A., POLLARD H. J., 1987 – Lowland colonisation and coca control in Bolivia. *Singapore journal of tropical geography*, 36 : 15-25.

ERESUE M., GASTELLU J. M., MALPARTIDA E., POUPON H., 1990 – *Agricultura andina : unidad y sistema de producción*. Lima, Horizonte, 499 p.

ESTELLANO W., 1988 – Bolivia : hacia una segunda reforma agraria. *Nueva sociedad*, 93 : 39-50.

FARRELL G., PACHANO S., CARRASCO H., 1988 – *Caminantes y retornos*. Quito, IEE, 141 p.

FIELOUX M., 1985 – « Développement, émigration masculine et travail féminin. Le cas des femmes Toucouleur de la région de Damga (Sénégal) ». In : *Femmes et politiques alimentaires*, actes du séminaire international La place des femmes dans l'autosuffisance et les stratégies alimentaires, 14-18 janvier 1985, Orstom, coll. Colloques et Séminaires : 328-344.

FIGUEROA A., 1981 – *La economía campesina en la sierra del Perú*. Lima, PUC, 268 p.

FIORAVANTI-MOLINIÉ A., 1975 – Contribution à l'étude des sociétés étagées des Andes : la vallée de Yucay (Pérou). *Études rurales*, 57 : 35-59.

FIORAVANTI-MOLINIÉ A., 1978 – La communauté aujourd'hui. *Annales (Paris)*, 5-6 : 182-195.

FIORAVANTI-MOLINIÉ A., 1981 – Variation sur un vieux thème andin : l'idéal vertical. *Études rurales*, 81-82 : 89-107.

FLORES G., 1986 – « Estado, políticas agrarias y luchas campesinas : revisión de una década en Bolivia ». In : *Bolivia, fuerza histórica del campesinado*, La Paz, Unsríd/Ceres : 443-543.

FONSECA C., MAYER E., 1988 – *Comunidad y producción en la agricultura andina*. Lima, Éd. Fomciencias, 212 p.

FONSECA G., 1992 – Économie de la drogue : taille, caractéristiques et impacts économiques. *Tiers monde*, 131 : 489-515.

FOUCHER L. M., 1972 – *Le panorama démographique de l'Argentine*. Doc. univ. Buenos Aires, 36 p.

FOUCHER L. M., 1987 – Argentine : les migrations des pays limitrophes. *Tiers monde*, 18 (69) : 136-148.

FRANQUEVILLE A., 1987 a – *Une Afrique entre le village et la ville. Les migrations dans le Sud-Cameroun*. Paris, Orstom, coll. Mémoires, 646 p.

FRANQUEVILLE A., 1987 b – « Les stratégies alimentaires des acteurs locaux en Afrique et leurs conséquences sur la nutrition ». In : *Terres, comptoirs et silos : des systèmes de production aux politiques alimentaires*, Paris, Orstom, série Colloques et Séminaires : 173-233.

FRANQUEVILLE A., 1988 – « El consumo alimentario en Bolivia : elementos para una geografía de la alimentación ». In : *Apuntes sobre el problema alimentario en Bolivia*, La Paz, rapport Inan/Orstom : 11-29.

FRANQUEVILLE A., 1995 – « L'espace andin préhispanique ». In Claval P. (éd.) : *Ethnogéographies*, Paris, l'Harmattan, coll. Géographie et Cultures : 77-92.

FRANQUEVILLE A., 1997 – *La Bolivie. D'un pillage à l'autre*. Version provisoire d'un ouvrage à paraître en 2000, Presses universitaires du Mirail/IRD, coll. Hespérides, 297 p.

FRANQUEVILLE A., 1998 – Les paysans boliviens toujours menacés. *Agricultures* (Montrouge), 7 : 55-62.

FRANQUEVILLE A., AGUILAR G., 1988 – *El Alto de La Paz : migraciones y estrategias alimentarias en Bolivia*. La Paz, Orstom, 155 p.

FRANQUEVILLE A., ALURRALDE R., 1988 – *El concepto de seguridad alimentaria y la realidad boliviana*. Informe n° 13 Inan/Orstom, La Paz : 95-105.

FRANQUEVILLE A., LAURE J., 1988 – Malnutrition et politique agro-alimentaire en Bolivie. *Cah. Sc. hum.*, 24 (2) : 199-211.

FRANQUEVILLE A., PRUDENCIO J., 1988 – *Seguridad o dependencia? Las importaciones en el sistema alimentario boliviano*. Informes n° 13 Inan/Orstom, La Paz : 57-87.

FRANQUEVILLE A., LEON R., LA VEGA C., AGUERRE M., 1992 – *El consumo alimentario en Bolivia*. Cochabamba, IDRC/Ceres/Orstom, 222 p.

FRANQUEVILLE A., VILLEGAS R., 1992 – La consommation alimentaire dans les Andes de Bolivie : pratiques et représentations. *Tiers monde*, 33 (132) : 849-859.

GASTELLU J. M., Tupayachi E. B., 1994 – Le marché dans les économies paysannes. *Cah. Sci. hum.*, 30 (1-2) : 157-178.

Golte., 1987 – *La racionalidad de la organización andina*. Lima, Instituto de estudios peruanos, coll. Minima, 124 p.

GONZALES DE OLARTE E., 1986 – *Economía de la comunidad campesina*. Lima, Instituto de estudios peruanos, 260 p.

GORDILLO J. M., 1988 – « El origen histórico del campesino en la región de Cochabamba ». In : *Estructura económica regional y economía campesina*. Memoria de seminario, Cochabamba : 6-12.

GREEN R., 1986 – Modes de consommation et échanges alimentaires en Amérique latine. *Problèmes d'Amérique latine*, 81 : 41-64.

GURRIERI J., 1991 – *Las migraciones desde los países limítrofes en Argentina*. Buenos Aires, OIM/OEA, coll. Curso interamericano sobre migraciones internacionales, 33 p.

GUTIERREZ H., HERAN F., 1981 – Bolivie : graves problèmes socio-démographiques. *Problèmes d'Amérique latine*, 62 : 21-37.

HAERINGER P., 1968 – L'étude des migrations par la biographie. *Cah. Sci. hum.*, 5 (2) : 3-22.

HARDINGHAUS N. H., 1989 – Droga y crecimiento económico : el narcotráfico en las cuentas nacionales. *Nueva sociedad*, 102 : 94-172.

HARRIS O., 1978 – El parentesco y la economía vertical en el ayllu Laymi (Norte Potosí). *Avances - Centro boliviano de estudios históricos y sociales*, 1 : 51-64.

HARRIS J., TODARO M. P., 1970 – Migration, unemployment and development : a two sector analysis. *The American economic review*, March : 35-58.

HATCH J. K., 1981 – *Nuestros conocimientos : prácticas agropecuarias tradicionales en Bolivia. II- Región de los valles templados*. La Paz, Maca/AID/RDS, 450 p.

HAVET J., 1984 – Formes directes et indirectes de domination paysanne : une étude de cas bolivienne. *Canadian journal of Latin American and Caribbean studies*, 7 (14) : 35-56.

HEALY K., 1988 – Coca, the state and the peasantry in Bolivia : 1982-1988. *Journal of interamerican studies and world affairs*. 30 (2-3) : 105-126.

HEINIG K., 1982 – Principales enfoques sobre la economía campesina. *Revista de la CEPAL*, Avril : 115-142.

HUMAN RIGHTS WATCH/AMERICAS, 1996 – *Bolivia under pressure. Human rights violations and coca eradication*, 8 (4), 36 p.

INDEC (Instituto nacional de estadísticas y censos), 1997 – *La migración internacional en la Argentina : sus características e impacto*. Buenos Aires, Indec, coll. Estudios, 47 p.

INE (Instituto nacional de estadísticas), 1992 – *Impacto de la hoja de coca y sus derivados en la economía boliviana*. La Paz, Departamento de cuentas nacionales, 26 p.

INE (Instituto nacional de estadísticas), 1993 a – *Censo 1992 : resultados finales, Cochabamba*. La Paz, Ministerio de planeamiento y coordinación, Instituto nacional de estadística, 210 p.

INE (Instituto nacional de estadísticas), 1993 b – *Censo Nacional de Población y Vivienda, 1992. Resultados finales*. La Paz, Ministerio de planeamiento y coordinación, 180 p.

Izko X., 1986 – Comunidad andina : persistencia y cambio. *Revista andina*, 1 : 59-95.

JUNAC (Junta del Acuerdo de Cartagena), 1987 – *Tipología de la economía campesina en Bolivia*. La Paz, Maca, coll. Estudios rurales andinas, 245 p.

KOSTER G., 1981 – Räumliche Mobilität in Bolivien. *Aachener Geographische Arbeiten*, 14, 51 p.

- LABROUSSE A., 1985 – *Le réveil indien en Amérique latine*. Paris, Favre, 235 p.
- LABROUSSE A., 1987 – Drogue et politique internationale : le bouc émissaire bolivien. *La Revue Nouvelle*, 85 (1) : 3-17.
- LABROUSSE A., 1988 – Économie politique de la coca-cocaïne. *Problèmes d'Amérique latine*, 62, 19 p.
- LABROUSSE A., 1991 a – « Vingt-cinq ans de montée en force de l'économie de la drogue en Amérique latine ». In Baudot G., (éd.) : *L'Amérique latine, 25 ans de bouleversements. 1963-1988*, actes du colloque international, 22-24 nov. 1988, n° spécial de *Caravelle* : 46-65.
- LABROUSSE A., 1991 b – *La drogue, l'argent et les armes*. Paris, Fayard, 477 p.
- LA CADENA M. de, 1986 – Cooperación y mercado en la organización comunal andina. *Revista andina*, 4 (1) : 31-55.
- LANEUVILLE D., 1980 – « Economía del Valle Alto de Cochabamba y levantamiento campesino de 1974 ». In : *La problemática agraria en Bolivia y expansión del capitalismo*, seminario, La Paz, 10-13 juin 1980, Ceres : 12-54.
- LAPIEDRA A., 1985 – Roles y valores de la mujer andina. *Allpanchis*, 21, 13 p.
- LARIVIÈRE J. P., 1988 – Une deuxième « nouvelle immigration » aux États-Unis. *Norois*, 137 : 5-18.
- LARSON B., 1984 – *Explotación agraria y resistencia campesina, Cochabamba*, Ceres, 213 p.
- LARSON B., 1992 – *Colonialismo y transformación agraria en Bolivia. Cochabamba, 1500- 1900*. La Paz, Ceres/Hisbol, 435 p.
- LASERNA R., 1982 – *Constitución y desarrollo regional de Cochabamba*. Cochabamba, Ceres, 159 p.
- LASERNA R., 1983 – « Movimiento regional y estado (conflictos regionales en Cochabamba 1972-1982) ». In : *El poder de las regiones*, La Paz, Ceres/Clasco : 113-145.
- LASERNA R., 1984 – *Espacio y sociedad regional*. La Paz, Ceres, 187 p.
- LASERNA R., 1995 – Bolivie : l'économie de la drogue. *Problèmes d'Amérique latine*, 18 : 83-99.
- LASERNA R., 1998 – Bolivie : la politique antidroque du gouvernement Sánchez de Lozada. *Problèmes d'Amérique latine*, 28 : 85-107.
- LASERNA R., FLORES G., 1985 – Movimientos regionales en Bolivia. *Caravelle*, 44 : 59-74.
- LATTES A.E., RECCHINI DE LATTES Z., 1991 – *International migration in Latin America : patterns, determinants and policies*. Genève, ECE, Unfpa, 45 p.
- LAURE J., 1987 – *Les paysans et la crise. Études des communautés rurales en Bolivie*. Paris, Inan/Orstom, 300 p.

LE BOT Y., 1994 – *Violence de la modernité en Amérique latine : indianité, société et pouvoir*. Paris, Karthala, coll. Hommes et Sociétés, 291 p.

LECOQ P., 1987 – Caravanes de lamas, sel et échanges dans une communauté de Potosi en Bolivie. *Bulletin de l'Institut français d'études andines*, 16 (3-4) : 6-35.

LEDO G.C., 1991 – *Urbanización y migración en la ciudad de Cochabamba*. Universidad Mayor de San Simon, Centre de Estudios de Población, OIT/Prealc/Fnuap, 2 vol. (278, 269 p.).

LEDO G.C., 1985 – *La migración internacional en Bolivia*. La Paz, Celade, 65 p.

LEWIS W.A., 1954 – Economic Development with unlimited supplies of labour. *Manchester School of economic and social studies*, 22 (2) : 15-34.

LINCK T., 1985 – *Le paysan dépossédé. Pouvoir et décision au Mexique*. Thèse doct. économie, Univ. Aix Marseille, 789 p.

LIVET R., 1969 – *Géographie de l'alimentation*. Paris, les Éd. ouvrières, coll. Développement et civilisations, 317 p.

LOCOH T., 1991 – « Structures familiales d'accueil et développement des structures familiales multipolaires en Afrique ». In : *Migrations, changements sociaux et développements*, troisième Journée démographique, 20-22 sept. 1988. Paris, Orstom, coll. Colloques et Séminaires : 279-295.

MACHICADO F., 1986 – « Producción agrícola y consumo de alimentos ». In : *Políticas de seguridad alimentaria*, simposio internacional, 13-14 fév. 1985, Ministerio de Planeamiento y Coordinación/Unicef : 118-137.

MAC NEILL W. H., ADAMS R. S., 1978 – *Human migrations : patterns and policies*. Indiana University Press, 442 p.

MAGUID A., 1995 – L'immigration des pays limitrophes dans l'Argentine des années 80, mythes et réalité. *Revue européenne des migrations internationales*, 11 (2) : 167-188.

MALASSIS L., PADILLA M., 1982 – *Typologie mondiale des modèles agro-nutritionnels*. Paris, Inra/IAM, coll. Études et Recherches, 86 p.

MALENGREAU J., 1995 a – *Sociétés des Andes. De l'empire aux voisinages*. Paris, Karthala, coll. Hommes et Sociétés, 454 p.

MALENGREAU J., 1995 b – Migrations andines : ruptures et continuités sociales et ethniques. *Les Cahiers du CERCAL*, 17 : 61-72.

MALETTA H., 1980 – *La fuerza de trabajo en Bolivia (1900-1976) : análisis crítico de la información censal*. La Paz, Ministerio de trabajo y desarrollo laboral/OIT/Unfpa, 34 p.

MALETTA H., 1988 – Agricultura y política económica en Bolivia : 1985-1987. *Debate agrario*, 2, : 87-130.

MANSILLA F., TORANZA ROCA C., 1991 – *Economía informal y narcotráfico*. La Paz, Ildis, 113 p.

MARCO G. M. de, 1986 – Extranjeros en la Argentina : cuantía y continuidad de los flujos inmigratorios limítrofes, 1970-1985. *Estudios migratorios latinoamericanos*, 3 : 323-350.

MARCO G. M. de, SASSONE S. M., 1994 – *Extranjeros en la Argentina : pasado, presente, futuro*. Buenos Aires, Conicet-Priego, 568 p.

MARMORA L., 1992 – « Migraciones internacionales en la década del 90. Situación actual y perspectivas de políticas migratorias ». In : Seminario Migración internacional : su impacto en Centroamérica, San José, 28-30 de mayo, Buenos Aires, OIM, 21 p.

MARTINEZ L., 1985 – Migraciones y cambios en las comunidades indígenas de la Sierra. *Ecuador debate*, 8 : 110-128.

MEILLASSOUX C., 1975 – *Femmes, greniers et capitaux*. Paris, Maspero, 251 p.

MERCADO B. D., DE LA FUENTE J. J., ROJAS V. L., 1990 – *Producción y vida rural en las provincias Mizque y Campero (Bolivia)*. Cochabamba, Cefoin/lese, 253 p.

MICHAUD J., CARDENAS E., JORDAN W., HUANCA J., PEÑADERA C., PORTUGAL J., 1992 – Migrantes "norpotosinos" en La Paz. *Textos antropológicos*, 3 : 41-132.

MILLER M., 1990 – La politique de régularisation américaine (1986-1989) : résultats et limites. *Revue européenne des migrations internationales*, 6 (1) : 141-158.

MILLER M., 1991 – La nouvelle loi américaine sur l'immigration : vers un modèle d'après-guerre froide ? *Revue européenne des migrations internationales*, 7 (3) : 31-37.

Ministerio de Planeamiento y Coordinación Boliviano, 1992 – *Proceso de urbanización en Bolivia como una expresión de la redistribución espacial de la población*. La Paz, 8 p.

MIRANDA I., 1988 – Bolivia convertido en primer país experimental para sustituir cocaes. *Hoy*, 6 de agosto : 7.

MORALES J., 1991 – Ajustes estructurales en la agricultura campesina boliviana. *Debate agrario*, Julio-Sept. : 121-162.

MORALES R., 1984 – *Desarrollo y pobreza en Bolivia*. La Paz, Unicef, 285 p.

MORALES R., 1985 – *Crisis económica en Bolivia*. La Paz, Unicef, 122 p.

MORELLO G., 1987 – *Migraciones rurales vers les terres de colonisation en Bolivie*. Thèse doct., Paris III, 257 p.

MORLON P., 1992 a – « Rendements obtenus par les paysans face à la recherche agronomique et à la vulgarisation ». In Morlon P. (éd.) : *Comprendre l'agriculture paysanne dans les Andes centrales, Pérou, Bolivie*, Paris, Inra, 522 p.

MORLON P., 1992 b – « Parcelles familiaux et dispersion des risques : l'exemple de l'Altiplano ». In Morlon P. (éd.) : *Comprendre l'agriculture paysanne dans les Andes centrales, Pérou, Bolivie*, Paris, Inra, 522 p.

MUGARZA S., 1985 – Presencia y ausencia boliviana en la ciudad de Buenos Aires. *Estudios migratorios latinoamericanos*, 1 (1) : 98-106.

MUÑOZ G., ALURRALDE J. C., ANDIA M., 1991 – *Explotación y manejo pecuario en el área del proyecto múltiple Laka Laka*. Cochabamba, Cidre, 39 p.

MUÑOZ G., CONDORI A., 1991 – *Agricultura en el área del proyecto múltiple de Laka Laka*. Cochabamba, Cidre, 27 p.

MUÑOZ J. A., DANDLER J., 1986 – « Importancia del campesino en los sistemas de comercialización de alimentos en Bolivia ». In : *Alimentos para todos : propuestas para un sistema de seguridad alimentaria en Bolivia*, Unicef : 551-577.

MURRA J. V., 1972 – « El control vertical de un máximo de pisos ecológicos en la economía de las sociedades andinas ». In Murra J. V. (éd.) : *Visita de la Provincia de León de Huánuco en 1562 por Iñigo Ortiz de Zuñiga*, Huánuco, Universidad nacional Hermilio Valdizán, t. II : 59-115.

NCHS (National Center for Health Statistics), 1976 – Growth charts. United States Department of Health, Education and Welfare, Public Health Service, Health Resources Administration, Rockville, HRA, 76-1120, 25 (3).

NELSON G., 1988 – « Migración y estructuras sociales en una comunidad campesina : Catahuasi ». In : *Políticas agrarias y estrategias campesinas en la cuenca del Cañete*, UNAI/FEA, Lima : 159-175.

OECD/OCDE, 1992 – *Tendances des migrations internationales*. Rapport Somepi, 53 p.

OPELLANA A. C., ZANNIER J. C. C., 1983 – *Bolivia : coca cocaína*. La Paz, los Amigos del libro, 480 p.

OROZCO J. L., 1990 – *L'affaire des illégaux profite à qui ? L'émigration des paysans de los altos de Jalisco (Mexique) vers les États-Unis. Causes et conséquences économiques*. Thèse doct., études latino-américaines, univ. Paris III, 2 vol., (837 p.).

ORSATTI A., 1983 – *Migraciones laborales en Argentina*. Washington, Secretaría general de la OEA, 59 p.

PACHANO S., 1985 – *Migración desde un pueblo serrano : Gaytacama (Ecuador)*. *Ecuador debate*, 8 : 110-128.

PACHECO M., 1982 – « El área andina de Chuquisaca : un enfoque alimentario y nutricional de la población campesina ». In : *Políticas agrarias y sobrevivencia campesina en ecosistemas de altura*, seminario de Quito, 23-26 marzo, Cepal/Pnuma : 3-100.

PEEK P., 1982 – « La transformación agraria y la emigración rural ». In Balan G. (éd.) : *Población en movimiento, una perspectiva de la migración interna*, Buenos Aires, Unesco : 64-77.

PELEGRINO A., 1992 – « La migración internacional de latinoamericanos en los censos de los 80 ». In : *Migración Internacional : su impacto en Centromérica*,

seminario, San Jose, 28-30 mayo 1992, Facultad de Ciencias sociales de Montevideo, 47 p.

PEREZ C., 1992 – « Tendencias migratorias en las áreas de producción de coca en Cochabamba, Bolivia ». In : *Drogas y sociedad*, síntesis del seminario sobre narcotráfico y sociedad, Clacso/Ceres : 11-19.

PICOUET M., 1991 – « Transformation de la mobilité dans les années récentes : évolution des approches et méthodes ». In : *Migrations, changements sociaux et développement*, 3^e Journée démographique, Paris, 20-22 sept. 1988, Orstom : 13-22.

PICOUET M., NIEDWORK N., PELLEGRINO A., 1989 – *Movilidad internacional del Uruguay : ensayo metodológico y propuesta de un esquema general de observación*. Montevideo, Dirección general de estadística y censos, 86 p.

PILOU M., PONTIE M., 1991 – « Développement inégal et mobilités ». In : *Migrations, changements sociaux et développement*, 3^e Journée démographique, Paris, 20-22 sept. 1988, Orstom : 103-125.

PIZARRO R. A., 1990 – *Diagnóstico socio-económico de la población del Chaparé*. Cochabamba, doc. PDAR, 90 p.

PIZARRO R. A., 1991 – *Qué sabemos del Chaparé ?* Cochabamba, Ceres/Clacso, 61 p.

PIZARRO R. A., 1992 – *Los terratenientes de Cochabamba*. Cochabamba, Ceres/Faces, 135 p.

PLATT T., 1982 – « The role of Andean ayllu in the reproduction of the petty commodity regime in northern Potosi (Bolivia) ». In Lehman T. (éd.) : *Ecology and exchange* : 27-69.

POINARD M., 1991 – *Les portugais dans l'émigration : une géographie de l'absence*. Thèse doct., univ. Toulouse Le Mirail, 630 p.

PRATLONG G., 1989 – Individualisme et échanges dans la culture andine traditionnelle. *Bulletin de l'Institut français d'études andines*, 18 (1) : 15-46.

PRESENCIA del martes 9 de marzo de 1993 – *Campesinos bolivianos, los más pobres en el mundo*. La Paz : 12.

PRESTON D. A., 1980 – « Rural emigration and the future of agriculture in Ecuador ». In Preston D. A. (éd.) : *Environment, society and rural change in latin America*, Chichester - New York, J. Wiley : 195-208.

Programme des Nations unies pour le Développement (PNUD), 1996 – *Rapport mondial sur le développement humain*. Paris, Economica, 251 p.

PRUDENCIO J., 1985 – Crisis agraria y crisis nacional : el caso boliviano. *Revista interamericana de planificación*, 19 (74), 16 p.

PRUDENCIO J., 1986 – La estructura del consumo de alimentos. *Debate agrario*, 6 : 7-32.

PRUDENCIO J. 1988 – Alimentos donados. *Debate agrario*, 12, 123 p.

PRUDENCIO J., VELASCO M., 1988 – *La defensa del consumo : crisis de abastecimiento y estrategias de sobrevivencia*. La Paz, Ceres, 271 p.

QUIROGA J. A. 1985 – Campesino, coca y agricultura. *Debate agrario*, 10 : 7-30.

QUIROGA J. A., 1989 – Paradoja de una responsabilidad compartida. *Nueva sociedad*, 102 : 169-172.

QUIROGA J. A., 1990 – *Cocalcocaína. Una visión boliviana*. La Paz, Aipe-Procom/Cedla/Cid, 129 p.

QUIROGA M. A., 1991 – *Seguimiento a la comercialización de productos agropecuarios en el área del proyecto múltiple de Laka Laka*. Cochabamba, rapport interne Cidre, 30 p.

RAMOS O. J., 1993 – Movilidad de la mano de obra en el Mercosur. *Contribuciones*, 2 : 67-76.

RAPADO J. R., 1982 – « Emigraciones internacionales de Bolivia ». In : *Emigraciones labores en el grupo andino-Haití*, seminario 15-17 Febrero de 1981, OEA : 10-48.

RAPADO J. R., 1989 – Migraciones en Iberoamérica : limitrofes en Argentina y colombianos en Venezuela. *Estudios territoriales*, 30 : 63-73.

RAVENSTEIN E. C. 1985 – The laws of migration. *Journal of the Royal Statistical Society* : 167-235.

REBORATTI C., 1988 – Migrations de travailleurs Andes-Piedmont et articulation de types agraires dans le nord-ouest de l'Argentine. *Revue de géographie alpine*, 76 : 75-81.

REMENTEIRA I. de, 1981 – La economía campesina y el mercado agropecuario. *Estudios rurales latinoamericanos*, 4 (3), 32 p.

REYE U., 1987 – La colonización agrícola en el departamento de Santa Cruz : características, evaluación y perspectivas. *Debate agrario*, 7, 102 p.

REY-GIRAUD G., 1987 – *Agriculture paysanne et circuits commerciaux en Bolivie : la province de Cochabamba.*, Thèse doct. univ. Toulouse Le Mirail, Institut de Géographie, 159 p.

RIVERA A. R., 1988 – Campesinado aldeano y parcelario : problemas conceptuales y de desarrollo rural. *Boletín de estudios latinoamericanos y del Caribe*, 45 : 51-67.

RIVERA R., MOLINA R., 1983 – « Desarrollo campesino y estrategias de supervivencia ». In : *Campesino y tecnología campesina*, Primer seminario Latinoamericano, Punta de Tralca, 16-20 Octubre, GIA-CIacso, 18 p.

RIVIERE D'ARC H., 1991 – Vingt-cinq ans de recherches sur les questions agraires et la colonisation agricole en Amérique latine. In Baudot G. (éd.) : *L'Amérique latine, 25 ans de bouleversements 1963-1988*, n° spécial de *Caravelle* : 77-90.

RIVIÈRE G., 1981 – Les zones de colonisation en Bolivie. *Problèmes d'Amérique latine*, 62 : 26-35.

RIVIÈRE G., 1986 – Cambios sociales y pentecostalismo en una comunidad aymara. La Paz, *Fe y Pueblo*, 14 : 24-30.

ROCA P. J., 1987 – « Différentes approches des systèmes agraires ». In : *Terres, comptoirs et silos : des systèmes de production aux politiques alimentaires*, Paris, Orstom, coll. Colloques et Séminaires : 75-94.

ROCABADO F., 1989 – *Bolivia : situación alimentaria y nutricional*, Cuadernos de vigilancia nutricional SVEN, n° 7, Departamento de Vigilancia Epidemiológica Nutricional, Dirección Nacional de Nutrición y Alimentación, Ministerio de Previsión social y Salud pública, La Paz, 47 p.

RODAS H., 1985 – Migración campesina en el Azuay (Équateur). *Ecuador debate*, 8 : 6-25.

ROJAS R., 1991 – *Diagnóstico de la elaboración artesanal de chicha en el área del proyecto múltiple de Laka-Laka*. Cochabamba, rapport Cidre, 52 p.

ROMERO R., 1990 – *Pitaj kanman kaypy*. Trabajo de investigación colectivo, Facultad de sociología de Cochabamba, 124 p.

RUDEL C., 1995 – *La Bolivie*. Paris, Karthala, coll. Méridien., 224 p.

RUSSO R., 1993 – « Inmigración masiva a la Argentina. El sueño del primer mundo. » In : Suplemento *Metrópolis de Página 2*, viernes 5 de noviembre.

SAENZ S., DI PAULA, J., 1981 – Precisiones teórica-metodológicas sobre la noción de estrategias de supervivencia. *Demografía y economía*, 15 (2) : 10-56.

SAGE C., 1984 – Intensification, commodity relations, agricultural specialization and differentiation in the Cochabamba serrania. *Bulletin of Latin American Research*, 3 (1) : 81-97.

SAIGNES T., 1978 – « De la filiation à la résidence : les ethnies dans les vallées de Larecaja ». In : *Anthropologie historique des sociétés andines*, n° spécial de *Annales (Paris)*, 5-6 : 1160-1177.

SAIGNES T., 1992 – Boire dans les Andes. *Cahiers de sociologie économique et culturelle*, 18 : 53-62.

SAIGNES T., BOURLIAUD J., 1992 – La coca : entre la tradición y la actualidad. *Revista unitas*, 8 : 31-41.

SANCHEZ-PARGA J., 1984 – « Estrategias de sobrevivencia ». In : *Estrategias de sobrevivencia en la comunidad andina*, n° spécial de *Cuaderno de discusión popular*, 8 : 9-58.

SANTAMARIA D. J., 1986 – Migración laboral y conflicto interétnico. El caso de los migrantes indígenas temporarios a los ingenios azucareros saltojuenos. *Estudios migratorios latinoamericanos*, 3 : 357-375.

SASSONE S. M., 1987 – Migraciones ilegales y amnistías en la Argentina. *Estudios migratorios latinoamericanos*, 6-7 : 249-289.

SAUTIER D., 1989 – « Risques agricoles et risques alimentaires : remarques sur un exemple andin ». In Eldin, Milleville P. (éd.) : *Le risque en agriculture*, Paris, Orstom, coll. À travers champs, Paris : 395-405.

SAUTIER D., 1991 a – *Caractéristiques agricoles, alimentaires et nutritionnelles des populations andines de la haute vallée du Cañete (Pérou)*. Thèse doct., univ. Paris VI, 215 p.

SAUTIER D., 1991 b – Facteurs associés au retard de croissance dans une vallée andine. *Santé (Montrouge)*, 1 (5) : 388-96.

SAUTIER D., AMEMIYA I., 1988 – « Sistemas alimentarios y estado nutricional en comunidades campesinas de Yauyos ». In : *Políticas agrarias y estrategias campesinas en la cuenca del Cañete*, Lima, Una/lfea : 99-132.

SIMON P., 1985 – Migración desde un pueblo serrano : Gaytacama. (Équateur). *Ecuador debate*, 8, 23 p.

SOUTH B. R., 1987 – Coca in Bolivia. *Geographical review*, 1 (77) : 28-40.

SPOERER S., 1986 – Pentecôtisme et religiosité populaire au Chili. *Problème d'Amérique latine*, 81 : 97-109.

Statistical Abstract of Latin America, 1992 – Vol. 29, Part. 1, University of California.

SVEN (Sistema de vigilancia epidemiológica nutricional), 1986 – La Paz, Ministerio de previsión social y de salud pública. *Boletín del sistema de vigilancia epidemiológica nutricional*, 1 (1-4).

SVEN (Sistema de vigilancia epidemiológica nutricional), 1987 – La Paz, Ministerio de previsión social y de salud pública. *Boletín del sistema de vigilancia epidemiológica nutricional*, 2 (1-4).

TAJIMA H., 1995 – El caso de los nikkeis dekaseguis brasileros, peruanos, bolivianos y paraguayas en Japón. *Estudios migratorios latinoamericanos*, 30 : 403-429.

TAPIA M., 1986 – *Guía metodológica para la caracterización de la agricultura andina*. Lima, Pisca/Ilca/CIID, 115 p.

THUMERELLE P. J., 1986 – *Peuples en mouvements. La mobilité spatiale des populations*. Paris, SEDES, coll. Dossiers des images économiques du monde, 318 p.

TREMOLIERES J., 1959 – Vues actuelles sur les standards nutritionnels pour juger une ration alimentaire. *Revue européenne de nutrition et de diététique*, 1 (1) : 4-26.

URIOSTE M., 1992 – *Fortalecer las comunidades. Una utopía subversiva, democrática... y posible*. La Paz, Aipe/Procom/Tierra, 257 p.

URIOSTE M., CORDOVA F., 1984 – *El estado campesino*. La Paz, Conco-Ildis, 312 p.

URQUIDI A., 1982 – *Las comunidades indígenas en Bolivia*. La Paz, la Juventud, 257 p.

VALDEZ E., 1994 – *Santé et médecine populaire en Bolivie*. Paris, IUED-Karthala-Patiño, 308 p.

VELARDE CHAVEZ J. F., 1986 – Marco general para la discusión de una política de seguridad alimentaria en Bolivia. *Debate agrario*, 6 : 33-71.

VELLARD J., 1963 – L'expérience agraire de la Bolivie. *Cahiers d'Outre-mer*, 62 : 201-13.

VILLEGAS MALDONADO R., 1982 – *Estudio comparativo de los alimentos consumidos en el hogar dentro de la estructura de la canasta familiar*. Tesis en carrera de nutrición y dietética, UMSA, La Paz, 148 p.

VILLEGAS MALDONADO R., 1986 – « Estandarización de pesos y medidas de alimentos ». In : *Alimentos para todos : propuestas para un sistema de seguridad alimentaria*, La Paz, Unicef : 531-550.

VIMARD P., 1991 – « Migrations et dynamique familiale : éthique du lieu social ou logique de fragmentation ». In : *Migrations, changements sociaux et développements*, Paris, Orstom, coll. Colloques et Séminaires : 203-213.

WACHTEL N., 1990 – *Le retour des ancêtres. Les indiens Urus de Bolivie XX^e-XVI^e siècle. Essai d'histoire régressive*. Paris, Gallimard, 689 p.

WATERLOW J. C., 1977 – The presentation and use of height and weight for comparing the nutritional status of groups of children under the age of 10 years. *Bulletin of the World Health Organization*, 55 (4) : 489-498.

WEIL C., 1983 – Migration among landholdings by Bolivian campesinos. *Geographical review*, 73 (2) : 183-197.

WEISSE J. S., 1961 – La comunidad indígena de Pucana, Perú. *América indígena*, 21 (1) : 14-37.

ZEBALLOS H., MAMANI M., PAZ D., VILLEGAS R., 1987 – *Tipología de la economía campesina en Bolivia*. La Paz : Maca-Junac, coll. Estudios rurales andinos, 243 p.

ZELINSKY W., 1971 – The hypothesis of the mobility transition. *Geographical review*, 61 (2) : 219-249.

ZIMMERER K. S., MUÑOZ G., 1991 – *Características socio-económicas, uso de la tierra y erosión de suelos en las comunidades de la cuenca del río Calicanta*. Cochabamba, Rapport Cidre, 35 p.

ZOOMERS A., 1998 – « Titulando tierras en los Andes bolivianos : las implicaciones de la ley INRA en Chuquisaca y Potosí ». In Zoomers A. (éd.) : *Estrategias campesinas en el surandino de Bolivia. Intervenciones y desarrollo rural en el Norte de Chuquisaca y Potosí*, La Paz, Kit/Cedla/Cid : 456-471.

Annexes

Annexe 1 : méthodes d'enquêtes

L'essentiel des données qui forment le corpus de l'étude est le résultat d'un suivi socio-économique de 18 familles pendant une période d'un an, réparties dans les deux zones d'étude (communauté d'altitude et villages de vallée).

Choix de l'échantillon des familles

Dans les villages des fonds de vallée (Santa Rosa et Arbieta) où prédomine la migration internationale, je me suis basée sur une enquête réalisée par le Cidre en 1990 dans 14 villages du Valle Alto (G. DEHEZA, 1991). En reprenant les données brutes de l'enquête, j'ai dressé une typologie des familles à l'échelle des deux villages choisis. En utilisant trois critères déterminants (la composition familiale, les ressources disponibles en terre, la présence ou l'absence d'émigrants au sein du foyer), j'ai distingué trois groupes au sein desquels ont été sélectionnées neuf familles. Le tableau suivant indique les caractéristiques de chacun des groupes.

Les seuils concernant la superficie de terre sont bien évidemment relatifs. Ils ont été établis en fonction de la distribution foncière moyenne des villages. Je n'ai pas identifié de familles disposant d'une grande superficie sans migration actuelle. *Toutes les familles choisies sont composées au minimum de quatre membres.* Elles ont été sélectionnées également en fonction de la destination de la migration (Argentine, États-Unis, Israël...). Dans les villages de vallée, la prise de contact et la mise en confiance avec les chefs d'exploitation ont posé beaucoup moins de problèmes qu'à Pampa Churigua. Les dirigeants des villages ont constitué des relais efficaces et indispensables d'introduction dans les familles.

Typologie	N° et nom du chef de famille	Composition familiale	Superficie de terre	Migration
GROUPE I Faible superficie, pas de migration	N° 11 Ernan C. M., 40 ans	7 membres Mère : 45 ans 4 fils (14, 8, 8, 3 ans) 1 fille (5 ans)	1,3 ha	Pas de migration actuelle
	N° 15 Hilarion A., 63 ans	9 membres Mère : 63 ans Fils : 31 ans Fille : 25 ans Beau-fils : 42 ans 2 petits-fils (15, 9 ans) 2 petites filles (8, 1 ans)	0,3 ha	Pas de migration actuelle
GROUPE II Faible ou moyenne superficie, migration actuelle	N° 12 Jorge L., 43 ans	7 membres Mère : 43 ans 3 fils (14, 10, 7 ans) 2 filles (16, 4 ans)	0,6 ha	Migration du père de famille aux USA
	N° 17 Romulo C., 39 ans	7 membres Mère : 42 ans 4 filles (18, 14, 7, 6 ans) 1 fils (8 ans)	0,8 ha	Migration du père de famille et de la fille aînée en Argentine
	N° 19 Domingo V., 56 ans	6 membres Mère : 55 ans 2 fils (20, 15 ans) 2 filles (19, 16 ans)	0,9 ha	Un fils en Argentine
	N° 18 Teofilo M., 52 ans	6 membres Mère : 48 ans 3 fils (18, 15, 12 ans) Une fille (20 ans)	2,2 ha	Une fille et un fils en Argentine
GROUPE III Grande superficie de terre, migration actuelle	N° 20 Thomas E., 46 ans	7 membres Mère : 44 ans 2 fils (15, 4 ans) 3 filles (23, 15, 13 ans)	3 ha	Une fille en Argentine
	N° 16 Orlando S., 46 ans	8 membres Mère : 43 ans 3 fils (20, 18, 15 ans) 3 filles (16, 12, 8 ans)	4,5 ha	Père et fils aîné aux USA
	N° 14 Ulises A., 62 ans	8 membres Mère : 42 ans 5 filles (16, 14, 14, 11, 10 ans) Un fils (18 ans)	3,6 ha	Une fille et un fils en Israël

Identification
des familles de Santa
Rosa et d'Arbieto.

Typologie	N° de famille	Composition familiale	Superficie de terre (Pampa)	Migration
GROUPE I Non-migrants	N° 7 Alexandro F., 45 ans	8 membres Mère : 40 ans 4 fils (15, 10, 4, 2 ans) 2 filles (12, 7 ans)	7 ha	Pas de migration
	N° 6 Ponciano C., 34 ans	7 membres Mère : 32 ans 3 fils : (11, 8, 1 ans) 2 filles : (13, 12 ans)	4,3 ha	Pas de migration
GROUPE II Migrants ouvriers agricoles	N° 1 Juan M., 34 ans	6 membres Mère : 34 ans Un fils (4 ans) 3 filles (12, 9, 2 ans)	3 ha	Migration du père
	N° 3 Fermin M., 42 ans	8 membres Mère : 40 ans 5 fils (19, 14, 12, 7, 3 ans) Une fille : (17 ans)	5,5 ha	Migration du père et des fils aînés
	N° 5 Antonio C., 68 ans	5 membres Mère : 45 ans 2 fils (19, 16 ans) Une fille (17 ans)	8,5 ha	Migration des enfants
	N° 9 Santos M., 48 ans	7 membres Mère : 42 ans Un fils (4 ans) 4 filles (14, 12, 8, 6 ans)	3 ha	Migration du père et d'une fille aînée
GROUPE III Migrants colons	N° 2 Paulino C., 42 ans	8 membres Mère : 42 ans 4 fils (17, 13, 9, 6 ans) 2 filles (15, 11 ans)	1,9 ha + 10 ha dans le Chaparé	Migration de la famille
	N° 8 Sinforoso M., 35 ans	6 membres Mère : 28 ans 2 fils (11, 8 ans) 2 filles (13, 5 ans)	1,4 ha + 10 ha dans le Chaparé	Migration de la famille
	N° 10 Ambrocio M., 35 ans	5 membres Mère : 27 ans Un fils : (11 ans) Une fille : (1 ans) Sœur : 45 ans	2,5 ha + 5 ha dans le Chaparé	Migration du père et d'un fils

Identification des familles de Pampa Churigua.

Dans la communauté d'altitude (Pampa Churigua) où domine la migration interne vers le Chaparé, la sélection des familles a été effectuée à partir du recensement préalable que j'ai réalisé auprès d'un dirigeant de la communauté.

J'ai établi une typologie en fonction du type de migration pratiquée (migrants en qualité de colons ou d'ouvriers agricoles, non-migrants), complétée par la variable foncière (taille de l'exploitation à Pampa Churigua). Dans une liste proposée par les dirigeants de la communauté, j'ai choisi neuf familles correspondant à trois groupes.

Dès les premiers contacts, les populations ont manifesté une forte méfiance vis-à-vis de mon travail d'enquête. Certaines familles ont refusé catégoriquement de collaborer. En octobre 1992, alors que j'avais commencé le travail d'enquête depuis six mois et que l'on célébrait en Europe les 500 ans de la découverte de l'Amérique (synonyme, pour les paysans, de la célébration de la mise en esclavage et de l'anéantissement des peuples indigènes), les dirigeants m'ont refusé l'accès à la communauté. À cette période, des émissions radiophoniques diffusées en quechua ont contribué à sensibiliser et à mobiliser les familles de la communauté contre « *le retour du patron blanc qui venait récupérer leurs terres* ». C'est ce qui a motivé l'une des dix familles initialement choisies à ne plus participer à mon travail d'enquête. Pour les autres, il a fallu procéder à une remise en confiance (réunion de toute la communauté, réexplication des intentions de recherche).

Relevé des données

Identification des activités, de la migration et des flux monétaires familiaux

Enquêtes quantitatives

– Les sources officielles et les recensements personnels

Les flux migratoires en Bolivie et dans la région de Cochabamba ont été évalués à partir du recensement national de population de juin 1992 (INE). Parallèlement, j'ai effectué des recensements locaux dans les villages étudiés, de manière à mesurer l'ampleur et les facteurs de sélectivité de la migration.

– L'enquête mensuelle

Les données concernant les revenus, les dépenses et les rythmes migratoires des familles ont été obtenues par le biais d'une enquête d'une durée de 12 mois (de mars 1992 à février 1993) auprès des 18 familles sélectionnées, de façon à saisir les variations saisonnières de chacune de ces variables.

J'ai procédé par questionnaires remplis mensuellement, le plus souvent avec les femmes, dont la durée variait de une à deux heures. Cette méthode d'enquête exigeait une extrême patience et une grande disponibilité des femmes interrogées. C'est pourquoi seules les familles avec lesquelles j'étais sûre de terminer l'enquête annuelle ont été retenues. Une longue période « d'approche et de familiarisation » avec chacune d'entre elles a été nécessaire (environ quatre mois), ce qui n'a pas empêché que deux familles m'aient « lâché » en cours

d'enquête alors que j'avais commencé le suivi avec vingt foyers au total. Dans un cas, il s'agit d'une famille de Pampa Churigua (interruption des enquêtes signalée plus haut). Dans l'autre cas, il s'agit d'une famille de Santa Rosa qui, au cours de mon enquête, est partie aux États-Unis pendant plusieurs mois.

Concernant les rythmes de migration des familles de Pampa Churigua (migration temporaire des colons ou des ouvriers agricoles vers le Chaparé), j'ai interrogé les membres présents sur l'exploitation (mère de famille ou enfants) sur les dates de départ et de retour des membres migrants, leur destination et le but de leur séjour.

L'évaluation des niveaux de revenus a constitué l'une des étapes les plus délicates de mon travail de terrain. La méfiance des populations à rendre transparente leur gestion monétaire m'a conduit à élaborer un arsenal d'outils méthodologiques, parfois proches de l'enquête policière ! Le montant des entrées monétaires, leurs provenances, les membres actifs dans l'obtention de ces ressources, les lieux de vente des produits de l'exploitation ont été annotés lors de chaque passage. Mais, le plus souvent, ces données ont été obtenues de façon beaucoup plus informelle que ne le prévoyait le questionnaire initial (lors d'une réunion familiale, d'une discussion « à bâtons rompus »...).

En ce qui concerne le relevé des dépenses familiales, j'ai eu recours à deux types de techniques selon le niveau d'éducation de la mère de famille et sa prédisposition. À certaines, j'ai proposé une méthode participative qui a consisté en une annotation systématique de toutes leurs dépenses hebdomadaires, tâche lourde prise en charge généralement par la fille aînée sachant écrire. Pour les autres, je me suis basée sur une simple énumération orale des produits, compte tenu des faibles quantités généralement achetées. La nature des produits, les quantités et le lieu d'achat ont donc été notés de façon systématique à chaque relevé mensuel. Les prix d'achat des produits cités ont été vérifiés à intervalles réguliers sur les différents marchés fréquentés.

– *L'enquête « en pointillés »*

Parallèlement au suivi mensuel de ces 18 familles, qui a constitué la source essentielle d'information, j'ai soumis aux chefs d'exploitations (le plus souvent aux femmes) un questionnaire complété progressivement tout au long de l'année. Ce questionnaire a permis de connaître les caractéristiques socioculturelles de la famille (composition, niveau d'éducation), le degré d'équipement, les ressources en terres, la nature et la taille du cheptel, le mode de contrôle de l'exploitation agricole familiale (types et système de culture, main-d'œuvre utilisée...). Les visites de parcelles avec le chef de famille et ma participation ponctuelle aux travaux agricoles ont été mises à profit pour compléter ou vérifier les données du suivi d'exploitation (superficies cultivées, volumes de production...).

Méthodes qualitatives

– *Les entretiens et les récits de vie*

La méthode d'entretiens guidés a permis d'obtenir des informations concernant, d'une part, les pratiques communautaires sociales et culturelles (entretiens

auprès des dirigeants par exemple) et, d'autre part, la biographie migratoire des familles. Les entretiens ont été d'intensité très variable selon le degré de confiance établi avec la famille. Le choix des thèmes abordés avec chacune d'elles s'est fait de manière totalement empirique, au fur et à mesure de l'avancée du travail de terrain. La connaissance progressive du fonctionnement et des logiques familiales et communautaires, me faisant prendre conscience de l'existence de « réalités cachées » (et peu accessibles quantitativement), j'ai procédé à une réorientation constante des modalités d'enquêtes pour obtenir ce type d'information.

– *Observation et participation*

La simple observation a été indispensable non seulement pour une meilleure familiarisation avec une réalité « étrangère », mais également pour la vérification des informations recueillies (notamment concernant les données sur le système de culture). La participation active à la vie quotidienne familiale et communautaire (travaux des champs, aide à la préparation des repas, participation aux fêtes de la communauté...) s'est révélée d'une importance capitale pour une meilleure intégration et une fiabilité des relations établies.

Enquêtes alimentaires et nutritionnelles

La consommation alimentaire familiale a fait également l'objet d'un relevé mensuel (au total 12 journées de consommation relevées pour chaque famille, soit une par mois) selon la méthode du rappel des dernières 24 heures. Cette méthode consiste à énumérer la nature et les quantités des aliments consommés la veille, à relever le mode d'obtention de chacun d'eux, le nombre de consommateurs présents, leur âge et sexe respectifs, de façon à pouvoir évaluer la ration alimentaire pour les groupes de population considérés. Comparée à la méthode de pesée des aliments à chaque repas, méthodologie autrement plus minutieuse et contraignante, la méthode de relevé des 24 heures « tend à surestimer les faibles apports et à sous-estimer les apports élevés, mais ces biais se compensent » (SAUTIER, 1991 a : 48). La répétition de l'enquête, échelonnée sur l'année, a permis d'obtenir une évaluation plus représentative de la consommation alimentaire familiale et de saisir sa variation saisonnière.

Les quantités d'ingrédients entrant dans la préparation des plats, quand elles n'étaient pas directement indiquées en poids par la mère de famille, étaient données selon leurs propres modes de mesure (*tutuma*, poignée, corbeille, *casco*). Pour obtenir les équivalences en grammes, j'ai donc pesé un certain nombre de produits en utilisant une balance d'une précision d'un gramme. Pour obtenir les équivalents en poids net, je me suis basé sur les travaux de R. VILLEGAS MALDONADO : *Factores de corrección y equivalencias de pesos y medidas de los alimentos crudos en Bolivia* (1986). De façon à affiner le plus possible mes résultats, j'ai tenu compte des restes éventuels à la fin de chaque repas, généralement donnés aux animaux domestiques ou consommés plus tard dans la journée.

Le traitement des données de la consommation alimentaire a permis de calculer les quantités nettes consommées, la valeur nutritionnelle des aliments consommés, le nombre de rations individuelles à satisfaire en fonction de leurs caractéristiques démographiques et les apports nutritionnels correspondants.

Le calcul de l'équivalent en calories et protéines des produits consommés s'est fait sur la base d'un document de synthèse d'enquêtes nationales de suivi de consommation élaboré par l'Institut national de statistiques (INE) : *Tabla de compilada de composición química de alimentos* (1992). Je me suis limitée à mesurer l'adéquation calorique et protéique, étant donné la forte prévalence de la dénutrition protéino-énergétique en Bolivie. L'apport nutritionnel est calculé en fonction du nombre de consommateurs réels le jour du relevé et exprimé en taux de satisfaction par rapport aux recommandations théoriques.

Bien qu'il n'y ait pas de certitude concernant les besoins nutritionnels de l'homme du fait, en partie, des conditions de vie très variables selon les populations considérées (climat, altitude, facteurs génétiques...), je me réfère à la table de recommandations établie pour les populations boliviennes par le ministère de Prévision sociale et de Santé publique de Bolivie. J'ai choisi comme indicateur de référence la couverture nutritionnelle de l'unité de consommation (la famille), plutôt que de l'individu, étant donné la méconnaissance des modes de distribution des produits consommés entre les membres de la famille.

Les limites méthodologiques

L'absentéisme de certaines familles ou le manque de disponibilité des femmes ont parfois rendu impossible le relevé systématique mensuel des données économiques. Ce fut le cas, en particulier, pour les migrants-colons de la communauté de Pampa Churigua lorsqu'ils s'absentaient pendant un mois complet. Certaines informations (les revenus et leur provenance, les périodes de migration) ont été relevées lors du passage suivant sans grande difficulté. Par contre, les autres données des mois manquants (dépenses et consommation alimentaire) ont été évaluées par référence aux moyennes annuelles.

L'évaluation des niveaux de revenus a été limitée par un certain nombre de contraintes :

- le montant des revenus tirés de la coca revendue aux trafiquants présente un certain degré d'incertitude. Vérifier l'exactitude des données directement sur le terrain, c'est-à-dire dans le Chaparé, aurait été trop risqué étant donné la violence qui sévit dans cette région. Lors de mes séjours dans le Chaparé, je me suis limitée à « explorer empiriquement » les activités développées et les modes de vie des colons, ce qui m'a permis d'observer et de mieux comprendre les logiques des paysans migrants.
- l'obtention de revenus monétaires relevant d'une logique collective à l'échelle du noyau familial, et parfois même à l'échelle du cercle de parenté élargie, il a été difficile d'évaluer les revenus de l'émigration (ceux des enfants surtout). Le

suivi des entrées monétaires a reposé sur la bonne volonté des mères de familles à m'aviser des montants dont elles ont pu disposer au cours du mois d'enquête. Pour certaines familles, plus difficiles d'accès, une réévaluation a été nécessaire (fondée sur l'observation et la connaissance des activités et des ressources de la famille, sur le croisement des données avec des informateurs plus fiables...). Le montant des revenus a été par ailleurs confronté avec celui des dépenses familiales, moyen efficace pour déceler les incohérences de résultats. À Pampa Churigua, le suivi des rythmes migratoires mensuels de chaque membre de la famille et la durée de séjour passé dans le Chaparé ont permis, pour les migrants comme ouvriers agricoles, de déduire le gain minimum obtenu en fonction des salaires journaliers pratiqués pour les différents travaux agricoles.

À Santa Rosa et à Arbieto, le moindre « hermétisme » des familles a rendu plus facile la mesure des niveaux de revenus. En revanche, je ne disposais pas de moyens directs pour vérifier la véracité des déclarations des femmes de migrants recevant l'argent de leur mari. J'ai donc procédé simultanément à une enquête parallèle auprès d'informateurs sûrs, sachant que les logiques migratoires sont souvent une « affaire publique » au sein des villages et que l'information, concernant en particulier les sommes reçues, est facilement diffusée.

La mesure des couvertures nutritionnelles comporte également un certain nombre d'incertitudes. En effet, même si j'ai veillé à ne pas fausser les résultats en évitant d'effectuer les relevés de consommation à des dates non représentatives du quotidien (jour de fête par exemple), il peut arriver que l'un ou l'autre individu ait consommé un ou plusieurs aliments entre les repas, en dehors du cercle familial. Ils n'ont donc pas été répertoriés. D'autre part, l'enquête de consommation alimentaire selon la méthode du rappel des 24 heures ne permet pas le même degré de précision que la technique de la pesée directe. Il est très difficile - voire impossible - d'évaluer avec exactitude la part restante lors de chaque repas (les graisses de cuisson par exemple).

De même, je ne tiens pas compte dans mes calculs de la consommation de *chicha* (pourtant quotidienne surtout dans les villages de vallée), et dont l'apport nutritionnel est incontestable. Les individus ont beaucoup de mal à évaluer leur consommation quotidienne. De plus, celle-ci ne concerne qu'un ou deux individus (le père ou la mère) et ne peut être rapportée à l'ensemble de la famille.

Un autre point doit être signalé : la consommation alimentaire que je mesure est celle que nous qualifions de « quotidienne », supposée représentative. Cependant, les festivités communautaires et familiales sont autant d'occasions de changer l'alimentation du quotidien (consommation de viande, de sauces...) qui peuvent avoir une fonction régulatrice de l'apport en nutriments. Or les moments de fête, en particulier dans les communautés de vallée, sont extrêmement fréquents. De ce fait, les couvertures nutritionnelles peuvent être sous-estimées.

Enfin, j'occulte également la consommation de coca sous forme de mastication. L'état actuel de la connaissance ne permet pas d'établir avec certitude l'apport nutritionnel de ce produit et de connaître ses effets sur l'organisme (CARTER et MAMANI, 1986). Compte tenu de cet ensemble d'éléments, j'estime qu'il peut y avoir une marge d'incertitude de l'ordre de 10 %, limite qui oblige à utiliser les résultats présentés avec toute la prudence requise. Les couvertures nutritionnelles ont une valeur très relative et leur utilisation n'est valable qu'en termes de comparaison entre les familles de l'échantillon.

Annexe 2 : résultats des enquêtes

Type de rotation	en % sur total des parcelles suivies	Cultures pratiquées
1. Avec jachère	81 %	
Cycle triennal avec un an de jachère	59 %	33 % : pomme de terre, blé, jachère 14 % : pomme de terre, maïs, jachère 8 % : maïs, blé, jachère 2 % : orge, petits pois, jachère 2 % : blé, blé, jachère
Cycle quadriennal avec un an de jachère	9 %	pomme de terre, maïs, blé, jachère
Cycle quadriennal avec deux ans de jachère (suivis ou alternés)	11 %	9 % : blé, jachère, jachère, blé 2 % : maïs, jachère, blé, jachère
Jachère longue durée (> 3 ans)	3 %	
2. Sans jachère	19 %	
Cycle annuel	8 %	3 % : maïs 3 % : blé 2 % : orge
Cycle biennal	8 %	3 % : pomme de terre, maïs 3 % : blé, orge 2 % : petits pois, maïs
Cycle triennal	2 %	2 % : pomme de terre, maïs, blé
Total	100 %	97 %

Tableau 1 –
Rotations des cultures
à Pampa Churigua.

Source : suivi d'exploitations à Pampa Churigua (total 63 parcelles).

MAÏS							
	Préparation	Semis	Entretien	Coupe	Effeillage	Égrainage/ stockage	Temps de travail total
Santa Rosa/Arbieto	4 h	5 h	45 h	32 h	80 h	32 h	198 h soit 24,7 jours
Pampa Churigua	6 h	15 h	55 h	32 h	80 h	32 h	220 h soit 27,5 jours
BLÉ							
	Préparation	Semis	Entretien	Coupe	Battage	Ventilation	Temps de travail total
Santa Rosa/Arbieto	4 h	3 h	25 h	40 h	4 h	24 h	100 h soit 12,5 jours
Pampa Churigua	6 h	18 h	35 h	40 h	10 h	24 h	133 h soit 16,6 jours
POMME DE TERRE							
	Préparation	Semis	Entretien	Récolte	Temps de travail total		
Santa Rosa/Arbieto	5 h	4 h	60 h	120 h	189h soit 23,6 jours		
Pampa Churigua	24 h	16 h	60 h	120 h	220 h soit 27,5 jours		

Tableau 2 –
Temps
de travail
annuel :
maïs, blé,
pomme de
terre
(pour une
arrobada
de terrain,
soit
3 600 m².)

Source : suivi annuel d'exploitation.
* Les données indiquent des temps de travail moyens
calculés sur l'ensemble de l'échantillon observé.

	Préparation	Entretien	Récolte	Temps annuel total
Santa Rosa/ Arbieto	48 h	152 h	640 h	840 h soit 105 jours

Source : suivi annuel d'exploitation.

Tableau 3 –
Temps de travail annuel
sur les plantations de
pêchers (superficie
de 3 600 m²,
soit 150 arbres)

N° de famille	Blé	Maïs	Pomme de terre	Pêches	Légumes	Anim.	From.	Artisanat	Transp.	Chicha	Migration	Ouvriers	Emprunt	Pension ou rente	Divers	Total
1	645	0	0	0	0	445	0	210	0	0	1 117	0	680	0	930	4 027
2	385	0	433	0	0	395	0	0	0	0	4 895	225	0	0	0	6 283
3	987	0	60	0	0	160	0	860	0	0	1 290	0	780	0	2 190	6 327
4	enquête	suspendue														
5	482	24	425	0	0	213	0	0	0	0	1 345	0	0	0	90	2 579
6	981	0	214	0	0	445	0	515	0	0	400	0	0	0	3 056	5 611
7	610	100	1 979	0	0	32	172	205	0	0	190	180	200	0	952	4 620
8	230	0	45	0	0	375	0	0	0	190	5 485	0	800	0	480	7 605
9	514	195	0	0	0	360	0	0	0	20	1 100	0	100	0	1 500	3 789
10	482	90	240	0	0	1 440	0	320	0	0	1 325	0	0	0	3 000	6 901
11	0	0	0	0	0	0	770	0	0	0	800	1 025	2 200	0	1 280	6 075
12	0	0	0	215	1 124	0	2 762	420	0	0	8 040	319	2 210	0	0	15 396
13	enquête	suspendue														
14	0	0	0	10 500	0	1 670	2 712	0	0	0	31 265	0	790	0	16 000	62 937
15	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	2 934	860	6 738	1 050	11 582
16	325	0	0	2 770	10	1 211	110	0	0	435	34 201	0	4 700	0	42 990	86 752
17	0	0	0	0	0	788	424	0	0	4 000	20 200	74	4 590	0	8 000	38 076
18	0	0	0	0	0	960	642	60	0	0	6 462	255	10 048	0	0	18 427
19	0	0	0	0	0	750	0	168	1 852	870	1 600	0	5 752	6 026	24 000	41 018
20	0	0	0	7 500	500	7 500	3 211	0	4 980	3 600	3 560	0	350	0	6 000	37 201

Source : suivi annuel des revenus.

* Les revenus divers concernent les entrées monétaires d'origine variée, de caractère souvent exceptionnel (location d'une chambre, vente de matériel, emprunt pour financer un départ, collecte monétaire pour une fête familiale...).

Tableau 4 –
Revenus annuels des familles de Pampa Churigua
et de Santa Rosa/Arbieto (en boliviens).

Geneviève Cortes
Partir pour rester

359

N° de famille	Alimentation	Vêtement	Étude	Transport	Santé	Remboursement d'emprunt	Moyen de production	Communauté	Autres	Total
1	734	220	287	302	0	1 044	850	66	427	3 931
2	366	468	336	206	11	0	984	107	1 045	3 524
3	945	875	134	685	0	230	625	128	2 271	5 896
4	Enquête	suspendue								
5	551	663	0	276	0	50	125	167	469	2 302
6	934	607	62	158	0	0	1 792	19	260	3 832
7	1 055	1 131	224	241	184	400	767	80	252	4 336
8	648	686	151	480	3	760	3 905	18	920	7 572
9	796	754	127	206	65	45	1 115	64	592	3 766
10	489	155	48	455	40	30	4 731	49	113	6 111
11	2 634	731	78	194	14	0	1 245	55	489	5 442
12	2 947	774	1 747	313	15	7 710	1 270	90	772	15 642
13	Enquête	suspendue								
14	5 698	2 327	362	1 394	804	23 790	5 609	44	20 935	60 966
15	2 974	626	291	217	38	1 945	473	0	1 736	8 229
16	5 147	2 038	1 096	673	4 128	39 840	4 538	20	29 105	86 586
17	4 097	471	351	280	7 608	18 674	1 827	70	5 710	39 090
18	5 088	1 062	226	436	385	4 340	2 007	11	4 969	18 526
19	6 074	696	1 308	594	457	12 000	2 279	45	16 943	40 398
20	6 248	3 825	1 819	1 266	352	6 399	8 292	20	6 248	34 470

360

Geneviève Cortes
Partir pour rester

Source : suivi annuel des dépenses familiales.

Tableau 5 –
Dépenses annuelles familiales à Pampa Churigua
et à Santa Rosa/Arbieto (en boliviens).

N° de famille	Janv		Févr		Mars		Avril		Mai		Juin		Juil		Août		Sept		Oct		Nov		Déc		
	1	2	1	2	1	2	1	2	1	2	1	2	1	2	1	2	1	2	1	2	1	2	1	2	
Familles de Pampa Churigua																									
1	69	72	89	110	87	151	86	92	94	113	96	76	118	132	102	142	50	60	70	107	75	102	71	253	
2	46	98	87	115	*	*	116	148	90	102	68	52	79	66	78	67	63	62	*	*	*	*	66	126	
3	92	87	57	60	58	48	109	83	101	96	131	150	69	76	*	*	106	99	84	104	49	52	72	85	
4	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*
5	95	87	54	53	106	61	104	94	117	115	112	124	117	91	106	107	68	64	65	60	42	39	46	44	
6	57	50	70	60	98	181	139	170	83	82	144	154	89	121	96	106	62	83	89	106	70	78	75	109	
7	74	118	72	109	63	61	76	81	69	63	96	100	94	104	60	82	79	105	70	75	44	33	81	95	
8	54	46	133	121	45	40	111	131	78	100	125	135	88	80	51	61	77	92	*	*	*	*	43	40	
9	113	77	90	78	117	116	59	73	44	35	95	104	60	48	72	65	57	53	*	*	*	*	75	78	
10	39	45	131	177	100	173	105	90	122	95	161	127	139	114	98	85	130	86	104	79	106	88	89	70	
Familles de Santa Rosa et d'Arbieto																									
11	74	129	44	54	73	107	77	104	113	148	55	81	*	*	62	80	46	56	65	96	*	*	*	*	
12	114	109	120	84	124	175	132	124	81	95	97	91	123	203	87	119	70	108	68	79	114	185	141	218	
13	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*
14	84	119	141	206	122	162	95	126	113	132	134	144	92	120	74	80	55	94	93	371	115	132	*	*	
15	64	60	84	74	116	164	128	157	*	*	87	107	117	161	*	*	112	122	138	182	88	122	83	108	
16	66	114	133	153	94	146	141	185	91	216	133	225	177	223	97	141	83	154	79	107	51	81	59	100	
17	57	74	116	185	83	142	90	160	79	155	85	135	76	149	106	185	77	160	*	*	40	73	*	*	
18	68	60	111	200	85	131	102	145	93	133	104	154	98	170	79	227	59	102	85	142	56	109	64	161	
19	91	153	98	147	76	144	66	158	91	156	50	72	78	93	75	108	55	99	102	130	64	100	60	75	
20	*	*	138	315	85	130	82	107	113	233	211	302	90	119	143	222	77	133	86	132	60	101	68	242	

1 = Couverture calorique par rapport aux recommandations.
2 = Couverture protéique par rapport aux recommandations.

Tableau 6 –
Relevé mensuel de la couverture nutritionnelle
par famille (Santa Rosa/Arbieto
et Pampa Churigua).

Provenance des revenus*	20	16	12	14
Vente de :				
blé	0 %	1 %	0 %	0 %
légumineuses	2 %	0 %	0 %	0 %
légumes	0 %	0 %	7 %	0 %
pêchers	22 %	5 %	2 %	22 %
autres produits	0 %	0 %	2 %	0 %
animaux	21 %	3 %	0 %	3 %
fromages	9 %	1 %	18 %	6 %
Revenus tirés de l'exploitation	54 %	10 %	29 %	31 %
<i>Chicha</i>	10 %	1 %	0 %	0 %
Artisanat	0 %	0 %	3 %	0 %
Salarié agricole	0 %	0 %	2 %	0 %
Transport	14 %	0 %	0 %	0 %
Emprunt*	1 %	10 %	14 %	2 %
Autres	11 %	4 %	0 %	0 %
Migration	10 %	75 %	52 %	67 %
Revenus « hors exploitation »	46 %	90 %	71 %	69 %

Tableau 7 –
Provenance des revenus
des familles innovantes
(Santa Rosa et Arbieta).

Provenance des revenus*	11	17	18	19	15
Animaux	0 %	3 %	5 %	5 %	0 %
Fromages	16 %	2 %	4 %	0 %	0 %
Revenus tirés de l'exploitation	16 %	5 %	9 %	5 %	0 %
<i>Chicha</i>	0 %	13 %	0 %	5 %	0 %
Artisanat	0 %	0 %	0 %	1 %	0 %
Salaré	21 %	0 %	1 %	0 %	25 %
Transport	0 %	0 %	0 %	11 %	0 %
Pension ou rente	0 %	0 %	0 %	35 %	58 %
Emprunt	46 %	15 %	54 %	34 %	8 %
Autres	0 %	0 %	0 %	0 %	9 %
Migration	17 %	67 %	36 %	9 %	0 %
Revenus « hors exploitation »	84 %	95 %	91 %	95 %	100 %

Tableau 8 –
Provenance des revenus
des familles non
innovantes (Santa Rosa
et Arbieta).

Produits donnés par les femmes de Pampa Churigua	Valeur monétaire (en boliviens)	Produits reçus par les femmes de Pampa Churigua	Valeur monétaire (en boliviens)
9 kg pommes de terre	12	5 litres de <i>chicha</i>	5
		kg de sucre	2
		fromages	2,4
		pains	0,5
		Total	10
3 kg pommes de terre	3,5	4 pains	0,5
		500 g de sucre	1
		Total	1,5
11 kg pommes de terre	13	8 pains	1
		1 kg de pâtes	2
		8 bananes	0,5
		un récipient en fer	8
		Total	11,5

Tableau 9 –
Exemples de troc
semi-monétarisé.

Pampa Churigua		Santa Rosa et Arbieta	
Produits	Part dans le budget alimentaire (en %)	Produits*	Part dans le budget alimentaire (en %)
1 Pâtes	19,6	1 Viande de bœuf	17,8
2 Sucre	15,5	2 Pommes de terre	13,7
3 Huile	14	3 Pain	8,2
4 Riz	7,7	4 Pâtes	8
5 Pain	5,6	5 Sucre	7,6
6 Viande de bœuf	4,3	6 Riz	6,7
7 Grasse	4	7 Huile	5
8 Pommes de terre	3,2	8 Viande de poulet	2,7
9 Oignons	3,1	9 Tomates	2,4
10 Carottes	2,8	10 <i>Chicha</i>	2,3
11 Piment	2,7	11 Oignons	1,9
12 Tomates	2,7	12 <i>Chuño</i>	1,9
13 Bananes	2,4	13 Carottes	1,6
14 Cannelle	1	14 <i>Mais wilcaparu</i>	1,2
		15 Viande de mouton	1,2
		16 Piment	1
		17 Petit pois	1

Tableau 10 –
 Structure du panier
 alimentaire.

Source : suivi annuel des dépenses alimentaires, 1992-1993.
 * Sont pris en compte les produits qui captent au minimum 1 %
 des dépenses alimentaires.

Migration	Riz et pâtes consommés par personne (en gramme/jour)	Apport calorique du riz et des pâtes (en %)	Blé consommé par personne (en gramme/jour)	Apport calorique du blé (en %)
Colons	74	5,3	77	5,1
Migrants ouvriers agricoles	51	3,6	60	4
Non-migrants	50	3	137	8,5

Tableau 11 –
Migration et différenciation de la consommation de céréales à Pampa Churigua.

Source : enquêtes de consommation alimentaire, 1992-1993.

Classification	N° de famille	Revenu annuel par personne (en boliviens)	Consommation journalière de pommes de terre par personne (en g)	Couverture en calories (en %)	Couverture en protéines (en %)
Groupe 1 : priorité à la vente	7	660	1 360	73,4	85,6
	5	520	1 300	86,7	78,4
	2	790	1 420	76,9	92,9
	9	540	1 240	78,2	72,8
Groupe 2 : priorité à la consommation	8	1 270	1 020	80,6	84,2
	3	910	1 740	84,6	85,4
	6	940	1 400	89,3	108,4
	1	800	1 650	83,8	117,6
	10	1 730	1 730	110,4	102,5

Tableau 12 –
Vente de la pomme de terre et niveaux nutritionnels à Pampa Churigua.

Source : suivi annuel des revenus et enquêtes de consommation alimentaire, 1992-1993.

Tableau 13 –
Migration et
autosuffisance
alimentaire à Santa
Rosa et à Arbieta
(provenance
des produits et
des calories
consommés).

Provenance des produits consommés					
	Achat	Production	Don	Mink'a	Troc
Non-migrants	83 %	15,5 %	1,5 %	0 %	0 %
Migrants Argentine	88 %	10,5 %	1 %	0,1 %	0,4 %
Migrants USA/Israël	66,5 %	28,5 %	0,5 %	0 %	4,5 %
Provenance des calories consommées					
	Achat	Production	Don	Mink'a	Troc
Non-migrants	80 %	15 %	5 %	0 %	0 %
Migrants Argentine	88 %	11,4 %	0,5 %	0,1 %	0 %
Migrants USA/Israël	76 %	20 %	0,50 %	0 %	3,5 %

Source : enquête de consommation alimentaire, 1992-1993.

Tableau 14 –
Structure de
l'alimentation selon
le critère migratoire
(en % des calories
et protéines
consommées).

Type de migration	Non-Migrants	Migrants Argentine	Migrants USA/Israël	Non-Migrants	Migrants Argentine	Migrants USA/Israël
Produits	% Protéines			% Calories		
Céréales	43,5	33,3	33,7	45,7	41,6	40,4
Riz	1,8	2,6	5,8	2,9	4	10,7
Pain	13,7	14,4	16	12,8	15,9	16,1
Pâtes	19	7,7	4,3	19	9,2	5
Maïs	4,4	6,4	4,6	8,2	8,9	6,4
Tubercules	24,1	18,5	16,5	28,3	26,1	23,4
Légumes	1	2,3	2,1	2,8	3,4	4,6
Lait	5,2	10,5	13,7	1,6	5,8	7,1
Viandes	24,3	32,8	32,7	5,9	9	8
Graisses	-	-	-	5,5	5,2	4
% importés*	32,4	22	20,2	37	30	25

* Pâte, pain, huile.

Produits*	Variable	Non-migrants	Migrants en Argentine	Migrants aux USA et Israël
Riz	g/mois/personne % dans le budget	620 6	1 470 6	1 830 7
Pâtes	g/mois/personne % dans le budget	1 150 11,5	3 380 8	3 260 7,5
Pommes de terre	g/mois/personne % dans le budget	9 210 20	10 020 12	11 850 14
Viandes	g/mois/personne % dans le budget	330 9	1 830 18	1 430 17
Pain	g/mois/personne % dans le budget	1 660 9	2 620 7	3 520 11
Huile	g/mois/personne % dans le budget	710 8	790 4	840 5

Tableau 15 –
Migration et
structure du panier
alimentaire à Santa Rosa
et à Arbieta.

Source : enquête de consommation alimentaire, 1992-1993.

* Les six produits considérés sont ceux qui captent l'essentiel des dépenses alimentaires.

Annexe 3 : dossiers complémentaires

Dossier 1. La pauvreté rurale en Bolivie

La Bolivie est le pays le plus pauvre d'Amérique latine, après Haïti. Dans les années 1980, R. MORALES (1984) calcule, par exemple, que 80 % de la population bolivienne peut être considérée comme « pauvre », dont 60 % sont indigents et 20 % indigents extrêmes, ces derniers étant majoritairement représentés par les populations rurales du pays. En 1990, on estimait le pourcentage de familles « pauvres » à 71 % et à 80 % en milieu rural (FRANQUEVILLE, 1997). Un rapport de la Banque mondiale de 1991, traitant de la pauvreté rurale dans le monde, confirme l'aggravation des conditions de vie des paysans boliviens « malgré l'application du programme d'ajustement structurel » (URIESTE, 1992 : 127-133).

La mortalité infantile, au recensement de 1992, était de 75‰ pour l'ensemble du pays, mais de 58‰ dans les centres urbains et de 94‰ dans les campagnes (INE, 1993 b). En 1994, le taux de dénutrition en milieu rural (relation poids/âge) était de 20 % pour les enfants de moins de cinq ans contre 12 % en ville (FRANQUEVILLE, 1998). Si seulement 40 % de la population bolivienne ont accès aux services de santé, le déficit touche encore plus les milieux ruraux où l'on trouve un médecin pour 10 000 habitants contre 2 564 pour l'ensemble du pays (FRANQUEVILLE, 1997).

Dossier 2. Ruralité et migration en Bolivie

La Bolivie reste un pays éminemment rural. Sur une population totale de 6 344 400 personnes en 1992, 2 684 000 vivent dans les campagnes, soit 48 % (INE, 1993 b). À titre de comparaison, rappelons que la proportion de la population rurale est actuellement de 61 % au Guatemala, 44 % en Équateur, 30 % en Colombie et au Pérou et 27 % au Mexique (PNUD, 1993).

Le milieu rural concentre une population indigène importante, caractérisée par la pratique de langues autochtones encore très vivaces : l'aymara sur les hautes terres altiplaniques, le quechua dans les vallées et le guarani dans les basses terres. Dans le département de Cochabamba, 74 % de la population parle le quechua en 1992 contre 84 % en 1976. Parallèlement, l'espagnol indique une forte progression; en 1976, la proportion « d'hispanisants » est de 69%. Actuellement, 80,8% des *cochabambinos* parlent espagnol (l'aymara progresse également : de 4,3 % à 6,4 %). Signalons enfin que 18 % de la population départementale ne pratique que le quechua.

À partir des années soixante, la Bolivie rurale vit de profondes transformations. L'urbanisation du pays, tardive en comparaison des autres pays d'Amérique latine, a entraîné un exode vers les villes, sans pour autant que ne se vident les campagnes. Entre 1976 et 1992, la population urbaine a connu un taux de croissance annuelle de 4,2 % tandis que la proportion de ruraux stagne avec un taux de 0,09 %. Ce processus d'urbanisation, qui s'est traduit par l'augmentation du nombre de villes (49 en 1950, 99 en 1976, 123 en 1992), concerne plus particulièrement Santa Cruz (6,4% de croissance annuelle), El Alto de La Paz (9,2%) et certaines villes des vallées comme Tarija. De même, les centres urbains de taille moyenne, c'est-à-dire de moins de 20 000 habitants ont connu une nette progression. À l'échelle nationale, le taux de croissance moyen de la population urbaine entre 1976 et 1992 est de 4,1 %. Ceux des départements de Santa Cruz et de Cochabamba sont respectivement de 6,1 % et 4,6 %, tandis que celui de La Paz est de 3,3 % (INE, 1993 b).

Concernant la ville de Cochabamba, l'arrivée d'immigrants s'accélérent à partir des années quatre-vingt pour atteindre une forte pointe en 1986. Le poids démographique des migrants passe de 41 % en 1976 à 49 % en 1988 (LEDO, 1991). Mais, selon les résultats du recensement de juin 1992, cette proportion est de 37 %. Autrement dit, la migration vers la ville de Cochabamba s'est ralentie.

À l'échelle nationale, ce sont les hautes terres altiplaniques qui ont subi le plus fort exode (les régions d'Oruro et de Potosi, en particulier). Le département de Cochabamba, quant à lui, demeure une des rares régions attractives du pays, phénomène dû en partie au boom de la coca dans les zones tropicales. Selon le recensement de 1992 (INE), la migration représente 21 % de l'accroissement démographique de ce département tandis que les nouveaux résidents représentent 8 % de la population totale. La majorité des immigrants du département de Cochabamba provient de Potosi, d'Oruro et de La Paz. Le département de

Santa Cruz demeure cependant le plus attractif du pays. Les immigrants ont contribué à 38 % de sa croissance démographique et y représentent 18 % de la population.

Au sein même du département de Cochabamba, les zones d'altitudes (provinces d'Ayopaya, de Tapacari, d'Arque et de Campero) connaissent une baisse de la population en valeur absolue. Les zones intermédiaires des vallées indiquent soit un maintien de la population, soit une légère augmentation. Par contre, les provinces tropicales du Chaparé et du Carrasco montrent une forte progression avec un taux de croissance annuel supérieur à 2 %. Un transfert de population des zones d'altitude et des vallées s'est donc opéré vers les zones tropicales.

Actuellement, la province du Chaparé regroupe 15 % des ruraux du département, la plus forte proportion. En 1990, 82 % des résidents du Chaparé étaient originaires du département de Cochabamba, avec une forte proportion provenant des vallées (51,2 %) et, en particulier, du Valle Alto (17 %) (PIZARRO, 1991). Toutefois, l'émigration vers la coca n'a pas épargné les régions d'altitude de l'Altiplano touchées par la crise économique et les fortes sécheresses des années quatre-vingt, et surtout la fermeture des mines de l'Altiplano en 1986. Entre 1975 et 1987, 25 000 familles des régions de La Paz, d'Oruro et de Potosi ont quitté leurs villages, soit 42 % des immigrants du Chaparé (AGUILLO, 1987 b : 55-56).

Dossier 3. Un vieux débat : fin des paysanneries ?

Cette étude s'inscrit dans un débat théorique, déjà ancien, sur le devenir des sociétés paysannes dans le contexte d'industrialisation, de modernisation et aujourd'hui de mondialisation, des sociétés contemporaines. Sur ce thème, la littérature est abondante dès le début des années soixante. Schématiquement, deux modes d'interprétation s'opposent.

Selon la théorie marxiste, le paysan est perçu comme une catégorie « résiduelle », dont l'expulsion est une condition au développement du capitalisme. La généralisation de la migration temporaire et à plus forte raison définitive, n'est que l'expression de ce processus sociohistorique (HEYNIG, 1982). Dans les approches de filiation marxiste (théories de la dépendance et du développement inégal), la migration est l'expression de la déstructuration – mais non de la disparition – des paysanneries que l'on maintient « utilement » dans un état de pauvreté, de domination et de sous-développement (MEILLASSOUX, 1975; AMIN, 1976). Ainsi, selon une étude datant de 1987 (JUNAC), 65 % des familles paysannes du pays vivent en conditions d'infrasubsistance. Selon la classification de P. Schejman, 75 % de l'économie paysanne bolivienne serait en « décomposition » (le seuil de « décomposition » est défini par l'importance des revenus extra-agricoles, et en particulier de ceux tirés de l'émigration : lorsqu'ils représentent au moins 50 % des revenus de la famille, l'unité agricole est dite en « décomposition »).

Selon les théories « néo-classiques » des années cinquante-soixante, comme par exemple le modèle gravitaire de E.C. RAVENSTEIN (1885), ou encore le modèle « transitionnel ou diffusionniste » de W. ZELINSKI (1971), les déséquilibres économiques et démographiques qui marquent l'organisation de l'espace sont des facteurs déterminants de la migration. Elle serait une conséquence de la pression démographique (MAC NEILL et ADAMS, 1978) ou encore des différences de salaires entre des zones de niveau de développement inégal (HARRIS et TODARO 1970). L'émigration rurale serait un mécanisme d'équilibre favorable au développement du « secteur moderne urbanisé et industrialisé » lequel, en captant le surplus de main-d'œuvre des campagnes entraînerait en même temps une modernisation et une intensification des systèmes productifs agricoles (LEWIS, 1954).

Dossier 4. La question agraire dans la région de Cochabamba

Dans la région de Cochabamba, la question agraire revêt des caractères spécifiques par rapport au reste du pays. La configuration des espaces ruraux de cette région a été particulièrement affectée par la réforme agraire de 1953. En réalité, le démantèlement des haciendas a eu lieu bien avant la mise en place de la réforme, donnant lieu à l'apparition d'un secteur paysan indépendant (les *piqueros*). G. REY GIRAUD, en reprenant une étude réalisée dans cette zone en 1948, souligne par exemple que l'hacienda Chullpas située dans le Valle Alto, comptant une superficie initiale de 1 200 ha, fut divisée en 260 exploitations en moins d'un siècle et demi. Juste avant la réforme agraire, 76 % de ces exploitations appartenaient à de petits propriétaires paysans, pour certains également métayers. La taille moyenne de la petite propriété familiale était très réduite : 86 % des familles cultivaient moins de 3 ha (REY GIRAUD, 1987 : 52).

Héritant d'une vieille tradition de lutte pour la terre, les paysans des vallées de Cochabamba furent les initiateurs de la révolution agraire de 1953. Le premier syndicat agraire du pays fut l'œuvre des *colonos* d'une hacienda du Valle Alto (celle de Santa Clara) qui, avec l'aide des alliés du Parti politique révolutionnaire et des instituteurs de la zone, obtinrent d'un décret présidentiel non seulement le droit de s'organiser en syndicats, mais également celui de louer les terres du domaine foncier et, ultérieurement, celui de les acheter. La réforme agraire fut déclarée et célébrée dans un des villages du Valle Alto (Uruceña), situé à 25 km des villages de Santa Rosa et d'Arbieto (BARNES DE MARSCHALL et TORRICO, 1973 ; DANDLER, 1986).

La structure agraire de la région souffre, encore aujourd'hui, d'une inégale répartition des terres avec un émiettement de la propriété foncière dans les montagnes et les vallées, et des exploitations de taille moyenne ou grande en plaine (en moyenne 20 ha). Dans la région tropicale du Chaparé, les terres ont été distribuées à partir des années soixante par le Conseil national de colonisation (CNC) dans le cadre des politiques de colonisation de l'Orient. Si une minorité le fut à l'occasion de la colonisation dirigée, la majeure partie fut appropriée de

manière spontanée par les colons en provenance des hautes terres, moyennant le paiement ultérieur d'un quota mensuel (RIVIÈRE, 1981 ; REYE, 1987). Une partie de ces colons se consacrent aujourd'hui à la culture de coca.

En Bolivie, la question agraire est plus que jamais d'actualité. Avec la loi Inra de 1996, conformément aux principes de la libéralisation du marché de la terre, celle-ci devient un bien aliénable (sauf pour certains terres de bien collectif). Ces nouvelles dispositions ne sont pas sans poser de problèmes en termes de droit territorial. Par exemple, le projet « *Tierras bajas del Este* » (Terres basses de l'Est), financé en partie par la Banque mondiale à partir de 1992, a prévu sur cinq ans la mise en culture de plus de 300 000 ha de soja et de blé dans l'Orient, terres occupées par des communautés indigènes (FRANQUEVILLE, 1997). Depuis sa mise en place, la loi Inra fait l'objet de vives contestations de la part des différents acteurs concernés, et en particulier des syndicats. En octobre 1996, 40 000 paysans ont engagé une marche de 30 jours avec, entre autres revendications, le refus de la vente libre des terres.

Dossier 5. Coca, cocaïne et lutte antidrogue en Bolivie

En Amérique latine, la Bolivie n'est pas le seul pays producteur de feuilles de coca et de pâte base cocaïne (celle-ci étant le résultat de la première phase d'élaboration du chlorhydrate de cocaïne dont le principe consiste à fouler les feuilles de coca séchées, mélangées à divers produits chimiques). Avec environ 70 000 ha de coca destinés au trafic, la Bolivie vient en seconde position derrière le Pérou, où on estime que sont plantés 120 000 ha, dont 80 000 dans la seule région du Haut Huallaga. Les surfaces sont passées de 75 000 ha en 1979 à 220 000 en 1989 (LABROUSSE, 1991 b). Depuis les années quatre-vingt-dix la Colombie émerge également comme pays producteur de feuilles, cherchant à s'assurer une autonomie d'approvisionnement en matière première de cocaïne. Les plantations de coca sont situées dans l'est du pays, et en particulier dans la région de la Marracaña.

Depuis les années quatre-vingt, la culture de coca destinée au trafic, et toutes les activités induites de transformation (transport, *pisa*...) constituent un moyen de survie pour bon nombre de Boliviens, en particulier dans les zones rurales. Ces activités se sont développées dans le Chaparé où se rendent des travailleurs temporaires aux périodes de récolte. À la date de nos enquêtes, le détail des salaires journaliers (*jornales*) pratiqués dans le Chaparé était le suivant : défrichement, brûlis et semis (8 à 10 boliviens par jour), récolte de riz (soit uniquement en produits, soit en argent, soit les deux), récolte de coca (le salaire, qui dépend du nombre de sillons récoltés par l'ouvrier agricole, fluctue entre 8 et 12 boliviens la journée), *pisa* de coca (entre 20 et 30 boliviens la nuit).

La lutte contre la drogue déclenchée à partir de 1985 par les instances internationales, les États-Unis et les gouvernements des pays producteurs, pose la question de la légitimité de l'intervention et de l'éradication vis-à-vis d'un produit

comme la coca qui a été considéré, pendant longtemps, comme une drogue en tant que telle. Les effets de la coca sur l'organisme ont toujours fait l'objet de multiples débats. Sa mastication provoquerait une réduction de la sensation de faim et accentuerait la vulnérabilité des populations face à la malnutrition. Un médecin italien précurseur en la matière, P. Mantegazza, publiée en 1859 : *Sur les vertus hygiéniques et médicales de la coca* (SAIGNES *et al.*, 1992). En 1975, l'anthropologue R. BURCHARD montre également la grande richesse nutritionnelle de la feuille de coca en éléments vitaminiques (calcium, phosphore, fer...) et l'importance de 13 alcaloïdes dont l'un d'eux favorise l'assimilation des carbohydrates qui sont à la base du régime alimentaire andin (SAIGNES *et al.*, *op. cit.*). Cependant, il n'existe pas d'étude moderne qui fasse l'unanimité sur la question des apports nutritionnels de la coca (CARTER et MAMANI, 1986 ; QUIROGA, 1990). Toujours est-il que, outre des effets incontestables sur l'organisme (augmentation de la capacité de résistance, régulation du rythme cardiaque, coupe-faim...), la coca ne peut être considérée comme une drogue. Elle est, en ce sens, très peu éloignée de plantes comme le café ou le thé. La cocaïne, par contre, est le résultat d'un long procédé chimique de transformation qui libère et isole les alcaloïdes de la feuille de coca. Ses effets sur l'organisme et la dépendance qu'elle entraîne en font une drogue à part entière.

Dès les années quatre-vingt se mettent en place des actions de lutte contre l'extension de la culture de coca dans la région du Chaparé. Les premiers accords de coopération entre les États-Unis et la Bolivie concernant la réduction des plantations de coca datent des années 1975. Un premier projet pilote est lancé en 1974, puis prolongé jusqu'en 1980. De là est né le Projet de développement Chaparé-Yungas (Prodes), agence interministérielle créée pour la substitution des cultures de coca avec l'assistance technique et financière de l'Usaid (Agence des États-Unis pour le développement international). La législation fut révisée en 1976 établissant un « Plan de développement intégral » pour le Chaparé, interrompu avec le coup d'État en juillet 1980 de García Meza. C'est sous le gouvernement de V. P. Estenssoro qu'eurent lieu les premières véritables négociations entre les États-Unis et la Bolivie, relancées ensuite par J. P. Zamora.

Parallèlement aux actions d'éradication de la coca, se sont développés des programmes de développement alternatif, dont les fonds de financement sont essentiellement ceux de l'Usaid. Ces programmes visent en même temps un développement et une reconversion agricole de la région du Chaparé (avec la recherche de cultures « alternatives ») mais également une amélioration des équipements et des infrastructures régionales (eau, électricité, écoles, hôpitaux, routes...).

Dossier 6. La migration internationale des Boliviens

La migration internationale des « *Cochabambinos* » s'inscrit dans une vieille tradition régionale qui remonte au début du xx^e siècle, avec l'attraction tout d'abord du Chili. Le départ des paysans des vallées vers ce pays, puis vers les

régions minières de l'Altiplano, aurait été à l'origine du pacte paysans/mineurs ayant permis la mobilisation des populations lors de la révolution de 1953. Les « paysans-mineurs » n'auraient jamais coupé les liens avec leurs parents proches ou éloignés des zones rurales des vallées. De ce fait, les rumeurs et témoignages concernant les conditions de travail extrêmement difficiles dans les mines, les massacres de mineurs et les tentatives de révolte auraient contribué à une sensibilisation des populations des vallées qui, quelques années plus tard, se mobilisent pour la révolution nationale et la réforme agraire de 1953 (LARSON, 1992 : 382-383).

À partir des années 1920-50, c'est surtout l'Argentine qui devient le pays le plus attractif pour les Boliviens. De nombreuses études portent sur l'immigration en Argentine de populations originaires des pays limitrophes (ALFARO, 1981 ; BALAN, 1985 ; DE MARCO, 1986, DE MARCO et SASSONE, 1994 ; FOUCHER, 1972 et 1977 ; GURRIERI, 1991 ; RAMOS, 1993 ; RAPADO, 1982 et 1989 ; MAGUID, 1995).

L'émigration des Boliviens en Argentine, proprement dite, a fait l'objet de tentatives d'évaluation successives. Selon les données du ministère de l'Intérieur argentin, en 1895 on dénombrait déjà 7 400 Boliviens sur le territoire argentin dont 90 % dans la région de Salta et Jujuy. Dans les années cinquante, les différentes sources convergent vers un total d'environ 50 000 Boliviens en Argentine (REBORRATI, 1988 ; CELTON, 1995), dont la majorité se trouvent encore dans la région de Salta. Selon C. REBORRATI (*op. cit.*), 30 % des migrants saisonniers agricoles qui partent travailler dans cette région restent ensuite dans le pays.

Dans les années soixante-dix, selon l'origine des sources disponibles, l'estimation de la population bolivienne résidant en Argentine varie d'un facteur cinq : de 98 000 personnes à 600 000 (DE MARCO, 1986 ; DANDLER et MEDEIROS, 1985 ; FOUCHER, 1972 et 1977 ; CELTON, 1995). En 1975, l'Organisation internationale du travail (OIT) donne des estimations bien plus élevées : 715 000 Boliviens émigrent vers des pays d'Amérique du Sud, dont 69 % en Argentine (CRETON, 1976).

Dans les années quatre-vingt, on recense officiellement environ 120 000 Boliviens résidents en Argentine (CELTON, *op. cit.*). En croisant de multiples sources, G.M. DE MARCO (*op. cit.*) conclut à une estimation similaire, soit 134 000 personnes. Selon les données fournies par la Direction nationale des migrations d'Argentine, sur 430 000 accords de résidence permanente délivrés entre 1980 et 1990, 86 % ont été donnés à des migrants originaires des pays limitrophes (Russo, 1993). Les estimations du recensement argentin de 1991 montrent que les mouvements migratoires des Boliviens vers l'Argentine se maintiennent à un rythme soutenu. Environ 144 000 immigrants nés en Bolivie sont enregistrés en 1991 (contre 118 000 en 1980), soit presque 9 % du total des populations non originaires d'Argentine (INDEC, 1997). Encore une fois, ces données ne tiennent pas compte des migrants illégaux qui, selon les estimations des divers organismes consulaires argentins, oscilleraient entre 500 000 et 700 000 personnes.

Les flux migratoires des Boliviens aux États-Unis, parce que plus récents, sont beaucoup plus difficiles à évaluer. La Bolivie n'échappe pas au phénomène d'attraction des États-Unis qui, actuellement, se diffuse dans l'ensemble du

continent sud-américain. Selon les recensements américains de 1970 et de 1980, le nombre d'immigrants en provenance des pays d'Amérique du Sud a doublé en l'espace de dix ans. Durant la décennie suivante, les flux n'ont cessé de croître : le nombre de migrants permanents d'origine sud-américaine s'est multiplié par 1,2 entre 1980 et 1990, et celui des travailleurs temporaires par 3 (OECD/OCDE, 1992). Les politiques migratoires des États-Unis ont largement contribué à cette augmentation. Suite à l'amendement sur l'immigration de 1986 favorisant le rapprochement familial, les flux d'immigrants ont dépassé largement les prévisions des administrations américaines : 90 000 personnes, dont de nombreux Sud-Américains, sont entrées sur le territoire au cours de la décennie suivante au lieu de 45 000 annoncées (BODY-GENDROT, 1991).

Liste des sigles

Cedib – Centro de documentación e información sobre Bolivia (Centre de documentation et d'information sur la Bolivie).

Ceres – Centro de estudios de la realidad económica y social (Centre d'études de la réalité économique et sociale).

Cidre – Centro de investigación y de desarrollo regional (Centre de recherche et de développement régional).

CNC – Consejo nacional de colonización (Conseil national de colonisation).

CNRA – Consejo nacional de reforma agraria (Conseil national de réforme agraire).

COB – Central obrera boliviana (Centrale ouvrière bolivienne).

Coderta – Coordinación para el desarrollo regional de Tarata (Coordination de développement régional de Tarata).

DEA – Drug Enforcement Agency.

Direco – Dirección nacional de reconversión agrícola (Direction nationale de reconversion agricole).

FELCN – Fuerzas especiales de lucha contra el narcotráfico (Forces spéciales de lutte contre le narcotrafic).

FMI – Fonds monétaire international.

Fnulad – Fonds des Nations unies de lutte contre l'abus des drogues.

Fonadal – Fondo nacional para el desarrollo alternativo (Fonds national de développement alternatif).

IBTA – Instituto boliviano de técnicas agrarias (Institut bolivien des techniques agraires).

INC – Instituto nacional de colonización (Institut national de colonisation).

- INE** – Instituto nacional de estadística (Institut national de statistiques).
- Inra** – Instituto nacional de reforma agraria (Institut national de réforme agraire).
- Maca** – Ministerio de asuntos campesinos y agropecuarios (Ministère des questions paysannes et agricoles).
- OCDE** – Organisation de coopération et de développement économique.
- OIT** – Organisation internationale du travail.
- ONDPCP** – White House office of national drug control policy (Secrétariat américain pour la lutte antidrogue).
- Orstom** – Institut français de recherche scientifique pour le développement en coopération; devenu IRD (Institut de recherche pour le développement) en 1998.
- PDAR** – Programa de desarrollo alternativo regional (Programme de développement alternatif régional).
- Prodes** – Programa de desarrollo Chaparé/Yungas (Projet de développement Chaparé/Yungas).
- Pydis** – Plano integral de desarrollo y de substitución del cultivo de coca (Plan intégral de développement et de substitution de la culture de coca).
- Sven** – Sistema de vigilancia epidemiológico nutricional (Système de surveillance épidémiologique nutritionnel).
- Subdesal** – Secretario del desarrollo alternativo boliviano (Secrétariat au développement alternatif bolivien).
- Umopar** – Unidades móviles de patrullaje rural (Unités mobiles de patrouilles rurales).
- UNDCP** – United Nations drug control program (Programme des Nations unies de lutte contre la drogue).
- Usaid** – United States Agency for international development (Agence des États-Unis pour le développement international).

Resumen

Irse para quedarse

Supervivencia y mutaciones de sociedades campesinas andinas (Bolivia)

La obra ilustra las mutaciones económicas y socioculturales contemporáneas de los espacios rurales andinos, analizados a través del prisma de la emigración en la que ésta no se considera como un mecanismo de simple atracción que convierte al campesino en un "emigrante pasivo", sino como un verdadero componente de la economía campesina que se inscribe en lógicas familiares de supervivencia – o incluso de desarrollo. Se investiga el modo en el que la movilidad espacial da forma a nuevas relaciones con el espacio y territorios de pertenencia, pero también la función que desempeña en el reajuste, e incluso en los cambios profundos, de las lógicas de producción agrícola, modos de consumo o sistemas alimentarios. Superficie de contacto de varias materias de ciencias sociales (geografía, sociología, economía rural, antropología), la iniciativa se basa en un análisis comparativo de tres pueblos de habla quechua de la región de Cochabamba en la que se realizaron encuestas durante más de un año. El estudio combina, al mismo tiempo, métodos cuantitativos (seguimiento socioeconómico de hogares y explotaciones, encuesta de consumo alimentario) y cualitativos (observación/participación, relatos de vida).

Una región ejemplo de la crisis rural

Para empezar se sitúa la región de Cochabamba y los tres pueblos estudiados dentro de sus contextos locales, regionales y nacionales. En el corazón de la Cordillera Oriental de Bolivia, esta región es una de las más pobladas del país. Zona de transición entre el altiplano y las tierras bajas de oriente que son,

actualmente, el principal polo de atracción migratoria y de desarrollo económico de Bolivia. Profundamente afectada por los procesos sociohistóricos de la colonización española, la región heredó una vieja tradición agrícola basada en el predominio de los grandes latifundios. La revolución y la reforma agraria de 1953, particularmente intensas en esta región, impulsaron la formación de un grupo de pequeños terratenientes independientes y recientemente incorporados al mercado. La expulsión de los colonos de habla española y la posterior redistribución de tierras no lograron resolver la cuestión crucial del desigual reparto de tierras y su gran parcelación. Como el resto del país, Cochabamba posee una gran diversidad de nichos agroecológicos (valles templados, altiplanicies áridas, montañas, llanuras cálidas y húmedas), que dan lugar a una diferenciación de los paisajes agrícolas, estructuras agrarias y sistemas de producción. Las tres comunidades rurales son representativas de este escalonamiento ecológico y de las condiciones agroclimáticas correspondientes. Los pueblos de Santa Rosa y Arbieta, relativamente cercanos a la ciudad de Cochabamba, se encuentran en uno de los valles interiores de la Cordillera Oriental (Valle Alto) a unos 2 700 m de altitud. Aunque sufren fuertes periodos de sequía, las tierras de estas comunidades rurales son propicias para un aprovechamiento agrícola intensivo y diversificado (papas, maíz, trigo, cultivos frutales, horticultura, ganadería bovina). Sin embargo, la comunidad de Pampa Churigua, aislada a 3 200 m de altitud en las altiplanicies que bordean el Valle Alto, debe soportar condiciones climáticas mucho más rudas (intensa aridez, heladas). Los agricultores más tradicionales y más pobres de esta comunidad practican una agricultura destinada principalmente a los cultivos de subsistencia (papas, trigo) que combinan con el ganado ovino.

Los pueblos del valle y la comunidad del altiplano se diferencian en muchos aspectos (origen de la propiedad, sistema de producción, forma de organización sociocultural). Pero tienen en común el hecho de haber sufrido intensamente los efectos negativos de los años ochenta: desastres climáticos, crisis económica, políticas nacionales de favorecimiento del sector agroindustrial, programas de ajuste estructural que conllevaban un alejamiento del Estado en el sector agrícola. Los sistemas de producción de la comunidad del altiplano, al igual que los de los valles, deben actualmente hacer frente a numerosos problemas: escasez de agua, minifundio, aumento de gravámenes sobre la tierra, falta de personal técnico de dirección y acompañamiento, malas condiciones de comercialización... Con semejante contexto, la diversificación de las actividades familiares y la emigración temporal tienen una importancia cada vez mayor en la aplicación de estrategias de supervivencia y resistencia frente al empobrecimiento.

Migración del cotidiano

Las corrientes de emigración observadas en los campos cochabambinos se enmarcan primeramente en sus respectivos contextos históricos, económicos y sociopolíticos. La distinta realidad sociogeográfica de cada una de las tres

comunidades se ve reflejada en los diversos destinos de la emigración. En la comunidad de las tierras altas, la mayoría de los campesinos emigran temporalmente hacia la región tropical del Chaparé, en el noreste del departamento, a varias horas de su pueblo. Los emigrantes de Pampa Churigua forman parte de esas poblaciones de las altiplanicies bolivianas que, con la apertura de nuevas zonas de colonización en las llanuras tropicales orientales en los años sesenta, recibieron una parcela en el Chaparé. Hasta mediados de los años setenta sólo se cultivaban estas tierras de manera esporádica, pero gracias a la expansión del cultivo de coca, ligado a la extensión del tráfico de cocaína, durante los años ochenta se fueron instalando con un carácter más definitivo. Se convirtieron en colonos "cocaleros" (productores de coca), en empleados agrícolas contratados durante la cosecha o en "pisadores" (pisadores de coca antes de transformarla en la pasta básica de cocaína). Segunda zona mundial de producción ilegal de coca, el Chaparé es actualmente una de las zonas más atractivas del país, pero también una de las más conflictivas y cuyo destino está vinculado a las políticas antidroga de la comunidad internacional y, particularmente, a la de EE.UU. y a la del gobierno boliviano. Proyectado delante de la escena política nacional e internacional, el productor de coca del Chaparé es el eslabón más débil de la cadena del tráfico, sometido a los límites impuestos por la erradicación y la reconversión agrícola que intenta aplicar el gobierno dentro del marco de programas de desarrollo de cultivos alternativos a la coca.

Poco atraídos por el Chaparé y más dispuestos para una emigración lejana, los campesinos de los valles diversifican sus actividades yendo a trabajar al extranjero en el sector de la construcción, industria textil o trabajo doméstico. Aunque Argentina sigue siendo el principal polo de atracción, reflejo de la permanencia de una emigración hacia ese país vecino comenzada en los años veinte, los Estados Unidos, Israel o Japón surgen como nuevos destinos desde 1980. La coyuntura económica de los países de acogida (crisis en Argentina en la década 1980-1990), y las políticas de emigración (apertura de las fronteras japonesas a partir de 1990), contribuyen a esta recomposición de los trayectorias migratorias internacionales de los campesinos de los valles.

La diferenciación de estos destinos de emigración, que conciernen comunidades rurales próximas pero situadas en zonas ecológicas distintas, está determinada por componentes económicos (especialmente el nivel de pobreza) y socioculturales (grado de mestizaje, bilingüismo, nivel de educación...) que condicionan el acceso a la emigración. A pesar de ello, el análisis comparativo de los sistemas de movilidad familiar (ritmo, frecuencia y duración de estadias), muestra que la emigración es consecuencia de una misma lógica espacial: no crear una ruptura con el lugar de origen. En el caso de las emigraciones hacia las zonas tropicales del Chaparé, la ampliación del espacio de vida campesino se lleva a cabo mediante un desdoblamiento de los lugares de producción agrícola. Mediante la alternancia de periodos de breve duración entre las tierras altas y las bajas, el colono organiza su vida cotidiana en torno al manejo complementario de dos explotaciones agrícolas que distan 150 km entre ambas. A pesar de una situación desfavorable para la producción ilegal de coca (bajada

de precios, control del tráfico, represión), ser colono en el Chaparé constituye una prioridad vital para los campesinos de Pampa Churigua, sobre todo para las familias jóvenes que heredan pocas tierras. La experiencia del emigrante como asalariado agrícola comienza desde una edad muy temprana y, una vez que han conseguido ahorrar lo suficiente, compran una parcela en el Chaparé. La solidaridad y la ayuda mutua intracomunitaria, junto con el apoyo de los sindicatos productores de coca, favorecen la instalación e integración del nuevo colono en la comunidad de acogida. El aprovechamiento de la explotación, basada esencialmente en el trabajo familiar y las prácticas de ayuda mutua, se organiza en varias etapas: producción de cultivos de subsistencia en un inicio (sobre todo arroz), seguido de cultivos comerciales (coca). Desde ese momento, el ritmo de emigración se ordena en función de la combinación de ambos calendarios agrícolas, el de la comunidad de origen y el de las tierras bajas.

Las lógicas espaciales que constituyen las bases de las migraciones internacionales en los pueblos de los valles responden al mismo esquema de ampliación de los espacios de vida. El campesino emigrante lleva a cabo, en este caso, una dislocación del lugar de trabajo y de residencia a escala mundial. La emigración está inscrita en el ciclo vital de la familia y se transmite de padres a hijos funcionando según un sistema de circulación entre el pueblo de origen y el extranjero, con estancias temporales pero frecuentes en los diferentes países de acogida. No obstante, las emigraciones hacia el extranjero son especialmente selectivas: precisan de una buena red social a escala local y regional, disponer de importantes bienes raíces y monetarios o incluso ser beneficiario de un crédito de confianza en la comunidad para pedir un préstamo (más de 3 000 dólares para los destinos más alejados). Si la cohesión familiar y el sistema tradicional de organización comunitaria (reglas de reciprocidad y ayuda mutua, sistema de compadrazgo) facilitan el recurso a la emigración, bastantes campesinos se quedan al margen del sistema cuando fracasa, algo relativamente frecuente, su primer intento de emigración. La emigración al extranjero, sobre todo hacia países lejanos como Estados Unidos, Israel o Japón, sigue siendo un "privilegio" de los más favorecidos.

Una ruralidad recompuesta

¿Qué repercusiones económicas y socioculturales tiene la emigración en las tierras de salida? Una nueva ruralidad andina surge de la reconfiguración de las lógicas socioeconómicas familiares, suscitada por la diversificación de las fuentes de ingresos y por la movilidad espacial. El seguimiento anual de unas veinte familias (emigrantes y sedentarios), realizado en los tres pueblos, confirma primeramente las desigualdades socioeconómicas del mundo campesino andino de los dos pisos ecológicos, siendo la renta familiar mucho más alta en los valles que en la comunidad de las tierras altas. No obstante, en cualquiera de las tres comunidades, las actividades vinculadas a la movilidad espacial de las poblaciones (asalariado en el extranjero o en el Chaparé, venta de coca...) generan ingresos muy superiores a los de la agricultura de la comunidad

de origen. La emigración constituye la primera fuente de ingresos, en especial para las familias de colonos. Pero, habida cuenta de los beneficios monetarios relativamente bajos que se consiguen con las actividades ilegales vinculadas al tráfico de la droga (lo que relativiza la importancia de la coca-cocaína como fuente de riqueza para los campesinos bolivianos), la emigración no crea importantes diferencias de riqueza dentro de la comunidad; se limita a compensar las desigualdades de recursos iniciales, en particular las que conciernen la propiedad de bienes raíces. La emigración internacional, sin embargo, introduce un proceso de gran diferenciación y de jerarquización socioeconómica dentro de las comunidades campesinas, situando a los emigrantes hacia los Estados Unidos, Israel o Japón muy por encima de los niveles de vida de los emigrantes a Argentina o de los sedentarios. Si los ingresos de algunas familias de emigrantes alcanzan montos inesperados (superando a veces los 1 000 dólares mensuales), la emigración al extranjero supone un gran riesgo de endeudamiento para los demás, debido al préstamo de capital para emigrar que no se logra devolver.

Los modos de consumo son otro indicador de las mutaciones socioeconómicas de los campos cochabambinos. La distribución de los gastos monetarios confirma las diferencias de riqueza entre las comunidades rurales de los altiplanos y las de los valles. En los pueblos del altiplano, los modos de consumo son el reflejo de una administración rigurosa del presupuesto familiar, dando prioridad a la satisfacción de las necesidades elementales. La reproducción sociocultural del grupo familiar y comunitario, que se expresa en particular en la vida festiva y ritual, ocupa un lugar importante en las lógicas monetarias. Por otra parte, los modos de consumo son muy homogéneos entre las distintas familias; los únicos efectos de diferenciación, ligados a la emigración hacia el Chaparé, conciernen la difusión del evangelismo desde las tierras bajas, que provoca el rechazo de algunas prácticas socioculturales tradicionales (consumo de alcohol o coca, ayuda mutua, intercambio de servicios...). En los pueblos del valle, las consecuencias de la emigración internacional poseen otra dimensión y son de una naturaleza muy distinta. El análisis evidencia la formación de una "élite" de emigrantes ricos hacia los Estados Unidos, Israel o Japón, cuyos niveles de consumo superan ampliamente la simple reproducción biológica y social del grupo familiar. El mejoramiento de las condiciones materiales de existencia (habitat, diferentes equipamientos), la compra de bienes de consumo que no son básicos y la prioridad que se concede a la educación son muestras de un proceso de ascensión socioeconómico que tiene lugar en estos pagos. El fenómeno de diferenciación afecta también a la vida sociocultural y festiva de la comunidad que se vuelve un lugar de ostentación y alarde de riquezas, símbolos de la búsqueda de reconocimiento y prestigio social. Aunque un emigrante intente conservar sus ataduras con su comunidad de origen (por ejemplo, mediante el financiamiento de infraestructuras colectivas), la emigración internacional contribuye a debilitar la cohesión sociocultural comunitaria: marginalización de las familias sedentarias, individualización de los comportamientos y rechazo de ciertas prácticas tradicionales.

Los cambios económicos y socioculturales de estas sociedades rurales, ligados a la emigración internacional, son tanto más profundos cuanto que se inscriben en un proceso a largo plazo. La reconstrucción del itinerario de vida de los cabezas de familia pone en evidencia, en efecto, la sucesión de varios ciclos de emigración durante su vida (ciclos de iniciación, formación y consolidación), vida que será guiada tanto por la coyuntura externa (fluctuaciones del mercado de trabajo y condiciones de emigración en los países de acogida) como por la lógica interna del grupo familiar (proyectos de vida, elección de inversiones...) Las historias de vida nos ilustran, de este modo, sobre la diversidad de itinerarios migratorios, que no siempre se completan y permanecen inacabados, interrumpidos – a veces incluso fracasados – cuando la emigración sólo participa en el frágil mantenimiento de la explotación familiar o cuando ésta se salda con un fracaso. Pero en los demás (que quizá sean los menos), los itinerarios migratorios atestiguan el éxito ejemplar que permite no sólo mejorar las condiciones de existencia, sino también la permanencia – e incluso el desarrollo – de la explotación agrícola gracias a diferentes formas de inversión. La prioridad concedida a la compra de tierras, que a menudo conlleva importantes sacrificios financieros debido al alto precio del suelo en estas regiones, constituye sin ninguna duda la expresión más notable del mantenimiento de la ruralidad y de la vinculación de las sociedades campesinas de los Andes a su tierra.

De la supervivencia al desarrollo

Se prosigue con la reflexión sobre la recomposición del mundo rural andino, esta vez exclusivamente bajo la óptica de las lógicas de producción agrícola y de los sistemas alimentarios. ¿La emigración participa en el retroceso o, por el contrario, en el mantenimiento de la agricultura en las regiones de origen? Primeramente, se analizan los mecanismos de adaptación y reajuste, a veces incluso los cambios profundos que afectan a los sistemas de producción agrícola. En las economías campesinas tradicionales, en donde el sistema agrícola se articula en torno a la estrecha relación entre producción y consumo, la viabilidad de la explotación se basa en la optimización de los recursos disponibles que son la tierra y la mano de obra. La emigración temporal, sobre todo cuando ésta afecta a una población masculina joven, provoca un desequilibrio entre los recursos y hace que sea necesario proceder a formas de reajuste de la agricultura en las localidades de origen.

Al crear un desdoblamiento de los lugares de producción entre tierras altas y bajas, la emigración al Chaparé afecta relativamente poco los sistemas agrícolas y de pastoreo tradicionales. Sin embargo, se aprecian algunos pequeños cambios: fragilización del sistema de cría y descapitalización de la cabaña ganadera debido a las inversiones en tierras del Chaparé, relativa desmovilización de la mano de obra familiar que afecta a los rendimientos agrícolas. La emigración provoca también una diferenciación de elección de rotaciones de cultivos en la comunidad de origen. Al acceder a tierras tropicales, los emigrantes

se aprovechan de los ingresos de la coca y de las producciones agrícolas complementarias (frutas, arroz...) para privilegiar los cultivos de subsistencia como el de la papa. Las familias sedentarias, en cambio, dan mayor importancia a los cultivos comerciales tradicionales como el trigo, cuya venta garantiza un ingreso mínimo.

La emigración internacional es el vector de cambios mucho más profundos en los valles, que se reflejan en la aparición de una agricultura con varias velocidades. Las mutaciones de los sistemas de producción agrícola son la primera consecuencia de una estructura demográfica altamente desequilibrada. El estrechamiento de las capas de población joven y la feminización del campo son una de las principales consecuencias de la emigración internacional, esto conduce a una nueva organización social del trabajo agrícola. De ahora en adelante, el mantenimiento de la agricultura depende de la capacidad de las mujeres para gestionar en solitario la explotación familiar, mientras que el recurso al salariado agrícola y a las diversas formas de ayuda mutua (ayni, mink'a) crea relaciones disimétricas entre las familias de emigrantes y las sedentarias. A partir de ahora, el destino de la agricultura está condicionado por el éxito en la emigración. En un lado se encuentran los "olvidados" de la emigración (emigrantes pobres en Argentina y sedentarios) que, frente a la falta de recursos para la siembra de sus parcelas, mantienen con dificultad sus explotaciones, a menudo condenadas a una depreciación agrícola (baja de rendimientos, barbecho obligado). En cambio, los ricos emigrantes en Estados Unidos, Israel o Japón, impulsan nuevas dinámicas de modernización agrícola. Las inversiones en tierras, financiadas con las rentas de la emigración, están acompañadas de una mecanización de los sistemas de producción (compra de tractores), de introducción de nuevos sistemas de riego (construcción de pozos) y de nuevos cultivos (producciones frutales y de hortalizas). Si estos procesos se limitan a una minoría, los campesinos del Valle Alto de Cochabamba demuestran una auténtica capacidad de innovación y participan, en este sentido, en el desarrollo rural endógeno, que prefigura una transición hacia una agricultura familiar consolidada y fuertemente implantada en el mercado local y regional.

En un país como Bolivia, las transformaciones del mundo agrícola conducen inexorablemente al problema alimentario. ¿Contribuye la emigración a una mejor seguridad alimentaria en el medio rural?

Las encuestas alimentarias realizadas en las tres comunidades rurales, durante un periodo continuo de un año, proporcionan indicaciones muy valiosas sobre las estrategias de abastecimiento, modelos de consumo y sobre la situación nutricional familiar en sus relaciones con la emigración. La comparación entre comunidades de altitud y del valle evidencia dos sistemas alimentarios fundamentalmente diferentes. Para los campesinos del altiplano, el acceso al Chaparé permite una extensión de los espacios de producción al conjunto de los pisos ecológicos de la región, se favorece de este modo la diversificación en el abastecimiento de alimentos. Si la producción familiar suministra la mayoría de los alimentos básicos, el intercambio y la mink'a, practicados

cuando se baja a los valles, sirven para obtener un importante complemento en diversos productos (papas, leguminosas, maíz...). Estas lógicas de abastecimiento que favorecen el autoabastecimiento alimentario familiar, reproducen de forma contemporánea una antigua tradición andina de utilización vertical del espacio. A pesar de esto, la composición del régimen alimenticio, de gran homogeneidad entre las diversas familias, sigue estando poco diversificada (bajo consumo de verduras y proteínas animales). Los ritmos y las prácticas culinarias siguen estando muy marcadas por la cultura tradicional andina que asocia tabúes, prohibiciones y ritos alimentarios. A pesar de la diversificación de los modos de abastecimiento, los campesinos del altiplano no evitan la escasez en ciertas épocas del año. Esto tiene repercusiones claras en la variación anual de la cobertura nutricional. Dentro de los hogares estudiados, las necesidades distan mucho de hallarse satisfechas tanto en calorías como en proteínas. Si los ingresos de la emigración no crean ninguna diferenciación en las situaciones nutricionales, el grado de autoabastecimiento alimentario actúa, sin embargo, como elemento determinante. Esto confirma el papel que desempeña actualmente la emigración hacia el Chaparé y, por consiguiente, la producción de coca a la que está vinculada, en las estrategias de supervivencia de los campesinos bolivianos y en su búsqueda de una mejor seguridad alimentaria.

En las comunidades rurales del valle, la jerarquización socioeconómica que produce la emigración al extranjero repercute sobre el conjunto del sistema alimentario. De ahora en adelante, éste se halla desconectado de la actividad agrícola al estar sometido a la monetarización creciente de las economías familiares. La bajada progresiva de la producción tradicional de subsistencia (papas, maíz...) tiene como consecuencia una mayor dependencia del mercado alimentario urbano. Este bajo autoabastecimiento, provocado por un sistema de producción condicionado por los ingresos no agrícolas, penaliza a la población sedentaria, que posee pocas tierras y pocos ingresos. La composición del régimen alimentario muestra una transición hacia un modelo de consumo cada vez más diversificado, muy próximo al que caracteriza al medio urbano. Si los alimentos básicos tradicionales, comprados en su mayoría en el mercado, siguen proporcionando la parte esencial del aporte calórico (papas, maíz...), los productos de origen vegetal y animal (verduras, carne, productos lácteos) ocupan un importante lugar en el régimen alimenticio. La situación nutricional de los campesinos de los valles es mucho más satisfactoria que la de la comunidad del altiplano. No obstante, las prácticas migratorias revelan situaciones muy diferentes según las familias. Los emigrantes ricos, que disponen de los mejores recursos en bienes raíces y monetarios, apenas presentan deficiencias nutricionales. Sin embargo, las familias sedentarias con bajos ingresos, y las que están muy endeudadas por una emigración al extranjero, deben soportar una importante restricción alimenticia. Al ser su margen de maniobra muy reducido, estos hogares presentan las carencias más graves en calorías y proteínas.

Territorios de vida, vínculos y permanencia

Irse. Destino inevitable para miles de campesinos bolivianos empobrecidos que buscan una solución a su incierto porvenir. Pero irse para quedarse. El principal objetivo de esta obra, a través del análisis comparativo de dos tipos de sociedades rurales y de las emigraciones asociadas, es el de mostrar una convergencia de situaciones; en la campaña cochabambina, la movilidad espacial se enmarca dentro de una estrategia de diversificación de las actividades familiares y, paradójicamente, del mantenimiento de las poblaciones en su espacio de origen. La persistencia de fuertes identidades culturales, indisociables del vínculo comunitario y de una atadura a la tierra de los antepasados, explica los lazos que mantiene el emigrante con su espacio de origen. Nos hallamos frente a un modelo de ampliación del espacio de vida campesino que provoca una renovación de las formas de articulación de la sociedad global y nuevos modos de relación con el territorio de origen. El hecho emigratorio interfiere de manera compleja en las economías campesinas andinas y, reajustando o cambiando totalmente las prácticas agrícolas, se convierte en un parámetro importante del debilitamiento o refuerzo de los sistemas alimentarios familiares. De esta manera, muchos aspectos de las dinámicas observadas en esta región de los Andes bolivianos hacen referencia tanto a las cuestiones cruciales del mantenimiento de la agricultura y la ruralidad en los países del sur, como a la importancia que tiene el arraigo a la tierra por su condición de garante de la supervivencia y de la seguridad alimentaria de las sociedades campesinas.

Summary

Leave ... while staying

The survival and change of Andean peasant societies (Bolivia)

This work sheds light on the contemporary economic and sociocultural changes of rural areas in the Andes analysed in relation to migration. The latter is not considered as a simple attraction mechanism that turns farmers into 'passive migrants' but as a fully-fledged component of the farming economy and part of family survival – or even development logic. The way in which spatial mobility moulds new relationships with space and with home territories is explored, and also the role that migration plays in the readjustment, and sometimes deep-seated changes, in the logic of agricultural production, modes of consumption and also food systems. The approach is at the interface between disciplines belonging to the social sciences (geography, sociology, rural economics and anthropology) and is based on the comparative analysis of three Quechua villages in the Cochabamba region where surveys were performed for more than a year. The study combines both quantitative methods (socioeconomic monitoring of households and holdings, food consumption survey) and qualitative approaches (observation/participation, accounts of lives).

A region witness of the rural crisis

The rural region of Cochabamba and the three villages studied are first set in the local, regional and national contexts. In the heart of the eastern cordillera of Bolivia, the region is one of the most densely populated in the country. It is in a key position between the Altiplano highlands and the Oriente lowlands that currently form the major attraction for migration and the main centre of economic

development in Bolivia. The region was deeply affected by the socio-historical processes of Spanish colonisation and has inherited an old agricultural tradition founded on domination by large estates. The revolution and agrarian reform in 1953 were particularly intense in the region and stimulated the formation of a group of small independent landowners newly integrated in the market. However, the expulsion of Spanish colonists and the subsequent landholding redistribution did not solve the crucial question of unequal land distribution and very marked parcelling. Like the country as a whole, the Cochabamba region displays a great diversity of agro-ecological niches (temperate valleys, arid plateaux, mountains and hot and humid plains), leading to the differentiation of agricultural landscapes, agrarian structures and farming systems. The three rural communities are representative of this ecological layout and the associated agro-climatic conditions. The villages of Santa Rosa and Arbieta are fairly close to the town of Cochabamba and are located in one of the inner valleys of the eastern cordillera (Valle Alto) about 2,700 m high. Although the land of these rural communities is subjected to marked drought, it is suitable for intensive, diversified cropping (potatoes, maize, wheat, fruit crops, market garden crops and cattle farming). The Pampa Churigua community is isolated at 3,200 m on the high plateaux above Valle Alto and the climatic conditions are much harsher (strong aridity and frost). The more traditional, poorer farming community practices agriculture devoted essentially to subsistence crops (potatoes and wheat) combined with sheep farming.

The villages below and the community above differ in many ways (the origin of land ownership, the farming system and the type of sociocultural organisation). However, they were all deeply affected by the poor situation in the 1980s, with climatic disasters, an economic slump, national policies favouring the agroindustrial sector and structural adjustment programmes involving state withdrawal from the agricultural sector. The farming systems used both by the highland community and in the valleys are subjected to a host of constraints today: shortage of water, exiguity of the land available, landholding pressure, lack of extension services, poor marketing conditions, etc. In this context, the diversification of family activities and temporary migration are playing an increasing important role in the setting up of survival and resistance strategies in the face of impoverishment.

Common migration

The migration movements observed in rural Cochabamba are first set in their historical, economic and socio-political contexts. Three different migration destinations correspond to the socio-geographical differentiation characterising the three communities. The great majority of the farmers in the highland community migrate temporarily to the tropical region of Chaparé in the north-east of the administrative department, several hours from their village. The Pampa Churigua migrants form part of this Bolivian highland population who received plots of land in the Chaparé when new zones in the plains of the Oriente region

were opened up for colonisation in the 1960s. Although they cultivated this land very irregularly until 1975, they profited from the increase in cocaine trafficking and the coca boom in the 1980s to settle on a more permanent basis. They thus became 'cocaleros' (coca growers), farm workers hired for the harvest or 'pisadores' ('treaders' of coca before it is processed into cocaine base paste). The second illegal coca production zone in the world, the Chaparé is now one of the most attractive regions in the country, and also the subject of the strongest conflicts whose destiny is now linked to international, US and Bolivian drug control policies. Under the spotlights of the national and international political stage, Chaparé coca growers are the weak link in the trafficking chain and are subjected to the constraints of the eradication and agricultural reconversion that the government is attempting to set up within the framework of development programmes forming alternatives to coca.

Little sensitive to the attraction of the Chaparé and more willing to migrate for longer distances, the valley farmers diversify their activities by working abroad in the construction, textile or domestic labour sectors. Although Argentina is the main centre of attraction, reflecting a continuous Bolivian emigration flow initiated in the 1920s, the United States, Israel and Japan have become new destinations since 1980. Both the economic situations in the destination countries (1980-1990 slump in Argentina) and migration policies (Japan opened its frontier in 1990) contribute to this reforming of the international migration routes of the valley farmers.

The differentiation of these migration destinations of rural communities that are geographically close but located at two distinct ecological levels is determined by the economic (especially the poverty level) and sociocultural data (degree of cross-breeding, bilingualism, education level, etc.) that govern access to migration. Nevertheless, comparative analysis of systems of family mobility (rate, frequency and duration of stays) shows that migration obeys the same spatial logic – that of not creating a break with the home location. In the case of migration to the Chaparé tropical zones, farmers' living areas become enlarged, with a doubling of the agricultural production sites. With alternate short stays in the highlands and the lowlands, 'colonist' farmers organise their lives between two farms 150 km apart. Although the situation has been unfavourable for illegal coca production since the 1990s (falling prices, control of trafficking and prevention), being a colonist in the Chaparé is a priority for Pampa Churigua farmers, and especially for young households that have inherited little land. Migrants' experience as farm labourers begins when they are very young. Then, when they have saved enough money, they buy a piece of land in the Chaparé. Solidarity and community mutual aid, together with the support of the coca producers' syndicates, help new colonists to settle in the host community. Farming operations are based mainly on family labour and mutual aid and are organised in several stages: first subsistence crops (especially rice) and then commercial crops (coca). The migration rate is then organised according to the combination of two farming calendars, that of the home community and that of the lowlands.

The spatial logic underlying international migration in the valley villages follows the same broadening pattern of the living space. Here, the farmer-migrant divides his working and living locations at a world scale. Forming part of the life cycle of the family and passed on from father to son, migration operates as a circulatory movement between the home village and abroad, with temporary but repeated stays in the various host countries. However, international migration is particularly selective. It requires a good social network at the local and regional scale, good land and cash resources or the confidence of the community for a loan (more than \$3,000 for the most distant destinations). Although family cohesion and traditional community organisation (rules governing mutual aid, the *compadrazco* system) facilitate migration, many farmers remain outside the structure, generally having failed in their first attempt at leaving. Here, migration to foreign countries, and especially to the more remote destinations such as the USA, Israel and Japan, is a 'privilege' for the better-off.

A new rural pattern

What are the economic and sociocultural consequences of migration for the home locations? A new Andean rural pattern is emerging through the reconfiguration of family socioeconomic logic as a result of the diversification of sources of income and spatial mobility. The annual monitoring of some 20 households (migrants and non-migrants) in the three villages first confirms the socioeconomic inequality of the Andean farming world at two ecological stages. Family incomes are much higher in the valleys than in the highland community. However, whatever the community, the activities related to the spatial mobility of populations (*wage-earning abroad or in the Chaparé, sale of coca, etc.*) bring in much larger incomes than those drawn from farming in the home community. Migration is the main source of income, especially for 'colonist' families. However, given the relatively small cash profits drawn from illegal activities related to drug trafficking (reducing the importance of the coca-cocaine economy as a source of profit for the small farming world in Bolivia), migration does not create substantial differences in wealth within the community. It just compensates inequalities in initial resources and especially those related to land ownership. However, international migration introduces a process of strong differentiation and socioeconomic ranking in farming communities, putting the standard of living of migrants to the USA, Israel and Japan well above that of migrants to Argentina or sedentary persons. Although the incomes of some migrant families reach unexpected levels (sometimes over \$1,000 per month), migration to foreign countries is accompanied by risk of irreversible indebtedness for others, following the borrowing of initial capital and inability to repay.

Modes of consumption are another indicator of socioeconomic changes in rural Cochabamba. The distribution of monetary expenditure confirms the differences in wealth between the rural communities of the plateaux and the valleys. Consumption patterns in the highland village reflect careful management of the

family budget, with priority awarded to meeting basic needs. The sociocultural reproduction of the family and community group, expressive in particular in festive and ritual activities, has an important position in monetary logic. Consumption modes are also markedly homogeneous from one family to another. The only effects of differentiation related to migration to the Chaparé concern evangelism from the lowlands, leading to the rejection of certain traditional socio-cultural practices (*consumption of alcohol or coca, mutual aid, exchange of services, etc.*). In the valley villages, the effects of international migration are on another scale and of a very different kind. Analysis shows the formation of an 'elite' of rich migrants to the USA, Israel or Japan, whose consumption levels greatly exceed the mere biological and social reproduction of the family group. The improvement of material conditions (the home and various equipment), the purchase of non-essential consumer goods and the priority awarded to education are the signs of the process of socioeconomic ascension in progress in these country areas. The differentiation phenomenon has a similar effect on the sociocultural and festive life of the community, which becomes an occasion for monetary demonstration and ostentatious practices symptomatic of a search for recognition and social prestige. Even if the migrant seeks to conserve his anchorage in the home community (e.g. by funding collective infrastructure), international migration contributes to making the sociocultural cohesion of the community more fragile. Sedentary families are marginalised, behaviour becomes individualised and certain traditional practices are rejected.

In these rural societies, the economic and sociocultural changes related to international migration are made stronger by the fact that they are part of a long process. Indeed, the reconstitution of the life pattern of heads of families shows the succession of several migration cycles (initiation, training and consolidation cycles) guided as much by the external conjuncture (fluctuations of the labour market and of conditions of emigration to the host country) as by logic that is internal to the family group (life projects, choice of investments, etc.). Life stories thus shed light on the variety of migration itineraries, some of which are incomplete, interrupted – and sometimes even unfinished – when migration contributes only to the fragile maintaining of the family holding or ends in failure. However, for other people (the less numerous?), migration itineraries show exemplary success enabling not only the improvement of living conditions but also the permanence or even the development of the farm through different kinds of investment. The priority awarded to the purchase of land, often involving heavy financial sacrifice because of the high price of land in these regions, is doubtless the most remarkable expression of the maintaining of the rurality of Andean farming societies and their attachment to their land.

From survival to development

Reflection concerning the new pattern of the Andean rural world is continued under the exclusive angle of the logic of agricultural production and food systems.

Does migration participate in the decline or, in contrast, the maintaining of farming in the home regions? The analysis first covers the mechanisms of adaptation and readjustment and sometimes the upheavals that affect farming systems. In traditional smallholding economies, where the farming system hinges on the close relation between production and consumption, farm viability is based on the optimisation of available resources – land and labour. However, temporary migration, above all when it involves a young male population, calls this equilibrium of resources into question and necessarily requires forms of readjustment of agriculture in the home locations.

Insofar as it forms part of the doubling of production locations in the highlands and the lowlands, migration to the Chaparé has relatively little effect on traditional farming and pastoral systems. A few small changes are nonetheless visible: the livestock system has become more fragile with reduction of livestock linked to investment in land in the Chaparé and a comparative decrease in family labour affects agricultural yields. Migration also leads to the differentiation of cropping patterns in the home community. Through access to tropical land, migrants profit from income due to coca and complementary crops (fruits, rice, etc.) to concentrate on subsistence crops like potatoes. In contrast, sedentary families give priority to traditional cash crops like wheat whose sales ensure them a minimum income.

International migration is the vector of much more marked changes in the valleys, resulting in the emerging of several 'speeds' of farming. The changes in farming systems result first of all from a strongly unbalanced demographic structure. A decreased number in young age brackets and the 'feminisation' of rural areas are a major consequence of international migration leading to new social organisation of agricultural work. The maintenance of farming now depends on the ability of the women to manage the family farms alone, while the use of paid labour and various forms of mutual aid (*ayni*, *mink'a*) creates asymmetrical relations between migrants and sedentary families. The fate of agriculture is now conditioned by successful migration. On the one hand there are the 'misfits' with regard to migration (poor migrants in Argentina, sedentary families) who, suffering from lack of resources to cultivate their fields, find it difficult to maintain their holdings and are often led to agricultural dereliction (falling yields and forced fallows). In contrast, the rich migrants to the United States, Israel or Japan are behind new farm modernisation dynamics. Land purchases funded by migration income are accompanied by the mechanisation of farming systems (purchase of tractors), the introduction of new irrigation systems (construction of wells) and cultural innovations (fruit and market garden crops). Although these processes are reserved for a minority, the Valle Alto farmers in Cochabamba demonstrate real capacity for innovation and participate in this respect in endogenous rural development foreshadowing a transition to consolidated family agriculture strongly integrated in the local and regional market.

Changes in the agricultural world in a country like Bolivia necessarily bring us back to the question of food. Does migration contribute to improved food security in rural areas?

The food surveys performed in the three rural communities for a continuous one-year period provide precious information about supply strategies, consumption models and the family nutritional situation in relation with migration. Comparison of highland and valley communities reveals fundamentally different food systems. For the highland farmers, access to the Chaparé enables the extension of production areas to all the ecological stages in the region, thus enhancing the diversification of food supplies. Although most staple foods are produced by the family, barter and *mink'a* methods used on the occasion of descents to the lowlands procure substantial complementary supplies of various produce (potatoes, legumes, maize, etc.). This supply logic favouring family self-sufficiency with regard to food is a contemporary reproduction of an old Andean tradition of the vertical use of space. The diet is markedly homogeneous between families but nevertheless not very varied (small consumption of vegetables and animal protein). Culinary rates and practices are also still strongly impregnated with traditional Andean culture involving taboos and food rituals. In spite of the diversification of supply procedures, highland farmers do not escape serious shortages at certain times of the year. This has perfectly visible effects on the annual variation of the covering of food requirements. Needs – in both calories and protein – are far from being covered in all the households monitored. Although income from migration does not create any differentiation in nutritional situations, the degree of food self-sufficiency is a determinant factor. This confirms the role played today by migration to the Chaparé and hence the illegal coca production with which it remains linked in the survival strategies of Bolivian smallholders and their search for better food security.

The socioeconomic hierarchisation resulting from migration to foreign countries affects the entire food system of the rural communities in the valley. The latter is now disconnected from agricultural activity as it is subjected to the increasing monetarism of family economies. The corollary of the gradual decrease of the production of traditional subsistence crops (potatoes, maize, etc.) has increased dependence on the urban food market. The low self-sufficiency induced by a production system conditioned by non-agricultural income is even more penalising for non-migrants; who possess small land resources and low income. Diet composition shows the transition to an increasingly diversified consumption model that is very close to that of urban areas. Although the greater part of the calorie intake is still covered by traditional staple foodstuffs, mainly purchased on the market (potatoes and maize), plant and animal products (vegetables, meat and dairy products) form an important part of the diet. The nutritional situation of the valley farmers is much more satisfactory than that of the highland community. However, migratory practices result in situations that vary considerably from one family to another. The rich migrants with the best land and monetary resources display hardly any food deficiencies. In contrast, low-income sedentary families and those who contracted debts for funding a departure abroad face severe food restriction. As there is little room for manoeuvre, these households display serious calory and protein deficiencies.

Territories of life, links and permanence

Leave. The inevitable fate of thousands of impoverished Bolivian peasants seeking a solution to their uncertain futures. But they leave while staying. The main aim of this work is to use the comparative analysis of two types of rural society and their migration patterns to show the convergence of situations. In rural areas in Cochabamba, spatial mobility forms part of a strategy for the diversification of family activities and, paradoxically, the maintaining of populations in their home areas. Persistent strong cultural identities that are indissociable from the community anchorage and attachment to ancestral land explain the bond between the migrant and his home area. This leads to a model of enlargement of the farmers' area, with the emergence of the renewed forms of attachment to the global society and new modes of relation to the home territory. Migration has complex interference in Andean smallholder economies and, by readjusting or upsetting farming practices, is an important parameter in the fragility or strengthening of family food systems. Thus, many aspects of the dynamics observed in this part of the Bolivian Andes concern as much the crucial question of the maintaining of agriculture and rural life in southern countries as the strength of the territorial roots of populations as a guarantee of the survival and food security of peasant societies.

Table des illustrations

Figures

Figure 1 – Zones écologiques de Bolivie et localisation de la région de Cochabamba.	30
Figure 2 – La région de Cochabamba.	31
Figure 3 – Distribution foncière dans la région de Cochabamba.	38
Figure 4 – Productions agricoles dans la région de Cochabamba.	41
Figure 5 – Revenus non agricoles dans les foyers ruraux de Cochabamba.	44
Figure 6 – Solde migratoire (1976-1992) et redistribution spatiale de la population bolivienne par département (1950-1992).	47
Figure 7 – Évolution de la population rurale en Bolivie (1976-1992).	48
Figure 8 – Taux de croissance de la population rurale du département de Cochabamba entre 1976 et 1992.	49
Figure 9 – Localisation des communautés rurales étudiées.	52
Figure 10 – Occupation de l'espace et zonage des cultures dans les communautés étudiées.	60
Figure 11 – Réseau d'irrigation à Santa Rosa et à Arbiето.	63
Figure 12 – Distribution des terres à Pampa Churigua.	68
Figure 13 – Distribution des terres à Santa Rosa et à Arbiето.	70
Figure 14 – Calendrier agricole à Arbiето et à Santa Rosa.	82
Figure 15 – Calendrier agricole à Pampa Churigua.	83

- 91 Figure 16 – Lieux et formes de commercialisation des produits agricoles et de l'élevage (Santa Rosa, Arbiето, Pampa Churigua).
- 106 Figure 17 – Évolution des cultures de coca (1970-1992).
- 110 Figure 18 – Activités des populations impliquées dans le trafic de cocaïne.
- 117 Figure 19 – Prix de vente de la coca entre 1987 et 1992.
- 117 Figure 20 – Évolution des cultures de coca en Bolivie, 1989-1996.
- 121 Figure 21 – Évolution de la population du Chaparé (1975-1992).
- 125 Figure 22 – Destination des émigrants de Santa Rosa et d'Arbiето.
- 128 Figure 23 – Migrations des Boliviens en Argentine de 1970 à 1985.
- 141 Figure 24 – Calendrier agricole dans le Chaparé.
- 145 Figure 25 – Mobilité d'une famille de migrants ouvriers agricoles.
- 145 Figure 26 – Mobilité d'une famille de colons (Pampa Churigua).
- 160 Figure 27 – Réseau socio-spatial de la migration internationale (Santa Rosa et Arbiето).
- 163 Figure 28 – Temps d'émigration et ressources foncières (Santa Rosa et Arbiето).
- 175 Figure 29 – Provenance des revenus à Pampa Churigua.
- 176 Figure 30 – Provenance des revenus à Arbiето et à Santa Rosa.
- 178 Figure 31 – Niveaux de revenus à Pampa Churigua.
- 179 Figure 32 – Niveaux de revenus à Santa Rosa et à Arbiето.
- 180 Figure 33 – Bilan monétaire des familles de Pampa Churigua.
- 182 Figure 34 – Bilan monétaire à Arbiето et à Santa Rosa.
- 184 Figure 35 – Utilisation des revenus à Santa Rosa et à Arbiето.
- 185 Figure 36 – Dépenses familiales à Santa Rosa et à Arbiето.
- 187 Figure 37 – Utilisation des revenus à Pampa Churigua.
- 192 Figure 38 – Variation annuelle des revenus et des dépenses à Pampa Churigua.
- 198 Figure 39 – Niveaux de revenus et dépenses festives (Santa Rosa et Arbiето).
- 201 Figure 40 – Extension spatiale des villages Santa Rosa et Arbiето (1961-1983).
- 222 Figure 41 – Itinéraire des jeunes générations (Arbiето et Santa Rosa).
- 230 Figure 42 – Migration et utilisation des ressources foncières à Pampa Churigua.

Figure 43 – Migration et choix de production agricole à Pampa Churigua.	233
Figure 44 – Différenciation des rendements agricoles à Pampa Churigua.	235
Figure 45 – Temps de migration de la famille et rendements de la pomme de terre à Pampa Churigua.	236
Figure 46 – Utilisation de la production agricole à Pampa Churigua.	237
Figure 47 – Périodes de vente des principaux produits agricoles à Pampa Churigua.	237
Figure 48 – Migration et autoconsommation à Pampa Churigua (cas de la pomme de terre).	238
Figure 49 – Structure de la population rurale dans le département de Cochabamba.	240
Figure 50 – Structure de la population dans les villages du Valle Alto.	240
Figure 51 – Taux de féminisation des zones rurales de Cochabamba.	242
Figure 52 – Relations de travail inter-familiales à Santa Rosa et à Arbiето.	249
Figure 53 – Migration et superficie cultivée à Arbiето et à Santa Rosa.	251
Figure 54 – Les choix de production à Santa Rosa et à Arbiето.	253
Figure 55 – Passage à une agriculture innovante.	255
Figure 56 – Stratégies d'approvisionnement alimentaire à Pampa Churigua.	265
Figure 57 – Espaces et modes d'approvisionnement alimentaire (Pampa Churigua).	266
Figure 58 – Période de troc de la pomme de terre et du blé à Pampa Churigua.	268
Figure 59 – Rôle de la <i>min'ka</i> pour la pomme de terre (Pampa Churigua).	271
Figure 60 – Variation annuelle des dépenses alimentaires à Pampa Churigua.	274
Figure 61 – Migration et stratégies d'approvisionnement alimentaire à Pampa Churigua (provenance des calories consommées).	275
Figure 62 – Migration et dépenses alimentaires (Pampa Churigua).	276
Figure 63 – Provenance des calories consommées à Santa Rosa et à Arbiето.	278
Figure 64 – Modèle alimentaire de Pampa Churigua.	286
Figure 65 – Apport calorique par groupe de produits à Pampa Churigua.	287
Figure 66 – Apport protéique par groupe de produits à Pampa Churigua.	287
Figure 67 – Modèle alimentaire de Santa Rosa et d'Arbiето.	288
Figure 68 – Apport calorique par groupe de produits à Santa Rosa et à Arbiето	289

- 289 Figure 69 – Apport protéique par groupe de produits à Santa Rosa et à Arbieto.
- 291 Figure 70 – Différenciation de l'alimentation selon le critère migratoire à Pampa Churigua.
- 294 Figure 71 – Différenciation de l'alimentation selon le critère migratoire à Santa Rosa et à Arbieto.
- 299 Figure 72 – Cycle « agronutritionnel » à Pampa Churigua.
- 299 Figure 73 – Variation de la couverture nutritionnelle à Pampa Churigua.
- 300 Figure 74 – Variation annuelle de la consommation des principaux aliments à Pampa Churigua.
- 302 Figure 75 – Variation de la couverture nutritionnelle et des dépenses alimentaires (Santa Rosa et Arbieto).
- 303 Figure 76 – Variation annuelle de l'autosuffisance alimentaire (Santa Rosa et Arbieto).
- 304 Figure 77 – Cycle « agronutritionnel » à Santa Rosa et à Arbieto.
- 305 Figure 78 – Variation saisonnière de la composition du régime alimentaire (Santa Rosa et Arbieto).
- 307 Figure 79 – Migration et couvertures nutritionnelles (Pampa Churigua).
- 307 Figure 80 – Migration et couvertures caloriques (Santa Rosa et Arbieto).
- 308 Figure 81 – Niveaux de revenus et couvertures caloriques (Santa Rosa et Arbieto).
- 309 Figure 82 – Migration et couvertures protéiques (Santa Rosa et Arbieto).
- 310 Figure 83 – Endettement et couvertures caloriques (Santa Rosa et Arbieto).
- 311 Figure 84 – Composition familiale et couvertures caloriques (Pampa Churigua).
- 322 Figure 85 – Impact de la migration internationale sur le système alimentaire paysan.
- 323 Figure 86 – Impact de la migration vers le Chaparé sur le système alimentaire paysan.

Tableaux

Tableau 1 – Production agricole dans le Chaparé (exemples de quelques produits).	107
Tableau 2 – Les migrants de Pampa Churigua vers le Chaparé.	120
Tableau 3 – Migration vers le Chaparé et pression foncière.	135
Tableau 4 – Exemples d'investissements fonciers dans le Chaparé.	137
Tableau 5 – Coût de la migration internationale pour un premier départ.	157
Tableau 6 – Investissements réalisés sur l'exploitation grâce à la migration internationale (Orlando S., Arbiето).	208
Tableau 7 – Rendements agricoles à Pampa Churigua.	234

Photographies

– Vue générale de Cochabamba, troisième ville du pays, située dans la région centrale des vallées interandines de Bolivie.	29
– Place du village d'Arbiето avec la mairie (au premier plan) et l'église (au second plan). L'architecture coloniale est la trace laissée par la présence espagnole dans ces bourgs de fond de vallée.	54
– Vue générale de Pampa Churigua, communauté traditionnelle localisée sur le plateau d'altitude (3 300 m) où dominent une forte aridité et un paysage d'habitat dispersé. À l'époque de la colonisation espagnole, les terres de Pampa Churigua étaient occupées par un grand propriétaire terrien.	55
– Maison traditionnelle d'adobe à Pampa Churigua. Une première pièce (à gauche), lieu de vie de la famille, est prolongée par une deuxième pièce servant au stockage des produits et des outils agricoles. Dans la cour intérieure, ouverte sur les parcelles d'exploitation, se trouvent l'espace culinaire couvert (à gauche) ainsi que les ustensiles de cuisine (jarres de terre, foyer de cuisson, chaudron...).	58
– Maison de Santa Rosa, village d'habitat groupé. La maison est composée de plusieurs bâtiments disposés autour d'une cour fermée servant souvent d'enclos à l'élevage de volailles et de lapins (cages au deuxième plan).	61
– Un des principaux canaux d'irrigation alimentant les parcelles agricoles d'Arbiето en saison des pluies (canal Zapata).	62

- 77 – Utilisation du tracteur à Santa Rosa pour la préparation des terres.
- 78 – Utilisation des bœufs de trait et de l'araire (*yunta*) à Pampa Churigua pour la préparation des terres.
- 87 – Famille de Pampa Churigua semant des pommes de terre. Après le creusement des sillons grâce au passage de la *yunta* (arrière-plan), la femme dépose les semences de pommes de terre (second plan) que le fils recouvre de fumure (premier plan).
- 89 – Coupe de luzerne destinée à l'alimentation des bovins (Santa Rosa). Chaque jour, les femmes partent à l'aube sur les parcelles de luzerne, parfois situées à plus d'une heure de marche, dans les secteurs humides du lac d'Angustura.
- 93 – Cour intérieure d'une maison de Santa Rosa où l'on s'apprête à élaborer de la *chicha* juste après la récolte de maïs. Au premier plan se trouve la cuve de fonte pour la cuisson de l'alcool, à l'arrière-plan le stock de fagots de bois (*leña*) et les résidus du maïs qui vient d'être récolté.
- 97 – Femme de Pampa Churigua filant sa laine. L'artisanat textile constitue une activité commerciale importante pour les femmes (confection d'*agayo*, de bonnets, de couvertures...).
- 114 – Panneau indiquant la mise en place d'un programme de développement alternatif et de substitution de la coca dans le cadre de la lutte antidrogue (Villa Tunari, Chaparé).
- 127 – Siège de la Fidebol (Federación integrada de entidades bolivianas), l'une des deux fédérations de migrants boliviens à Buenos Aires localisée dans le quartier de Nueva Pompeya au sud de la ville.
- 150 – Marché hebdomadaire dans l'un des plus anciens quartiers boliviens de Buenos Aires, *La Charrúa*, enclave résiduelle d'une ancienne *villa de emergencia* consolidée dans les années soixante où vivent aujourd'hui plus de 300 familles boliviennes.
- 151 – Rue Suarez, dans le quartier Liniers de Buenos Aires, où se concentrent restaurants, commerces et services boliviens (au premier plan, enseigne d'un restaurant bolivien).
- 191 – Table rituelle d'hommage aux défunts pour les fêtes de Toussaint chez une famille d'Arbieto. À cette occasion, des pains en forme de personnages ou d'animaux (*urpu*) sont élaborés par les femmes, disposés sur la table puis emportés et consommés sur la tombe des morts.
- 200 – Maison en construction d'un riche migrant aux États-Unis et en Israël (Arbieto). L'ancienne maison d'*adobe* (au premier plan) est progressivement supplantée par le nouvel édifice qui, en 1992, était en construction depuis cinq ans.
- 200 – Maison d'un ancien migrant en Argentine (Arbieto).
- 220 – Enfants de 10 et 13 ans travaillant dans les vergers de pêcheurs d'un migrant aux États-Unis, après leur journée d'école (Arbieto).

- Femme d'un migrant aux États-Unis bêchant la terre avant l'irrigation de ses vergers de pêchers (Arbieto). 244
- Femmes de migrants participant aux travaux d'entretien de la place du village (Arbieto). Les femmes trop occupées, et qui ont suffisamment de ressources monétaires, préfèrent payer une amende ou bien des personnes de la communauté pour les remplacer. 248
- Abri d'une installation électrique alimentant une pompe et un puits d'irrigation dans un verger de pêchers, financés par la migration internationale (Arbieto). 254
- Famille de Pampa Churigua et sa maigre récolte de maïs. Le chef d'exploitation part chaque année travailler dans la région de Colomí pour compléter sa production agricole par le biais de la *mink'a* (travail rémunéré en produits). 267
- Espace culinaire d'une famille de Pampa Churigua. Femme préparant au pilon la sauce traditionnelle à base de tomates et de piments (*llajwa*) qui accompagne le plat de pommes de terre, base de l'alimentation. 285
- Migrants de Pampa Churigua plaçant dans le four traditionnel d'adobe les pains qu'ils vont emporter au Chaparé. 292
- Préparatifs de départ au Chaparé. Les migrants emballent un stock d'aliments (maïs, blé, pommes de terre...) en prévision d'un séjour de quinze jours dans le Chaparé. 293
- Enfants restés seuls sur l'exploitation pendant la migration de leurs parents au Chaparé. Les enfants sont les premières victimes de la malnutrition chronique qui touche les paysans de Pampa Churigua. 297

Dessins

- Femme métis quechua de Santa Rosa portant les vêtements traditionnels andins (*pollera* et *agayo*) et le chapeau blanc, rigide et haut de forme, typique des vallées de Cochabamba. 57
- Femme indigène quechua de Pampa Churigua allaitant son enfant. Le chapeau rond en toile est caractéristique des paysans indiens plus pauvres d'altitude. 57
- Paysan de Pampa Churigua (Antonio C., 70 ans) et sa petite-fille. En 1954, juste après la révolution agraire, Antonio C. fut l'un des initiateurs de la révolte paysanne de Pampa Churigua contre le patron de l'hacienda. 65

- 73 – Paysan de Pampa Churigua sonnait la corne d'appel pour la réunion mensuelle de la communauté, à laquelle toutes les familles sont tenues d'assister. Diverses questions d'intérêt collectif y sont débattues.
- 86 – Femme d'Arbieto effectuant le semis de pommes de terre sur ses parcelles. Avec la généralisation de la migration des hommes à l'étranger, les femmes doivent souvent assumer seules les tâches agricoles.
- 88 – Femme de Santa Rosa s'appêtant à transporter un ballot de luzerne jusqu'à son domicile. Quand les quantités sont importantes, le transport se fait également à dos de mule.
- 98 – Femme de Pampa Churigua tissant une couverture de laine de mouton (*phullu*) qui sera ensuite vendue sur le marché de Cochabamba.
- 105 – Paysan de Pampa Churigua mâchant des feuilles de coca avant de commencer les travaux agricoles.
- 142 – Exploitation agricole d'un migrant au Chaparé avec, à l'arrière-plan, la maison en bois sur pilotis, le camion et, au second plan, le séchage des feuilles de coca après la récolte. À gauche, une parcelle associant la culture de maïs et de manioc (Villa Tunari, Chaparé).
- 193 – Consommation de *chicha* entre voisins chez une famille d'Arbieto. Après son élaboration, l'alcool est stocké dans de grandes jarres de terre qui sont entreposées dans les cours des maisons (à gauche, au second plan).
- 273 – Dons alimentaires à Santa Rosa. Arrivée de sacs de farine de blé en provenance de la Communauté européenne que le dirigeant et les femmes du *club de madre* répartiront entre les familles de la communauté.
- 283 – Femme de Pampa Churigua faisant cuire, sur le foyer traditionnel de cuisson (la *chonch'a*, à gauche), le troisième repas de la journée (*sama*) qui sera emporté dans les champs.
- 286 – Séchage de viande de mouton (*charque*) dans la cour intérieure d'une maison de Pampa Churigua. Le *charque* est l'une des rares sources de protéines d'origine animale dans la communauté d'altitude, consommé surtout à l'occasion des fêtes.

Table des annexes

Annexe 1 : méthodes d'enquêtes.	349
Annexe 2 : résultats des enquêtes.	357
Tableau 1 – Rotations des cultures à Pampa Churigua.	357
Tableau 2. – Temps de travail annuel : maïs, blé, pomme de terre.	358
Tableau 3 – Temps de travail annuel sur les plantations de pêchers.	358
Tableau 4 – Revenus annuels des familles de Pampa Churigua et de Santa Rosa/Arbieto.	359
Tableau 5 – Dépenses annuelles familiales à Pampa Churigua et Santa Rosa/Arbieto.	360
Tableau 6 – Relevé mensuel de la couverture nutritionnelle par famille (Santa Rosa/Arbieto et Pampa Churigua).	361
Tableau 7 – Provenance des revenus des familles innovantes (Santa Rosa et Arbieto).	362
Tableau 8 – Provenance des revenus des familles non innovantes (Santa Rosa et Arbieto).	363
Tableau 9 – Exemples de troc semi-monétarisé.	364
Tableau 10 – Structure du panier alimentaire.	365
Tableau 11 – Migration et différenciation de la consommation de céréales à Pampa Churigua.	366
Tableau 12 – Vente de la pomme de terre et niveaux nutritionnels à Pampa Churigua.	367
Tableau 13 – Migration et autosuffisance alimentaire à Santa Rosa et à Arbieto.	367
	368

- 368 Tableau 14 – Structure de l'alimentation selon le critère migratoire
368 (en % des calories et protéines consommées).
- 369 Tableau 15 – Migration et structure du panier alimentaire à Santa rosa
et à Arbieto.
- 370 Annexe 3 : dossiers complémentaires.
- 371 Dossier 1 – La pauvreté rurale en Bolivie.
- 372 Dossier 2 – Ruralité et migration en Bolivie.
- 373 Dossier 3 – Un vieux débat : fin des paysanneries ?
- Dossier 4 – La question agraire dans la région de Cochabamba.
- Dossier 5 – Coca, cocaïne et lutte antidrogue en Bolivie.
- Dossier 6 – La migration internationale des Boliviens.

Table des matières

Préface	7
Glossaire	9
Prologue	17
Introduction	21

Partie 1	
Espaces ruraux et sociétés paysannes d'une région andine	27

Une région charnière au cœur de l'espace national	29
Une mosaïque écologique	29
Terres de conquêtes et de révolution	32
<i>De l'ayllu aux mitimaes</i>	32
<i>De la colonisation espagnole à la réforme agraire</i>	34
Un monde rural en pleine mutation	37
<i>Une réforme agraire inachevée</i>	37
<i>Une économie agricole diversifiée</i>	39
<i>Une agriculture sous fortes contraintes</i>	42
<i>Se diversifier pour survivre</i>	43
Dynamiques de peuplement	45
<i>Des vallées densément peuplées</i>	45
<i>La conquête de l'Orient</i>	45
<i>Croissance et « ruralisation »</i>	46
La ville, un pôle d'attraction équivoque	49

- 51 Villages du bas, communauté d'en haut
- 53 **Espaces et pratiques communautaires**
- 53 *Formation des territoires communautaires*
Les villages de fond de vallée
La communauté d'altitude
- 57 *Paysages agraires*
Pampa Churigua
Santa Rosa et Arbieta
- 64 **Structures foncières : passé et présent**
- 65 *Origine de la propriété foncière*
La lutte pour la terre à Pampa Churigua
Terres d'anciens piqueros dans les vallées
- 68 *De l'émiettement à l'atomisation du parcellaire*
- 70 **Être « comunero »**
- 71 *Pouvoirs et devoirs des « comuneros »*
- 74 *Du compadrazgo à l'ayni*
- 75 **Être paysan**
- 75 *Pratiques d'élevage*
- 77 *Le travail de la terre*
Des systèmes de production différenciés
La rotation des cultures
Techniques culturales
Transformation et vente de la production
- 98 **Permanence du haut et du bas**

Partie 2

**Paysans migrants : lieux, enjeux
et systèmes de mobilité**

- 103 Les contextes national et international
des migrations paysannes
- 103 **Les migrations vers le Chaparé**
- 104 *Le contexte du narcotrafic*
La coca, héritage ancestral

Le « boom » de la coca	
Chaîne du trafic	
La coca : un ballon d'oxygène dans l'économie nationale	
Le contrôle du trafic	
Le bilan des politiques antidrogue	
Vulnérabilité du cocacero	
<i>Les flux de migration au Chaparé</i>	119
Les migrants de Pampa Churigua	
Évolution des flux à l'échelle nationale	
Des migrations « temporaires » ?	
La migration internationale à partir des vallées	122
<i>L'importance de l'émigration à l'étranger</i>	123
L'émigration bolivienne	
Santa Rosa et Arbieta : des villages désertés ?	
<i>De la tradition à l'innovation migratoire</i>	125
Les destinations des émigrants des vallées	
Un ancien pôle d'attraction : l'Argentine	
De nouveaux pôles d'attraction : les États-Unis, Israël et le Japon	
Des migrations mondialisées	132
Pratiques migratoires et systèmes de mobilité	133
Systèmes de mobilité à Pampa Churigua : des espaces dédoublés	133
<i>Structure de la migration</i>	134
Qui part ?	
Pourquoi part-on ?	
<i>L'accès au Chaparé</i>	136
L'achat de terres	
L'insertion dans le Chaparé	
Les systèmes de production du Chaparé	
Un double espace de production	
Système de mobilité dans les vallées : des espaces éclatés	148
<i>Modalités et rythmes de migration</i>	148
Stratégies de travail et d'insertion à l'étranger	
Partir et revenir	

- 155 *Une migration très sélective*
De l'intention à la décision
L'argent du départ
Emprunter pour partir...
Un système migratoire à haut risque
Migrer, un privilège « des moins pauvres » ?
L'émigration impossible
- 166 **L'ailleurs, un espace du quotidien**

Partie 3

**Devenirs paysans :
survie, mutations, développement**

- 173 *Mutations économiques et socioculturelles
des espaces d'émigration*
- 173 **Vers de nouvelles logiques socio-économiques**
- 174 *Les revenus de l'émigration*
Richesse des vallées, pauvreté des plateaux
La migration supplante-t-elle l'agriculture ?
Les migrants sont-ils moins « pauvres » ?
- 180 *Quelles chances d'accumulation monétaire ?*
De faibles capacités d'accumulation à Pampa Churigua
Les risques de l'endettement dans les vallées
- 183 **Vers de nouveaux modes de consommation
et de comportements socioculturels**
- 183 *Les priorités monétaires*
L'émergence d'une élite paysanne dans les vallées
Des dépenses peu diversifiées à Pampa Churigua
- 188 *Modes de consommation et vie festive*
Les temps forts de la vie festive
La vie festive dans les logiques monétaires
- 194 *Vers un cloisonnement des pratiques
socioculturelles communautaires ?*
Religion et interdits à Pampa Churigua
La recherche du prestige dans les vallées

Une approche diachronique de la migration internationale	203
Itinéraires de migrants	203
Le concept de « cycle migratoire »	204
Succession des cycles migratoires	204
Des itinéraires exemplaires : économies familiales consolidées	206
Des itinéraires inachevés : économies familiales peu consolidées ou fragilisées	212
Une ruralité maintenue	216
Les investissements fonciers	216
La terre au cœur des enjeux	
L'achat de terres : projet économique ou socioculturel ?	
Les jeunes générations face à la migration	218
La trajectoire des enfants	
La migration, un tremplin vers la ville ?	
Entre survie et développement	223

Partie 4 Vers une meilleure sécurité alimentaire ?	225
--	-----

Des systèmes de production conditionnés par l'émigration	227
Pampa Churigua : des systèmes de production « réajustés »	227
Les nouvelles fonctions de l'élevage	228
Une main-d'œuvre familiale moins disponible	229
Des choix d'assolements différenciés	232
Des rendements agricoles fragilisés	234
Priorité à l'autoconsommation	236
Une agriculture à plusieurs vitesses dans les vallées	239
Réorganisation sociale du travail	239
Migration et structure démographique	
Le sort des femmes de migrants	
De l'ayni au salariat	

- 250 *De la déprise au développement*
Jachère forcée et baisse des rendements
Nouvelles dynamiques agricoles : les conditions de la transition
Les limites de l'innovation
L'innovation impossible
- 261 **Des agricultures en sursis ?**
- 263 **Migration et sécurité alimentaire**
- 263 **Les stratégies d'approvisionnement**
- 264 *Pampa Churigua : une refonte de « l'idéal vertical » ?*
Des « étages alimentaires »
Le troc
La *mink'a*
Les dons alimentaires
Les achats alimentaires
Vers une meilleure autosuffisance alimentaire ?
- 277 *Des modes d'approvisionnement peu diversifiés dans les vallées*
Dépendance du marché alimentaire urbain
Les contraintes de l'approvisionnement
Différenciation des modes d'approvisionnement
- 281 **La consommation alimentaire**
- 281 *Les composants socioculturels de l'alimentation : pratiques et représentations*
Tabous, interdits et rituels alimentaires
Les rythmes alimentaires
- 284 *Les composants du régime alimentaire*
Une alimentation peu diversifiée à Pampa Churigua
Une alimentation diversifiée et urbanisée dans les vallées
- 290 *La différenciation de l'alimentation familiale*
Une alimentation homogène à Pampa Churigua
Restriction monétaire et mimétisme alimentaire dans les vallées
- 296 **Migration et nutrition**
- 297 *Les carences nutritionnelles*
Des carences en calories
Le cycle « agronutritionnel » de Pampa Churigua
Le cycle « agronutritionnel » des villages de vallée

<i>Les facteurs déterminants de la couverture nutritionnelle</i>	306
Migration, niveaux de revenus et couverture nutritionnelle	
L'endettement, un facteur de restriction alimentaire	
Le rôle de la composition familiale	
Entre le repli et l'obligation de vendre	
La migration comme stratégie alimentaire ?	313
Conclusion	315
Épilogue	327
Bibliographie	329
Annexes	349
Liste des sigles	377
Resumen	379
Summary	389
Table des illustrations	367
Table des annexes	405
Table des matières	407

Photogravure : Atelier 6 (Montpellier)
Impression numérique : Maury SA (Millau)
N° d'imprimeur : K00/24778 P

Dépôt légal : décembre 2000

Partir pour rester... Le paradoxe résume la situation de nombreux paysans des Andes boliviennes confrontés à un appauvrissement croissant. Le chef de famille, puis souvent les enfants partent travailler dans la plaine amazonienne, en Argentine ou dans un pays riche du Nord. L'objectif est de gagner assez d'argent pour permettre au reste de la famille de vivre sur place et d'y revenir soi-même plus tard.

Les départs en migration sont abordés dans le cadre d'une étude comparative des sociétés paysannes de deux étages agro-écologiques : les vallées et les hauts plateaux. Les paysans des deux types de communautés mettent en œuvre des stratégies originales d'accès à la migration et d'élargissement de leurs espaces de vie, les uns par la production illégale de coca en Amazonie, les autres par le travail salarié à l'étranger.

Augmentation et différenciation des revenus, réaménagement ou mutation des agricultures locales, nouveaux rôles des femmes : le fait migratoire est devenu un élément structurel de ces économies paysannes. L'amélioration ou la fragilisation des systèmes alimentaires, en termes d'auto-suffisance et de couvertures nutritionnelles, manifestent les effets ambivalents des migrations. Les multiples aspects des dynamiques migratoires observées dans cette région andine renvoient à la question essentielle du maintien de l'agriculture et de la ruralité dans de nombreux pays du Sud.

*Docteur en géographie, **Geneviève Cortes** est maître de conférence à l'université Paul-Valéry de Montpellier depuis 1997 et poursuit ses recherches au Gral (Groupe de recherche sur l'Amérique latine) de l'université de Toulouse sur les questions de développement rural et les dynamiques migratoires.*

IRD Éditions

213, rue La Fayette
75480 Paris cedex 10

Diffusion

32, avenue Henri-Varagnat
93143 Bondy cedex
fax : 01 48 02 79 09
e-mail : diffusion@bondy.ird.fr

Mots-clés

Migrations

Sécurité alimentaire

Agriculture paysanne

Sociétés andines

Espace rural

150 FF

22,87 €

ISSN : 0998-4658

ISBN : 2-7099-1459-X

